Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du lundi 5 mai 2025
à 19 heures

Séance tenue au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée
et diffusée sur le site Internet de l'arrondissement

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 5 mai 2025 à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 7 avril 2025 à 19 heures.

10.04 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires des membres du conseil.

10.05 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1258159004

Déposer le rapport d'activités 2024 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions orales du public.

10.07 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions écrites du public.

10.08 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.9 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

12 – Orientation

12.01 Programme / Programmation / Plan d'action / Concept

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1259232002

Adopter le Plan local de développement culturel de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025-2030.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Contribution financière

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223010

Autoriser le dépôt de demandes dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

20.02 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1255284005

Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 114 975 $ incluant les taxes, pour le programme "Aménage ton voisinage" de l'arrondissement, pour une période d'une année, se terminant le 30 novembre 2025.

20.03 Contrat de construction

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1255537002

Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

20.04 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223012

D'autoriser une dépense additionnelle de 43 403,42 $, dans le cadre du contrat à Rendez-vous NDG pour le projet 2025 au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce, majorant ainsi le contrat à 172 500,81 $ et approuver la convention à cette fin, approuver un avenant à la convention avec Loisirs sportifs CDN-NDG pour le soutien aux activités de surveillance afin de soustraire les activités de surveillance au Pavillon NDG et réduire la contribution accordée par la résolution CA23 170302 à Loisirs sportifs CDN-NDG d'un montant de 33 084,15 $.

20.05 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1257570002

Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $, toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement. Approuver les projets de convention à cette fin.

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223006

Accorder une contribution financière totalisant 30 000 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG) pour l'année 2025 dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands et approuver le projet de convention à cette fin.

20.07 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256290003

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 4 100 $.

30 – Administration et finances

30.01 Reddition de comptes

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1259060003

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2025 en date du 31 mars 2025 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 mars 2025 par rapport au 31 mars 2024, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1259601001

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.

30.03 Déclaration / Événement / Proclamation

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1256792001

Motion relative à la tenue du colloque annuel de l'Association des communicateurs municipaux du Québec.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1255676003

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 5 mai 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.02 Ordonnance - Autre sujet

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223005

Édicter les ordonnances pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge par le Marché Bonne Bouffe NDG du Dépôt Centre communautaire d'alimentation, et sur la Place Darlington, dans le parc de la Savane et dans le parc Nelson-Mandela par les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria Communautaire MultiCaf, entre le 5 juin et le 1er novembre 2025.

40.03 Ordonnance - Domaine public

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223007

Édicter les ordonnances pour permettre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors de promotions commerciales demandées par l'Association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce Biz NDG, la SDC Côte-des-Neiges et l'Association des marchands du chemin Queen-Mary.

40.04 Ordonnance - Domaine public

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223008

Autoriser la tenue d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe du 11 au 14 septembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

40.05 Ordonnance - Domaine public

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223009

Autoriser une piétonnisation éphémère et une promotion commerciale sur l'avenue de Monkland du 21 au 24 août 2025, ainsi que l'utilisation du parc Paul-Doyon pour affichage et animation, et édicter les ordonnances à cet effet.

40.06 Règlement - Circulation / Stationnement

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223011

Désigner comme rue piétonne et place publique les rues suivantes : place Guillaume-Couture située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe, avenue Royal située entre la rue Sherbrooke et la côte Sainte-Antoine, avenue Madison située entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grace, de façon temporaire et ce à compter du 20 mai jusqu'au 31 octobre 2025. Autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de mobilier de détente et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances liées.

40.07 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751014

Donner un avis de motion et adopter annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant *le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), *le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) et *le Règlement de lotissement* (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029), adopter, tel que soumis le projet de règlement et mandater la secrétaire d'arrondissement pour une tenir une séance publique de consultation.

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751003

Adopter, avec changement, la résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.09 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1243751004

Adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.10 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751013

Adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-148 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée situé au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.11 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751015

Adopter le projet de résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1257479004

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) et les rapports des dépenses avec et sans bon de commande du mois de mars 2025.

60.02 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256290002

Prendre acte du dépôt par la secrétaire d'arrondissement d'un procès-verbal de correction et des actes du conseil modifiés qui s'y rapportent, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la seule lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

65 – Avis de motion des conseillers

65.01 Avis de motion des conseillers

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1254570009

Motion pour reconnaître le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul.

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 7 avril 2025 à 19 heures au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse suppléante Despina Sourias**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Stephanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Chantal Hooper, directrice des travaux publics par intérim;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière;
Fimba Tankoano, directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social;
Samir Admo, directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse suppléante déclare la séance ouverte à 19 heures.

Nous reconnaissons que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Je remercie la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en territoire non cédé.

RÉSOLUTION CA25 170063

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 7 avril 2025 à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉSOLUTION CA25 170064

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par Despina Sourias

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce tenue le 10 mars 2025, à 19 heures.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DES MEMBRES DU CONSEIL

Despina Sourias	• Remercie les citoyens de leur présence • 12 et 20 avril – Pâques juive et chrétienne • 23 et 24 avril –Yom Hashoah - Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste • Mois d'avril – célébration du patrimoine sikh • 13-14 avril – début du nouvel an indien • Motion pour célébrer la contribution de la communauté hellenique • Développement du secteur Namur-Hippodrome • Appui financier à des organismes • Engagement en matière de logement
Stéphanie Valenzuela	• Célébration de la Pâques orthodoxe, chrétienne et de la Pâques juive • Propreté dans le quartier – corvées • 22 avril – Jour de la Terre • Yom Hashoah - Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste • Exposition *Plus que des bons réfugiés ! 50 ans de présence cambodgienne, laotienne et vietnamienne à Montréal,* au Centre des mémoires montréalaise • Nouvel an de la communauté khmer • Importance des banques alimentaires dans l'arrondissement • Droit des locataires – organismes dans l'arrondissement • Élections fédérales – importance du vote pour la démocratie
Sonny Moroz	• Remercie les citoyens de leur présence • Pâques orthodoxe, chrétienne et juive • Accueil de l'école primaire Des Nations à l'hôtel-de-ville de Montréal dans le cadre du projet « Notre quartier de rêve » • Parc de la Savane – réaménagement de l'aire de jeux d'eau • Projets d'habitation de l'administration – demande la concrétisation • 23 avril – Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste • Yom Haʿatzmaout – Jour de l'indépendance – fête nationale d'Israël • Élection fédérale – importante du vote • Tarifs massifs des États-Unis sur le Canada
Magda Popeanu	• Remercie les citoyens de leur présence • Journée mondiale de la santé – 75 ans de l'OMS • 22 avril – Journée de la Terre • Succès de la Francofête 2025 • 24 avril - Journée de commémoration du génocide arménien • 13 mars – Participation à Montréal en commun visant à accélérer la mise en œuvre de projets innovants • 26 mars – Participation à la Journée de l'indépendance du Bengladesh • 7 projets dans l'arrondissement sont qualifiés • Contribution pour la piétonisation de l'avenue Lacombe • Contribution à Club Ami • Achat de 700 logements pour garantir leur abordabilité • Projet Namur-Hippodrome • Pâques juive, orthodoxe et chrétienne
Peter McQueen	• Ouverture du planchodrome au parc Benny – retour sur l'élaboration du projet • Programme de sécurité alimentaire dans les camps de jour • Cyclo Nord-Sud – projet Vélorution • Ajout de 700 logements par l'administration avec l'achat d'immeubles

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

	• Pâques juive et chrétienne

PÉRIODE DE QUESTIONS ORALES DU PUBLIC

Nom	Sujet de la question
Rhiannon Colley	Gestion des déchets sur l'avenue West Hill et dépôt de documents (photos)
Zvi Singer	Placette Guillaume-Couture
Helena Katz Tobiasz	Arrêt obligatoire à l'intersection des avenues Hampton et Somerled et boulons mal fixés au chalet du parc Warren-Allmand
George Christianis	Pistes cyclables Wilderton et Darlington
Jennifer McLeish	Dépôt alimentaire NDG
Suspension de la séance pendant 5 minutes	
Archie McDonald	Stationnement sur l'avenue West Hill
Hartley Barber	Maintien des arbres et présence automobile
Irwin Rapoport	Consultation citoyenne
Stephen Jass	Déneigement et bornes de protection sur l'avenue de Terrebonne
Cindy Thomas	311

	Personne ayant quitté la séance ou ayant retiré sa question

RÉSOLUTION CA25 170065

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

De prolonger de 15 minutes la période de questions orales des citoyens afin que toutes les personnes qui se sont inscrites aient la possibilité de s'adresser au conseil.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RETOUR À LA PÉRIODE DE QUESTIONS ORALES DU PUBLIC

Nom	Sujet de la question
Hélène Lamarre	Projet particulier – avenue Lajoie

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

PÉRIODE DE QUESTIONS ÉCRITES DU PUBLIC.

Nom	Sujet de la question
Lino Monteleone	Contravention – déplacement d'un arrêt d'autobus
Chantal Sampson	Parc au métro de la Savane
Kasandra Deblois	Ajout de clôtures dans les parcs – sécurité des enfants
Kathleen Carbone-McNally	Responsabilité envers les citoyens
Claudette Bardin	Pistes cyclables

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Stephanie Valenzuela	• S'enquiert de l'échéancier pour repaver l'avenue Linton.
Peter McQueen	• Demande si des améliorations seront apportées aux événements du parc Notre-Dame-de-Grâce.
Sonny Moroz	• Demande une mise à jour sur l'échéancier des travaux au parc McKenzie-King et les impacts sur les événements qui s'y tiennent. • S'enquiert de l'échéancier pour le retrait des bases des poteaux retirés suivant l'épisode de verglas au parc Van Horne.

RÉSOLUTION CA25 170066

CONTRAT - BIOTECH FORESTERIE INC. - TRAVAUX D'ESSOUCHEMENT

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1255831001

RÉSOLUTION CA25 170067

CONTRAT - ARBORICULTURE DE BEAUCE INC. - SERVICES D'ÉLAGAGE ET D'ABATTAGE D'ARBRES



Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

D'autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1255831002

RÉSOLUTION CA25 170068

CONTRAT - INSTALLATION JEUX-TEC - PARC DE LA SAVANE

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu
Sonny Moroz

D'accorder un contrat de travaux à l'entreprise Jeux-Tec inc., pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeu d'eau existant au parc de la Savane, aux prix et conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public - 59-25-DGI-09;

D'autoriser une dépense à cette fin de 179 372,50 $, incluant toutes les taxes;

D'autoriser une dépense additionnelle de 26 905,87 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense additionnelle de 26 905,87 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de 233 184,25 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1255537001



RÉSOLUTION CA25 170069

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - CYCLO NORD-SUD - PROJET VÉLORUTION CDN-NDG

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025, et approuver le projet de convention à cette fin;

D'autoriser une dépense à cette fin de 65 000 $, incluant les taxes si applicables;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1255284004

RÉSOLUTION CA25 170070

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - SDC CÔTE-DES-NEIGES - PROJET DE PIÉTONNISATION

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'édicter l'ordonnance OCA25 17010 afin d'augmenter de 25 000 $ le maximum de contribution pouvant être accordé à la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges pour l'exercice financier 2025, passant de 60 000 $ à 85 000 $, conformément à l'article 7 du *Règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial* (RCA17 17285);

D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 25 000 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son projet de piétonnisation prévue en septembre 2025.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1259223003



RÉSOLUTION CA25 170071

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI NDG - PROGRAMME PRÉVENTION MONTRÉAL

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder une contribution financière au Carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le cadre du programme Prévention Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1258159003

RÉSOLUTION CA25 170072

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - CLUB AMI LA SANTÉ MENTALE PAR L'ENTRAIDE ET L'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE INC.

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder une contribution financière à Club Ami la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1258159002

RÉSOLUTION CA25 170073

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - DEUX OBNL - PROGRAMME SOUTIEN À LA CONCERTATION ET AUX ENJEUX SOCIAUX ÉMERGENTS

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu
Stephanie Valenzuela



D'accorder une contribution financière de : 119 986 $ (toutes taxes incluses si applicable) à LogisAction pour le projet « Ensemble pour des logements plus sains à NDG » pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026;

D'accorder une contribution financière de : 119 965 $ (toutes taxes incluses si applicable) à Projet Genèse pour le projet « RénoActions solidaires dans les rénovictions », pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026;

D'approuver les projets de convention à cet effet;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.08 1250055001

_____

RÉSOLUTION CA25 170074

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTIONS - 11 OBNL

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

1. D'accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029);

Organisme	Projet	Période	Montant en $
Association communautaire Westhaven Elmhurst / Westhaven Elmhurst Community Recreation Association	Intervenant(e) de milieu – Dynamisation et engagement au Centre communautaire Westhaven	2025-04-01 au 2029-03-31	177 262 $
Baobab Familial	La Ruche de Côte-des-Neiges	2025-04-01 au 2029-03-31	120 746 $
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie	2025-04-01 au 2029-03-31	251 418 $
Centre Communautaire Mada Inc.	Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînés vulnérables	2025-04-01 au 2029-03-31	206 081 $

INITIALES DU MAIRE
INITIALES DU SECRÉTAIRE

Centre communautaire Mountain Sights	La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle !	2025-04-01 au 2029-03-31	204 020 $
Conseil des Educateurs Noirs du Québec / Quebec Board of Black Educators (QBBE)	Élévation académique: Soutien familial pour la jeunesse marginalisée de Montréal	2025-04-01 au 2029-03-31	206 081 $
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Itinérance cachée, réalité éclairée	2025-04-01 au 2027-03-31	141 400 $
La Cafétéria communautaire MultiCaf	Cultiver l'avenir : Insertion au marché du travail par la sécurité alimentaire	2025-04-01 au 2029-03-31	466 216 $
Les Maisons Transitionnelles 03	Mieux cuisiner ensemble	2025-04-01 au 2029-03-31	92 324 $
Parents engagés pour la petite enfance (PEP)	Des mini jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG	2025-04-01 au 2029-03-31	166 834 $
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Je suis un ATOUT !	2025-04-01 au 2029-03-31	412 161 $

2. D'approuver les projets de convention à cet effet;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.09 1257570001

RÉSOLUTION CA25 170075

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - POLLIFLORA - PROJET TEMPORAIRE DE PROTECTION DES POLLINISATEURS

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder une contribution financière de 17 377,42 $ toutes taxes incluses, financé à même le surplus libre de l'arrondissement, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire de protection des pollinisateurs sur le site de l'ancien hippodrome;

D'approuver le projet de convention à cette fin;

Le tout est conditionnel à la signature d'une entente d'occupation du site avec le Service de la stratégie immobilière de la Ville de Montréal.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.10 1259982003



RÉSOLUTION CA25 170076

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 9 ORGANISMES

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 8 000 $;

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Les Scouts du Montréal Métropolitain 1147600986 89021 CSP Malec Montréal (Québec) H9C 2Z3 Éloïse Cantin	Le 12e groupe scout Notre-Dame-de-Grâce, actif depuis plus de 90 ans, joue un rôle essentiel dans l'épanouissement des jeunes du quartier. Le groupe scout contribue ainsi activement au cheminement de ses membres vers un avenir prometteur.	**TOTAL: 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Peter McQueen 500 $
Les Voix de la montagne 11162437132 4300, ch. Queen Mary, Montréal (Québec) H3V 1A6 Geneviève Cournoyer-Proulx	Un chœur mixte à quatre voix, formé d'une soixantaine d'amoureux du chant choral. Financement pour un concert, qui a eu lui dans l'église Saint-Enfant Jésus.	**TOTAL: 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 100 $ Magda Popeanu 400 $
Fabrique paroisse Notre-Dame de Grâce, Comité d'entraide 1149167521 5333, ave Notre-Dame de Grâce Montréal (Québec) H4A 1L2 Louise Bernier	Depuis 1997, la paroisse Notre-Dame-de-Grâce soutient les familles démunies en finançant, partiellement ou totalement, les frais de camps pour les enfants identifiés par l'école et la paroisse.	**TOTAL: 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Peter McQueen 500 $
Les Petits Frères 1141027285 4624, rue Garnier Montréal (Québec) H2J 3S7 Laurent Ropers	Yann Ibouldo, résident de Côte-des-Neiges, est bénévole pour l'organisation Les Petits Frères de CDN/NDG. Il sollicite une subvention afin de couvrir certains frais logistiques.	**TOTAL 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 300 $
Maison de l'innovation sociale 1172107626 2069, Rue Parthenais – Édifice Grover, Montréal (Québec) H2K 3T2	Le 15 mai 2025, la MIS, en collaboration avec HEC Montréal, tiendra sa première grande Soirée-bénéfice au 3000 chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal.	**TOTAL 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 300 $



Marie-Christine Ladouceur-Girard		
Communauté sépharade unifiée du Québec 1144503910 216-5151, Chemin de la Cote Ste Catherine. Montréal (Québec) H3W 1M6 Benjamin Bitton	Le festival met en valeur l'évolution du patrimoine sépharade tout en garantissant l'accessibilité grâce à des prix abordables, favorisant ainsi une large participation.	**TOTAL: 900 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Magda Popeanu 400 $
Fédération des Associations Canado-Philippines du Québec INC. 1148213201 4645, rue De La Peltrie Montréal (Québec) H3W1K4 Cristy Hunter	Cette année marque la 4e année de la Fêtes de Printemps organisée par la FFCAQ.	**TOTAL: 1 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 500 $
Association des locataires HLM de la rue Walkley 1172901572 5411, avenue Walkley app 03 (Québec) H4V 2M6 Adel Ben Mabrouk	Le projet en cours, Habitation propre, s'étend sur 11 mois, de février 2025 à décembre 2025. Diverses activités sont prévues pour l'occasion.	**TOTAL: 2 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 1 000 $ Despina Sourias 1 000 $
Ensemble vocal Katimavik 1161268488 4300 ch. Queen-Mary Montréal (Québec) H3V1A6 Élisabeth Rousseau	Présentation de deux oeuvres chorales de Brahms, le Requiem allemand et Nänie, à l'Église St-Jean- Baptiste le samedi 7 juin 2025.	**TOTAL: 300 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.11 1256290001

RÉSOLUTION CA25 170077

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - ÉVÉNEMENTS

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 avril 2025 joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances OCA25 17011, OCA25 17012 et OCA25 17013 autorisant, le cas échéant,



le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1255676002

RÉSOLUTION CA25 170078

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - PROJET D'OFFRE ALIMENTAIRE CAFÉ/TERRASSE

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période d'avril à décembre 2025 et édicter les ordonnances OCA25 17014 et OCA25 17015 à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1259223004

RÉSOLUTION CA25 170079

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA25 17415

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA25 17415 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement RCA25 17415 a été tenue le 19 février 2025 conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le second projet de règlement a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 10 mars 2025 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue;

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

Il est proposé par Despina Sourias



appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumis, le Règlement RCA25 17415 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), *le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et le *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1245626002

RÉSOLUTION CA25 170080

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA25 17417

ATTENDU QUE le règlement sur l'occupation permanente du domaine du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 10 mars 2025, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumis, le règlement RCA25 17417 sur l'occupation permanente du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1254570007

RÉSOLUTION CA25 170081

DÉROGATION MINEURE - 2601 À 2607, AVENUE VAN HORNE (LOT 6 174 199)

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 19 mars 2025, la demande de dérogation mineure en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006);

ATTENDU qu'un avis relatif à la demande de dérogation mineure a été publié sur le site internet de la Ville le 21 mars 2025 afin de statuer sur la demande de dérogation mineure, conformément à l'article 145.6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1).

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D'accorder une dérogation mineure à la hauteur du rez-de-chaussée du bâtiment principal situé au 2601 à 2607, avenue Van Horne (lot 6 174 199), tel que présenté aux plans P-1 à P-3 préparés par ACDF architecture, et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 18 mars 2025, afin de permettre une hauteur de rez-de-chaussée à 97,3 m. avec une variation de ± 0.5 m. au-dessus du niveau de la mer et ce, malgré l'article 14 du projet particulier PP-93, qui spécifie que la hauteur maximale du rez-de-chaussée pour la phase 3 du projet est limitée à 95,3 m avec une variation de ± 0.5 m. au-dessus du niveau de la mer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1253751012

RÉSOLUTION CA25 170082

PROJET DE RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-148

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution PP-148 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée situé au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente résolution s'applique à la propriété située au 7325, avenue Dieppe et correspondant au lot # 2 174 686 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'agrandissement du bâtiment est autorisé sur une superficie maximale de 100 m^2, sur une hauteur de 1 étage.

À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 9, alinéa 2° suivant du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1253751013

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA25 170083

SECOND PROJET DE RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-146

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, a été adopté à la séance ordinaire tenue le 10 mars 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche a été placée le 18 mars 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 25 mars 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE la correction des articles 3 et 4 a été effectuée afin de modifier une coquille et de préciser une condition relative au projet de transformation et d'occupation d'un immeuble.

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, avec changement, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 4528 & 4530, avenue Mayfair correspondant aux lots 3 320 368 & 3 320 369 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliaux jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE TRANSFORMATION ET D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE



4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumise au respect des conditions suivantes :

a) Le délai pour déposer une demande de permis de transformation complète et conforme à la réglementation et à la présente résolution est de 24 mois à partir de son entrée en vigueur. Passé ce délai, la résolution est réputée nulle et non avenue.
b) Une demande de permis de lotissement afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrites à l'annexe A doit être délivrée avant que le permis de transformation ne soit délivré.
c) L'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair doivent être retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre à grand déploiement.
d) L'entrée charretière doit être désaffectée.
e) L'ensemble des fenêtres coulissantes sur les façades et les murs latéraux doivent être remplacées afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

ANNEXE A

Territoire d'application

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1253751003

RÉSOLUTION CA25 170084

SECOND PROJET DE RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-147

ATTENDU QU'UNE ligne d'alimentation électrique locale d'Hydro-Québec doit être déplacée et une servitude à cet effet devra être prévue;

ATTENDU QU'UNE servitude de passage en faveur de la Ville de Montréal pour accéder au parc Marie-Gérin-Lajoie devra être convenue préalablement à l'adoption finale de la présente résolution;

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot 6 651 796), a été adopté à la séance ordinaire tenue le 10 mars 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QUE deux (2) affiches ont été placées le 18 mars 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 26 mars 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus tel qu'indiqué dans le procès-verbal;

ATTENDU QUE la correction des articles 1 et 7 a été effectuée afin de retirer la notion de lot projeté, puisque le lot a été enregistré au cadastre du Québec, et de supprimer une répétition dans un des documents nécessaires au dépôt de la demande de permis de construire.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 123 afin de déroger aux usages;
2. à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;
3. à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SOUS-SECTION 1

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

SOUS-SECTION 2
CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 63 %;
2. Les marges minimales suivantes :

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

a. Avant: 1,5 mètre, à l'exception d'une saillie, à partir du 2e étage, d'au plus 20 mètres de large et 1 mètre de profond, au-dessus de l'entrée principale;

b. Latérale face au parc Marie-Gérin-Lajoie: 6 mètres;

c. Arrière : 5 mètres.

3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage ne peut avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.

4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule de niveau 2;

5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;

6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue.

7. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique ne doit pas nécessiter l'abattage d'un arbre situé dans l'enceinte du parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète en partie sur le site visé.

SOUS-SECTION 3

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doivent respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30 %;
2. Six (6) bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel sont aménagés au toit;
3. Un accès piéton doit être prévu, d'une largeur d'au moins 1,2 mètre à partir de l'accès du Parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie.

CHAPITRE IV

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:

a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);

b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);

c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);

d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;

e. la méthode de collecte privée ou publique;

f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.



2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.

3. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assurent la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.

4. Un plan permettant de localiser le déplacement de la ligne électrique et ses composantes.

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

CHAPITRE VI

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicables.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.
Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une nouvelle partie de ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.
2. La conservation des arbres doit être priorisée dans le choix du tracé de la ligne électrique.
3. Lorsque le système racinaire d'un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d'excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
4. Lorsque la canopée pourrait être affectée lors de la construction, un élagage préventif devrait être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.
5. L'aménagement du sentier prévu entre le parc Marie-Gérin-Lajoie et l'avenue Lajoie ne devrait pas entraîner l'abattage d'arbres et doit être conçu dans la continuité du sentier existant du parc.

ANNEXE A

Territoire d'application

ANNEXE B

Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres

_____

Un débat s'engage.

_____

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1243751004

RÉSOLUTION CA25 170085

RÉSOLUTION APPROUVANT LA DÉMOLITION AU 7330 À 7380, CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-LUC / 5421 À 5499, RUE ROBERT BURNS

ATTENDU que le projet sera développé par un organisme à but non lucratif (OBNL);

ATTENDU que l'OBNL, s'engage à déployer ses meilleurs efforts afin d'obtenir un engagement de financement dans le cadre d'un programme de logement social ou abordable;

ATTENDU QUE le projet est conforme aux balises d'encadrement adoptées par le conseil municipal et à la politique locale adoptée par le conseil d'arrondissement;

ATTENDU QUE le projet de résolution visant à autoriser la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour l'immeuble situé au 7330 à 7380, chemin de la Côte Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns en vertu de l'article 93 de *la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (LQ 2024, c 2) a été adopté à l'assemblée ordinaire tenue le lundi 10 mars 2025;

ATTENDU QU'un avis public a été publié le 18 mars 2025 pour annoncer l'assemblée publique de consultation sur le projet de résolution qui a été tenue le 26 mars 2025, conformément à l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q.2024, ch. 2) et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter la résolution approuvant la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour l'immeuble situé au 7330 à 7380 chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q.2024, ch. 2).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 7330 à 7380 chemin de la Côte Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, correspondant au lot 3 322 043 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

2. La présente résolution abroge et remplace la résolution CA23 170208 autorisant le projet particulier PP-137 visant la démolition de deux bâtiments commerciaux situés aux 7330-80, chemin de la Côte-Saint-Luc et 5421-99, rue Robert-Burns (lot 3 322 043) et la construction d'un bâtiment mixte (commercial et résidentiel) de 18 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



CHAPITRE II

AUTORISATIONS

3. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce et du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition d'un bâtiment commercial existant et la construction d'un bâtiment résidentiel, ainsi que les travaux d'aménagement associés, sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

4. À cette fin, il est permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 9 afin de déroger à la hauteur prescrite en mètres et en étages;

2. à l'article 24 afin de déroger aux règles d'insertion;

3. à l'article 40 afin de déroger au taux d'implantation minimum prescrit;

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SOUS-SECTION 1

CONDITION RELATIVE AUX LOGEMENTS SOCIAUX OU ABORDABLES

5. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au respect de la condition suivante :

1. 100 % de la superficie résidentielle du projet vise la réalisation de logements sociaux ou de logements abordables, tels que définis dans le Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

SOUS-SECTION 2

CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

6. La construction d'un bâtiment doit respecter les conditions suivantes :

1. La hauteur maximale est de 18 étages et de 60 m;

2. Un maximum de 203 unités d'habitation est autorisé;

3. Le taux d'implantation minimum est de 15%;

4. Le taux d'implantation maximum est de 18% ;

5. Au moins 5 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule;

6. Des unités de stationnement doivent permettre l'installation de borne de recharge pour véhicule électrique, minimalement de niveau 2;

7. Des unités de stationnement doivent être réservées à des usages collectifs et partagés tels que l'autopartage, la livraison ou un débarcadère.

7. Malgré l'article 386.2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-des-Neiges (01-276), au moins 40% de la superficie du terrain doit être plantée de végétaux en pleine terre tels que des plantes couvre-sol, arbustes ou arbre.

SOUS-SECTION 3



CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DU TOIT DU BASILAIRE

8. L'aménagement du toit du basilaire doit respecter les conditions suivantes :

1. L'aménagement doit intégrer une toiture végétalisée ;

2. Le toit du basilaire doit être directement accessible de l'intérieur pour l'entretien et une sortie d'eau extérieure doit être prévue à ce niveau.

CHAPITRE III

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

9. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:

    a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);

    b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);

    c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);

d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;

e. la méthode de collecte privée ou publique;

    f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

2. un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances;

3. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition réalisé par un expert dans le domaine;

4. Une étude préparée par un expert doit démontrer la conformité des niveaux sonore et vibratoire aux niveaux prescrits au chapitre VI de la présente résolution.

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

10. Les demandes de permis visées ci-dessous doivent respecter les délais prescrits:

1. Une demande d'autorisation de démolition visée par la présente résolution doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et de mobilité dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

2. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée avant la délivrance du certificat de démolition.

3. Les travaux de construction visés par la présente résolution doivent débuter dans les 24 mois suivants la fin des travaux de démolition.

4. Les travaux d'aménagement extérieur prévus à la présente résolution doivent être exécutés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

5. À défaut des précédents délais, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet. Le terrain doit alors être décontaminé, remblayé, nivelé et gazonné.



CHAPITRE VI

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

11. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères suivants sont applicables.

Objectif 1 : Assurer un bâtiment de qualité qui prend en considération les nuisances sonores et de vibration

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. l'architecture d'un bâtiment est conçue de manière à minimiser les effets de réverbération sonores et les vibrations sur le milieu;

2. le rez-de-chaussée ou un basilaire compose un volume à l'échelle des espaces appropriables au niveau du sol.

Autres critères:

1. Les condenseurs prévus sur les balcons doivent être non visibles de la voie publique;

2. l'aménagement d'une placette proposée dans la cour avant doit être réalisé en coordination avec les interventions projetées sur le domaine public;

3. les aménagements projetés dans la cour située du côté de la voie ferrée intègrent une noue végétalisée ou un jardin de pluie qui participent à la stratégie de rétention des eaux de ruissellement;

4. Limiter l'implantation de l'empiétement de l'aire d'entreposage des matières résiduelles extérieures sur le domaine public.

ANNEXE A

Territoire d'application

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.09 1253751008

RÉSOLUTION CA25 170086

NOMINATION DIRECTRICE PAR INTERIM - DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Il est proposé par Despina Sourias

appuyé par Magda Popeanu

De nommer Chantal Hooper à titre de directrice par intérim à la Direction des travaux publics de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour un contrat à durée indéterminée.

Un débat s'engage.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51.01 1252944001

RÉSOLUTION CA25 170087

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS FÉVRIER 2025

Madame la mairesse suppléante Despina Sourias dépose les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) et les rapports des dépenses du mois de février 2025.

60.01 1257479003

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 21 heures 42.

Despina Sourias	Julie Faraldo-Boulet
La mairesse suppléante	La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA25 170063 à CA25 170087 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1258159004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport d'activités 2024 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

IL EST RECOMMANDÉ :
De recevoir le rapport d'activités 2024 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:33

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258159004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport d'activités 2024 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement a été mandatée pour coordonner la création du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (Cj) qui a vu formellement le jour à la séance du conseil d'arrondissement du 3 décembre 2018.
Le Conseil jeunesse est une instance consultative appelée à soumettre des recommandations au Conseil d'arrondissement sur toute question qui concerne la jeunesse dans les domaines relevant de sa compétence et à assurer la prise en compte des préoccupations de ce groupe dans les décisions de l'arrondissement. Il vise également à développer les compétences des jeunes en participation politique et en création de projets à vocation municipale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170058 - 8 avril 2024
De recevoir le rapport d'activités 2023 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA23 170072 - 3 avril 2023
De recevoir le rapport d'activités 2022 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA22 170033 -7 mars 2022
De recevoir le rapport d'activités 2021 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA21 170029 - 1er février 2021:
De recevoir le rapport d'activités 2020 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA19 170314 - 2 décembre 2019 :
De recevoir le rapport d'activités 2019 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA18 170312 - 3 Décembre 2018 :
D'entériner la constitution du conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour une période d'au plus deux ans à compter du 1er janvier 2019. Les membres décideront lors de leur première rencontre quelle sera la durée de leur mandat respectif (un an ou deux ans).

CA18 170197- 26 juin 2018 :
Dépôt - Plan de travail – Création du conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Après six ans d'existence, les membres du Conseil jeunesse CDNNDG présentent leur rapport d'activités 2024. Le présent rapport fait état des activités auxquelles les membres ont participé ainsi que de leurs réalisations. Le Cj a participé à plusieurs activités et développé un projet d'envergure en collaboration avec plusieurs partenaires :

- En collaboration avec une enseignante de l'école La Voie du cours Culture et citoyenneté québécoise et la médiatrice culturelle de la Maison de la Culture CDN un épisode du podcast a été présenté par les membres à sept classes de secondaire 4 qui par la suite a donné lieu à la création d'affiches qui ont été exposées et déposées lors du dépôt à la Commission de la Culture dans le cadre du projet de *Politique de développement culturel de Montréal 2025-2030*
- Participation au comité jeunesse culturel CDN NDG en vue de l'organisation d'un événement culturel jeunesse *Par et Pour*

- Création d'un nouveau balado interconseil sur la santé mentale des jeunes (en cours)

Les membres du Cj ont aussi participé à des événements formatifs ou de réseautage :

- Participation au comité de suivi du budget participatif de l'Arrondissement ;
- Participation active à la planification stratégique de quartier avec la Table de quartier de CDN ;
- Participation à la journée Interconseils en juin puis à la soirée Interconseils à l'Hôtel de Ville en novembre
- Participation à l'Hôtel de Ville de Montréal au dépôt devant de la Commission de la Culture du *Mémoires des jeunes.*

JUSTIFICATION

Les membres du Cj contribuent en tant que membre du Conseil jeunesse au développement de la vie démocratique de l'arrondissement en étant partie prenante du développement de la communauté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À ce jour, les dépenses du Cj ont assuré le coût des repas des membres lors des rencontres mensuelles en présence.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité Montréal 2030 suivante :
10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision
Résultats attendus: encourager la participation citoyenne des jeunes

Test climat ne s'applique pas:
Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

ADS+:
Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle
Le recrutement des membres a été élaboré en ayant recours à de l'expertise en ADS+ et en intégrant la prise en compte de l'ADS+ dans les critères de sélection.

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement :

- Offrir des milieux de vie favorisant la participation citoyenne (axe 4 du plan) en permettant aux jeunes d'avoir une prise de parole dans la vie démocratique de l'Arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En étant membre du Conseil jeunesse, les jeunes ont une occasion de s'impliquer concrètement dans la vie de l'arrondissement, de côtoyer d'autres jeunes qui ont des parcours et des vécus différents, d'apprendre les rudiments de la vie municipale et de mieux comprendre le fonctionnement de leurs institutions. Le Conseil est un lieu d'apprentissage et de formation pour les membres. Il est aussi un moyen pour les jeunes de l'arrondissement d'avoir une voix et d'exprimer leur point de vue sur des sujets qui les concernent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Conseil jeunesse gère ses comptes Facebook et Instagram.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Agente de développement

Tél : 438-838-5256
Télécop. : 514-872-4585

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-09

Jean-Francois LABADIE
Chef de service développement social et vitalité communautaire

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-04-11

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258159004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Déposer le rapport d'activités 2024 du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce



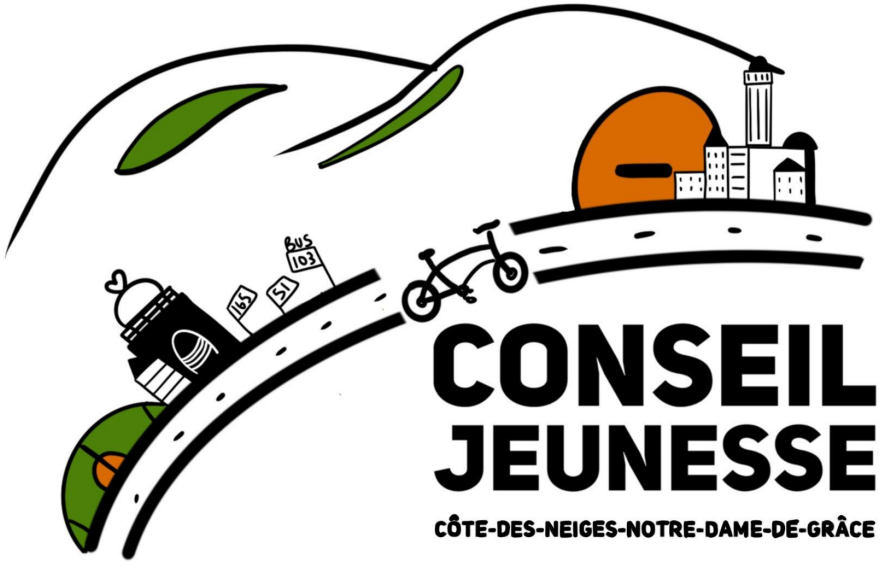
Bilan CJ CDN-NDG 2024.pptx (1).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Agente de développement

Tél : 438-838-5256
Télécop. : 514-872-4585

Rapport d’activités du Cj CDN-NDG 2024



Conseil d'arrondissement CDN-NDG – avril 2024

- Participation au conseil d'arrondissement
- Présentation du bilan du Conseil jeunesse 2023



Grand Rendez-vous de la Table de quartier de CDN

- Kavieya et Florence ont participé à la première rencontre de la planification stratégique de la Table de quartier en janvier puis l'animation des rencontres de mars et d'avril.



Rencontre avec les résidents - Mai 2024

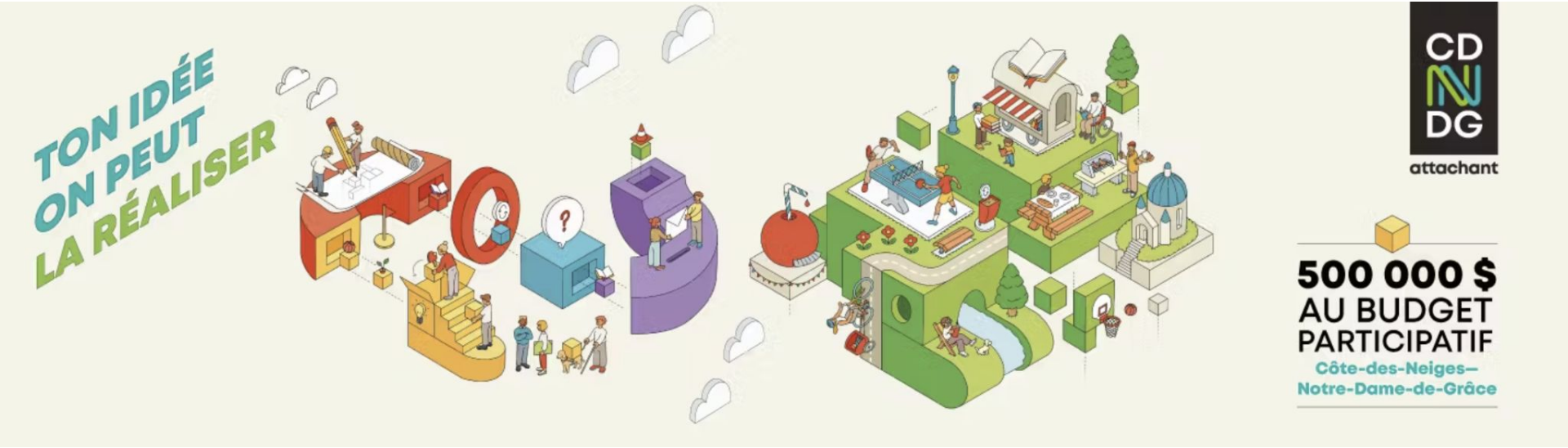
- Kavieya est allée à la rencontre des résidents du quartier pour savoir quels enjeux ils souhaitent prioriser dans le cadre de la planification stratégique de la Table de quartier CDN





Participation au budget participatif - 5 et 19 juin 2024

- Kavieya a participé à 2 ateliers du budget participatif de l'arrondissement.



Journée interconseils - Juin 2024

- Kavieya a pris part à la rencontre interconseils au cours de laquelle les conseils jeunesse ont partagé leurs réalisations ainsi que le lancement du présent recueil.



Comité pour la diversité culturelle et sexuelle : projet Podcast

- Une initiative interconseils: partenariat entre le conseil jeunesse CDN-NDG et le conseil jeunesse de Lachine créé en 2022

- Création de vidéos sur 5 thématiques lors desquels des membres des diversités ethnoculturelle, capacitaire et de genre ainsi que la communauté innue, partagent leur réalité

- Nous voulions faire rayonner le podcast et le diffuser à plus de jeunes, ce qui nous a amené à un projet de collaboration avec la médiatrice de la Maison de la Culture CDN et l'école secondaire La Voie.

- Visionnement d'un balado dans une classe de 5-6e année de l'école Lajoie.



Maxime Archambault
(Féminisme)



Laurent Morissette
(Personnes en situation d'handicaps)

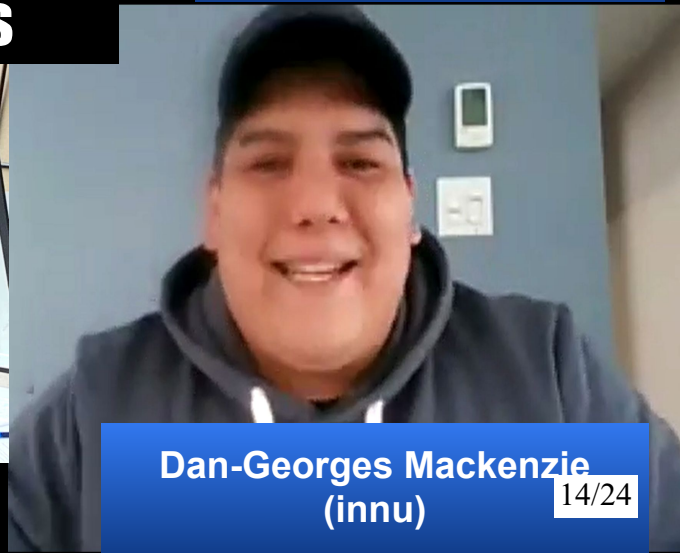
Podcasts identiques plus similaires que différents



Élie Tremblay
(Communauté LGBTQIA2S+)



Dina Husseini
(Diversité ethnoculturelle)



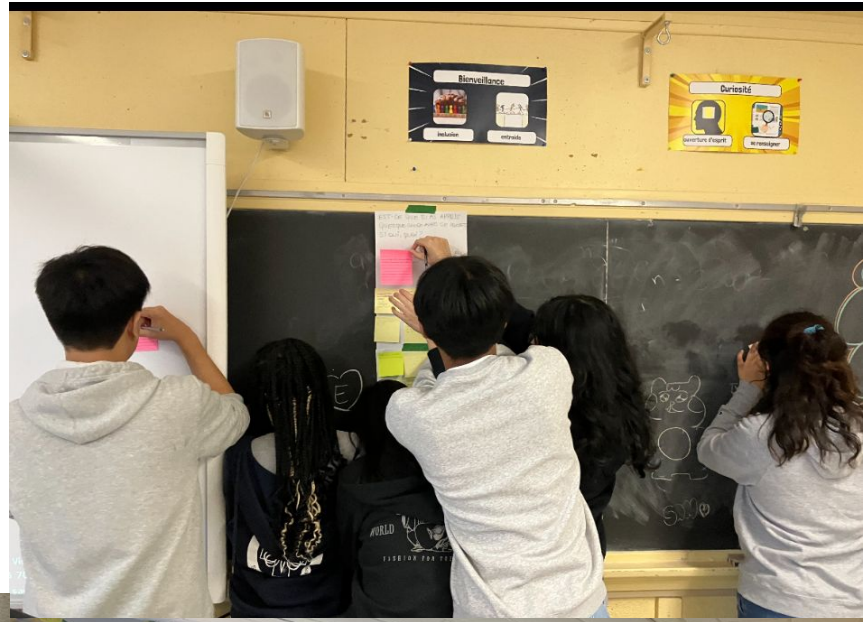
Dan-Georges Mackenzie
(innu)

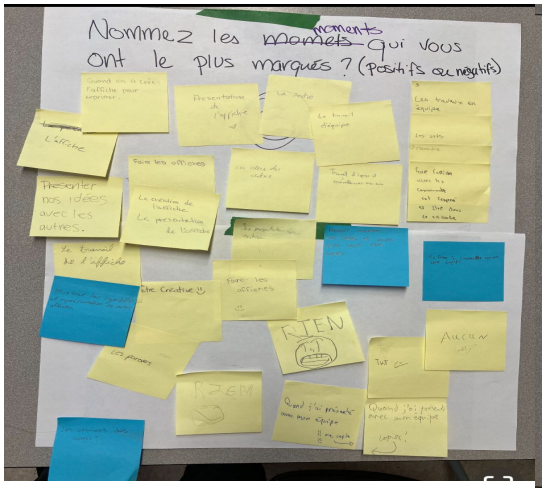
Projet Diversité culturelle avec l'école secondaire Lavoie - Mai à novembre 2024

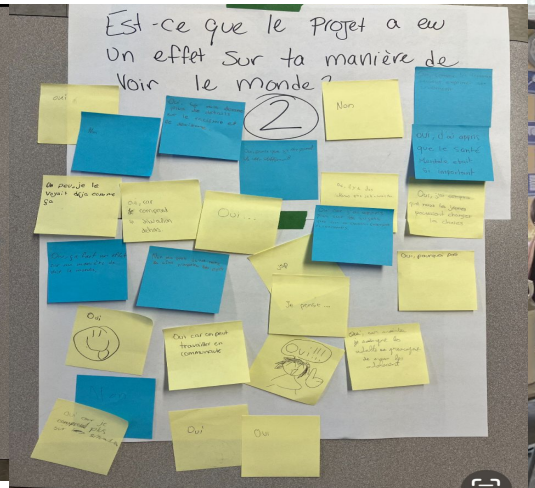
- Rencontres avec Ligia Borges pour créer un projet de médiation culturelle autour des thématiques abordées dans les podcasts.
- Collaboration avec l'enseignante dans le cadre du cours de Culture et citoyenneté québécoise
- Objectif: Exprimer à travers un médium artistique ce que représente la diversité culturelle pour les étudiants de 4e année de l' école secondaire La Voie
- 2 jeunes ont rejoint le CJ suite aux ateliers le 11 octobre : Adduchan et Ahash



- Visionnement du podcast sur la Diversité culturelle avec Dina Husseini
- Activités de réflexion avec les étudiants animés par Kavieya, Jessica-Mai et Florence
- Nombreuses visites à l'école Lavoie : 7 classes participantes, 190 élèves
- 1 visite au Centre Atlas





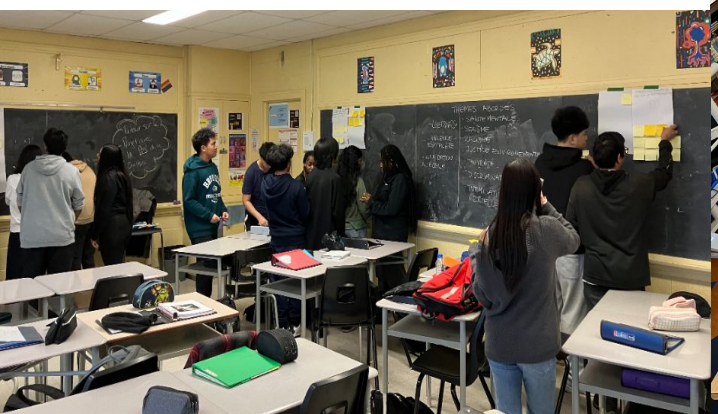




Création d'affiches sur la thématique de la diversité culturelle

- Artiste multidisciplinaire et engagée Niti Marcelle Mueth a réalisé des ateliers de création d'affiches avec les étudiants









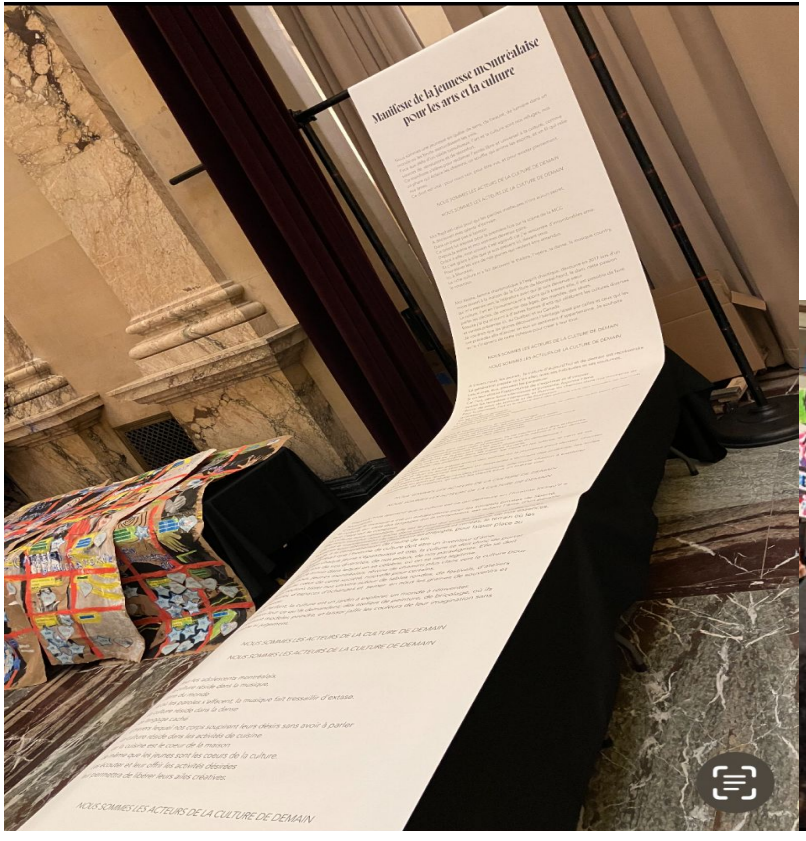
Présentation des projets à l'Hôtel de ville - 15 novembre 2024

Dans le cadre du dépôt du mémoire des jeunes devant la Commission de la culture, Jessica-Mai a participé à la visite de l'Hôtel de Ville, avec des élèves de l' école La Voie et des jeunes du Centre Atlas.





Présentation du Manifeste des jeunes- très émouvante!





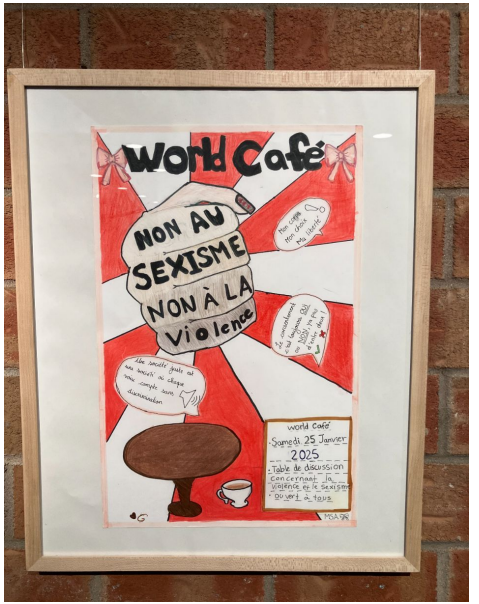


Exemples des Projets des étudiants de l'école La Voie exposés à la Maison de la culture CDN









Soirée interconseils - 25 novembre 2024

- Jessica-Mai a participé à la soirée d'échange avec la commission sur la culture à l'Hôtel de Ville réunissant plusieurs conseils jeunesse et élus municipaux, pour élaborer un projet interconseils sur la thématique des loisirs culturels et les sports.



Comité culturel jeunesse CDN-NDG - Novembre 2024 - en cours

- Développement d’un évènement culturel pour et par les jeunes à CDN-NDG qui aura lieu à l’automne 2025.
- 4 rencontres à la Maison de la Culture avec la médiatrice culturelle







Projets en cours 2025

Balado interconseil Santé mentale : Loisirs et Sports, avec le CJ Lachine, CJ Pierrefonds-Roxboro. Tournage en mai 2025, diffusion et promotion en juin 2025.



Liste des membres 2024-2025

-Jessica-Mai Nguyen, présidente
-Florence Salem, vice-présidente
-Brenda Ndembet
-Kavieya Kanagalingam
-Adduchan Kandasamy
-Ahash Anantharaja
-Kenneth Clarence

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.01

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259232002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division culture et bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le Plan local de développement culturel de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025-2030.

Il EST RECOMMANDÉ :
D'adopter le Plan local de développement culturel de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025-2030.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-05-01 13:58

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259232002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division culture et bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Adopter le Plan local de développement culturel de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025-2030.

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2020, la Ville de Montréal a présenté son premier Plan stratégique Montréal 2030. Il propose une ville plus résiliente et engagée vers la transition écologique, plus solidaire et inclusive, plus participative et innovante. À trois échelles d'intervention, il permet de mettre l'humain, les quartiers et la métropole au coeur de quatre orientations auxquelles s'attachent 20 priorités. Fortement inspiré par cette démarche stratégique de la ville-centre, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a souhaité traduire sa vision culturelle à l'échelle locale afin d'offrir aux citoyennes et citoyens une action municipale cohérente et des services municipaux de qualité. C'est dans cette optique que s'inscrit le tout premier Plan local de développement culturel (PLDC) 2025-2030 de l'Arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 170060 - 10 mars 2025 - Déposer le bilan 2024 du Plan stratégique Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2023-2030.

CA24 170054 - 11 mars 2024 - Déposer le bilan 2023 du Plan stratégique Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2023-2030.

CA22 170258 - **6 octobre 2022** - Adopter le Plan stratégique de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2023-2030.

DESCRIPTION

Depuis le printemps 2024, des membres de l'équipe de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–

Notre-Dame-de-Grâce, en collaboration avec des partenaires, ont amorcé la réflexion pour déterminer les bases de ce premier Plan local de développement culturel de l'Arrondissement. La première étape de cette initiative a consisté à mettre à jour le diagnostic culturel de l'arrondissement, un exercice essentiel pour mieux comprendre l'évolution des dynamiques culturelles depuis les dernières années. Cette étape a permis de cerner les forces et les enjeux de l'action culturelle sur le territoire, tout en identifiant les occasions à saisir et les enjeux propres aux réalités locales. Puis, des constats ont émergé à la suite de la tenue d'une série d'activités de consultation publiques menées entre juillet et novembre 2024.
Le Plan permettra à l'Arrondissement d'être en synergie avec les autres services de la Ville, les résidentes et résidents, les organismes et les institutions du milieu. Il permettra également de :

- Présenter une approche cohérente, concertée et accessible de la culture et des services en bibliothèque en se dotant d'orientations claires.
- Rallier les parties prenantes autour d'un énoncé de vision, d'une mission et d'objectifs communs.
- Se donner un cadre pour créer un plan d'action afin de suivre, de mesurer et de soutenir la vitalité culturelle de l'arrondissement et maximiser sa portée sur le territoire.
- Entreprendre, soutenir et promouvoir des projets culturels grâce à l'obtention de financement.

Le PLDC s'inscrit dans les grands axes du **Plan stratégique 2023-2030 de CDN-NDG**, en cohérence avec le **Plan stratégique Montréal 2030**.

Les axes et les stratégies du PLDC répondent directement aux constats et aux éléments de vision partagés de la culture qui ont émergé à la lumière des exercices de consultation publique et citoyenne. Pour chacune de ces stratégies et chacun de ces axes d'intervention, le PLDC propose des actions concrètes qui mobiliseront l'ensemble des équipes de l'Arrondissement et plusieurs partenaires, dans une approche de gestion évolutive et axée sur les résultats.

Nous présentons donc un Plan stratégique en trois grands axes thématiques sur lesquels s'articulent 14 résultats attendus.

Nos trois grands axes sont :

- Axe 1 Arrondissement : *Soutenir le cœur créatif et déployer une intervention culturelle interdirection e t i nterse ctorie lle.* Pour le premier axe, l'Arrondissement souhaite affirmer sa posture de leadership en culture auprès de ses équipes, de ses partenaires au profit des citoyennes et citoyens.
- Axe 2 Quartiers :*Stimuler la vitalité culturelle dans les quartiers.* Pour le deuxième axe, l'Arrondissement aspire à bâtir des ponts entre ses deux quartiers afin que la culture circule librement dans ses divers lieux culturels.
- Axe 3 Humain : *Renforcer la participation culturelle citoyenne et le dynamisme des communautés de l'arrondissement* . Pour le troisième axe, l'Arrondissement souhaite offrir une programmation d'activités culturelles vibrantes répondant aux besoins des résidentes et résidents dans une perspective de lutte à la discrimination.

JUSTIFICATION

Les axes et les stratégies du PLDC répondent directement aux constats et aux éléments de vision partagée de la culture qui ont émergé à la lumière des exercices de consultation publique et citoyenne. Pour chacune de ces stratégies et chacun de ces axes d'intervention, le PLDC propose des actions concrètes qui mobiliseront l'ensemble des équipes de

l'Arrondissement et plusieurs partenaires, dans une approche de gestion évolutive et axée sur les résultats. Cette démarche d'amélioration continue est en cohérence avec la vision définie dans le cadre de Montréal 2030 en ce qui concerne le développement d'une « culture organisationnelle ouverte à l'expérimentation urbaine, à l'erreur et à l'apprentissage ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Le PLDC s'aligne sur, le **Plan stratégique Montréal 2030** et s'inscrit dans les orientations qui visent à renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, amplifier la démocratie et la participation, stimuler l'innovation et la créativité.
Il vise à répondre aux priorités suivantes de Montréal 2030:

Priorité 8: Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Priorité 10: Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision

Priorité 11: Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique

Priorité 15: Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement;

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes et matières de sports, de loisirs et de culture (résultat 1.3 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Plan local de développement culturel, au-delà d'un simple diagnostic, s'appuie sur un ensemble de valeurs et une vision claire de ce qui fait de *Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* un arrondissement qui a à cœur la vitalité culturelle de ses quartiers
Voici les impacts visés pour 2030 :

- **Accès inclusif** : Assurer un accès universel et équitable à la culture et aux bibliothèques, en supprimant les barrières physiques, économiques ou sociales, afin que chaque résidente et résident puisse profiter pleinement des services offerts.

- **Engagement** : Encourager et soutenir la participation active à la vie culturelle et sociale des résidentes et résidents, des artistes et des organismes du territoire, en créant des espaces d'échange, de collaboration et de dialogue qui renforcent les liens dans la communauté.

- **Amélioration continue** : Soutenir l'amélioration continue de l'offre de services à la population en proposant des ressources, des activités et des programmes qui nourrissent la curiosité, développent les compétences et encouragent l'épanouissement personnel et collectif.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2025: Adoption du Plan Local de Développement Culturel Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025-2030 au conseil d'arrondissement
Automne 2025 : Promotion du Plan
2025-2030 Mise en oeuvre du Plan avec suivi annuel

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine BOUCHARD
conseiller(ere) en planification

Tél : 4383503129
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-24

Vanessa KANGA
chef(fe) de division - culture et bibliotheque en arrondissement

Tél : 4383506576
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-04-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259232002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division culture et bibliothèques
Objet :	Adopter le Plan local de développement culturel de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025-2030.



GDD PLDC CDN-NDG 2025-2030- Grille d'analyse Montréal 2030.pdf



CNDNDG_Plan local dev culturel_VF HD.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine BOUCHARD
conseiller(ere) en planification

Tél : 4383503129
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : *[1259232002]*
Unité administrative responsable : *[Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce]*
Projet : *[Adopter le Plan local de développement culturel de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025-2030.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Priorité 8: Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Priorité 10: Accroitre la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision

Priorité 11: Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique

Priorité 15: Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*

Priorité 8: Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous
Le PLDC a été conçu sur la base de l'approche de l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle. L'objectif de ce Plan est de rejoindre un public varié dans une approche inclusive et accessible.

Priorité 9: Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
La notion de quartier de l'axe vise à répartir équitablement l'offre sur le territoire.

Priorité 10: Accroitre la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision
Les partenaires et les citoyen.nes ont eu l'opportunité d'exprimer leurs besoins à travers les consultations et le Plan fait état des grands constats récoltés lors des différentes activités relatives à la rédaction de ce Plan.

Priorité 11: Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique
L'objectif de ce Plan est de rejoindre un public varié dans une approche inclusive et accessible.

Priorité 15: Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
L'axe 1 du PLDC vise à soutenir son cœur créatif dans le déploiement d'une intervention culturelle interdirection et intersectorielle.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CDNDG

PLAN LOCAL DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL 2025-2030

de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

TABLE DES MATIÈRES

Présentation 3

- Mot de la mairesse 3
- Mot du directeur 4

Contexte 5

- Intention de l'Arrondissement 5
- Alignement 7
- Une démarche participative 9

Diagnostic culturel de CDN-NDG 11

- Territoire et population 11
- Le réflexe culturel dans CDN-NDG 13

Vision et valeurs 16

Constats, stratégies et axes d'intervention 18

- Axe 1 : Arrondissement 19
- Axe 2 : Quartiers 20
- Axe 3 : Humain 21

Remerciements 22

Glossaire 24

Références 26

Présentation

Mot de la mairesse

La culture est une force motrice essentielle pour le développement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dans un arrondissement riche d'une diversité qui fait notre fierté, nous avons le devoir de soutenir une vie culturelle dynamique et accessible à toutes et tous. À travers nos bibliothèques, nos Maisons de la culture et nos espaces publics, nous affirmons l'importance de garantir à chaque résident et résidente un accès à des initiatives inclusives et à des programmes qui reflètent la pluralité de notre communauté.

C'est dans cet esprit que nous présentons avec fierté le Plan local de développement culturel (PLDC) 2025-2030. Ce plan incarne notre vision politique d'un arrondissement où la culture est un pilier de cohésion sociale, de justice et de progrès collectif. Fruit d'un travail participatif exemplaire, il reflète les aspirations de nos citoyens, de nos organismes et de nos partenaires culturels pour bâtir un avenir où l'inclusion et la créativité s'épanouissent.

Le PLDC n'est pas seulement une feuille de route. C'est un engagement : coordonner nos actions, mieux soutenir les projets culturels et optimiser nos ressources. Nous nous engageons également à mesurer concrètement notre impact pour garantir des résultats tangibles en phase avec le Plan stratégique 2023-2030 de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont participé à cette démarche collective. Ensemble, nous affirmons haut et fort que la culture est au cœur de notre identité et de notre ambition commune pour un avenir plus juste et inclusif.



Gracia Kasoki Katahwa
Mairesse d'arrondissement

Mot du directeur

Chères résidentes et chers résidents
de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce,

C'est avec une immense fierté et un profond engagement que nous vous présentons le plan de développement culturel (PLDC) 2025-2030 de notre arrondissement. Pour ce premier plan, la culture, les bibliothèques et les espaces publics sont des vecteurs de cohésion sociale, un moyen de renforcer les liens entre les générations et les communautés, et une source d'inspiration pour chacune et chacun d'entre nous. Le PLDC repose sur trois axes d'intervention principaux :

1 *Arrondissement*

Nous affirmons notre leadership culturel en soutenant les collaborations entre les différents acteurs et en intégrant la culture dans l'aménagement du territoire. Les résultats visés incluent le développement du réflexe culturel dans nos actions, le soutien aux projets collaboratifs, l'accompagnement des organismes dans leurs demandes de financement, et l'intégration de la culture dans la transition socio-écologique.

2 *Quartiers*

Nous reconnaissons les réalités socioculturelles distinctes de nos quartiers et aspirons à bâtir des ponts entre eux. Les résultats visés incluent la mise en place d'une offre culturelle de proximité, la valorisation de l'art public et du patrimoine, le soutien aux projets culturels, et la promotion des bibliothèques et Maisons de la culture comme lieux stratégiques pour la médiation culturelle.

3 *Humain*

Nous souhaitons renforcer la participation culturelle citoyenne et nous nous engageons à lutter contre les discriminations. Les résultats visés incluent le soutien à la pratique artistique amateur, la promotion de l'offre culturelle, la prise en compte des besoins des populations dans la planification des projets, et la création d'espaces de rencontres intergénérationnelles et interculturelles.

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué à cette démarche collective.

Stéphane Plante
Directeur d'arrondissement



Contexte

Intention de l'Arrondissement

Ce premier Plan local de développement culturel (PLDC) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) est un outil fondamental pour soutenir la vitalité culturelle sur le territoire. Il s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par les équipes et les partenaires de l'Arrondissement afin d'offrir à la population des activités culturelles diversifiées, inclusives et accessibles. Il reflète aussi une volonté de renforcer la participation culturelle citoyenne dans les bibliothèques, les maisons de la culture et les autres lieux ou espaces de l'arrondissement.

Le Plan de développement culturel de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a été créé sur la base d'une vision partagée de la vitalité culturelle. C'est en fonction de cette vision que pourra se construire l'avenir de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de ses citoyens et citoyennes entre 2025 et 2030.

Le Plan s'inscrit donc dans la continuité des grandes orientations portées par l'Arrondissement et traduit en actions concrètes la volonté de faire de la culture un moteur d'épanouissement individuel et collectif, en cohérence avec les valeurs d'inclusion, d'accessibilité et d'engagement qui guident les services culturels, sportifs et communautaires.

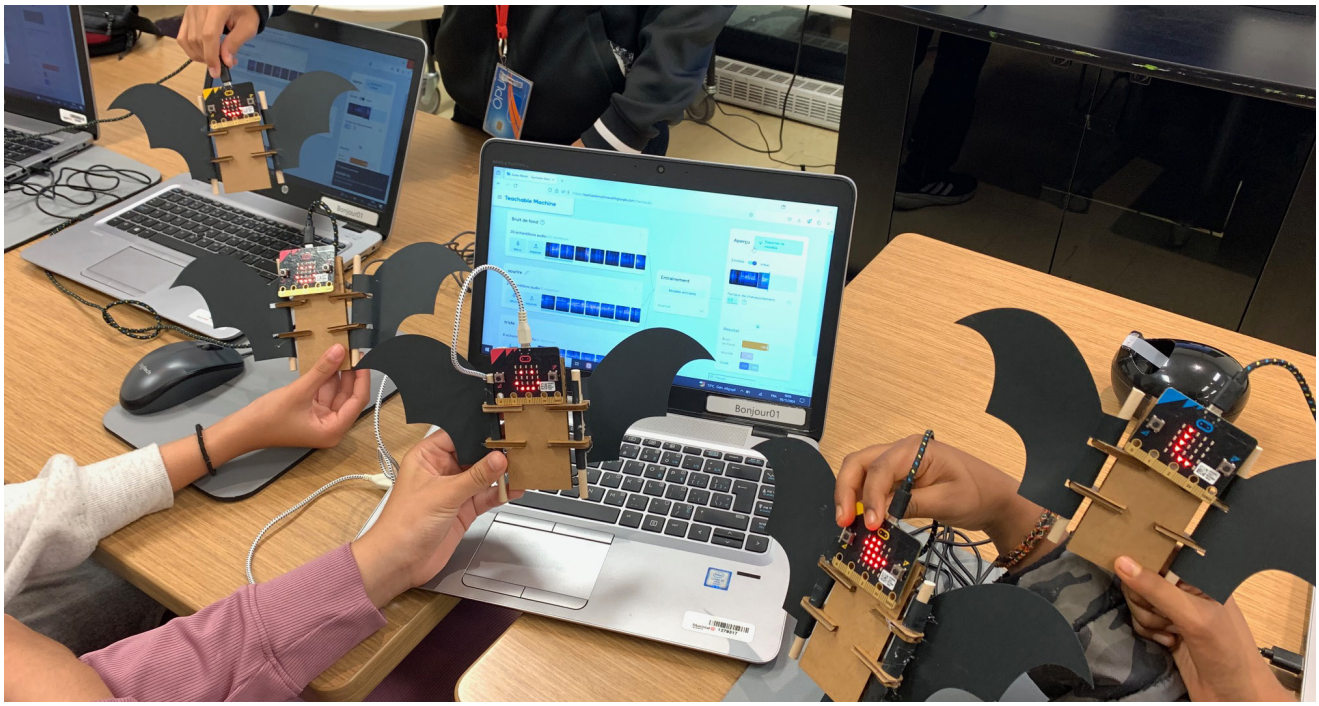
En s'appuyant sur une démarche participative et collaborative, le Plan vise à enrichir de manière inspirante et significative la qualité de vie de la population, tout en consolidant les collaborations entre l'Arrondissement et les personnes, artistes, groupes et organismes clés afin d'assurer le rayonnement et l'accessibilité des ressources culturelles sur le territoire.

La démarche qui entoure l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre du Plan est l'occasion de mobiliser les parties prenantes autour des grands objectifs liés aux caractéristiques uniques du territoire, de la population qui y réside et des dynamiques qui lui sont propres. Le Plan permettra à l'Arrondissement d'être en synergie avec les autres services de la Ville, les résidentes et résidents, les organismes et les institutions du milieu.

Il permettra également de :

- Présenter une approche cohérente, concertée et accessible de la culture et des services en bibliothèque en se dotant d'orientations claires.
- Rallier les parties prenantes autour d'un énoncé de vision, d'une mission et d'objectifs communs.
- Se donner un cadre pour créer un plan d'action afin de suivre, de mesurer et de soutenir la vitalité culturelle de l'arrondissement et maximiser sa portée sur le territoire.
- Entreprendre, soutenir et promouvoir des projets culturels grâce à l'obtention de financement.

Le PLDC s'inscrit dans les grands axes du **Plan stratégique 2023-2030 de CDN-NDG**, en cohérence avec le **Plan stratégique Montréal 2030**.





Alignement

Le PLDC s'inspire du contenu d'une série de politiques et de plans stratégiques à vocation culturelle, environnementale, sociale et urbaine.

D'abord, CDN-NDG adhère à la vision culturelle portée par la Politique culturelle du Québec, adoptée en 2018. Cette politique inscrit la culture comme vecteur transversal de cohésion sociale et de construction de la citoyenneté. Cette politique reconnaît également le rôle des gouvernements de proximité, tels que les arrondissements montréalais, comme première ligne des services culturels.

De plus, le PLDC s'aligne sur les plans et les politiques qui énoncent les objectifs de la Ville de Montréal et qui orientent ses actions. Parmi ceux-ci, le **Plan stratégique Montréal 2030** figure en tête de lice. Adopté en 2021, ce premier plan stratégique de la Ville, intitulé *Montréal 2030*, décline une vision d'avenir en quatre grandes orientations – accélérer la transition écologique, renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, amplifier la démocratie et la participation, stimuler l'innovation et la créativité – et trois axes d'intervention – Humain, Quartiers, Métropole.

Bâtie sur ces trois échelles, la **Politique de développement culturel de la Ville de Montréal** offre un cadre pour façonner le développement et établir des priorités claires, au bénéfice de la population. Les 5 principes directeurs transversaux sont les suivants :

1 \ **Identité montréalaise;**

2 \ **Accessibilité, inclusion et équité;**

3 \ **Transversalité et concertation;**

4 \ **Transition socio-écologique;**

5 \ **Liberté d'expression artistique et intellectuelle.**

Enfin, la vision de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est d'offrir à la population de son territoire des occasions de découverte et de participation à la vie culturelle. Pour ce faire, il entend, entre autres, favoriser les expressions artistiques *hors les murs*, la médiation culturelle, et l'offre d'activités culturelles pour tous les âges. Il compte d'ailleurs encourager l'accès en luttant contre les discriminations, notamment en aménageant des installations, en améliorant les pratiques d'accessibilité universelle, et en encourageant une gouvernance participative des citoyennes et citoyens ayant une limitation fonctionnelle.



Analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+)

L'ADS+ est un outil essentiel pour garantir que le Plan local de développement culturel de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce soit inclusif et équitable. L'approche ADS+ permet d'examiner comment divers facteurs, tels que le genre, l'âge, l'origine ethnoculturelle, la situation socio-économique ou la diversité capacitaire, influent sur l'accès à la culture et sur la participation à la vie culturelle dans l'arrondissement. En intégrant l'ADS+ à chaque étape du Plan, de la consultation à la mise en œuvre des actions, CDN-NDG entend réduire les barrières systémiques, favoriser une meilleure représentativité des populations locales et renforcer l'effet des initiatives culturelles sur l'ensemble de la communauté. Cela implique, entre autres, d'obtenir des données genrées et socio-économiques sur les populations de l'arrondissement. Ces informations permettront d'évaluer de manière différenciée les répercussions prévues des politiques et des actions culturelles proposées.

Le Plan local de développement culturel de CDN-NDG doit également définir des objectifs qui tiennent compte de ces réalités différenciées, tout en établissant des indicateurs permettant de mesurer les progrès réalisés. Ces indicateurs devront être adaptés aux besoins des groupes spécifiques pour garantir que les mesures prises ne renforcent pas les stéréotypes existants, mais contribuent plutôt à les déconstruire. Des consultations régulières avec les groupes concernés, ainsi que l'intégration de ces derniers dans les processus de décision et d'évaluation, s'avèrent indispensables pour s'assurer que les actions culturelles proposées sont inclusives et équitables.

En somme, l'ADS+ constitue un cadre essentiel pour la mise en œuvre de ce Plan, ce qui permettra non seulement d'adapter les actions culturelles aux divers groupes de la population de CDN-NDG, mais aussi de contribuer à une transformation sociale qui reconnaît et valorise la diversité et l'inclusion dans l'espace public.

Une démarche participative

Depuis le printemps 2024, des membres de l'équipe de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, en collaboration avec des partenaires, ont amorcé la réflexion pour déterminer les bases de ce premier Plan local de développement culturel de l'arrondissement.

Cette démarche a débuté par la mise en place d'un comité de pilotage et de suivi regroupant des membres de différentes équipes de l'Arrondissement impliquées dans le développement culturel local. La première étape de cette initiative a consisté à mettre à jour le diagnostic culturel de l'arrondissement, un exercice essentiel pour mieux comprendre l'évolution des dynamiques culturelles depuis les dernières années. Cette étape a permis de cerner les forces et les enjeux de l'action culturelle sur le territoire, tout en identifiant les occasions à saisir et les enjeux propres aux réalités locales. Puis, des constats ont émergé à la suite de la tenue d'une série d'activités de consultation menées entre juillet et novembre 2024.



8 octobre au 15 novembre

Sondage en ligne

4 juillet, en ligne

Atelier avec le comité de suivi

17 septembre et 27 novembre, en ligne et en présence

Consultations avec le comité élargi des équipes de l'Arrondissement

28 septembre, hippodrome et parc Benny

Consultations dans l'espace public

8 et 29 octobre, Maisons de la culture CDN et NDG

Consultations avec les partenaires au développement culturel

20 et 26 octobre, Maisons de la culture CDN et NDG

Consultations avec la population

Quelques faits saillants issus des consultations…

Soutien du cœur créatif : les organismes du territoire font face à des défis pour préparer leurs demandes de financement, utiliser et mutualiser des lieux de création et de diffusion, partager des équipements spécialisés et faire connaître leur offre.

Collaborations : les alliances et maillages entre les parties prenantes du développement social, de l'éducation et de la culture doivent être soutenus afin de favoriser un développement culturel durable.

Différences entre les quartiers de CDN et de NDG : l'arrondissement réunit deux quartiers qui présentent des réalités socioculturelles distinctes et des forces vives complémentaires. Ces différences, parfois insuffisamment prises en compte dans les initiatives culturelles, révèlent la nécessité de bâtir des ponts entre les deux secteurs. Les résultats des consultations montrent l'importance de favoriser la circulation des publics, des artistes etdes œuvres afin de renforcer la vitalité culturelle de l'ensemble de l'arrondissement.

Décentralisation culturelle : certains secteurs, notamment ceux éloignés des infrastructures culturelles, sont des déserts culturels, ce qui limite l'accès équitable à une offre de proximité.

Mobilité : le déplacement entre quartiers pour des événements culturels est perçu comme un frein à la participation pour une partie de la population, notamment pour celle vivant aux frontières de l'arrondissement.

Espaces publics : l'amélioration de la qualité de vie et de l'espace public (42 %) ainsi que la création de liens sociaux (40 %) sont les rôles de la culture les plus mentionnés dans le sondage en ligne. Les parcs et espaces publics constituent des lieux clés pour développer une offre culturelle en toute saison.

Maisons de la culture et bibliothèques : ces établissements, lieux pivots de l'offre culturelle et éducative, doivent relever le défi d'atteindre une plus grande diversité de publics, notamment les jeunes, les communautés allophones, les personnes en situation de vulnérabilité et les personnes issues de la diversité capacitaire.

Loisir culturel et pratique artistique amateur (LCPAA) : les contributions aux exercices de consultation montrent un fort intérêt pour la valorisation et le soutien des expressions culturelles citoyennes et pour la mise sur pied des conditions nécessaires à l'expérience et à la diffusion du LCPAA.

Langue : la variété des langues parlées dans l'arrondissement représente à la fois un atout et un défi pour assurer une participation pleine et entière des différentes communautés ethniques aux activités culturelles. Les barrières linguistiques freinent la participation de certains groupes, notamment des anglophones et des allophones.

Inégalités d'accès : 46 % des personnes ayant répondu au sondage en ligne considèrent l'accessibilité comme une priorité essentielle de l'action culturelle de l'Arrondissement.

Rencontre interculturelle : CDN-NDG bénéficie de la richesse culturelle et sociale que lui insuffle la diversité de sa population. La vitalité artistique et culturelle doit refléter et soutenir cette richesse, et permettre le rayonnement de ces diversités.

Les différentes étapes de la démarche participative ont permis de faire émerger des défis et des perspectives pour le Plan, tout en assurant un alignement avec les priorités de l'action culturelle à l'échelle montréalaise.

En somme, le PLDC illustre la volonté de l'Arrondissement d'agir avec et pour sa communauté, en valorisant les contributions humaines pour construire un avenir culturel inclusif et dynamique.

Diagnostic culturel de CDN-NDG

Territoire et population

Avec sa population de 191 249 personnes ***(Décret de population 2025 | Gouvernement du Québec)***, CDN-NDG est le plus populeux des arrondissements de Montréal.

La population est composée de personnes provenant de 75 groupes ethnoculturels. Cette diversité se manifeste non seulement dans la variété des langues parlées, mais aussi dans les traditions culturelles, les pratiques religieuses, et les coutumes alimentaires qui enrichissent le tissu social de l'arrondissement.

Les personnes dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais constituent 40 % de la population.

L'anglais est la langue la plus parlée à la maison (37 %), suivie du français (28 %).

La population se caractérise par une proportion plus élevée de jeunes par rapport à la moyenne montréalaise. L'âge médian y est de 36 ans, alors qu'il est de 38 ans pour l'ensemble de la ville de Montréal.

Le revenu médian total brut des ménages est de 58 800 $ pour l'ensemble de l'arrondissement, soit 56 800 $ pour CDN, et 62 800 $ pour NDG. Le pourcentage de personnes à faible revenu net est de 21 % pour l'arrondissement, soit 22 % pour CDN et 19 % pour NDG. Ce pourcentage augmente uniformément chez les personnes de 65 ans et plus.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que 71 % de la population détient un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires (comparativement à 65 % pour l'ensemble de la ville de Montréal).



À la lumière de ces données socio-démographiques, il est aisé d'avancer que l'arrondissement regorge d'un potentiel énorme en matière de programmation culturelle en tout genre. En effet, la proportion élevée de jeunes, la présence des familles, l'immense richesse linguistique et culturelle des citoyennes et citoyens, et la présence de couches sociales variées en font un terreau fertile pour :

- **Valoriser les communautés plurielles** à travers des programmations annuelles riches qui comptabilisent plus de **900 événements** par année, à longueur d'année dans les maisons de la culture et les bibliothèques, et durant l'été dans les parcs et espaces publics.
- **Proposer des activités dans les installations**, comme les maisons de la culture et les bibliothèques, ainsi que hors les murs, s'adressant à des publics diversifiés et à des groupes d'âge allant de 0 à 100 ans.
- **Entretenir un réseau de bibliothèques locales** qui répondent aux besoins des communautés et adaptées à leurs réalités.
- **Prioriser le principe ADS+** dans les actions découlant du Plan, afin de rejoindre les personnes les plus éloignées et les plus vulnérables de l'arrondissement, et ce, grâce aux programmes de médiation culturelle et hors les murs. Il faut également tenir compte du fait que le territoire se divise en deux grands quartiers, Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce, qui ont chacun un tissu social et ethno-culturel distinct prenant racine dans un paysage urbain bien différent.

CDN

Axe commercial majeur de CDN, le chemin de la Côte-des-Neiges vibre au rythme des personnes qui y résident, qui y font leurs études ou qui la visitent, l'animant au quotidien. De la rue Jean-Talon au chemin Queen-Mary, on y vient pour se divertir, étudier, explorer les deux bibliothèques et la Maison de la culture ou simplement pour se détendre au parc Martin-Luther-King.

NDG

Au cœur du quartier NDG résonne l'avenue Monkland, véritable artère culturelle. Elle est perçue par les résidentes et les résidents comme un noyau dynamique de la vie du quartier. Ce secteur central regorge de lieux de rencontre et de création – cafés, terrasses, galeries d'art et boutiques – qui ont pignon sur rue de Girouard à Grand Boulevard. En plus des établissements à caractère culturel et des nombreux commerces de proximité, le quartier se distingue par son architecture souvent patrimoniale, qui donne un cachet particulier aux résidences. Les façades en brique rouge agrémentées de grands porches en bois ajoutent une touche d'authenticité, créant un cadre propice à l'échange et à la découverte culturelle.

Le réflexe culturel dans CDN-NDG

Au fil des dernières années, une prise de conscience croissante a été constatée quant à la place transversale de la culture dans le développement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Dans l'Arrondissement, la culture ne relève pas d'un seul service, mais constitue plutôt un projet collectif, au même titre que le développement économique, social et durable. Dans cette perspective, les responsabilités de l'Arrondissement en matière de développement culturel comprennent le déploiement d'une offre culturelle de proximité, ainsi que la prestation d'activités, de services, et d'équipements adaptés au contexte local. Dans le cadre de ses compétences en matière de culture, CDN-NDG a notamment comme devoir de disposer de lieux répondant aux normes reconnues de la diffusion culturelle professionnelle et des bibliothèques.

La bibliothèque comme troisième lieu

Le concept de bibliothèque comme troisième lieu s'inspire de la théorie du sociologue Ray Oldenburg, qui définit le troisième lieu comme un espace de socialisation distinct du domicile (premier lieu) et du travail ou de l'école (deuxième lieu).
Dans cette perspective, la bibliothèque n'est pas seulement un lieu de lecture et d'emprunt de livres, mais un espace vivant, inclusif et polyvalent où les citoyennes et citoyens peuvent se rencontrer, échanger et participer à des activités culturelles, éducatives et sociales. Elle favorise l'accès au savoir, la créativité et le dialogue, tout en jouant un rôle clé dans le renforcement du tissu communautaire.



Ces lieux rendent accessibles les arts et la culture à la population de l'arrondissement, tout en servant de lieux d'accueil pour des partenaires locaux (organismes artistiques, scolaires, communautaires et de loisirs culturels). On dénombre notamment :

Quatre bibliothèques modernes :
la bibliothèque de Côte-des-Neiges, qui offre une visibilité aux écrivains de l'arrondissement en offrant la collection « Un écrivain comme voisin », ainsi que des services destinés à une clientèle aînée; la bibliothèque de Notre-Dame-de-Grâce, dont le cachet familial correspond à la clientèle du voisinage; la bibliothèque interculturelle propose des ressources adaptées aux nouveaux arrivants, avec des collections de documents offerts dans plusieurs langues pour répondre à leurs besoins culturels et favoriser le maintien de leur langue maternelle; et la bibliothèque Benny, qui est la plus fréquentée des bibliothèques du réseau de Montréal. On notera aussi la présence de deux fabricathèques, BennyFab et InterFab, qui disposent d'une collection de ressources, d'un ensemble d'outils et d'une grande variété de machines en libre-service pour réaliser différents projets.

La Maison de la culture Notre-Dame-de-Grâce,
avec ses pavillons Botrel et Monkland, offre une programmation artistique diversifiée, incluant des spectacles de toutes les disciplines, des expositions et des films. Elle accueille des artistes en résidence de création, propose des activités de médiation culturelle et collabore à la mise en œuvre de projets provenant d'initiatives citoyennes.

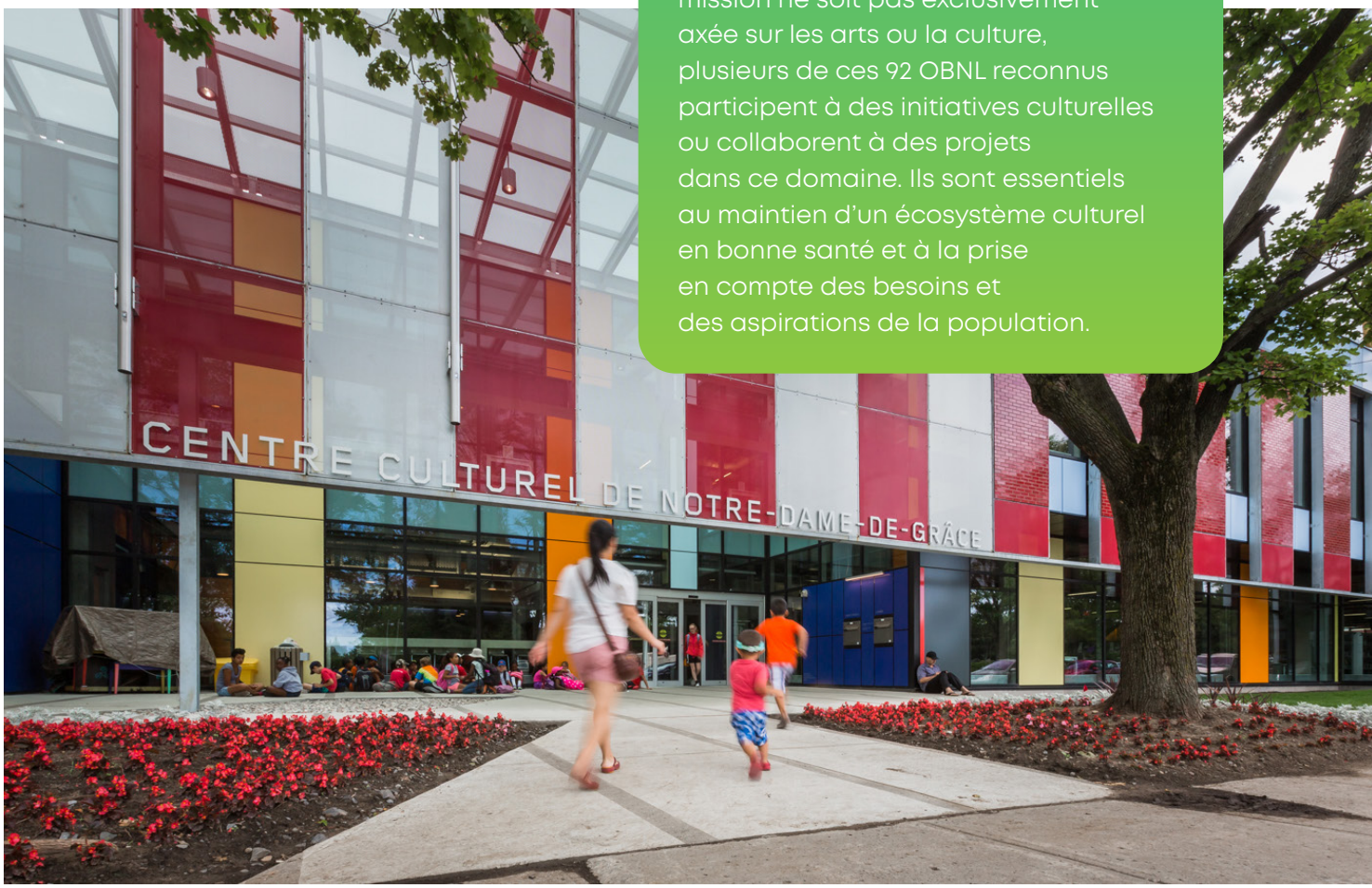
La Maison de la culture de Côte-des-Neiges
comprend un amphithéâtre de 135 places, deux salles d'exposition, un hall d'entrée et une terrasse, offrant une multitude de possibilités de création artistique. Spectacles, expositions, activités de médiation culturelle, projections, artistes en résidence de création et projets émanant de la communauté sont autant d'initiatives qui animent les résidentes et des résidents du quartier.

Loin de se limiter aux établissements culturels, le réflexe culturel désigne une approche qui consiste à prendre en compte systématiquement les dimensions culturelles dans la prise de décision, la planification ou le développement de projets, que ce soit à l'échelle de la requalification d'un bâtiment ou d'un quartier, afin d'assurer une approche qui valorise la culture comme moteur de dynamisme urbain et de cohésion sociale.

Les services culturels de l'arrondissement et ses partenaires sont activement impliqués dans les discussions afin d'assurer que la planification urbaine intègre des approches favorisant la participation citoyenne, l'expression artistique et la transmission des savoirs.

Le développement du quartier Namur-Hippodrome, situé aux abords de la station de métro Namur et incluant l'emplacement de l'ancien hippodrome, représente une occasion unique d'intégrer la culture comme levier de cohésion sociale et d'innovation urbaine. En misant sur la diversité et la richesse des expressions culturelles de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le projet favorisera la création d'espaces de rencontre, d'initiatives artistiques et d'activités culturelles accessibles à toute la population de l'arrondissement.

L'Arrondissement reconnaît 92 organismes à but non lucratif (OBNL) sur son territoire. Bien que leur mission ne soit pas exclusivement axée sur les arts ou la culture, plusieurs de ces 92 OBNL reconnus participent à des initiatives culturelles ou collaborent à des projets dans ce domaine. Ils sont essentiels au maintien d'un écosystème culturel en bonne santé et à la prise en compte des besoins et des aspirations de la population.





Vision et valeurs

Il est à noter que le Plan local de développement culturel va bien au-delà d'un simple diagnostic, puisqu'il s'appuie sur un ensemble de valeurs et sur une vision claire de ce qui fait de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce un arrondissement qui a à cœur la vitalité culturelle de ses quartiers.

Vision de CDN-NDG

La vision de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est d'offrir aux personnes qui s'y établissent pour quelques années, dans un parcours migratoire ou scolaire, ou qui s'y installent de manière plus permanente, des ressources culturelles, sportives et communautaires nécessaires à leur bien-être et à leur plein épanouissement. L'Arrondissement propose aux personnes et aux organisations un environnement sain et sécuritaire, ainsi que des conditions favorables à des milieux de vie inclusifs, engageants et dynamiques, capables de participer à relever les défis démocratiques, sociaux, écologiques et économiques, actuels et futurs.

Extrait du Plan stratégique de CDN-NDG 2023-2030

Vision de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS)

Contribuer au plein épanouissement de toutes les personnes par une offre de services en culture et bibliothèques, sports, loisirs et développement social, afin que tout le monde trouve sa place dans notre arrondissement.

Extrait d'un document interne de la DCSLDS

Vision pour le Plan local de développement culturel

Faire de la culture, des bibliothèques et des activités culturelles dans l'espace public le cœur vibrant de l'arrondissement CDN-NDG en favorisant l'accès inclusif pour toutes les résidentes et tous les résidents, en créant des services et des occasions d'apprentissage, en valorisant la participation et la découverte, et en contribuant à l'inclusion sociale.

Valeurs

1. **Accès inclusif**:
Assurer un accès universel et équitable à la culture et aux bibliothèques, en supprimant les barrières physiques, économiques ou sociales, afin que chaque résidente et résident puisse profiter pleinement des services offerts.

2. **Engagement**:
Encourager et soutenir la participation active à la vie culturelle et sociale des résidentes et résidents, des artistes et des organismes du territoire, en créant des espaces d'échange, de collaboration et de dialogue qui renforcent les liens dans la communauté.

3. **Amélioration continue**:
Soutenir l'amélioration continue de l'offre de services à la population en proposant des ressources, des activités et des programmes qui nourrissent la curiosité, développent les compétences et encouragent l'épanouissement personnel et collectif.



Constats, stratégies et axes d'intervention

Les constats émanant des consultations viennent appuyer les grandes orientations du Plan en cohérence avec la vision énoncée précédemment. Les axes et les stratégies du PLDC répondent directement aux constats et aux éléments de vision partagée de la culture qui ont émergé à la lumière des exercices de consultation publique et citoyenne. Pour chacune de ces stratégies et chacun de ces axes d'intervention, le PLDC propose des actions concrètes qui mobiliseront l'ensemble des équipes de l'Arrondissement et plusieurs partenaires, dans une approche de gestion évolutive et axée sur les résultats. Cette démarche d'amélioration continue est en cohérence avec la vision définie dans le cadre de Montréal 2030 en ce qui concerne le développement d'une « culture organisationnelle ouverte à l'expérimentation urbaine, à l'erreur et à l'apprentissage ».





Axe 1 : Arrondissement

Résultat final : Soutenir le cœur créatif et déployer une intervention culturelle interdirection et intersectorielle

Aspirations

L'Arrondissement souhaite renforcer son rôle de leadership en culture auprès de ses équipes et de ses partenaires, et ce, au bénéfice de ses citoyennes et de ses citoyens. Ce faisant, il souhaite soutenir son cœur créatif en favorisant les collaborations, les alliances et les maillages entre les différentes parties prenantes. L'Arrondissement entend également promouvoir la culture comme moteur d'innovation sociale et d'épanouissement humain, afin d'offrir une programmation culturelle équitable, inclusive et adaptée aux besoins de sa population.

Fil conducteur

ARRONDISSEMENT LEADER



ARRONDISSEMENT PARTENAIRE

Résultats intermédiaires

1.1 L'Arrondissement affirme son leadership en intégrant une démarche culturelle dans chacune de ses initiatives, tant à l'interne qu'à l'externe, afin de s'enraciner dans la participation culturelle ainsi que dans le changement social et organisationnel.

1.2 L'Arrondissement soutient ses partenariats et poursuit ses efforts de concertation dans ses différents secteurs d'activités afin de développer des projets culturels collaboratifs et intégrés.

1.3 L'Arrondissement accompagne les organismes communautaires et les partenaires dans leurs demandes de financement et appuie les initiatives de type culturel mises de l'avant par ces derniers.

1.4 L'Arrondissement renforce l'intégration de la culture dans l'aménagement du territoire afin de mieux reconnaître et soutenir la contribution des artistes et des organismes culturels au dynamisme des deux quartiers.

1.5 L'Arrondissement inclut la culture comme moteur de transition socio-écologique pour sensibiliser, mobiliser et engager la population et les parties prenantes locales dans les actions favorisant la durabilité et la résilience du territoire (promotion de la mobilité durable, lutte aux changements climatiques, protection de la biodiversité urbaine).



Axe 2 : Quartiers

Résultat final : Stimuler la vitalité culturelle dans les quartiers

Aspirations

L'Arrondissement reconnaît les réalités socioculturelles distinctes entre ses quartiers et ses forces vives complémentaires. Il aspire à bâtir des ponts entre ses deux quartiers afin que la culture circule librement dans ses divers lieux culturels. La culture se veut accessible au moyen d'une offre de proximité sur quatre saisons, notamment grâce aux programmes de médiation culturelle et hors les murs. Les espaces publics, les installations culturelles ainsi que le patrimoine bâti et immatériel des quartiers sont des vecteurs de vitalité culturelle à découvrir et à valoriser.

Fil conducteur

LIEUX CULTURELS



CULTURE DE PROXIMITÉ

Résultats intermédiaires

2.1 Les quartiers de l'arrondissement proposent une programmation culturelle de proximité à longueur d'année, en répondant aux besoins de la population ayant peu accès à l'offre.

2.2 La vitalité de l'art public et du patrimoine sous toutes ses formes, ainsi que son appropriation par la population sont valorisés dans les quartiers de l'arrondissement.

2.3 Les projets culturels sont soutenus et circulent dans les quartiers de l'arrondissement.

2.4 Grâce à une programmation diversifiée, inclusive et audacieuse, l'Arrondissement contribue à élargir la portée de la culture dans les quartiers et à accroître la fréquentation des bibliothèques, des maisons de la culture et des activités culturelles présentées dans l'espace public. Ces plateformes clés de diffusion peuvent ainsi devenir des lieux stratégiques pour la médiation culturelle, la participation citoyenne et le renforcement des liens communautaires.



Axe 3 : Humain

Résultat final : Renforcer la participation culturelle citoyenne et le dynamisme des communautés de l'arrondissement

Aspirations

L'Arrondissement vise à offrir une programmation d'activités culturelles dynamiques et pertinentes répondant aux besoins des résidentes et résidents dans une perspective de lutte à la discrimination. L'Arrondissement souhaite également ouvrir des espaces de rencontre où toutes les personnes trouveront leur place dans la pratique culturelle, y compris dans la pratique artistique amateur. Les lieux culturels seront plus visibles et accessibles, et la promotion de leurs activités sera étendue pour rejoindre le plus de citoyennes et citoyens possible.

Fil conducteur

PUBLIC

EXPRESSIONS CULTURELLES CITOYENNES

Résultats intermédiaires

3.1 La participation culturelle de la population est assurée en misant sur le soutien à la pratique artistique amateur et sur les lieux de création et d'expression.

3.2 L'offre culturelle à la population est promue et accessible, et ses lieux sont visibles et reconnus.

3.3 Les besoins des différents groupes de l'arrondissement sont pris en compte dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des projets artistiques et des activités culturelles dans une perspective de lutte à la discrimination.

3.4 La population de l'arrondissement a accès à des projets artistiques et des activités culturelles créant des espaces où les rencontres intergénérationnelles et interculturelles sont favorisées et encouragées.

Remerciements

Nous souhaitons remercier les collaboratrices et collaborateurs de l'Arrondissement qui ont contribué à la réflexion entourant l'élaboration et la rédaction de ce Plan de développement culturel.

Directeur de la DCSLDS : Fimba Tankoano

Membres du comité de pilotage :

Vanessa Kanga
Cheffe de division
Culture et bibliothèque

Irinel-Maria Stingaciu
Cheffe de section
Bibliothèque Benny

Christine Bouchard
Conseillère en planification (DSVC)

Colin Earp-Lavergne
Agent culturel
MdC CDN

Ligia Borges
Médiatrice culturelle MdC CDN

Johanne Verville
Agente de liaison
Bibliothèque interculturelle



Comité de pilotage élargi :

Plusieurs représentantes et représentants des différentes directions de l'Arrondissement ont participé à deux rencontres de mobilisation et de consultation pour favoriser le partage interdivision et interdirection. Ce comité comprenait l'équipe culturelle élargie ainsi que l'agente culturelle du Service de la culture de la Ville de Montréal.

Pierre Boudreault \ DA
Commissaire – développement économique

Steve Tony Alexis \ DTP
Chef de division – parcs

Chloé Langlois \ DA
Chargée de communication

Othmane Cherrad \ DSAG
Conseillère en gestion
des ressources financières

Quentin Jeandonnet-Richard \ DCSLDS
Assistant-Intervention loisirs

Mylène Robillard \ DCSLDS
Agente culturelle

Manuella Gerbier \ DTP
Contremaîtresse – horticulture et parcs

Ève Côté \ DCSLDS
Agente de développement culturel

Danny Hill \ DCSLDS
Agent de développement d'activités culturelles physiques et sportives

Ligia Borges \ DCSLDS
Assistante – événements culturels

Yolande Moreau \ DA
Conseillère en planification

Robert Chamberot \ DCSLDS
Chef de section – bibliothèque

Étienne Brunet \ DA
Chef de division - relations avec les citoyens et communications - niveau II

Nadia Mohammed \ DCSLDS
Agente de développement d'activités culturelles physiques et sportives

Nicolas Soulière \ DAUM
Conseiller en aménagement

Jean-Carl Fiorito \ DA
Agent principal de communications sociales

Jean-Simon Laporte \ DAUM
Architecte

Andrée Assaf \ DSAG
Conseillère en ressources humaines

William Asselin Lebreux \ DCSLDS
Bibliothécaire – bibliothèque de Notre-Dame-de-Grâce

Arlett Abrego \ Service de la culture
Agente de développement culturel

Nous tenons également à remercier chaleureusement les nombreuses citoyennes et les nombreux citoyens qui ont participé à nos consultations publiques.

Cette démarche a été réalisée grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente de développement culturel de Montréal. L'Arrondissement a collaboré avec la firme de consultation Artenso pour élaborer et rédiger ce Plan. Leur expertise dans le domaine culturel a contribué à la réussite du projet.

Montréal | Québec
Entente de développement culturel

Glossaire

Culture

La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. La culture façonne les individus et les sociétés, en favorisant l'unité au moyen de valeurs et de traditions partagées (UNESCO, 1982).

Cœur créatif

Les artistes, les créatrices et créateurs, ainsi que les personnes œuvrant dans le milieu culturel constituent le cœur créatif de notre société. Les soutenir dans leur démarche artistique demeure l'une des conditions essentielles du succès et de la pérennité de Montréal en tant que métropole culturelle. La présence des artistes dans les quartiers contribue à leur dynamisme; c'est pourquoi des solutions innovantes doivent être imaginées afin d'offrir des conditions favorables au développement, au maintien et au soutien d'ateliers et d'espaces de création polyvalents.

Diversité capacitaire

Cette expression désigne la diversité des personnes sourdes, handicapées et neurodivergentes.

Hors les murs

Activités, animations, médiations, spectacles ou autres types d'événements culturels se déroulant dans un autre lieu que les maisons de la culture ou les bibliothèques. Par exemple, dans les parcs ou encore dans les locaux d'organismes et de partenaires.

Loisir culturel et pratique artistique amateur

Le loisir culturel regroupe un ensemble d'activités pratiquées librement, par plaisir, et qui favorisent le développement personnel, l'amélioration de la qualité de vie, la formation et la créativité (Conseil québécois du loisir).

On distingue généralement deux types de pratiques : **1) celle dite impressive**, comme la lecture, l'assistance à un spectacle ou la visite d'une exposition, et **2) celle dite expressive**, où les personnes participent activement à une activité de création. Cette dernière forme est aussi nommée pratique artistique amateur. Elle concerne les personnes qui s'adonnent à une pratique courante dans le domaine artistique (Ville de Montréal).

Médiation culturelle

La médiation culturelle est reconnue comme un champ professionnel de l'action culturelle où se conjuguent des stratégies, des dispositifs et des outils pour améliorer l'accès aux productions culturelles et favoriser l'expression culturelle des citoyennes et des citoyens. À la jonction du culturel et du social, au confluent des objectifs de la démocratisation et de la démocratie culturelles, « la médiation culturelle combine plusieurs objectifs : donner accès et rendre accessible la culture aux publics les plus larges, valoriser la diversité des expressions et des formes de création, encourager la participation citoyenne, favoriser la construction de liens au sein des collectivités, contribuer à l'épanouissement personnel des individus et au développement d'un sens communautaire. » (Fourcade, Culture pour tous)

Pratique artistique professionnelle

On reconnaît comme pratique artistique professionnelle celle portée par l'artiste qui est spécialiste dans son domaine (de façon autodidacte ou à la suite d'études); qui crée, interprète ou publie des œuvres pour son propre compte et pour un public; et qui a reçu de ses pairs des témoignages de reconnaissance comme une bourse, un prix, une mention d'honneur, une nomination à un jury ou une autre mesure de même nature. L'artiste qui est membre à titre professionnel d'une association reconnue ou faisant partie d'un regroupement reconnu est présumé(e) avoir une pratique professionnelle (Conseil des arts du Canada, Conseil des arts de Montréal). Au Québec, ce statut est balisé par la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., chapitre S-32.1) ainsi que par la Loi sur le statut de l'artiste (L.C. 1992, chapitre 33).

Vitalité culturelle

Chaque quartier a son histoire, son rythme, ses aménagements, sa personnalité. La vitalité culturelle est l'expression dynamique, engagée et engageante de cette identité unique, stimulée par la culture. Plusieurs éléments permettent de susciter une plus grande vitalité culturelle dans les quartiers : une concentration d'activités, de lieux, et de services culturels de proximité; des espaces et des installations accessibles (rues piétonnes, placettes, parcs, ruelles, etc.); des liens entre les différentes activités (économique, scolaire, communautaire, culturelle, etc.); l'implication des communautés; une identité qui reflète la richesse et la diversité locale.

Le Service de la culture de la Ville de Montréal travaille actuellement à la création d'un indice pour mesurer et illustrer la vitalité culturelle sur le territoire, et ainsi permettre une meilleure convergence et une priorisation des actions en culture à l'échelle des quartiers. À terme, ce nouvel outil viendra compléter l'indice d'équité des milieux de vie (Ville de Montréal).

Références

Arrondissement de Côte-des-neiges–Notre-Dame-de-Grâce.
Plan stratégique 2023-2030 de CDN-NDG — 2024.

Culture Montréal.
Forum sur la vitalité culturelle des quartiers – faits saillants — 2019.

Culture pour tous.
La médiation culturelle et ses mots-clés — 2014.

Gouvernement du Québec.
Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène — 1987.

Gouvernement du Québec.
Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, sur leurs contrats avec les diffuseurs — 1988.

Statistique Canada.
Recensement de 2021.

Unesco.
Conférence mondiale de l'Unesco MONDIACULT — 1982.

Ville de Montréal.
Montréal 2030 — 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259223010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt de demandes dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le dépôt de demandes dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:26

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259223010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt de demandes dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du développement économique de la Ville de Montréal estime qu'environ 15 000 établissements commerciaux sont en activité en dehors des territoires des SDC. Les artères et secteurs commerciaux regroupant ces établissements bénéficieraient également d'un soutien pour réaliser des études et mettre en œuvre des projets au profit de leurs commerces.
C'est dans ce contexte qu'un programme de soutien aux arrondissements, visant les artères commerciales situées hors des districts des SDC, a été développé. Le 15 avril 2025, le conseil municipal a adopté le programme qui prévoit un montant de 6,42 millions réparti entre les 19 arrondissements pour les années 2025, 2026 et 2027.

Le 9 avril 2025, le conseil municipal de la Ville de Montréal a adopté le nouveau Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation et le soutien de la vitalité économique des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial. Une somme de 6 420 000$ est réservée à cette fin pour les années 2025 à 2027.

Le présent dossier décisionnel vise à autoriser l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à faire le dépôt d'une demande dans le cadre du programme afin de dynamiser ses secteurs commerciaux hors SDC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CM25 0446 – 15 avril 2025 : Adopter le Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial / Réserver une somme de 6,42 M$ à cette fin pour les années 2025, 2026 et 2027

- CA23 170203 du 5 septembre 2023 - D'autoriser le dépôt d'une demande de financement auprès du service de développement économique de la Ville de Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux artères commerciales hors SDC. (1239943007).

- CM23 0744 - 13 juin 2023 : Approuver le Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial / Réserver une somme de 2 M$ à cette fin pour les années 2023 à 2025

- CE21 0820 - 21 mai 2021 : Autoriser des virements budgétaires non récurrents totalisant 1 M$ à 18 arrondissements montréalais, afin de soutenir des initiatives de dynamisation des artères commerciales qui ne sont pas desservies par une société de développement commercial.

DESCRIPTION

Le programme a pour objectif de fournir aux arrondissements les ressources financières nécessaires pour soutenir et dynamiser la vitalité commerciale des artères situées en dehors des territoires couverts par les Sociétés de développement commercial (SDC). Il vise à encourager les initiatives locales et à renforcer l'attractivité des zones commerciales qui ne bénéficient pas du soutien d'une SDC, contribuant ainsi à un développement économique équilibré et inclusif. Le soutien financier du programme proposé doit servir au financement des interventions prévues dans le projet soumis par l'arrondissement, qui doit viser l'un ou l'autre des objectifs suivants :

- La réalisation d'études économiques, notamment un bilan offre-demande, un positionnement commercial, un positionnement marketing, une étude de provenance de la clientèle et une planification stratégique;
- Le recrutement commercial et l'occupation de locaux vacants;
- La mise en valeur du secteur commercial par des activités de communication, de marketing, d'animation, de spectacles et de promotion des commerces locaux;
- L'aménagement et l'embellissement du domaine public, notamment par des projets de piétonnisation, de placettes publiques, de verdissement, d'espaces de travail en plein air et d'illumination;
- La transition écologique, notamment par l'élaboration de guides et des activités de sensibilisation;
- La formation des commerçants;
- Le soutien à la création ou à l'agrandissement d'un regroupement de commerçants;
- La mise en place ou le soutien de mesures de mitigation pour les chantiers majeurs de plus de 6 mois.

Le présent programme vise l’attribution d’un montant forfaitaire à l’ensemble des 19 arrondissements lors de plusieurs périodes d’admissibilité. La pondération des arrondissements a été établie en fonction des critères suivants :

- Un soutien financier de base allant de 75 000 $ à 150 000 $ par arrondissement, calculée avec une pondération du nombre de commerces situés hors des districts des sociétés de développement commercial situés sur le territoire de la Ville – proportionnellement au nombre de commerces hors société de développement commercial des 19 arrondissements – ainsi que le taux de vacance commerciale des commerces situés hors des districts des sociétés de développement commercial (proportionnellement au nombre de commerces vacants des 19 arrondissements);
- Une bonification de 10 000 $ à 35 000 $, calculée avec une pondération des

locaux commerciaux hors société de développement commercial et des locaux commerciaux vacants hors société de développement commercial situés dans des aires de diffusion vulnérables et prioritaires (ayant un niveau de vulnérabilité 4, 5, 6), conformément à l'indice d'équité des milieux de vie préparé par la Ville, édition 2024, proportionnellement à la population de l'arrondissement;
- Seuls les locaux commerciaux situés au rez-de-chaussée, en demi-sous-sol ou au sous-sol, sont inclus dans les données qui sont prises en compte aux fins de la présente annexe;
- Les locaux commerciaux situés dans les centres commerciaux et les marchés publics sont exclus des données prises en compte aux fins de la présente annexe;
- Les données prises en compte aux fins de la présente annexe proviennent du recensement du Service du développement économique de la Ville de l'année 2024 et de l'Indice d'équité des milieux de vie préparé par la Ville, édition 2024.

La nature des projets qui seront déposés dans le cadre de ce programme de subvention seront déterminés en fonction des besoins de notre arrondissement et de ses secteurs commerciaux hors SDC. Ces projets se voudront complémentaires au programme de soutien et des actions déjà en cours de notre arrondissement et qui visent la dynamisation de ses secteurs commerciaux.

JUSTIFICATION

L'article 10 du programme exige de joindre à la demande de financement une résolution du conseil d'arrondissement autorisant le dépôt d'une demande au directeur du service de développement économique pour l'ensemble des périodes d'admissibilité prévues en 2025, 2026, et 2027 conformément à l'article 8.
Le programme vise à maintenir, valoriser et dynamiser l'offre commerciale, en réduisant la vacance des locaux et en augmentant l'attractivité des artères. Cela inclut des initiatives telles que l'embellissement des espaces publics, la promotion des commerces locaux, et la mise en place de mesures de mitigation pour les chantiers majeurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modalités du soutien financier pour chaque période d'admissibilité sont spécifiées dans le cadre du règlement à l'article 12 ainsi qu'à l'annexe 1.

MONTRÉAL 2030

Le dépôt dans le cadre du programme contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités 1, 4, 5, 15, 19 et 20 de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement permettra de respecter les exigences pour déposer la présente demande; dans le cas contraire, l'arrondissement ne pourra faire le dépôt d'une demande dans le cadre du programme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pour tout outil de communication et de promotion rendu public par l'arrondissement pour la réalisation du (ou des) projet(s) soutenu financièrement dans le cadre de ce programme, l'arrondissement devra positionner la signature visuelle et/ou la participation du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à titre de partenaire financier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le présent dossier vise à obtenir l'autorisation du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour faire le dépôt d'une ou plusieurs demandes pendant les périodes d'admissibilité suivantes :

· du 20 mai 2025 à 9 h au 12 juin 2025 à 17 h

· du 1er mai 2026 à 9 h au 15 juin 2026 à 17 h

· du 30 avril 2027 à 9 h au 15 juin 2027 à 17 h

Si, après la première période d'admissibilité, l'ensemble des fonds ne sont pas affectés, ceux-ci seront remis en disponibilité dans le cadre d'une deuxième période d'admissibilité dans la même année. Le présent dossier vise également les périodes d'admissibilité subséquentes :

· du 4 août 2025 à 9 h au 11 août 2025 à 17 h

· du 3 août 2026 à 9 h au 7 août 2026 à 17 h

· du 9 août 2027 à 9 h au 13 août 2027 à 17 h

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce devra soumettre les redditions de compte et utiliser l'intégralité des fonds conformément au calendrier préétabli dans le programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél :	438-867-4510
Télécop. :	

Tél :	514-872-8428
Télécop. :	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser le dépôt de demandes dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.



Programme secteurs commerciaux.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030 - 1259223010.pdf



Resolution1259861001.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR LA DYNAMISATION ET LE SOUTIEN DE LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE DES SECTEURS COMMERCIAUX SITUÉS HORS DES DISTRICTS DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent programme, les mots suivants signifient :

« association de commerçants » : un regroupement de gens d'affaires dûment constitué en personne morale à but non lucratif ayant son siège social sur le territoire d'un secteur commercial, qui n'est pas une société de développement commercial;

« bilan offre-demande » : étude économique visant à déterminer la provenance de la clientèle, son mode de déplacement, l'offre du secteur commercial étudié et la demande de la clientèle, et qui permet une corrélation entre ces deux derniers éléments afin d'identifier les fuites commerciales;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« habillage » : l'installation de palissades, de panneaux ou de toiles temporaires;

« mesure d'atténuation » : la planification et la réalisation de l'une ou l'autre des actions suivantes afin de réduire les impacts des travaux majeurs sur les entreprises situées dans un secteur commercial durant leur réalisation :

1° l'aménagement, l'embellissement ou le verdissement du domaine public aux abords des travaux majeurs;

2° les activités de propreté et d'entretien aux abords des travaux majeurs;

3° la communication, la formation, la publicité ou la réalisation d'événements ouverts au public, visant la promotion des entreprises situées dans le secteur des travaux majeurs;

4° les actions de mitigation, notamment l'affectation d'agents de terrain pour accompagner la clientèle qui fréquente les commerces, l'installation de signalisation temporaire ou l'habillage des clôtures, échafaudages ou barrières servant à délimiter les travaux majeurs;

5° les actions visant à combler les locaux vacants, notamment l'habillage de ces locaux;

6° le développement d'outils visant la connaissance de l'impact des travaux majeurs sur l'achalandage et la clientèle ou la réalisation d'études économiques permettant notamment de mesurer les retombées d'une mesure prévue à un autre paragraphe de la présente définition;

« mesure préalable » : la planification et la réalisation de l'une ou l'autre des actions suivantes afin de préparer les entreprises situées dans un secteur commercial à des travaux majeurs à venir :

1° la planification des mesures préalables ou des mesures d'atténuation à mettre en œuvre afin de préparer les entreprises aux travaux majeurs à venir;

2° la présentation aux entreprises des programmes de subvention leur étant destinés durant la période des travaux majeurs;

3° les activités de formation et d'accompagnement destinées aux entreprises afin de leur permettre d'adapter leurs pratiques commerciales pour faire face aux impacts des travaux majeurs, notamment celles sur la diminution du flux de clientèle;

4° les activités de diffusion aux entreprises et à la clientèle des informations pertinentes relatives aux travaux majeurs qui seront effectués, telles que leur nature et leur durée, les ressources à contacter pour signaler des problématiques durant les travaux majeurs ou les mesures prises pour faciliter la circulation dans le secteur commercial;

5° la réalisation d'études économiques permettant d'anticiper les impacts des travaux majeurs, notamment de bilans offre-demande;

« période des travaux majeurs » : période durant laquelle sont réalisés les travaux majeurs selon le plan de réalisation des travaux ou selon le contrat conclu pour la réalisation de ces travaux avec un mandataire;

« professionnel en design » : une personne ayant une formation professionnelle en aménagement, en design ou en architecture ou une expérience équivalant à la formation et qui tire ses principaux revenus de la pratique de cette profession;

« projet » : l'ensemble des interventions soumises au directeur pour dynamiser un secteur commercial;

« secteur commercial » : artère ou regroupement d'artères où le zonage commercial est permis au rez-de-chaussée et qui regroupe au moins 30 établissements d'entreprise au sens de l'article 69.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) accessibles directement par la voie publique;

« société de développement commercial » : un organisme à but non lucratif constitué conformément aux articles 458.1 et suivants de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou aux articles 79.1 et suivants de l'annexe C la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et ayant compétence dans un district situé sur le territoire de la Ville;

« travaux majeurs » : tout chantier de travaux majeurs d'infrastructures publiques d'une durée minimale prévue de 180 jours, exécuté par la Ville, par un arrondissement ou par la Société de transport de Montréal dans un secteur commercial et qui entraîne des entraves à la circulation automobile;

« Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II

PRINCIPES GÉNÉRAUX

2. Le présent programme a pour objectif la dynamisation des artères commerciales qui sont situées hors d'un district dans lequel une société de développement commercial a compétence. Dans le cadre de ce programme, un soutien financier est accordé à un arrondissement de la Ville afin de financer un projet visant à soutenir et à améliorer la vitalité économique d'un secteur commercial de son territoire.

Ce programme vise les années 2025 à 2027.

3. Le présent programme prévoit un soutien financier total de six millions quatre cent vingt mille dollars répartis ainsi :

1° deux millions cent quarante mille dollars pour l'année 2025;

2° deux millions cent quarante mille dollars pour l'année 2026;

3° deux millions cent quarante mille dollars pour l'année 2027.

4. Le soutien financier doit servir au financement des interventions prévues au projet soumis par l'arrondissement, qui doivent viser l'un ou l'autre des objectifs suivants :

1° la réalisation d'études économiques, notamment un bilan offre-demande, un positionnement commercial, un positionnement marketing, une étude sur la provenance de la clientèle et une planification stratégique;

2° le recrutement commercial et l'occupation de locaux vacants;

3° la mise en valeur du secteur commercial par des activités de communication, de marketing, d'animation, de spectacles et de promotion des commerces locaux;

4° l'aménagement et l'embellissement du domaine public, notamment par des projets de piétonnisation, de placettes publiques, de verdissement, d'espaces de travail en plein air et d'illumination;

5° la transition écologique, notamment par l'élaboration de guides et par des activités de sensibilisation;

6° la formation des commerçants;

7° le soutien à la création ou à l'agrandissement d'une association de commerçants;

8° la réalisation de mesures préalables avant le début de la période des travaux majeurs ou de mesures d'atténuation durant la période des travaux majeurs.

SECTION III
CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

5. Pour bénéficier du soutien financier dans le cadre du présent programme, le projet soumis doit :

1° être situé dans un secteur commercial hors d'un district dans lequel une société de développement commercial a compétence;

2° répondre directement à au moins une priorité du Plan stratégique Montréal 2030.

SECTION IV
EXCLUSIONS

6. Aucun soutien financier n'est accordé pour :

1° toute dépense effectuée :

a) avant la date à laquelle la demande de soutien financier est approuvée par le conseil municipal ou le comité exécutif, selon le cas, en vertu de l'article 15 ou après la date limite à laquelle un projet peut être réalisé en vertu de l'article 18;

b) après le début de la période des travaux majeurs pour un projet dont l'objectif est la réalisation de mesures préalables;

c) avant ou après la période des travaux majeurs pour un projet dont l'objectif est la réalisation de mesures d'atténuation;

2° toute dépense qui constitue de l'aide directe à l'entreprise;

3° toute contribution financière à une société de développement commercial;

4° toute partie de dépense déjà financée au moyen d'une autre subvention de la Ville.

SECTION V
DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

7. L'arrondissement peut obtenir un soutien financier aux conditions établies au présent programme en déposant une demande sous la forme déterminée par le directeur.

8. Une demande doit être déposée durant l'une des périodes d'admissibilité suivantes :

1° du 20 mai 2025 à 9h00 au 12 juin 2025 à 17h00;

2° du 1er mai 2026 à 9h00 au 15 juin 2026 à 17h00;

3° du 30 avril 2027 à 9h00 au 15 juin 2027 à 17h00.

Si le directeur constate, à la suite de la réception des demandes conformément à la présente section durant une période d'admissibilité visée au premier alinéa, que les fonds prévus à l'article 3 pour une année ne sont pas épuisés malgré l'octroi par le conseil municipal ou le comité exécutif, selon le cas de

l'aide financière demandée, une nouvelle demande peut être déposée durant l'une des périodes d'admissibilité suivantes :

1° du 4 août 2025 à 9h00 au 11 août 2025 à 17h00, pour l'année 2025;

2° du 3 août 2026 à 9h00 au 7 août 2026 à 17h00, pour l'année 2026;

3° du 9 août 2027 à 9h00 au 13 août 2027 à 17h00, pour l'année 2027.

9. Une seule demande de soutien financier peut être déposée par un arrondissement par période d'admissibilité.

Une demande peut viser la réalisation de plusieurs projets. Chaque projet doit concerner un secteur commercial distinct.

10. La demande de soutien financier doit être déposée auprès du directeur durant une période d'admissibilité, au moyen du formulaire fourni par la Ville, et doit comprendre, pour chaque projet visé par la demande :

1° la résolution du conseil d'arrondissement autorisant le dépôt de la demande de soutien financier dans le cadre du présent programme;

2° la description de la dynamique commerciale et associative du secteur commercial visé par la demande de soutien financier;

3° la démonstration de la pertinence du projet ainsi que son lien avec une priorité du Plan stratégique Montréal 2030;

4° la démonstration de la complémentarité du projet ou son lien direct avec les interventions publiques ou privées ou son insertion dans une planification économique, culturelle ou urbanistique;

5° la liste des interventions en considération desquelles l'arrondissement demande le soutien financier et comportant, à l'égard de chacune d'entre elles :

a) une description détaillée de celle-ci;

b) les objectifs spécifiques qu'elle vise;

c) l'échéancier détaillé de réalisation;

d) le budget détaillé, ventilé, précisant les ressources allouées.

Toute demande incomplète ou jugée non conforme sera automatiquement rejetée.

11. Les dépenses admissibles pour la mise en œuvre d'un projet incluent :

1° les honoraires et frais pour les services professionnels, techniques et en communications requis;

2° les salaires et frais liés au personnel de l'arrondissement;

3° les frais d'acquisition de biens requis;

4° les contributions financières à un organisme à but non lucratif.

SECTION VI
MONTANT DU SOUTIEN FINANCIER

12. Le montant du soutien financier pour chaque période d'admissibilité visée au premier alinéa de l'article 8 correspond au coût total des dépenses admissibles, sans excéder, pour chaque arrondissement, le montant indiqué à l'annexe 1.

Le montant du soutien financier pour chaque période d'admissibilité visée au deuxième alinéa de l'article 8 correspond au coût total des dépenses admissibles, sans excéder le moindre des montants suivants :

1° le montant du soutien financier disponible pour un arrondissement conformément à l'article 14;

2° 150 000 $.

SECTION VII
ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

13. Le directeur analyse chacune des demandes de soutien financier en s'assurant de leur conformité à la section V et recommande, selon l'instance compétente à l'égard de chacune d'elles, l'approbation de celle-ci en indiquant le montant du soutien financier calculé selon l'article 12.

14. Lorsque plusieurs demandes de soutien financier ont été déposées durant une période d'admissibilité prévue au deuxième alinéa de l'article 8, le soutien financier est accordé en fonction de l'ordre de réception des demandes, jusqu'à ce que les fonds disponibles pour cette période d'admissibilité soient épuisés.

Le directeur indique aux arrondissements ayant déposé ces demandes la date et l'heure à laquelle leur demande a été reçue ainsi que le montant du soutien financier disponible pour chaque demande.

15. Sur recommandation du directeur, le conseil municipal, si le soutien financier est de 150 000 $ ou plus, ou le comité exécutif, si le soutien financier est de moins de 150 000 $, approuve les demandes et l'octroi d'un soutien financier aux arrondissements.

SECTION VIII
CONDITIONS PARTICULIÈRES

16. Tout projet d'aménagement et d'embellissement du domaine public, à l'exception d'un projet de verdissement, doit être réalisé avec l'aide d'un professionnel en design, qui doit en assurer la faisabilité, la planification et la réalisation.

17. Un projet visé à une demande ayant fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 15 doit être réalisé à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° le 365e jour suivant la date de l'approbation de la demande en vertu de l'article 15;

2° le 31 mai 2028.

18. L'arrondissement doit transmettre au directeur les documents suivants :

1° le rapport sommaire des résultats et le degré d'atteinte des objectifs de chacune des interventions réalisées, incluant le décaissement ventilé pour chacune d'elles, sous la forme déterminée par le directeur;

2° le cas échéant, tout document ou rapport d'étude réalisé et financé au moyen du soutien financier;

3° le cas échéant, toute reddition de compte reçue d'un organisme à la suite de l'octroi d'une contribution financière par l'arrondissement et financé au moyen du soutien financier;

4° le cas échéant, tout outil de communication, de promotion ou tout communiqué de presse émis par l'arrondissement en lien avec un projet.

Ces documents doivent être transmis au directeur au plus tard :

1° le 5 octobre 2026, lorsque la demande de soutien financier a été approuvée lors de l'année 2025;

2° le 4 octobre 2027, lorsque la demande de soutien financier a été approuvée lors de l'année 2026;

3° le 30 juin 2028, lorsque la demande de soutien financier a été approuvée lors de l'année 2027.

19. Tout montant dépensé en contravention au présent programme ou qui ne respecte pas la demande soumise et approuvée par le conseil municipal ou le comité exécutif, selon le cas, doit être retourné au directeur.

20. L'étude des demandes de soutien financier reçues par le directeur à partir du 2 juin 2026 et l'octroi de l'aide pouvant en découler durant les années 2026 et 2027 est conditionnelle à la reconduction de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvée par résolution à la séance du 23 février 2023 (CE23 0081) ou à la conclusion d'une convention d'aide financière et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie et de l'Innovation permettant l'octroi de soutien financier dans le cadre du présent programme de soutien.

Le directeur avise tout arrondissement qui présente une demande après le 1er juin 2026 de la suspension de l'étude de sa demande si l'une ou l'autre des conventions mentionnées au premier alinéa n'a pas été reconduite ou conclue.

21. Pour tout outil de communication et de promotion rendu public par l'arrondissement pour la réalisation du projet soutenu financièrement dans le cadre du présent programme, l'arrondissement doit apposer la signature visuelle du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à titre de partenaire financier.

Tout outil de communication et de promotion visé au premier alinéa doit être transmis au moins sept jours ouvrables avant la date de tombée à son répondant ministériel aux fins d'approbation.

22. Dans tout communiqué de presse de l'arrondissement lié au soutien financier accordé, l'arrondissement doit :

1° mentionner la participation du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à titre de partenaire financier;

2° offrir la possibilité d'insérer une citation du ministre et un paragraphe descriptif du partenariat financier qui soutient le projet.

Tout communiqué émis par l'arrondissement en lien avec la réalisation du projet soutenu financièrement en vertu du présent programme doit être transmis au moins sept jours ouvrables avant la date de tombée à son répondant ministériel aux fins d'approbation.

23. À l'occasion de tout événement public ou activité de presse d'importance de l'arrondissement en lien avec la mise en œuvre d'un projet soutenu financièrement en vertu du présent programme, l'arrondissement doit, si le contexte s'y prête et au moins quinze jours avant la tenue de l'événement, inviter le ministre à y participer et à y prendre la parole.

Pour ce faire, l'arrondissement doit acheminer une invitation officielle au cabinet du ministre, par la poste, au 710, place D'Youville, 6e étage, Québec (Québec) G1R 4Y4 ainsi qu'une copie par courriel à son représentant ministériel.

ANNEXE 1
MONTANT MAXIMUM ANNUEL DE L'AIDE FINANCIÈRE PAR ARRONDISSEMENT POUR LES ANNÉES 2025, 2026 ET 2027

ANNEXE 1

Arrondissement	**Montant maximal du soutien financier, par année**
Ahuntsic-Cartierville	115 000 $
Anjou	94 000 $
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	173 000 $
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	75 000 $
Lachine	95 000 $
LaSalle	127 000 $
Le Plateau Mont-Royal	145 000 $
Le Sud-Ouest	91 000 $
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	113 000 $
Montréal-Nord	105 000 $
Outremont	78 000 $
Pierrefonds-Roxboro	106 000 $
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	93 000 $
Rosemont–La-Petite-Patrie	139 000 $
Saint-Laurent	104 000 $
Saint-Léonard	111 000 $
Verdun	87 000 $
Ville-Marie	125 000 $
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	164 000 $

La présente annexe a été établie en fonction des critères suivants :

- Un soutien financier de base allant de 75 000 $ à 150 000 $ par arrondissement, calculé avec une pondération du nombre de commerces situés hors des districts des sociétés de développement commercial situés sur le territoire de la Ville — proportionnellement au nombre de commerces hors société de développement commercial des 19 arrondissements — ainsi que le taux de vacance commerciale des commerces situés hors des districts des sociétés de développement commercial (proportionnellement au nombre de commerces vacants des 19 arrondissements).
- Une bonification de 10 000 $ à 35 000 $, calculée avec une pondération des locaux commerciaux hors société de développement commercial et des locaux commerciaux vacants hors société de développement commercial situés dans des aires de diffusion vulnérables et prioritaires (ayant un niveau de vulnérabilité 4, 5, 6), conformément à l'indice d'équité des milieux de vie préparé par la Ville, édition 2024, proportionnellement à la population de l'arrondissement.
- Seuls les locaux commerciaux situés au rez-de-chaussée, en demi-sous-sol ou au sous-sol, sont inclus dans les données qui sont prises en compte aux fins de la présente annexe.
- Les locaux commerciaux situés dans les centres commerciaux et les marchés publics sont exclus des données prises en compte aux fins de la présente annexe.
- Les données prises en compte aux fins de la présente annexe proviennent du recensement du Service du développement économique de la Ville de l'année 2024 et de l'Indice d'équité des milieux de vie préparé par la Ville, édition 2024.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259223010
Unité administrative responsable : *Développement économique*
Projet : Autoriser le dépôt d'une demande de financement auprès du service de développement économique de la Ville de Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux artères commerciales hors SDC.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

Priorité 2. Développer une **économie plus verte et inclusive** en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

Priorité 5.Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Priorité 15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

Priorité 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins.

Priorité 20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Renforcer l'attractivité de secteurs commerciaux pour favoriser l'achat local.

Contribuer au quotidien à faire prospérer les commerces de leur territoire et offrir un milieu de vie de qualité aux citoyens à travers divers projets (animation, aménagement, recrutement commercial, etc.)

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 14 avril 2025 Séance tenue le 15 avril 2025	Résolution: CM25 0446

Adopter le Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation et le soutien de la vitalité économique des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial / Réserver une somme de 6,42 M$ à cette fin pour les années 2025, 2026 et 2027

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 avril 2025 par sa résolution CE25 0585;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Émilie Thuillier

Et résolu :

1- d'adopter le Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation et le soutien de la vitalité économique des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial;

2- de réserver une somme de 6,42 M$ à cette fin pour les années 2025, 2026 et 2027.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.14 1259861001
/mt

Valérie PLANTE
Mairesse

Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

(certifié conforme)

Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 16 avril 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1255284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 e) favoriser l'accès aux rives et aux espaces verts
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 114 975 $ incluant les taxes, pour le programme "Aménage ton voisinage" de l'arrondissement, pour une période d'une année, se terminant le 30 novembre 2025.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder un contrat de services à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) pour le programme "Aménage ton voisinage" et approuver le projet de convention à cette fin.

D'autoriser une dépense à cette fin de 114 975 $, incluant les taxes.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:13

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255284005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 e) favoriser l'accès aux rives et aux espaces verts
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 114 975 $ incluant les taxes, pour le programme "Aménage ton voisinage" de l'arrondissement, pour une période d'une année, se terminant le 30 novembre 2025.

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a lancé son programme de Ruelles vertes. Les Éco-quartiers avaient été mandatés pour accompagner les riverains dans les différentes étapes de création d'une ruelle verte. Depuis, seulement 9 ruelles vertes ont été crées. L'Arrondissement s'est alors questionné sur la formule actuelle du programme, qui n'est pas adapté à son contexte urbain ni à sa population. D'ailleurs, l'aménagement du territoire de l'arrondissement a fait en sorte qu'il y a très peu de ruelles comparativement aux autres quartiers centraux. On dénombre environ 60 ruelles sur l'ensemble de l'arrondissement, dont la majorité se situent dans le district de Notre-Dame-de-Grâce.

Afin de permettre aux voisinages qui n'ont pas de ruelles de bénéficier d'avantages similaires aux ruelles vertes, l'Arrondissement propose étendre le programme à différents espaces publics et à différents acteurs en créant le programme "Aménage ton voisinage". Ainsi, des groupes de citoyens ou des organismes partenaires pourront proposer la transformation d'un espace public ou une partie d'un espace public non-utilisé ou sous-utilisé (par exemple dans un parc, un espace vert, une bande de terrain appartenant à la ville) en plus des ruelles traditionnelles.

Le programme vise à transformer les espaces publics en un lieu de rencontre convivial, verdoyant et rassembleur pour tous les voisinages**.** En valorisant la richesse et la diversité de ses résident.es et des voisinages à travers des projets collaboratifs, le programme aspire à faire de l'arrondissement un modèle de vie urbaine inclusive et dynamique, tout en répondant efficacement aux spécificités locales**.**

Le présent dossier vise à accorder un mandat à l'organisme la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) pour la gestion du programme Aménage ton voisinage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Afin d'assurer le succès du programme, l'arrondissement souhaite mandater la SOCENV pour la gestion du programme. La SOCENV accompagnera les groupes de résidents et les organismes partenaires à chaque étape étape des projets. Il fera le lien entre les participants et l'arrondissement et apportera un soutien logistique.

Selon les phases du projet, l'arrondissement demande à la SOCENV de se concentrer sur les éléments suivants :

Phase 1 - Préparation de la demande et mobilisation
Accompagner les groupes de résidents riverains et organismes porteur dans leur démarche;
Répondre aux questions des résidents, groupes de résidents et organismes porteur
Soutenir les organismes locaux dans leurs démarches, et assurer un réseautage entre partenaires potentiels
Mobiliser les résidents
Promouvoir le programme auprès des résidents et des organismes partenaires

Phase 2 – Analyse et Sélection des projets
Participer au comité de sélection des projets

Phase 3 - Démarrage et Planification
Coordonner et animer les rencontres de travail des groupes de résidents riverains et organismes porteurs des projets sélectionnés tout au long du processus de réalisation des projets;
Appuyer les groupes de résidents riverains et organismes porteurs dans leurs communications aux riverains
Offrir une expertise technique et des formations pertinentes aux participants (ex : techniques de plantation, d'entretien, de taille et de compostage)
Proposer un calendrier de travail

Phase 4 - Réalisation des aménagements
Prévoir l'achat du matériel nécessaire aux travaux d'aménagement
Coordonner la mise en terre des végétaux et soutenir l'inauguration des ruelles
Assurer le lien et les communications avec l'Arrondissement
Accompagner les groupes dans l'organisation des corvées (ex : prêts de matériel)

Phase 5 - Pérennisation - les années suivantes
Assurer le suivi annuel des groupes de résidents riverains et organismes porteurs et de leurs projets
Accompagner les groupes dans l'organisation des corvées (ex : prêts de matériel)
Accompagner les groupes de résidents riverains et organismes porteurs dans les réparations et le remplacement des aménagements au besoin
Suivre et évaluer l'impact des projets sur la communauté
Assurer la reddition de compte des projets et du programme

JUSTIFICATION

La réalisation de ce projet permettra à l'Arrondissement de poursuivre ses efforts pour améliorer la qualité des milieux de vie. Le projet vise à favoriser l'inclusion et la diversité sociale et culturelle, promouvoir le verdissement ainsi que la gestion des eaux pluviales, ainsi que stimuler l'animation communautaire des milieux de vie.

Conscient de l'impact généré par ce programme, l'Arrondissement a choisi de mandater et d'octroyer ce programme à la SOCENV.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget est réparti en deux parties égales. La première moitié (50 %) est destinée à l'achat de matériel, de mobilier et de plantations pour l'aménagement des nouveaux espaces, ainsi qu'au remplacement ou à l'amélioration des aménagements dans les ruelles vertes existantes. La seconde moitié (50 %) est consacrée à l'accompagnement des groupes de résidents et des organismes porteurs de projets, à la coordination des projets et à la promotion globale de l'initiative.
Cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié à la transition écologique.

Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans la certification fonds de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

MONTRÉAL 2030

Le programme contribuera aux résultats suivants du plan stratégique de l'Arrondissement :
Axe 1 - Milieux de vie plus équitables et inclusifs
Résultat 1.4 - La population de tout l'arrondissement évolue dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive
Axe 2 - Milieux de vie sains et durables
Résultat 2.1 La population habite des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur
Axe 4 - Milieux de vie favorisant la participation citoyenne
Résultat 4.4 La population et les partenaires initient et participent à des projets visant l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permet d'augmenter de façon significative l'offre de service auprès des citoyens et d'améliorer la qualité des milieux de vie résidentiels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le programme sera lancé le 8 mai.
Une rencontre d'information sera organisée pour les organismes partenaires en avril
Article dans la Citoyenne, mise à jour des pages internet.
L'organisme partenaire prévoit de la mobilisation sur le terrain

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Projets 2025 :
période de dépôt : jusqu'au 15 juin
sélection des projets : fin juin
planification des aménagements : juillet - août
réalisation des aménagements : août 2025 à juillet 2026

Projets 2026 :
période de dépôt: octobre-novembre 2025
sélection des projets : décembre 2025
planification des aménagements : février-mars-avril 2026
réalisation des aménagements : mai à juillet 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Conseillère - Transition écologique

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Fimba TANKOANO
Directeur

Tél : 514 237-6916
Télécop. :



1255284005_Convention_AménageTonVoisinage_SOCENVvf_Signé1x.pdf



1255284005 Termes de référence Aménage ton voisinage vf 23 mars 2025.pdf

Termes de référence pour les services professionnels
Programme " Aménage ton voisinage"

1. DESCRIPTION

Des groupes de résident(e)s et des organismes reconnus peuvent faire une demande pour transformer leur ruelle en ruelle verte ou transformer un espace public ou une partie d'un espace public non-utilisé ou sous-utilisé dans un parc, un espace vert, une bande de terrain appartenant à la ville* (**espace public***) en proposant des concepts durables et novateurs. Les impacts positifs de leur implication dans cette transformation sont nombreux tant pour les liens sociaux que pour l'environnement. Ces lieux publics peuvent devenir des espaces propices à la végétation favorisant la biodiversité, un lieu de rencontre et de socialisation, un espace de jeu et de transport actif.

Le programme "Aménage ton voisinage" vise à transformer les espaces publics en un lieu de rencontre convivial, verdoyant et rassembleur pour tous les voisinages**.** En valorisant la richesse et la diversité de ses résident.es et des voisinages à travers des projets collaboratifs, le programme aspire à faire de l'arrondissement un modèle de vie urbaine inclusive et dynamique, tout en répondant efficacement aux spécificités culturelles et urbanistiques locales**.**

De façon plus spécifique, ce programme vise à aménager et pérenniser les espaces publics de l'arrondissement de manière à créer des milieux de vie dynamiques, agréables et sécuritaires. La mobilisation citoyenne est au cœur de la stratégie d'intervention. Réaménager un espace public est avant tout un projet collectif. Ce document présente le programme "Aménage ton paysage".

2. LES PRINCIPES DU PROGRAMME

Le programme s'appuie sur des principes de la transition écologique, sur Le plan stratégique CDN-NDG 2023-2030, le Plan Montréal 2030, Le Plan Climat 2020-2030 Ville de Montréal et sur la mobilisation citoyenne.

2.1 Un programme intégré au Plan stratégique

Les bienfaits des projets visés par le programme sont multiples. Le programme s'inscrit à plusieurs axes du Plan stratégique CDN-NDG 2023-2030. Entre autres, les projets pourront contribuer à l'atteinte des résultats suivants :

Axe 1 – Milieux de vie plus équitables et plus inclusifs
1.4 La population de tout l'arrondissement évolue dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive

- Favoriser l'inclusion et la diversité sociale et culturelle,
- Créer un lieu public et rassembleur
- Renforcer les interactions sociales et développer le sentiment d'appartenance au quartier
- Améliorer la sécurité du voisinage
- Diminuer le vandalisme

Axe 2 – Milieux de vie sains et durables

2.1 La population habite des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur.
2.2 La population se déplace de façon plus active grâce à des aménagements accessibles et sécuritaires.

- Réduire les îlots de chaleur
- Promouvoir le verdissement
- Favoriser l'apaisement de la circulation
- Améliorer la perméabilité du sol
- Bonifier la biodiversité
- Encourager les déplacements actifs

Axe 4 – Milieux favorisant la participation citoyenne

4.4 La population et les partenaires initient et participent à des projets visant l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers.

- Stimuler l'animation communautaire des milieux de vie
- Renforcer les interactions sociales et développer le sentiment d'appartenance au quartier

2.2 Un programme participatif

La mise en œuvre de ce programme est confiée à un organisme avec l'expertise dans le domaine du verdissement et de la mobilisation citoyenne. L'Arrondissement compte sur le dynamisme et la conviction sociale de l'organisme pour favoriser les changements des comportements civiques, collectifs et individuels.

L'implication des résident(e)s riverains et des organismes communautaires dans la planification, la réalisation et l'entretien des aménagements sont une condition de succès pour la mise en œuvre du programme.

2.3 Un programme communautaire

La mise en œuvre de ce programme est confiée à un organisme démontrant des connaissances du milieu et ayant des compétences à travailler avec le milieu communautaire. À ce titre, l'organisme est chargé

de créer des liens durables et de susciter la participation des citoyen(e)s, des organismes communautaires, des institutions, des commerces et des industries en matière d'environnement et d'agir localement sur le territoire. L'Arrondissement compte sur le dynamisme et la conviction sociale de l'organisme pour favoriser les changements des comportements civiques, collectifs et individuels.

À CDN-NDG, les deux tables de concertation de quartier sont enracinées dans leur communauté en jouant un rôle important dans la mobilisation citoyenne, et par ce fait même en mobilisant la population dans les actions environnementales. L'Arrondissement pourra compter sur la capacité de collaboration de l'organisme retenu avec les tables de concertation et sur l'expertise de l'organisme en rôle-conseil quant aux sujets environnementaux qui concernent le territoire de l'arrondissement.

3. LES OBJECTIFS DU PROGRAMME ET LE MANDAT

Le programme "Aménage ton voisinage" a pour but de promouvoir la prise en charge des espaces publics par les résident(e)s riverains et les organismes communautaires en leur permettant de choisir et de planifier les interventions qui y seront réalisées. L'objectif ultime étant que les riverain(e)s et les organismes s'approprient cet espace pour le transformer en milieu de vie collectif.

3.1 Les objectifs du programme

- Guider, encadrer, soutenir et conseiller les riverain(e)s et les organismes partenaires dans un projet d'aménagement des espaces publics dans le but de planifier des interventions qui respectent les besoins des résident(e)s dans le cadre normatif municipal existant ;
- S'assurer de la pérennité des aménagements et de leur appropriation par les résident(e)s et/ou des organismes partenaires ;
- Aménager des projets structurants favorisant le développement des milieux de vie.

3.2 Le mandat

L'organisme mandataire accompagne les groupes résidents riverains ou l'Organisme porteur du projet à chaque étape. Il fait le lien entre les partenaires et apporte un soutien logistique.

L'arrondissement demande plus spécifiquement à l'organisme de se consacrer aux interventions suivantes.

3.2.1 Administration

Promotion du programme "Aménage ton voisinage"

- Promouvoir le programme dans ses publications, infolettres, etc.
- Présenter le programme lors de rencontres avec d'autres organismes

- Répondre aux questions des citoyens et organismes
- Discuter du potentiel du programme avec les organismes
- Proposer des projets aux riverains ou aux organismes

Ressources humaines et reddition de compte

- Recruter le personnel nécessaire pour réaliser les activités prévues à la programmation.
- Remise des résumés d'avancement ou le journal de bord des projets mensuels
- Remise du rapport des dépenses par projet, et d'un rapport d'activités annuel des projets le 15 novembre 2025

Rencontres de suivi avec l'arrondissement et les partenaires

- Assister aux rencontres de suivi avec l'Arrondissement ;
- Collaborer à trouver l'information pour les réponses aux demandes citoyennes adressées à l'arrondissement (DDS).
- Contribuer à l'amélioration et à la mise à jour du guide du programme et à la grille d'évaluation, au besoin

3.2.2 Phase 1 - Préparation des demandes et mobilisation

Soutenir les dépôts de projets ou proposer des projets

- Soutenir les groupes de riverains ou les organismes communautaires dans le dépôt de leurs projets d'aménagement, par exemple : répondre à leurs questions, effectuer démarches pour pré-validation de l'éligibilité de l'espace visé auprès de l'Arrondissement, effectuer des visites terrain, relever les conditions existantes ;
- Proposer des projets à des groupes de riverain, des organismes communautaires, ou à l'Arrondissement ;

3.2.3 Phase 2 - Analyse et sélection des projets

- Participer, avec l'Arrondissement, à l'analyse des projets déposés par les groupes riverains ou organismes partenaires ;
- Émettre des recommandations sur la mobilisation des groupes riverains ou organismes partenaires à faire vivre le projet ;

3.2.3 Phase 3 - Démarrage et planification

- Coordonner et animer les rencontres de travail des groupes de riverains et organismes porteurs des projets sélectionnés tout au long du processus de réalisation des projets;
- Appuyer les groupes de résidents riverains et organismes porteurs dans leurs communications aux riverains l'ensemble des riverain(e)s touchés par le projet durant tout le processus ;
- Offrir une expertise technique et des formations pertinentes aux participants (ex : techniques de plantation, d'entretien et de compostage)
- Proposer un calendrier de travail
  - Accompagner les groupes riverains ou organismes partenaires dans l'élaboration des plans, la réalisation de croquis
  - S'assurer que l'information sur le projet est adéquatement transmise par le comité à tous équitablement ;
  - Soutenir les groupes riverains ou les organismes partenaires dans la gestion des conflits d'usage entre les riverains ;
  - Accompagner les groupes dans l'organisation des corvées (ex : prêts de matériel)

3.2.4 Phase 4 - Réalisation des aménagements

- Coordonner l'achat, la livraison et la réception du matériel nécessaire aux travaux d'aménagement ou de mobilier (ex. Plantes, terreau, mobilier urbain, jeux d'enfants, etc.)
- Coordonner la mise en terre des végétaux et soutenir l'inauguration des ruelles
- Assurer le lien et les communications avec l'Arrondissement
- Accompagner les groupes dans l'organisation des corvées (ex : prêts de matériel)
- Soutenir les groupes riverains ou les organismes partenaires dans la gestion des conflits d'usage entre les riverains ;
- Organiser et animer des journées de plantation avec les riverains et organismes ;

3.2.5 Phase 5 - Pérennisation

- Assurer le suivi annuel des groupes de résidents riverains et organismes porteurs et de leurs projets ;
- Accompagner les groupes dans l'organisation des corvées (ex : prêts de matériel) ;
- Accompagner les groupes de résidents riverains et organismes porteurs dans les réparations et le remplacement des aménagements au besoin ;
- Assurer la reddition de compte des projets et du programme ;
  - Maintenir les données à jour sur l'ensemble des projets ;
  - Recommander des ajouts ou améliorations à l'Arrondissement ;

4. LES COMMUNICATIONS

L'organisme doit avoir et mettre à jour une page internet et utiliser les médias sociaux pour faire la promotion des activités et diffuser les informations spécifiques au programme. L'Arrondissement fournit à l'organisme des outils de communication en lien avec les mandats du programme. À noter que tous les documents en lien avec le programme Aménage ton voisinage doivent être hébergés sur le serveur de l'arrondissement.

4.1 La visibilité

Tout communiqué de presse et tout outil de communication élaborée par l'organisme et qui porte le logo de l'Arrondissement doivent préalablement être approuvés par celui-ci avant leur diffusion. Dans la mesure du possible, l'organisme devra toujours intégrer la référence de l'arrondissement dans les communications aux citoyen(e)s.

L'Arrondissement autorise l'organisme à utiliser l'image du programme des ruelles vertes et du programme Aménage ton voisinage aux fins d'exécution. Tout communiqué de presse et tout outil de communication élaborée par l'organisme et qui porte l'image du programme doivent préalablement être approuvés par l'Arrondissement avant leur diffusion.

5. LE SOUTIEN DE L'ARRONDISSEMENT

L'arrondissement gère le domaine public et finance le projet. Il est responsable des travaux majeurs. L'équipe de la Transition écologique à la Direction d'arrondissement est responsable de l'application de la convention de services professionnels, de la mise en œuvre du programme, de l'évaluation et du renouvellement de la convention.

L'arrondissement est responsable des interventions suivantes :

Promotion du programme "Aménage ton voisinage"

- Promouvoir le programme auprès de citoyens et des organismes
- Planifier le budget

Phase 1 - Préparation des demandes et mobilisation
- Valider rapidement si les espaces ciblés sont sur le domaine public

Phase 2 - Analyse et sélection des projets
- Recevoir et Analyser les demandes
- Sélectionner les projets selon les critères du programme (comité de sélection)
- Communiquer les résultats aux demandeurs
- Annoncer officiellement les projets retenus

Phase 3 - Démarrage et planification

- Analyser, ajuster et approuver les plans d'aménagement des projets retenus
- Évaluer les coûts des aménagements proposés
- Élaborer calendrier de travaux
- Accompagner l'Éco-quartier dans les aspects techniques (plans, permis, etc.)

Phase 4 - Réalisation des aménagements

- Coordonner et superviser les travaux majeurs (déminéralisation, excavations, etc)
- Assurer le respect des règlements municipaux sur le domaine public
- Faire l'acquisition du matériel nécessaire (ex : végétaux, terre, paillis, bancs, pots)
- Fournir et installer les panneaux des projets

Phase 5 - Pérennisation

- Assurer le financement des activités de pérennité
- Suivre et évaluer l'impact des projets sur la communauté
- Assurer la reddition de compte globale du programme

L'équipe de la Transition écologique à la Direction d'arrondissement est responsable de l'application de la convention de services professionnels, de la mise en œuvre du programme, de l'évaluation et du renouvellement de la convention.

CONVENTION DE SERVICES
AVEC UN ORGANISME À BUT NON LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : LA SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV), personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38)) dont l'adresse principale est le 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Charles Mercier, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 896 559 838 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 101 892 2734 TQ 0002

ci-aprèsappelée le « **Contractant** »

La Ville et le Contractant sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est mandataire du programme Éco-quartier de l'arrondissement et ainsi œuvre à la promotion du développement durable gère plusieurs dossiers environnementaux auprès de la population;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, pour le programme Aménage ton voisinage, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 3 des présentes;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adoptépar la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule etles Annexes 1et 2font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description de la prestation de service du Contractant;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Responsable** » :	Désigne le directeur de l'Unité administrativeou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditionsde la présente convention et des Annexes 1 et 2à fournir les services d'encadrement et d'accompagnement des projets dans le cadre du Programme "Aménage ton voisinage".

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des honoraires qui lui sont versés par la Ville, le Contractant s'engage à :

4.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

4.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1et2;

4.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet de la présente convention;

4.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

4.5 divulguer au Responsable tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec sa prestation de services;

4.6 remettre au Responsable les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celui-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

4.7 assumer ses frais généraux,tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres,étant entendu qu'ils sont compris dans les honoraires indiqués à l'article 8 de la présente convention;

4.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées, précisant le taux et le montant des taxes applicables de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

4.9 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

4.10 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement des honorairesindiqués à l'article 8sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du Responsable, lequel devra, selon le cas, obtenir l'autorisation de l'instance compétente de la Ville;

4.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.12 se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

4.13 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire, et fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

4.14 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.15 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute

condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.16 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la date de la dernière signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

4.17 corriger à ses frais, à la demande du Directeur, tout rapport, travail, recherche ou document jugé par ce dernier, de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou aux Annexes 1et 2;

4.18 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

4.19 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant.

ARTICLE 5
TRAITEMENT DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

5.1 **Définitions**

« **Incident de confidentialité** » :	désigne l'accès, la consultation, l'utilisation ou la communication d'un Renseignement personnel qui est non autorisé par la LAI, de même que sa perte ou toute autre forme d'atteinte à sa protection;
« **LAI** » :	désigne la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1);
« **Renseignement personnel** » :	désigne tout renseignement qui permet d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

5.2 **Traitement de Renseignements personnels**

Le Contractant s'engage à :

5.2.1 prendre connaissance et respecter en tout temps la LAI, y compris, mais sans limitation, les articles 53 à 60.1, 62, 63.1, 63.5, 63.9, 64, 65, 65.0.1, 67.2, 70.1, 83, 84, 89, 94 et 158 à 164;

5.2.2 utiliser les Renseignements personnels exclusivement aux fins de fournir la prestation de service requise par la Ville et à aucune autre fin que ce soit;

5.2.3 ne communiquer aucun Renseignement personnel ou autrement confidentiel, sauf si autorisé par la Ville;

5.2.4 informer le Responsable de toute demande visant l'accès, la rectification ou l'exercice d'un autre droit prévu à la LAI par une personne physique en lien avec ses Renseignements personnels et collaborer avec la Ville afin de répondre à une telle demande;

5.2.5 détruire de manière irréversible tout Renseignement personnel, peu importe leur support, après que les fins pour lesquelles ils ont été recueillis aient été accomplies, à moins d'être tenu de les conserver en vertu de la loi;

5.2.6 suivant un préavis raisonnable, permettre à la Ville d'effectuer toute vérification, durant les heures régulières d'ouverture de bureau, pour s'assurer du respect des obligations du Contractant relativement aux présentes dispositions sur le Traitement des Renseignements personnels, notamment en donnant accès à la documentation, aux systèmes et lieux afférents à un tel traitement des Renseignements personnels;

5.2.7 informer sans délai le Responsable si un Incident de confidentialité survient alors qu'il détient des Renseignements personnels pour les fins de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considéréscomme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

6.4 lui verser les honoraires prévus à l'article8 de la présente convention.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale decent-quatorze-mille-neuf-cent-soixante-quinze dollars (114 975,00$)couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 1, sur présentation d'une facture.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder le total des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

10.1 Le Contractant déclare et garantit :

10.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

10.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

10.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

10.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 12 de la présente convention;

10.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 11
ASSURANCES

11.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 M$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 12
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention, le Contractant :

12.1 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

12.2 s'engage à obtenir de tous ses sous-traitants les droits de propriété intellectuelle, y compris une renonciation à l'exercice de ses droits moraux, relatifs aux rapports, études et autres documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

12.3 cède à la Ville tous les droits de propriété intellectuelle et renonce à l'exercice de ses droits moraux sur tous les rapports, études, documents et tout autre livrable produits ou réalisés dans le cadre de la présente convention;

12.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme à but non lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourrarésilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours

contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des paragraphes 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 9 avril 2025 et se termine, sous réserve des articles 13 et 15, au plus tard le 30 novembre 2025.

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 15
RÉSILIATION OU SUSPENSION

15.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. A la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes, tous les plans ainsi que tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention préalablement à l'avis d'intention et émettre une facture faisant état des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

15.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, le Contractant doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de ses services, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable.

15.3 Le Responsable peut suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit pour autant qu'il avise par écrit le Contractant de la suspension de l'exécution de ses services et ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

15.4 Lorsque le Responsable demande au Contractant de reprendre ses services après une suspension, celui-ci doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

15.5 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit au Contractant à aucune compensation ou indemnité et celui-ci n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile du Contractant</u>

Le Contractant fait élection de domicile au6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boul. Décarie, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

ARTICLE 17
DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ

En signant la présente convention, le Contractant fait la déclaration suivante :

Je déclare avoir prisconnaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée de la présente convention.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Geneviève Reeves,
Secrétaire d'arrondissement

Signé à Montréal

Le 24 e jour de mars 2025

LA SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV)

Par : _____
Charles Mercier
Directeur

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 8 e jour d'avril 2025 (Résolution _____).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DE LA PRESTATION DE SERVICE DU CONTRACTANT

1- Description des services

Voir document 1255284005 Termes de référence Aménage ton voisinage

2- Modalités de paiements

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale decent-quatorze-mille-neuf-cent-soixante-quinze dollars (114 975,00$) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant selon les modalités et le calendrier suivant :

Versements		**Livrable**	**Date prévue**
	57 487,50$	À la signature de la présente convention et sur présentation d'une facture	avril 2025
Au plus	57 487,50 $	Sur présentation du rapport d'activité et des factures à l'appui pour les dépenses engagées dans les projets.	30 novembre 2025
Total	114 975,00$		

ANNEXE 2

Protocole de visibilité

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme qui reçoit une contribution dans le cadre d'un programme de soutien financé ou autres, préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville ou de l'arrondissement sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal ou de l'arrondissement devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal ou de l'arrondissement Côte-des-Neiges−Notre-dame-de-Grâce.***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **15 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville ou de l'arrondissement sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.3. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville au moins **15 jours ouvrables** avant leur impression et leur diffusion.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la mairesse ou d'un membre du conseil de l'arrondissement dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

2.4. Événements publics

- Inviter la mairesse ou un membre de conseil de l'arrondissement à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse et tenir informé le répondant de votre organisme.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 114 975 $ incluant les taxes, pour le programme "Aménage ton voisinage" de l'arrondissement, pour une période d'une année, se terminant le 30 novembre 2025.



1255384005- grille montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Conseillère - Transition écologique

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*255284005*
Unité administrative responsable : Transition écologique
Projet : *Aménage ton voisinage*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 2. Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision Priorité 9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire Priorité 10. Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision Priorité 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une r**éponse de proximité** à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 2. Accroissement d'espaces verdoyants pour lutter contre les îlots de chaleur et améliorer la gestion des eaux de pluie. Priorité 9. Création de lieux qui contribuent au sentiment de sécurité et d'appartenance, et qui a un impact positif sur la cohabitation sociale. Priorité 10. La population et les partenaires initient et participent à des projets visant l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers. Priorité 19. Création de lieux qui contribuent au sentiment de sécurité et d'appartenance, et qui a un impact positif sur la cohabitation sociale.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 114 975 $ incluant les taxes, pour le programme "Aménage ton voisinage" de l'arrondissement, pour une période d'une année, se terminant le 30 novembre 2025.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Cette dépense sera financée par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié à la transition écologique.
.
Le détail de l'imputation comptable et du financement sont présentées dans le document joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1255284005 Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements
Tél : (438) 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

No. de dossier	**1255284005**
Nature du dossier	**Contrat de service**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :

Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 114 975 $ incluant les taxes, pour le programme "Aménage ton voisinage" de l'arrondissement, pour une période d'une année, se terminant le 30 novembre 2025.

Cette dépense nette de 104 987.50 $ est entièrement assumée par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié à la transition écologique et sera imputée comme suit :

Imputation	2025
2406.0010000.300700.07161.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Centre de responsabilité : CDN - Direction Activité : Planification et gestion des parcs et espaces verts Objet : Autres services techniques Sous-objet : Général	104 987.50 $
Total	**104 987.50 $**

Le bon de commande requis sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1255537002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder un contrat à l'entreprise Les Excavations Super inc., pour les travaux de construction d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King;

D'autoriser une dépense à cette fin de **4 764 139,51 $**, incluant toutes les taxes;

D'autoriser une dépense additionnelle de 476 413,95 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense additionnelle de 238 206,98 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de **5 478 760,44 $**, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-30 09:56

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1255537002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc Mackenzie-King est situé dans le district de Snowdon et constitue le plus grand parc de ce secteur. Il est d'une superficie de 54 590 m² et est bordé par les rues Côte-Saint-Catherine, Westbury, St-Kevin et Beaucourt. Il comprend, entre autres, un chalet de parc, deux jeux d'enfants, un terrain de basketball, un jeu d'eau, un terrain de volley-ball de plage, des aires de détente, un boisé, un terrain de soccer en gazon naturel ainsi que des sentiers et des espaces naturels.

Lors de sa séance du 4 juillet 2023, le Conseil d'arrondissement (CA23 170190) a approuvé une motion visant à encadrer l'aménagement d'un nouveau terrain multisports dans le parc Mackenzie-King.

Les plus importantes recommandations de cette motion visent l'aménagement d'un projet inclusif et durable en cohérence avec les lignes directrices liées à transition écologique afin de répondre aux enjeux des changements climatiques tout en respectant les principes de justice sociale et d'équité territoriale. D'autres recommandations portant, entre autres, sur la conservation ou l'élargissement des milieux naturels ainsi que le respect des recommandations de la Santé publique du Québec en matière d'aménagement des terrains synthétiques et la réduction des matériaux pouvant contenir des PFAS.

Un contrat de services professionnels multidisciplinaire a été octroyé en décembre 2023 pour la conception du terrain multisports en gazon synthétique qui respecte les engagements

décrits dans la motion du Conseil d'arrondissement.

Le présent dossier a pour but d'accorder un contrat à un entrepreneur général pour permettre la réalisation des travaux de construction d'un terrain multisports en gazon synthétique, conformément aux plans et devis de l'appel d'offres public 59-25-DGI-15.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 170017 - 5 février 2025 - D'offrir au Conseil municipal la prise en charge des services pour la conception, la surveillance et la réalisation des travaux de modification partielle du réseau pluvial de la rue Beaucourt et de l'avenue Saint-Kevin (sections des rues adjacentes au parc Mackenzie-King) afin de dévier une partie des eaux publiques vers le nouveau bassin de rétention d'eau du parc Mackenzie-King dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.
CA 23 17090 - 4 décembre 2023 - Accorder un contrat à la firme Shellex Groupe Conseil inc., au montant de 244 896,75 $, incluant les taxes pour les plans et devis du projet de réfection des revêtements du terrain de soccer et de la piste d'athlétisme du parc Martin-Luther-King de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 330 610,61$, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public CDN-NDG-23-AOP-DAI-029 - LOT 2 - (2 soumissionnaires).

CA23 170190 - 4 juillet 2023: MOTION - Aménagement au parc Mackenzie-King.

5 juin 2023: Dépôt d'un rapport faisant état des recommandations d'un comité de travail multidisciplinaire composé de fonctionnaires et que ce rapport recommandait l'implantation d'une surface synthétique plutôt que naturelle pour le terrain multi-sports au parc Mackenzie-King.

CE20 0117 - 22 janvier 2020 - Prendre acte du dépôt de la liste des 17 projets d'arrondissements priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 15,1 M$ à la suite du deuxième appel de projets du Programme des installations sportives extérieures.

CE19 1408 - 4 septembre 2019 - Prendre acte du dépôt de la liste des 19 projets d'arrondissements priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 16,5 M$ à la suite du premier appel de projets du Programme des installations sportives extérieures.

CE19 0409 - 13 mars 2019 - Adopter le Programme des installations sportives extérieures pour la période 2019-2029.

DESCRIPTION

Pour permettre l'octroi du présent contrat de construction, la Division de la gestion immobilière a publié sur SEAO, le 17 mars 2025, l'appel d'offres public 59-25-DGI-15. Sept (7) addenda ont été émis durant la période de publication de l'appel d'offres public et portaient sur des réponses aux questions des entrepreneurs, des clarifications et diverses précisions aux plans et devis.
L'adjudicataire du présent contrat aura à fournir tous les matériaux et la main-d'œuvre pour les services suivants :

- travaux de démolition, d'excavation et de terrassement;
- travaux de préparation du site et de remblayage, de compaction et de nivellement;
- travaux d'installation d'un revêtement synthétique avec des matériaux de remplissage biologiques;
- travaux de gazonnement, plantation, sentiers et finitions;
- travaux d'aménagements extérieurs incluant la mise en place d'un bassin de rétention d'eau (parc éponge) selon les recommandations et les

approbations du Service de l'eau;
- fourniture et installation des équipements divers;
- travaux de fourniture et d'installation d'un système d'éclairage pour terrains sportifs et de l'éclairage extérieur;
- travaux civils divers incluant des travaux sur les rues Beaucourt et Saint-Kevin;
- maintien des garanties générales du projet jusqu'à expiration de leurs délais;
- autres travaux et services selon les plans et devis.

JUSTIFICATION

L'ouverture des soumissions de l'appel d'offres public 59-25-DGI-15 a eu lieu le 23 avril 2025 à 11 h, en présence des représentants de trois soumissionnaires, du responsable du dossier et de trois représentantes de la Division du greffe de l'arrondissement.
Parmi les vingt-sept **(27)** preneurs du cahier des charges sur SEAO, neuf **(9)** soumissions ont été reçues par l'arrondissement. Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section « Pièces jointes » du présent dossier et dans le tableau suivant :

SOUMISSIONNAIRES	**Prix total (avec taxes)**	**Conformité**administratif
CONSTRUCTIONS H2D INC.	6 565 892,27 $	OUI
CONCEPTION PLHP INC.	5 659 758,11 $	OUI
CONSTRUCTION VERT DURE INC.	4 995 841,96 $	OUI
LANCO AMÉNAGEMENT INC.	5 074 595,24 $	OUI
EXCAVATION E.S.M. INC.	5 980 464,87 $	OUI
SALVEX INC.	5 721 414,69 $	OUI
LES ENTREPRISES PERA	8 610 136,27 $	OUI
BAU-QUÉBEC LTÉE	6 227 486,65 $	OUI
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	4 764 139,51 $	OUI

Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et à la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) ont été faites par le Service du greffe de l'arrondissement.

Prix de base :

La firme Les Excavations Super inc., plus bas soumissionnaire, a présenté un prix de base *(avant les contingences et toutes les taxes applicables)* de **4 143 630,80 $**, pour un montant total de **4 764 139,51 $**, toutes taxes incluses. Sa soumission est jugée conforme.

Contingences :

Le responsable du projet recommande l'ajout d'une provision pour les travaux contingents, égale à dix **(10) %** du prix de base de la firme Les Excavations Super inc., soit **476 413,95 $**, incluant toutes taxes. Conditionnellement à l'approbation de l'arrondissement, cette provision servira à payer des travaux supplémentaires et des modifications selon les conditions du projet.

Incidences :

Une provision totale, égale à **cinq (5) %** de la soumission de base, soit **238 206,98 $**,

incluant toutes les taxes, est à prévoir au présent contrat à titre de budget d'incidences. Cette provision sera utilisée pour assumer les coûts des divers achats, tests des différents laboratoires, services professionnels autres que les services de conception et de suivi déjà accordés (par exemple: services de contrôle des matériaux granulaires, compaction, béton, gestion des sols) et autres services requis durant le chantier. De plus, certains frais qui pourraient être requis avant la mise en fonction des installations peuvent être assumés par la provision d'incidences autorisée au présent dossier.

Estimation:

L'estimation des coûts des travaux soumise par les concepteurs est de **6 047 741,36 $** , toutes taxes incluses. La soumission de la firme Les Excavations Super inc., est **21,2 % moins élevée que** l'estimation des professionnels.

Les résultats des évaluations comparatives des soumissions reçues sont conciliés dans le tableau suivant:

Firmes soumissionnaires (Résultat vérifié de l'appel d'offres)	**Total (tx inc.)***
1. LES EXCAVATIONS SUPER INC.	**4 764 139,51 $**
2. CONSTRUCTION VERT DURE INC.	4 995 841,96 $
3. LANCO AMÉNAGEMENT INC.	5 074 595,24 $
4. CONCEPTION PLHP INC.	5 659 758,11 $
5. SALVEX INC.	5 721 414,69 $
6. EXCAVATION E.S.M. INC.	5 980 464,87 $
7. BAU-QUÉBEC LTÉE	6 227 486,65 $
8. CONSTRUCTIONS H2D INC.	6 565 892,27 $
9. LES ENTREPRISES PERA	8 610 136,27 $
Dernière estimation réalisée par les professionnels 6 047 741,36 $	
Coût moyen des soumissions conformes 5 955 525,51 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	25%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	3 845 996,76 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	80,7 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	- 1 283 601,85 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	- 21,2 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	231 702,45 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	4,9%

(*)T.P.S de 5% et T.V.Q de 9.975%

Conclusion et recommandation :

La Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière recommande l'octroi du présent contrat de travaux au plus bas soumissionnaire conforme.

Le prix de base, soumis par la firme **Les Excavations Super inc.**, est de **4 764 139,51 $**, toutes taxes incluses.

La provision pour les travaux contingents est de dix **(10) %** du prix de base de la firme Les Excavations Super inc., soit **476 413,95 $**, toutes taxes incluses.

Le montant total du contrat accordé à la firme Les Excavations Super inc., incluant le budget de contingences, est de **5 240 553,46 $**, incluant toutes les taxes applicables.

La provision des travaux et services incidents est égale à **cinq (5) %** de la soumission de base de la firme Les Excavations Super inc., soit **238 206,98 $**, incluant toutes les taxes applicables.

Le coût total à autoriser au présent dossier décisionnel est de **5 478 760,44 $**, incluant, les contingences, les incidences et toutes les taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de la dépense à autoriser est de **5 478 760,44 $**, taxes incluses, soit **5 002 838,54 $** net de ristournes. Le détail de la dépense est présenté au tableau ci-après :

	SGPMRS	Arrondissement	SEau	Total
Travaux	3 639 724,42$	715 816,98 $	262 147,88 $	4 764 139,51 $
Contingences	00 $	476 413,95 $	00 $	476 413,95 $
Sous-total	**3 639 724,42 $**	**1 299 424,52 $**	**262 147,88 $**	**5 240 553,46 $**
Incidences	00 $	238 206,98 $	00 $	238 206,98 $
Total taxes incluses	**3 639 724,42 $**	**1 537 631,50 $**	**301 404,53 $**	**5 478 760,44 $**
Total net de ristournes	3 323 553,53 $	1 404 062,50 $	275 222,51 $	5 002 838,54 $

La dépense totale de ce dossier sera financée à **66,43 %** par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), à **5,5%** par le Service de l'eau (Équipe Infras-vertes) et à **28,07 %** par le PDI et le fond de parcs de l'arrondissement.

La dépense totale, incluant toutes les taxes, à autoriser au présent dossier est de **5 478 760,44 $**, incluant les contingences de 476 413,95 $ et les incidences de 238 206,98 $ et sera assumée comme suit :

· Un montant net de ristourne de 3 323 553,53 $ sera financé par le Programme des installations sportives extérieures (PISE) via le règlement d'emprunt 23-001- Installations sportives extérieures CM23 0086 .
. Un montant net de ristourne de 275 222,51 $ sera financé par la direction de la gestion des actifs du Service de l'eau selon le règlement d'emprunt local N° 22-026, le tout conformément à l'entente de réalisation en pièce jointe.
· Un montant net de ristourne de 830 000,00 $ sera financé par le PDI de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce via le règlement d'emprunt RCA22 17377.
· Un montant net de ristourne de 574 062,50 $ sera financé par le Fond de parcs de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Le budget net requis de **3 323 553,53 $** pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2025-2034 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

	2024	2025	2026	Ultérieur	Total
Arrondissement CDN-NDG		1 404 K$			1 404 K$
Service de l'eau		275 k$			275 k$
38375 - Programme des installations sportives extérieures (PISE)		3 323 K$			3 323 K$

La certification de fonds et les informations relatives au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiquées dans l'intervention de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ainsi que dans l'intervention du Service des finances de la Ville centre.

MONTRÉAL 2030

Les plans et devis sont réalisés en tenant compte du programme Montréal 2030 et porteront une attention particulière aux éléments suivants :
1. Concevoir un projet fonctionnel et des espaces à faible empreinte écologique, carboneutres, innovants et ancrés dans la communauté;
2. Proposer des milieux de vie complets, diversifiés et inclusifs offrant des espaces et composantes techniques ou technologiques à la hauteur des attentes des citoyens et des citoyennes;
3. Développer un projet ouvert et inclusif en respectant les principes de l'accessibilité universelle et de L'ADS+, de développement durable et autres;
4. Proposer un projet ayant une relation cohérente et verte orientée vers la vie des quartiers;
5. Offrir un projet avec une identité renouvelée pensée pour les citoyens et les citoyennes;
6. Respect des exigences LEED pour les aménagements de quartiers durables;
7. Respect des autres recommandations en matière de développement durable.

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes et matières de sports, de loisirs et de culture;
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à l'arrondissement de réduire son empreinte écologique dans la réalisation de ses activités.

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement et est inscrit sur la liste des projets ciblés par le service de l'eau de la Ville de Montréal pour les projets de rétention des eaux urbaines excédentaires lors des événements majeurs.

Les travaux doivent être réalisés selon la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal (sans certification LEED du Conseil du bâtiment durable du Canada). De par la nature des travaux, les mesures environnementales suivantes sont applicables à ce type de projet :
a) Gestion des déchets de construction;
b) Choix des matériaux de construction et des équipements avec des procédures durables dans le respect de l'environnement;
c) Autres mesures selon les objectifs de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal ainsi que le niveau LEED-Argent sans demande de certification auprès du CBDCa.

Toutes les informations complémentaires concernant l'atteinte des objectifs du plan stratégique Montréal 2030 pour le présent projet se retrouvent dans la « Grille d'analyse Montréal 2030 » de la section « Pièces jointes » du présent dossier décisionnel.

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes en matière de sports, de loisirs et de culture (résultat 1.3 du plan);

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population d'évoluer dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive (résultat 1.4 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet a pour but d'offrir une nouvelle installation plus durable qui permet d'améliorer substantiellement les services offerts aux citoyens. Il vise également à accompagner les divers services de la Ville dans les démarches de lutte aux changements climatiques et surtout à l'augmentation des infrastructures vertes et résilientes sur le territoire de la Ville et de l'Arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Vu l'importance de ce projet pour les résidents du quartier et les utilisateurs des lieux, des interventions diverses seront tenues par la division des communications de l'Arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2025 - Octroi du contrat de travaux;
Juin 2025 - Début des travaux de construction;
Juin 2026 - Fin des travaux de construction et acceptation provisoire;
Juin 2027 - Fin des garanties et acceptation finale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. Le Règlement de gestion contractuelle adopté en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités* et villes a été ajouté aux instructions fournies aux soumissionnaires. Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées. Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et du Conseil du trésor (RENA), et à la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal ont été faites par la division du greffe.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Validation du processus d'approvisionnement :

Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anna CHKADOVA, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Sandy MATHIEU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Severine HEYMANS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Alexis ARCHAMBAULT, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Stéphane BROSSAULT, Service de l'eau
Sonia ST-LAURENT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Chantal HOOPER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thi Huong Gian TRAN
architecte paysagiste

Tél : 263 999 4784
Télécop. : N/A

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Amar BENSACI
Chef de division - Division de la gestion immobilière

Tél : 514 219-6358
Télécop. : 514 868-4562

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255537002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.


Entente de realisation_MKK_20250428_signé.pdf

Récapitulatif PV.pdf

59-25-DGI-15_FDC.pdf

Sommaire soumission Super excavation.pdf

Liste des commandes _ SEAO.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thi Huong Gian TRAN
architecte paysagiste

Tél : 263 999 4784
Télécop. : N/A

Entente de réalisation de mandat

Note : L'entente doit être signée avant l'octroi du financement

PARTIE A - IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES	
Service de l'eau (Équipe Infras vertes)	
Service	Service de l'eau
Direction	Gestion des actifs
Nom du gestionnaire autorisé à signer	Stéphane Brossault, ing. - Chef de division - Division développement urbain
Courriel du gestionnaire	stephane.brossault@montreal.ca
Nom du chargé(e) de projet	**Ikram Abdeljelil pour David Courchesne**
Courriel du chargé(e) de projet	david.courchesne@montreal.ca
Arrondissement/Service	
Service ou arrondissement	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Direction	Aménagement des parcs et actifs immobiliers
Nom du gestionnaire autorisé(e) à signer	Amar Bensaci
Courriel du gestionnaire	amar.bensaci@montreal.ca
Nom du chargé de projet	**Giang Tran**
Coordonnées du chargé(e) de projet	giang.tran@montreal.ca
PARTIE B - DESCRIPTION DES TRAVAUX	
Description des travaux	
Description du projet	Projet d'aménagement d'un terrain multi-sport en gazon synthétique avec l'aménagement d'un bassin de rétention. Les eaux proviendront de la surface du parc lui-même ainsi que des deux rues adjacents (rues Saint-Kevin et Beaucourt). Les entrées sous le trottoir sont financés, en plus du volume au taux de 1200$/m^3.
Type de travaux admissibles au financement	Parc résilient
Volume total admissible au financement (m³)	225.6
Année(s) de réalisation (note 1)	2025.2026
Note 1- Si le projet est réalisé sur plusieurs années, alors se référer au GDD pour la répartition des dépenses annuelles.	
PARTIE C - FINANCEMENT ET OCTROI	
Financement et octroi	
Niveau de délégation	Conseil d'arrondissement
Date du conseil visé	5 mai 2025
Numéro de GDD	1255537002
Montant du contrat sans contingence et sans incidence (taxes incl	4 764 139.51
Montant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (taxes incluses) au maximum des travaux admissibles (note 2)	301 404.53 $
Montant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (net de taxes)	275 222.51 $
Type de décaissement privilégié (note 3)	Ponctuel
Progressif : quote-part si applicable	N/A
Numéro Simon du requérant	Se référer au GDD
Clé comptable d'imputation du requérant	
Réglement d'emprunt du requérent	
Programme de financement SEau	PDI
Autres programmes de financement arrondissement/service (si pertinent)	
Note 2 - Travaux d'aménagement et de drainage destinés à la gestion des eaux pluviales, incluant des aménagements pour diriger, recevoir ou faciliter l'écoulement ou l'infiltration des eaux de pluie. *Note 3 - Si progressif: imputer la clef comptable à chaque décompte selon le pourcentage indiqué dans la case "quote part" et jusqu'à concurence du montant maximal indiqué à la case "Montant financé par le Service de l'eau".* *Si ponctuel: imputer la clef comptable lorsque les ouvrages financés par le Service de l'eau sont construits.* *Fin de l'exercise financier: faire une reddition de compte.*	
PARTIE D- REDDITION DE COMPTE	
Reddition de compte	
Finale	L'exécutant s'engage à fournir à infraverte@montreal.ca, les plans finaux ainsi que les essais de mise en service. Le requérant s'engage à transmettre pour approbation toute directive de chantier impactant le réseau de drainage ou les volumes de rétention faisant l'objet de la présente entente.

SIGNATURE DES PARTIES

Pour le Service de l'eau (Équipe infrastructures vertes)

Alicia Bannier en remplacement de
Stéphane Brossault, ing.,
Chef de division - Division du développement urbain
Direction de la Gestion des actifs

Alicia Bannier

Signature numérique de Alicia Bannier
Date : 2025.04.28 16:45:40 -04'00'

Nom de la direction | Date et signature

Pour l'arrondissement ou le service exécutant

Amar Bensaci,
Chef de division - Aménagement des parcs et actifs immobiliers
Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

28-04-2025

Nom de la direction | Date et signature

N.B.: Informations à indiquer dans le GDD:
- Intervenant : gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca
- Partie prenante (SEau): Stéphane Brossault (stephane.brossault@montreal.ca)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
59-25-DGI-15

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **mercredi 23 avril 2025** à **11 heures.**

Sont présents :

●	Julie Faraldo-Boulet	Secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière Division du greffe
●	Giang Tran	Architecte paysagiste	Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière Division de la gestion immobilière
●	Danièle Lamy	Analyste de dossiers	Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière Division du greffe

Les soumissions reçues pour **59-25-DGI-15 Travaux d'aménagement d'un terrain multisport au parc McKenzie-King** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	PRIX
CONSTRUCTIONS H2D INC.	6 565 892,27 $
CONCEPTION PLHP INC.	5 659 758,11 $
CONSTRUCTION VERT DURE INC.	4 995 841,96 $
LANCO AMÉNAGEMENT INC.	5 074 595,24 $
EXCAVATION E.S.M. INC.	5 980 464,87 $
SALVEX INC.	5 721 414,69 $
LES ENTREPRISES PERA	8 610 136,27 $
BAU-QUÉBEC LTÉE	6 227 486,65 $
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	4 764 139,51 $

L'appel d'offres public de la Division de la gestion immobilière a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 17 mars 2025.

Le secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Division de la gestion immobilière, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Contrat : 59-25-DGI-15

0138-000 - Parc McKenzie-King

Travaux d'aménagement d'un terrain multisport au parc McKenzie-King

CA mai 2025

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**				
	Prix forfaitaire	100,0%	**4 143 630,80**	207 181,54		**413 327,17**	**4 764 139,51**
	Part de contribution:						
	Programme des installations sportives extérieures (PISE)	76%	3 165 665,94	158 283,30		315 775,18	3 639 724,41
	Financement de service de l'eau	7%	262 147,88	13 107,39		26 149,25	301 404,53
	Arrondissement	17%	715 816,98	35 790,85		71 402,74	823 010,57
	Total contrat :		**4 143 630,80**	**207 181,54**		**413 327,17**	**4 764 139,51**
	Contingences 10%		414 363,08	20 718,15		41 332,72	476 413,95
	PISE		0,00	0,00		0,00	0,00
	Arrondissement	100%	414 363,08	20 718,15		41 332,72	476 413,95
	Sous-total avec contingences:	100%	**4 557 993,88**	**227 899,69**		**454 659,89**	**5 240 553,46**
	PISE	69%	3 165 665,94	158 283,30		315 775,18	3 639 724,41
	Arrondissement	25%	1 130 180,06	56 509,00		112 735,46	1 299 424,52
	Incidences:	**5%**	**207 181,54**	**10 359,08**		**20 666,36**	**238 206,98**
	PISE	0%	0,00	0,00		0,00	0,00
	Arrondissement	100%	207 181,54	10 359,08		20 666,36	238 206,98
	Total :	**100,0%**	**4 765 175,42**	**238 258,77**		**475 326,25**	**5 478 760,44**
	Total PISE	66%	**3 165 665,94**	**158 283,30**		**315 775,18**	**3 639 724,41**
	Financement de service de l'eau	6%	**262 147,88**	**13 107,39**		**26 149,25**	**301 404,53**
	Total Arrondissement	28%	**1 337 361,60**	**66 868,08**		**133 401,82**	**1 537 631,50**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**4 503 027,54**	**225 151,38**		**449 177,00**	**5 177 355,91**
Ristournes :	Tps 100,00%						225 151,38
	Tvq 50,0%						224 588,50
	Coût net après ristoune	**100%**					**5 002 838,54**
	PISE	**66%**					3 323 553,53
	Seau	**6%**					275 222,51
	Arrondissement	**28%**					1 404 062,50

ORIGINAL

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 59-25-DGI-15

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Au greffier de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce Bureau accès Montréal, bureau de réception des soumissions 5160, Boulevard Décarie, rez-de-chaussée, Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11h00
17	**mars**	**2025**	**16**	**avril**	**2025**	

Travaux d'aménagement d'un terrain multisport au parc McKenzie-King

Description et sommaire de soumission	Montant
Montant total avant taxes :	4,143,630.80 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	207,181.54 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	413,327.17 $
Montant total :	**4,764,139.51 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142493619

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): **LES EXCAVATIONS SUPER INC.**

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

5900 RUE SAINT-JACQUES OUEST, MONTRÉAL (QUÉBEC), H4A 2E9

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : (514)488-6883		
ALESSANDRO CAPPELLO, ING., SECRÉTAIRE TRÉSORIER	Télécopieur : (514)488-1791		
	Courriel : info@excavationsuper.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	23	4	2025

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

Musco Sports Lighting Canada Co. 3 Gendron AV 707 Pointe-Claire QC CAN H9R0G9 http://www.musco.com	Non diffusé	Ted Mulhern Téléphone: 5142617552 Courriel: ted.mulhern@musco.com	**Transaction: (20177449)** 2025-03-17 11:56	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Bau-Québec Ltée 1375 Joliot-Curie Boucherville QC CAN J0E1P0 Bau-Québec.com	Publique	Richard Raymond Téléphone: 450-676-8622 Courriel: richard@bau-quebec.com	**Transaction: (20177501)** 2025-03-17 13:00	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel Plan 2025-03-26 à 13:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis

				2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Messagerie Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Les Constructions H2D inc. 12820, chemin Bélanger Suite 300 Mirabel QC CAN J7J2N8	Non diffusé	JEAN DUBÉ Téléphone: 4509639217 Courriel: j.leclerc@h2d.ca	**Transaction: (20183794)** 2025-03-24 10:11	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel Plan 2025-03-26 à 13:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Messagerie Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel

				20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
CONSTRUCTION N.R.C. INC. 160 rue Deslauriers Montréal QC CAN H4N1G4	Non diffusé	Estela Ponche Téléphone: 5146177429 Courriel: soumission@constructionnrc.com	**Transaction: (20187843)** 2025-03-28 14:00	20046991 - Addenda no 1 Devis Téléchargement Plan Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Gestion S Forget 3 rue de l'Ile Gagnon Laval QC CAN H7L3E6	Non diffusé	Nathalie Forget Téléphone: 450736-0510 Courriel: forget.nathalie@gestionsforget.ca	**Transaction: (20178472)** 2025-03-18 10:49	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel Plan 2025-03-26 à 13:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel

				Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Messagerie Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
GROUPE ENDEAVOUR INC. 13160 Metropolitan est Montréal QC CAN H1J1W6	Non diffusé	david longo Téléphone: 5144769909 Courriel: david@grandstravauxmontreal.com	**Transaction: (20177724)** 2025-03-17 16:01	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis

				2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTION MORIVAL LTÉE 181 Boulevard Newman Montréal QC CAN H8R3E6 www.morival.com	Publique	Bert Porporino Téléphone: 514-595-6656 Courriel: bert@morival.com	**Transaction: (20179447)** 2025-03-19 09:36	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel Plan 2025-03-26 à 13:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Messagerie Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
NÉOLECT INC. 104 boul Montcalm Nord Candiac QC CAN J5R3L8	Non diffusé	Melissa Duchesne Baril Téléphone: 4506595457 Courriel: soumission@neolect.com	**Transaction: (20177555)** 2025-03-17 13:55	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement

				20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONCEPTION PLHP INC. - Historique Seulement Lasalle Montréal QC CAN H8R1S8 plhp.ca	Non diffusé	Julien Pilon Téléphone: 5147967030 Courriel: info@plhp.ca	**Transaction: (20196765)** 2025-04-08 14:17	20046991 - Addenda no 1 Devis Téléchargement Plan Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel

				20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
NEXXFIELD INC. 8290 Rue Grenache Montréal-Est QC CAN H1J1C5 http://www.nexxfield.com	Publique	John Cognata Téléphone: 4388434801 Courriel: ventes@nexxfield.com	**Transaction: (20178371)** 2025-03-18 09:43	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES ENTREPRISES VENTEC INC. 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal QC CAN H4C1V1 https://ventecinc.com/	Publique	Domenico A. Scirocco Téléphone: 5149325600 Courriel: info@ventecinc.com	**Transaction: (20184213)** 2025-03-24 16:10	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel Plan 2025-03-26 à 13:25 - Messagerie Bordereau numérique

				2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Messagerie Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
L. M. L. PAYSAGISTE ET FRÈRES INC. 11500, 26e avenue Montréal QC CAN H1E2Z5 https://www.lmlpaysagiste.com	Publique	Nathalie Dubois Téléphone: 5147221744 Courriel: nathalie@lmlpaysagiste.com	**Transaction: (20177407)** 2025-03-17 11:37	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel Plan 2025-03-26 à 13:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Messagerie Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique

				2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
9016-6919 QUÉBEC INC. / Les Entreprises Pera 1390 montée masson Laval QC CAN H7C0J8	Publique	Ralph Petruzzo Téléphone: 4506618313 Courriel: rpetruzzo@entpera.com	**Transaction: (20178681)** 2025-03-18 14:08	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

J.N.A. LEBLANC ÉLECTRIQUE INC. 113A DE LA COURONNE Repentigny QC CAN J5Z0B3 www.jnaleblanc.com	Non diffusé	Maryse Belhumeur Téléphone: 4505883712 Courriel: mbelhumeur@jnaleblanc.com	**Transaction: (20177591)** 2025-03-17 14:23	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LANCO AMÉNAGEMENT INC. 1110 place verner Laval QC CAN H7C0K9 https://www.lancoamenagement.com	Publique	Kevin Langlois Téléphone: 4506614444 Courriel: kevinl@lancoamenagement.com	**Transaction: (20192666)** 2025-04-03 14:45	20046991 - Addenda no 1 Devis Téléchargement Plan Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique

				2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GROUPE THERMO-LITE INC. 9065 rue champ d'eau Montréal QC CAN H1P3M3 https://www.Thermo-Lite.ca	Non diffusé	Melina Scalise Téléphone: 5148178319 Courriel: melina@thermo-lite.ca	**Transaction: (20178581)** 2025-03-18 12:18	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
2633-2312 Québec Inc Arthier 77 rue Omer deSerres suite 7 Blainville QC CAN J7C5N3 www.arthier.ca	Publique	Brigitte Clermont Téléphone: 4504340018 Courriel: b.clermont@arthier.ca	**Transaction: (20178492)** 2025-03-18 11:01	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES ENTREPRISES GUY BEAULIEU 2009 INC. 73 boulevard de la seigneurie Est 300 Blainville QC CAN J7C4M9	Non diffusé	Maxime Lachaîne Téléphone: 4508184422 Courriel: maxime@gbeaulieu.ca	**Transaction: (20179654)** 2025-03-19 13:15	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel

				Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
VORTEX STRUCTURES AQUATIQUES INTERNATIONALES INC. 7800 Trans Canada Pointe-Claire QC CAN H9R1C6	Non diffusé	Roxane Chamberland Téléphone: 5142433956 Courriel: rchamberland@vortex-intl.com	**Transaction: (20196106)** 2025-04-07 17:17	20046991 - Addenda no 1 Devis Téléchargement Plan Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis

				2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal QC CAN H8R1K6 http://www.systemesurbains.com	Non diffusé	Catherine Braün Téléphone: 5143215205 Courriel: estimation@systemesurbains.com	**Transaction: (20178246)** 2025-03-18 07:38	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SURFACES SÉCURITAIRES CARPELL INC. 745, rue Vadnais Granby QC CAN J2J1H8 http://www.carpell.com	Publique	Dominic Deslandes Téléphone: 4503612929 Courriel: estimation@carpell.com	**Transaction: (20178302)** 2025-03-18 08:49	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel

				Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9190-8673 QUÉBEC INC. 1055 armand-Bombardier Terrebonne QC CAN J6Y1S9	Non diffusé	Louis-Charles Goudreau Téléphone: 4509794068 Courriel: larose.a@roseneige.com	**Transaction: (20178269)** 2025-03-18 08:15	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7

				Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES EXCAVATIONS SUPER INC. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal QC CAN H4A2E9 https://www.excavationsuper.com	Publique	Tiziana Cappello Téléphone: 5144886883 Courriel: tsavinescu@excavationsuper.com	**Transaction: (20178242)** 2025-03-18 07:31	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel Plan 2025-03-26 à 13:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Messagerie Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
SALVEX INC. 2450 Montée St-François Laval QC CAN H7E4P2	Publique	Joe D. Salvo Téléphone: 4506644335 Courriel: info@salvex.ca	**Transaction: (20182146)** 2025-03-21 14:59	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Courriel Plan 2025-03-26 à 13:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Courriel 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan

				2025-04-08 à 17:00 - Messagerie Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel 20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Construction Vert Dure 7941 Aimé-Guilbault Terrebonne QC CAN J7M2G1	Publique	Gabriel Bastien Téléphone: 4504782222 Courriel: gbastien@constructionvertdure.com	**Transaction: (20184062)** 2025-03-24 14:06	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3 Plan 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Devis 2025-04-08 à 17:00 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-08 à 17:00 - Courriel 20050381 - Addenda no 4 Devis 2025-04-10 à 16:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-04-10 à 16:30 - Courriel 20051155 - Addenda no 5 Devis 2025-04-15 à 15:10 - Courriel 20051322 - Addenda 6 Devis 2025-04-16 à 10:30 - Courriel

				20051350 - Addenda 7 Devis 2025-04-16 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GTRTurf / Team Rochon Inc. / Shaw 298 Cote St-Nicolas Saint-Colomban QC CAN J5K1M2 http://www.gtrturf.com	Publique	Jacques Zara Téléphone: 4503043092 Courriel: j.zara@gtrturf.com	**Transaction: (20208108)** 2025-04-21 08:37	20046991 - Addenda no 1 Devis Téléchargement Plan Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement 20049793 - Addenda 3 Plan Téléchargement Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20050381 - Addenda no 4 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20051155 - Addenda no 5 Devis Téléchargement 20051322 - Addenda 6 Devis Téléchargement 20051350 - Addenda 7 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
Excavation E.S.M. Inc. 1361 boul. Lionel-Boulet Varennes QC CAN J3X1P7	Non diffusé	Annick Banville Téléphone: 4506490442 Courriel: abanville@excavationesm.com	**Transaction: (20184186)** 2025-03-24 15:43	20046991 - Addenda no 1 Devis 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Plan 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement Bordereau numérique 2025-03-26 à 13:25 - Téléchargement 20048259 - Addenda no 2 Bordereau numérique 2025-04-01 à 16:25 - Courriel Devis 2025-04-01 à 16:25 - Courriel 20049793 - Addenda 3

Plan
2025-04-08 à 17:00 - Courriel
Devis
2025-04-08 à 17:00 - Courriel
Bordereau numérique
2025-04-08 à 17:00 - Courriel

20050381 - Addenda no 4
Devis
2025-04-10 à 16:30 - Courriel
Bordereau numérique
2025-04-10 à 16:30 - Courriel

20051155 - Addenda no 5
Devis
2025-04-15 à 15:10 - Courriel

20051322 - Addenda 6
Devis
2025-04-16 à 10:30 - Courriel

20051350 - Addenda 7
Devis
2025-04-16 à 10:55 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255537002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1255537002 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-29

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1255537002

Ce dossier vise à:

Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,45 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses								
Description	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne	Arron	Crédits autorisés par l'arrondissement (arrondis au dollar près)
Contrat de travaux	4,143,630.80 $	207,181.54 $	413,327.17 $	4,764,139.51 $	413,845.13 $	4,350,294.39 $		751,519.00 $
Contingences (10 %)	414,363.08 $	20,718.15 $	41,332.72 $	476,413.95 $	41,384.51 $	435,029.44 $		435,030.00 $
Contrat + contingences	4,557,993.88 $	227,899.69 $	454,659.89 $	5,240,553.46 $	455,229.64 $	4,785,323.83 $	#	1,186,549.00 $
Incidences (5 %)	207,181.54 $	10,359.08 $	20,666.36 $	238,206.98 $	20,692.26 $	217,514.72 $		217,515.00 $
					- $			
Total des dépenses	**4,765,175.42 $**	**238,258.77 $**	**475,326.25 $**	**5,478,760.44 $**	**475,921.90 $**	**5,002,838.54 $**	#	**1,404,064.00 $**

Financement par service	Montant	%
Portion Ville-Centre	3,323,554.00 $	66%
Service de l'eau	275,222.51 $	6%

CDN-NDG	1,404,064.00 $	28%
	5,002,840.51 $	100%

	SGPMRS	Arrondissement	Total
Travaux Les Excavations Super inc.	3 821 253,91 $	942 885,60 $	4 764 139,51 $
Contingences	00 $	476 413,95 $	476 413,95 $
Sous-total	**3 821 253,91 $**	**1 419 299,55 $**	**5 240 553,46 $**
Incidences	00 $	238 206,98 $	238 206,98 $
Total taxes incluses	**3 821 253,91 $**	**1 657 506,53 $**	**5 478 760,45 $**
Total net de ristournes	3 489 314,16 $	1 513 524,39 $	5 002 838,55 $

La dépense totale de ce dossier sera financée à **70%** par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sport

La dépense totale à autoriser au présent dossier est de **5 478 760,45 $**, taxes incluses, incluant les contingences d

Corpo

Crédits autorisés Service de l'eau (arrondis au dollar près)	Crédits autorisés SGPMRS - programme PISE (arrondis au dollar près)
275,222.51 $	3,323,553.53 $
275,222.51 $	3,323,553.53 $
275,222.51 $	**3,323,553.53 $**

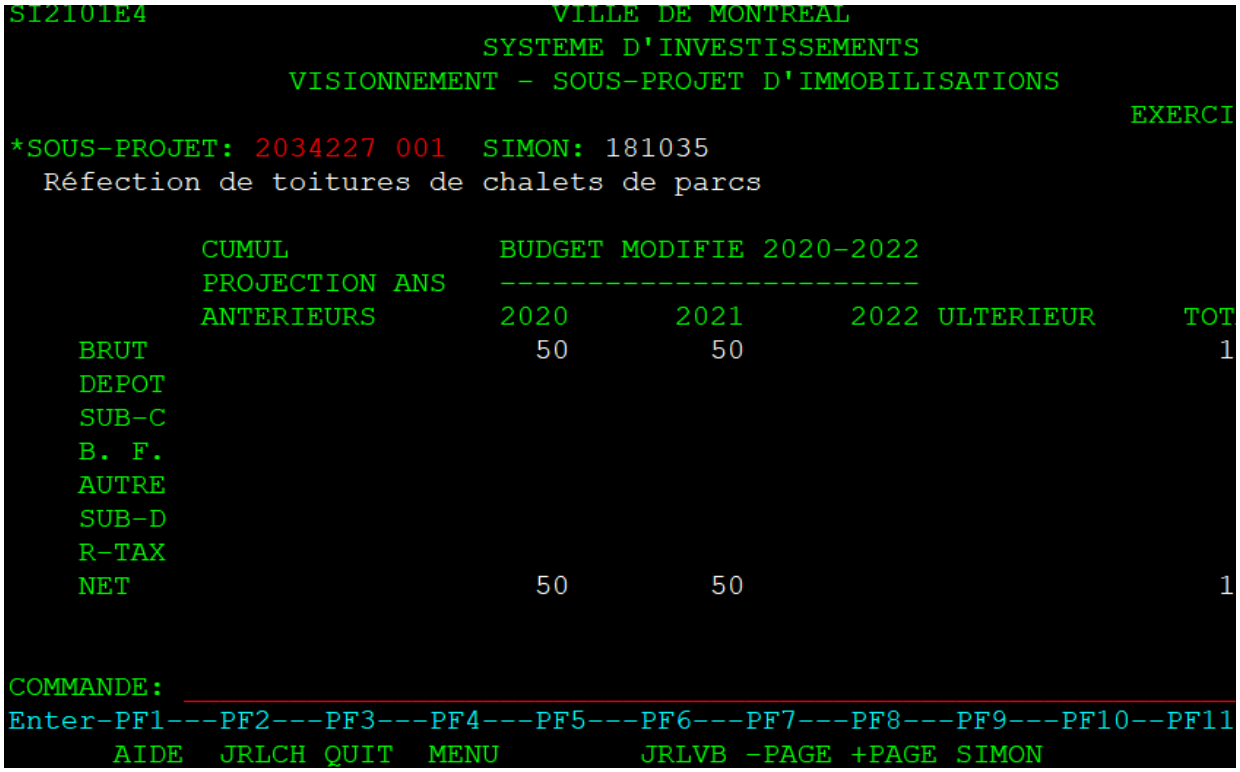
Information budgétaire:

Provenance	**Fonds parcs**
Éntité:	2406
Objet:	**25507**
Montant :	574,064.00 $

Provenance	**PDI 2025: Parc Mackenzie-King: construction terrain synthétique multisport**
Requérant:	59-00
Projet :	34227
Sous-projet :	2,434,227,003
Projet Simon :	**197247**
Montant :	830,000.00 $

Imputation	**9138 - Parc Mackenzie-King: construction terrain synthétique multisport**
Requérant:	59-00
Projet :	34227
Sous-projet :	2,434,227,003
Projet Simon :	**197247**
Montant :	1,404,064.00 $

	2025	**2026**	**2027**	**Ult**
Budget au net au PDI - 2025-2034	**1404**	**0**	**0**	**0**
en milliers				
Prévision de la dépense				
Brut	**1404**	**0**	**0**	**0**
BF	**0**	**0**	**0**	**0**
Autre	**0**	**0**	**0**	**0**
Suvention	**0**	**0**	**0**	**0**
Net	**1404**	**0**	**0**	**0**
Écart	**0**	**0**	**0**	**0**



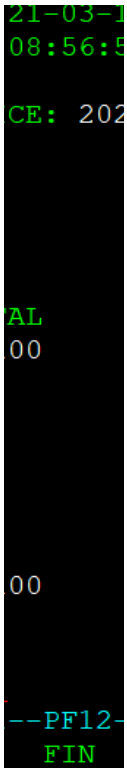
```
SI2101E4                          VILLE DE MONTREAL
                            SYSTEME D'INVESTISSEMENTS
                   VISIONNEMENT - SOUS-PROJET D'IMMOBILISATIONS
                                                                    EXERCI
*SOUS-PROJET: 2034227 001  SIMON: 181035
  Réfection de toitures de chalets de parcs

           CUMUL             BUDGET MODIFIE 2020-2022
           PROJECTION ANS    ------------------------
           ANTERIEURS        2020      2021      2022 ULTERIEUR     TOT
    BRUT                       50        50                          1
    DEPOT
    SUB-C
    B. F.
    AUTRE
    SUB-D
    R-TAX
    NET                        50        50                          1


COMMANDE:
Enter-PF1---PF2---PF3---PF4---PF5---PF6---PF7---PF8---PF9---PF10--PF11
      AIDE  JRLCH QUIT  MENU        JRLVB -PAGE +PAGE SIMON
```

TOTAL
1404

1404
0
0
0
1404
0


21-03-1
08:56:5
CE: 202
AL
00
00
--PF12-
FIN



SIMON
Système Intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Othmane Cherrad Téléphone : 514 868-34 88
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Veuillez compléter tous les segments du compte de grand-livre.

Période : Avr Année : 2025 **AVR-25**

Description de l'écriture : GDD 1255537002 Parc Mackenzie-King: construction terrain synthétique multisport

Virement de crédits demandé en vertu de :
☐ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
☐ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. 1255537002

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	6406	9500998	800250	07165	45901	013529	0000	197247	000000	15010	00000		574,064.00	Fonds de Parcs
2	6406	0623377	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		830,000.00	RCA22 17377 Réaménagement divers parcs CA22 170336
3	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	197247	000000	15010	00000	751,519.00		Contrat
4	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	197247	012130	15010	00000	435,030.00		Contingences
5	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	197247	012079	15010	00000	217,515.00		Incidences
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
Total de l'écriture :												**1,404,064.00**	**1,404,064.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Demandeur : Othmane cherrad

Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : Avr 2025 Année : Type d'écriture :

Date de l'écriture : Nom d'écriture : GDD 1255537

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet
1	2406	0000000	000000	00000	25507	000000
2	6406	9500998	800250	07165	45901	013529
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
21						
22						
23						
24						
25						
Total de l'écriture :						

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Téléphone : 514-868-3230

Réel (A)

'002 Parc Mackenzie-King: construction terrain synthétique multisport

Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit
0000	000000	000000	00000	00000	574,064.00
0000	197247	000000	15010	00000	
					574,064.00

Remarques

Crédit	Description de ligne
	Fonds de Parcs
574,064.00	Fonds de Parcs
574,064.00	

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Othmane cherrad Téléphone : 514-868-3230
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	197247	000000	15010	00000
2	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	197247	012130	15010	00000
3	6406	9500998	800250	07165	57201	000000	0000	197247	012079	15010	00000
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

à

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.9500998.800250.07165.57201.000000.0000.197247.000000.15010.00000
2	6406.9500998.800250.07165.57201.000000.0000.197247.012130.15010.00000
3	6406.9500998.800250.07165.57201.000000.0000.197247.012079.15010.00000
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9	.....		
10	.....		
11	.....		
12	.....		
13	.....		
14	.....		
15	.....		
16	.....		
17	.....		
18	.....		
19	.....		
20	.....		

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	.....	0.00	0.00
2	.....	0.00	0.00
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1255537002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1255537002.xlsx

Info comptable GDD 1255537002 - DGA.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget

Tél : 514-872-0766

Stefania Gore
Préposée au budget
Francis Plouffe
Conseiller Budgétaire
DCSF - Point de Service - Eau - Environnement

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-29

Alpha OKAKESEMA
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-0766

514-872-0766

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CERTIFICATION DE FONDS

NO GDD : **1255537002**

Taux : 1.09513037227

No d'engagement : **GP55537002**

Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,45 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

Provenance :

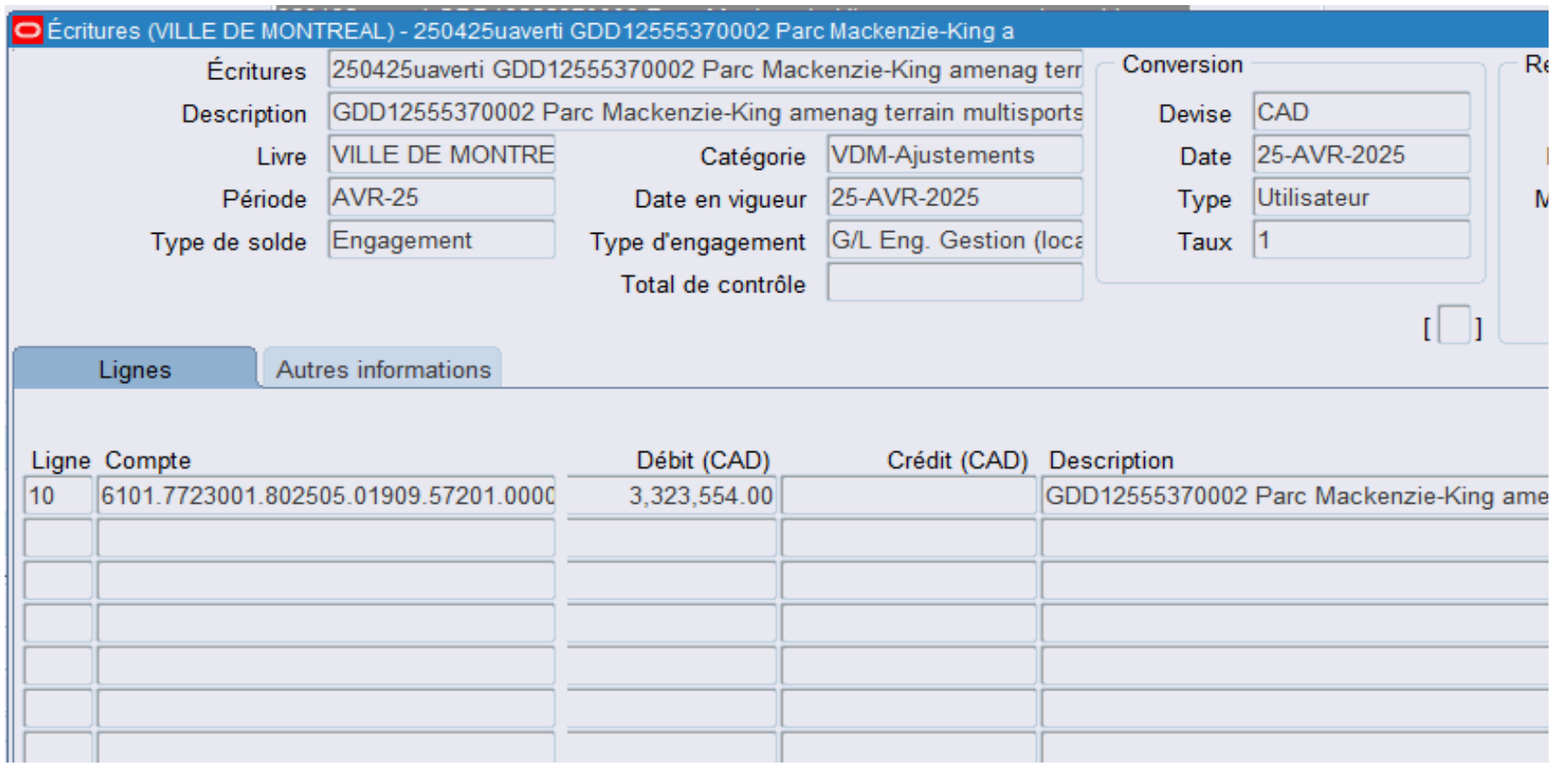
23-001 Installations sportifs extérieures CM23 0086		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 23-001	6101.7723001.802505.01909.57201.000000.0000.166835.000000.98001.00000	3,639,724.42 $	3,323,553.53 $	3,323,554 $
Total provenance		**3,639,724.42 $**	**3,323,553.53 $**	3,323,554 $

Imputation :

38375 - Installations sportives extérieures PISE		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7723001.800250.07165.57201.000000.0000.204419.000000.15036.00000	575,060.50 $	525,106.89 $	525,107 $
Contrat	6101.7723001.800250.07165.57201.000000.0000.204419.000000.15010.00000	3,064,663.92 $	2,798,446.65 $	2,798,447 $
Total imputation		**3,639,724.42 $**	**3,323,553.53 $**	3,323,554 $

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2025-2034 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Projet	2025	2026	Ultérieur	Total
38375 - Installations sportives extérieures PISE	3,323	0	0	**3,323**
Total	**3,323**	**0**	**0**	**3,323**


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 250425uaverti GDD12555370002 Parc Mackenzie-King a
Écritures
250425uaverti GDD12555370002 Parc Mackenzie-King amenag terr
Description
GDD12555370002 Parc Mackenzie-King amenag terrain multisports
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajustements
Période
AVR-25
Date en vigueur
25-AVR-2025
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Conversion
Devise
CAD
Date
25-AVR-2025
Type
Utilisateur
Taux
1
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
Description
10
6101.7723001.802505.01909.57201.0000
3,323,554.00
GDD12555370002 Parc Mackenzie-King ame

Informations financières pour dépenses PDI

GDD #	**1255537002**
Service	**EAU**
Direction	**DGA**

Engagement #	**GP55537002**	**Date**	**4/29/2025**

Objet GDD

Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

Informations comptables

Provenance

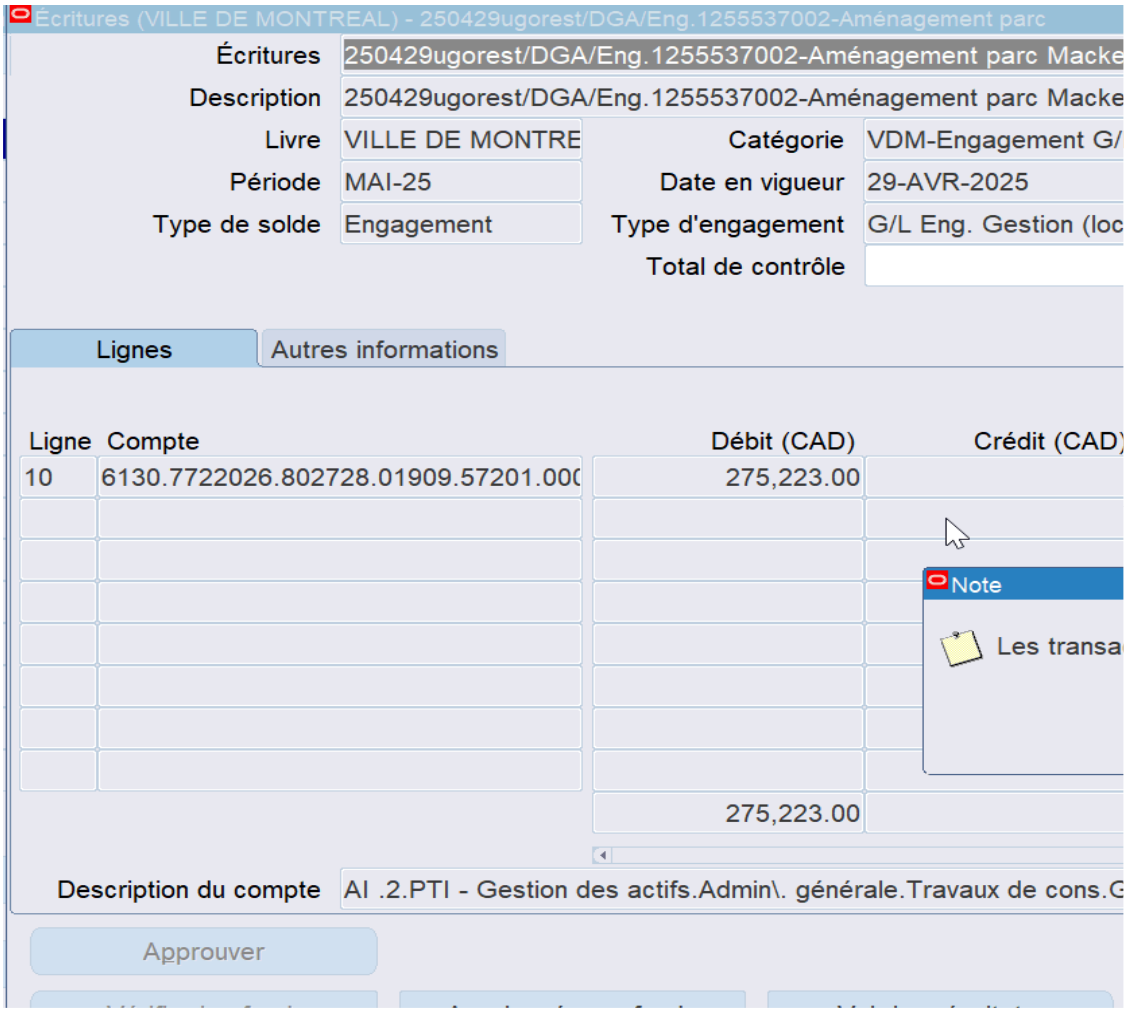
PG 18300 - Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques		Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au $ supérieur
No Règlement RE 22-026	6130.7722026.802728.01909.57201.000000.0000.190514.000000.98001.00000	262,147.88 $	301,404.53 $	275,222.51 $	275,223 $

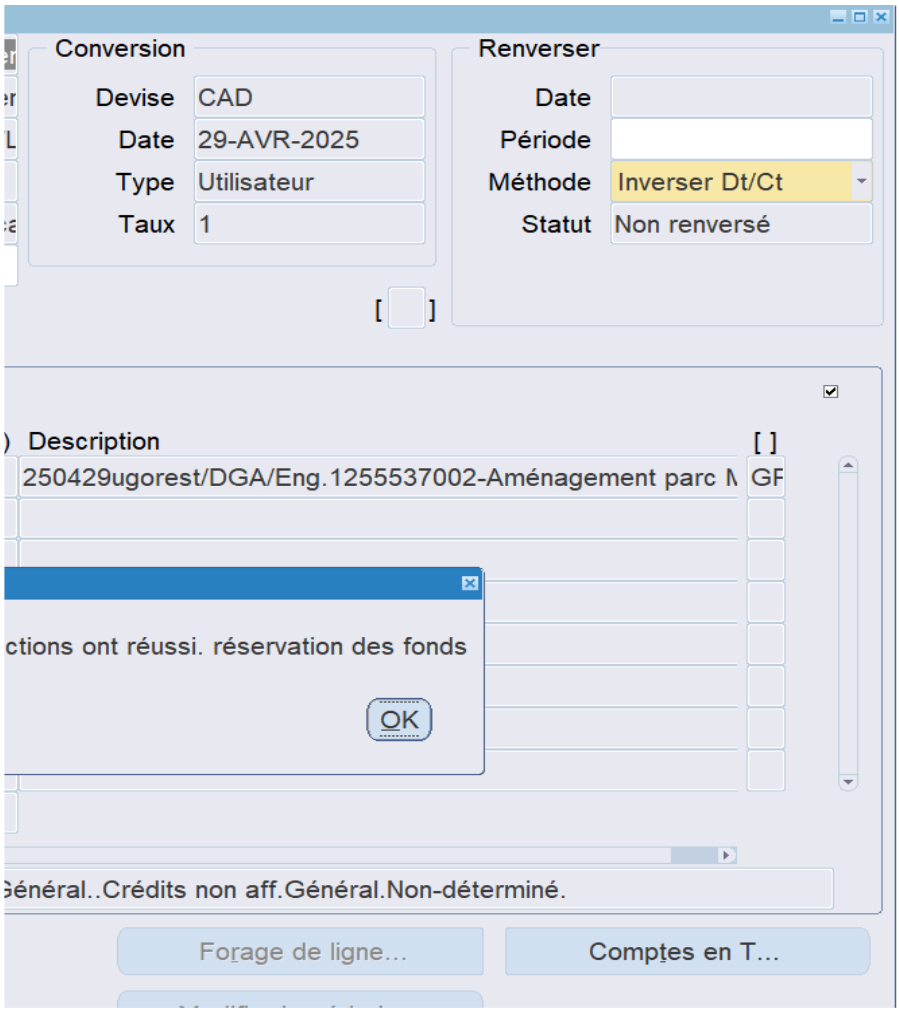
Imputations

Projet 18300	**Parc Mackenzie-King**	Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au $ supérieur
Travaux	6130.7722026.802728.07165.57201.000000.0000.204284.000000.15010.00000	262,147.88 $	301,404.53 $	275,222.51 $	275,223 $
Sous-total		**262,147.88 $**	**301,404.53 $**	**275,222.51 $**	**275,223 $**
Total		**262,147.88 $**	**301,404.53 $**	**275,222.51 $**	**275,223 $**

GP55537002

250429ugorest/DGA/Eng.1255537002-Aménagement parc Mackenzie-King




Conversion
Devise CAD
Date 29-AVR-2025
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Description
250429ugorest/DGA/Eng.1255537002-Aménagement parc
ctions ont réussi. réservation des fonds
OK
Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...

Urgent GDD 1255537002_Parc Mackenzie-King
Ikram ABDELJELIL A : gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca
Cc : "Infrastructure verte", "Thi Huong Giang TRAN", "Amar BENSACI", "Francis PLOUFFE", "Reak Sa SEN"

De : "Ikram ABDELJELIL" <ikram.abdeljelil@montreal.ca>
A : "gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca" <gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca>
Cc : "Infrastructure verte" <infraverte@montreal.ca>, "Thi Huong Giang TRAN" <giang.tran@montreal.ca>, "Amar BENSACI" <amar.bensaci

▾ 1 pièce jointe

PDF

Entente de realisation_MKK_20250428 1 -AB signé.pdf

Bonjour,

Vous trouverez ci-dessous nos commentaires en lien avec le dossier en rubrique:
Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagen soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

La Direction de la gestion des actifs du Service de l'eau autorise un financement des travaux prévus pour un montant maximum de **301 404,53 $** (taxes incluses) le tout conformément à l'entente de réalisation ci-jointe.

Pour votre information, le numéro SIMON est : **204284** et le numéro SP investi est : **2518300013.**

Le numéro du règlement d'emprunt est : 22-026 (Local).

NOTE : Le GDD doit être ficelé le 29 avril.

Merci et bonne journée!

Pour toute nouvelle demande d'accompagnement, veuillez, svp, écrire à l'adresse suivante: infraverte@montreal.ca

Ikram Abdeljelil, ing., M.Ing.
Cheffe d'équipe (par intérim)
Équipe Infrastructures vertes
Division du développement urbain
Direction de la gestion des actifs
Service de l'eau

Montréal
Service de l'eau

2025-0
Masquer

Trie

@montreal.ca>, "Francis PLOUFFE" <francis.plouffe@montreal.ca>, "Reak Sa SEN" <reaksa.sen@montreal.ca>

nent d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas éc

4-28 16:53
les détails

er la liste...

chéant (09

Entente de réalisation de mandat

Note : L'entente doit être signée avant l'octroi du financement

PARTIE A - IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES	
Service de l'eau (Équipe Infras vertes)	
Service	Service de l'eau
Direction	Gestion des actifs
Nom du gestionnaire autorisé à signer	Stéphane Brossault, ing. - Chef de division - Div
Courriel du gestionnaire	stephane.brossault@montreal.ca
Nom du chargé(e) de projet	**Ikram Abdeljelil pour David Courchesne**
Courriel du chargé(e) de projet	david.courchesne@montreal.ca
Arrondissement/Service	
Service ou arrondissement	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Direction	Aménagement des parcs et actifs immobiliers
Nom du gestionnaire autorisé(e) à signer	Amar Bensaci
Courriel du gestionnaire	amar.bensaci@montreal.ca
Nom du chargé de projet	**Giang Tran**
Coordonnées du chargé(e) de projet	giang.tran@montreal.ca
PARTIE B - DESCRIPTION DES TRAVAUX	
Description des travaux	
Description du projet	Projet d'aménagement d'un terrain multi-s l'aménagement d'un bassin de rétention. Les parc lui-même ainsi que des deux rues adjace Les entrées sous le trottoir sont financés, en p
Type de travaux admissibles au financement	Parc résilie
Volume total admissible au financement (m³)	225.6
Année(s) de réalisation (note 1)	2025,2026
Note 1- Si le projet est réalisé sur plusieurs années, alors se référer au GDD pour la répartition des dépenses annu	
PARTIE C - FINANCEMENT ET OCTROI	
Financement et octroi	
Niveau de délégation	Conseil d'arrondis
Date du conseil visé	5 mai 202
Numéro de GDD	125553700
Montant du contrat sans contingence et sans incidence (taxes incl	4 764 139.5
Montant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (taxes incluses) au maximum des travaux admissibles (note 2)	301 404.53
Montant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (net de taxes)	275 222.51
Type de décaissement privilégié (note 3)	Ponctuel
Progressif : quote-part si applicable	N/A
Numéro Simon du requérant	Se référer au
Clé comptable d'imputation du requérant	
Réglement d'emprunt du requérent	
Programme de financement SEau	PDI
Autres programmes de financement arrondissement/service (si pertinent)	

Note 2 - Travaux d'aménagement et de drainage destinés à la gestion des eaux pluviales, incluant des aménagem l'écoulement ou l'infiltration des eaux de pluie.

Note 3 - Si progressif: imputer la clef comptable à chaque décompte selon le pourcentage indiqué dans la case "qu montant maximal indiqué à la case "Montant financé par le Service de l'eau".
Si ponctuel: imputer la clef comptable lorsque les ouvrages financés par le Service de l'eau sont construits.

Fin de l'exercise financier: faire une reddition de compte.

PARTIE D- REDDITION DE COMPTE	
Reddition de compte	
Finale	L'exécutant s'engage à fournir à infraverte@mo les essais de mise en service. Le requérant s'er toute directive de chantier impactant le réseau rétention faisant l'objet de la présente entente.

SIGNATURE DES PARTIES

Pour le Service de l'eau (Équipe infrastructures vertes)

Alicia Bannier en remplacement de
Stéphane Brossault, ing.,
Chef de division - Division du développement urbain
Direction de la Gestion des actifs

Alicia Bannier

Signature r
de Alicia Ba
Date : 2025
16:45:40 -0

Nom de la direction | Date et signature

Pour l'arrondissement ou le service exécutant

Amar Bensaci,
Chef de division - Aménagement des parcs et actifs immobiliers
Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

28-04-

Nom de la direction | Date et signature

N.B.: Informations à indiquer dans le GDD:
- Intervenant : gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca
- Partie prenante (SEau): Stéphane Brossault (stephane.brossault@montreal.ca)

vision développement urbain

port en gazon synthétique avec
eaux proviendront de la surface du
nts (rues Saint-Kevin et Beaucourt).
lus du volume au taux de 1200$/m^3,
nt

5

uelles.

ssement
5
12
51
$

$

GDO

ents pour diriger, recevoir ou faciliter

uote part" et jusqu'à concurrence du

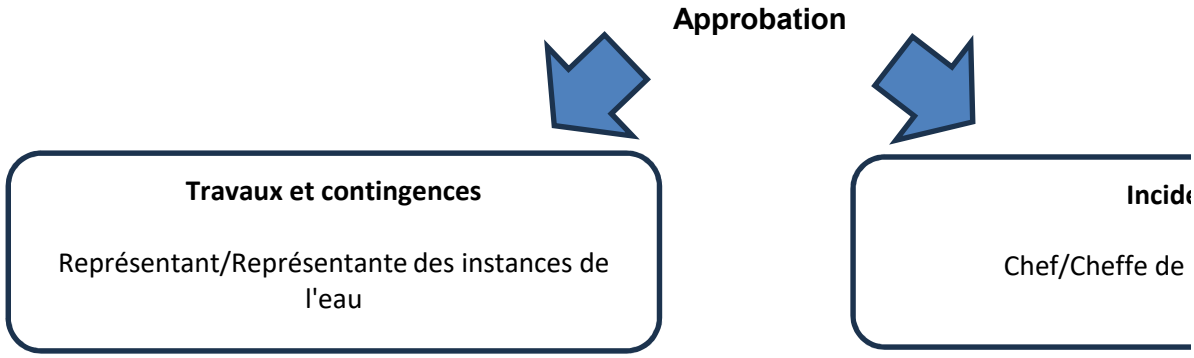
ntreal.ca, les plans finaux ainsi que
ngage à transmettre pour approbation
de drainage ou les volumes de

numérique
annier
6.04.28
14'00'

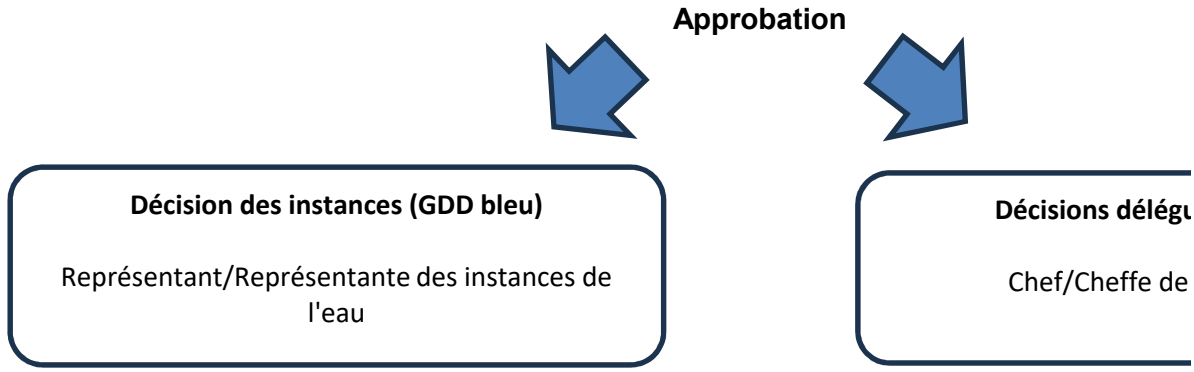
-2025

De quelle façon les incidences sont approuvées (cas 1, 2 ou 3)?

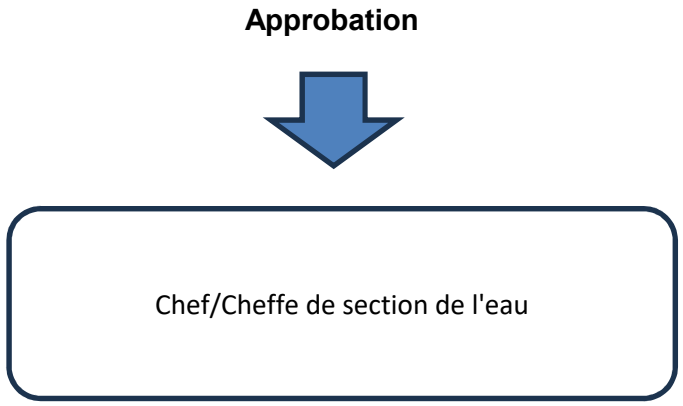
Cas #1 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) incluant des **travaux/contingences et une**



Cas #2 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) ou d'une décisions déléguées (GDD jaune)



Cas #3 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) qui comprend une entente-cadre au niveau



Vérifier dans l'annuaire du personnel le responsable associé à l'UADM. Voici le lien de Intranet: http://annuaire

	Niveau C (Chef de section)	Niveau B (Chef de division)	Niveau A
Unité Nord	Cheffe/Chef de section D		
Ahuntsic-Cartierville			

Anjou	490202**03**0000	4902**02**000000	**4902**00
CDNNDG			
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève			
Montréal-Nord			
Pierrefonds-Roxboro			
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles			
Saint-Laurent			
Saint-Léonard			
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension			
Unité Sud	Cheffe/Chef de section D		
Lachine	490202**04**0000		
LaSalle			
Le Plateau-Mont-Royal			
Le Sud-Ouest			
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve			
Outremont			
Rosemont-La Petite-Patrie			
Verdun			
Ville-Marie			

enveloppe globale des incidences.

ences

section de l'eau

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

contenant **uniquement des incidences.**

ıées (GDD jaune)

section de l'eau

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

du fournisseur **des incidences.**

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

e/

(Directeur)

Représentant/Représentante des instances de l'eau

Francis Plouffe

Représentant/Représe

	Reak Sa Sen	Représentant/Représe
	Anne Guignard	Représentant/Représen
	Anne Guignard	Représentant/Représe
	Julie Brosseau	Représentant/Représe
	Julie Brosseau	Représentant/Représe
	Catherine Tougas	Représentant/Représe
000000	Julie Mota	Représentant/Représe

Dépenses de services professionnelles	Dépenses de services autres que professionnelles	Dépenses d
Moins de 30 000$	Moins de 45 000$	M
Moins de 45 000$	Moins de 75 000$	M
Moins de 150 000$	Moins de 150 000$	Mo
Supérieur à 150 000$	Supérieur à 150 000$	Sup

Dépenses de services professionnelles	Dépenses de services autres que professionnelles	Dépenses d
Moins de 30 000$	Moins de 45 000$	M
Moins de 45 000$	Moins de 75 000$	M
Moins de 150 000$	Moins de 150 000$	Mo
Supérieur à 150 000$	Supérieur à 150 000$	Sup

Dépenses de services avec entente-cadre
Moins de 20 000$
Moins de 30 000$
Transféré au représentant des instances
Jusqu'au maximum du budget accordé

ntante des instances DGA

ntante des instances DRE
ıtante des instances DEEU
ntante des instances DPM
ntante des instances DEP
ntante des instances DSP
ıtante des instances SIRR
ntante des instances SUM

de biens et exécution de travaux
oins de 45 000$
oins de 75 000$
oins de 250 000$
érieur à 250 000$

de biens et exécution de travaux
oins de 45 000$
oins de 75 000$
oins de 250 000$
érieur à 250 000$

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255537002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder un contrat de travaux à l'entreprise Les Excavations Super inc., au montant de 4 764 139,51 $, incluant les taxes, pour le projet d'aménagement d'un terrain multisports au parc Mackenzie-King, et autoriser une dépense à cette fin de 5 478 760,44 $, incluant toutes les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (09 soumissionnaires) - Appel d'offres public 59-25-DGI-15.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

2. Analyse des soumissions GDD.pdfContrat ao public.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle LAMY
Analyste de dossiers
Tél : 514 868-4561

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-30

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement
Tél : - -
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-DGI-15**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Déclaration relative à la Charte de la langue française	Déclaration d'intégrité	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	1166533407	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
CONCEPTION PLHP INC.	1172492317	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok*		conforme*
CONSTRUCTION VERT DURE INC.	1167136432	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
LANCO AMÉNAGEMENT INC.	1143790237	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
EXCAVATION E.S.M. INC.	1163352314	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
SALVEX INC.	1143368356	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
LES ENTREPRISES PERA (9016-6919 Québec inc.)	1143030097	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ND*	ok	ok		conforme*
BAU-QUÉBEC LTÉE	1171182919	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	1142493619	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 796-2014, 435-2015 ou un autre décret.
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-04-23**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-04-23**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-04-23**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-04-23.**

*sous réserve de la correction du défaut

La Division de la gestion immobilière est responsable de la validation des catégories des licences RBQ détenues par les soumissionnaire, de l'enquête de sécurité prévue à l'article 19 du CCAS et de la validation des rapports devant être remis avec la soumission conformément à l'article 58.1 ainsi que les échantillons prévus à l'article 58.2 et les exigences aux articles 58.3 et 58.4 du CCAS.

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-DGI-15

No du GDD : 1255537002

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'aménagement d'un terrain multisport au parc McKenzie-King

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 3 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 16 - 4 - 2025

Date du dernier addenda émis : 16 - 4 - 2025

Ouverture faite le : 23 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 9

% de réponses : 33,3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 7 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de ___ jrs

Date d'échéance révisée : ___ - ___ - ___

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	6 565 892,27 $		
CONCEPTION PLHP INC.	5 659 758,11 $		
CONSTRUCTION VERT DURE INC.	4 995 841,96 $		
LANCO AMÉNAGEMENT INC.	5 074 595,24 $		
EXCAVATION E.S.M. INC.	5 980 464,87 $		
SALVEX INC.	5 721 414,69 $		
LES ENTREPRISES PERA (9016-6919 Québec inc.)	8 610 136,27 $		
BAU-QUÉBEC LTÉE	6 227 486,65 $		
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	4 764 139,51 $	√	

Information additionnelle

Préparé par : Danièle Lamy Le 23 - 4 - 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259223012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	D'autoriser une dépense additionnelle de 43 403,42 $, dans le cadre du contrat à Rendez-vous NDG pour le projet 2025 au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce, majorant ainsi le contrat à 172 500,81 $ et approuver la convention à cette fin, approuver un avenant à la convention avec Loisirs sportifs CDN–NDG pour le soutien aux activités de surveillance afin de soustraire les activités de surveillance au Pavillon NDG et réduire la contribution accordée par la résolution CA23 170302 à Loisirs sportifs CDN-NDG d'un montant de 33 084,15 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser une dépense additionnelle de 43 403,42 $, incluant les taxes, pour le projet d'animation 2025 au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce, dans le cadre du contrat accordé à l'OBNL Rendez-vous NDG (décision déléguée DA259223005 - 2259223005), majorant ainsi le montant total du contrat de 129 097,39 $ à 172 500,81 $, incluant les taxes, afin d'ajouter le volet "surveillance du pavillon" au contrat.

D'approuver la convention à intervenir entre l'arrondissement et Rendez-vous NDG, laquelle remplace la convention approuvée par la décision DA259923005 et entrera en vigueur le 16 juin 2025.

D'approuver un avenant à la convention avec Loisirs sportifs CDN–NDG, lequel entrera en vigueur le 16 juin 2025, pour le soutien aux activités de surveillance afin de soustraire l'activité de surveillance du pavillon Notre-Dame-de-Grâce de la contribution financière, et réduire le montant de la contribution approuvée par la résolution CA23 170302 d'un montant de 33 084,15 $, toutes taxes incluses si applicables.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-30 09:39

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1259223012**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	D'autoriser une dépense additionnelle de 43 403,42 $, dans le cadre du contrat à Rendez-vous NDG pour le projet 2025 au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce, majorant ainsi le contrat à 172 500,81 $ et approuver la convention à cette fin, approuver un avenant à la convention avec Loisirs sportifs CDN–NDG pour le soutien aux activités de surveillance afin de soustraire les activités de surveillance au Pavillon NDG et réduire la contribution accordée par la résolution CA23 170302 à Loisirs sportifs CDN-NDG d'un montant de 33 084,15 $.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc Notre-Dame-de-Grâce, fondé en 1867, est le plus ancien parc du quartier Notre-Dame-de-Grâce. Avec ses vastes espaces verts gazonnés, ses nombreux arbres matures, sa place commémorative de Vimy, ses aires de pique-nique, ses jeux d'eau, son parc canin et ses patinoires extérieures en hiver, le parc est un lieu privilégié pour se détendre. Complètement rénové en 2018 et situé au centre du parc, son pavillon offre divers services et commodités (air climatisé, fontaine d'eau potable, table à langer, toilettes, Wi-Fi gratuit) afin d'agrémenter l'expérience des visiteurs, faciliter la tenue d'activités ponctuelles, permettre de prendre le goûter ou simplement rencontrer le voisinage. Le pavillon peut être réservé ponctuellement par des organismes reconnus.

À la suite d'un premier appel de proposition de l'arrondissement au printemps 2024, un projet d'offre alimentaire, de café-terrasse et d'animations a pris forme au pavillon du parc. Baptisé le Rendez-vous et réalisé avec l'OBNL local Rendez-vous NDG, l'initiative a connu un succès immédiat, et ce, dès ses premiers jours d'existence puis tout au long de l'été et de l'automne.

Avec son achalandage total estimé de plus de 20 000 visiteurs pour la période de juillet à octobre 2024, le Rendez-vous a contribué à la vitalité culturelle et sociale du cœur du quartier Notre-Dame-de-Grâce. Le Rendez-vous a permis, en quelques mois, de créer :
- Un lieu naturel de rencontres pour la communauté;
- Un lieu de diffusion pour les artistes locaux;
- Une nouvelle terrasse conviviale et intergénérationnelle dont chacun peut profiter;

- Un lieu propice aux rencontres et qui combat l'isolement social;
- Un lieu de célébration qui rend d'autres quartiers envieux;
- Un sentiment d'appartenance pour le lieu développé par les citoyens et citoyennes.

Vu le succès obtenu en 2024 et pour cette deuxième année du projet en 2025, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce a octroyé en avril 2025 à l'OBNL Rendez-vous NDG un mandat pour réaliser un projet d'offre alimentaire/café-terrasse et d'animations du parc Notre-Dame-de-Grâce du 14 avril au 31 décembre 2025. Ce dernier prendra la relève quant au mandat de surveillance et réservation des salles confié à l'organisme Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce depuis les dernières années. L'intégration des divers mandats dans un optique d'offrir une expérience optimale aux utilisateurs du parc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA24 170220 - De prolonger la tenue du projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période allant du 14 octobre 2024 au 15 mars 2025 et édicter les ordonnances OCA24 17067 et OCA24 17068 à cet effet. (1249223004).

- CA24 170166 - D'autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période été/automne 2024 et édicter les ordonnances OCA24 17049 et OCA24 17050 à cet effet. (1249223001).

- CA23 170302- Accorder une contribution financière totalisant 4 361 378,14 $, toutes taxes incluses si applicables, à Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, un OBNL reconnu, pour la réalisation du projet pilote « Programme de soutien au fonctionnement en sports, loisirs et activités communautaires», pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

- CA22 170102- Accepter l'offre de services pour la gestion, l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 64 535.42 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la période visée, soit du 3 mai 2022 au 2 mai 2023.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à autoriser la majoration du contrat de l'OBNL Rendez-vous NDG à 172 500,81 $, incluant les taxes, pour le projet 2025 au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce, et approuver un avenant à la convention avec Loisirs sportifs CDN–NDG pour le soutien aux activités de surveillance.
La liste complète des actions spécifiques reliées au mandat à réaliser par l'OBNL ainsi que celles qui seront réalisées par l'arrondissement dans le cadre de cette collaboration se retrouve dans la convention de services (incluant les annexes) qui est jointe à ce sommaire décisionnel.

Actuellement, le mandat de l'accueil, de surveillance et de gestion de l'occupation du pavillon du parc est la responsabilité de l'OBNL Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dans la cadre d'un mandat confié à l'organisme par notre arrondissent en 2024 pour l'année 2025. Une modification de cette entente, avec l'accord de l'organisme Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, permettra de transférer ce mandat à l'OBNL Rendez-vous NDG à partir du 17 juin 2025.

JUSTIFICATION

Le projet comporte deux volets :
- Volet 1: Projet d'offre alimentaire/café-terrasse et d'animations
- Volet 2: Prise en charge et surveillance du pavillon

La combinaison des **volets 1** et **2** confiés à un seul organisme vise à:
- Créer une synergie dans l'allocation des ressources et dans l'offre de services aux citoyens;
- Permettre une appropriation bonifiée du lieu par les citoyens et les organismes;
- Éviter les dédoublements d'heures: les heures allouées à la surveillance du pavillon permettront d'engager du personnel qui non seulement assurera ce rôle, mais créera également une expérience d'accueil bonifiée pour les citoyens;
- Faciliter la coordination avec un seul organisme partenaire pour la gestion de l'ouverture, des locations et demandes ponctuelles;
- Créer un contexte plus invitant pour la population;
- Facilite le développement de collaborations et de création de contenu avec d'autres organismes.

Le mandat est attribué à l'OBNL, de gré à gré, en respect des règles générales pour les appels d'offres/octroi de contrat de la Loi sur les cités et villes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du Greffe.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique Montréal 2030 en respectant les orientations de transition écologique, de solidarité, d'équité et d'inclusion ainsi qu'en termes de démocratie et de participation citoyenne à l'échelle du quartier.
Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan) :

- en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes en matière de sports, de loisirs et de culture (résultat 1.3 du plan);
- en permettant à la population d'évoluer dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive (résultat 1.4 du plan).

Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan) :

- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).
- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan).

Voir la Grille d'analyse Montréal 2030 en annexe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permet de rehausser l'offre de services de l'arrondissement dans ce parc. Les installations offertes seront plus achalandées, sécuritaires et offriront des services divers aux résidents et aux usagers en plus de bonifier l'expérience client et l'activité récréative,

culturelle et sportive pour tous.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une collaboration est prévue entre l'équipe des commissaires, la division des communications et l'organisme mandataire afin de promouvoir ce projet auprès de la population et d'en mousser la popularité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Benoit PELLETIER THIBAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 25 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	D'autoriser une dépense additionnelle de 43 403,42 $, dans le cadre du contrat à Rendez-vous NDG pour le projet 2025 au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce, majorant ainsi le contrat à 172 500,81 $ et approuver la convention à cette fin, approuver un avenant à la convention avec Loisirs sportifs CDN–NDG pour le soutien aux activités de surveillance afin de soustraire les activités de surveillance au Pavillon NDG et réduire la contribution accordée par la résolution CA23 170302 à Loisirs sportifs CDN-NDG d'un montant de 33 084,15 $.



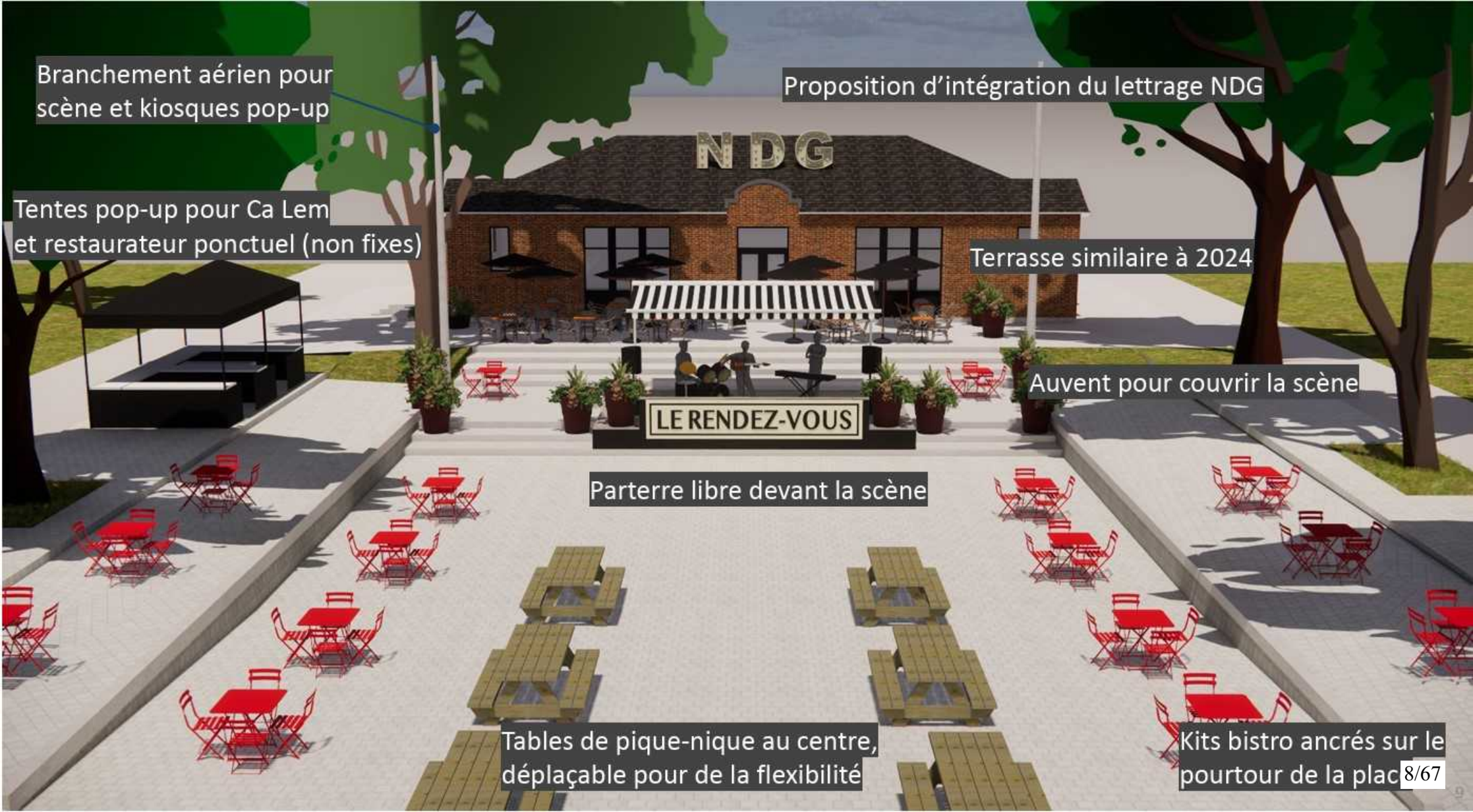
Esquisse RV NDG 2025.jpg

Grille d'analyse de Montréal 2030 - 1259223012.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :


Branchement aérien pour scène et kiosques pop-up
Proposition d'intégration du lettrage NDG
NDG
Tentes pop-up pour Ca Lem et restaurateur ponctuel (non fixes)
Terrasse similaire à 2024
Auvent pour couvrir la scène
LE RENDEZ-VOUS
Parterre libre devant la scène
Tables de pique-nique au centre, déplaçable pour de la flexibilité
Kits bistro ancrés sur le pourtour de la plac

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1259223012*
Unité administrative responsable : *Direction de l'arrondissement*
Projet : *Octroi - Contrat du projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période été/automne 2025.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan):

- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).

- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan.)

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Avenant à la Convention LSportifs - Surveillance Pav. NDG modif.pdf

ADDENDA

MODIFIANT LA CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6ème étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame- de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET :

LOISIRS SPORTIFS CÔTES-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4880 avenue Van Horne, agissant et représentée par Louis-Philippe Caron, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 1411753020RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1019925176 Numéro d'organisme de charité : S/O

Ci-après, appelé le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution (CA23 170302), la conclusion d'une convention de services professionnels (ci-après, la « convention initiale ») avec le Contractant;

ATTENDU QUE les honoraires du Contractant ne peuvent, en vertu de la convention initiale, excéder la somme de (4 361 378,14 $), incluant toutes les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ);

ATTENDU QUE cette limite doit-être diminuée afin de cesser la réalisation partielle d'activités d'accueil, de surveillance et de gestion des locaux;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 4.1.1 de la convention initiale est remplacé par le suivant :

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de quatre millions trois-cent-vingt-huit mille deux-cent quatre-vingt-treize dollars et quatre-vingt-dix-neuf cents (4 328 293,99 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

- Programme de soutien au fonctionnement en sport, loisirs et activités communautaires :
  2024: deux millions quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-quatorze et soixante-seize (2 096 794,76$)
  2025 : deux millions soixante-treize mille cinq cent soixante-neuf et cinquante dollars (2 073 569, 50$)

- Activités d'accueil, de surveillance et de gestion des locaux :
  2024: soixante-cinq mille trois cent trente-quatre et quarante-huit dollars (65 334,48$)
  2025 : quatre-vingt-douze mille cinq cent quatre-vingt-quinze dollars et vingt-cinq cents (92 595,25$)

2. À l'annexe 7 de la convention initiale « Activités d'accueil, de surveillance et de gestion dans la section « Fonctionnement – gestion des locaux » des locaux » est retirée la partie « Pavillon NDG (pour 2025 seulement).

3. Le présent addenda entre en vigueur le 16 juin 2025.

4. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

5. Cet addenda peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a la même valeur qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Julie Faraldo-Boulet

Secrétaire d'arrondissement

Le **29**e jour de **avril** 20**25**

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Par : 

Louis-Philippe Caron

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le 5 e jour de mai 2025 (Résolution).



Convention finale RV NDG 2025 animations et surveillance instances_sign RDV.pdf

CONVENTION DE SERVICES
AVEC UN ORGANISME À BUT NON LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par M. Stéphane Plante, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCA04 17044;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la **« Ville »**

ET : **Rendez-vous NDG,** personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 2237, avenue Marcil, Montréal (Québec) H4A 2Z2 Canada, agissant et représentée par Alexandre Teodoresco, président, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Numéro d'entreprise 1175793711
Numéro d'inscription TPS : 791933542
Numéro d'inscription TVQ : 1227821660

Ci-après, appelée le **« Contractant »**

La Ville et le Contractant sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de design urbain et d'événements;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 3 des présentes;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les Annexes 1,2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas

de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	Désigne la description des paramètres que doit respecter le Contractant dans le cadre de la réalisation du Projet d'offre alimentaire/café-terrasse, d'animations et de prise en charge du pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025
« **Annexe 2** »	Désigne la description des Conditions générales d'utilisation des Installations mises à la disposition du Contractant par la Ville pour réaliser son projet
« **Annexe 3** »	Désigne un exemple de description de poste d'agent(e) d'opérations du pavillon
« **Annexe 4** »	Désigne la description de la prestation de services du Contractant
« **Responsable** » :	Le Directeur de la Ville (Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce);
« **Unité administrative** » :	la Direction de la Ville (Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2, 3 et 4 ci-jointes, pour la réalisation d'un Projet d'offre alimentaire/café-terrasse, d'animations et de prise en charge du pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des honoraires qui lui sont versés par la Ville, le Contractant s'engage à :

4.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

4.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2, 3 et 4;

4.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet de la présente convention;

4.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

4.5 divulguer au Responsable tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec sa prestation de services;

4.6 remettre au Responsable les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celui-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

4.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres, étant entendu qu'ils sont compris dans les honoraires indiqués à l'article 8 de la présente convention;

4.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées, précisant le taux et le montant des taxes applicables de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

4.9 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

4.10 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement des honoraires indiqués à l'article 8 sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du Responsable, lequel devra, selon le cas, obtenir l'autorisation de l'instance compétente de la Ville;

4.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.12 se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

4.13 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire, et fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

4.14 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.15 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison

de la présente convention;

4.16 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la date de la dernière signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

4.17 corriger à ses frais, à la demande du Directeur, tout rapport, travail, recherche ou document jugé par ce dernier, de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention et des Annexes 1, 2, 3 et 4;

4.18 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention;

4.19 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

6.4 lui verser les honoraires prévus à l'article 7 de la présente convention.

ARTICLE 6
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention et des Annexes 1, 2, 3 et 4;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 7

HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent soixante-douze mille cinq cents dollars et quatre-vingt-un cents (172 500,81$) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables, sur présentation de factures, comme indiqué ci-dessous :

20% à la suite du début du volet 1
20% lors du début du volet 2 (16 juin 2025)
20% au 15 juillet;
20% au 15 septembre;
10% au 15 novembre;
10% à la présentation du bilan de fin de saison.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 8
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder le total des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 9
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

10.1 Le Contractant déclare et garantit :

10.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

10.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

10.1.3 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

10.1.4 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle prévus à l'article 12 de la présente convention;

10.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 10
ASSURANCES

11.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention, le Contractant :

12.1 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

12.2 s'engage à obtenir de tous ses sous-traitants les droits de propriété intellectuelle, y compris une renonciation à l'exercice de ses droits moraux, relatifs aux rapports, études et autres documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

12.3 cède à la Ville tous les droits de propriété intellectuelle et renonce à l'exercice de ses droits moraux sur tous les rapports, études, documents et tout autre livrable produits ou réalisés dans le cadre de la présente convention;

12.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 12
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme à but non lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des paragraphes 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 13
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 16 juin 2025 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 31 décembre 2025.

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute

disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 14
RÉSILIATION OU SUSPENSION

15.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. A la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre dans un délai de dix (10) jours, tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes, tous les plans ainsi que tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention préalablement à l'avis d'intention et émettre une facture faisant état des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

15.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, le Contractant doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de ses services, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable.

15.3 Le Responsable peut suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit pour autant qu'il avise par écrit le Contractant de la suspension de l'exécution de ses services et ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

15.4 Lorsque le Responsable demande au Contractant de reprendre ses services après une suspension, celui-ci doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

15.5 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit au Contractant à aucune compensation ou indemnité et celui-ci n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours

ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 2237, avenue Marcil, Montréal (Québec) H4A 2Z2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par

télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

ARTICLE 16
DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ

En signant la présente convention, le Contractant fait la déclaration suivante :

Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée de la présente convention.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de mai 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Stéphane Plante, Directeur d'arrondissement

Le 1 e jour de mai 2025

LE CONTRACTANT

Par : _____
Alexandre Teodoresco, président

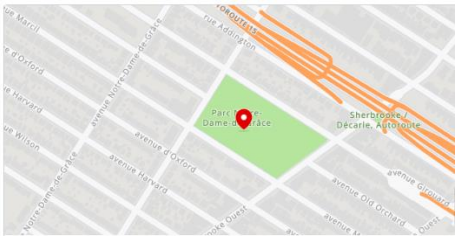
Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le 5e jour du mois de mai 2025 (Résolution CA)

ANNEXE 1

Paramètres que doit respecter le Contractant dans le cadre de la réalisation du Projet d'offre alimentaire/café-terrasse, d'animations et de prise en charge du pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025

1. MISE EN CONTEXTE

Fondé en 1867, le parc Notre-Dame-de-Grâce est le plus vieux parc du quartier Notre-Dame-de-Grâce. Avec ses grands espaces verts gazonnés, ses nombreux arbres matures, sa place commémorative de Vimy, ses aires de pique-nique, ses jeux d'eau, son parc canin et ses patinoires en hiver, le parc est un lieu privilégié pour se détendre.



Emplacement du parc

Rénové en 2018 et situé au centre du parc, son pavillon offre divers services et commodités (air climatisé, fontaine d'eau potable, table à langer, toilettes, Wi-Fi gratuit) afin d'agrémenter l'expérience des visiteurs, aider à la tenue d'activités, y prendre le goûter ou simplement rencontrer le voisinage. Le pavillon peut être réservé ponctuellement par des organismes. Sa cour avant est utilisée l'été pour des prestations artistiques, animations diverses et activités citoyennes. En hiver, une salle est disponible pour que les utilisateurs de la patinoire puissent y enfiler leurs patins.



Le pavillon et sa cour avant (avril 2024)

La rue Sherbrooke O. fait partie du territoire de l'Association de gens d'affaires Biz NDG. Il n'y a pas d'association de marchands exclusive à la rue. L'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce collabore sur divers projets en cours d'année en appui au commerce local et à la dynamisation de la rue Sherbrooke.

Activation du lieu en 2024 avec le *Rendez-vous*

À la suite d'un premier appel de proposition de l'arrondissement au printemps 2024, un projet d'offre alimentaire, de café-terrasse et d'animations a pris forme au pavillon du parc. Baptisé le *Rendez-vous* et réalisé avec l'OBNL local Rendez-vous NDG, l'initiative a connu un succès immédiat, et ce, dès ses premiers jours d'existence puis tout au long de l'été et de l'automne.



Le Rendez-vous au pavillon NDG - été 2024

Avec son achalandage total estimé de plus de 20 000 visiteurs pour la période de juillet à octobre 2024, le *Rendez-vous* a contribué à la vitalité culturelle et sociale du cœur du quartier Notre-Dame-de-Grâce.

Le Rendez-vous a permis, en quelques mois, de créer :

- Un lieu naturel de rencontres pour la communauté;
- Un lieu de diffusion pour les artistes locaux;
- Une nouvelle terrasse conviviale et intergénérationnelle dont chacun peut profiter;
- Un lieu propice aux rencontres et qui combat l'isolement social;
- Un lieu de célébration qui rend d'autres quartiers envieux;
- Un sentiment d'appartenance pour le lieu développé par les citoyens et citoyennes.

2. MANDAT, DURÉE, DATES ET HEURES D'OPÉRATIONS

Le mandat est composé de deux volets complémentaires concernant le pavillon du parc:

- **Volet 1**: Offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations.
- **Volet 2**: Prise en charge de l'accueil, de la surveillance et de la gestion des locaux.

Nom de l'installation: Pavillon NDG, 3501, avenue Marcil

Dates et durée complète du mandat d'animation du **Volet 1**
Du 15 avril au 31 décembre 2025 (37 semaines)

Saisons d'animations du **Volet 1**
Du début du week-end de la Fête des patriotes (jeudi 15 mai) jusqu'au dimanche 7 septembre 2025 inclusivement.

Saison Printemps (15 mai - 28 juin)

- Vendredi: 18h-21h
- Samedi: 17h-20h

Saison été (3 juillet - 31 août)

- Jeudi: 18h-21h
- Vendredi: 18-21h30
- Samedi: 17h-20h
- Dimanche: 16-19h : selon propositions de la communauté (très petits cachets pour les dimanches)

Saison Automne (1 sept - 7 sept)

- Samedi: 16h-19h
- Dimanche: 15-18h

Dates des périodes d'animations ponctuelles selon les opportunités
Du 15 avril au mercredi 14 mai 2025 inclusivement et du lundi 8 septembre au 31 décembre 2025 inclusivement.

Vente - **Volet 1**
Il sera permis de vendre des articles promotionnels reliés au projet, de la nourriture et de l'alcool à l'emplacement prévu du projet, soit dans le pavillon, sur la terrasse, sur la cour avant et sur son pourtour. Ces paramètres ne doivent pas être interprétés comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) ou tout règlement adopté en vertu de celles-ci.

3. VOLET 1 : OFFRE ALIMENTAIRE/CAFÉ-TERASSE JUMELÉE À UNE PROGRAMMATION D'ANIMATIONS

Tout en s'inspirant du succès obtenu en 2024 avec le projet Rendez-vous, sans s'y restreindre, les principales actions qui devront être réalisées par le **Contractant** dans le cadre du mandat sont les suivantes :

3.1 Mandat global

- Prendre en charge à titre d'organisme délégué, un service d'offre alimentaire/café-terrasse, jumelé à une programmation d'animations au pavillon pour la période été/automne 2025;

- Prévoir un aménagement éphémère extérieur qui fera preuve d'un potentiel d'attractivité, qui incitera à l'appropriation des lieux par les citoyens, qui favorisera la consommation locale et qui contribuera à l'animation naturelle de l'espace public. L'aménagement devra accorder une attention particulière à l'expérience des usagers. Il doit, entres autres, bonifier l'ambiance, la convivialité et le confort à l'aide du mobilier installé pour l'occasion;

- Prendre en charge toutes les actions de réalisation du projet afin que le mandat soit de type clé-en-main, de sa genèse à sa terminaison (mises à part les actions prévues par la **Ville** qui sont définies au point *5- ENGAGEMENTS DE LA VILLE POUR LES DEUX VOLETS*, en page 25 ce document).

- En assumant le **Volet 1** et le **Volet 2** détaillé dans la section suivante, rejoindre l'objectif de la **Ville** de s'assurer de la pertinence de confier à un seul et même organisme ces deux volets complémentaires, et ce, afin d'atteindre une synergie qui permettra de bonifier le projet global mais aussi une utilisation efficiente des ressources humaines, matérielles et financières disponibles, le tout au bénéfice de la qualité des services offerts aux citoyens de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

3.2 Actions reliées à la planification, la réalisation et la gestion du projet

- Prendre connaissance de la documentation fournie par la **Ville** une fois le mandat attribué, le cas échéant;

- Participer à une rencontre de démarrage avec la **Ville** qui inclura une mise en contexte plus élaborée, des échanges concernant les attentes de la **Ville** et les interrogations du **Contractant**;

- Prévoir avec la **Ville** une rencontre de suivi de la préparation du projet 7 jours avant le début de celui-ci;

- Participer à chaque semaine durant la réalisation du mandat à une brève rencontre (en ligne ou téléphonique) de suivi et d'échanges avec le représentant de la **Ville** sur l'état d'avancement du projet et sur son déroulement tout au long du mandat;

- Dans le cadre de l'utilisation de la cuisinette du pavillon et l'opération du volet d'offre alimentaire/café-terrasse, le **Contractant** s'engage à :

    - Ne pas installer d'équipements servant à la cuisson d'aliments qui nécessitent l'aménagement de hottes d'évacuation (ex. : friteuse) et s'engagera à ne pas modifier les lieux à moins d'avoir reçu au préalable l'autorisation écrite;

    - Ne pas entreposer de bonbonnes de gaz, ni de poêle BBQ à l'intérieur du pavillon;

    - Prendre en charge le maintien de la propreté, de l'entretien et le maintien en bon état et à ses frais des espaces et équipements utilisés (intérieurs et extérieurs) lors des heures d'opérations prévues, et ce, en complément avec les actions de la **Ville** habituellement réalisées à ce sujet. L'entretien ménager, en dehors des heures d'opération du pavillon, sera sous la responsabilité de la **Ville**.
    - Dans le choix de ses fournisseurs, ententes et partenariats à conclure, favoriser d'abord lorsque possible les entreprises, restaurateurs et collaborateurs provenant de la rue Sherbrooke Ouest (entre Claremont et Cavendish), sinon ensuite les fournisseurs, restaurateurs et collaborateurs provenant du quartier Notre-Dame-de-Grâce, sinon ensuite du quartier Côte-des-Neiges, le tout en favorisant également une complémentarité de l'offre commerciale de ce volet alimentaire avec celle déjà présente sur la rue Sherbrooke ouest entre Claremont et Cavendish;

    - Faire approuver par la **Ville** à l'avance le type de menu qui constituera l'offre alimentaire;

    - Respecter la règlementation en vigueur de la Ville de Montréal relative aux plastiques à usage unique dans les restaurants et les commerces alimentaires;

    - Afin de réduire l'utilisation de plastique, ne pas vendre et/ou utiliser de contenants et bouteilles d'eau de plastique à usage unique vu la présence d'abreuvoir qui sont mises à disposition des citoyens dans le pavillon;

    - Qu'au moins une partie de l'offre alimentaire (menu) et de bar (consommations, avec ou sans alcool) soit offerte à prix abordable afin de permettre à une grande variété de clientèles d'y avoir accès, y compris celle composée de citoyens à revenus plus modestes.

    - Permettre aux citoyens de consommer leur propre nourriture sur place à l'intérieur du pavillon, sur la terrasse et sur le pourtour de la cour avant, en respect du plan d'aménagement du projet approuvé par la **Ville**.

- Proposer à la **Ville** toutes autres actions nécessaires pour assurer le bon déroulement et le succès du projet.

- Afin de mesurer le taux de fréquentation du pavillon pendant la durée du projet (espaces intérieurs, extérieurs et cour avant), prévoir une méthode de mesure de l'achalandage (nombres de personnes et/ou ventes, compteurs électroniques sur porte d'entrée, sur la terrasse, etc.) lors des heures d'opérations;

- Dans le cadre de la réalisation du mandat, le **Contractant** demeurera propriétaire des équipements et du matériel acquis et tels que détaillés au budget du projet et dans cette entente. Toutefois, advenant le retour d'un projet d'offre alimentaire et de café-terrasse jumelés à une programmation d'animations au pavillon en 2026 et que le **Contractant** n'est pas le mandataire retenu pour la mise en œuvre du dit projet en 2026, le **Contractant** cédera gratuitement à la **Ville** avant le 1er avril 2026 tous les équipements et le matériel acquis pour la réalisation du projet en 2024.

- Souscrire à une police d'assurance responsabilité civile d'au moins cinq (5) millions de dollars avec comme coassurée la Ville de Montréal et qui couvrira toutes les actions prévues dans la réalisation du mandat. Un

formulaire d'avenant de la Ville de Montréal et permettant de confirmer cette couverture d'assurances devra être dûment rempli par le **Contractant**, de concert avec son assureur, et remis ensuite à la **Ville** par le **Contractant** avant le début du mandat.

- Prévoir que la **Ville** pourra, lors d'événements spéciaux ponctuels à tenir dans le pavillon et sur sa cour-avant, se prévaloir du droit de contracter d'autres fournisseurs, et ce, afin de desservir adéquatement les clientèles associées auxdits événements.

3.3 Animations

- Offrir une programmation gratuite d'animations artistiques extérieures diverses de type *soft* (musique, danse, DJ, etc.), un budget qui y sera alloué, et ce, en collaboration, lorsque possible, avec des groupes communautaires ou artistes locaux. Cette programmation d'animations devra être approuvée préalablement par la **Ville**;

- À l'occasion du projet, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur sera exceptionnellement permis sur le site du projet aux heures et conditions suivantes :

  - Animations musicales et culturelles: jeudi, vendredi, samedi de 12h00 PM (midi) à 21h00, dimanche au mercredi: de 12h00 PM (midi) à 19h00;

  - L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

  - Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 20 mètres des appareils sonores.

  - Maintenir un niveau sonore qui permettra une cohabitation harmonieuse avec les résidents riverains relativement aux animations musicales.

- S'assurer que les animations offertes et les actions réalisées dans le cadre du projet permettront une cohabitation harmonieuse avec la tenue d'autres activités ponctuelles ou régulières par d'autres organismes locaux et/ou groupes de citoyens susceptibles d'utiliser des espaces intérieurs ou extérieurs du pavillon;

- Prévoir une collaboration avec les organismes locaux et/ou groupes de citoyens et avec les représentants de la **Ville** pour que l'utilisation du pavillon et de ses différentes composantes et équipements puisse se dérouler en complémentarité avec le projet, de façon harmonieuse et respectueuse entre les différents utilisateurs (exemple: cuisinette, cour avant, salle intérieure, sous-sol, entreposage, etc.);

- Faire preuve de flexibilité et d'adaptabilité lorsque requis, dans sa collaboration avec les représentants de la **Ville** (culture, services des parcs, sports et loisirs, travaux publics, etc.) en vue que soient intégrées des activités d'animations culturelles ou de prestations artistiques prévues dans le calendrier des activités de la **Ville** et qui requièrent l'utilisation du pavillon et de sa cour avant. Ceci doit inclure la possibilité que le Rendez-vous fasse relâche à certains moments précis pour une courte durée déterminée, le cas échéant, et ce en fonction des horaires d'utilisations du pavillon qui auront été planifiés par la **Ville**.

3.4 Branding du projet et communications

- En respect du branding visuel du *Rendez-vous*, utiliser un langage visuel uniforme dans ses actions de communications et sur l'ensemble des différentes installations et composantes du projet (signalétique, signature visuelle, barrières, etc.);

- Réaliser des actions de communications (relations de presse, affiches, éléments in situ, réseaux sociaux, etc.) qui viseront à:
    - Promouvoir le projet et qui incluront des actions de communications à être réalisées en collaboration avec la **Ville** et qui teindront compte également des actions de communications réalisées par la **Ville** dans la cadre de la tenue d'activités culturelles au pavillon;

    - Assurer une identification de la **Ville** (logo) à l'extérieur et à l'intérieur du pavillon, sur les réseaux spéciaux et qui soulignera sur tout support de communications que ce projet a été rendu possible grâce au soutien de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

- Tout matériel publicitaire et de communications relatif à l'événement devra être au préalable approuvé par la **Ville** avant toute impression et/ou diffusion. Le **Contractant** s'engage à donner un minimum de 48 heures d'avis pour cette approbation.

3.5 Pendant le projet

- Assurer et superviser le bon déroulement du volet opérationnel du projet et le respect de ses engagements en tant qu'organisme délégué dans le cadre de son mandat, et ce pour toute la durée du projet, avec la présence d'employés qui permettront de s'en assurer;

- S'assurer de l'entretien et de la réparation du matériel de la **Ville** (exemple : chaises et tables) qui sera utilisé dans le cadre du projet, de le protéger contre le vol, le vandalisme et les intempéries (rangement quotidien et/ou sécurisation du matériel entreposé à l'extérieur à l'aide de câbles et de cadenas, etc.) lorsqu'il est non utilisé en dehors des heures d'opérations prévues dans le cadre du projet;

- S'assurer que les bonbonnes de gaz propanes, l'équipement extérieur fonctionnant au gaz et utilisé dans le cadre du projet (BBQ, tables au propane, brasero au propane) et que le lieu d'entreposage extérieur de bonbonnes de gaz propanes respectent les normes en vigueur du Service des incendies de la Ville de Montréal. De plus, l'approbation pour le choix du lieu d'entreposage extérieur et l'autorisation pour l'utilisation de ces équipements au gaz propane dans le cadre du projet devront être approuvés préalablement par la **Ville** avant d'être utilisés;

- S'assurer de la propreté continue des espaces intérieurs et extérieurs utilisés dans le cadre de la réalisation du projet durant les heures d'exploitation (cour-avant, planchers, poubelles, entreposage/disposition des ordures, déchets recyclables et compostable entre les collectes si requis, mobiliers intérieur/extérieur), de disposer lorsque requis des ordures aux horaires communiqués et aux endroits précisés par la **Ville** et se conformer aux directives relatives aux déchets recyclables et compostables, et pour ce faire, collaborer lorsque requis avec les représentants de la division des travaux publics (propreté, recyclage), le tout, en complément avec les actions de la **Ville** habituellement réalisées à ce sujet;

- S'assurer de ne pas interrompre volontairement le fonctionnement du système de climatisation du pavillon à l'intérieur et de ne pas nuire au maintien d'une température fraiche à l'intérieur du pavillon lors de périodes de canicule et/ou de grandes chaleurs extérieures estivales afin de maintenir la vocation publique du pavillon d'halte fraicheur accessible pour les citoyens lors de ses heures d'opérations;

- L'accès des toilettes situées au sous-sol du pavillon devra être limitée au personnel du **Contractant**.

- Ne pas tenir d'activités intenses à l'intérieur du pavillon (danse, sauts, sports) et éviter l'utilisation d'équipements lourds. Le nombre total de personnes à l'intérieur ne doit jamais dépasser cinquante (50) personnes et si des équipements lourds sont utilisés, le nombre de personnes doit être réduit de moitié. Éviter de concentrer beaucoup de personnes ou des objets lourds à un seul endroit. Dans cet esprit, il faudra limiter le poids du comptoir et éviter d'y concentrer des objets lourds à proximité. De plus, l'installation du comptoir

ne doit pas nécessiter des perforations sur le plancher ou sur les murs (présence de réseaux électriques et mécaniques).

- Fournir à la **Ville** une liste des contacts et numéros de téléphones portables des responsables du projet pour **le Contractant** ;

- Interdire l'accès aux espaces utilisés dans le cadre du projet aux marchands temporaires non autorisés et n'ayant pas de permis d'occupation commerciale municipal;

- Assurer un contrôle pour qu'aucune entreprise itinérante d'échantillonnage commerciale ou autre et non autorisée n'ait accès aux espaces qui seront utilisées pour le projet.

- Informer la Ville sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux installations du pavillon;

3.6 Permis, autorisations et droits

- Si un permis d'alcool est requis dans le cadre de la réalisation du projet, et ce pour toute sa durée, prendre en charge la démarche pour le dépôt d'une demande et l'obtention du dit permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux. Une copie de ce permis devra être remis à la **Ville** une fois obtenu et ce avant le début des activités pour lesquelles le permis a été demandé.

  En fonction du projet et en respect de la réglementation municipale, des dérogations (ordonnances) devront être obtenues de la part du conseil d'arrondissement pour servir et/ou vendre de l'alcool sur le domaine public. Entre autres choses, les exigences suivantes devront être également respectées:

  - La consommation d'alcool devra être limitée à un périmètre spécifique et ne sera pas autorisée ailleurs dans le parc;

  - Les bouteilles de verres (exemple: bière) ne seront pas autorisées et les boissons devront être servies dans des récipients respectant la politique de la **Ville** en matière d'éco-responsabilité.

- Prendre en charge et assumer les coûts de toute démarche requise en vue de l'obtention de tous permis et/ou de paiements de droits et/ou de licences nécessaires au volet alimentaire (exemple: MAPAQ) et au volet d'animations (exemple : redevances SOCAN) et/ou reliés à la réalisation du projet par **l**e **Contractant.**

3.7 Après la réalisation du projet

- Rédiger en fin de mandat un rapport-bilan concis faisant état de constats relatifs au déroulement du **Volet 1** (photos à l'appui), à son rayonnement, de son niveau de succès, de recommandations et de suggestions, de son bilan financier (dépenses, revenus, surplus), et le cas échéant, de correctifs à apporter en vue de favoriser le retour (ou non) du projet en 2026 et pour les années à venir;

- S'engager à réserver tout surplus financier généré par les opérations d'offre alimentaire et de vente d'alcool au cours du mandat soit utilisé lors de l'année suivante du mandat afin de contribuer au financement d'un projet similaire au pavillon du parc ou d'une autre initiative destinée à la bonification des services offerts ou de l'offre d'animations du pavillon du parc, projet et/ou initiative qui sera déterminé et choisi d'un commun accord avec la **Ville**;

4. VOLET 2 : PRISE EN CHARGE DE L'ACCUEIL, DE LA SURVEILLANCE ET DE LA GESTION DES LOCAUX DU PAVILLON

Dans le cadre de **Volet 2**, et en complément au **Volet 1**, le **Contractant** sera responsable de l'accueil des citoyens usagers, artistes et organismes locaux, ainsi que de la surveillance et la gestion de l'occupation du pavillon qui constitue une installation publique de loisirs appartenant à la Ville de Montréal.

Nom de l'installation:	Pavillon NDG
Adresse:	3501, avenue Marcil
Durée [1] :	Du 16 juin 2025 jusqu'au 31 décembre 2025 (28 semaines)

Note 1 - La date prévue de début du **Volet 2** et sa durée en nombre de semaines pourraient être modifiées par la **Ville** et le **Contractant** y consent. Le cas échéant, les honoraires à verser au **Contractant** pour le **volet 2** seront ajustés au prorata du nombre réel de semaines à prendre en charge, et ce, sur la base des honoraires initialement prévus de la présente entente.

Les locaux d'exploitation du pavillon incluent la cuisinette, la grande salle au rez-de-chaussée, la petite salle au sous-sol ainsi que la salle de vestiaire utilisée par les patineurs l'hiver.

Pour le projet, la **Ville** mettra à la disposition du **Contractant** le pavillon du parc NDG, et ce, en respect des conditions d'utilisations énoncées dans l***'Annexe 2*** *- Installations mis à* la *disposition du* ***Contractant*** *par* la ***Ville*** *pour réaliser son projet* et également décrites dans les sections suivantes de cette entente. Les installations sont décrites dans la partie B et C de cette même annexe.

4.1 Objectifs généraux

- Assurer l'accès et l'accueil des usagers et des organismes identifiés par la **Ville** aux espaces convenus et les guider en assurant leur confort et leur sécurité dans les installations de la **Ville**;
- Assurer la surveillance du pavillon, la gestion des locaux, les rendre disponibles aux usagers du pavillon et en assurer une gestion adéquate;

- Tout en respectant la mission de la **Ville**, l'exploitation des locaux devra favoriser des activités répondant aux besoins de la population du secteur.

4.2 Exploitation des Installations

Le Contractant devra concevoir un calendrier d'exploitation en tenant compte des exigences du mandat et des différents usages du pavillon et qui visera à en faire un lieu:

- Convivial où les familles et les usagers du parc pourront venir s'y reposer et s'y rencontrer librement;

- Où les groupes (OSBL reconnus par la **Ville**) en loisir, culture, sport et activité communautaire pourront offrir des activités et des rencontres sur une base ponctuelle ou régulière;

- Ayant sa propre offre d'activités en complémentarité avec l'offre des OBNL reconnus occupant les salles du pavillon, tout en s'assurant de ne pas répéter l'offre déjà existante dans le secteur;

- Permettant la réservation gratuite de salles à d'autres OBNL pour les organismes locaux reconnus par la **Ville**, dans l'éventualité où des plages horaires seraient libres.

4.3 Période d'ouverture du pavillon

Les heures d'ouverture de pavillon pourront s'étaler de 8h à 22h, selon la semaine, la fin de semaine et la saison.

L'horaire et le calendrier d'exploitation devront être approuvés par la **Ville** et respecté par le **Contractant** et pourront faire l'objet de discussions en vue de l'attribution du mandat.

Période avec surveillance : équivalant à une moyenne de 35 h par semaine sur la période de 28 semaines correspondant à la durée du **Volet 2**.

Horaire :
SAISON REGULIÈRE (23 juin - 7 septembre)
Lun-Mer: 12h-20h
Jeu-Ven: 12h-22h
Samedi: 12h-21h
Dimanche: 12h-20h

BASSE SAISON (16 juin au 22 juin et du 8 septembre au 31 décembre)

Lun-Ven: 16h-20h
Sam-Dim: 12h-20h

Fermeture du Pavillon (offre de service non obligatoire), lors des jours fériés suivant :

- Fête du jour de l'An (1er janvier)
- Dimanche de Pâques (mars ou avril)
- Fête des Patriotes (mai)
- Fête nationale (24 juin)
- Fête du Canada (1er juillet)
- Fête du travail (septembre)
- Fête de l'Action de grâce (octobre)
- Veille de Noël (24 décembre)
- Fête de Noël (25 décembre)
- 31 décembre

Le mandat permet d'ouvrir et d'offrir des services dans le pavillon lors des journées fériées. Cependant aucun montant ne sera accordé au **Contractant** pour couvrir les frais d'exploitation et aucun entretien ne sera fait par la **Ville**.

4.4 Ressources humaines

4.4.1 Personnel

Le **Contractant** sera responsable, à ses frais, de la gestion des ressources humaines, de la définition des postes, du recrutement, de l'embauche, de l'évaluation et de la formation du personnel assurant la surveillance du pavillon. À cet effet, le **Contractant** devra mettre sur pied un programme complet de formation de la main-d'œuvre ainsi qu'un plan de relève.

Se retrouve dans **l'Annexe 3** une description de poste d'agent(e) d'opérations du pavillon.

4.4.2 Gestionnaire

Le **Contractant** devra s'assurer, pour la durée du mandat et à plein temps, d'identifier un employé agissant comme gestionnaire du **Volet 2**. Cet employé :

- Agira comme représentant du **Contractant** auprès de la **Ville** et de la clientèle;

- Devra être apte à prendre des décisions relatives à l'administration et à l'exécution du contrat;

- Devra posséder les outils de communication nécessaires (ex. : cellulaire et courriel) afin d'être joint en tout temps;

- Devra être présent, à la demande de la **Ville**, aux réunions d'administration ou de coordination ou à toute autre rencontre, si nécessaire;

- Devra être disponible, du lundi au vendredi, tout en étant tenu de se présenter, lorsque requis, afin de s'assurer du bon agissement de son personnel en soirée et durant les fins de semaine;

- Devra voir à la sécurité du Pavillon, en s'assurant de l'utilisation adéquate des divers systèmes et équipements mis à sa disposition;

- Sera responsable de répondre aux demandes des citoyens concernant l'offre de services, les activités et les modalités d'accès au pavillon;

- Sera responsable de la compilation des fréquentations, des demandes de prêts et de location des salles.

4.4.3 Liste du personnel

Le Contractant devra transmettre au représentant de la **Ville**, la liste de son personnel accompagnée de leurs coordonnées, leur certification en premiers soins (point 4.4.7) et leur affectation respective. Cette liste devra être tenue à jour. Le **Contractant** devra tenir informé le représentant de la **Ville** de toute modification apportée à cette liste.

4.4.4 Qualifications

Le personnel du contractant devra posséder les qualifications minimales exigées par les lois et règlements en vigueur.

4.4.5 Conditions salariales

Les conditions salariales établies entre le **Contractant** et son personnel sont de son entière responsabilité. Toutefois, la **Ville** devra en être tenue informée. Il pourra ainsi, si elle le juge opportun, faire des recommandations au contractant qui devra en tenir compte. De plus, le **Contractant** devra fournir à la **Ville** la liste des postes et le taux horaire de chacun de ses employés.

4.4.6 Relations avec le public

Le **Contractant** devra prendre les mesures nécessaires pour qu'en tout temps, son personnel fasse preuve de professionnalisme et de courtoisie envers le public. Toute plainte à cet effet sera transmise verbalement au contractant par le représentant de la **Ville**. Si nécessaire, en cas de récidive, le représentant de la **Ville** formulera par écrit ses recommandations au contractant.

4.4.7 Premiers soins

Le **Contractant** devra assurer la présence de personnel dûment qualifié et habilité à dispenser les premiers soins au public (premiers soins généraux incluant la réanimation cardio-respiratoire RCR et l'utilisation d'un

défibrillateur externe automatisé DEA) sur les lieux dont il a la responsabilité durant les heures d'ouverture prévues du pavillon. De plus, les lieux devront être équipés d'un nombre suffisant de trousses complètes de premiers soins. Le renouvellement du matériel de premiers soins sera à la charge du **Contractant** selon les normes et lois en vigueur. Le personnel devra détenir une certification valide 16 heures de cours de premiers soins, valide pour 3 ans, datant de moins de deux (2) ans et provenant obligatoirement d'un des fournisseurs suivants:

- Société de sauvetage du Québec;
- Ambulance St-Jean;
- C.N.E.S.S.T;
- Croix-Rouge Canadienne;
- Fondation des maladies du cœur.

4.5 Surveillance et opérations

Le **Contractant** devra assurer la présence du personnel nécessaire aux opérations, et ce, conformément aux périodes prévues dans le cadre du mandat. Il devra y maintenir au moins une ressource pendant les heures d'ouverture du pavillon. Cette ressource aura la tâche de s'assurer:

- De rendre accessible l'installation aux usagers;
- De la sécurité des participants et des lieux;
- Du service à la clientèle;
- Du respect des règlements;
- Du montage et du démontage des équipements au besoin;
- D'intervenir dans les cas d'urgence;
- De vérifier les lieux et les équipements hebdomadairement et de signaler toutes anomalies.
- D'effectuer une surveillance adéquate des installations dans leur entièreté (vestiaires, toilettes, couloirs, etc.) et des activités et des événements se tenant au sein des installations;
- De fournir une réponse adéquate aux demandes d'informations provenant des membres utilisateurs des installations et/ou des personnes visitant les installations;
- D'informer le responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux installations.
- S'assurer de respecter toutes les normes concernant le nombre de participants admissibles par activité dans les locaux du pavillon, soit de ne pas tenir d'activités intenses à l'intérieur du pavillon (danse, sauts, sports) et éviter l'utilisation d'équipements lourds. Le nombre total de personnes à l'intérieur ne doit jamais dépasser cinquante (50) personnes et si des équipements lourds sont utilisés, le nombre de personnes doit être réduit de moitié. Éviter de concentrer beaucoup de personnes ou des objets lourds à un seul endroit. Dans cet esprit, il faudra limiter le poids du comptoir et éviter d'y concentrer des objets lourds à proximité. De plus, l'installation du comptoir ne doit pas nécessiter des perforations sur le plancher ou sur les murs (présence de réseaux électriques et mécaniques).

- Assurer l'accueil du public et des organismes partenaires et/ou locataires de la **Ville** (conventionnés ou non), et sans se restreindre aux généralités qui suivent, à fournir les renseignements demandés, à diffuser toutes informations provenant de la **Ville**, de ses partenaires ou d'intervenants identifiés par la **Ville**, à diriger les personnes vers les lieux recherchés et à répondre aux appels téléphoniques.

- Assurer l'accueil et la collaboration avec chaque fournisseur envoyé par la **Ville**.

- Assurer la surveillance des lieux, des personnes participant aux activités se déroulant dans les lieux et des biens utilisés aux fins de ces activités par un personnel compétent et suffisant en nombre, ayant reçu la formation en premiers soins correspondant aux exigences précisées au point 4.4.7 de cette entente.

- Assurer, selon un horaire approuvé par la **Ville** et dans le respect des attentes de cette dernière en matière de qualité de surveillance et d'accueil, l'accès au pavillon et à ses salles tout en s'assurant que le matériel et l'équipement nécessaires sont disponible et sécuritaires pour la tenue des activités régulières et des événements spéciaux.

- Vérifier périodiquement et au moment de l'ouverture et de fermeture du pavillon le bon fonctionnement et l'état de celui-ci et de ses divers systèmes et aviser la **Ville** dans les plus brefs délais de toute anomalie, de bris, défectuosité ou problème constaté lors d'une telle vérification.

- S'assurer que les issues intérieures soient dégagées et que les indications de sortie soient visibles en tout temps.

- Puisque la date de début de mandat du **Volet 2** diffère de celle du **Volet 1**, prévoir des échanges et collaborer avec l'organisme qui a la charge de l'accueil et de la surveillance du pavillon jusqu'au 15 juin 2025 inclusivement dans le cadre d'un mandat confié préalablement par la **Ville** si une période de transition est nécessaire. Ces échanges permettront de définir les paramètres de passation de mandat de surveillance mais aussi de cohabitation durant le projet, et ce, jusqu'au 15 juin 2025 inclusivement.

- Collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence et des procédures spécifiques dans le cadre des mesures d'urgences. En aucun cas la **Ville** ne pourrait être tenue responsable des dommages et inconvénients subis par le **Contractant** (exemple: impacts sur son offre de services, etc.).

4.6 Administration

4.6.1 Rapports

Le **Contractant** sera tenu de remettre un bilan concis de fin de mandat du **volet 2** et complémentaire au bilan du **Volet 1** évoqué au point 3.7 et conforme aux modalités fixées par la **Ville** ainsi que tous les rapports exigés par les clauses du contrat ou tout autre document exigé par la **Ville**. À titre indicatif, il devra fournir notamment les documents suivants :

- Rapport de participation global mensuel pour toutes les activités ayant lieu dans le pavillon aux heures d'exploitation déterminées, le cas échéant;
- Rapport hebdomadaire d'inspection de la propreté des installations;
- Rapport d'accident;
- Avenant d'assurance ou renouvellement;
- Horaire détaillé du personnel sur place ainsi qu'une liste complète du personnel;
- Rapport de vols;
- Registre des clés;
- Rapport de dommages;

- Liste des plaintes reçues;
- Tout autre rapport ou information jugé pertinent par la **Ville**.

Les rapports d'accidents et d'incidents doivent être transmis au représentant de la **Ville** dans les délais suivants:

- Accidents (ex. agression physique, ambulance, etc.) le plus rapidement possible ou dans les 24 heures suivant l'accident;
- Incidents (ex. vols, dommages, alarme, etc.) dans les 48 heures suivant l'incident;

Au préalable, le format des différents rapports devra être approuvé par la **Ville**.

4.6.2 Promotion et publicité

Le **Contractant** sera responsable de la conception, de l'impression, de la diffusion et des coûts de promotion et de publicité liés à l'offre de services et aux activités du pavillon. Le **Contractant** sera également responsable de la préparation des textes nécessaires à la parution des imprimés publics. Il est également responsable des coûts reliés aux travaux de conception et de préparation graphique nécessaires à la réalisation des outils de promotion. Le **Contractant** devra mettre en évidence l'appui et la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (avec logo) à son mandat dans toutes ses publications promotionnelles.

4.6.3 Commandite

Seule la Ville peut réaliser ou approuver des ententes de commandite à l'égard de ses installations. Le cas échéant, le **Contractant** devra respecter ces ententes.

4.6.4 Clientèle et procédure pour prêt des salles

Les demandes de réservation pour le pavillon pourront être acceptées pour des :

- Réunions;
- Cours;
- Assemblées;
- Colloques, conférences et expositions;
- Fêtes communautaires ;
- Activités loisirs, communautaires, culturelles et physiques.

Sont exclus les types d'activités suivantes :

- Collecte et entreposage d'équipement, de matériel et de nourriture autres que pour opérer le **Volet 1** du mandat;
- Toute activité pouvant nuire au bon fonctionnement du pavillon ou, tenant compte des usages permis, à la qualité de vie des résidents autour du parc NDG;
- Toute activité pouvant causer des dommages au pavillon;
- Toutes activités ou locations de natures privées ou commerciales autres que celles prévues au **Volet 1** dans le cadre du mandat confié au **Contractant** ;
- Toutes activités de nature politique ou religieuse.

Les clientèles, particulièrement les jeunes, les familles, les aînés et les OSBL reconnus par la **Ville**, devront être favorisés par le **Contractant** quant au prêt et à la location des salles.

La **Ville** se réserve le droit de permettre l'occupation gratuite de l'immeuble pour son personnel ou la tenue d'activités par des organismes approuvés au préalable par la **Ville**.

Le **Contractant** doit fournir, dans les vingt (20) jours de la signature de l'entente, sa procédure de réservation

des locaux, laquelle doit tenir compte des clientèles prioritaires de la **Ville** identifiées aux conditions d'exploitation du pavillon. Cette procédure doit indiquer clairement la mécanique de réception et de traitement des demandes de prêt et ses modalités, le cas échéant.

Dans la planification de son offre de services le **Contractant** doit prendre en considération que pendant la période hivernale, la salle de vestiaire pour le patinage (salle adjacente au vestibule #106, voir le plan fourni dans l'*Annexe 2, partie B - Plan du pavillon rez-de-chaussée*) devra demeurer libre en tout temps afin que les usagers de la patinoire extérieure puissent la fréquenter de façon sécuritaire.

4.6.5 Matériel et équipement

Le **Contractant** doit fournir tout le matériel de secrétariat requis pour la réalisation de ce mandat tel que crayons, enveloppes, papier de télécopieur et cartouches d'encre, formulaires, frais de poste, imprimante, cartouches d'encre pour imprimante et tout autre matériel jugé nécessaire pour son bon fonctionnement.

4.7 Entretien

4.7.1 Entretien sanitaire du Pavillon

Il est entendu de la part du **Contractant** qu'il s'assurera que les espaces publics, les halls et les sanitaires du pavillon soient propres en effectuant des rondes de surveillance aux deux heures et davantage s'il y a beaucoup d'affluence. Au besoin, un entretien d'appoint devra être réalisé par le **Contractant**.

Un contrat pour l'entretien sanitaire en dehors des heures d'ouvertures du pavillon sera par ailleurs accordé à un tiers par la **Ville**.

Le **Contractant** devra assurer la propreté des aires consacrées à la consommation de nourriture (planchers, poubelles, mobiliers intérieur et extérieur) durant les heures d'exploitation.

4.7.2 Enlèvement des ordures

Le **Contractant** verra à disposer des ordures à l'endroit indiqué par la **Ville**. De plus, il devra se conformer aux directives relatives aux déchets recyclables et au compostage établies par la **Ville**.

4.7.3 Déneigement

Le **Contractant** sera responsable du déneigement et du déglaçage des accès au pavillon, tels que les escaliers et les entrées, et devra voir, durant la saison hivernale, à saler ou à épandre des abrasifs à ces mêmes endroits afin que le public accède au pavillon sans risque pour la propriété ou les personnes. Il devra s'acquitter promptement de ces tâches.

4.7.4 Appel de service

À la suite de la constatation d'un bris ou anomalie ou dans les cas d'urgences ne relevant pas de sa responsabilité contractuelle, le **Contractant** devra effectuer un appel de service à la **Ville** et en aviser le représentant.

4.7.5 Équipement fourni par la **Ville**

La **Ville** fournit du mobilier (chaises et tables non fixes pour utilisation à l'intérieur seulement). Il fournit également certains équipements, soit : réfrigérateur, cafetière; four à micro-ondes, bouilloire; etc.

5. ENGAGEMENTS DE LA VILLE POUR LES DEUX VOLETS

5.1 Engagements

Dans le cadre des **Volets 1 et 2** du mandat, la **Ville**:

- Nommera un représentant qui agira auprès du **Contractant** en tant que personne contact pour l'exécution du contrat.

- Assumera les travaux de déneigement des voies d'accès véhiculaires du parc lorsqu'elle le juge nécessaire.

- Sera responsable des travaux de réparation et d'entretien majeurs et mineurs relatifs au pavillon, notamment à la toiture et à la structure du bâtiment. Le **Contractant** devra rendre accessible les lieux pour permettre ces travaux d'entretien ou réparations du bâtiment.

- Assumera les coûts d'énergie nécessaires au bon fonctionnement des installations du pavillon.

5.2 Actions

- Offrir sa collaboration au **Contractant** pendant la durée du mandat afin de favoriser le succès du projet et agir à titre de facilitateur afin d'assurer l'implication des divisions de la **Ville** qui pourraient être appelées à collaborer à la mise en œuvre;

- Fournir des équipements dont la **Ville** dispose et qui pourront être utilisés dans le cadre du projet et dont la liste sera à confirmer selon entente entre le **Contractant** et la **Ville**. Ces équipements pourront inclure, de façon non exhaustive, ces éléments:

    - Ensembles de chaises, tables et parasols pour usage sur la terrasse de la cour-avant du pavillon;
    - Chaises, tables de type bistro et table de type pique-nique pour usage sur le pourtour de la cour avant du pavillon;
    - Équipements déjà présents dans le pavillon (incluant la cuisinette);
    - Mobilier déjà présent à l'intérieur du pavillon (chaises et tables non fixes pour utilisation à l'intérieur seulement).

- Une fois que seront respectés les attentes de la **Ville**, les règlements, normes et paramètres fixés par les pouvoirs municipaux et services publics pour la tenue du projet, émettre le permis d'occupation du domaine public et obtenir les ordonnances requises autorisant la réalisation du projet en temps et lieux prévus et selon les horaires d'opérations qui auront été retenus en collaboration avec le **Contractant** ;

- S'assurer que le **Contractant** n'ait pas à défrayer de frais reliés à l'occupation du domaine public dans le cadre de la réalisation du projet;

- Fournir une liste des contacts et de numéros de téléphones des responsables municipaux susceptibles d'avoir à collaborer avec le **Contractant** et son équipe lors de la réalisation du projet.

6. HONORAIRES

Le mandat est à prix forfaitaire.

Les honoraires incluent la fourniture de tous les services et coûts reliés à la réalisation des deux volets du mandat et des actions y étant reliées (Par exemple : location et acquisition d'équipements et de matériel, installation, montage,

démontage sécurité, communications, nourritures, boissons, location de matériel, coûts de main-d'œuvre et taux horaires, gestion du mandat, location, salaires, avantages sociaux, CNESST et CNT, sous-traitant déneigement, assurances, télécommunications, équipement, premiers soins, assurances civiles, formations, cours et certifications, frais de gestion, etc.) et les détails de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ).

Une fois l'entente signée, par suite de l'acceptation de conformité des services et livrables par la **Ville**, les honoraires seront payés à la suite de la réception des factures, conformément à l'entente convenue entre les parties dans la convention de services (point 8.2, page 5).

8. DROITS DE PROPRIÉTÉ

Le **Contractant** ne pourra prétendre à des droits de propriétés du projet, de son image, de son concept et/ou tout concept développé dans le cadre du mandat (volets 1 et 2).

Annexe 2
Projet d'offre alimentaire/café-terrasse, d'animations et de prise en charge du pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025

Installations mises à la disposition du Contractant par la Ville pour réaliser son projet
Conditions générales d'utilisation

Partie A - Conditions générales

La **Ville** met à la disposition du **Contractant** les installations décrites dans la **partie B** et **partie C** de la présente annexe.

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, le Contractant :

1. Ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la **Ville**.

2. Doit informer de la **Ville** sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les installations ainsi que de toutes défectuosités, toutes fuites, tout bris ou tout dommage causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. Ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit de la **Ville**.

4. Doit également respecter les normes de de la **Ville** concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la **Ville**.

5. Ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les installations.

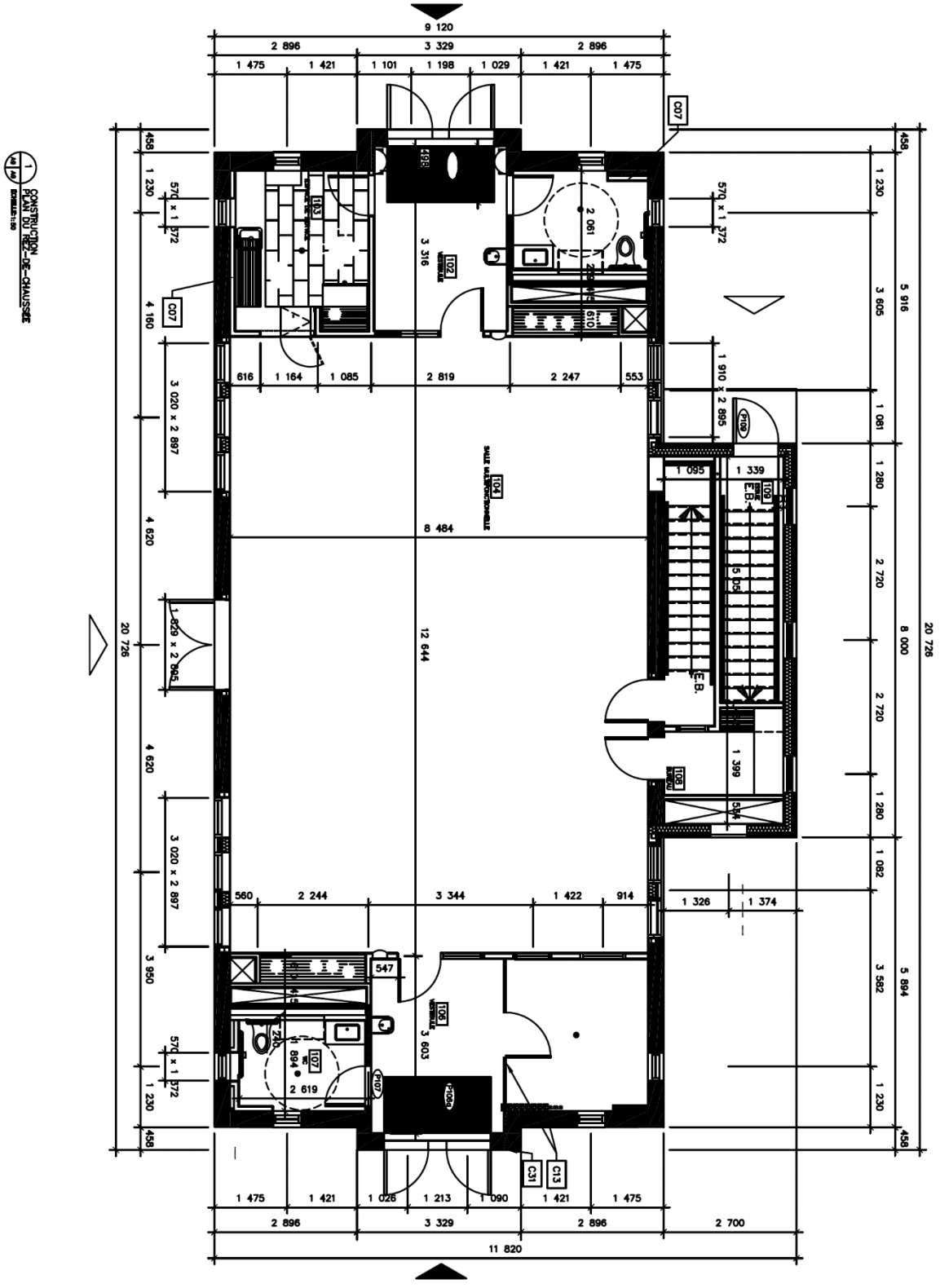
6. Doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, **le Contractant** devra affecter une personne fiable à cette tâche.

7. Doit veiller à ce que ne soit pas troublée la jouissance normale des installations par les autres occupants, le cas échéant.

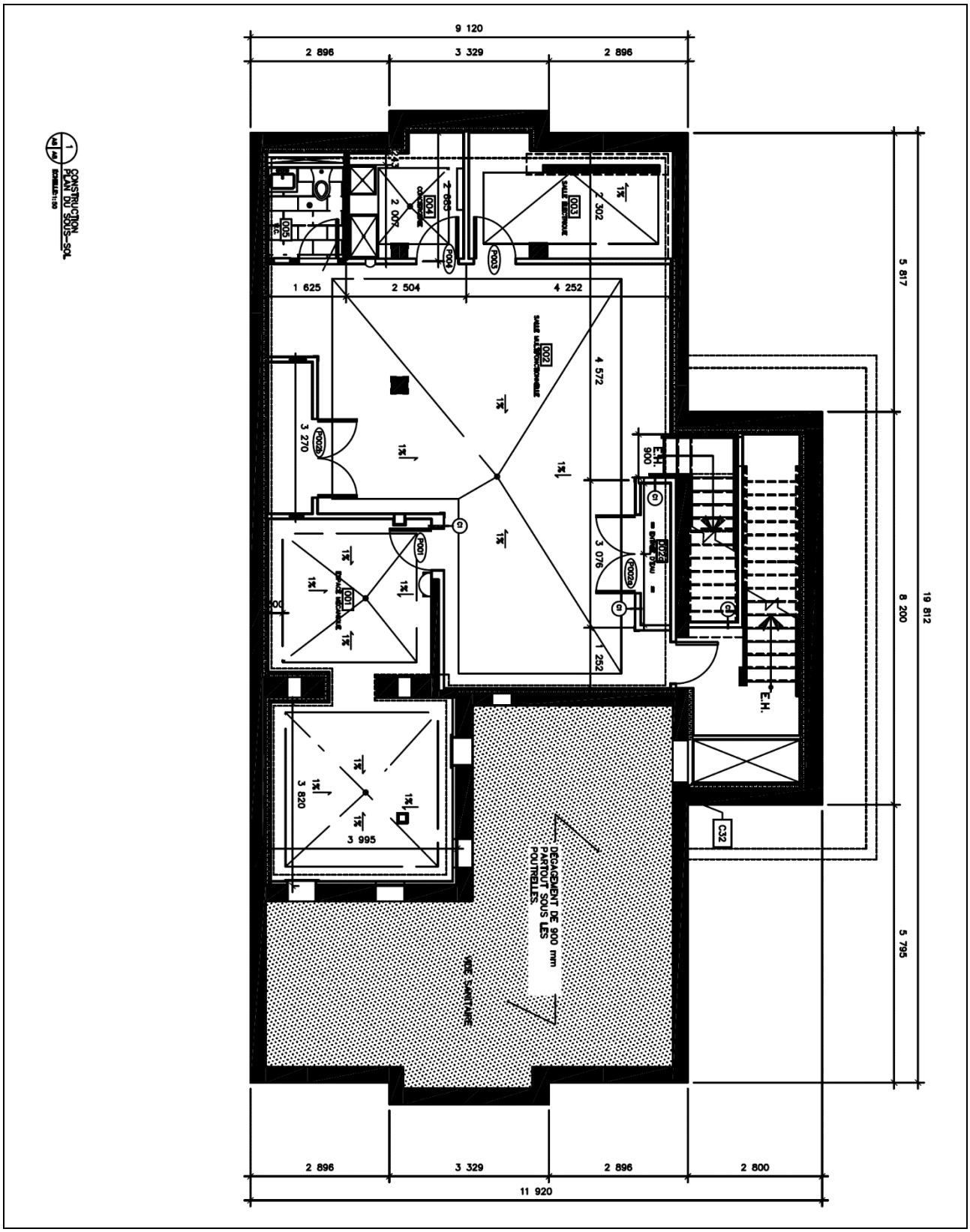
8. Doit s'assurer que les installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la **Ville** n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

9. Doit collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

Annexe 2, partie B - Plan du pavillon rez-de-chaussée



Annexe 2, partie C - Plan du pavillon sous-sol



Annexe 3

Projet d'offre alimentaire/café-terrasse, d'animations et de prise en charge du pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025

Exemple* - Description de poste
Agent(e) d'opérations du pavillon

Rôle principal du titulaire :

- Sous la supervision de la personne responsable du **Contractant**, l'agent d'opération accueille et informe les citoyens et les organismes communautaires au pavillon NDG.
- Il assure le bon déroulement des activités et opérations lorsque sur place.
- Il assure la sécurité et le confort des lieux.

Principales tâches et responsabilités réalisées par l'agent(e) d'opération :

- Accueille et informe les citoyens et les organismes communautaires des services et activités offertes au Pavillon, au parc et dans le quartier /arrondissement.
- Assure la surveillance des lieux (salles et toilettes).
- Effectue la vérification et assure la sécurité des espaces du pavillon et des utilisateurs.
- Effectue le montage et le démontage de l'équipement.
- Assure un service à la clientèle de qualité
- Assure le respect des lieux par les utilisateurs
- Effectue diverses tâches de nettoyage mineures
- Effectue des tâches administratives (Rapport et prise de commentaires)
- Intervient en cas d'urgence
- Effectue toutes autres tâches connexes

Autres considérations :

- Accomplir les tâches dans un esprit de coopération avec les autres employés.
- Adhérer à la mission, la vision et les valeurs du **Contractant**.
- Offrir le meilleur des compétences afin d'assurer un service de qualité et le succès des activités et des programmes.
- Effectuer le travail de façon professionnelle et avoir un comportement irréprochable lorsqu'en poste.

**Source : Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce*

Annexe 4
Projet d'offre alimentaire/café-terrasse, d'animations et de prise en charge du pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour l'année 2025
Proposition de prestation de services déposée le 22 avril 2025

LE RENDEZ-VOUS
buvette de parc resto spectacles

Introduction

Après le succès d'une première saison d'activation, nous sommes heureux de pouvoir proposer un projet bonifié pour 2025, qui permettra de pérenniser cette merveilleuse initiative pour le quartier, tout en apportant :

- Une saison devancée, permettant de profiter des premiers beaux jours du printemps
- L'embellissement de l'intérieur du chalet, plus convivial, ouvert 7 jours sur 7 ;
- Une offre de nourriture bonifiée avec une formule apéro, et des pop-up BBQ hebdomadaires de restaurateurs locaux ou notre équipe ;
- L'amélioration des cachets pour les artistes et appel à participation pour la programmation ;
- L'intégration du mandat de gestion du chalet, permettant de créer une toute nouvelle synergie, faciliter la coordination, et s'ouvrir à davantage de collaborations.

Un équipement civique d'importance pour l'Arrondissement

Avec une gestion intégrée du pavillon du parc, le Rendez-Vous deviendra en 2025 un véritable équipement culturel de proximité, très rassembleur et hautement accessible

- Une équipe professionnelle dédiée d'une dizaine d'employés
- 33 semaines d'ouverture
- 7 jours sur 7 (hors certains fériés)
- Plus de 40 soirs de spectacles durant la saison estivale
- 200 places assises sur la terrasse et la place
- De nombreux services et offres permettant à la population et aux organismes de s'approprier le lieu

Intégration de 2 volets : animation et gestion du pavillon

La combinaison des volets 1 et 2 permettra de créer une synergie qui démultipliera le

potentiel d'appropriation du lieu (par les citoyens et les organismes) et créera un lieu convivial et rassembleur chaque jour, en toutes saisons :

- Éviter dédoublement d'heures : les heures allouées à la surveillance du pavillon permettront d'engager du personnel qui non seulement assurera ce rôle, mais créera également une expérience d'accueil bénéficiant au plus grand nombre ;
- Faciliter la coordination avec un seul intervenant pour la gestion de l'ouverture, des locations et demandes spéciales ;
- Utiliser le salaire de surveillance pour apporter un service d'accueil, d'hospitalité, créant un contexte plus invitant pour la population ;
- Facilite le développement de collaborations et de création de contenu avec d'autres organismes.

Volet 1

Plan d'exploitation

Les objectifs pour l'exploitation 2025 du Rendez-Vous sont de pérenniser les acquis tout en augmentant la qualité de l'offre pour les citoyens :

- **Aménagements** : bonifier légèrement les aménagements pour optimiser nos opérations et rendre l'intérieur du pavillon plus accueillant pour les visiteurs.
- **Programmation** : pérenniser l'offre de concerts gratuits, développer encore davantage son attrait, renforcer les collaborations et rétribuer équitablement les artistes invités.
- **Offre de nourriture et boissons** :
    - Augmenter la qualité de l'offre de nourriture et en simplifier l'exécution dans la cuisine.
    - Ajouter une 2e offre (BBQ ou restaurateurs locaux) sur une base régulière lors des grands événements.
- **Rayonnement** : augmenter le rayonnement du projet et de sa programmation, notamment avec une meilleure signalétique sur site et le développement de l'audience sur Instagram (faible en 2024 par rapport à Facebook)

Aménagements

Les objectifs des nouveaux aménagements sont :

- D'augmenter l'attractivité, la convivialité, l'ambiance et le confort du chalet et viser à ce que l'intérieur soit aussi convivial que l'extérieur
- Il est proposé de repeindre les murs intérieurs du chalet (par l'Arrondissement)
- Et d'investir dans un mobilier plus convivial et chaleureux, tout en gardant l'aménagement flexible pour différents usages (locations, rencontres, etc.)
- De favoriser l'appropriation naturelle du chalet et de la place, même en dehors des événements :
- D'augmenter la capacité assise tout en facilitant les opérations d'ouverture

- Notamment en implantant des chaises et tables bistros attachés entre elles (Arrondissement) et davantage de tables de pique-nique
- De couvrir la scène et intégrer des branchements pour faciliter la tenue d'événements clé en main



INTÉRIEUR

L'aménagement intérieur est une priorité pour 2025. Si l'extérieur est très convivial et chaleureux, l'intérieur est froid et peu invitant. Ce contraste pose un enjeu puisqu'en cas de pluie ou temps froid, les citoyens ont tendance à préférer quitter les lieux.

En comparaison, l'autre lieu géré par Rendez-Vous, le Village des Écluses, possède une grande salle conviviale permettant d'accueillir le public et des concerts en cas de mauvaise météo, assurant que nous n'annulions jamais d'événement.

Un plan sera développé et proposé à l'Arrondissement, celui-ci pourrait comprendre des interventions légères comme du nouveau mobilier chaleureux, des plantes, de la décoration, la peinture des murs, ainsi que des tapis.

Grâce à l'intégration du volet 1 et 2, le chalet ne servira plus d'entreposage en dehors des heures d'ouverture de la buvette et sera ainsi une salle polyvalente attrayante ouverte davantage que par le passé. L'aménagement sera moins flexible qu'actuellement, mais beaucoup plus convivial et invitant pour les citoyens ou les groupes souhaitant y tenir des activités.

ÉQUIPEMENTS

Extérieur

Existant :

- 60 chaises de terrasse et 18 tables
- 8 parasols et bases

- 2 panneaux sandwich
- Dispositif de bollards mobiles et chaines afin d'étendre le périmètre de vente du permis d'alcool lors de grands événements
- Projecteurs LED pour illuminations lors d'événements spéciaux

Ajouts que nous allons faire :
- Achat d'un barbecue
- Création d'un espace de rangement sécurisé pour le propane utile à la cuisson ainsi qu'éventuellement d'autres équipements de cuisine comme le congélateur de Ca Lem
- Nouveaux dispositifs de signalétique (à déterminer) qui permettront notamment de communiquer la programmation et le soutien de l'arrondissement
- Auvent double pour couvrir la scène (modèle respectant les normes du Services des Incendies de la Ville de Montréal (SIM)

Intérieur

Existant :
- Frigo à portes vitrées, à remplacer
- Comptoir réfrigéré
- Presse panini
- Plaque électrique pour réchaud
- Kegorator (4 lignes de fûts)
- Petit congélateur
- Congélateur au sous-sol

Ajouts que nous allons faire :
- Remplacement du frigo actuel : comptoir réfrigéré de 12'
- Table de dressage du comptoir charcuterie
- Équipements de cuisines, par exemple : trancheuse à charcuterie
- Système de son centralisé pour l'ambiance, intérieur extérieur
- Mobilier intérieur

SUGGESTIONS À L'ARRONDISSEMENT EN VUE DE LA BONIFICATION DU PROJET

Intérieur :
- Repeindre les murs intérieurs dans une couleur plus chaleureuse (à déterminer). Prévoir cela si possible dans la semaine suivant le 14 juin, pour nous permettre par la suite de venir bonifier l'ameublement intérieur.
- Déplacer le détecteur de fumé de la cuisine au centre du chalet ; suggestion du service des incendies afin d'éviter que l'alarme ne se déclenche inutilement.
- Avoir accès au boitier d'alarme afin d'être en mesure d'arrêter nous-même l'alarme en cas de fausse alerte.
- Réinstaller une serrure avec clé sur la porte donnant sur la place pour que celle-ci puisse être ouverte depuis l'extérieur.

- Étudier la possibilité de faire en sorte qu'on puisse éteindre entièrement les lumières du plafond pour mieux contrôler l'ambiance lumineuse (2 lumières restent toujours ouvertes).
- Accès au rangement de la salle de patins, notamment pour le système de son.

Extérieur :

- Installer davantage de chaises et tables bistro pour la place, ancrées et attachées par grappes pour limiter les opérations à l'ouverture et la fermeture journalière.
- Livrer 6 à 8 tables de pique-nique que nous pourrons disposer au besoin pour garder de la flexibilité dans l'aménagement de la place
- Branchement électrique de la scène et kiosques pop-up : tirer un fil reliant le poteau électrique du chalet au lampadaire devant le chalet (ouest) et intégré à l'auvent de la scène pour faciliter le montage et démontage pour chaque concert. Prévoir une rencontre de coordination avec les électriciens de la Ville à l'avance.
- Permettre l'accès à la sortie d'eau extérieure et un boyau d'arrosage pour favoriser l'entretien des plantes.
- Ajouter des lumières décoratives dans les 2 arbres entourant le chalet.
- Étudier la possibilité de ramener des bacs de plantation sur le pourtour de la place pour faciliter la gestion du périmètre du permis d'alcool

Programmation

À l'image de ce qui a été offert l'an dernier, notre but premier est de créer des événements rassembleurs, récurrents et de petite envergure, avec des artistes ayant le potentiel de plaire à un large public :

- Les Jeudis en formats Apéro mettront en vedette des ambiances plus relaxes: Jazz acoustique, Folk.
- Les Vendredis seront nos événements à plus grande échelle où une offre de nourriture supplémentaire sera déployée (BBQ ou invité). Des artistes locaux (collaboration avec le Wheel Club notamment), des Covers Bands et des artistes émergents de la scène montréalaise seront le cœur de notre programmation du vendredi.
- Les Samedis seront orientés vers la musique "dansante" et la musique du monde. Des soirées dédiées à certains styles de musique (soirée années 80 Hi Fidelity, Disco, Salsa, Tango, Hip-hop, etc..) avec à l'occasion des collaborations avec des écoles et troupes de danse locales (Bam Studio, Vronsky) qui viendront faire de l'animation. Possibilité ici aussi d'ajouter une 2e offre alimentaire.
- Les Dimanches seront en format appel à participation (avec petit cachet) ou Open-Mic et offerts aux artistes musicaux désireux de performer. Cette proposition est en réponse aux nombreuses sollicitations que nous avons reçues en 2024 par des artistes locaux.

CONCERTS

Basse Saison Printemps (15 mai - 28 juin)

- Vendredi: 18h-21h Samedi: 17h-20h

Haute Saison (3 juillet - 31 août)

- Jeudi: 18h-21h Vendredi: 18-21h30 Samedi: 17h-20h
- Dimanche: 16-19h : selon propositions de la communauté (très petits cachets pour les dimanches)

Basse Saison Automne (1 sept - 7 sept)

- Samedi: 16h-19h Dimanche: 15-18h

ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

- Weekend d'ouverture : 16 au 19 mai, en parallèle du Porchfest
- St-Jean, en collaboration potentielle avec PAAL
- La Semaine des Arts en août, à déterminer
- Potentiel d'ouverture ponctuelle selon opportunités après le 6 septembre. Exemple : un concert qui génère une bonne affluence et sera facilement rentable, pour lequel Rendez-Vous prend le risque d'investir.

HORS SAISON

- À déterminer selon opportunités et budget
- Événements du type Oktoberfest, Halloween, ou pour les Fêtes

Collaborations

Voici quelques collaborations envisagées pour la programmation de la saison 2025 :

- Concerts lors du Porchfest qui sera également notre weekend d'ouverture de la saison estivale
- PAAL pour la St-Jean
- Notre-Dame-des-Arts pour la Semaine des Arts
- NDG Music School
- Le Wheel Club qui nous soutien dans la recherche d'artistes
- Le NDG Community Council qui organise divers événements
- L'École de Danse BAM
- Les Scouts de NDG
- Brendan Kelly et ses soirées Hi Fidelity
- Notre-Danse-de-Grâce avec Vronsky
- Le département de musique de Concordia

De plus, en ayant toutes les infrastructures sur place, le Rendez-Vous offre un cadre clé-en-main facilitant l'organisation d'une multitude d'événements, qu'ils soient portés par des citoyens, des artistes ou des organismes. Grâce à la planification en amont pour une saison complète et un poste dédié en programmation, nous pourrons faire un appel à une plus grande participation (en plus de la procédure de réservation des locaux prévue à l'entente).

Offre de nourriture et boissons

L'Offre de boissons restera sensiblement la même que l'an dernier, avec l'ajustement de notre sélection de vins et une augmentation des produits sans alcool et faibles en sucre. Nous essayerons également de développer davantage l'offre de café ; si nous voyons qu'il y a là des potentiels de revenus, nous pourrons investir dans l'amélioration de l'offre.

Le grand changement sera surtout au niveau de notre offre de nourriture de base qui s'articulera autour du concept des Planches Apéro et qui nous permettra d'offrir une grande variété de produits frais, simples à préparer et pouvant être vendus en différents formats (afin répondre aux différents budgets et apétits). L'aspect "sans cuisson" de ce menu nous aidera également à mieux répondre aux contraintes imposées par la cuisine du pavillon.

À ce menu de base viendront s'ajouter les BBQ du week-end qui offriront un choix simple, festif et abordable pour nous aider à bien répondre à la demande des plus grandes foules. Nous essayerons tant que possible de mettre en vedette certains Restaurateurs de NDG, principalement ceux de la rue Sherbrooke (ex: Grillades Fardin, Tacos Habanero & Aji, Mange-Tout, NBG. Etc.) en leur offrant la possibilité de faire des kiosques pop-up lors des soirées de grande affluence.

La crèmerie Ca Lem continuera d'offrir ses populaires crèmes glacées les journées de beau temps, tout en contribuant cette année en payant une redevance de 10% de ses revenus de ventes, permettant de soutenir le projet.

MENU NOURRITURE

Cette année, nous allons peaufiner l'offre de nourriture lors des heures d'opération de la buvette, et tester une offre de café en semaine. L'offre de café sera pour nous un projet pilote.

Formule Café (en semaine et de jour)
- Viennoiseries
- Fruits Frais
- Yogourt et grignotines (chips, biscuits, etc.)

Formule Resto (lors d'événements)
- Charcuteries (saucissons, jambons, pâtés)
- Fromages variés
- Noix variées et fruits secs
- Fruits frais (coupés et préparés)
- Marinades (olives, cornichons, etc.)
- Hummus et croutons
- Crudités et trempettes
- Autre grignotines (chips, biscuits, etc.)

Tous ces items seront pré-portionnés et pourront ensuite être déclinés dans différents combos, par exemple :
- Petit Apéro (2 items): 5-8$
- Apéro (3 items): 8-12$

- Petit Plateau (4 items): 12-16$
- Gros Plateau (5 items): 17-21$
- Plateau Royal (6 items+): 22$ +

MENU BOISSONS

Formule café
- Café : offre développée davantage
- Thé & tisanes
- Jus & boissons gazeuses

Format buvette
- Bière de microbrasserie et bière sans alcool
- Vin, avec un accent plus poussé sur des vins d'importation privée, tout en gardant une proportion de produits accessibles
- Cocktails et bar à spritz

Rayonnement

Pour 2025 nous continuerons de faire connaître le Rendez-Vous en renforçant la signalétique sur le site ainsi qu'en se positionnant davantage auprès d'un public jeune via Instagram, réseau encore sous-exploité comparé à Facebook.

Les Communications seront gérées conjointement avec la programmation afin de demeurer flexible et efficace, notamment pour gérer l'appel à participation de la programmation, ou faciliter la gestion de reports, d'alertes météo, d'annulations de concerts, etc.

Cette équipe sera constituée de Antoine Julien, à la codirection, qui a assuré ce rôle en 2024, assisté par un nouveau poste de chargé(e) programmation et communications qui aura la charge de :

- La gestion de la programmation
- La production des concerts et événements spéciaux (recherche et l'approbation des artistes invités + évaluation des besoins techniques)
- Appliquer la stratégie de communication pour promouvoir la programmation, les événements spéciaux ainsi que le service café/resto du Rendez-Vous.
- Soutenir la production des contenus (graphiques, photo et vidéo) et coordonner les différents pigistes au besoin
- Gestion des relations de Presse et des approbations avec l'Arrondissement.
- Aider à promouvoir les événements de l'Arrondissement (ayant lieux au Rendez-Vous), ainsi que ceux relatifs au Volet 2.
- Coordonner et assister techniquement l'arrondissement lors de la tenue d'événements au Rendez-Vous.
- Produire et coordonner le volet restaurateurs Invités lors des grands rassemblements.
- Supporter le gérant et les serveurs lors de la production des événements bouffe (Bbq, Invité).

- La coordination de certaines demandes de réservations (volet 2) faites via nos réseaux.
- La mise à jour de notre page internet et des demandes découlant de celle-ci.

Communications et branding

Les efforts visés pour la saison 2025 seront notamment de :

- **Améliorer la signalétique sur le site (intérieur et extérieur)**
  Saisir l'opportunité du grand nombre de passants dans le parc pour communiquer clairement l'offre du lieu, les heures d'opération, la programmation, les possibilités de location et collaborations, la présence de QR code pour un sondage, ainsi que souligner l'implication de l'Arrondissement dans le projet.

- **Croître et renforcer nos audiences sur les différentes plateformes**
  Continuer sur le beau travail amorcé en 2024 et pousser Instagram un peu plus fort cette année. Continuer d'investir un peu chaque semaine pour promouvoir nos publications sur Meta (visant principalement le secteur CDN-NDG) afin d'étendre notre portée locale et faire sortir le public pour les concerts.

- **Publier beaucoup**
  Être omniprésent durant la haute-saison estivale (juin-sept) en publiant sur une base quasi-quotidienne pour attirer le public. Tenter de capter chaque événement (photo/vidéo) pour que le lieu puisse vivre en ligne et que son aspect vivant, communautaire et effervescent soit bien reflété. Garder un ton léger, amusant et inclusif dans nos publications pour représenter le côté accueillant et rassembleur du lieu. Publier davantage de contenu propre à Instagram.

- **Visuels qui font vivre et rayonner le projet**
  Maintenir un haut standard dans la présentation des contenus pour bien capter et transmettre la qualité des moments vécus et ainsi continuer à bâtir la réputation du lieu. Continuer à travailler avec des artistes locaux (photographes, vidéastes, graphistes et artistes) pour nos besoins externes en visuels. Favoriser photos et vidéo dans nos contenus et produire plusieurs "recaps" pour mousser intérêt au cours de la saison. Produire des vidéos promotionnelles spécifiques pour les événements spéciaux (début/fin de saison, halloween, Noël, etc..) afin de capitaliser sur ces moments importants de la saison. Produire un bilan vidéo de fin de saison.

- **Relations de Presse**
  Utiliser nos relations (La Presse, Urbania, Narcity, Journal de Montréal) bâties à travers d'autres projets pour faire connaître le projet et sa nature communautaire et tenter de le faire rayonner au-delà des frontières de CDN-NDG.

- **Mesure de l'achalandage**
  Assurer une mesure continue de l'achalandage lors des heures d'opération en recoupant 2 informations : les ventes et un comptage ponctuel de l'affluence lors de chaque événement. Le site étant ouvert, il est impossible de mesurer précisément les entrées et sorties du public ; la combinaison des 2 mesures citées avant nous permet d'avoir une estimation relativement fidèle. Les demandes de prêts et de location du pavillon seront également comptabilisées, ainsi que l'achalandage lié à ces activités.

Volet 2

Pour le Volet 2, l'équipe du Rendez-Vous désire augmenter considérablement son offre de services au citoyen dans sa gestion du pavillon en créant des synergies avec notre offre de service du volet 1.

En plus de tous les services qui étaient offerts aux citoyens et à l'Arrondissement par le fournisseur précédent, l'équipe du Rendez-Vous compte offrir également :

- Un aménagement intérieur du Pavillon qui rendra le lieu plus accueillant et convivial pour en faire le vrai cœur de vie du Parc NDG 365/jours par année.
- Projet pilote : un service de café durant les heures d'ouverture (et resto-bar durant les événements) avec rafraîchissements l'été et breuvages chauds l'hiver pour accommoder les visiteurs du parc. Cette offre de café se fera sous forme de test, et pourra éventuellement grandir s'il y a une opportunité de revenus suffisants pour soutenir l'opération (ouvrir davantage d'heures, investir dans de meilleurs équipements)
- Augmenter le nombre de réservations du Pavillon en publicisant d'avantage les plages horaires disponibles pour groupes et organismes pour la location.
- Offrir et publiciser un service pour accueillir les fêtes d'enfant (bcp de demandes reçues l'an dernier) sans pour autant privatiser le lieu.
- Réduire le coût des événements spéciaux durant l'année qui seront maintenant beaucoup plus simple et moins dispendieux à produire grâce au personnel disponible et aux aménagements permanents qui seront réalisés.

L'équipe principale nécessaire à l'exécution du volet 2 sera composée :

- D'un(e) gérant(e) dédié à la gestion du chalet, de l'horaire du personnel, de la coordination avec certains services de l'Arrondissement, la coordination avec des organismes et groupes, ainsi que l'administration
- Une équipe d'accueil/serveurs qui en plus d'accueillir les groupes et réservations pourront offrir le service café-buvette aux visiteurs.
- Lors des heures d'opération de la buvette, il y aura en tout temps 2 employés afin de pouvoir intervenir au besoin sur la gestion du pavillon (accueil de groupes, enjeu quelconque, sécurité).

Dates et horaires d'ouverture

L'avantage de combiner le volet 1 et 2 réside également au niveau de l'optimisation des horaires, tant au niveau de l'augmentation du service pour la population, que de l'économie d'échelle au niveau des coût.

- Nous proposons des heures et une offre de services augmentés, sans que toute la facture de ces heures ne revienne à l'Arrondissement ;

- Dans le cas où le modèle d'affaires du café fonctionnerait bien, les heures pourraient même être augmentées au courant de la saison, pour ouvrir plus tôt en journée.
- Lors de l'ouverture de la buvette, il y aura toujours 2 employés présents sur place ; en cas de besoin, un employé sera dédié aux tâches reliées au pavillon, et le 2e employé à la gestion de la buvette.

HEURES D'OUVERTURE PROPOSÉES

SAISON REGULIÈRE (23 juin - 7 septembre)
Lun-Mer: 12h-20h
Jeu-Ven: 12h-22h
Samedi: 12h-21h
Dimanche: 12h-20h

BASSE SAISON (12 mai au 22 juin 8 septembre au 31 décembre)
Lun-Ven: 16h-20h
Sam-Dim: 12h-20h

*il est possible que les heures de jours augmentent en semaine, selon le potentiel de succès de l'offre de café que nous allons tester.

Tableau du nombre d'heures

À compter de la mi-mai, nous proposons d'ouvrir le pavillon 1427 heures, tout en ne facturant que 1189 heures, grâce aux économies d'échelle de la gestion combinée du volet 1 et 2.

Nous proposons une économie d'échelle grâce aux revenus de la buvette ; durant les heures d'ouverture de la buvette, le personnel d'accueil n'est pas chargé à l'Arrondissement. Seuls 20% des heures sont chargées pour les imprévus météo, dans les cas où nous ouvrirons alors que des événements pourraient être annulés ou pour maintenir le service malgré la faible clientèle.

Haute saison	Nbr heures	Buvette	Nbr heures	À charger/jour	Heures chargées	Heures ouvertes
Lun-Mer: 12h-20h	8	Fermée		8	24	24
Jeu-Ven: 12h-22h	10	Jeu-Ven: 16h-22h	6	5.2	10.4	20
Samedi: 12h-21h	9	Samedi: 12h-21h	9	1.8	1.8	9
Dimanche: 12h-20h	8	Dimanche: 12h-18h	6	3.2	3.2	8
Nombre semaines	11				433.4	671
					(du 23 juin au 5 septembre)	

Basse saison	Nbr heures	Buvette	Nbr heures	À charger/jour	Total	Total
Lun-Ven: 16h-20h	4	Ouverture ponctuelle	0	4	20	20
Sam-Dim: 12h-20h	8	Ouverture ponctuelle	0	8	16	16
Nombre semaines	21				756	756
	(22 semaines - jours feriés)				(du 12 mai au 22 juin et du 7 sept au 31 décembre)	

TOTAL D'HEURES	1189.4	1427
	(chargées)	(ouvertes)

Expérience dans la gestion de projet similaire

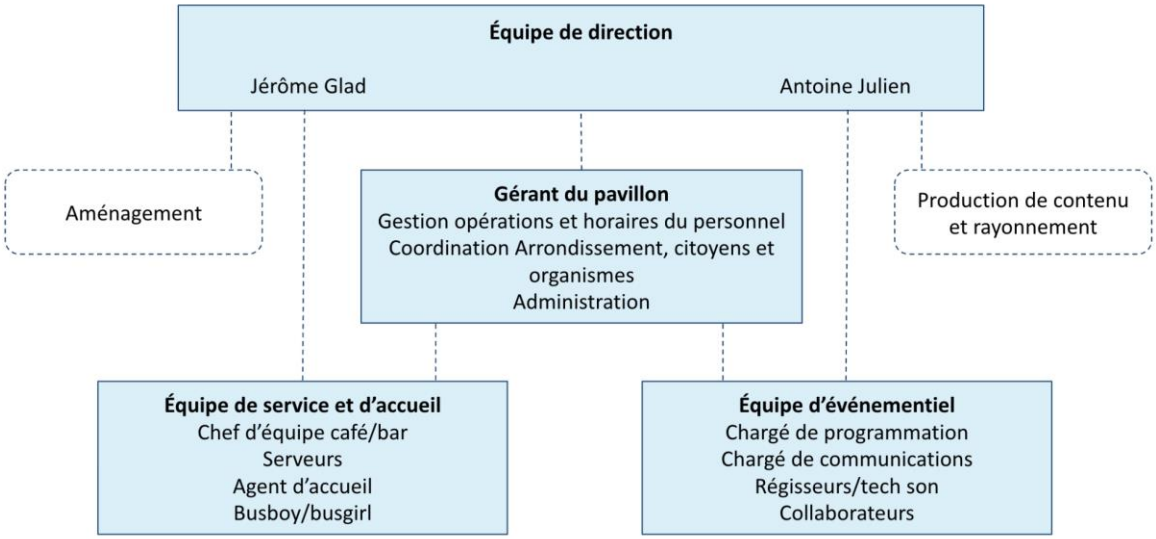
Le Village des Écluses : un site de grande échelle démontrant notre capacité de gestion dans un contexte complexe

Le Village des Écluses est le premier projet géré entièrement par Rendez-Vous NDG, qui a amené notre organisme à se professionnaliser. C'est un grand site patrimonial de 10 hectares appartement à la municipalité de Pointe-des-Cascades.

Cette destination multi-attrait implique la gestion, sécurisation et l'entretien d'un grand nombre d'éléments :

- 130 emplacements de camping,
- 6 édifices,
- une piscine, avec l'embauche de sauveteurs et l'entretien régulier
- une plage (sans sauveteurs),
- une salle polyvalente avec de nombreuses locations d'événements
- un resto bar avec 550 places assises,
- un kiosque de location d'embarcations (60),
- la formation du personnel en secourisme,
- l'entretien des sentiers, du gazon et entretien de la végétation.
- Gestion du théâtre en 2022, réouverture prévue en 2026.
- Présence de notre surintendant sur le site à l'année pour assurer la sécurité
- Ouverture et fermeture saisonnière du site : fermeture de l'eau, placardage des édifices, sécurisation etc.

Organigramme de l'équipe



Conseil d'administration et implications

JÉRÔME GLAD - Co fondateur de Rendez-vous, vice-président du CA, directeur développement et aménagement pour le projet
Jérôme cumule plus de 12 ans d'expérience dans la création et gestion de lieux rassembleurs.

Comme directeur fondateur de La Pépinière Espaces Collectifs, il a notamment créé le Village au Pied-du-Courant (2014) et les Jardins Gamelin (2015) en plus de plusieurs dizaines de projets réalisés pour des villes. Plus récemment, il a initié sous Rendez-Vous NDG le projet du Village des Écluses, duquel il a été directeur général le temps que le projet prenne son envol. Maintenant associé à Belleville Placemaking, il accompagne des villes ou organismes partout au Canada pour créer des lieux d'importance pour les villes et leurs résidents, en mettant notamment l'emphase sur le travail de fond assurant les conditions de succès de tels lieux, et s'assurer de leur pérennité.

ANTOINE JULIEN - Co fondateur de Rendez-vous, membre du CA, directeur communications et programmation pour le projet
Producteur de contenus publicitaires et réalisateur vidéo, Antoine apporte un grand professionnalisme dans le marketing de notre organisme. Ses campagnes permettent de soutenir considérablement le succès de nos espaces, et d'en garantir le succès, comme ce fût le cas en 2024 au Rendez-Vous. S'impliquant également grandement auprès de la programmation, il supervisera tout le volet communications et programmations en 2025.

ALEXANDRE TEODORESCO - Co fondateur de Rendez-vous, président du CA
Entrepreneur culturel et vice-président du développement stratégique et de l'innovation aux 7Doigts de la main, Alexandre possède de grande habileté dans le développement de partenariats stratégiques et dans la levée de fonds pour des financements majeurs, comme ce fût le cas pour la rénovation du bâtiment des 7Doigts, ou encore dans le développement de nouveaux produits porteurs pour les 7Doigts. Il pourra jouer un rôle important dans la mise à l'échelle du projet du parc s'il se prolonge au-delà de 2024.
24

Étapes de réalisation

Mi-avril Volet 1:
- Recrutement du personnel
- Achats équipements
- Début du booking, calendrier de programmation

Début mai Volet 1:
- Montage
- Formations du personnel
- Préparation des communications

16 mai : lancement de la saison de programmation

16 juin :
- Reprise de la gestion du pavillon (début du volet 2)

Mi-juin :
- Aménagement de l'intérieur du chalet

6 septembre : fin de la programmation régulière

Automne/hiver :

- Continuité de la gestion du pavillon (volet 2)
- Fin du présent contrat au 31 décembre 2025

Budget

Le budget pour le volet 1 est de 129 097,39$, taxes incluses
Le budget pour le volet 2 est de 43 403,42$ taxes incluses

Pour un total de 172 500,81$

Voir le budget détaillé du volet 1 et du volet 2 dans les pages suivantes.

RENDEZ-VOUS NDG
BUDGET ANIMATION 2025
16 mai au 7 septembre

Dépenses VOLET 1

	Quantité	Coût	2025	Comparatif 2024	Précisions
ANIMATIONS					
Aménagement	$ 21 010,00				
Mobilier intérieur			**$ 4 000,00**	$1 126,00	Améliorer la convivialité du lieu
Déco intérieure			**$ 1 000,00**	$616,00	Améliorer l'esthétique du lieu
Tables terrasse	0	$ 379,00	**$ -**		
Chaises terrasse	2	$ 255,00	**$ 510,00**		Remplacements
Parasols	0	$ 200,00	**$ -**	$1 872,65	
Scène	1	$ 12 000,00	**$ -**	$4 300,00	
Démontage de la scène			**$ -**		
Halles marchands / cuisine extérieure	1	$ 20 000,00	**$ -**		
Auvents	3	$ 12 900,00	**$ 12 900,00**		Auvent double de 19' de large pour la scène
Réparations, montages/démontages ponctuels et saisonniers			**$ 1 000,00**		Allocation pour le démontage ponctuel d'éléments (auvents, garde-corps, déplacements de bacs etc) pour permettre la tenue de grandes performances de l'Arrondissement.
Mobilier placette			**$ -**		
Signalétique			**$ 800,00**	$3 150,00	Amélioration de la signalétique du site, main d'œuvre pour replacer la grande enseigne
Plantations			**$ 800,00**	$8 277,50	Plantations

Équipements	$ 6 500,00					
Comptoir réfrigéré bar	1	$ 3 000,00	**$**	**3 000,00**	$9 525,00	Remplacement du frigo non fonctionnel. Tous les autres équipements sont conservés
BBQ extérieur	1	$ 500,00	**$**	**500,00**	$609,00	
Autres équipements de cuisson			**$**	**1 500,00**	$2 600,00	Envisagés: meat slicer, plaque de cuisson extérieur
Espace de rangement	1	$ 4 000,00	**$**	**1 500,00**	$497,00	Cage à propane
Souffleuse à neige	0	$ 1 200,00	**$**	**-**		
Ressources humaines	$ 47 601,20					
Direction de projet	620	$ 47,20	**$**	**29 264,00**	$10 384,00	
Gérant du pavillon	0	$ 30,16	**$**	**-**	$11 479,36	
Chef d'équipe café/bar						
Chargé de programmation	252	$ 23,60	**$**	**5 947,20**	$9 516,64	
Chargé de communications	273	$ 23,60	**$**	**6 442,80**		
Régisseur	180	$ 33,04	**$**	**5 947,20**	$9 152,31	
Conception et détails de construction (fournisseur)			**$**	**-**		
Pigistes Communications (vidéos, photo, graphisme)			**$**	**-**		

Opérations /programmation	$ 29 800,00					
Cachets d'artistes	44	$ 500,00	**$ 22 000,00**	$19 425,00		2 shows par semaine en saison basse, 3 à 4 shows par semaine dans la saison haute au cœur de l'été. Les cachets vont varier entre 200$ et 1500$ selon l'artiste et l'événement
Cachets programmations spéciales	5	$ 3 000,00	**$ -**			Non compris
Distribution gratuite de nourriture et boissons			**$ -**			Non compris
Système de son	17	$ 250,00	**$ 4 250,00**	$2 300,00		Location pour 17 semaines
Ipad et musique			**$ 150,00**	$530,00		Ipad + abonnement Spotify
Permis d'alcool et MAPAQ			**-**	$601,00		Couvert par les ventes
Assurances			**$ 2 000,00**	$3 000,00		Responsabilité civile additionnelle
Foyers et propane			**$ -**			Saison automne/hiver
Décorations Halloween et Noël			**$ -**			
Site web et campagne d'affichage			**$ 500,00**			
Fournitures			**$ 900,00**	$5 124,00		Achat divers comme papeterie, produits ménagers
SOUS-TOTAL (avant frais admin et taxes)			**$ 106 936,20**	$104 085,46		
Frais d'administration 5%			$ 5 346,81	-		Frais admin. réduits à 5% (Non chargés en 2024)
TOTAL			**$ 112 283,01**	$ 104 085,46		
TPS			**$ 5 614,15**	$ 5 204,27		
TVQ			**$ 11 200,23**	$ 10 382,52		
TOTAL ANIMATIONS 2025			**$ 129 097,39**	$ 119 672,25		

RENDEZ-VOUS NDG
BUDGET GESTION PAVILLON
16 juin au 31 décembre 2025

VOLET GESTION	$ 35 952,68					
Gérant du pavillon	345	$	30,16	**$**	**10 405,20**	Coordination, gestion du personnel, administration
Personnel d'ouverture	1009	$	19,72	**$**	**19 897,48**	28 semaines d'ouverture, moins les jours fériés. Économie des heures d'ouverture de la buvette
Formations personnel				**$**	**3 000,00**	Coût de la formation + heures du personnel
Télécommunications	2	$	500,00	**$**	**500,00**	Cellulaire x2
Trousses de premier soin				**$**	**200,00**	
Fournitures de bureaux				**$**	**950,00**	Imprimante 11x17, matériel de bureau
Déneigement					**-**	Déneigement manuel
Assurances				**$**	**1 000,00**	
SOUS-TOTAL (avant frais admin et taxes)				**$**	**35 952,68**	
Frais d'administration 5%				$	1 797,63	
TOTAL				**$**	**37 750,31**	
TPS				**$**	**1 887,52**	
TVQ				**$**	**3 765,59**	
TOTAL VOLET 2				**$**	**43 403,42**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259223012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	D'autoriser une dépense additionnelle de 43 403,42 $, dans le cadre du contrat à Rendez-vous NDG pour le projet 2025 au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce, majorant ainsi le contrat à 172 500,81 $ et approuver la convention à cette fin, approuver un avenant à la convention avec Loisirs sportifs CDN–NDG pour le soutien aux activités de surveillance afin de soustraire les activités de surveillance au Pavillon NDG et réduire la contribution accordée par la résolution CA23 170302 à Loisirs sportifs CDN-NDG d'un montant de 33 084,15 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à autoriser une dépense additionnelle de 39 633,11 $ nette de ristournes dans le cadre du contrat à Rendez-vous NDG pour le projet de café terrasse au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce.

La dépense sera financée en partie par le budget de fonctionnement 2025 de la Division des sports, des loisirs et du développement social à hauteur de 33 084,15 $ et le montant résiduel sera financé par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié au développement économique.

Le détail des informations financières est présenté dans le document joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1259223012 - Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-

de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1259223012

Calcul de la dépense 2025

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	**TPS**	**TVQ**	**Montant toutes taxes comprises**	**Ristournes**	**Montant net de ristourne**
Contrat RDV NDG - avenant pour activités de surveillance	37 750,31 $	1 887,52 $	3 765,59 $	43 403,42 $	3 770,31 $	39 633,11 $
Total des dépenses	**37 750,31 $**	**1 887,52 $**	**3 765,59 $**	**43 403,42 $**	**3 770,31 $**	**39 633,11 $**

	Montant	%
CDN-NDG	39 633,11 $	100,0%

La dépense sera financée en partie par la réduction de la contribution accordée à Loisirs sportifs CDN-NDG pour les activités d'accueil et de surveillance à hauteur de 33 084,15 $ et le montant résiduel par le budget de fonctionnement de la Direction de l'arrondissement dédié au développement économique. Un virement sera donc à produire du compte identifié de la Division des sports et du loisir vers la Direction de l'arrondissement. Pour ce faire, l'engagement lié au BC 170 1869 devra être réduit de 33 084,15 $.

IMPUTATION	2025
2406.0010000.300700.06509.54506.014415.0.0.0.0.0	39 633,11 $
Entité : Direction d'arrondissement Centre de responsabilité : Direction de l'arrondissement Activité : Autres - promotions et développement économique Objet : Services techniques - Sport, culture et évènements publics Sous-objet : Événements publics	
Total de la disponibilité	**39 633,11 $**

Le détail du virement budgétaire est indiqué dans l'onglet suivant.

Demande d'écriture de journal - Virement de crédits

Benoit Pelletier-Thibault — Téléphone : 514-868-5140

Service/Arrondissement : 59 - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAI — Année : 2025 — Type d'écriture : Virement de crédits — Budget actualisé : Non

Date de l'écriture : 2025-05-05 — Nom d'écriture : GDD1259223012 Contrat RDV NDG pour surveillance au Pavillon NDG

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0010000	300747	07123	61900	016490	0000	000000	012123	00000	00000		33 084,15	GDD 1259223012 - portion Division sports, loisirs (BC 1701869)
2	2406	0010000	300700	06509	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000		6 548,96	GDD 1259223012
3	2406	0010000	300700	06509	54506	014415	0000	000000	000000	00000	00000	39 633,11		GDD 1259223012
Total de l'écriture :												**39 633,11**	**39 633,11**	

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1257570002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $, toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement. Approuver les projets de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $ toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement;

Organisme	Projet	Période	Montant en $
Le Dépôt Centre communautaire d'alimentation	Mesure alimentaire camps de jour NDG	1 juin 2025 au 30 septembre 2026	**31 750 $**
La cafétéria communautaire MultiCaf	Les P'tites Collations de MultiCaf	1 juin 2025 au 30 septembre 2026	**20 522,50 $**
		TOTAL	**52 272,50 $**

2. Approuver les projets de convention à cette fin;

3. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:27

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257570002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $, toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement. Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'accès à une alimentation saine et à des produits frais est un défi pour certaines catégories de la population dans l'arrondissement, notamment pour les enfants et les jeunes. Des programmes et des ressources existent et se déploient tout au long de l'année scolaire dans le milieu éducatif. Pourtant, pendant les vacances estivales, ces ressources n'existent plus et on observe que de nombreux enfants qui fréquentent les camps de jour subventionnés par l'arrondissement ne disposent pas d'une collation saine et équilibrée.
Depuis quelques années, le Dépôt Centre communautaire d'alimentation pilotait un programme de collations dans les camps de jour financés dans le cadre de la Politique de l'Enfant Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence. En 2019, l'Arrondissement a soutenu un projet pilote qui visait à étendre ce Programme de collation santé à l'ensemble des camps de jour financés par l'Arrondissement. Ce projet pilote s'appuyait sur la collaboration entre le Dépôt Centre communautaire d'alimentation et la Cafétéria communautaire MultiCaf et a permis le développement d'un savoir-faire qui peut maintenant s'appliquer aux camps de jour soutenus par l'Arrondissement, et ce, sur l'ensemble du territoire de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Ce projet pilote a été soutenu de 2022 à 2024, avec succès.

La présente contribution s'inscrit donc en continuité de l'engagement de l'Arrondissement de favoriser les pratiques collaboratrices structurantes entre les partenaires du territoire, et de consolider des savoir-faire originaux en soutien aux familles vulnérables du territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 170136 - 7 juin 2022
Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation pour la réalisation d'un Programme de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement pour les étés 2022, 2023 et 2024. La contribution financière totale pour les trois années du programme est de 75 000 $, toutes taxes incluses si applicables, soit 25 000 $ pour chacune des années budgétaires (GDD 1229176001)

CA19 170165 - 31 mai 2019
Accorder une contribution financière de 14 500 $, incluant toutes les taxes si applicables, au Dépôt Centre communautaire d'alimentation pour la réalisation d'un projet de soutien en sécurité alimentaire « Bonification et expansion du programme de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'arrondissement » qui offrent des services dans des voisinages ou le taux de défavorisation est élevé pour la saison estivale 2019 et approuver le projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Ce dossier est déposé à la suite des retombées positives qui se sont dégagées du projet pilote réalisé par le Dépôt Centre communautaire d'alimentation et la Cafétéria communautaire Multicaf depuis 2019.
Les objectifs du Programme sont :

- D'accroître l'accès à des aliments sains pour les membres de la communauté en situation de faible revenu, de manière digne et respectueuse.
- De réduire l'isolement social des participantes et des participants et de renforcer leur lien avec diverses sources de soutien.
- De développer les saines habitudes, les connaissances et les compétences alimentaires
- De favoriser le développement personnel et l'engagement communautaire des participantes et des participants.
- D'améliorer la compréhension de la pauvreté, de la justice sociale et des lacunes du système alimentaire, et d'aménager un cadre inclusif pour entreprendre des actions efficaces contre ces problèmes.

Le programme implique

- Un service de distribution hebdomadaire de collations santé à Notre-Dame-de-Grâce, offert par le Dépôt, desservant 6 camps subventionnés par la ville (Camp de jour Westhaven, Camp de jour NDG, Camp de jour Patricia, Camp de jour St-Raymond, Camp de jour Walkley, Camp de jour du Club de plein air NDG);
- Un service de distribution hebdomadaire de collations santé à CDN, offert par MultiCaf, informé et outillé par l'expertise du Dépôt, desservant 7 camps subventionnés par la ville (Camp de jour Macdonald, Camp de jour du Centre communautaire Mountain Sights, Marcus Garvey All-Star Day Camp (Association de la communauté noire de CDN), Loisirs Soleils, deux camps de jour de Loisirs sportifs Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (incluant Petit Chapiteau), Camp de jour du Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges)
- L'investissement de temps dans la consolidation des collaborations et les façons de faire en matière d'insécurité alimentaire.

Au moyen d'un système de commande de collations sur internet déjà en place, les personnes à la coordination des camps de jour pourront commander chaque semaine la quantité d'aliments spécifiques selon le nombre de jeunes qui en ont besoin afin d'éviter le gaspillage d'aliments. Les treize camps concernés seront donc en mesure d'offrir des collations

nutritives et saines à tous les enfants de leurs camps, et ce, tous les jours de la semaine. Au total, autour de 1 500 enfants par semaine pourront bénéficier de ce programme tout au long de l'été.

JUSTIFICATION

L'arrondissement compte l'un des plus hauts taux de pauvreté de l'ensemble des arrondissements de la Ville de Montréal : 24,1% de la population vit en situation de pauvreté selon la mesure du panier de consommation (MPC), comparativement à 19,2 % pour Montréal. Selon une analyse produite par la Direction régionale de santé publique (DRSP, 2019), 13,6 % des Montréalaises et des Montréalais vivent en situation d'insécurité alimentaire.
L'insécurité alimentaire est très étroitement liée à la vulnérabilité économique et la DRSP note également que les locataires et les familles avec enfant rapportent plus fréquemment des problèmes d'insécurité alimentaire.

Le montant prévu à ce dossier a été indexé du montant octroyé en 2024 (25 000 $). C'est donc une somme de 25 750 $ qui est disponible en 2025 et une somme de 26 522,50$ qui est disponible en 2026 pour un grand total de 52 272,50 $ qui sera réparti entre les deux banques alimentaires de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette activité de sécurité alimentaire fait l'objet d'un engagement de deux ans (2025 à 2026).
Les contributions financières seront financées par le budget alloué au programme des camps de jour de l'arrondissement.
L'imputation financière est :
2406.0010000.300747.07123.61900.016490.0000.000000.012143.00000.00000

Les fonds sont réservés par la demande d'achat **868893.**

Les renseignements relatifs à la certification des fonds sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

La répartition pour les étés 2025 et 2026 est la suivante :

Octroi par année	2022-2024	2025	2026	Total 2025-2026
Le Dépôt	15 000 $	15 750 $	16 000 $	31 750 $
MultiCaf	10 000 $	10 000 $	10 522,50 $	20 522,50 $
Total annuel	**25 000 $**	**25 750 $**	**26 522,50 $**	**52 272,50 $**

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité Montréal 2030 suivantes :

6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire
9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Voir la section pièce jointe pour le détail du formulaire Montréal 2030.

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement :

- Milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan) en permettant de répondre aux enjeux de la pauvreté de façon globale et aux enjeux des logements de façon précise. Ainsi, cela contribue spécifiquement à l'action 1.2 : accès à du logement social, abordable, salubre et adapté à ses besoins ainsi qu'à des services de soutien;
- Offrir des milieux de vie favorisant la participation citoyenne (axe 4 du plan), en permettant à la population et aux partenaires d'initier et participer à des projets visant l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers (résultat 4.4 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À toutes les semaines, du lundi au vendredi, pour la période estivale, 1 500 enfants auront accès à une collation saine et nutritive. Ils pourront également bénéficier d'ateliers et de formations visant le maintien de saines habitudes alimentaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Selon le protocole de visibilité inclus à l'annexe de chacune des conventions.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation du conseil d'arrondissement;
Rencontres de suivi avec la table des camps de jours
Remise d'un rapport annuel faisant état de la situation budgétaire et des activités réalisées durant l'année de référence;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie BOUCHER
Conseillère en développement communautaire

Tél : 438 354-3772
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-02

Jean-Francois LABADIE
Chef de division - Développement social et vitalité communautaire

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-04-11

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257570002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Objet :	Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $, toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement. Approuver les projets de convention à cette fin.

Grille d'analyse Montréal 2030



GDD1257570002 Grille analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie BOUCHER
Conseillère en développement communautaire

Tél : 438 354-3772
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **GDD 1257570002**

Unité administrative responsable : **Arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce – DCSLDS – Division Développement social et vitalité communautaire**

Projet : **Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $, toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement. Approuver les projets de convention à cette fin.**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire;

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #6 Résultat attendu : Par l'octroi de financement aux organismes dont la mission et l'expertise est la sécurité alimentaire, favoriser la réponse autant aux besoins de base qu'à l'acquisition de compétences (savoir-faire).

Priorité #9 Résultat attendu : Par le financement pour des projets concertés, permettre la consolidation du milieu communautaire et la pérennité de projets concerts avec un impact local fort, en sachant que ce financement est rarement disponible dans certains milieux ou pour certaines problématiques.

Priorité #19 Résultat attendu : Favoriser le lien social des personnes les plus vulnérables de l'arrondissement

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion et d'équité. Les organismes financés sont formés à l'approche ADS+ qui est appliqué autant que possible dans le programme (recrutement du personnel, approche auprès des personnes vulnérables, appel aux experts de la vulnérabilité ou aux personnes résidant dans des secteurs visés, etc.)	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



ConventionLeDepotNDG_collations 2025-2026.pdf



ConventionMultiCaf_collations 2025-2026.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Numéro de sommaire : 1257570002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE DÉPÔT CENTRE COMMUNAUTAIRE D'ALIMENTATION,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 6505, avenue Somerled Montréal (Québec) H4V 1S7 agissant et représentée par Tasha Lackman directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 891328007RP0001
Numéro d'inscription TVQ : 1161410866
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 891328007RR002

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission l'amélioration des conditions de vie et l'atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de comptes doit lui être remise au plus tard le 31 octobre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 1er juin d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **trente-et-un mille sept cent cinquante dollars** (31 750 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025

5.2.1.1 une somme maximale de **quatorze mille cent soixante-quinze dollars** (14 175 $) dans les trente jours de la signature de la convention;

5.2.1.2 une somme maximale de **mille cinq cent soixante-quinze dollars** (1 575 $) dans les trente jours de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026

5.2.2.1 une somme maximale de **quatorze mille quatre cents dollars** (14 400 $) le 1er juin 2026

5.2.2.2 une somme maximale de **mille six cents dollars** (1 600 $) dans les trente jours de la remise du rapport finale à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de

trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 octobre 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6505, avenue Somerled Montréal (Québec) H4V 1S7 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

LE DÉPÔT CENTRE COMMUNAUTAIRE D'ALIMENTATION

Par : _____
Tasha Lackman
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal,
le _____e jour de _____ 2025

(Résolution_____).

ANNEXE 1

PROJET

#13445 - Mesure alimentaire camps de jour NDG - Demande de soutien financier (envoyée le 15 avril 2025 à 12:36)

Nom de l'organisme	Mission
Le Dépôt centre communautaire d'alimentation	Au Dépôt, la nutrition et les aliments délicieux alimentent la solidarité. Nos programmes communautaires rassemblent des personnes pour CULTIVER, CUISINER, PARTAGER, et se MOBILISER pour mettre fin à l'insécurité alimentaire. Notre vision est celle d'une communauté prospère et connectée où une alimentation nourrissante est accessible et considérée comme un droit humain fondamental.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Mesure alimentaire pour les camps de jours de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce 2025-2026 (Source budgétaire non reliée au SDIS)

Informations générales

Nom du projet: Mesure alimentaire camps de jour NDG

Numéro de projet GSS: 13445

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Tasha
Nom: Lackman
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 483-4680
Numéro de télécopieur:
Courriel: tasha@depotmtl.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Tasha
Nom: Lackman
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2025-06-24	2026-08-15

Date limite de réception du rapport final
2026-09-15

Résumé du projet

La faim chez les enfants demeure l'un des signes les plus visibles de la pauvreté dans notre société. Si de nombreux programmes scolaires assurent l'accès à des repas et des collations santé de septembre à juin, les besoins nutritionnels des enfants persistent durant l'été. Pourtant, les camps de jour – lieux essentiels de socialisation, de jeu et de développement – ne disposent pas toujours des ressources nécessaires pour nourrir adéquatement les jeunes participants.

Depuis plusieurs années, Le Dépôt centre communautaire d'alimentation met en œuvre un programme de collations santé estivales destiné aux enfants fréquentant les camps de jour subventionnés par la Ville. Ce projet, qui a démontré sa pertinence et son efficacité, vise à combler un vide important dans l'offre alimentaire estivale, tout en contribuant à créer un environnement plus équitable pour les enfants de l'arrondissement.

Nous sollicitons aujourd'hui un renouvellement de financement afin de poursuivre et renforcer ce projet. L'expérience acquise au fil des ans nous permet d'optimiser notre logistique, de travailler étroitement avec les camps, et de soutenir davantage les équipes d'animation.

Grâce à ce soutien, nous prévoyons :

- La distribution hebdomadaire de collations santé et de kit de repas aux camps participants, assurée par l'équipe du Dépôt.
- L'animation d'un atelier par camp, destiné aux équipes d'animation, afin de les former à l'organisation, la gestion et la promotion de pratiques alimentaires saines auprès des enfants. Cette approche de type « former les formateurs » vise à bâtir les capacités des moniteurs pour qu'ils puissent à leur tour transmettre ces connaissances aux campeurs.
- Le partage d'outils pédagogiques conçus par notre équipe pour renforcer les compétences en éducation nutritionnelle, et soutenir les camps dans l'intégration de ces pratiques tout au long de l'été.
- Une rencontre de collaboration avec MultiCaf, pour partager nos pratiques, échanger sur les défis rencontrés, et renforcer la coordination entre les acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire estivale.

Notre programme s'inscrit dans une démarche de long terme, ancrée dans l'expérience, l'écoute des partenaires et l'adaptation aux réalités locales. Chaque été, il permet à des centaines d'enfants de profiter pleinement de leur camp, bien nourris, curieux et engagés.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réduire l'insécurité alimentaire estivale par l'offre régulière de collations et kit de repas sains aux enfants des camps subventionnés.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Accès régulier à des aliments sains pour les jeunes des camps de jour grâce à 10 000 collations et repas distribués.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Offrir un programme collations santés + kit de repas dans 7 camps d'été subventionnés dans l'arrondissement à NDG

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	7	5	7	140

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Renforcer les compétences des équipes d'animation en saine alimentation grâce à des formations, outils et accompagnement pour promouvoir de saines habitudes chez les enfants.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
35 animateurs formés en nutrition via 7 ateliers. Outils pédagogiques intégrés aux activités de camp. Camps plus autonomes en éducation alimentaire.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formation « former les formateurs » pour outiller les équipes d'animation à organiser, gérer et promouvoir des pratiques alimentaires saines auprès des enfants en camp.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	7	3	7	35

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser l'échange d'expertises et la concertation avec MultiCaf pour améliorer les approches en sécurité alimentaire estivale.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Rencontre avec MultiCaf, identification de pistes d'amélioration et renforcement de la coordination en sécurité alimentaire estivale.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Un rencontre de partage de facons de faire avec multicaf

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	3	1	2

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6450
Rue: Somerled
Numéro de bureau:
Code postal: H4V 1S5
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Alimentation
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Lutte contre la pauvreté
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	490	490	20	1000

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?

Non

Informations complémentaires:

Le Dépôt centre communautaire d'alimentation intègre des principes d'inclusion sociale et d'équité dans l'ensemble de ses programmes. Nous reconnaissons que l'insécurité alimentaire touche les personnes de manière inégale selon leur genre, leur âge, leur origine culturelle, leurs capacités ou leur situation socioéconomique.

Dans ce contexte, le programme de collations santé vise à réduire les obstacles à une alimentation nutritive pour tous les enfants fréquentant les camps subventionnés, peu importe leur profil. Nous considérons la nourriture comme un outil rassembleur et égalisateur, qui peut soutenir la dignité, l'inclusion et le bien-être de chacun·e.

Par ailleurs, les activités éducatives prévues dans le cadre du programme valorisent le développement de compétences en nutrition et en préparation de collations saines – des savoirs essentiels, accessibles et utiles pour tou·te·s, indépendamment du genre. En sensibilisant les enfants dès le plus jeune âge à l'importance d'une alimentation équilibrée, nous contribuons à renforcer leur autonomie et à briser certains stéréotypes liés aux rôles de genre dans la cuisine et les soins.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Cafétéria Multicaf

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3591 rue Appleton
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1L7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Centre Walkley

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez lieu de déroulement (camp d'été)		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6650 rue Côte Saint Luc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1G8

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Centre Westhaven

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez lieu de déroulement (camp d'été)		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7405 Ave Harley
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1L5

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Centre Loyola

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez lieu de déroulement (camp d'été)		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4850 ave Coronation
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 2E2

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Centre Saint Raymond

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez lieu de déroulement (camp d'été)		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5600 Upper Lachine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 1P4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Jeunesse Benny

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez lieu de déroulement (camp d'été)		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6440 rue de Terrebonne
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1B1

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Camp NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez lieu de déroulement (camp d'été)		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3757 av Prud'homme
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2A7

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Camp Parc Patricia

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez lieu de déroulement (camp d'été)		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5600 ch Upper Lachine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2A6

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Animateur(trice)	19,50 $	3,00	9,36 $	8	1	542,88 $
Cuisinier(ère)	26,10 $	7,00	29,30 $	8	1	1 696,00 $
Coordonnateur(trice)	26,10 $	6,00	25,06 $	10	1	1 816,60 $
Coordonnateur(trice)	26,10 $	7,00	29,30 $	6	1	1 272,00 $
Chargé(e) de communication	30,21 $	1,00	4,83 $	10	1	350,40 $
Coordonnateur(trice)	26,10 $	5,00	20,98 $	2	1	302,96 $
Animateur(trice)	19,99 $	3,00	9,60 $	8	1	556,56 $
Cuisinier(ère)	26,75 $	7,00	29,96 $	8	1	1 737,68 $
Coordonnateur(trice)	26,75 $	6,00	25,68 $	10	1	1 861,80 $
Coordonnateur(trice)	26,75 $	7,00	29,96 $	6	1	1 303,26 $
Chargé(e) de communication	30,97 $	7,50	37,20 $	1	1	269,48 $
Coordonnateur(trice)	26,75 $	5,00	21,40 $	2	1	310,30 $
Total						**12 019,92 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Source budgétaire non reliée au SDIS: Budget d'opération de l'arrondissement (S/L)	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Animateur(trice)	542,88 $	0,00 $	0,00 $	**542,88 $**	542,88 $
Cuisinier(ère)	1 696,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 696,00 $**	1 696,00 $
Coordonnateur(trice)	1 816,60 $	0,00 $	0,00 $	**1 816,60 $**	1 816,60 $
Coordonnateur(trice)	1 272,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 272,00 $**	1 272,00 $
Chargé(e) de communication	350,40 $	0,00 $	0,00 $	**350,40 $**	350,40 $

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Source budgétaire non reliée au SDIS: Budget d'opération de l'arrondissement (S/L)	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**		
Coordonnateur(trice)	302,96 $	0,00 $	0,00 $	**302,96 $**	302,96 $
Animateur(trice)	556,56 $	0,00 $	0,00 $	**556,56 $**	556,56 $
Cuisinier(ère)	1 737,68 $	0,00 $	0,00 $	**1 737,68 $**	1 737,68 $
Coordonnateur(trice)	1 861,80 $	0,00 $	0,00 $	**1 861,80 $**	1 861,80 $
Coordonnateur(trice)	1 303,26 $	0,00 $	0,00 $	**1 303,26 $**	1 303,26 $
Chargé(e) de communication	269,48 $	0,00 $	0,00 $	**269,48 $**	269,48 $
Coordonnateur(trice)	310,30 $	0,00 $	0,00 $	**310,30 $**	310,30 $
Total	**12 019,92 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**12 019,92 $**	**12 019,92 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	265,00 $	0,00 $	0,00 $	**265,00 $**
Déplacements	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 000,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	14 582,00 $	0,00 $	0,00 $	**14 582,00 $**
Total	**16 847,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**16 847,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**53,06 %**			
Frais administratifs	**2 883,08 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**2 883,08 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**9,08 %**			
Total	**31 750,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**31 750,00 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Collations camp d'été 2025+2026 - Budget (2).pdf	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Resolution Delegation of Authority February 2025.docx.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
document d'engagement Le Dépot 2025+2026.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **visibilite@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **visibilite@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

Remise du **rapport d'étape** couvrant la période du 1er juin 2025 au 30 septembre 2025	31 octobre 2025
Remise du **rapport final** couvrant la période du 1er juin 2026 au 30 septembre 2026	31 octobre 2026

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Numéro de sommaire : 1257570002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3600, avenue Barclay, bureau 320, Montréal (Québec) H3S 1K5, agissant et représentée par Jean-Sébastien Patrice, Directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 133112821RP0001
Numéro d'inscription TVQ : 1143699263
Numéro de charité : 113112821RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission d'être un milieu d'accueil, au service des personnes démunies et vulnérables, orienté vers la construction de partenariats visant à faciliter pour sa clientèle l'accès à des ressources adaptées à leurs besoins, conditions et aspirations;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de comptes** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de comptes doit lui être remise au plus tard le 31 octobre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 septembre pour la première année et la période du 1er juin d'une année au 30 septembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **vingt mille cinq cent vingt-deux dollars et cinquante cents** (20 522,50 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025

5.2.1.1 une somme maximale de **neuf mille dollars** (9 000 $) dans les trente jours de la signature de la convention;

5.2.1.2 une somme maximale de **mille dollars** (1 000 $) dans les trente jours de la remise du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026

5.2.2.1 une somme maximale de **neuf mille cinq cent vingt-deux dollars et cinquante cents** (9 522,50 $) le 1er juin 2026

5.2.2.2 une somme maximale de **mille dollars** (1 000 $) dans les trente jours de la remise du rapport finale à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de

son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 octobre 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3600, avenue Barclay, bureau 320, Montréal (Québec) H3S 1K5 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF

Par : _____
Jean-Sébastien Patrice
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal,
le _____e jour de _____ 2025

(Résolution_____).

ANNEXE 1

PROJET

#13444 - Les P’tites Collations de MultiCaf - Demande de soutien financier (envoyée le 7 avril 2025 à 16:15)

Nom de l'organisme	Mission
La cafétéria communautaire MultiCaf	MultiCaf est un organisme de lutte à la pauvreté qui inscrit son action dans l’amélioration des conditions de vie et l’atteinte de la sécurité alimentaire de toutes les personnes à faible revenu de son territoire. Pour accomplir cette mission, de concert avec les organismes du quartier et de Montréal, MultiCaf s'engage à : Offrir divers services et activités répondant aux besoins alimentaires de sa région; - Offrir des services d’information et de référence aux usagers et membres de l'organisme; - Identifier les causes et les problèmes reliés à la pauvreté afin de développer des stratégies pour mieux intégrer les personnes à faible revenu dans leur milieu; - Sensibiliser la communauté aux problèmes reliés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Mesure alimentaire pour les camps de jours de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce 2025-2026 (Source budgétaire non reliée au SDIS)

Informations générales

Nom du projet: Les P’tites Collations de MultiCaf

Numéro de projet GSS: 13444

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l’organisme?
Oui

Prénom: Jean-Sébastien
Nom: Patrice
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 733-0554
Numéro de télécopieur: (514) 733-2760
Courriel: j-spatrice@multicaf.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l’organisme?
Oui

Prénom: Jean-Sébastien
Nom: Patrice
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2025-05-01	2026-10-31

Date limite de réception du rapport final
2026-12-01

Résumé du projet

Ce projet de collation s'inscrit dans un contexte d'inégalités sociales persistantes affectant particulièrement les enfants issus de quartiers défavorisés, où l'insécurité alimentaire demeure un enjeu préoccupant, même pendant la période estivale. Chaque été, de nombreux enfants fréquentent les camps de jour municipaux ou communautaires sans nécessairement avoir accès à une collation saine et suffisante, ce qui peut nuire à leur énergie, leur concentration et leur bien-être général tout au long de la journée. Dans ce contexte, MultiCaf, fidèle à sa mission de lutter contre l'insécurité alimentaire et de promouvoir l'égalité des chances, propose un projet de distribution de collations saines, variées et gratuites dans les camps de jour situés dans le quartier Côte-de-Neiges. Ce projet vise à combler un besoin concret, tout en favorisant de saines habitudes alimentaires dès le jeune âge et en soutenant les familles à faible revenu durant une période où les ressources scolaires et institutionnelles sont réduites. En s'intégrant aux activités estivales des camps de jour, ce projet agit comme un levier d'équité sociale, en assurant à chaque enfant un accès équitable à une alimentation de qualité, peu importe sa situation socioéconomique.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réduire l'insécurité alimentaire chez les enfants et leurs familles durant l'été

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Offrir quotidiennement des collations saines et gratuites à au moins 500 enfants fréquentant les camps de jour dans les quartiers ciblés.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Distribution hebdomadaire de portions quotidiennes d'une collation "idéale" au niveau de la composition nutritive à chaque enfant fréquentant les 5 camps de jour dans les quartiers ciblés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	12	1	2	5	100

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Offrir des ateliers sur la saine alimentation en collaboration avec les camps de jours

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	3	1	2	5	100

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Réduire la pression alimentaire sur 500 familles à faible revenu.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Communication claire avec les familles pour les informer qu'aucune collation ne sera exigée de leur part durant le camp, allégeant ainsi leur charge mentale et financière.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	3	1	1	5	100

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser l'adoption de saines habitudes alimentaires dès le jeune âge

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins 75 % des enfants ayant reçu des collations seront capables d'identifier au moins trois nouvelles collations saines qu'ils apprécient à la fin de l'été.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers d'éducation alimentaire adaptés aux enfants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	3	1	2	5	100

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formations aux animateurs des camps de jour : Mini-ateliers de préparation de collation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	1	1	2	5	5

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Journées thématiques sur les aliments

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	3	1	2	5	100

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Cafétéria MultiCaf
No civique: 3591
Rue: Avenue Appleton
Code postal: H3S 1L7
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre communautaire Mountain Sights
No civique: 5111
Rue: Paré
Code postal: H4P 2B1
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges (Marcus Garvey All-Star Day Camp)

Nom du lieu: Loisirs sportifs Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (Camp de jour Petit Chapiteau)

Nom du lieu: Loisirs Soleil

Nom du lieu: Loisir sportifs Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (LSCDN)

Nom du lieu: Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges (CELO)

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Alimentation
- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Éducation et santé
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Source budgétaire non reliée au SDIS**: Lutte contre la pauvreté

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	280	215	5	500

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet
- **Précision:** Projet s'adresse de manière directe uniquement aux enfants fréquentants les camps de jour. Le projet aura cependant un impact indirect auprès de leurs familles.

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Minorités ethniques
- Minorités visibles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Ce projet a été conçu selon une approche d'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+), afin de s'assurer qu'il réponde équitablement aux besoins des enfants de tous genres et horizons, tout en tenant compte des différents facteurs de vulnérabilité qui peuvent influencer leur accès à une alimentation saine. L'analyse selon les sexes a permis d'éviter la reproduction de stéréotypes genrés dans les communications et les activités. Les messages sur l'alimentation, les ateliers pratiques et les outils éducatifs ont été conçus de façon non sexiste, valorisant l'implication de tous les enfants – filles, garçons et enfants non binaires – dans la préparation et la consommation de collations saines. L'approche intersectionnelle a permis de reconnaître que les enfants peuvent faire face à des obstacles multiples et croisés. Le projet tient ainsi compte de facteurs comme le statut socio-économique, l'origine ethnoculturelle, le statut d'immigration, les limitations fonctionnelles, et la diversité de genre. Les collations sont culturellement adaptées, les activités sont accessibles, et un langage inclusif est utilisé pour créer un environnement sécuritaire et accueillant pour tous. Ainsi, le projet s'assure que chaque enfant, peu importe son identité ou sa situation, puisse participer pleinement et bénéficier des retombées positives du programme.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Centre communautaire Mountain Sights

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5111 Rue Paré
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4P 2B1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: CELO

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5354 Av. Gatineau
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 1X2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Loisir sportifs Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (LSCDN)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4880 Av. Van Horne
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3W 1J3

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges (Marcus Garvey All-Star Day Camp)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6585 Chem. de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K4

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Services Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	35 112,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Rachel Bendayan
Adresse courriel: rachel.bendayan@parl.gc.ca
Numéro de téléphone: (514) 736-2727
Adresse postale: 154, ave. Laurier ouest, Suite 302
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2T 2N7

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision: Programme PASTA - CIUSSS CSMTL

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	7 512,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Danie Royer
Adresse courriel: danie.royer.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (438) 830-8052
Adresse postale: 1560 rue Sherbrooke Est, Pavillon JA De Sève
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4M1

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation de la famille Peacock

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	40 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Gisèle Murphy
Adresse courriel: giselle@thepeacockfamilyfoundation.org
Numéro de téléphone: (514) 733-0554
Adresse postale: CP 23003 CSP VENDOME
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3V4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Moisson Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Don de nourriture		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6880 Chem. de la Côte-de-Liesse
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: MultiCaf

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	25 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Jean-Sébastien Patrice
Adresse courriel: j-spatrice@multicaf.org
Numéro de téléphone: (514) 603-2728
Adresse postale: 3600 avenue Barclay bureau 320
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K5

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Animateur(trice)	18,00 $	40,00	11,50 $	24	2	35 112,00 $
Chargé(e) de projet	23,00 $	10,00	11,50 $	24	1	5 796,00 $
Coordonnateur(trice)	30,00 $	2,00	11,50 $	24	1	1 716,00 $
Total						**42 624,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Source budgétaire non reliée au SDIS: Budget d'opération de l'arrondissement (S/L)	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**107 624,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet** ℹ
Animateur(trice)	0,00 $	0,00 $	35 112,00 $	**35 112,00 $**	35 112,00 $
Chargé(e) de projet	0,00 $	0,00 $	5 796,00 $	**5 796,00 $**	5 796,00 $
Coordonnateur(trice)	0,00 $	0,00 $	1 716,00 $	**1 716,00 $**	1 716,00 $
Total	**0,00 $**	**0,00 $**	**42 624,00 $**	**42 624,00 $**	**42 624,00 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	20 522,50 $	0,00 $	54 477,50 $	**75 000,00 $**

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Source budgétaire non reliée au SDIS: Budget d'opération de l'arrondissement (S/L)	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	107 624,00 $	
Total	**20 522,50 $**	**0,00 $**	**54 477,50 $**	**75 000,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**58,53 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**10 522,50 $**	**10 522,50 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**8,21 %**			
Total	**20 522,50 $**	**0,00 $**	**107 624,00 $**	**128 146,50 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Informations complémentaires sur le projet de collations dans les camps de jour- MultiCaf

Le projet de distribution de collations dans les camps de jour est une initiative estivale portée par MultiCaf, visant à réduire l'insécurité alimentaire chez les enfants issus de milieux défavorisés, tout en favorisant l'adoption de saines habitudes alimentaires dès le jeune âge. Il s'inscrit dans un contexte marqué par des inégalités sociales persistantes, où plusieurs familles à faible revenu peinent à subvenir aux besoins nutritionnels de leurs enfants, particulièrement durant l'été, lorsque les repas offerts en milieu scolaire ne sont plus accessibles.

Objectifs du projet

- Réduire l'insécurité alimentaire chez les enfants pendant l'été en leur offrant gratuitement des collations nutritives.
- Alléger la pression financière sur les familles à faible revenu en assumant la responsabilité des collations quotidiennes.
- Promouvoir de saines habitudes alimentaires à travers l'exposition répétée à des aliments variés et équilibrés, ainsi que par des activités éducatives adaptées.

Public cible

Le projet s'adresse aux enfants de 5 à 12 ans fréquentant des camps de jour dans des quartiers à forte densité de pauvreté dans Côte-des-Neiges. Les enfants proviennent de familles vivant sous le seuil de la Mesure du panier de consommation (MPC) et sont issus de divers milieux : nouveaux arrivants, familles monoparentales, ménages racisés ou en situation de précarité.

Composition des collations

Les collations sont conçues pour être équilibrées, simples, sans allergènes à haut risque et attrayantes pour les enfants.

Une collation type inclut :

- Un fruit frais ou une compote sans sucre ajouté
- Un produit céréalier à grains entiers (ex. muffin maison, craquelins)
- Une petite source de protéines (ex. fromage, houmous, yogourt.

Le coût moyen estimé par collation est de 1,50 $ à 2,00 $ par enfant, par jour, avec des ajustements possibles grâce à des dons alimentaires ou des achats en vrac.

Activités complémentaires

Le projet ne se limite pas à la distribution de nourriture. Il comprend également :

- Des mini-ateliers d'éducation alimentaire (jeux, quiz, découvertes sensorielles)
- Des ateliers de préparation de collations simples
- Des activités créatives autour des thèmes de l'alimentation (dessins, bricolages, etc.)
- Des outils à emporter à la maison (recettes faciles, fiches nutrition, messages pour les parents)

Ces activités visent à renforcer l'appropriation des comportements alimentaires positifs et à créer un lien durable entre l'enfant, son alimentation, et sa santé.

Approche inclusive (ADS+)

Le projet a été développé à partir d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+). Il tient compte des différentes réalités vécues par les enfants en fonction de leur genre, de leur origine, de leur statut socio-économique et de leurs capacités. Les outils de communication et les activités sont non sexistes, inclusifs et culturellement sensibles. Les collations tiennent compte de préférences et restrictions culturelles. Une attention particulière est portée aux enfants vivant avec des limitations fonctionnelles, afin que chacun puisse pleinement participer. Les familles sont également considérées dans l'approche, avec des communications claires, accessibles et respectueuses de leur réalité.

Partenariats

Le projet repose sur des collaborations solides avec :

- Les organisateurs de camps de jour (municipaux et communautaires)
- Des organismes partenaires spécialisés en alimentation ou en inclusion sociale
- Des fournisseurs locaux et partenaires institutionnels pour l'approvisionnement et la logistique
- Éventuellement, des bénévoles et parents engagés pour appuyer certaines activités éducatives

Évaluation et retombées attendues Les indicateurs de succès incluent :

- Le nombre d'enfants rejoints quotidiennement
- La quantité de collations distribuées
- La diversité des aliments introduits
- Le taux de satisfaction des enfants et des familles
- L'amélioration des connaissances alimentaires et la capacité des enfants à identifier des choix sains
- La réduction du stress financier exprimée par les familles

Conclusion

Ce projet constitue une réponse concrète, bienveillante et structurée à un besoin criant dans nos communautés. Il allie action nutritionnelle, éducation, inclusion et soutien aux familles pour bâtir un environnement où chaque enfant, peu importe sa situation, peut grandir en santé, en sécurité et avec dignité.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution 2025 - 07-04-2025.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20250407-041351.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- pour assurer la visibilité de la Ville sur toutes les publications, sur tous les outils promotionnels du Projet et dans tous les documents relatifs au Projet, afficher le logo de la Ville et inscrire la mention suivante :

  « **Projet financé par la Ville de Montréal** »;

- obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville de Montréal et les directives d'utilisation, en faisant une demande par écrit à **visibilite@montreal.ca**;

- faire approuver toutes les utilisations du logo sur les outils promotionnels du Projet, avant de les diffuser, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance en envoyant les visuels à **visibilite@montreal.ca**;

- inviter au moins trente (30) jours à l'avance la Ville à participer à tout événement public afférent au Projet;

- remettre un bilan de la visibilité accordée au Projet au Responsable.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

Remise du **rapport d'étape** couvrant la période du 1er juin 2025 au 30 septembre 2025	31 octobre 2025
Remise du **rapport final** couvrant la période du 1er juin 2026 au 30 septembre 2026	31 octobre 2026

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1257570002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Objet :	Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $, toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement. Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1257570002 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438 920 36 12
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs du greffe et de la gestion immobilière

No. de dossier	1257570002
Nature du dossier	**Convention de contribution financière – Camp de jour**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :
Accorder une contribution financière au Dépôt Centre communautaire d'alimentation et à La Cafétéria communautaire MultiCaf totalisant la somme de 52 272,50 $, toutes taxes incluses si applicable, pour les étés 2025 et 2026, dans le cadre du projet de collations santé pour les camps de jours subventionnés par l'Arrondissement. Approuver les projets de convention à cette fin.

Les organismes sélectionnés sont :

OSBL- Convention de contribution	2025	2026	Total 2025-2026
Le Dépôt	15 750,00 $	16 000,00 $	31 750,00 $
MultiCaf	10 000,00 $	10 522,50 $	20 522,50 $
Total annuel	**25 750,00 $**	**26 522,50 $**	**52 272,50 $**

Cette dépense est entièrement financée par le budget de fonctionnement de la Direction de la culture, sports, loisirs et développement social. La dépense sera imputée comme suit :

Imputation	2025
2406.0010000.300747.07123.61900.016490.0000.000000.012143.00000.0000 CR: CDN - Conventions de contribution A: Exploitation des centres commun. - Act. récréatives O: Contribution à d'autres organismes SO: Organismes sportifs et récréatifs P: Général Au: Camps de jour	25 750,00 $
Total	25 750,00$

La demande d'achat **868893** a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable. Les bons de commande requis seront préparés à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259223006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 30 000 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG) pour l'année 2025 dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands et approuver le projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ
D'accorder une contribution financière totalisant 30 000 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), organisme de l'arrondissement, pour l'année 2025, dans le cadre du *Programme de soutien financier aux associations de marchands de l'Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* ;

D'approuver le projet de convention à cette fin.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:22

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259223006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 30 000 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG) pour l'année 2025 dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme de soutien financier aux associations de marchands de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce a pour objectif d'encourager la création d'associations de marchands (non-SDC) situés dans un même secteur commercial à soutenir l'essor, le dynamisme et la portée des actions de ces mêmes associations dans le temps. Les projets admissibles au programme doivent, dans une perspective d'amélioration des affaires et de la qualité de vie des citoyens, contribuer à stimuler et consolider la vitalité de secteurs commerciaux.

Le soutien financier offert se veut complémentaire aux programmes et services offerts par ses partenaires économiques, soit le Service de développement économique de la Ville de Montréal (SDÉ) et PME MTL centre-ville.

Les détails concernant le type de projets admissibles (ou non-admissibles) au programme, la nature du soutien financier possible, les conditions d'admissibilité des projets présentés et les critères d'évaluation des demandes reçues sont disponibles dans les pages 1 à 4 du document de demande de subvention de Biz NDG qui se retrouve en pièce jointe à ce sommaire décisionnel.

Dans la 3e année d'admissibilité, le programme prévoit qu'une association peut bénéficier d'un soutien financier de l'Arrondissement pouvant aller jusqu'à un maximum de 20 000$. À cette somme peut s'ajouter un soutien équivalent à la somme que l'association perçoit en cotisations annuelles auprès de ses membres, jusqu'à concurrence de 10 000$. Biz NDG ayant réussi à récolter plus de 10 000$ en cotisations de ses membres dans la dernière année, l'Association est donc éligible à une subvention de 30 000$. La liste des membres ayant cotisé se retrouve également en pièce jointe.

Le présent dossier décisionnel vise à octroyer la somme de 30 000$ à l'association de marchands Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG) pour l'année 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA24 170100 : Accorder une contribution financière totalisant 25 000 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), organisme de l'arrondissement, pour l'année 2024 (12 mois), dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands de l'Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et approuver le projet de convention à cette fin. (1249943002).
- CA23 170118 : Accorder une contribution financière totalisant 30 000 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands et approuver le projet de convention à cette fin (1234082001).

- CA22 170177: Prolonger la période de la convention jusqu'au 31 décembre 2022 (initialement prévue jusqu'au 31 décembre 2021) pour la contribution financière de 101 143 $ accordée à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), organisme de l'arrondissement, dans le cadre du « Fonds de dynamisation des artères commerciales 2021 (1215284012).

- CA21 170338: Prolonger la période de la convention jusqu'au 30 juin 2022 (initialement prévue jusqu'au 31 décembre 2021) pour la contribution financière de 101 143 $ accordée à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), organisme de l'arrondissement, dans le cadre du « Fonds de dynamisation des artères commerciales 2021 (1215284012).

- CA21 170220: Accorder une contribution financière totalisant 101 143 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), organisme de l'arrondissement, pour la période du 18 août au 31 décembre 2021, dans le cadre du « Fonds de dynamisation des artères commerciales 2021 » et approuver le projet de convention à cette fin (1215284012).

- CE21 0820 du 12 mai 2021 - Autoriser des viremenst budgétaires non récurrents totalisant 1 M$ à 18 arrondissements montréalais, afin de soutenir des initiatives de dynamisation des artères commerciales qui ne sont pas desservies par une société de développement commercial.

DESCRIPTION

L'association Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), qui regroupe 125 marchands répartis principalement sur les artères commerciales Sherbrooke, Monkland et Somerled, a déposé une demande de financement dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands de l'arrondissement.
Résumé des projets reliés à la demande de subvention:

Soutien à la permanence (15 000$): Maintien en poste et prolongation du mandat du Directeur Général actuel (administration et coordination) ainsi que les honoraires pour la production d'états financiers, les frais d'assurances et les frais bancaires et d'administration générale.

Promotion et communications (10 000$): Poursuite de l'embauche du/des consultant(s) actuel(s) en marketing et communication, campagnes de marketing, collecte hebdomadaire de contenus (commerces, produits, services, offres, événements, etc.) et marketing collaboratif avec les entreprises membres, maintenance et amélioration de notre site web ainsi que de notre répertoire d'entreprises disponible pour consultation en ligne, gestion des médias sociaux, publicités ciblées/payantes en ligne, projets d'affiches publicitaires dans les

artères, infolettre aux abonnés, etc.

Animation (5 000$) : Honoraires professionnels et dépenses pour des locations, des cadeaux, des équipements, des solutions informatiques et/ou d'autres matériels pour soutenir nos événements prévus dans nos artères commerciales cette année. Notre planification actuelle comprend trois (3) événements au cours de l'année avec thèmes divers incluant la visite du Père Noël et de la Fée des étoiles en décembre.

L'explicatif complet de la demande de subvention de l'organisme se retrouve dans les pages 4 à 8 du document intitulé Programme soutien aux associations demande Biz NDG 2025 inclut en pièce jointe à ce sommaire décisionnel.

Le projet de convention est joint en annexe également. Le montant recommandé de la subvention dans le cadre de l'entente est de 30 000 $.

JUSTIFICATION

Le volet économique (axe 3) de notre Plan stratégique 2023-2030, dans sa présentation, soulève ce qui suit: l'Arrondissement souhaite offrir les conditions favorables à une économie locale dynamique en assurant à la population des services et commerces de proximité de qualité et adaptés à ses besoins, tout en améliorant de manière continue les artères commerciales. Il souhaite aussi fournir le soutien nécessaire aux entrepreneurs et commerçants investisseurs sur le territoire.
Une artère commerciale peut devenir plus attractive et compétitive dans la mesure où elle est prise en charge par le milieu et suffisamment structurée pour lui permettre de faire sa promotion, de contribuer à améliorer l'expérience de vie urbaine et de mettre en valeur son caractère distinctif. Ainsi, la présence d'une association de marchands dynamique, structurée et représentative de son milieu est un atout pour le quartier et pour l'Arrondissement.
C'est dans cette optique que le nouveau Programme de soutien financier aux associations de marchands de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce a été créé.

Le programme vise les organismes provenant de secteurs qui ne sont pas déjà desservis par une SDC (Société de développement commercial). Sommairement, les organismes locaux qui sont constitués en OBNL (organisme à but non lucratif) et dont la mission principale est la mise en valeur d'un secteur commercial peuvent déposer une demande. Le programme a pour objectif d'encourager la création d'associations de marchands situés dans un même secteur commercial, mais aussi à soutenir l'essor, le dynamisme et la portée des actions de ces mêmes associations dans le temps.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 30 000$ est assumée par l'arrondissement. Ce dossier sera financé par le surplus libre de l'arrondissement.
Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans la certification de fonds de la direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

MONTRÉAL 2030

Voir la grille en pièce jointe.
De plus, ceci contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement.

Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan):
- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).
- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de

la vitalité des artères commerciales de l’arrondissement. (résultat 3.2 du plan.)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention comprendra un protocole relatif à la visibilité qui sera offerte à l’Arrondissement et qui devra refléter l’importance de l’aide accordée dans le cadre des projets réalisés par l'organisme grâce au soutien financier de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les projets feront l’objet d’un suivi de la part de l’arrondissement. Une reddition de compte devra être déposée par l'organisme au plus tard le mois suivant la date de terminaison précisée dans la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Benoit PELLETIER THIBAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 30 000 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG) pour l'année 2025 dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands et approuver le projet de convention à cette fin.

Soutien aux associations de marchands CDN-NDG 2025 - Biz NDG - 11 avril 2025.pdf

2025 Convention BIZ subvention 30K 1259223006.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030 - 1259223006.pdf

Biz NDG - Subvention CDN-NDG 2024 - Rapport activités - 11 avril 2025.pdf

Biz NDG - Entreprises membres 2024-2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Programme de soutien financier aux associations de marchands
Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

CONTEXTE

Le centre de convivialité que représente une artère commerciale constitue un bien collectif et public. Son déclin n'est pas souhaitable. Lorsqu'il survient, ce déclin a un impact négatif sur l'attractivité du quartier, sur sa qualité de vie et sur la valeur des immeubles présents. Ses entreprises constituent l'un des piliers de l'expérience de vie urbaine. Ils contribuent au dynamisme, à la spécificité et à la convivialité qui font que les citoyens aiment leur quartier.

L'axe 3 de notre Plan stratégique 2023-2030 le confirme: l'Arrondissement souhaite offrir les conditions favorables à une économie locale dynamique en assurant à la population des services et commerces de proximité de qualité et adaptés à ses besoins, tout en améliorant de manière continue les artères commerciales. Il souhaite aussi fournir le soutien nécessaire aux entrepreneurs et commerçants investisseurs sur le territoire.

Une artère commerciale peut devenir plus attractive et compétitive dans la mesure où elle est prise en charge par le milieu et suffisamment structurée pour lui permettre de faire sa promotion, de contribuer à améliorer l'expérience de vie urbaine et de mettre en valeur son caractère distinctif. Ainsi, la présence d'une association de marchands dynamique, structurée et représentative de son milieu est un atout pour le quartier et pour l'Arrondissement.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Ce programme a pour objectif d'encourager la création d'associations de marchands (non-SDC) situés dans un même secteur commercial. Le programme vise également à soutenir l'essor, le dynamisme et la portée des actions de ces mêmes associations dans le temps.

Les projets admissibles au programme doivent, dans une perspective d'amélioration des affaires et de la qualité de vie des citoyens, contribuer à stimuler et consolider la vitalité de secteurs commerciaux.

Le soutien financier offert se veut complémentaire aux programmes et services offerts par ses partenaires économiques, soit le Service de développement économique de la Ville de Montréal (SDÉ) et PME MTL centre-ville.

Les projets proposés doivent être compatibles avec les axes de développement du Plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

PROJETS ADMISSIBLES

- ✓ Soutien administratif et de coordination (permanence et gouvernance);
- ✓ Mobilisation, réflexion stratégique, promotion de l'association auprès des membres actuels et potentiels;
- ✓ Attribution d'un mandat à un(e) consultant(e) externe pour un projet admissible au programme;
- ✓ Connaissance du tissu commercial: études économiques et sondages;
- ✓ Élaboration de l'image de marque et de positionnement marketing du secteur commercial (branding);
- ✓ Communications: relations publiques, infolettres, site web, réseaux sociaux, ressource externe, etc.;
- ✓ Formations aux membres: marketing, ressources humaines, gestion, pratiques d'affaires, coaching, etc.;
- ✓ Activités pour animer et promouvoir l'offre commerciale du secteur;
- ✓ Locaux vacants: habillage, répertoire web, occupation transitoire, viser à en réduire le nombre, etc.;
- ✓ Démarche de création d'une SDC (Société de développement commercial).

La liste des secteurs commerciaux admissibles est présentée en Annexe 1 de ce document.

PROJETS NON-ADMISSIBLES

- ✓ L'acquisition de mobilier de bureau ou d'équipements informatiques;
- ✓ Le remboursement d'un déficit de l'organisme;
- ✓ Un appui financier direct aux marchands membres;
- ✓ Campagne publicitaire destinée aux consommateurs sur des médias autres que sur les réseaux sociaux.

Le programme vise les secteurs qui ne sont pas déjà desservis par une SDC (Société de développement commercial).

NATURE DU SOUTIEN FINANCIER

- ✓ Dans la 1e année d'admissibilité, l'association peut bénéficier d'un soutien financier de l'Arrondissement pouvant aller jusqu'à un maximum de 30 000$;

- ✓ Dans la 2e année d'admissibilité, l'association peut bénéficier d'un soutien financier de l'Arrondissement pouvant aller jusqu'à un maximum de 25 000$. À cette somme peut s'ajouter un soutien additionnel équivalent à la somme que l'association perçoit en cotisations annuelles auprès de ses membres, jusqu'à concurrence de 5 000$;

- ✓ Dans la 3e année d'admissibilité, l'association peut bénéficier d'un soutien financier de l'Arrondissement pouvant aller jusqu'à un maximum de 20 000$. À cette somme peut s'ajouter un soutien équivalent à la somme que l'association perçoit en cotisations annuelles auprès de ses membres, jusqu'à concurrence de 10 000$.

Le financement de projets pour les années subséquentes sera possible selon les conditions suivantes:

- Pour chaque dollar investi par l'association via les cotisations de ses membres dans le financement des projets proposés dans une demande, l'arrondissement pourra accorder une somme égale (1$ pour 1$) en soutien financier jusqu'à concurrence d'un montant total annuel de 25 000$.

Note : si, à terme, une association procède avec succès à la création d'une SDC pour son territoire, elle peut devenir éligible à un soutien financier annuel de 60 000$ provenant de l'Arrondissement sous certaines conditions.

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Un organisme qui dépose une demande doit répondre aux conditions suivantes :

- ✓ Être constituée en OBNL (organisme à but non lucratif), selon la partie III sur les compagnies;
- ✓ Sa mission principale est la mise en valeur d'un secteur commercial;
- ✓ Le total de revenus provenant de cotisations annuelles de ses membres est inférieur à 100 000$;
- ✓ Faire état de toute autre subvention obtenue ou à obtenir de la part de la Ville de Montréal ou de l'Arrondissement, pour ses activités, de la nature des projets financés et ce pour l'année d'admissibilité de sa demande;

DÉPÔT D'UNE DEMANDE, CRITÈRES ET ANALYSE DES DEMANDES

Un formulaire à compléter, qui inclut également la procédure à suivre pour déposer une demande, est fourni aux demandeurs par l'arrondissement. Une copie de ce formulaire se retrouve en Annexe 2 de ce document. Afin de sélectionner les projets retenus, les membres d'un comité d'analyse évalueront les demandes sur la base de critères d'évaluations pondérés en fonction de leur importance respective (voir page suivante). Il est important d'en tenir compte lors du choix de vos projets à réaliser et de la préparation de votre demande de soutien financier.

Critères d'évaluations et pondération selon leur importance :

- ✓ Pertinence et réalisme des projets (30%) : Identification du besoin, budget, disponibilité des ressources.
- ✓ Retombées et impacts (20%) : Impacts ou retombées prévus, mesurabilité du résultats.
- ✓ Effet structurant sur le dynamisme commercial et la mobilisation des marchands (20%): Nombre de commerces impactés, variété de la typologie de commerces impactés, communication avec les commerçants, pérennité du projet.
- ✓ Capacité de l'organisme requérant à mener les projets (20%): ressources à l'interne disponibles, expertise dans des projets similaires.
- ✓ Cohérence avec les valeurs et les priorités de l'arrondissement (10%) : politiques et plans d'actions de l'arrondissement.
- ✓ Points bonis (10 points) : Appui et implication des gens d'affaires, s'il y a lieu (10 points) : lettre d'appui et/ou nombre de commerçants qui s'impliquent.

La demande devra obtenir une évaluation supérieure ou égale à 70 %.

Les regroupements qui bénéficieront d'un soutien financier devront s'engager à respecter les conditions énoncées dans une convention. Cette convention comprendra des précisions sur, entre autres, les éléments suivants :

- Les modalités contractuelles et financières de l'entente;
- Les conditions d'utilisation des fonds accordés par l'Arrondissement;
- La visibilité exigée par l'arrondissement en contrepartie de sa contribution financière;
- La condition que les fonds consentis par l'arrondissement devront être utilisés uniquement pour les fins prévues au programme;
- Qu'un bilan des réalisations et un compte-rendu financier devront être déposés au plus tard 90 jours suivant la fin des projets;
- Que l'association ne devra pas avoir engagé de frais pour la réalisation des projets avant la signature de la convention.

Une demande n'entraine pas nécessairement son acceptation, ni de celle du (des) projet(s) dans son ensemble, ni celle du montant total demandé. Toute demande de subvention devra être approuvée ultimement par le Conseil d'arrondissement. Ce programme, son contenu et ses critères pourraient être appelés à évoluer dans le temps ou à être modifiés par l'arrondissement.

Si vous avez des questions au sujet de ce programme de soutien financier, veuillez contacter :

M. Pierre Boudreault, Commissaire au développement économique
Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.
514-240-0636 pierre.boudreault@montreal.ca

Annexe 1

Programme de soutien financier aux associations de marchands
Secteurs commerciaux éligibles de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

- Côte-des-Neiges*: Côte-Ste-Catherine à Bedford
- Victoria: Kent à Saint-Keven
- Van Horne: Lemieux à Lavoie
- Queen-Mary: Lemieux à Clanranald
- Sherbrooke: Claremount à Cavendish
- Monkland: Girouard à Grand Boulevard (Biz NDG)
- Somerled: Walkley à Grand Boulevard (Biz NDG)
- Jean-Talon: Décarie à Côte-des-Neiges
- St-Jacques: Girouard à West Broadway
- Décarie: Queen-Mary à Jean-Talon

***** Le programme vise à stimuler le regroupement de marchands dans les secteurs qui ne sont pas déjà desservis par une SDC (Société de développement commercial). Le secteur de la SDC Côte-des-Neiges n'est donc pas admissible.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Annexe 2
Programme de soutien financier aux associations de marchands
Formulaire et procédure – Dépôt d'une demande

Pièces à fournir avec le présent formulaire à compléter qui comprend trois (3) pages :

1. Un document confirmant le statut juridique de l'association et de son inscription auprès du Registre des entreprises du Québec.
2. La résolution du conseil d'administration autorisant le signataire à déposer la demande.
3. Une liste à jour des membres du conseil d'administration de votre organisme.
4. Veuillez inclure en annexe les documents que vous jugerez pertinent d'ajouter en lien avec cette demande si l'espace disponible sur ce formulaire s'avère insuffisant.

Faire parvenir votre demande complétée en **format électronique** via courriel à:

M. Pierre Boudreault, Commissaire au développement économique
Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boulevard Décarie, Montréal (Québec) H3X 2H9
Courriel: pierre.boudreault@montreal.ca Téléphone: 514-240-0636

SECTION 1 – Identification de l'organisme

Nom de l'organisme : (tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec)	Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce		
Nom de la personne autorisée à signer et fonction au sein de l'organisme demandeur:	Marc Chriqui, Directeur général		
Nom et fonction de la personne qui coordonne le projet (s'il diffère de la personne autorisée à signer)			
Adresse :	6052 Avenue Monkland, Montréal, Québec	Code postal :	H4A 1H2
Courriel :	info@bizndg.com	Téléphone :	(514) 583-0515

SECTION 2 – Présentation de l'organisme

Descriptif, territoire, historique, membership et principales réalisations antérieures:

BizNDG, recréé en février 2020, est l'association des gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce. L'association est composée de plus de 125 places d'affaires sur les artères commerciales Sherbrooke, Monkland, Fielding, Somerled, Upper Lachine et Saint-Jacques.

Les membres sont majoritairement des commerces de proximité ou de destination ayant pignon sur rue œuvrant dans les secteurs de la restauration, du commerce de détail, de l'alimentation, des soins personnels et des services professionnels.

Pour prendre connaissance de nos récentes réalisations, veuillez s'il vous plait consulter notre rapport d'activités relatif à ce même programme de subvention pour l'année 2024.

SECTION 3 – Objet de la demande, montant total demandé et retombées

Description claire et concise du (des) projet(s) que vous projetez réaliser à l'aide du soutien financier demandé (types de projets, contexte, objectifs, besoins auxquels ils répondent, calendrier et échéancier, etc.):

Soutien à la permanence (15 000$): Maintien en poste et prolongation du mandat du Directeur Général actuel (administration et coordination) ainsi que les honoraires pour la production d'états financiers, les frais d'assurances et les frais bancaires et d'administration générale.

Promotion et communications (10 000$): Poursuite de l'embauche du/des consultant(s) actuel(s) en marketing et communication, campagnes de marketing, collecte hebdomadaire de contenus (commerces, produits, services, offres, événements, etc.) et marketing collaboratif avec les entreprises membres, maintenance et amélioration de notre site web ainsi que de notre répertoire d'entreprises disponible pour consultation en ligne, gestion des médias sociaux, publicités ciblées/payantes en ligne, projets d'affiches publicitaires dans les artères, infolettre aux abonnés, etc.

Animation (5 000$) : Honoraires professionnels et dépenses pour des locations, des cadeaux, des équipements, des solutions informatiques et/ou d'autres matériels pour soutenir nos événements prévus dans nos artères commerciales cette année. Notre planification actuelle comprend trois (3) événements au cours de l'année avec thèmes divers incluant la visite du Père Noël et de la Fée des étoiles en décembre.

Quels seront les bénéfices du (des) projet(s) pour les entreprises du secteur que vous desservez et pour votre association de marchands et comment seront évaluées et mesurées les retombées du projet?

Biz NDG est à sa sixième année d'existence et il est important de maintenir les initiatives en cours tout en développant de nouvelles stratégies afin d'améliorer l'attractivité commerciale de NDG. Ainsi, les bénéfices seront profitables tant pour Biz NDG que pour le secteur commercial. Le maintien et développement de nouvelles activités serviront à la cristallisation de Biz NDG comme une entité fiable et dévouée au développement économique de son territoire et de contribuer à la vitalité économique des commerces de NDG. L'impact de nos projets sera évalué à l'aide d'outils de mesure de la performance et de sondages auprès de nos entreprises membres (efficacité des promotions, augmentation du trafic et des ventes, etc.) et des consommateurs (amélioration de la connaissance des entreprises/produits/services du secteur, taux de conversion des impressions en ligne en achalandage dans les artères, etc.).

En quoi votre organisme a la capacité à réaliser le(s) projet(s) proposés et est-ce que des ressources externes seront mises à contribution pour leur réalisation et si oui, lesquelles (exemple : fournisseurs, bénévoles, etc.) ?

Biz NDG existe depuis six ans et est supporté par un conseil d'administration de 9 membres (7 votants et 2 non-votants) de grande expérience et très engagés. 2024 a été une année de continuation de la relance pour notre association et nous avons prouvé, à l'aide des fonds de ce même programme, que nous sommes capables de mettre en œuvre des projets d'envergure et engageants pour notre communauté tant au niveau des commerçants que des résidents. La gestion de Biz NDG est assurée par Marc Chriqui, directeur général, un entrepreneur et operateur d'entreprises qui a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine du commerce de détail et des technologies. Nous continuerons à faire appel aux ressources et contacts de Marc et de son entreprise (Delevante Technologies Inc.), à ceux de notre CA, aux bénévoles qui participeront dans nos groupes aviseurs, et à nos partenaires existants et communautaires pour la mise en œuvre de nos projets.

Votre projet a-t-il le potentiel d'être pérennisé ou répété et comment aura-t-il des effets à long terme pour le secteur commercial que vous représentez?

Nos projets de cette année ont été bien réfléchis pour qu'ils servent de base pour des années à venir. Nous avons confiance qu'ils créeront une cohésion durable entre nos entreprises membres, une base opérationnelle alignée sur des axes fondamentaux de développement économique local et un engouement important tant auprès de nos commerces que les consommateurs. Les effets à long terme se manifesteront par augmentation du nombre de nos membres, une plus grande connaissance de l'offre commerciale de notre secteur, plus d'achalandage dans nos artères, plus d'emplois et plus de ventes.

Quel est le montant total demandé? Précisez ici également le budget des revenus et dépenses du (des) projet(s) en lien avec chacun des volets prévus et si votre organisme entend assumer une partie du financement du projet.

Conformément aux conditions disponibles pour la deuxième année d'admissibilité, le montant demandé est de 30 000$. En plus de cette demande, notre objectif est d'obtenir des revenus de 50 000$ en cotisations, commandites, ventes de coupons et produits promotionnels. De plus, nous allons continuer à bénéficier de financements obtenus

auprès du Ministère de l'économie, de l'innovation et de l'énergie (MEIE) et de PME MTL Centre-Ville pour le développement du commerce local.

SECTION 4 - Déclaration

Je déclare que les renseignements précédents sont exacts et complets, que la réalisation du (des) projet(s) n'aura pas débuté avant son approbation par l'Arrondissement et que je suis dûment autorisé(e) à signer les présents documents.

Je confirme que les renseignements fournis (et documents annexés) dans cette demande sont complets et véridiques et je m'engage à fournir aux représentants de l'arrondissement toute l'information requise à l'analyse du (des) projet(s).

Je comprends que la présente demande n'entraine pas nécessairement son acceptation, ni de celle du (des) projet(s) dans son ensemble, ni celle du montant total demandé. Par ailleurs, je déclare ne pas être au courant de comportements d'ordre éthique qui pourraient affecter l'image d'intégrité et de probité de l'Arrondissement.

Marc Chriqui		11 avril 2025
Nom	Signature	Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Programme de soutien financier aux associations de marchands 2025

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du règlement RCA04 17044*;*

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES GENS D'AFFAIRES DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6052, avenue Monkland, Montréal (Québec) H4A 1H2, agissant et représentée par Mehdi Talei, président, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission le développement commercial, économique, culturel et social de Notre-Dame-de-Grâce ainsi que la représentation de ses membres ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière du *Programme de soutien financier aux associations de marchands* pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le commissaire au développement économique de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de l'arrondissement

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou

document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers

vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et

plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente mille dollars (30 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt mille dollars (20 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $), au plus tard le 30 septembre 2025

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier

à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droits liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication

qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6052, avenue Monkland, Montréal (Québec) H4A 1H2, et tout avis doit être adressé à l'attention de M. Mehdi Talei, président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2025

LES GENS D'AFFAIRES DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Mehdi Talei
Président

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, le 6e jour du mois de mai 2025 (Résolution CA xxx xxxx)

ANNEXE 1
PROJET

Soutien à la permanence (15 000$)
Maintien en poste et prolongation du mandat du Directeur Général actuel (administration et coordination) ainsi que les honoraires pour la production d'états financiers, les frais d'assurances et les frais bancaires et d'administration générale.

Promotion et communications (10 000$)
Poursuite de l'embauche du consultant actuel en marketing et communication, campagnes de marketing, collecte hebdomadaire de contenus (commerces, produits, services, offres, événements, etc.) et marketing collaboratif avec les entreprises membres, maintenance et amélioration de notre site web ainsi que de notre répertoire d'entreprises disponible pour consultation en ligne, gestion des médias sociaux, infolettre aux abonnés, etc.

Animation (5 000$)
Honoraires professionnels et dépenses pour des locations, des cadeaux, des équipements, des solutions informatiques et/ou d'autres matériels pour soutenir nos événements prévus dans nos artères commerciales cette année. Notre planification actuelle comprend la piétonnisation de l'avenue Monkland prévue pour la fin de semaine du 21 au 24 août et la visite du Père Noël et de la Fée des étoiles en décembre 2025

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Inclure dans toutes les communications concernant les actions réalisées par Biz NDG dans le cadre du projet, le logo de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et sur tout autre support ou moyen permettant d'assurer la visibilité de l'arrondissement, de manière à ce que la publication reflète l'importance de l'aide accordée par la Ville.

Tout matériel visuel affichant le logo de l'arrondissement doit être validé par l'arrondissement avant sa diffusion.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*259223006*
Unité administrative responsable : *Développement économique*
Projet : Biz-NDG 30 000$

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan): - En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan). - En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan.)			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Le 11 avril 2025

M. Pierre Boudreault
Commissaire au développement économique
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9

Objet : Rapport d'activités de Biz NDG pour le programme de soutien financier aux associations de marchands 2024 de CDN-NDG

M. Boudreault,

La présente résume les activités réalisées par Biz NDG dans le cadre de la subvention que nous a accordé l'arrondissement l'an dernier. Nous tenons à réitérer notre sincère reconnaissance pour l'extraordinaire soutien et le partenariat de notre arrondissement à l'égard de notre association.

Soutien à la permanence

Nous avons pu conserver les services de notre Directeur général, Marc Chriqui, et prolonger son mandat en plus d'honorer nos obligations en matière d'administration générale, de visites régulières aux membres et autres entreprises de notre secteur, de services bancaires, de comptabilité (incluant nos frais QuickBooks et la production de nos états financiers de 2024), d'assurances, de bureautique (suite Google Workspace), de présence en ligne, d'envois de courriels et d'autres volets opérationnels nécessaires au bon fonctionnement de notre association.

Nous avons également lancé et atteint notre objectif de 10 000$ de revenus avec notre nouveau programme de cotisations :



Promotion et communications

Nous avons poursuivi l'embauche de notre consultant actuel en marketing et communications, Oscar Morales, et avons réalisé plusieurs campagnes avec succès sur les réseaux sociaux, avec les médias et plus encore:

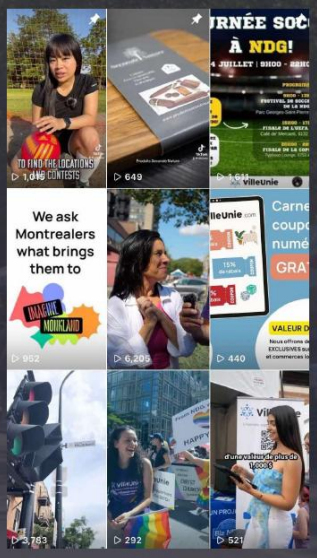


Rapport d'activités – 2024 – Activity Report

Portée sur les réseaux sociaux

Plus de **15 472** personnes à travers nos **Réels** et posts

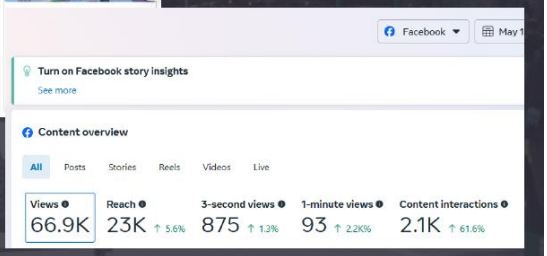




Rapport d'activités – 2024 – Activity Report

Portée sur les réseaux sociaux Biz NDG





Rapport d'activités - 2024 - Activity Report

Notre couverture médiatique



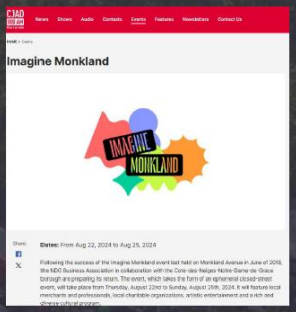
EURO 2024 à NDG

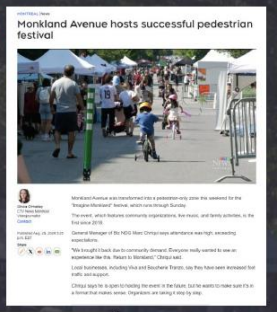
- CTV News Montreal
- The Suburban

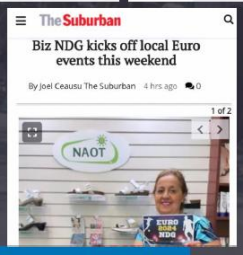


Imagine Monkland à NDG

- CBC Daybreak
- CTV News Montreal
- The Suburban
- The Suburban







Rapport d'activités - 2024 - Activity Report

Promotion des commerces locaux



VIVA
@viva.aliya



Sparkles Confections
@sparklesconfections



La Maison du Souvlaki
@lamaisondusouvlaki



Pizza Pinoli
@pizzapinoli



Lunetterie Vue d'ensemble
@lunetterie_vue_densemble





Nous avons également maintenu notre site web BizNDG.com.

Nous avons aussi inclus des entreprises membres dans notre programme VilleUnie axé sur le développement de l'achat local :



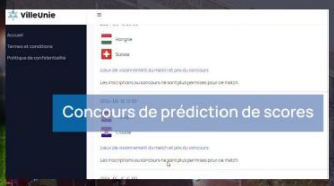
Animation

Les fonds de la subvention nous ont permis de réaliser et/ou de coréaliser plusieurs événements en 2024:



Rapport d'activités - 2024 - Activity Report









Euro 2024

- Du 14 au 16 juin 2024, Biz NDG a profité de la Coupe de l'Euro pour organiser un événement comprenant 33 entreprises de NDG
- Les entreprises participantes ont donné un **total de 77 prix (valeur combinée élevée à plus de 4 000 $)** qui ont été tirés au sort pour les résidents locaux par le biais d'un concours sur les médias sociaux
- Notre contenu sur les médias sociaux pour la Coupe de l'Euro 2024 a généré près de **60K impressions sur Instagram**

Rapport d'activités - 2024 - Activity Report

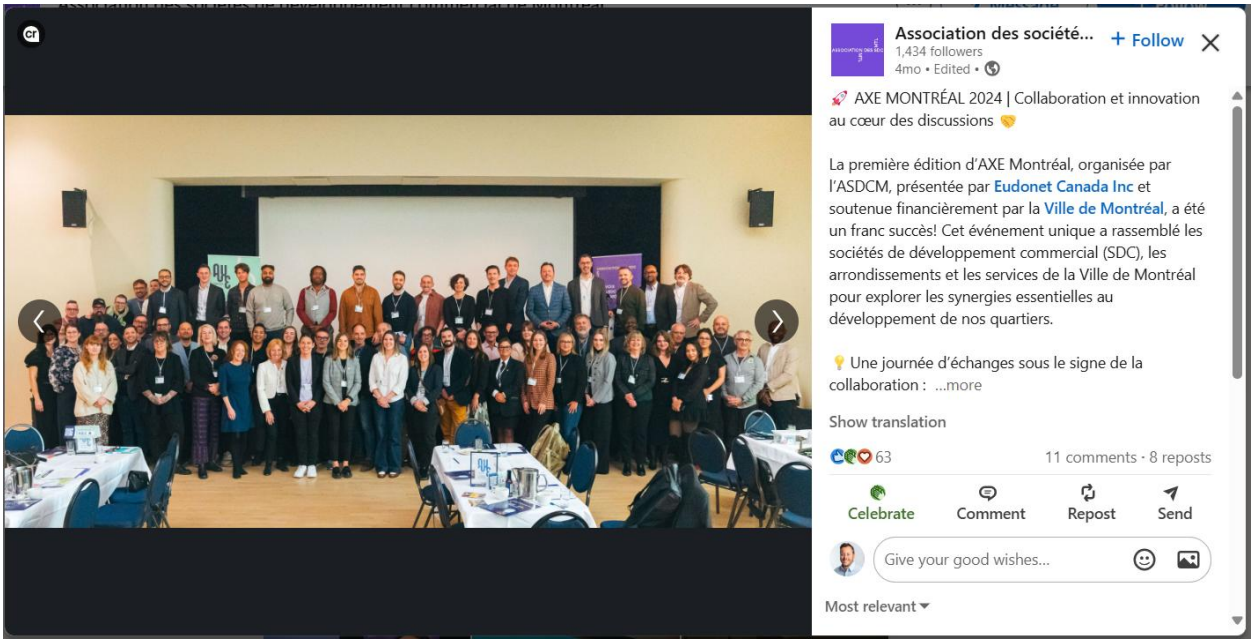


Imagine Monkland 2024

- 1er vecteur de mobilisation concret pour les marchands de l'avenue **depuis 2018**
- **Piétonnisation éphémère entre Melrose et Girouard**, avec spectacles musicaux, mobilier urbain, zone famille et kiosques extérieurs de marchands
- Un succès retentissant, **attirant environ 100 000 visiteurs et 42 entreprises participantes sur l'avenue.**



Nous avons également animé notre réseau croissant de partenaires et avons participé à l'événement de l'Association des SDC de Montréal AXE Montréal 2024 en septembre 2024:





Nos dépenses se sont réparties comme suit :

Dépenses	Montants
Soutien à la permanence	
Honoraires de l'administrateur	11,000.00 $
Frais bancaires	143.19 $
QuickBooks et Google Workspace	583.38 $
Assurances	1,088.52 $
Registraire des entreprises	39.00 $
Honoraires de comptabilité	1,300.00 $
Sous-total	**14,154.09 $**
Animation	
Honoraires de l'administrateur en soutien à la gestion de projet	3,913.97 $
Frais de rencontres	493.98 $
Frais de réunion ASDCM	166.75 $
Cadeaux et bonbons pour enfants	696.79 $
Sous-total	**5,271.49 $**
Promotion et communications	
Honoraires de publiciste	4,991.50 $
Publicités Facebook et Instagram	49.67 $
Maintenance et hébergement de site web	700.00 $
Sous-total	**5,741.17 $**
Total	**25,166.75 $**

Concernant le protocole de visibilité de l'arrondissement, vous trouverez ci-joint le rapport d'Oscar Morales.

Nous espérons que ce résumé donne une bonne idée de ce que Biz NDG a réalisé avec les fonds en question lors de la dernière année. 2024 a été une année de croissance pour notre association avec des projets à grand impact.

Merci encore à notre arrondissement, à la mairesse, aux conseillers, aux équipes, et à vous particulièrement, pour tout le soutien que vous apportez à Biz NDG. Nous ne pourrions pas atteindre nos objectifs sans votre collaboration.

Je resterai à votre disposition en cas de questions ou de clarifications requises.

Bien cordialement,

Marc Chriqui
Directeur général, Biz NDG

Biz NDG - Entreprises membres - août 2024-juillet 2025

Entreprise	Cotisation	Date de paiement
Local 75	225.00 $	15/07/2024
Royal LePage Village	225.00 $	15/07/2024
Cool and Simple		Confirmé mais paiement par carte de crédit est demandé et à recevoir
Typhoon Lounge	225.00 $	19/072024
Pizzeria No 900 Monkland	225.00 $	15/08/2024
Underdog cafe	225.00 $	27/07/2024
Lunetterie vue ensemble	225.00 $	22/07/2024
Multimags	225.00 $	15/08/2024
Fleur Sauvage	225.00 $	28/07/2024
Café 92 degrés	225.00 $	24/07/2024
Kidlink	225.00 $	26/07/2024
9436-4866 Quebec Inc (Thé Bora)	225.00 $	25/07/2024
Sushi Sama	112.50 $	29/07/2024
9504-4459 Quebec Inc (Onigiri Shop)	225.00 $	29/07/2024
Clinique Chiropratique Monkland	225.00 $	01/08/2024
Bangkok Express	225.00 $	30-07-2024
Pizze Delic	225.00 $	31/07/2024
Bonjour Pho	225.00 $	01/08/2024
Che Churro	225.00 $	02/08/2024
Sainte-Bière	225.00 $	06/08/2024

9324-3582 Quebec Inc(Pizza Pinoli)	225.00 $	06/08/2024
10704156 Orange Theory Fitness	225.00 $	08/08/2024
Hair Doux	175.00 $	12/08/2024
Chemin d'aromes	175.00 $	14/08/2024
CA LEM	225.00 $	16/08/2024
Maison du Souvlaki	225.00 $	16/08/2024
Clinique du Pied Diegal Leger	225.00 $	14/08/2024
Doghaus	225.00 $	19/08/2024
Clinique Altermed	225.00 $	27/08/2024
Voyages Sélectour	175.00 $	29/09/2024
NAOT	225.00 $	10/10/2024
9623493 CANADA INC (La Diperie)	225.00 $	03/09/2024
Sparkles	225.00 $	03/09/2024
9454-0994 Boutique Viva	225.00 $	09/09/2024
Marche Danika	225.00 $	11/09/2024
Ballet HOP	225.00 $	12/09/2024
Boutique de Ski Austrian	225.00 $	16/09/2024
Crystal Voyd	175.00 $	02/04/2025
Tapi GO!	225.00 $	25/09/2024
Pizza Expresso NDG	225.00 $	30/10/2024
Mark3ting - Digital Marketing Solutions	175.00 $	26/09/2024
Melong Cafe (Larry Gitman)	225.00 $	10/10/2024
Le Gryphon d'or Tea room	175.00 $	21/11/2024

Kata Endrodi Photography	175.00 $	22/11/2024
Reparations Helio Tronix	225.00 $	22/11/2024
Electric Avenue	225.00 $	25/11/2024
Freakin Poulet	225.00 $	26/11/2024
Remorquage Elite	175.00 $	27/11/2024
Fardin	225.00 $	3/12/2024
Garderie Les Petits Anges de Wesley	275.00 $	11/12/2024
	10,562.50 $	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259223006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 30 000 $ à l'organisme Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG) pour l'année 2025 dans le cadre du Programme de soutien financier aux associations de marchands et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise le paiement d'une contribution financière de 30 000 $ à l'organisme «Les gens d'affaires Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG).

Cette contribution sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

Le détail des informations financières est présenté dans le document joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1259223006 - Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agente de gestion en ressources financières et matérielles

Tél : 514-868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Patricia ARCAND
Directrice par interim des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-867-4472
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1259223006

Calcul de la dépense 2025

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contribution financière	30 000,00 $			30 000,00 $		30 000,00 $
Total des dépenses	**30 000,00 $**	**- $**	**- $**	**30 000,00 $**	**- $**	**30 000,00 $**

	Montant	%
CDN-NDG	30 000,00 $	100,0%

La dépense sera financée entièrement par le surplus libre de l'arrondissement.

IMPUTATION	2025
2406.0012000.300701.06501.61900.016491.0.0.0.0.0	30 000,00 $
Entité : Direction de l'arrondissement Source : Affectation de surplus - arrondissement Centre de responsabilité : Surplus Direction Activité : Industries et commerces - Promotion et développement économique Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Autres organismes	
Total de la disponibilité	**30 000,00 $**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

Un premier versement au montant de vingt mille dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention.
Un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $) au plus tard le 30 septembre 2025.

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Benoit Pelletier-Thibault Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : 59 - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Période : avril Année : 2025 Type d'écriture : Réel (A) Budget actualisé : Oui

Date de l'écriture : 2025-05-05 Nom d'écriture : 250422upell1x - GDD 1259223006 Contribution financière pour l'association de marchands BIZ NDG

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	30 000,00		GDD 1259223006
2	2406	0012000	300701	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		30 000,00	GDD 1259223006
3														
												30 000,00	**30 000,00**	

Entité : Direction de l'arrondissement
Source : Affectation de surplus - arrondissement
Centre de responsabilité : Surplus Direction
Activité : Industries et commerces - Promotion et développement économique
Objet : Contribution à d'autres organismes

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Demande d'écriture de journal - Virement de crédits

Demandeur : Benoit Pelletier-Thibault Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : 59 - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Période : mars Année : 2025 Type d'écriture : Virement de crédits Budget actualisé : Oui

Date de l'écriture : 2025-05-05 Nom d'écriture : 250422upell1x - GDD 1259223006 Contribution financière pour l'association de marchands BIZ NDG

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0012000	300701	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		30 000,00	GDD 1259223006
2	2406	0012000	300701	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000	30 000,00		GDD 1259223006
Total de l'écriture :												**30 000,00**	**30 000,00**	

Entité : Direction de l'arrondissement
Source : Affectation de surplus - arrondissement
Centre de responsabilité : Surplus Direction
Activité : Industries et commerces - Promotion et développement économique
Objet : Contribution à d'autres organismes

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1256290003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 5 100 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 5 100 $;

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Centre international de l'espoir (CIE) 1177476950 5885 Chemin de la Côte-des-Neiges #207 Claude Chupenga	Le CIE organise un gala bénéfice qui réunira 300 participants avec l'objectif de soutenir un projet de création de logements abordables.	**TOTAL: 600 $** Gracia Kasoki Katahwa 100 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
Orchestre classique de Montréal 1143400019 5165 Queen Mary #402, Mtl, QC H3W 1X7 Taras Kulish	L'Orchestre classique de Montréal lance un festival de musique classique à l'Oratoire St-Joseph cet été, le 5 juillet 2025. Le mandat du festival est de rendre la musique classique accessible à tous et en même temps faire découvrir et rayonner les différents et splendides lieux de l'Oratoire St-Joseph du Mont-Royal, que ce soient les jardins, la basilique, la crypte, le nouveau carillon, et tous les nouveaux aménagements du site.	**TOTAL: 900 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 500 $ Despina Sourias 200 $

	Ce festival va attirer plusieurs milliers de touristes qui seront à Montréal durant cette longue fin de semaine en juillet, et interpellera les milliers d'habitants dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges. Ça fera rayonner notre arrondissement sur plusieurs niveaux.	
Philo-Boxe 1175952580 3785 Jean-Talon Ouest Karim Coppry	L'organisme prévoit créer un espace communautaire d'Open Mic mensuel dans nos locaux à Philo-Boxe. C'est une manière de faire rayonner le talent des divers artistes du quartier. L'organisme prévoit pour les évènements un DJ, des boissons et de la nourriture pour les participants. Il prévoit une participation d'au moins 40 personnes pour cette programmation.	**TOTAL: 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
The Black Healing Centre 1178694163 2100 Av. de Marlowe, Montréal, QC H4A 3L5 Marie-France Barbier	The Black Healing Centre (BHC) est une organisation à but non lucratif basée à Montréal qui est en activité depuis 2019. Sa mission est de fournir des soins de santé mentale et des programmes de bien-être afro-positifs accessibles, intergénérationnels et culturellement pertinents aux communautés noires de la ville.	**TOTAL 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Peter McQueen 500 $
Les Événements ASIASIE 1174482191 Dans le cadre de la SEMAINE JAPON et du Mois du patrimoine asitaique, en collaboration avec la SDC Côte-des-Neiges Thien Vu Dang	Les Événements ASIASIE sont ravis de s'associer à la SDC Côte-des-Neiges en tant que présentateur de l'événement **Shiba, Akita, Kimono et Yukata: le plus grand rassemblement de Shiba & Akita du Canada!** Date : Samedi 10 mai à 14 h (remis au dimanche 11 mai en cas de pluie) Lieu : Placette Côte-des-Neiges	**TOTAL 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
AEIQ- Association des Enseignants Immigrants du Québec 1175322008 7802 Mountain Sight-Montréal, H4P2B2	Avec son école de samedi (EDS) et son école d'été (EDE), la cérémonie de récompense des jeunes de l'AEIQ se tient dans le cadre d'un Gala : Le Gala de la persévérance scolaire et du mérite. Ce gala marque la fin de l'année scolaire et met les balises pour l'année	**TOTAL: 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $

Prosper Nguegang	suivante. Des prix spéciaux fournis par les acteurs communautaires et municipaux sont distribués aux jeunes de 4 à 17 ans. Une foire aux métiers est mise en exergue et les professions manuelles et rentables sont présentés aux jeunes. Des sorties parascolaires sont organisées aussi durant l'année pour encourager les jeunes du préscolaire, primaire et secondaire inscrits à l'école de samedi et école d'été d'apprendre autrement. La population jeune de CDN-NDG est bénéficiaire de ces activités.	

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-05-01 08:18

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256290003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 5 100 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Gracia Kasoki Katahwa, mairesse d'arrondissement, Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges, Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce, Despina Sourias, conseillère du district de Loyola, Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon et de Stephanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 5 100 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 5 100 $ proviennent des budgets discrétionnaires des élus et élues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Les fonds serviront à financer :

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Centre international de l'espoir (CIE) 1177476950 5885 Chemin de la Côte-des-Neiges #207 Claude Chupenga	Le CIE organise un gala bénéfice qui réunira 300 participants avec l'objectif de soutenir un projet de création de logements abordables.	**TOTAL: 600 $** Gracia Kasoki Katahwa 100 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
Orchestre classique de Montréal 1143400019	L'Orchestre classique de Montréal lance un festival de musique classique à l'Oratoire St-Joseph cet été, le 5 juillet	**TOTAL: 900 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $

5165 Queen Mary #402, Mtl, QC H3W 1X7 Taras Kulish	2025. Le mandat du festival est de rendre la musique classique accessible à tous et en même temps faire découvrir et rayonner les différents et splendides lieux de l'Oratoire St-Joseph du Mont-Royal, que ce soient les jardins, la basilique, la crypte, le nouveau carillon, et tous les nouveaux aménagements du site. Ce festival va attirer plusieurs milliers de touristes qui seront à Montréal durant cette longue fin de semaine en juillet, et interpellera les milliers d'habitants dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges. Ça fera rayonner notre arrondissement sur plusieurs niveaux.	Magda Popeanu 500 $ Despina Sourias 200 $
Philo-Boxe 1175952580 3785 Jean-Talon Ouest Karim Coppry	L'organisme prévoit créer un espace communautaire d'Open Mic mensuel dans nos locaux à Philo-Boxe. C'est une manière de faire rayonner le talent des divers artistes du quartier. L'organisme prévoit pour les évènements un DJ, des boissons et de la nourriture pour les participants. Il prévoit une participation d'au moins 40 personnes pour cette programmation.	**TOTAL: 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $
The Black Healing Centre 1178694163 2100 Av. de Marlowe, Montréal, QC H4A 3L5 Marie-France Barbier	The Black Healing Centre (BHC) est une organisation à but non lucratif basée à Montréal qui est en activité depuis 2019. Sa mission est de fournir des soins de santé mentale et des programmes de bien-être afro-positifs accessibles, intergénérationnels et culturellement pertinents aux communautés noires de la ville.	**TOTAL 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Peter McQueen 500 $
Les Événements ASIASIE 1174482191 Dans le cadre de la SEMAINE JAPON et du Mois du patrimoine asitaique, en collaboration avec la SDC Côte-des-Neiges	Les Événements ASIASIE sont ravis de s'associer à la SDC Côte-des-Neiges en tant que présentateur de l'événement **Shiba, Akita, Kimono et Yukata: le plus grand rassemblement de Shiba & Akita du Canada!** Date : Samedi 10 mai à 14 h	**TOTAL 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $

Thien Vu Dang	(remis au dimanche 11 mai en cas de pluie) Lieu : Placette Côte-des-Neiges	
AEIQ- Association des Enseignants Immigrants du Québec 1175322008 7802 Mountain Sight-Montréal, H4P2B2 Prosper Nguegang	Avec son école de samedi (EDS) et son école d'été (EDE), la cérémonie de récompense des jeunes de l'AEIQ se tient dans le cadre d'un Gala : Le Gala de la persévérance scolaire et du mérite. Ce gala marque la fin de l'année scolaire et met les balises pour l'année suivante. Des prix spéciaux fournis par les acteurs communautaires et municipaux sont distribués aux jeunes de 4 à 17 ans. Une foire aux métiers est mise en exergue et les professions manuelles et rentables sont présentés aux jeunes. Des sorties parascolaires sont organisées aussi durant l'année pour encourager les jeunes du préscolaire, primaire et secondaire inscrits à l'école de samedi et école d'été d'apprendre autrement. La population jeune de CDN-NDG est bénéficiaire de ces activités.	**TOTAL: 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Stéphanie Valenzuela 250 $ Sonny Moroz 250 $

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 5 100 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 5 100 $. La dépense totale est imputée aux budgets des élus et élues, tel que décrit dans la certification des fonds.

MONTRÉAL 2030

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Benoit PELLETIER THIBAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire d'arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-30

Guylaine GAUDREAULT
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements

Tél : 438-920-3612
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1256290003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 5 100 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 5 100 $.

Les fonds requis sont disponibles dans le budget de fonctionnement de la division du Bureau des conseillers municipaux.

FICHIERS JOINTS

GDD 1256290003 - Contributions élus.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent de gestion en ressources financières et matérielles

Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-30

Patricia ARCAND
Directrice par interim des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-867-4472
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Numéro de dossier	**1256290003**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 5 100 $ comme suit :

Organisme	DA	Magda Popeanu	Peter McQueen	Gracia Kasoki Katahwa	Despina Sourias	Stephanie Valenzuela	Sonny Moroz	Total général
Centre international de l'espoir (CIE)	870499			100 $		250 $	250 $	600 $
Orchestre classique de Montréal	870508	500 $		200 $	200 $			900 $
Philo-Boxe	870539			500 $		250 $	250 $	1 000 $
The Black Healing Centre	870530		500 $	500 $				1 000 $
Les Événements ASIASIE	(En attente inscription)			300 $		250 $	250 $	800 $
AEIQ- Association des Enseignants Immigrants du Québec	870542			300 $		250 $	250 $	800 $
Total général		**500 $**	**500 $**	**1 900 $**	**200 $**	**1 000 $**	**1 000 $**	**5 100 $**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Donateur	Imputation	Total
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	500 $
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	500 $
Gracia Kasoki Katahwa	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004464.0	1 900 $
Despina Sourias	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004465.0	200 $
Stephanie Valenzuela	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004466.0	1 000 $
Sonny Moroz	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004467.0	1 000 $
Total général		5 100 $

Toute les demandes d’achat, sauf une exception ont été produites pour réserver les fonds.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259060003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2025 en date du 31 mars 2025 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 mars 2025 par rapport au 31 mars 2024, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2025 en date du 31 mars 2025 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 mars 2025 par rapport au 31 mars 2024, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:25

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259060003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2025 en date du 31 mars 2025 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 mars 2025 par rapport au 31 mars 2024, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

CONTENU

CONTEXTE

Selon les directives du Service des finances de la Ville de Montréal, quatre résultats périodiques et évolutions budgétaires sont exigés et produits par les unités d'affaires. Les évolutions budgétaires sont fixées au 31 mars, 30 juin et 31 août et les états financiers au 31 décembre. Les arrondissements sont tenus de produire ces évolutions pour leur unité. Dans un processus de saine gestion, il est indispensable de réviser périodiquement la situation financière en examinant la tendance des résultats. Ainsi, l'évolution budgétaire s'avère un instrument très efficace pour permettre le suivi des revenus et des charges autant pour les gestionnaires des unités d'affaires que pour l'administration municipale.

Les objectifs du processus de production des résultats financiers sont les suivants :

- Présenter les dépenses et les revenus anticipés par rapport au budget et en dégager les écarts les plus significatifs;
- Faciliter la planification des besoins financiers;
- Allouer stratégiquement les ressources financières disponibles aux besoins les plus prioritaires;
- Permettre une reddition de compte à l'administration municipale de l'avancement réel des différents projets ou programmes et des charges de fonctionnement;
- Uniformiser l'enregistrement des informations financières aux livres comptables de la Ville.

La loi sur les cités et villes exige aux municipalités le dépôt d'une évolution budgétaire, des états financiers de fin d'année et deux états comparatifs, un sur les dépenses et l'autre sur les revenus. De son côté, la ville centre dépose au conseil de ville l'évolution budgétaire du 31 août.

Ce rapport trimestriel au 31 mars 2025 est donc déposé au conseil d'arrondissement (CA) pour informer les élus de la situation financière de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1249060004: Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année

2024 en date du 31 août 2024 pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 août 2024 par rapport au 31 août 2023, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.
GDD 1249060003: Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2024 en date du 30 juin 2024 pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 30 juin 2024 par rapport au 30 juin 2023, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

GDD 1246460001: Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 31 mars 2024 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 mars 2024 par rapport au 31 mars 2023, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

GDD 1236954006: Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 31 août 2023 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 août 2023 par rapport au 31 août 2022, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

GDD 1236954004 : Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 30 juin 2023 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 30 juin 2023 par rapport au 30 juin 2022, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

GDD 1236954002 : Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 31 mars 2023 pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Déposer une projection de l'évolution des dépenses et des revenus pour l'année 2025 en date du 31 mars, conformément au calendrier prévu par le service des finances.

JUSTIFICATION

L'évolution budgétaire au 31 mars 2025 anticipe un surplus de gestion de 1 529 000 $ pour l'arrondissement. Ce surplus est expliqué ainsi :

Surplus / Déficit	prévisions au 31 mars 2025
Déficit d'opération	(628,3)
Équilibre de revenus	0
Ajustements	2 157,3
Surplus anticipé	**1 529,0**

Déficit d'opération :

L'arrondissement CDN-NDG prévoit un déficit d'opération de l'ordre de 628 300 $ au 31 mars 2025. Ce déficit global s'explique par un déficit de rémunération de (1 807 500 $) compensé par des économies dans les autres familles de dépenses (AFD) de l'ordre de 1 179 200 $. Il est important de spécifier qu'une partie du déficit de rémunération est lié aux activités subdéléguées en arrondissement de gestion des matières résiduelles (GMR: 438 800 $) et de l'eau (302 000 $). Le déficit lié à ces deux activités est prévu être remboursé à l'arrondissement en fin d'année aux états financiers en respect des règlements de subdélégation.

Équilibre de revenus :

L'arrondissement prévoit un équilibre de recettes locales (autres que les permis de construction et de modification). Bien que l'arrondissement ait généré un excédent de revenus de 0,7 M$ en 2024, l'année dernière fut exceptionnelle en matière de revenus d'occupation du domaine public. L'arrondissement prévoit donc, en ce début d'année, des revenus conservateurs et révisera ces prévisions lors des prochaines évolutions budgétaires en fonction des revenus réels encaissés.

Ajustements :

Des ajustements anticipés de l'ordre de 2 157 300 $ sont attendus à cette date pour l'année 2025, excluant la projection liée à la santé et sécurité au travail (SST) et certains autres ajustements qui seront calculés lors de la préparation des états financiers.

Permis de modification et de construction

Essentiellement, un ajustement de 1 692 600 $ est prévu relativement aux permis de construction et de modification. Une nouvelle méthode de comptabilisation est entrée en vigueur en 2024 et prévoit une constatation de ce type de revenus à la date de délivrance des permis. Par le passé, les revenus étaient constatés à la date d'encaissement, soit, pour la plupart des arrondissements, à la date de la demande de permis. L'arrondissement doit maintenant prévoir à titre de recettes l'ensemble des permis qui seront délivrés en 2025.

L'arrondissement prévoit délivrer un total de 5 000 000$ de permis cette année, duquel on doit déduire le budget de référence de 1 312 100 $. L'excédent prévu de 3 688 000 $ doit cependant faire l'objet d'un exercice de mutualisation entre arrondissements. L'arrondissement prévoit recevoir 91% de cet excédent, soit 3 355 900$. Finalement, l'arrondissement doit soustraire les revenus de permis anticipés de 1 663 400 $ utilisés pour équilibrer le budget de fonctionnement 2025, ce qui totalise un ajustement global prévu de 1 692 600 $.

Gestion des matières résiduelles et gestion de l'eau

Comme mentionné ultérieurement, un ajustement est prévu pour le remboursement de l'activité GMR pour un montant de 438 800 $. La prévision de cet ajustement peut fluctuer puisque certains financements additionnels sont attendus, notamment suite à l'implantation du programme de collecte de résidus alimentaires dans les bâtiments de neuf logements et plus. Un ajustement pour le remboursement de l'activité de l'eau pour un montant de 302 000$ est également anticipé.

De plus, un ajustement additionnel est prévu pour la portion locale de participation des arrondissements à l'abolition de la mesure transitoire sur les régimes de retraite à l'ordre de (276 100 $).

Finalement, d'autres ajustements qui seront connus à la fin de l'année sont également à prévoir, entre autres pour le plan canopée, les charges interunités et la santé et la sécurité au travail (SST).

Les explications détaillées concernant ces variations sont incluses dans les fichiers en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir les tableaux d'explication d'écarts déposés au service des finances en annexe.

MONTRÉAL 2030

Bien que le dépôt de l'évolution des dépenses et des revenus ne découle pas des orientations édictées dans la planification stratégique Montréal 2030, cet exercice s'inscrit dans le cadre des pratiques de saine gestion budgétaire à la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent de gestion des ressources financières et matérielles

Tél : (514) 868-5140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Guylaine GAUDREAULT
directrice - direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Tél : (438) 920-3612
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259060003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières_matérielles et informationnelles
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2025 en date du 31 mars 2025 et l'état comparatif des revenus et des dépenses réelles au 31 mars 2025 par rapport au 31 mars 2024, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.



État comparatif de dépenses d'opération 31 mars 2025.pdf



État comparatif de revenus 31 mars 2025.pdf



Explications - Projections des résultats de l'exercice 2025_révisé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit PELLETIER THIBAULT
Agent de gestion des ressources financières et matérielles

Tél : (514) 868-5140
Télécop. :

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
État comparatif de dépenses d'opération (en milliers)
Exercie du 31 mars 2025 vs 31 mars 2024

Famille d'objet	Objet description	Budget original 2025	Réel 31 mars 2025	Réel 31 mars 2024	Réel écart $	Réel écart %
Rémunération globale	Rémunération	41 990,3	8 319,8	7 680,7	639,1	108,3%
	Cotisations de l'employeur	11 233,4	2 486,2	2 447,2	39,0	101,6%
Total rémunération globale		**53 223,7**	**10 806,0**	**10 127,9**	**678,1**	**106,7%**
Autres familles de charges	Autres objets	75,0	89,4	(0,3)	89,7	-100,0%
	Biens durables	396,0	48,8	48,4	0,5	101,0%
	Biens non durables	5 619,7	1 579,7	1 077,1	502,6	146,7%
	Charges interunités	2 659,2	664,8	648,8	16,0	102,5%
	Contributions et quotes-parts à des organismes*	4 593,3	1 968,1	1 303,1	665,1	151,0%
	Location, entretien et réparation	5 911,4	1 305,1	1 379,9	(74,7)	94,6%
	Services professionnels, techniques et autres*	7 279,3	997,6	1 360,8	(363,2)	73,3%
	Transport et communications	433,7	64,2	73,1	(8,8)	87,9%
Total autres familles de dépenses		**26 967,6**	**6 717,9**	**5 890,9**	**827,0**	**114,0%**
Total général		**80 191,3**	**17 523,9**	**16 018,8**	**1 505,1**	**109,4%**

* La variation de ces deux postes est expliquée par la conversion de contrats de services en conventions de contributions pour les OBNL et l'entretien des installations sportives et communautaires.

Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
État comparatif de revenus (en milliers)
Exercice du 31 mars 2025 vs 31 mars 2024

Famille d'objet	Objet description	Budget original 2025	Réel 31 mars 2025	Réel 31 mars 2024	Réel écart $	Réel 31 mars 2025 vs 31 mars 2024 %
Services rendus et autres revenus	44101 - Droits d'entrée	87,8	4,8	5,1	(0,3)	94,3%
	44102 - Inscriptions et abonnements	3,7	1,5	1,4	0,1	109,7%
	44190 - Services divers - Bibliothèques	9,9	8,2	4,1	4,1	200,2%
	44203 - Vente de documents	1,4	0,1	0,1	0,0	116,6%
	44290 - Vente de biens divers	12,5	2,7	-	2,7	
	44301 - Location - Immeubles et terrains	127,8	109,0	121,1	(12,1)	90,0%
	44303 - Location de salles et d'espaces	2,0	-	-	-	
	44304 - Location d'installations récréatives	218,2	61,8	62,5	(0,8)	98,8%
	44305 - Stationnement et parcomètres	531,3	21,6	22,0	(0,4)	98,2%
	44306 - Occupation du domaine public	2 087,1	807,7	720,8	87,0	112,1%
	44403 - Revenus publicitaires et commandites	0,5	-	50,9	(50,9)	0,0%
	44601 - Étude de demande	431,5	85,5	95,9	(10,5)	89,1%
	44602 - Services techniques	162,4	76,7	40,2	36,5	190,8%
	44603 - Travaux effectués par la Ville	334,0	(2,3)	23,9	(26,2)	-9,6%
	44605 - Utilisation des infrastr. municipales	5,0	-	-	-	
	44606 - Services juridiques	24,5	5,4	6,8	(1,4)	79,9%
	44804 - Frais d'administration et de gestion	-	0,0	0,0	0,0	3950,0%
	44805 - Réclamations pour dommages et pertes	15,1	3,3	(23,6)	26,9	-14,2%
	44806 - Réclamations pour travaux effectués	9,2	0,4	23,0	(22,6)	1,7%
	44890 - Récupération de frais divers	4,0	1,8	1,1	0,7	158,8%
	45101 - Permis de construction	-	73,7	1 065,6	(991,9)	6,9%
	45102 - Permis de modification	-	452,7	489,1	(36,3)	92,6%
	45103 - Permis d'installation	37,0	7,8	10,3	(2,5)	75,7%
	45109 - Licences et permis divers	133,0	27,8	15,3	12,6	182,5%
	45345 - Amendes et frais - Règlements municipaux	27,0	-	-	-	
	45901 - Autres revenus divers	28,0	91,9	7,2	84,7	1283,3%
Total Services rendus et autres revenus		**0**	**4 292,90**	**1 842,06**	**2 742,55**	**(900,49)**	**67,2%**
Taxes	41345 - Taxe spéc. - Enseignes publicitaires		64,80	62,40	64,80	(2,40)	
Total Taxes		**0**	**64,80**	**62,40**	**64,80**	**(2,40)**	
Transferts	46370 - Transferts - AF - Québec		47,00	120,84	173,99	(53,15)	69,5%
Total Transferts		**0**	**47,00**	**120,84**	**173,99**	**(53,15)**	**69,5%**
Total général		**0**	**4 404,70**	**2 025,30**	**2 981,34**	**(956,04)**	**67,9%**

Explications - Projections des résultats de l'exercice 2025
En date du 31 mars 2025
(en milliers de dollars)

Revenus	Montant	Principales explications
Surplus/(Déficit) Revenus	**-**	

Dépenses	Montant		Principales explications
Rémunération	(1 807,5)	129,9	Écarts salariaux favorables et postes vacants
		-645,2	Cible historique d'économie de postes vacants
		-851,9	Temps supplémentaire
		-171,1	Charges sociales
		-269,1	Divers (incluant embauche d'étudiants et primes)
Autres familles	1 179,2	547,9	Services techniques et autres
		157,7	Location, entretien et réparation
		303,2	Biens non durables
		66,8	Transport et communications
		97,4	Biens durables
		6,2	Divers
Surplus/(Déficit) Dépenses	**(628,3)**		

Ajustements de fin d'année	Montant	
Permis de construction et de modification	1 692,6	La projection des permis est de 5,0 M$, sur lequel on soustrait le budget de référence (1,3 M$). L'arrondissement prévoit 91% de cet excédent, duquel on soustrait le montant de base budgétaire de 1,7 M$ pour un total anticipé de 1,7 M$.
Remboursement - activité gestion des matières résiduelles (GMR)	438,8	Le déficit estimé relié à la gestion des matières résiduelles est de 0,4 M$ et sera remboursé à même les ajustements de fin d'année.
Remboursement - activité de gestion de l'eau	302,0	Le déficit estimé relié à la gestion des matières résiduelles est de 0,3 M$ et est prévu être remboursé à même les ajustements de fin d'année.
Régime de retraite	(276,1)	Un ajustement est prévu pour la portion locale de participation des arrondissements à l'abolition de la mesure transitoire sur les régimes de retraite
Surplus/(Déficit) Ajustements fin d'année	**2 157,3**	
Surplus (déficit) projeté au 31 mars 2025	**1 529,0**	

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259601001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.

Il EST RECOMMANDÉ :
D'accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:40

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259601001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), le présent sommaire recommande d'accepter l'offre de service de la Direction de l'entretien de l'éclairage de la signalisation et du marquage de la chaussée (DEESM) de l'arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie relativement à la prise en charge des activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée.

Depuis 2004, la DEESM de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie assume la responsabilité des activités d'entretien de l'éclairage et de la signalisation, ainsi que du marquage de la chaussée des neuf arrondissements issus de l'ancienne Ville de Montréal : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite-Patrie, Le Sud–Ouest, Ville-Marie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1215153001 - Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée jusqu'au 31 décembre 2021 sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

GDD 1229373001 Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2022.

GDD 1239373001 - Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la

chaussée pour l'année 2023.

GDD 1249601001 - Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2024.

DESCRIPTION

L'offre de service détaillée est jointe au présent sommaire.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), le présent sommaire recommande d'accepter l'offre de service de la DEESM de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

L'acceptation de l'offre de service de la DEESM de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie favorise la consolidation de la gestion centralisée des activités reliées à la signalisation et au marquage et minimise le coût de gestion ainsi que les interventions requises pour les arrondissements clients.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La source de financement pour couvrir cette dépense est détaillée dans l'intervention financière jointe au présent dossier.

La DEESM accordera une place prépondérante à la saine gestion financière du service offert, tout en respectant annuellement le règlement sur les tarifs de chaque arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la priorité 19 du Plan stratégique Montréal 2030 : Sécuriser les usagers du réseau public, en sécurisant la chaussée grâce au marquage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un refus de la prestation de services par le conseil d'arrondissement, l'arrondissement devra avoir recours à des fournisseurs externes pour assurer un entretien adéquat du marquage sur la chaussée et de la signalisation routière.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie GAUTHIER
agent(e) technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514-209-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Pascal TROTTIER
c/d etudes techniques en arrondissement

Tél : 514-872-4452
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-04-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259601001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.



Offre de service EESM _ 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie GAUTHIER
agent(e) technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514-209-5827
Télécop. :

Direction de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée

Offre de service 2025

Soumise à l'arrondissement

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Notre expertise à votre service

Partenaire de choix pour ses clients, la Direction de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée (ci-après EESM) est une organisation reconnue pour le professionnalisme de ses interventions et les compétences de ses membres. EESM est engagée dans une démarche d'amélioration continue dans le but d'offrir une prestation de services de qualité aux citoyens.

La mission d'EESM est d'offrir un cadre de vie sécuritaire et agréable à la population des arrondissements montréalais qu'elle dessert en veillant au bon fonctionnement de l'éclairage, de la signalisation lumineuse et écrite, de même qu'en sécurisant la chaussée grâce au marquage.

Pour livrer cette mission, EESM se rattache à des valeurs de collaboration, de créativité et d'expérience citoyenne. La santé, la sécurité et le mieux-être de nos employés sont au cœur de nos activités.

Généralités

Le territoire montréalais desservi par EESM évolue afin de refléter la vision transmise par la direction générale, par les directions d'arrondissements et par les documents de planification tels que la *Planification stratégique Montréal 2030*. EESM accompagne les arrondissements dans cette transformation afin de garantir un cadre de vie adéquat et sécuritaire pour nos citoyens.

Pour ce faire, notre direction, en collaboration avec chaque arrondissement, doit pouvoir compter sur une planification appropriée, sur le respect des normes applicables et sur un contrôle des demandes dans une optique de réduction des gaspillages.

Planification des interventions

Afin d'avoir une visibilité sur les besoins des arrondissements, EESM souhaite recevoir la planification des projets et événements à venir dans votre arrondissement pour l'année 2025, dans le gabarit fourni:

- Titre du projet et brève description;
- Ampleur estimée relativement au nombre de:
  - Panneaux et tiges
  - Bollards
  - Intersections avec feux
  - Symboles, voies cyclables, lignes axiales à marquer
  - Lampadaires (fût et luminaire)
  - Luminaires
- Date ou période de réalisation souhaitée

Réglementation et normes applicables

Afin de se conformer aux dispositions de la Loi sur les ingénieurs ainsi qu'aux recommandations formulées par l'Ordre des Ingénieurs sur les champs de pratique réservés, toute nouvelle demande ayant un impact sur la signalisation routière, excluant les panneaux de stationnement, doit être accompagnée de plans conformes signés et scellés.

Afin de se conformer au processus administratif de la Ville, une décision déléguée du Service de l'urbanisme est requise pour tous les travaux de marquage, signalisation et feux de circulation qui pourraient affecter le cadre de référence d'une intersection avec des feux de circulation.

Lors de la mise en place de marquage et de signalisation lumineuse et écrite, les normes du MTQ telles que présentées dans le Tome V - Signalisation routière doivent être respectées.

Les ordres de travail doivent respecter les instructions indiquées dans le guide d'utilisateur Signalec, disponible sur le site du DEPS du Service de la concertation des arrondissements.
Votre arrondissement à la responsabilité de dégager et maintenir un accès sécuritaire à tous les luminaires, feux de circulation et panneaux de signalisation (émondage, élimination des nids de guêpes, obstacles, etc.), tant sur le réseau routier que dans les parcs et ruelles vertes.

Approvisionnement

EESM ne conserve qu'un minimum d'inventaire de matériel pour chaque activité. Des contrats d'approvisionnement sont octroyés auprès de divers fournisseurs pour obtenir les matériaux requis pour l'entretien et des délais doivent être considérés lors de demandes. EESM ne donne ni ne vend de matériel pour des installations qui ne sont pas faites par nos équipes.

EESM priorise la maximisation de la récupération du mobilier existant.

Dommages par tiers au mobilier

Les réclamations liées aux dommages par tiers permettent de récupérer les sommes dues à la suite d'accidents ayant endommagé le mobilier de feux de circulation et d'éclairage de rue. EESM prend en charge ces réclamations et s'assure d'obtenir toutes les pièces justificatives requises auprès du Service de Police de la Ville de Montréal et des équipes opérationnelles. Si l'arrondissement possède de l'information sur un dossier devant faire l'objet d'une réclamation, il peut la transmettre à l'adresse factures.eesm@montreal.ca.

Marquage

Volumétrie de votre arrondissement

Éléments de marquage	unité	2025
Boîte de jonction	m2	4 368
Caserne de pompier et boîte de jonction de piste cyclable	m2	150
Dos d'âne	unité	966
Flèche	unité	500
Ligne axiale	mètre lin.	131 577
Ligne axiale approche d'intersection de 30 mètres	mètre lin.	2 612
Ligne d'arrêt	unité	1 394
Ligne d'arrêt	mètre lin.	11 056
Ligne de guidage	mètre lin.	280
Ligne de mesure d'apaisement	mètre lin.	653
Ligne de piste cyclable	mètre lin.	86 940
Passage écolier - Blanc	unité	515
Passage écolier - Blanc	mètre lin.	6 581
Passage écolier - Jaune	unité	44
Passage écolier - Jaune	mètre lin.	457
Passage piéton	unité	869
Passage piéton	mètre lin.	24 486
Pictogramme 30 KM	unité	5
Pictogramme écolier	unité	36
Piste cyclable - Chevron et vélo	unité	940
Piste cyclable - Ligne d'arrêt	unité	73
PIste cyclable - Macle, vélo et flèche	unité	737
Piste cyclable - Passage écolier	unité	14
Piste cyclable - Pictogramme	unité	0
Piste cyclable - Zone arrêt autobus	mètre lin.	4 374
Piste cyclable - Zone hachurée	mètre lin.	740
Rues - Zone hachurée	mètre lin.	2 160
Sas vélos	m2	462
Signature REV - Bleu	unité	0
Stationnement angle	mètre lin.	0

Description

L'entretien du marquage consiste à effectuer le marquage de l'arrondissement pendant la saison estivale et à répondre aux demandes provenant du centre de service 311.

Nos équipes effectuent le marquage linéaire et ponctuel de la chaussée pour tous les types de marquage énuméré dans le tableau ci-dessus.

Le marquage des SAS vélos de l'arrondissement, est effectué au besoin, sur demande de l'arrondissement. EESM procède à l'inspection de l'état des SAS Vélo au printemps et soumet une proposition d'entretien à l'arrondissement au mois de mai. Les SAS vélos que l'arrondissement souhaite remettre à neuf en 2025 seront facturés comme demandes additionnelles.

Le marquage des stationnements en angle existants sera effectué au cours de la saison dans le cadre de l'entretien du marquage, sous réserve, de la confirmation du besoin par transmission des plans à EESM au plus tard le 28 février 2025.

Exclusions à l'offre de service du marquage

Les activités suivantes sont exclues de l'offre de service EESM :

- Travaux de marquage dans les stationnements municipaux ou autres stationnements;
- Marques délimitant les places de stationnement sur rue;
- Bordures de trottoir;
- Éléments de marquage ponctuels pour les emplacements de stationnement pour les personnes en situation de handicap, pour les voitures électriques ainsi que pour les interdictions de stationnement.

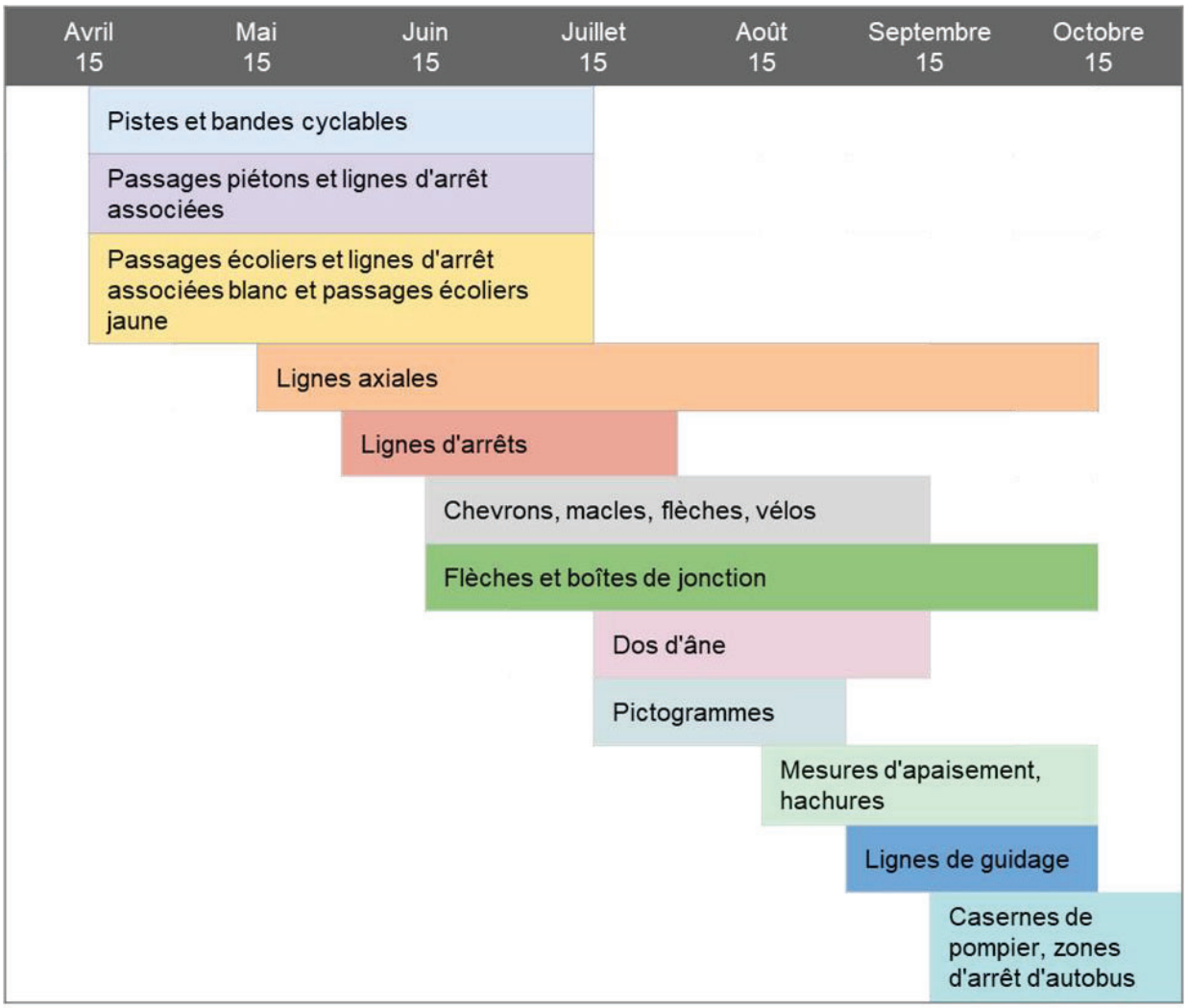
Échéancier de réalisation

La date précise du début de la saison dépend des conditions météorologiques et sera communiquée à votre arrondissement au début du mois d'avril 2025. En début de saison, le nettoyage des voies de circulation doit être effectué dans les délais qui seront fixés et communiqués par EESM.

La date précise de la fin de la saison sera confirmée au mois de septembre 2025.

Certains types de marquage ont été identifiés comme étant prioritaires et l'objectif est de les réaliser, sur l'ensemble du territoire desservi, avant le 15 juillet 2025.

Calendrier de marquage



Signalisation écrite

Volumétrie de votre arrondissement

Panneaux	**35120**

Bollards de pistes cyclables	**383**

Description

L'entretien de la signalisation écrite consiste à exécuter les ordres de travail (OT) émanant de votre arrondissement, du centre de service 311 et de l'unité d'intervention rapide.

Nos équipes effectuent les activités suivantes :

- Installation de fondations et de tiges et entretien des composantes, lorsque requis;
- Installation, retrait, remplacement et redressement des panneaux de signalisation;
- Remplacement et retrait des bollards flexibles noirs (saillies ou mesure d'atténuation de la circulation, emplacement fixe et documenté dans Signalec);
- Installation, retrait et remplacement des bollards de piste cyclable DEFLEX bleus et verts;
- Entreposage des bollards retirés pour la saison hivernale
- Installation d'autocollants visant à:
    - Identifier le secteur concerné sur les panneaux SRRR;
    - Ajuster les informations sur les panneaux de présignaux.

Spécifications - Tiges et fondations

La validation des infrastructures souterraines (Info-Excavation) requiert un délai de 2 semaines. L'arrondissement est responsable de faire le prémarquage de l'emplacement des tiges avant d'envoyer son ordre de travail, ou d'y joindre un photomontage.

Spécifications - Panneaux

Le délai de production auprès du fournisseur est d'environ quatre semaines.

Toute demande urgente entraîne une surcharge de 25% du coût du panneau et le fournisseur n'a pas l'obligation de répondre à la demande.

EESM recommande à ses clients de ne poser **aucun autocollant visant à modifier les heures d'interdiction de stationnement sur les panneaux,** puisque cette action rend le panneau non conforme. Advenant leur utilisation, l'arrondissement a la responsabilité de modifier le panneau dans la base de données et d'installer un autocollant portant le nouveau code de panneau sur l'endos du panneau simultanément.

Spécifications - Base de données - Signalec

Il est de la responsabilité de l'arrondissement de vérifier la concordance entre le terrain et la base de données avant de faire parvenir un ordre de travail. En cas d'écart, l'ordre de travail sera retourné à l'arrondissement pour correction et planifié de nouveau une fois corrigé.

Spécifications - Bollards - Pistes cyclables

EESM fait l'installation (printemps) et le retrait (automne) des bollards flexibles bleus et verts de type DEFLEX sur les pistes cyclables existantes selon les emplacements et les cotes obtenues de l'arrondissement. Ce dernier a la responsabilité d'avertir EESM par écrit de toute modification à l'emplacement des bollards.

Pendant la saison estivale, EESM procède à l'inspection et à l'entretien des bollards de piste cyclable selon les critères suivants :

- Est aplati, déchiré, fendu, ou présente un angle de plus de 45 degrés;
- Manque une ou plusieurs vis;
- A une ou plusieurs bandes réfléchissantes non conformes (remplacement des bandes réfléchissantes) ;
- Représente un danger à la circulation des usagers.

Exclusions à l'offre de service d'entretien

Cette offre de service n'inclut pas :

- La fourniture ou l'installation de signalisation temporaire (de chantier orange);
- L'installation de signalisation à l'intérieur des parcs;
- L'installation de panneaux lumineux (ex. : arrêt au DEL);
- L'entretien de la signalisation en lien avec une voie réservée aux autobus;
- L'entreposage de panneaux pour des projets temporaires qui reviennent annuellement.

Éclairage

Volumétrie de votre arrondissement

Emplacement	Nombre de luminaires	Nombre de fûts
Rues	8 581	s/o
Viaducs et tunnels	48	n/a
Parcs	1 197	778
TOTAL	9 826	778

Description

L'entretien de l'éclairage consiste à exécuter des demandes émanant de votre arrondissement, du centre de service 311, de l'unité d'intervention rapide ou de notre équipe de patrouilleurs, active 24 heures sur 24 afin d'assurer la sécurisation du territoire rapidement lorsque requis.

Afin d'assurer une prise en charge rapide, il est demandé de contacter le 311 et non d'envoyer des demandes par courriels à EESM.

Nos équipes effectuent les activités suivantes pour l'éclairage de **rue et de parcs:**

- Réparation et remplacement de luminaires et de fûts, lorsque requis;
- Entretien et remplacement des composantes et du filage nécessaire au bon fonctionnement des luminaires;
- Déplacement de lampadaires requis par des travaux du service de l'entretien du réseau d'aqueduc et d'égout en arrondissement;
- Entretien des luminaires extérieurs défectueux dans les cours du service de la voirie (clos), écocentres et chutes à neige;
- Vérification des prises de courant sur les lampadaires, sur demande.

Spécifications - Terrains sportifs:

- Inspection annuelle, remplacement de composantes et réparation des luminaires de plateaux sportifs
- Ajustement des heures d'ouverture et de fermeture sur le système de contrôle de l'éclairage des plateaux sportifs;
- Installation, entretien et désinstallation de l'éclairage temporaire pour les patinoires extérieures;

Spécification - Sentiers:

- Inspection annuelle, remplacement et réparation des luminaires de sentiers

- Entretien de l'éclairage de la croix du Mont-Royal (VMA)

Autres services

- Entretien du système d'éclairage et système électrique des fontaines décoratives
- Remplacement des disjoncteurs et fusibles des systèmes de contrôle des jeux d'eau.

Exclusions à l'offre de service d'entretien

Les activités suivantes sont exclues de la présente offre de service d'entretien:

- Remplacement du mobilier désuet ou en fin de vie dans les rues et les parcs (peut être réalisé sous forme de demande additionnelle à l'O/S entretien);
- Réparation et entretien des afficheurs de radar de vitesse et feux clignotants de zone scolaire;
- Réalisation des travaux civils requis, tels que l'excavation, l'installation de bases de béton et de puits d'accès;
- Conception et installation de systèmes de contrôle de jeux d'eau;
- Remplacement des systèmes de contrôle de jeux d'eau (peut être pris en charge via le processus de demandes additionnelles lorsque le système est désuet et que le coffret électrique est en place)
- Installation et entretien des luminaires alimentés au gaz naturel (VMA)
- Installation et entretien de luminaires au voisinage du biogaz (LSO)

Feux de circulation

Mobilier	Nombre
Intersections	235
Contrôleurs	215

Description

L'entretien des feux de circulation consiste à exécuter les demandes de votre arrondissement, du centre de service 311, de l'équipe d'intervention rapide ou de notre équipe de patrouilleurs active 24 heures sur 24 afin d'assurer la sécurisation du territoire rapidement lorsque requis.

Afin d'assurer une prise en charge rapide, il est demandé de contacter le 311 et non d'envoyer des demandes par courriels à EESM.

Notre offre d'entretien inclut les services suivants :

- Réparation ou remplacement des fûts, des feux de circulation et des contrôleurs, lorsque requis, incluant la remise en fonction des feux automatiquement mis sur clignotant;
- Réparation des feux piétons et cyclistes;
- Entretien et réparation des caméras de détection véhiculaire, caméras de surveillance routière, feux sonores et boutons-poussoirs;
- Déplacement de fûts occasionné par des travaux du service de l'entretien du réseau d'aqueduc et d'égout en arrondissement;
- Alimentation temporaire des feux de circulation lors d'intervention d'Hydro-Québec

Partage d'informations

Un site *Sharepoint* partagé a été créé pour votre arrondissement afin de communiquer certaines informations spécifiques, tel que le rapport d'avancement du marquage et de la pose de bollards lors de l'ouverture du réseau. Ce SharePoint peut être utilisé pour répondre aux besoins de partages de documents entre votre arrondissement et les équipes EESM.

Traitement des demandes de service (DDS)

Les demandes de service sont enregistrées par le centre de service 311 ou par l'unité d'intervention rapide (UIR) lorsque des citoyens contactent la ville pour signaler une problématique. L'équipe EESM reçoit les DDS pour les activités détaillées dans le tableau ci-bas. Toutes les DDS ayant des activités autres que celles-ci sont redirigées à l'arrondissement.

Activité de la DDS	Type de demandes	Délai de réponse[1]
Marquage de la chaussée - Existant	Demande de rafraîchissement du marquage existant sur la chaussée	90 jours
Voie cyclable — Marquage et signalisation écrite	Demande relative au marquage et à la signalisation écrite des voies cyclables existantes	90 jours
Panneau de signalisation entretien - Prioritaire	Demande d'intervention rapide, lorsqu'une signalisation manquante peut mettre en péril la sécurité des automobilistes ou des piétons	15 jours
Oriflammes	Demande d'intervention lorsqu'une oriflamme est brisée	15 jours
Éclairage existant - Entretien	Demande concernant l'entretien ou la réparation de lampadaires	10 jours
Feux de circulation - Entretien	Demande relative aux feux de circulation lorsqu'ils sont désynchronisés, brûlés ou accidentés	30 jours

[1] Les activités de marquage de la chaussée sont réalisées d'avril à octobre. Les DDS reçues hors-saison ne pourront être répondues dans le délai normalisé.

Demandes additionnelles

Dans l'optique, de soutenir l'arrondissement dans le développement de son territoire, l'équipe d'EESM peut répondre à des demandes additionnelles à l'offre de service d'entretien. Les coûts de ces nouvelles installations sont assumés par les arrondissements.

La clé comptable doit être fournie ainsi que la signature de la personne autorisée **avant que débute la planification de votre projet**, et ce, pour toutes les demandes additionnelles.

L'arrondissement est responsable d'effectuer l'installation de la signalisation temporaire requise pour exécuter les travaux, tel que les interdictions de stationnement. Lors de l'exécution des travaux, un agent technique de l'arrondissement doit se rendre disponible sur le terrain la journée du déploiement afin de soutenir le contremaitre avec des ajustements de dernière minute.

EESM priorise la sécurité des usagers du domaine public et toute autre demande additionnelle sera traitée selon les délais d'opérations régulières.

Les demandes doivent être soumises dans le formulaire web.

Demandes additionnelles | Marquage

Toute demande de marquage additionnelle doit contenir :

- Plans signés et scellés
- Décision déléguée du service de l'urbanisme si le marquage impacte une intersection avec feux de circulation

Les demandes additionnelles sont ajoutées à l'offre de service d'entretien l'année suivante.

Demandes additionnelles | Signalisation écrite

Tout regroupement de 20 interventions ou plus (incluant la pose de tiges et de panneaux et le retrait de signalisation désuète) de même nature ou faisant partie d'un même projet d'aménagement urbain représente une demande additionnelle.

Toute demande additionnelle de signalisation doit contenir :

- Décision déléguée du service de l'urbanisme si la signalisation impacte une intersection avec feux de circulation
- Liste des ordres de travail liés au projet
- Tableau des codes et des quantités des panneaux
- Plan des emplacements des bollards

Exemples de demandes additionnelles:

- Ajustements de zone SRRR;
- Interventions liées à la sécurisation aux abords des écoles;
- Implantation d'une nouvelle piste cyclable avec bollards ou d'une nouvelle saillie standard ou virtuelle;
- Installation, entretien et retrait de bollards et panneaux sur les piétonnisations saisonnières.

Demandes additionnelles | Éclairage

Éclairage de rue :

- Déplacement temporaire de lampadaire;
- Installation de lampadaire sur nouvelle base;
- Raccordement électrique de roulotte et déplacement des luminaires dans les clos, chutes à neige et écocentres;
- Réparation de conduites endommagées lors de travaux d'excavation, sur le réseau local
- Installation de prise électrique (selon l'approbation de la Division de la gestion stratégique des actifs / Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves / Service des infrastructures du réseau routier).

Éclairage de parc :

- Installation de coffret électrique, lampadaires de sentier et tours d'éclairage de terrain sportif;
- Remplacement et mise à niveau des conduits et du filage électrique;
- Installation de prises électriques;
- Installation temporaire de distribution électrique pour des événements (prise électrique, lampadaire, alimentation, canon à neige);
- Remplacement ou mise à niveau du contrôle de jeux d'eau.

Exigences complémentaires à la modification de mobilier d'éclairage

Pour tout ajout de mobilier d'éclairage de rue ou de matériel sur un lampadaire nécessitant une nouvelle alimentation électrique, vous devez suivre la procédure émise par le Service des infrastructures du réseau routier pour la déclaration de consommation de charge électrique additionnelle.

Demandes additionnelles | Feux de circulation

Toutes les demandes de modification de feux de circulation doivent inclure les plans signés et scellés ainsi que la décision déléguée du Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM). Il est de la responsabilité de l'arrondissement de fournir les documents requis avec chaque demande et de tenir compte des délais applicables.

Lorsque les feux de circulation sont modifiés dans le cadre d'un projet, aucune installation de présignaux ne sera effectuée avant d'avoir reçu la décision déléguée du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM).

Types de demandes :

- Modification à la programmation. Par exemple:
  - Minutage pour la synchronisation sur un réseau
  - Modification de programmation de la signalisation prioritaire pour les transports collectifs
  - Mise sur clignotant ou interruption temporaire de feux de circulation et retour à la normale
  - Modification au mobilier de feux de circulation
  - Préparation et installation de cabinet et de contrôleur
  - Raccordement du contrôleur au réseau de télécommunication

Toutes ces interventions peuvent être réalisées en partenariat avec un entrepreneur externe ou uniquement par EESM.

Éléments à respecter lors de l'octroi d'un contrat à un entrepreneur privé

Les éléments suivants doivent être respectés afin d'assurer une continuité des opérations à la suite de la terminaison de ces contrats:

Secteurs d'activités	Éléments respecter
Marquage sur la chaussée	• Les éléments de marquage, tels les pochoirs (stencils) de vélos, utilisés correspondent aux modèles utilisés par EESM • Les plans de marquage doivent être transmis à EESM (marquage.eesm@montreal.ca) par l'arrondissement avant le 1er décembre de l'année de réalisation afin d'être intégrés dans l'entretien l'année suivante.
Signalisation écrite	*Si l'entrepreneur a le mandat d'installer des tiges et des panneaux :* • Les éléments de quincaillerie utilisés doivent correspondre aux pièces utilisées par EESM (dessins disponibles sur demande.) *Si l'entrepreneur installe les tiges seulement :* • Le manchon prévu au DTNI 3A doit être installé; • L'arrondissement doit valider sur le terrain le travail de l'entrepreneur avant d'envoyer l'ordre de travail pour la pose des panneaux par EESM. Toute fondation effectuée par un entrepreneur privé et jugée non conforme par EESM devra être refaite ou réparée par l'entrepreneur. EESM n'est pas responsable des délais encourus par cette procédure. Un déplacement supplémentaire et des frais de gestion pour la réorganisation du travail à effectuer seront facturés. *Aucun trou dans le trottoir ne doit être effectué si EESM prend en charge la nouvelle signalisation à la suite d'une réfection de rue.
Éclairage	• Tout mobilier d'éclairage ajouté doit correspondre aux modèles énumérés dans les ententes d'approvisionnement de la Ville auprès des fournisseurs; • Le document technique normalisé - Famille 5 (DTNI-5A) demeure la référence pour toutes les installations électriques concernant l'éclairage de rue et parc. • L'information concernant tout ajout de mobilier d'éclairage doit être transmise à EESM (eclairage.eesm@montreal.ca) .
Feux de circulation	• Les projets d'installation ou de modification de feux de circulation confiés à des entrepreneurs externes doivent être approuvés par le SUM au niveau de la conception et respecter le DTNI-6A • L'information concernant tout ajout de mobilier de feux doit être transmise à EESM (feux.de.circulation.eesm@montreal.ca) .

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259601001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

La Direction de l'entretien de l'éclairage de la signalisation et du marquage de la chaussée (DEESM) de l'arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie fournit anuellement à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le service d'entretien de l'éclairage et de la signalisation, ainsi que du marquage de la chaussée. Ce type de service est inscrit sur le plan budgétaire comme une charge interunitée. Celle-ci sera transférée mensuellement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notres-Dame-de-Grâce vers l'arrondissement Rosemont afin d'assurer la prise en charge des activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.

L'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie s'engage aussi à produire une reddition de compte des services rendus en 2025 au plus tard 6 mois après le dossier d'affectation des surplus de la Ville au Conseil Municipal. Cette reddition de compte présentera les résultats de l'année et les montants des surplus ou déficits à répartir et à remettre à l'arrondissement, le cas échéant, en fonction des dépenses réelles effectuées.

FICHIERS JOINTS

GDD 1259601001-Certification de fonds_V1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Agent de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-24

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612

Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1259601001

Ce dossier vise à:

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025.

Les fonds nécesaires pour assumer cette dépense sont disponibles au budget de fonctionnement de la Direction des travaux publics dans la division de la Voirie.

Charge interunité	Budget 2025	Imputation comptable
Éclairage de rues	511 600,00 $	2406.0010000.300717.03141.65100.015602.0000.000000.000000.00000.00000
Signalisation écrite	533 900,00 $	2406.0010000.300717.03162.65100.015602.0000.000000.000000.00000.00000
Signalisation lumineuse	750 100,00 $	2406.0010000.300717.03163.65100.015602.0000.000000.000000.00000.00000
Marquage de la chaussée	825 800,00 $	2406.0010000.300717.03164.65100.015602.0000.000000.000000.00000.00000
Total de la charge interunité	**2 621 400,00 $**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1256792001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Division protocoles et relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion relative à la tenue du colloque annuel de l'Association des communicateurs municipaux du Québec

ATTENDU que Montréal est la Métropole francophone des Amériques;
ATTENDU le souhait et la possibilité d'organiser le colloque annuel de l'Association des communicateurs municipaux du Québec au printemps 2026;

ATTENDU la disponibilité des infrastructures et des ressources permettant d'accueillir cet événement à Montréal;

ATTENDU l'objectif fixé d'accueillir davantage d'événements d'envergure au sein de la métropole.

IL EST RECOMMANDÉ :

de permettre à la division Communications et relation avec les citoyens de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre–Dame-de-Grâce de venir appuyer l'organisation du Colloque 2026 de l'Association des communicateurs municipaux du Québec et ainsi officialiser la candidature de la Ville de Montréal comme ville hôte pour l'édition 2026.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 13:49

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256792001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Division protocoles et relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion relative à la tenue du colloque annuel de l'Association des communicateurs municipaux du Québec

CONTENU

CONTEXTE

L'association des communicateurs municipaux du Québec (ACMQ) tient à chaque année dans le cadre de ses activités un colloque où il offre plusieurs activités de formation dédiées aux communicateurs municipaux. Journées de formation, d'échanges de bonnes pratiques et de réseautage, cet événement important est aussi l'occasion de tenir le Gala Les plumes d'excellence qui récompense les meilleures stratégies de communication publique.
Les statuts et règlement de l'ACMQ exigent l'adoption d'une résolution par un conseil de ville ou un conseil d'arrondissement afin d'officialiser la mise en candidature d'une ville pour la tenue du colloque. La motion déposée permet donc à l'arrondissement de proposer la candidature de Montréal afin qu'elle soit l'hôte du colloque de l'ACMQ de 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Les derniers Colloque de l'ACMQ à Montréal ont eu lieu en 2005 et en 2017.
Dossier #1165119001

DESCRIPTION

Le colloque de l'ACMQ se déroulera principalement sur 3 jours, en mai 2026, et proposera divers ateliers sur le thème de la communication.
Le colloque est financé par les frais de participation et les coûts sont défrayés directement par l'Association. La contribution de l'arrondissement se limite principalement en ressources dédiées à l'organisation et à la logistique du colloque ainsi qu'à une dépense d'inscription de 3000 $.

La sélection du thème, la recherche de conférenciers et l'organisation feront l'objet d'une collaboration étroite entre les communicateurs de plusieurs arrondissements et les différents services des communications de la ville centre.

Il s'agit donc ici de venir formaliser la participation des employés de la Division Communications et relation avec les citoyens de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au comité organisationnel et au comité programmation du colloque 2026.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Ce projet contribue à l'orientation *Amplifier la démocratie et la participation* particulièrement pour les priorités 11 et 12.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Etienne BRUNET
chef(fe) de division - relations avec les citoyens et communications - niveau ii

Tél : 438-864-6549
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-28

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514 872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1255676003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 5 mai 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du **5 mai 2025** joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:28

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255676003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 5 mai 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe I, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement.
Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· règlement sur le bruit (RCA 23 17389, article 45);
· règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

Les ordonnances n'ont pas pour effet d'autoriser la tenue de l'événement, elles n'ont que pour objet d'accorder une autorisation dans la mesure où l'événement ou l'activité peut par ailleurs avoir lieu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 170077: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 4 avril 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.
CA25 170047: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 10 mars 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement sont d'ampleur locale.
L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : l'occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyennes et citoyens. Ces événements contribuent à l'épanouissement des communautés en offrant des opportunités de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ces événements permettent à la population de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;
2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour obtenir le soutien de l'arrondissement pour la réalisation des événements publics inscrits sur les listes en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses des directions interpellées pour le soutien à la réalisation des événements sont assumées à même les budgets de fonctionnement. Les coûts additionnels reliés aux événements sont assumés par les promoteurs.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 :
· Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
· Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens;
· Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de

qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Ce dossier contribue également à l'atteinte des résultats du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement :

· Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes et matières de culture, sports et loisirs (objectif 1.3 du plan).
Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan) en permettant à la population, aux institutions et aux organismes de bénéficier d'un meilleur accompagnement pour réduire la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement (objectif 2.3 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour la population et les organismes promoteur d'événements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La promotion et la diffusion des événements extérieurs doivent se conformer aux exigences émises par la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe 1 seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbations des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et gouvernementale de même qu'avec les encadrements administratifs d'usage. Une « autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des recommandations effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andre OPZOOMER
Agent de projets--Événements spéciaux

Tél : 438-833-8489
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports, developpement social

Tél : (514) 239-4917
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél : 514-237-6916
Approuvé le : 2025-04-17

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(RCA 23 17389, article 45)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **5 mai 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **5 mai 2025** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **5 mai 2025** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **5 mai 2025** (Voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **5 mai 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **5 mai 2025** (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **5 mai 2025** (voir en pièce jointe)

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **5 mai 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **5 mai 2025**, (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **5 mai 2025** , (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255676003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 5 mai 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Liste des événements publics au CA du 5 mai 2025.pdf

Gdd_grille_analyse_montreal_2030 (GDD 1255676003) (1).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andre OPZOOMER
Agent de projets--Événements spéciaux

Tél : 438-833-8489
Télécop. :

Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 5 mai 2025

Événement	Requérant	Description de l'événement	Endroit	Date	Occupation	vente de produits promotionnels	Camion bouffe de rue	Vente et Consommation d'alcool	Bruit	Marquage sur la chaussée	Nombre de participants prévu	Fermeture de rue
Parade Lag B'omer	Congrégation Ezras Achim (Chabad)	Procession religieuse avec spectacle dans le parc	Départ du parc Van Horne, De Westbury (direction sud), Saint-Kevin (direction est), arrivée au parc Mackenzie King	16 mai 2025	9h30 à 15h00	N/A	N/A	N/A	10h30 à 13h30	N/A	500	Ralentissement de la circulation
Fête connexion familiale	Église Pentecotiste Unie de Montréal	Fête de quartier	Parc Martin Luther-King	17 mai 2025	9h00 à 18h00	N/A	N/A	N/A	11h00 à 16h00	N/A	100	N/A
Porchfest	Conseil communautaire NDG	Spectacle musical sur balcon	Oxford de Sherbrooke à Maisonneuve Est	17 mai 2025	15h45 à 19h00	N/A	N/A	N/A	16h00 à 19h00	N/A	100	Oxford de Sherbrooke à Maisonneuve Est
Porchfest	Conseil communautaire NDG	Spectacle musical sur balcon	Hingston entre Terrebone et Hampton	18 mai 2025	15h45 à 17h30	N/A	N/A	N/A	16h00 à 18h00	N/A	100	Hingston entre Terrebone et Hampton
Celebrate Hope	New Hope Senior Citizen Center	Levée de fonds et activités pour le centre d'ainées New Hope	Parc Leduc	23 mai 2025	08h00 à 16h00	N/A	N/A	N/A	10h00 à 15h00	N/A	100	N/A
Fête du vélo	Transition écologique CDN-NDG	Dans le cadre du mois du vélo, l'Arrondissement organise sa 3e Fête du vélo. Actvités de sensibilisation au vélo, sécurité, et promotion du vélo.	Placette Jean-Brillant et rue Jean-Brillant	24 mai 2025	8h à 17h	N/A	N/A	N/A	12h à 16h	N/A	400	Jean-Brillant ouest entre les rues Decelles et Gatineau
Championnat de Pickleball	Sylvan Adams YM-YWHA	Tournoi de pickelball et journée familiale	rue de Westbury et parc Mackenzie-King	24 et 25 mai	à partir de 16h00 le 24 mai jusqu'à 17h00 le 25 mai	OUI	N/A	N/A	11h00 à 17h00	OUI	300	Fermeture de Westbury entre chemin de la Côte Sainte-Catherine et Saint-Kevin

Yoqa-Dance-Portage et Partage	Fondation de la visite	Activité mixte de yoga, de danse et de portage	Parc Loyola	28 mai 2025	9h00 à 14h00	N/A	N/A	N/A	10h30 à 12h00	N/A	40	N/A
Distribution des végétaux	Transition écologique CDN-NDG	Distribution annuel de végétaux aux citoyens	Parc William Hurst, Parc Martin Luther-King et parc Mackenzie-King	31 mai 2025	8h00 à 14h00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1000	N/A
Inauguration Planchodrome Benny	Arrondissement CDN-NDG	Fête d'inauguration pour célébrer la réfection du nouveau planchodrome Benny	Parc Benny	31 mai 2025	8h à 17h	N/A	N/A	N/A	11h à 16h	N/A	100	N/A
Westhaven: Basketball & Music Night	Centre communautaire Westhaven	Un événement communautaire gratuit qui offre aux adolescent·e·s un espace sécuritaire et inclusif pour bouger	Parc Coffee	5 juin 2025	16h30 à 21h30	N/A	N/A	N/A	16h30 à 20h00	0	60	N/A
Inauguration du planchodrome Benny	Arrondissement CDN-NDG	Fête d'inauguration pour célébrer la réfection du nouveau planchodrome Benny	Parc Benny	07-juin-25	8h à 17h	N/A	N/A	N/A	11h à 16h	N/A	100	N/A

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD* **1255676003**

Unité administrative responsable: Direction de la culture des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de CDN/NDG

Projet: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 5 mai 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire: *Ces événements contribuent à renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté par le biais d'événements et d'activités accueillants organisés dans les parcs et sur le domaine public. Le mandat des organismes partenaires consiste à offrir des événements festifs et communautaires de proximité. Le souci d'offrir des services de façon équitable est au cœur des préoccupations de l'arrondissement.*

Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens*: Les citoyens sont invités à participer à une variété d'événements dans les nombreux parcs de l'arrondissement. Ces activités sont gratuites, ouvertes et accessibles à tous.*

Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins: *Pour faire en sorte que les activités soient attirantes et riches pour la population, les organismes doivent faire en sorte que les citoyens.nes pratiquent les activités qui répondent à leurs attentes et dans un milieu sécuritaire. Il contribue à améliorer le sentiment d'appartenance des citoyens par des lieux accueillants et sécuritaires. Pour se faire, un responsable de l'arrondissement fait un traitement et suivi continu avant, pendant et après la durée de l'événement qui permet de confirmer l'atteinte de cette priorité.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259223005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge par le Marché Bonne Bouffe NDG du Dépôt Centre communautaire d'alimentation, et sur la Place Darlington, dans le parc de la Savane et dans le parc Nelson-Mandela par les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria Communautaire MultiCaf, entre le 5 juin et le 1er novembre 2025.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'édicter les ordonnances pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge pou le Marché Bonne Bouffe NDG du Dépôt Centre communautaire d'alimentation, et sur la Place Darlington, dans le parc de la Savane et dans le parc Nelson-Mandela par les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria Communautaire MultiCaf, entre le 5 juin et le 1er novembre 2025.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:14

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259223005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge par le Marché Bonne Bouffe NDG du Dépôt Centre communautaire d'alimentation, et sur la Place Darlington, dans le parc de la Savane et dans le parc Nelson-Mandela par les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria Communautaire MultiCaf, entre le 5 juin et le 1er novembre 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2015, le Dépôt Centre communautaire d'alimentation (le Dépôt) opère le « Marché Bonne Bouffe NDG/NDG Good Food Market » qui a pour objectif de faciliter l'accès aux fruits et légumes frais et promouvoir de saines habitudes alimentaires auprès de la communauté. Pour les mêmes raisons et du côté de Côte-des-Neiges, La Cafétéria Communautaire MultiCaf (MultiCaf) organise aussi à nouveau cette année les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria communautaire MultiCaf.
Des marchés itinérants sont planifiés par le Dépôt du 26 juin au 31 octobre 2025 dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge.

Des marchés itinérants sont planifiés par MultiCaf du 5 juin au 30 août 2025, mais pourraient se prolonger jusqu'au 6 septembre 2025 à la Place Darlington, au Parc Nelson Mandela et au Parc de la Savane selon l'organisme.

Le Conseil d'arrondissement doit adopter des ordonnances en vertu du règlement concernant la paix et l'ordre public pour permettre la vente dans un parc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1249943006 - Édicter les ordonnances pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge par le Marché Bonne Bouffe NDG du Dépôt Centre communautaire d'alimentation, et sur la Place Darlington, dans le parc de la Savane et dans le parc Nelson-Mandela par les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria Communautaire MultiCaf, entre le 22 juin et le 1er novembre 2024. (CA24 170111)
1239943002 - Édicter une ordonnance pour permettre la vente de fruits et légumes dans les

parcs de la Savane et Nelson-Mandela, et sur la Place Darlington par le Marché social itinérant de l'organisme La Cafétéria Communautaire MultiCaf en 2023. (CA23 170128)

1239943001 - Édicter une ordonnance pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge par le « Marché bonne bouffe NDG » du Dépôt centre communautaire d'alimentation en 2023. (CA23 170127)

1225284009 - Édicter une ordonnance pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge par le « Marché bonne bouffe NDG » du Dépôt centre communautaire d'alimentation en 2022.

1215284009 - Édicter une ordonnance pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge et permettre l'occupation du terrain du Centre Walkley aux mêmes fins par le « Marché bonne bouffe NDG » du Dépôt centre communautaire d'alimentation en 2021.

1205284007 - Édicter une ordonnance pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge et permettre l'occupation du terrain du Centre Walkley aux mêmes fins par le « Marché bonne bouffe NDG » du Dépôt centre communautaire d'alimentation en 2020.

1195284010 - Édicter une ordonnance pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge et permettre l'occupation du terrain du Centre Walkley aux mêmes fins par le «Marché bonne bouffe NDG» du Dépôt centre communautaire d'alimentation en 2019

1185284002 - Édicter une ordonnance autorisant le Dépôt alimentaire NDG à vendre des fruits et légumes dans le parc Georges-Saint-Pierre et le parc Herbert-Outerbridge du 7 juin au 30 octobre 2018 et permettre l'occupation du terrain du Centre Walkley pour les mêmes fins.

1172703005 - Édicter une ordonnance autorisant le Dépôt alimentaire NDG à vendre des fruits et légumes dans le parc Georges-Saint-Pierre du 9 juin au 30 septembre 2017 et permettre l'occupation du terrain du Centre Walkley pour les mêmes fins - CA17 170701.

1162703002- Édicter une ordonnance autorisant le Dépôt alimentaire NDG à vendre des fruits et légumes dans le parc Georges-Saint-Pierre et permettre l'occupation du terrain du Centre Walkley pour les mêmes fins- CA16 170172

1152703008 - Adoption de l'ordonnance autorisant la tenue de l'événement « Marché bonne bouffe NDG/ NDG Good Food Market » dans le parc Georges-Saint-Pierre au cours des mois de septembre et octobre 2015- CA15 170266

DESCRIPTION

Lors de ces marchés publics, le Dépôt et MultiCaf comptent offrir des produits sains majoritairement cultivés localement et financièrement accessibles à tous. La présence du marché améliorera l'offre de fruits et légumes frais, locaux et abordables à Notre-Dame-de-Grâce et à Côte-des-Neiges pendant la saison estivale. En assurant l'accès à des aliments sains et variés, le projet vise à améliorer la qualité de vie des résidents, à renforcer leur capacité de se prendre en main et à augmenter leur participation à la vie sociale du quartier. Ces marchés publics sont prévus selon l'horaire suivant pour les deux organisations:

Le Dépôt:

Parc Georges-Saint-Pierre, les jeudis entre 13 h à 20 h.

- Juin 26
- Juillet 3, 10, 17, 24, 31
- Août 7, 14, 28
- Septembre 4, 11, 18, 25
- Octobre 2, 9, 16, 23, 30

Parc Herbert-Outerbridge, les vendredis entre 9 h à 16 h.

- Juin 27
- Juillet 4, 11, 18, 25,
- Août 1, 8, 15, 29
- Septembre 5, 12, 19, 26
- Octobre 3, 10, 17, 24, 31

MultiCaf:

- Place Darlington, les samedis de 10 h à 12 h.
- Parc Nelson Mandela, les vendredis de 10 h à 12 h.
- Parc de la Savane, les vendredis de 13 h à 15 h.

JUSTIFICATION

L'accès à des fruits et légumes frais n'est pas toujours facile pour les citoyens à faibles revenus et les déplacements pour se rendre aux grands marchés publics représentent souvent des dépenses supplémentaires. De plus, la tenue d'événements locaux comme le Marché bonne bouffe NDG/NDG Good Food Market permet de sensibiliser et d'éduquer la population quant aux bienfaits d'une alimentation saine.
Le Dépôt et MultiCaf sont des partenaires communautaires importants et ils aident les résidents de l'arrondissement depuis de nombreuses années. Ils sont tous deux reconnus en tant qu'organismes partenaires, ce en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

La vente de fruits et légumes dans un parc est autorisée sous réserve de l'obtention d'un permis d'occupation du domaine public depuis l'adoption du Règlement RCA15 17255 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement d'urbanisme d'une partie de l'arrondissement de Mont-Royal (01-281) et le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis (R.R.V.M, c. C-3.2) afin de promouvoir la santé et les saines habitudes de vie. L'adoption d'une ordonnance demeure toutefois nécessaire en vertu du règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Voir grille en pièce jointe
Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement;
- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de se nourrir de manière abordable, saine et locale (résultat 1.1 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Marché bonne bouffe NDG et les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria communautaire MultiCaf permettent d'améliorer l'accessibilité, tant physique qu'économique, aux fruits et légumes frais pour les résidents de Notre-Dame-de-Grâce et de Côte-des-Neiges, assurant ainsi une amélioration de leur qualité de vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Dépôt et MultiCaf sont responsables de leurs opérations de communications respectives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Édicter les ordonnances pour permettre la vente de fruits et légumes dans les parcs Georges-Saint-Pierre et Herbert-Outerbridge par le Marché Bonne Bouffe NDG du Dépôt Centre communautaire d'alimentation, et sur la Place Darlington, dans le parc de la Savane et dans le parc Nelson-Mandela par les Marchés Sociaux Nomades de la Cafétéria Communautaire MultiCaf, entre le 5 juin et le 1er novembre 2025.



Floor plan marche Benny et St-raymond.pdf



Plan et logistique marches sociaux MULTICAF.pdf



Grille d'analyse Montreal 2030 - 1259223005.pdf



Darlington_DEMANDE EVENEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC_VF_2025.pdf



Lettres patentes.pdf



Membres_CA_MultiCaf.pdf



NelsonMandela_DEMANDE EVENEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC_VF_2025.pdf



Resolution Marches 2025 - RESOLUTION 09-04-2025-01 - Marche solidaire.pdf



Savane_DEMANDE EVENEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC_VF_2025.pdf



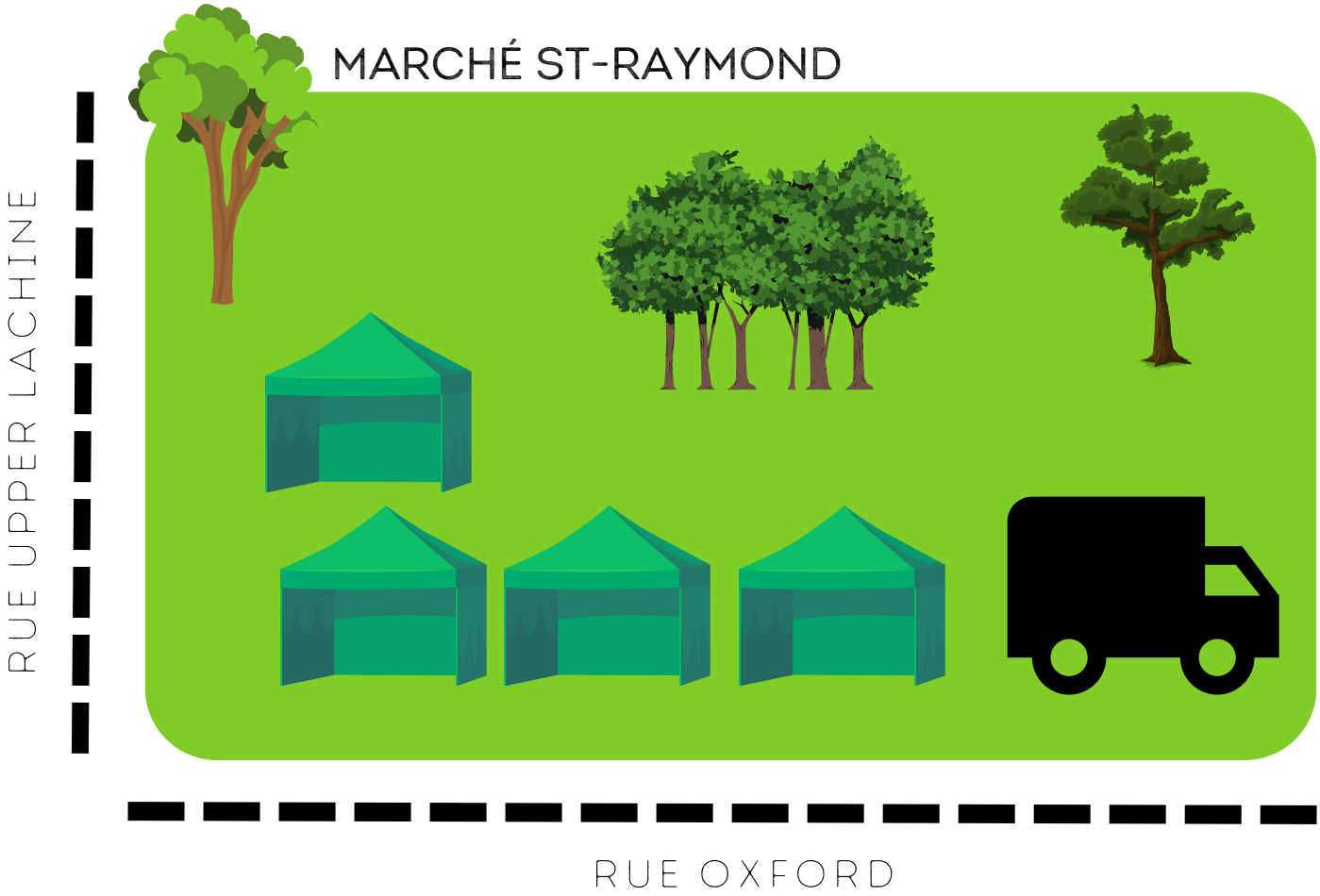


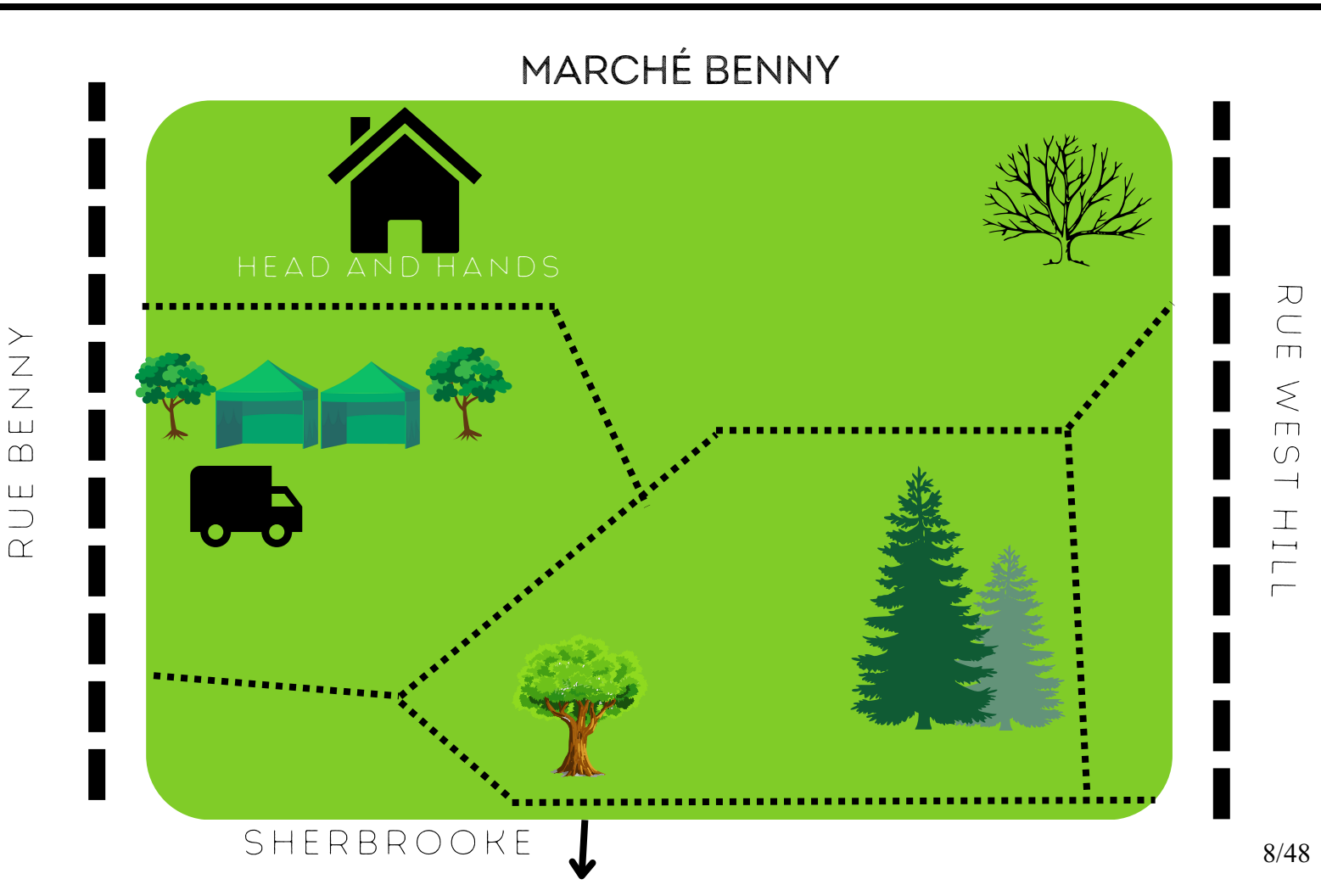
Confirmation depot.pdfPlan amenagement.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

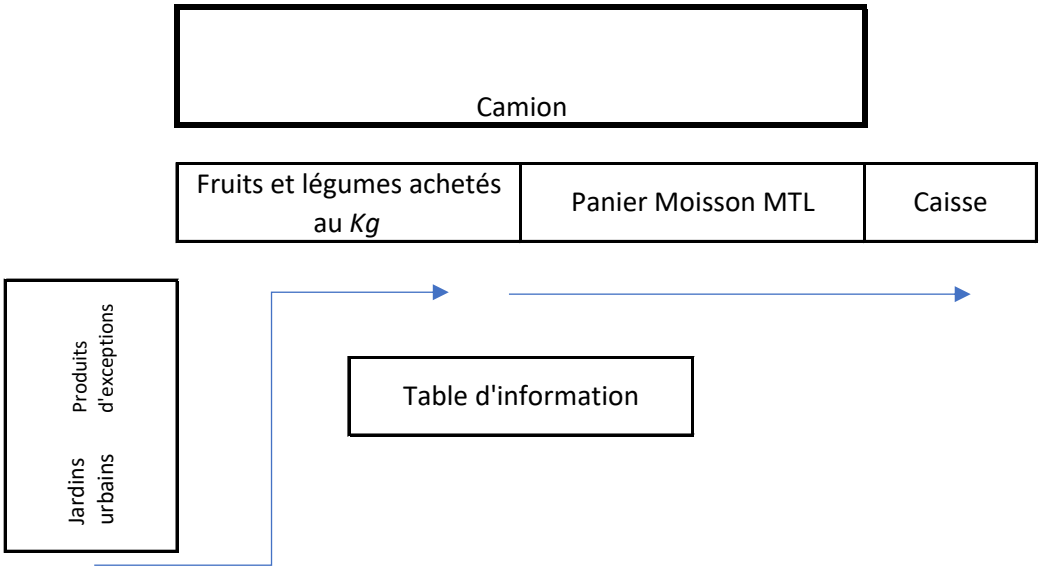

MARCHÉ ST-RAYMOND
RUE UPPER LACHINE
RUE OXFORD


MARCHÉ BENNY
HEAD AND HANDS
RUE BENNY
RUE WEST HILL
SHERBROOKE

Nelson Mandela

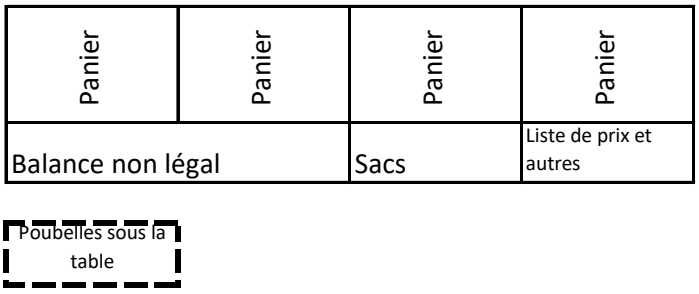
ÉCOLE PRIMAIRE

Mise-en-place du marché



w¦9±L/¢hwL!

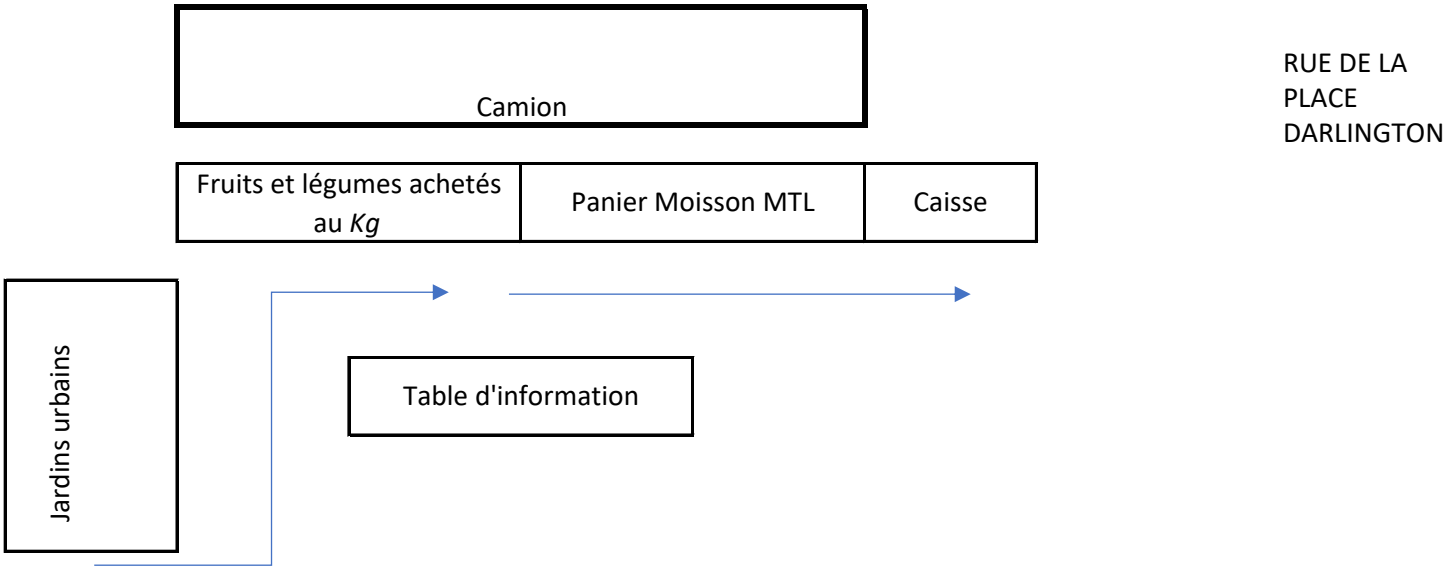
Mise-en-place des tables



Darlington

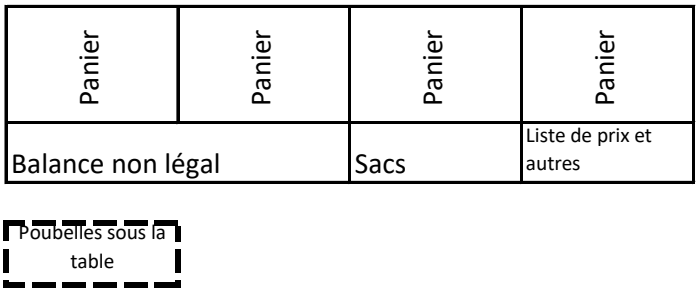
RUE DE LA PLACE DARLINGTON

Mise-en-place du marché



RUE DE LA PLACE DARLINGTON

Mise-en-place des tables

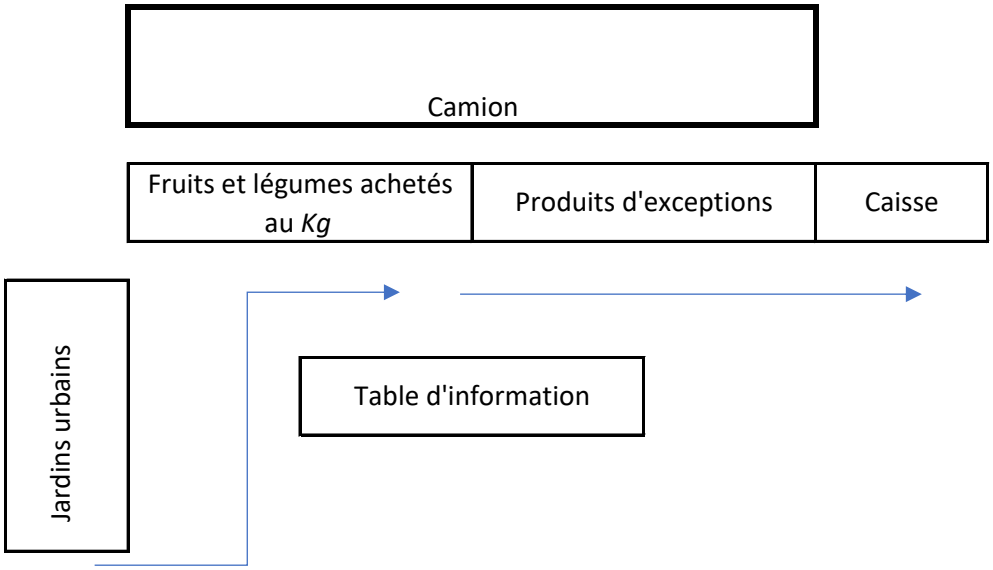


RUE DE LA PLACE DARLINGTON

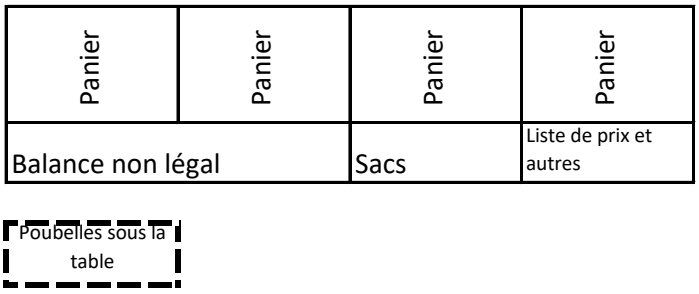
De la Savane

PAVILLON DE LA SAVANE

Mise-en-place du marché



Mise-en-place des tables



Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 12592233005
Unité administrative responsable : *Développement économique*
Projet : Marchés Publics

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet vise à favoriser l'accès à des produits sains, majoritairement cultivés localement et accessibles financièrement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Demande d'événement sur le domaine public

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

SECTION 1 - RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME

Nom légal de l'organisme	MultiCaf		
Numéro d'entreprise du Registre des entreprises du Québec (R.E.Q.)	1143699263		
Organisme ayant un statut de reconnaissance par l'Arrondissement (Liste)	☑ Oui* (si oui, passez directement à la section 2) ☐ Non		
Adresse dans l'arrondissement	3600 avenue Barclay, bureau 320 Montréal QC H3S 1K5		
Type d'organisme	☑ OBNL ☐ Institution ☐ Citoyen ☐ Autre Précisez		
Depuis combien d'années votre organisme est-il en activité?	☑ 11 ans et plus ☐ Entre 6 et 10 ans ☐ Entre 5 et 3 ans ☐ 3 ans et moins		
Contact personne ressource de l'organisme			
Nom de la personne ressource de l'organisme	Lucille Joyeux		
Téléphone	514 813 6926	Courriel	lucille.joyeux@multicaf.org
Mission de l'organisme			
Fondée en 1989, MultiCaf s'est donné pour mission d'apporter une aide alimentaire, de créer un lien social et rechercher des ressources pour les personnes à faibles revenus du quartier de Côte-des-Neiges			
Territoire desservi Classer en ordre d'importance (1 étant le plus important)	1 Côte-des-Neiges 1 Notre-Dame-de-Grâce 2 Arrondissement CDN-NDG 4 Hors arrondissement		

SECTION 2 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉVÉNEMENT

Nom de l'événement	Marché solidaire mobile					
Date de l'événement*	05 / juin / 2025 au 30 août 2025 (tous les samedis)					
Lieu de l'événement Nom du parc/Place/Rue	Place Darlington					
Heures	Événement de 9h45 à 12h15		Montage de 9h45 à 10		Démontage de 12 à 12h15	
Personne contact lors de l'événement	Nom	Lucille Joyeux	Tel.	514 813 6926	Courriel	lucille.joyeux@multicaf.org
Nombre d'éditions précédente de l'événement	Depuis 2017					
Description des activités	Marché solidaire mobile de distribution de fruits et légumes pour les résidents vulnérables du quartier de Côte-des-Neiges					
Caractère de l'événement	Communautaire Autres :					
Clientèle visée	☑ Tous ☐ Familles ☐ Enfants ☐ Adultes					
Nombre de personnes attendues	Environ 60 clients					

SECTION 3 - PRÊT D'ÉQUIPEMENTS ET SERVICES DEMANDÉS

- Si l'arrondissement ne peut répondre à la demande, le promoteur devra louer le matériel à ses frais.
- L'arrondissement peut fournir de l'équipement selon les disponibilités.
- Des frais pour la location de terrains sportifs peuvent être applicables.
- Si vous êtes une école, contactez votre commission scolaire pour la réservation des terrains sportifs.
- Permis de circuler dans le parc : Les permis de circuler sont délivrés uniquement pour les besoins logistiques de l'événement.

*Selon les disponibilités des équipements.

Poubelles*	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Tables à pique-nique* (max. 12)	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Barricades*	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Terrain sportif	☐ Soccer / Rugby ☐ Baseball / Balle-molle Autre			Heure d'utilisation : de ___ à ___
Permis de circuler dans le parc	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Accès aux toilettes (Si disponible)	☐ Oui	☑ Non	Heure d'ouverture de ___ à ___	
Ouverture du chalet de parc (Si disponible)	☐ Oui	☑ Non	Heure d'ouverture de ___ à ___	
Autres équipements				

SECTION 4 - AUTRES ÉQUIPEMENTS FOURNIS PAR LE PROMOTEUR

- Se référer aux consignes de la sécurité incendie pour l'utilisation de tout équipement inflammable ou de cuisson.
- Toute utilisation d'effet spéciaux requiert une déclaration spécifique à la sécurité incendie.
- Fournir le certificat d'ignifugation pour les équipements inflammables : Jeux gonflables, structures gonflables, et autres.
- L'électricité doit être fournie par le promoteur.
- Localiser tous les équipements mentionnés dans un plan attaché.

Jeux gonflables	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Structures gonflables	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Chapiteaux (tentes)	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Marquises (tentes sans murs)	☑ Oui	☐ Non	Nombre 3 _____	Dimensions 10x10 (2) et 10x20 (1)
Drone	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Modèle _____
Génératrice	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Barbecue (Cuisson d'aliment)	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Mode de cuisson Autres
Friteuse	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Autre équipement de cuisson				
Effets spéciaux (chandelle pour vigie, feux de joie, jongleur de feux, feux d'artifice)	☐ Oui	☑ Non	Description _____	
Toilettes portatives (si le nombre de toilettes est insuffisant)	Nombre 10 _____		Date de livraison Jour / Mois / Année Date de récupération Jour / Mois / Année	

SECTION 5 - PROMOTION ET COMMUNICATION

Quels outils utilisez-vous pour faire la promotion de votre événement auprès de la population?

Site Internet de l'organisme	☑	Médias sociaux (Facebook, Twitter, etc.)	☑	Autres (précisez)	Carte proximité (carrefour solidaire)
Publicité (radio, journaux, etc.)	☑	Dépliant et affiche	☑		

POUR LES OBNL RECONNUS PAR L'ARRONDISSEMENT SEULEMENT :

Votre événement pourrait être éligible à un soutien à la promotion, un service visant à contribuer de manière complémentaire à vos efforts promotionnels déployés.

Cette offre vous intéresse ?

☑ Oui. Indiquez la personne contact de votre organisation si différente du demandeur : Lucille Joyeux

☐ Non

SECTION 6 - SÉCURITÉ

- Le promoteur est responsable de la sécurité sur le site de l'événement.
- Vente et/ou consommation d'alcool : la sécurité doit être assurée par une agence reconnue par la Ville de Montréal. Une copie du contrat doit être fournie.

Type de sécurité	☐ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence ou du bénévole responsable (Si différent du responsable de l'événement)	
Numéro de certificat de l'agence	
Nombre de bénévole ou agents embauchés *selon les exigences de l'arrondissement	# Agents _____ # Bénévoles _____
Méthode d'identification des responsables de la sécurité	
Moyen(s) de communication utilisé(s)	

SECTION 7 - PREMIERS SOINS

- Selon la nature de l'événement, les services d'une agence reconnue pourraient être exigés.
- *Inclure les certificats d'attestations des personnes attitrés à ce poste.

Gestion du poste de premiers soins	☐ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence, si tel est le cas	à déterminer
Nom du bénévole responsable si tel est le cas	
Nombre de secouristes bénévoles	
Méthode d'identification des secouristes	

SECTION 8 - DIFFUSION SONORE*

- Diffusion sonore permise est entre 11 h et 20 h
- Le nombre de décibels permis ne doit pas être plus élevé que 80 dB à 35 m d'un haut-parleur
- Les heures et le niveau acoustique maximal indiqué sur votre permis d'autorisation d'événement, doivent être respectés.

Diffusion sonore	☐ Oui ☑ Non	Heure(s) de 11h à 20h	**Tests de son et répétitions(s)**	Heure(s) de ___ à ___

À PARTIR DE CETTE SECTION, UNIQUEMENT COMPLÉTER LES SECTIONS QUI CONCERNENT VOTRE ÉVÉNEMENT

SECTION 9 - VENTE OU DISTRIBUTION D'ALIMENTS OU DE BOISSON NON ALCOOLISÉES

- La vente ou la distribution d'aliments ou de boissons non alcoolisées, nécessite un permis du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).
- Les camions de rue doivent être membre de l'Association des restaurateurs de rue du Québec
- Les camions de rue doivent être garés sur rue et respecter la réglementation de stationnement en vigueur

Aliments et Boissons non alcoolisées	☐ Distribution gratuite ☐ Vente	Type d'aliments :
Aliments et Boissons non alcoolisées délivrés par	☐ OBNL organisatrice de l'événement ☐ Restaurateurs Nombre :___ ☐ Autres :	
Camion de cuisine de rue** ☐ Oui ☑ Non	Horaire :	Localisation : à valider

SECTION 10 - CONSOMMATION OU VENTE D'ALCOOL (Permis de réunion obligatoire)

- L'autorisation de permis d'alcool n'est pas automatique et des conditions et exigences s'appliquent.
- La vente ou consommation d'alcool, nécessite une lettre d'avis favorable de l'arrondissement.
- Avec cette dernière, vous devrez vous présenter à la Régie des alcools, des courses et des jeux afin de vous procurer le permis adéquat.
- La consommation d'alcool doit être délimitée et représentée sur le plan
- Vous devez engager une compagnie de sécurité le jour de l'événement et fournir la preuve du contrat

Consommation d'alcool	☐ Oui ☑ Non
Vente d'alcool	☐ Oui ☑ Non
Heures de la consommation	De à
Nombre de points de vente d'alcool	
Opération du kiosque	☐ Votre organisme ☐ Un autre organisme
	Si un autre organisme, précisez :

SECTION 11 - VENTE DE PRODUITS PROMOTIONNELS DE L'ÉVÉNEMENT***

Seule la vente des articles liés à l'événement (produits dérivés avec le nom et/ou le logo de l'événement) peut être autorisée

Vente de produits promotionnels liés à l'événement	☑ Non ☐ Oui Type de produits promotionnels :
Nombre de kiosque(s) de vente	

SECTION 12 - AUTORISATION SPÉCIALE

Banderole ou bannière	☐ Oui ☑ Non	Nombre :	Date : du au
	Lieu :		Contenu de la bannière :

SECTION 13 - FERMETURE DE RUE(S) (ex : fête de voisinage)

- Chaque intersection de rue doit être fermée par des barricades et des voitures pouvant être libérées en tout temps.
- Les conditions suivantes doivent-être respectées selon la réglementation en vigueur :
  - Le promoteur de l'événement doit obtenir l'adhésion de 70% des résidents et commerçants affectés par la fermeture de rue;
  - Assurer la pose des « avis de fermeture de rue » contenant les informations relatives à la fermeture de rues 10 jours avant l'événement et en assumer les frais ;
  - Transmettre un avis écrit (dans la boîte au lettre) aux résidents de la rue qui sera fermée, dans un délai minimal de 7 jours avant l'événement;
  - Assumer les frais de la pose de panneaux d'interdiction de stationner et les installer dans un délai approprié;
  - Assumer les frais de remorquage, s'il y a lieu;
  - Préserver un couloir minimal de six mètres pour les véhicules d'urgence;
  - Assurer, en tout temps, la présence de responsables de la sécurité à chaque intersection afin de permettre le passage des véhicules d'urgence.

Type de Fermeture	☐ complète	☐ partielle
Heures	Heure de début :	Heure de fin :

Détails des fermetures et/ou de l'occupation des rues ou des ruelles (obligatoire)

Date	Rue / ruelle / trottoir	Direction (Nord/Sud-Est/Ouest)	Entre rue	Et rue	Ligne de bus impacté
21 au 24 août 2025	Avenue de Monkland	deux directions	Girouard	Melrose	à valider

SECTION 14 - DÉFILÉ, MARCHE

Type de défilé	☐ Parade	☐ Procession	☐ Marche	
Lieu d'occupation	☐ Rue(s)	☐ Trottoir(s)		
Départ	Point de départ : rue Melrose	Heure de départ : à valider		
Arrivée	Point d'arrivée : rue Girouard	Heure d'arrivée : à valider		
Élément technique (Joindre des photos)	Véhicule	☐	Précisez :	Nombre :
	Char allégorique	☐	Précisez :	Nombre :
	Autre	☐	Précisez :	Nombre :

Détails des fermetures et/ou de l'occupation des rues ou des ruelles (obligatoire)

Date	Rue / ruelle / trottoir	Direction (Nord/Sud-Est/Ouest)	Entre rue	Et rue	Ligne de bus impacté
23 août (24 août en cas de pluie)	Avenue Monkland	deux directions	Girouard	Melrose	à valider

SECTION 15 - DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE FORMULAIRE	
Pour l'ensemble des organismes	☑ Assurance responsabilité civile de 3 000 000$ (À compléter et signer par votre assureur) ☑ Plan d'aménagement au format numérique > **VOIR SECTION 16** ☐ Avis de la sécurité incendie (si applicable)
Pour l'ensemble des organismes, excepté ceux ayant un statut de reconnaissance de l'arrondissement	☑ Charte et lettres patentes ☑ Résolution du CA ☑ Liste des membres du CA
Pour l'ensemble des organismes, selon les spécificités de l'événement (section 9 à 14)	☐ Permis MAPAQ (Si vente d'aliments) ☐ Preuve de permis d'alcool (Si vente ou consommation d'alcool) ☐ Preuve de contrat d'agence de sécurité (Si vente ou consommation d'alcool) ☐ Preuve de déclaration au service incendie et permis en cas d'utilisation d'effets spéciaux

SECTION 16 - PLAN D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉVÉNEMENT

Veuillez fournir un plan d'aménagement en format numérique avec la localisation des installations et équipements qui se trouveront sur le site de votre événement. SVP, bien identifier :

- Le parc et les rues au Nord, Est, Sud et Ouest.
- Le parcours, les points de départ et d'arrivée.
- L'emplacement, la dimension des équipements et la localisation des sources électriques.
- La rue, les intersections où il y aura fermeture et l'emplacement des barricades.
- Les postes de sécurité (si applicable) et de premiers soins.
- La disposition des différents équipements demandé à l'arrondissement (tables de pique-nique, poubelle, barricades, Chaises, BBQ, Scène, Point de vente, Point de 1er soin etc.)
- Les équipements fournis par le promoteur (ex : chapiteau, marquise, etc.). De plus, il doit inclure les emplacements de cuisson, kiosques de vente et la localisation des bannières.

Nous suggérons l'utilisation de la plateforme Google maps pour dresser votre plan.
Une fois le plan validé, aucune modification ne pourra être apportée.

MODALITÉS - À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT LA SIGNATURE

1. Toute demande doit être faite par écrit et dûment signée en utilisant ce formulaire. Aucune réservation ne peut se faire par téléphone ou verbalement.
2. Les demandes incomplètes ne seront pas traitées et toute section incomplète retardera le traitement de votre demande.
3. La réception de cette demande ne constitue pas une acceptation de l'événement.
4. Vous devez obtenir une autorisation de notre direction et les avis nécessaires des services AVANT d'amorcer toute initiative promotionnelle (publicité, affichage, etc.).
5. La demande d'utilisation doit être transmise à la Direction un minimum de **30 jours avant la date du prochain conseil d'arrondissement**. Cliquez ici pour consulter le calendrier des séances.
6. Vous recevrez un accusé de réception dans la **semaine** suivant la réception de votre demande. Par la suite, un représentant de notre direction communiquera avec vous dans les meilleurs délais.
7. Les différentes demandes seront soumises pour approbation aux instances municipales concernées (service de police, société de transport etc.)
8. Veuillez envoyer votre demande par courriel à : ev_publics_cdnndg@montreal.ca

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous, soussignés de l'organisme, MultiCaf
Nom de l'organisme

Par notre signature, déclarons et certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont vrais, complets et conformes aux archives et registres de notre organisme.

Engagement du promoteur

Général

- L'événement doit être ouvert à tous les résidents de l'arrondissement;
- L'événement doit être gratuit;
- Le promoteur s'engage à maintenir accessible le domaine public et respecter les règlements et normes associés à l'occupation du domaine public.

Propreté

Après l'événement, le promoteur doit s'assurer de remettre les lieux dans leur état initial. À défaut de le faire, le dépôt d'entretien sera retenu.

Plan stratégique

Notre plan stratégique recommande de poser des actions concrètes en faveur de l'écoresponsabilité et de l'accessibilité universelle.

Accessibilité universelle

Quelles mesures seront mises en place pour rendre votre événement accessible?

Terrain plat et accessible

1. Votre site est-il accessible aux personnes à mobilité réduite ?
☑ Oui ☐ Non

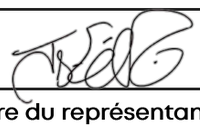
Si oui, comment prévoyez-vous rendre votre site accessible aux personnes à mobilité réduite ?

_____

Écoresponsabilité

- Éviter de vendre ou distribuer des bouteilles d'eau en plastique à usage unique
- Éviter l'utilisation de vaisselles et d'ustensiles jetables en offrant des items compostables ou biodégradables
- Utiliser des pailles en carton et remplacer les bâtons de café en plastique par des pâtes alimentaires non cuites.

Autres mesures :

Jean-Sébastien Patrice	Directeur général
Nom du représentant désigné	**Fonction**
	05 / avril / 2025
Signature du représentant désigné	**Date de la signature**

Gouvernement du Québec
L'Inspecteur général des institutions financières

LETTRES PATENTES
Loi sur les compagnies
(L.R.Q., chap. C-38, a. 218)

Partie III

L'Inspecteur général des institutions financières, sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies, accorde les présentes lettres patentes aux requérants ci-après désignés, les constituant en corporation sous la dénomination sociale

LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTI-CAF

Données et scellées à Québec le 1989 12 05

et enregistrées le 1989 12 05

au libro C-1303 *, folio* 78

Gouvernement du Québec
L'Inspecteur général des institutions financières

Jean-Marie Bernard
Inspecteur général des institutions financières

2740-5539

Contresignataire

1 — Requérants

Les requérants auxquels sont accordées les présentes lettres patentes sont:

Nom et prénoms	Profession ou Occupation habituelle	Adresse domicilaire (No, rue, municipalité, code postal)
Catherine Benoist	Travailleuse sociale	6010 Darlington Montréal, P.Q H3S 2H8
John Kinloch	coordonnateur	4250 Saint Urbain Montréal, P.Q H2W 1V5
Pierre Balcer	agent manufacturier	6675 Darlington #14 Montréal, P.Q H3S 2J6
Alice Herscovitch	organisatrice communautaire	4137 Marlowe Montréal, P.Q H4A 3M3

2 — Siège social

Le siège social de la corporation est situé

Montréal

3 — Conseil d'administration

Les administrateurs provisoires de la corporation sont:

Pierre Balcer
Catherine Benoist
Alice Herscovitch
John Kinloch

4 — Immeubles

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 1,000,000 $

ou

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à

5 — Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants:

1. Offrir des repas aux personnes à faible revenu.
2. Offrir un service de dépannage nourriture aux personnes à faible revenu.
3. Offrir des services d'information et de référence aux usagers.
4. Sensibiliser la communauté aux problèmes reliés à la pauvreté.
5. Favoriser l'intégration des usagers dans leur milieu.
6. Louer, acheter ou acquérir des locaux appropriés aux besoins du centre.
7. Imprimer, éditer des revues, journaux, périodiques et plus généralement toutes publications pour fins d'informations, de promotion et de publicité concernant les activités, les buts et les objectifs de l'organisme.
8. Pour les fins ci-dessus mentionnées, amasser de l'argent ou d'autres biens de toute manière déterminée par le conseil d'administration en organisant, lorsque nécessaire, des campagnes de financement dans le but d'amasser les fonds necessaires au fonctionnement de l'organisme et à la mise en oeuvre de ses objectifs.

6 — Autres dispositions *(selon le cas)*

Pouvoirs D'Emprunts

Le conseil d'administration, lorsqu'il juge à propos, peut:

a. nonobstant les dispositions du code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la corporation;

b. faire des emprunts de deniers

c. constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionné ci-dessus par acte de fidéicommis, conformément aux articles 28 et 29 de la loi des pouvoirs spéciaux des corporations ou de toute autre manière.

d. Hypothéquer, nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement napper d'une charge quelconque les biens meubles de la corporation, ou donner ces diverses espèces de garanties;

e. aliéner les biens de la corporation.

Au cas de liquidation de la corporation ou de distribution des biens de la corporation, ces derniers seront dévolus à une organisation exerçant une activité analogue ayant un statut d'organisme charitable.

3- Le Conseil d'administration

Pascale Boulerice
PRÉSIDENTE



Pascale Boulerice MSc est enseignante de français et d'éthique au pensionnat du Saint Nom de Marie et philanthrope impliquée dans de nombreuses causes humanitaires locales et internationales. Elle détient une maîtrise en enseignement et elle siège au sein du conseil d'administration depuis juin 2020.

Irina Khaïkin
TRÉSORIÈRE



Madame Khaïkin représente les usagers de MultiCaf. Elle est née en 1979 en Union soviétique. Elle a vécu dans une famille militaire qui a souvent déménagé pour répondre aux besoins de l'État. Voyant la guerre avec l'Ukraine arriver à grands pas et souhaitant pour ses enfants une vie différente de celle qu'elle a vécue, elle a déménagé au Canada. Son point d'ancrage a été MultiCaf à son arrivée. Elle a pu bénéficier de nos services en aide alimentaire pour elle et sa famille dans cette situation de pauvreté transitoire.

Naima Sellami
VICE-PRÉSIDENTE



Naïma Sellami possède des études en sciences politique et diplomatique et est diplômée à titre de traductrice et interprète à l'université de Lausanne. Son parcours professionnel diversifié l'a mené à agir à titre de conseillère politique et chargée d'études respectivement au cabinet de l'Émir et du premier ministre du Koweït. Elle a œuvré au sein de la Croix rouge canadienne ainsi qu'au sein du consulat de Bénin à Montréal. Hautement reconnue et respectée dans les différentes sphères reliées à l'immigration auprès du BINAM à Montréal, nous sommes fiers d'avoir pu intégrer Madame Sellami à titre de membre de notre conseil d'administration en juin 2022.

Marguerite Patrick-Tranchau
SECRÉTAIRE



Marguerite Patrick-Tranchau est une jeune retraitée depuis la fin de 2018 de l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques à Toronto, où elle a travaillé étroitement pendant 20 ans avec les directeurs généraux successifs et le conseil d'administration.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MULTICAF FOURNIT UNE GOUVERNANCE EFFICACE ET UN LEADERSHIP STRATÉGIQUE. IL DÉFINIT NOTRE VISION, NOS OBJECTIFS ET NOS ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET VEILLE À CE QUE NOS ACTIVITÉS SOIENT CONFORMES À NOTRE MISSION ET À NOS VALEURS. NOTRE CONSEIL DÉPLOIE UNE EXPERTISE DIVERSIFIÉE ET DÉMONTRE UNE TRANSPARENCE DANS SES ACTIONS ET SA GESTION. NON SEULEMENT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION S'EST RÉUNI À 9 REPRISES, MAIS CERTAINS MEMBRES FURENT PRÉSENTS LORS DE RENCONTRES AUPRÈS DE BAILLEURS DE FONDS, PARTENAIRES ET DONATEURS POTENTIELS. UN RAPPORT POUR L'AMÉLIORATION DE NOTRE STRUCTURE DE GOUVERNANCE EST EN PRÉPARATION PAR UNE FIRME RENOMMÉE EN LA MATIÈRE, ENVISION PHILANTHROPY. RAPPORT QUI SERA DÉPOSÉ EN COURS D'ANNÉE 2025.

Marion Portenguen
ADMINISTRATRICE



Marion Portenguen MSc possède une maîtrise en communication organisationnelle de l'Université de Montréal (Étude sur le changement). Ayant œuvré au sein du réseau des diplômés et des donateurs de l'UdM à titre de coordonnatrice et de superviseur, elle est membre du CA depuis juin 2020.

Aïcha El-Amri
ADMINISTRATRICE



Aïcha El Amri est une bénévole grandement impliquée au sein du quartier Côte-des-Neiges et surtout au sein de MultiCaf. Interprète reconnue, Aïcha est grandement responsable des succès des marchés sociaux itinérants de MultiCaf.

Sam Scalia
ADMINISTRATEUR



Sam Scalia est un leader dans la conception, le développement et la construction de propriétés résidentielles, de propriétés commerciales et de développements à usage mixte réputé pour leur conception et leur style architectural. Au fil des 10 dernières années, il a récolté 1,4 million de dollars pour MultiCaf. Il a rejoint le conseil d'administration de MultiCaf en 2023, investissant un temps considérable pour assurer la pérennité de cette ressource essentielle.

Constantin Nassif
ADMINISTRATEUR



Constantin Nassif est directeur commercial et conseiller chez Devmont basé à Montréal. Constantin a développé, au fil de sa carrière, une expertise marquée pour la gestion, la réorganisation et le développement de mécanismes assurant efficience et productivité. Bénévole dévoué auprès de différents organismes éducatifs, il s'est joint au conseil d'administration au mois de juin 2023.

NOUS TENONS À REMERCIER MONSIEUR ANDRÉ CORBEIL POUR SON IMPLICATION AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU COURS DES 4 DERNIÈRES ANNÉES ET SOUHAITONS LA BIENVENUE À MONSIEUR JEAN-BERNARD ADDOR, QUI PRENDRA SA PLACE EN 2025.

Demande d'événement sur le domaine public

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

SECTION 1 – RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME			
Nom légal de l'organisme	MultiCaf		
Numéro d'entreprise du Registre des entreprises du Québec (R.E.Q.)	1143699263		
Organisme ayant un statut de reconnaissance par l'Arrondissement (Liste)	☑ Oui* (si oui, passez directement à la section 2) ☐ Non		
Adresse dans l'arrondissement	3600 avenue Barclay, bureau 320 Montréal QC H3S 1K5		
Type d'organisme	☑ OBNL ☐ Institution ☐ Citoyen ☐ Autre Précisez		
Depuis combien d'années votre organisme est-il en activité?	☑ 11 ans et plus ☐ Entre 6 et 10 ans ☐ Entre 5 et 3 ans ☐ 3 ans et moins		
Contact personne ressource de l'organisme			
Nom de la personne ressource de l'organisme	Lucille Joyeux		
Téléphone	514 813 6926	Courriel	lucille.joyeux@multicaf.org
Mission de l'organisme			
Fondée en 1989, MultiCaf s'est donné pour mission d'apporter une aide alimentaire, de créer un lien social et rechercher des ressources pour les personnes à faibles revenus du quartier de Côte-des-Neiges			
Territoire desservi Classer en ordre d'importance (1 étant le plus important)	1 Côte-des-Neiges 1 Notre-Dame-de-Grâce 2 Arrondissement CDN-NDG 4 Hors arrondissement		

SECTION 2 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉVÉNEMENT						
Nom de l'événement	Marché solidaire mobile					
Date de l'événement*	05 / juin / 2025 au 30 août 2025 (tous les vendredis)					
Lieu de l'événement Nom du parc/Place/Rue	Parc Nelson-Mandela					
Heures	Événement de 9h45 à 12h15		Montage de 9h45 à 10h		Démontage de 12h à 12h15	
Personne contact lors de l'événement	Nom	Lucille Joyeux	Tel.	514 813 6926	Courriel	lucille.joyeux@multicaf.org
Nombre d'éditions précédente de l'événement	Depuis 2017					
Description des activités	Marché solidaire mobile de distribution de fruits et légumes pour les résidents vulnérables du quartier de Côte-des-Neiges					
Caractère de l'événement	Communautaire Autres :					
Clientèle visée	☑ Tous ☐ Familles ☐ Enfants ☐ Adultes					
Nombre de personnes attendues	Environ 60 clients					

SECTION 3 - PRÊT D'ÉQUIPEMENTS ET SERVICES DEMANDÉS

- Si l'arrondissement ne peut répondre à la demande, le promoteur devra louer le matériel à ses frais.
- L'arrondissement peut fournir de l'équipement selon les disponibilités.
- Des frais pour la location de terrains sportifs peuvent être applicables.
- Si vous êtes une école, contactez votre commission scolaire pour la réservation des terrains sportifs.
- Permis de circuler dans le parc : Les permis de circuler sont délivrés uniquement pour les besoins logistiques de l'événement.

*Selon les disponibilités des équipements.

Poubelles*	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Tables à pique-nique* (max. 12)	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Barricades*	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Terrain sportif	☐ Soccer / Rugby ☐ Baseball / Balle-molle Autre			Heure d'utilisation : de ___ à ___
Permis de circuler dans le parc	☑ Oui	☐ Non	Nombre 1	
Accès aux toilettes (Si disponible)	☐ Oui	☑ Non	Heure d'ouverture de ___ à ___	
Ouverture du chalet de parc (Si disponible)	☐ Oui	☑ Non	Heure d'ouverture de ___ à ___	
Autres équipements				

SECTION 4 - AUTRES ÉQUIPEMENTS FOURNIS PAR LE PROMOTEUR

- Se référer aux consignes de la sécurité incendie pour l'utilisation de tout équipement inflammable ou de cuisson.
- Toute utilisation d'effet spéciaux requiert une déclaration spécifique à la sécurité incendie.
- Fournir le certificat d'ignifugation pour les équipements inflammables : Jeux gonflables, structures gonflables, et autres.
- L'électricité doit être fournie par le promoteur.
- Localiser tous les équipements mentionnés dans un plan attaché.

Jeux gonflables	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Structures gonflables	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Chapiteaux (tentes)	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Marquises (tentes sans murs)	☑ Oui	☐ Non	Nombre 3	Dimensions 10x10 (2) et 10x20 (1)
Drone	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Modèle _____
Génératrice	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Barbecue (Cuisson d'aliment)	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Mode de cuisson Autres
Friteuse	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Autre équipement de cuisson				
Effets spéciaux (chandelle pour vigie, feux de joie, jongleur de feux, feux d'artifice)	☐ Oui	☑ Non	Description _____	
Toilettes portatives (si le nombre de toilettes est insuffisant)	Nombre 10		Date de livraison Jour / Mois / Année Date de récupération Jour / Mois / Année	

SECTION 5 - PROMOTION ET COMMUNICATION

Quels outils utilisez-vous pour faire la promotion de votre événement auprès de la population?

Site Internet de l'organisme	☑	Médias sociaux (Facebook, Twitter, etc.)	☑	Autres (précisez)	Carte proximité (carrefour solidaire)
Publicité (radio, journaux, etc.)	☑	Dépliant et affiche	☑		

POUR LES OBNL RECONNUS PAR L'ARRONDISSEMENT SEULEMENT :

Votre événement pourrait être éligible à un soutien à la promotion, un service visant à contribuer de manière complémentaire à vos efforts promotionnels déployés.

Cette offre vous intéresse ?

☑ Oui. Indiquez la personne contact de votre organisation si différente du demandeur : Lucille Joyeux

☐ Non

SECTION 6 - SÉCURITÉ

- Le promoteur est responsable de la sécurité sur le site de l'événement.
- Vente et/ou consommation d'alcool : la sécurité doit être assurée par une agence reconnue par la Ville de Montréal. Une copie du contrat doit être fournie.

Type de sécurité	☐ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence ou du bénévole responsable (Si différent du responsable de l'événement)	
Numéro de certificat de l'agence	
Nombre de bénévole ou agents embauchés *selon les exigences de l'arrondissement	# Agents _____ # Bénévoles _____
Méthode d'identification des responsables de la sécurité	
Moyen(s) de communication utilisé(s)	

SECTION 7 - PREMIERS SOINS

- Selon la nature de l'événement, les services d'une agence reconnue pourraient être exigés.
- *Inclure les certificats d'attestations des personnes attitrés à ce poste.

Gestion du poste de premiers soins	☐ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence, si tel est le cas	à déterminer
Nom du bénévole responsable si tel est le cas	
Nombre de secouristes bénévoles	
Méthode d'identification des secouristes	

SECTION 8 - DIFFUSION SONORE*

- Diffusion sonore permise est entre 11 h et 20 h
- Le nombre de décibels permis ne doit pas être plus élevé que 80 dB à 35 m d'un haut-parleur
- Les heures et le niveau acoustique maximal indiqué sur votre permis d'autorisation d'événement, doivent être respectés.

Diffusion sonore	☐ Oui ☑ Non	Heure(s) de 11h à 20h	**Tests de son et répétitions(s)**	Heure(s) de ___ à ___

À PARTIR DE CETTE SECTION, UNIQUEMENT COMPLÉTER LES SECTIONS QUI CONCERNENT VOTRE ÉVÉNEMENT

SECTION 9 - VENTE OU DISTRIBUTION D'ALIMENTS OU DE BOISSON NON ALCOOLISÉES

- La vente ou la distribution d'aliments ou de boissons non alcoolisées, nécessite un permis du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).
- Les camions de rue doivent être membre de l'Association des restaurateurs de rue du Québec
- Les camions de rue doivent être garés sur rue et respecter la réglementation de stationnement en vigueur

Aliments et Boissons non alcoolisées	☐ Distribution gratuite ☐ Vente	Type d'aliments :
Aliments et Boissons non alcoolisées délivrés par	☐ OBNL organisatrice de l'événement ☐ Restaurateurs Nombre :___ ☐ Autres :	
Camion de cuisine de rue** ☐ Oui ☐ Non	Horaire :	Localisation : à valider

SECTION 10 - CONSOMMATION OU VENTE D'ALCOOL (Permis de réunion obligatoire)

- L'autorisation de permis d'alcool n'est pas automatique et des conditions et exigences s'appliquent.
- La vente ou consommation d'alcool, nécessite une lettre d'avis favorable de l'arrondissement.
- Avec cette dernière, vous devrez vous présenter à la Régie des alcools, des courses et des jeux afin de vous procurer le permis adéquat.
- La consommation d'alcool doit être délimitée et représentée sur le plan
- Vous devez engager une compagnie de sécurité le jour de l'événement et fournir la preuve du contrat

Consommation d'alcool	☐ Oui ☑ Non
Vente d'alcool	☐ Oui ☑ Non
Heures de la consommation	De à
Nombre de points de vente d'alcool	
Opération du kiosque	☐ Votre organisme ☐ Un autre organisme
	Si un autre organisme, précisez :

SECTION 11 - VENTE DE PRODUITS PROMOTIONNELS DE L'ÉVÉNEMENT***

Seule la vente des articles liés à l'événement (produits dérivés avec le nom et/ou le logo de l'événement) peut être autorisée

Vente de produits promotionnels liés à l'événement	☑ Non ☐ Oui Type de produits promotionnels :
Nombre de kiosque(s) de vente	

SECTION 12 - AUTORISATION SPÉCIALE

Banderole ou bannière	☐ Oui ☑ Non	Nombre :	Date : du au
	Lieu :		Contenu de la bannière :

SECTION 13 - FERMETURE DE RUE(S) (ex : fête de voisinage)

- Chaque intersection de rue doit être fermée par des barricades et des voitures pouvant être libérées en tout temps.
- Les conditions suivantes doivent-être respectées selon la réglementation en vigueur :
  - Le promoteur de l'événement doit obtenir l'adhésion de 70% des résidents et commerçants affectés par la fermeture de rue;
  - Assurer la pose des « avis de fermeture de rue » contenant les informations relatives à la fermeture de rues 10 jours avant l'événement et en assumer les frais ;
  - Transmettre un avis écrit (dans la boîte au lettre) aux résidents de la rue qui sera fermée, dans un délai minimal de 7 jours avant l'événement;
  - Assumer les frais de la pose de panneaux d'interdiction de stationner et les installer dans un délai approprié;
  - Assumer les frais de remorquage, s'il y a lieu;
  - Préserver un couloir minimal de six mètres pour les véhicules d'urgence;
  - Assurer, en tout temps, la présence de responsables de la sécurité à chaque intersection afin de permettre le passage des véhicules d'urgence.

Type de Fermeture	☐ complète	☐ partielle
Heures	Heure de début :	Heure de fin :

Détails des fermetures et/ou de l'occupation des rues ou des ruelles (obligatoire)

Date	Rue / ruelle / trottoir	Direction (Nord/Sud-Est/Ouest)	Entre rue	Et rue	Ligne de bus impacté
21 au 24 août 2025	Avenue de Monkland	deux directions	Girouard	Melrose	à valider

SECTION 14 - DÉFILÉ, MARCHE

Type de défilé	☐ Parade	☐ Procession	☐ Marche	
Lieu d'occupation	☐ Rue(s)	☐ Trottoir(s)		
Départ	Point de départ : rue Melrose	Heure de départ : à valider		
Arrivée	Point d'arrivée : rue Girouard	Heure d'arrivée : à valider		
Élément technique (Joindre des photos)	Véhicule	☐	Précisez :	Nombre :
	Char allégorique	☐	Précisez :	Nombre :
	Autre	☐	Précisez :	Nombre :

Détails des fermetures et/ou de l'occupation des rues ou des ruelles (obligatoire)

Date	Rue / ruelle / trottoir	Direction (Nord/Sud-Est/Ouest)	Entre rue	Et rue	Ligne de bus impacté
23 août (24 août en cas de pluie)	Avenue Monkland	deux directions	Girouard	Melrose	à valider

SECTION 15 - DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE FORMULAIRE	
Pour l'ensemble des organismes	☑ Assurance responsabilité civile de 3 000 000$ (À compléter et signer par votre assureur) ☑ Plan d'aménagement au format numérique > **VOIR SECTION 16** ☐ Avis de la sécurité incendie (si applicable)
Pour l'ensemble des organismes, excepté ceux ayant un statut de reconnaissance de l'arrondissement	☑ Charte et lettres patentes ☑ Résolution du CA ☑ Liste des membres du CA
Pour l'ensemble des organismes, selon les spécificités de l'événement (section 9 à 14)	☐ Permis MAPAQ (Si vente d'aliments) ☐ Preuve de permis d'alcool (Si vente ou consommation d'alcool) ☐ Preuve de contrat d'agence de sécurité (Si vente ou consommation d'alcool) ☐ Preuve de déclaration au service incendie et permis en cas d'utilisation d'effets spéciaux

SECTION 16 - PLAN D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉVÉNEMENT

Veuillez fournir un plan d'aménagement en format numérique avec la localisation des installations et équipements qui se trouveront sur le site de votre événement. SVP, bien identifier :

- Le parc et les rues au Nord, Est, Sud et Ouest.
- Le parcours, les points de départ et d'arrivée.
- L'emplacement, la dimension des équipements et la localisation des sources électriques.
- La rue, les intersections où il y aura fermeture et l'emplacement des barricades.
- Les postes de sécurité (si applicable) et de premiers soins.
- La disposition des différents équipements demandé à l'arrondissement (tables de pique-nique, poubelle, barricades, Chaises, BBQ, Scène, Point de vente, Point de 1er soin etc.)
- Les équipements fournis par le promoteur (ex : chapiteau, marquise, etc.). De plus, il doit inclure les emplacements de cuisson, kiosques de vente et la localisation des bannières.

Nous suggérons l'utilisation de la plateforme Google maps pour dresser votre plan.
Une fois le plan validé, aucune modification ne pourra être apportée.

MODALITÉS - À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT LA SIGNATURE

1. Toute demande doit être faite par écrit et dûment signée en utilisant ce formulaire. Aucune réservation ne peut se faire par téléphone ou verbalement.

2. Les demandes incomplètes ne seront pas traitées et toute section incomplète retardera le traitement de votre demande.

3. La réception de cette demande ne constitue pas une acceptation de l'événement.

4. Vous devez obtenir une autorisation de notre direction et les avis nécessaires des services AVANT d'amorcer toute initiative promotionnelle (publicité, affichage, etc.).

5. La demande d'utilisation doit être transmise à la Direction un minimum de **30 jours avant la date du prochain conseil d'arrondissement**. Cliquez ici pour consulter le calendrier des séances.

6. Vous recevrez un accusé de réception dans la **semaine** suivant la réception de votre demande. Par la suite, un représentant de notre direction communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

7. Les différentes demandes seront soumises pour approbation aux instances municipales concernées (service de police, société de transport etc.)

8. Veuillez envoyer votre demande par courriel à : ev_publics_cdnndg@montreal.ca

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous, soussignés de l'organisme, MultiCaf
Nom de l'organisme

Par notre signature, déclarons et certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont vrais, complets et conformes aux archives et registres de notre organisme.

Engagement du promoteur

Général

- L'événement doit être ouvert à tous les résidents de l'arrondissement;
- L'événement doit être gratuit;
- Le promoteur s'engage à maintenir accessible le domaine public et respecter les règlements et normes associés à l'occupation du domaine public.

Propreté

Après l'événement, le promoteur doit s'assurer de remettre les lieux dans leur état initial. À défaut de le faire, le dépôt d'entretien sera retenu.

Plan stratégique

Notre plan stratégique recommande de poser des actions concrètes en faveur de l'écoresponsabilité et de l'accessibilité universelle.

Accessibilité universelle

Quelles mesures seront mises en place pour rendre votre événement accessible?
Sur site plat et accessible

1. Votre site est-il accessible aux personnes à mobilité réduite ?
☐ Oui ☐ Non

Si oui, comment prévoyez-vous rendre votre site accessible aux personnes à mobilité réduite ?

_____

Écoresponsabilité

- Éviter de vendre ou distribuer des bouteilles d'eau en plastique à usage unique
- Éviter l'utilisation de vaisselles et d'ustensiles jetables en offrant des items compostables ou biodégradables
- Utiliser des pailles en carton et remplacer les bâtons de café en plastique par des pâtes alimentaires non cuites.

Autres mesures :

Jean-Sébastien Patrice	Directeur général
Nom du représentant désigné	**Fonction**
	05 / avril / 2025
Signature du représentant désigné	**Date de la signature**

Montréal, le 09 avril 2025,

EXTRAIT DE RÉSOLUTION 09-04-2025-01

POUR LA PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE D'ÉVÈNEMENT auprès de l'Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce dans le cadre du marché solidaire mobile de MultiCaf.

Lors d'une réunion du Conseil d'Administration adoptée par voie électronique le 09 avril 2025, il fut résolu :

"Il est décidé, de façon unanime, de mandater Monsieur Jean-Sébastien Patrice, directeur général de MultiCaf, à déposer une demande d'évènement pour et au nom de la cafétéria communautaire Multicaf pour pour le marché solidaire mobile dans les différents parcs publics à l'endroit de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce".

Madame Pascale Boulerice
secrétaire

Demande d'événement sur le domaine public

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

SECTION 1 – RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME			
Nom légal de l'organisme	MultiCaf		
Numéro d'entreprise du Registre des entreprises du Québec (R.E.Q.)	1143699263		
Organisme ayant un statut de reconnaissance par l'Arrondissement (Liste)	☑ Oui* (si oui, passez directement à la section 2) ☐ Non		
Adresse dans l'arrondissement	3600 avenue Barclay, bureau 320, Montréal QC H3S 1K5 3600 avenue Barclay, bureau 320 Montréal QC H3S 1K5		
Type d'organisme	☐ OBNL ☐ Institution ☐ Citoyen ☐ Autre Précisez		
Depuis combien d'années votre organisme est-il en activité?	☐ 11 ans et plus ☐ Entre 6 et 10 ans ☐ Entre 5 et 3 ans ☐ 3 ans et moins		
Contact personne ressource de l'organisme			
Nom de la personne ressource de l'organisme	Lucille Joyeux Marc Chriqui		
Téléphone	514 813-6926 514-813-6926	Courriel	marie@loizeau.com marie@loizeau.com org
Mission de l'organisme			
Biz NDG, créée en 2010 mais relancée en février 2023, est l'association des gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce. L'association à but non lucratif vise à favoriser la promotion des activités commerciales du quartier. Fondée en 1989, MultiCaf est donné pour mission d'apporter une aide alimentaire, de créer un lien social et rechercher des ressources pour les personnes à faibles revenus du quartier de Côte-des-Neiges .			
Territoire desservi Classer en ordre d'importance (1 étant le plus important)	3 Côte-des-Neiges 1 Notre-Dame-de-Grâce 2 Arrondissement CDN-NDG 4 Hors arrondissement		

SECTION 2 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉVÉNEMENT						
Nom de l'événement	Marché solidaire mobile					
Date de l'événement*	05 / juin / 2025 au 30 août 2025					
Lieu de l'événement Nom du parc/Place/Rue	Parc de la savane (Tous les vendredis)					
Heures	Événement de 12h45 à 15h15		Montage de 12h45 à 13h		Démontage de 15h à 15h15	
Personne contact lors de l'événement	Nom	Lucille Joyeux	Tel.	514 813 6926	Courriel	lucille.joyeux@multicaf.org
Nombre d'éditions précédente de l'événement	Depuis 2017					
Description des activités	Marché solidaire mobile de distribution de fruits et légumes pour les résidents vulnérables du quartier de Côte-des-Neiges					
Caractère de l'événement	Communautaire Autres :					
Clientèle visée	☑ Tous ☐ Familles ☐ Enfants ☐ Adultes					
Nombre de personnes attendues	environ 60 clients					

SECTION 3 - PRÊT D'ÉQUIPEMENTS ET SERVICES DEMANDÉS

- Si l'arrondissement ne peut répondre à la demande, le promoteur devra louer le matériel à ses frais.
- L'arrondissement peut fournir de l'équipement selon les disponibilités.
- Des frais pour la location de terrains sportifs peuvent être applicables.
- Si vous êtes une école, contactez votre commission scolaire pour la réservation des terrains sportifs.
- Permis de circuler dans le parc : Les permis de circuler sont délivrés uniquement pour les besoins logistiques de l'événement.

*Selon les disponibilités des équipements.

Poubelles*	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Tables à pique-nique* (max. 12)	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Barricades*	☐ Oui	☑ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Terrain sportif	☐ Soccer / Rugby ☐ Baseball / Balle-molle Autre			Heure d'utilisation : de ___ à ___
Permis de circuler dans le parc	☑ Oui	☐ Non	Nombre 1	
Accès aux toilettes (Si disponible)	☐ Oui	☑ Non	Heure d'ouverture de ___ à ___	
Ouverture du chalet de parc (Si disponible)	☐ Oui	☑ Non	Heure d'ouverture de ___ à ___	
Autres équipements				

SECTION 4 - AUTRES ÉQUIPEMENTS FOURNIS PAR LE PROMOTEUR

- Se référer aux consignes de la sécurité incendie pour l'utilisation de tout équipement inflammable ou de cuisson.
- Toute utilisation d'effet spéciaux requiert une déclaration spécifique à la sécurité incendie.
- Fournir le certificat d'ignifugation pour les équipements inflammables : Jeux gonflables, structures gonflables, et autres.
- L'électricité doit être fournie par le promoteur.
- Localiser tous les équipements mentionnés dans un plan attaché.

Jeux gonflables	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Structures gonflables	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Chapiteaux (tentes)	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Marquises (tentes sans murs)	☑ Oui	☐ Non	Nombre 3	Dimensions 10x10 (2) et 10x20 (1)
Drone	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Modèle _____
Génératrice	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Barbecue (Cuisson d'aliment)	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Mode de cuisson Autres
Friteuse	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Autre équipement de cuisson				
Effets spéciaux (chandelle pour vigie, feux de joie, jongleur de feux, feux d'artifice)	☐ Oui	☑ Non	Description _____	
Toilettes portatives (si le nombre de toilettes est insuffisant)	Nombre 10		Date de livraison Jour / Mois / Année Date de récupération Jour / Mois / Année	

SECTION 5 - PROMOTION ET COMMUNICATION

Quels outils utilisez-vous pour faire la promotion de votre événement auprès de la population?

Site Internet de l'organisme	☑	Médias sociaux (Facebook, Twitter, etc.)	☑	Autres (précisez)	Carte proximité - Carrefour Solidaire
Publicité (radio, journaux, etc.)	☑	Dépliant et affiche	☑		

POUR LES OBNL RECONNUS PAR L'ARRONDISSEMENT SEULEMENT :

Votre événement pourrait être éligible à un soutien à la promotion, un service visant à contribuer de manière complémentaire à vos efforts promotionnels déployés.

Cette offre vous intéresse ?

☑ Oui. Indiquez la personne contact de votre organisation si différente du demandeur : Lucille Joyeux

☐ Non

SECTION 6 - SÉCURITÉ

- Le promoteur est responsable de la sécurité sur le site de l'événement.
- Vente et/ou consommation d'alcool : la sécurité doit être assurée par une agence reconnue par la Ville de Montréal. Une copie du contrat doit être fournie.

Type de sécurité	☐ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence ou du bénévole responsable (Si différent du responsable de l'événement)	
Numéro de certificat de l'agence	
Nombre de bénévole ou agents embauchés *selon les exigences de l'arrondissement	# Agents _____ # Bénévoles _____
Méthode d'identification des responsables de la sécurité	
Moyen(s) de communication utilisé(s)	

SECTION 7 - PREMIERS SOINS

- Selon la nature de l'événement, les services d'une agence reconnue pourraient être exigés.
- *Inclure les certificats d'attestations des personnes attitrés à ce poste.

Gestion du poste de premiers soins	☐ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence, si tel est le cas	à déterminer
Nom du bénévole responsable si tel est le cas	
Nombre de secouristes bénévoles	
Méthode d'identification des secouristes	

SECTION 8 - DIFFUSION SONORE*

- Diffusion sonore permise est entre 11 h et 20 h
- Le nombre de décibels permis ne doit pas être plus élevé que 80 dB à 35 m d'un haut-parleur
- Les heures et le niveau acoustique maximal indiqué sur votre permis d'autorisation d'événement, doivent être respectés.

Diffusion sonore	☐ Oui ☑ Non	Heure(s) de 11h à 20h	**Tests de son et répétitions(s)**	Heure(s) de ___ à ___

À PARTIR DE CETTE SECTION, UNIQUEMENT COMPLÉTER LES SECTIONS QUI CONCERNENT VOTRE ÉVÉNEMENT

SECTION 9 - VENTE OU DISTRIBUTION D'ALIMENTS OU DE BOISSON NON ALCOOLISÉES

- La vente ou la distribution d'aliments ou de boissons non alcoolisées, nécessite un permis du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).
- Les camions de rue doivent être membre de l'Association des restaurateurs de rue du Québec
- Les camions de rue doivent être garés sur rue et respecter la réglementation de stationnement en vigueur

Aliments et Boissons non alcoolisées	☐ Distribution gratuite ☐ Vente	Type d'aliments :
Aliments et Boissons non alcoolisées délivrés par	☐ OBNL organisatrice de l'événement ☐ Restaurateurs Nombre :___ ☐ Autres :	
Camion de cuisine de rue** ☐ Oui ☑ Non	Horaire :	Localisation : à valider

SECTION 10 - CONSOMMATION OU VENTE D'ALCOOL (Permis de réunion obligatoire)

- L'autorisation de permis d'alcool n'est pas automatique et des conditions et exigences s'appliquent.
- La vente ou consommation d'alcool, nécessite une lettre d'avis favorable de l'arrondissement.
- Avec cette dernière, vous devrez vous présenter à la Régie des alcools, des courses et des jeux afin de vous procurer le permis adéquat.
- La consommation d'alcool doit être délimitée et représentée sur le plan
- Vous devez engager une compagnie de sécurité le jour de l'événement et fournir la preuve du contrat

Consommation d'alcool	☐ Oui ☑ Non
Vente d'alcool	☐ Oui ☑ Non
Heures de la consommation	De à
Nombre de points de vente d'alcool	
Opération du kiosque	☐ Votre organisme ☐ Un autre organisme
	Si un autre organisme, précisez :

SECTION 11 - VENTE DE PRODUITS PROMOTIONNELS DE L'ÉVÉNEMENT***

Seule la vente des articles liés à l'événement (produits dérivés avec le nom et/ou le logo de l'événement) peut être autorisée

Vente de produits promotionnels liés à l'événement	☑ Non ☐ Oui Type de produits promotionnels :
Nombre de kiosque(s) de vente	

SECTION 12 - AUTORISATION SPÉCIALE

Banderole ou bannière	☐ Oui ☑ Non	Nombre :	Date : du au
	Lieu :		Contenu de la bannière :

SECTION 13 - FERMETURE DE RUE(S) (ex : fête de voisinage)

- Chaque intersection de rue doit être fermée par des barricades et des voitures pouvant être libérées en tout temps.
- Les conditions suivantes doivent-être respectées selon la réglementation en vigueur :
  - Le promoteur de l'événement doit obtenir l'adhésion de 70% des résidents et commerçants affectés par la fermeture de rue;
  - Assurer la pose des « avis de fermeture de rue » contenant les informations relatives à la fermeture de rues 10 jours avant l'événement et en assumer les frais ;
  - Transmettre un avis écrit (dans la boîte au lettre) aux résidents de la rue qui sera fermée, dans un délai minimal de 7 jours avant l'événement;
  - Assumer les frais de la pose de panneaux d'interdiction de stationner et les installer dans un délai approprié;
  - Assumer les frais de remorquage, s'il y a lieu;
  - Préserver un couloir minimal de six mètres pour les véhicules d'urgence;
  - Assurer, en tout temps, la présence de responsables de la sécurité à chaque intersection afin de permettre le passage des véhicules d'urgence.

Type de Fermeture	☐ complète ☐ partielle
Heures	Heure de début : Heure de fin :

Détails des fermetures et/ou de l'occupation des rues ou des ruelles (obligatoire)

Date	Rue / ruelle / trottoir	Direction (Nord/Sud-Est/Ouest)	Entre rue	Et rue	Ligne de bus impacté
21 au 24 août 2025	Avenue de Monkland	deux directions	Girouard	Melrose	à valider

SECTION 14 - DÉFILÉ, MARCHE

Type de défilé	☐ Parade	☐ Procession	☐ Marche	
Lieu d'occupation	☐ Rue(s)	☐ Trottoir(s)		
Départ	Point de départ : rue Melrose	Heure de départ : à valider		
Arrivée	Point d'arrivée : rue Girouard	Heure d'arrivée : à valider		
Élément technique (Joindre des photos)	Véhicule	☐	Précisez :	Nombre :
	Char allégorique	☐	Précisez :	Nombre :
	Autre	☐	Précisez :	Nombre :

Détails des fermetures et/ou de l'occupation des rues ou des ruelles (obligatoire)

Date	Rue / ruelle / trottoir	Direction (Nord/Sud-Est/Ouest)	Entre rue	Et rue	Ligne de bus impacté
23 août (24 août en cas de pluie)	Avenue Monkland	deux directions	Girouard	Melrose	à valider

SECTION 15 - DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE FORMULAIRE	
Pour l'ensemble des organismes	☑ Assurance responsabilité civile de 3 000 000$ (À compléter et signer par votre assureur) ☑ Plan d'aménagement au format numérique > **VOIR SECTION 16** ☐ Avis de la sécurité incendie (si applicable)
Pour l'ensemble des organismes, excepté ceux ayant un statut de reconnaissance de l'arrondissement	☑ Charte et lettres patentes ☑ Résolution du CA ☑ Liste des membres du CA
Pour l'ensemble des organismes, selon les spécificités de l'événement (section 9 à 14)	☐ Permis MAPAQ (Si vente d'aliments) ☐ Preuve de permis d'alcool (Si vente ou consommation d'alcool) ☐ Preuve de contrat d'agence de sécurité (Si vente ou consommation d'alcool) ☐ Preuve de déclaration au service incendie et permis en cas d'utilisation d'effets spéciaux

SECTION 16 - PLAN D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉVÉNEMENT

Veuillez fournir un plan d'aménagement en format numérique avec la localisation des installations et équipements qui se trouveront sur le site de votre événement. SVP, bien identifier :

- Le parc et les rues au Nord, Est, Sud et Ouest.
- Le parcours, les points de départ et d'arrivée.
- L'emplacement, la dimension des équipements et la localisation des sources électriques.
- La rue, les intersections où il y aura fermeture et l'emplacement des barricades.
- Les postes de sécurité (si applicable) et de premiers soins.
- La disposition des différents équipements demandé à l'arrondissement (tables de pique-nique, poubelle, barricades, Chaises, BBQ, Scène, Point de vente, Point de 1er soin etc.)
- Les équipements fournis par le promoteur (ex : chapiteau, marquise, etc.). De plus, il doit inclure les emplacements de cuisson, kiosques de vente et la localisation des bannières.

Nous suggérons l'utilisation de la plateforme Google maps pour dresser votre plan.
Une fois le plan validé, aucune modification ne pourra être apportée.

MODALITÉS - À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT LA SIGNATURE

1. Toute demande doit être faite par écrit et dûment signée en utilisant ce formulaire. Aucune réservation ne peut se faire par téléphone ou verbalement.

2. Les demandes incomplètes ne seront pas traitées et toute section incomplète retardera le traitement de votre demande.

3. La réception de cette demande ne constitue pas une acceptation de l'événement.

4. Vous devez obtenir une autorisation de notre direction et les avis nécessaires des services AVANT d'amorcer toute initiative promotionnelle (publicité, affichage, etc.).

5. La demande d'utilisation doit être transmise à la Direction un minimum de **30 jours avant la date du prochain conseil d'arrondissement**. Cliquez ici pour consulter le calendrier des séances.

6. Vous recevrez un accusé de réception dans la **semaine** suivant la réception de votre demande. Par la suite, un représentant de notre direction communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

7. Les différentes demandes seront soumises pour approbation aux instances municipales concernées (service de police, société de transport etc.)

8. Veuillez envoyer votre demande par courriel à : ev_publics_cdnndg@montreal.ca

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous, soussignés de l'organisme, MultiCaf

Nom de l'organisme

Par notre signature, déclarons et certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont vrais, complets et conformes aux archives et registres de notre organisme.

Engagement du promoteur

Général

- L'événement doit être ouvert à tous les résidents de l'arrondissement;
- L'événement doit être gratuit;
- Le promoteur s'engage à maintenir accessible le domaine public et respecter les règlements et normes associés à l'occupation du domaine public.

Propreté

Après l'événement, le promoteur doit s'assurer de remettre les lieux dans leur état initial. À défaut de le faire, le dépôt d'entretien sera retenu.

Plan stratégique

Notre plan stratégique recommande de poser des actions concrètes en faveur de l'écoresponsabilité et de l'accessibilité universelle.

Accessibilité universelle

Quelles mesures seront mises en place pour rendre votre événement accessible?

Sur site plat et accessible

1. Votre site est-il accessible aux personnes à mobilité réduite ?
☑ Oui ☐ Non

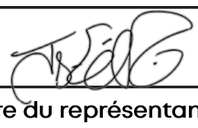
Si oui, comment prévoyez-vous rendre votre site accessible aux personnes à mobilité réduite ?

_____

Écoresponsabilité

- Éviter de vendre ou distribuer des bouteilles d'eau en plastique à usage unique
- Éviter l'utilisation de vaisselles et d'ustensiles jetables en offrant des items compostables ou biodégradables
- Utiliser des pailles en carton et remplacer les bâtons de café en plastique par des pâtes alimentaires non cuites.

Autres mesures :

Jean-Sébastien Patrice	Directeur général
Nom du représentant désigné	**Fonction**
	05 / avril / 2025
Signature du représentant désigné	**Date de la signature**

Outlook

Re: Planification marchés publics 2025

De Melanie <marche@depotndg.org>
Date Mer 2025-04-16 14:48
À Thierno Souleymane DIALLO <thierno.diallo@montreal.ca>
Cc Pierre BOUDREAULT <pierre.boudreault@montreal.ca>; Isabelle BERUBE <isabelle.berube@montreal.ca>; Yolande MOREAU <yolande.moreau@montreal.ca>; Nico Braesch <distribution@depotndg.org>

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour Souleymane,

J'avais en fait rédigé et envoyé cet e-mail hier - je viens d'apprendre qu'il était resté dans mes brouillons, je vous présente mes sincères excuses.

Voici les dates de nos marchés publiques cette été:

St- Raymond, les jeudis entre 13h et 20h
Juin 26
Juillet 3, 10, 17, 24, 31
Août 7, 14, 28
Septembre 4, 11, 18, 25
Octobre 2, 9, 16, 23, 30

Herbert-Outerbridge, les vendredis de 9h - 16h
Juin 27
Juillet 4, 11, 18, 25,
Août 1, 8, 15, 29
Septembre 5, 12, 19, 26
Octobre 3, 10, 17, 24, 31

N'hésitez pas à me faire savoir si vous avez besoin d'autres informations. Merci beaucoup!

MELANIE ROMER
COORDINATRICE DES MARCHÉS BONNE BOUFFE
GOOD FOOD MARKET COORDINATOR
(ELLE-SHE/HER) (514) 483-4680 ext. 208
marché@depotmtl.org

• S'INSCRIRE À L'INFOLETTRE | SIGN UP FOR THE NEWSLETTER •
• FAIRE UN DON! | DONATE NOW! •

LE THE DÉPÔT
centre communautaire d'alimentation
community food centre

En tant qu'organisme situé à Tiohtia:ke (Montréal), le Dépôt reconnaît qu'il œuvre sur un territoire autochtone non cédé. Nous cherchons à placer la justice sociale au cœur de notre travail, et dans cet esprit nous estimons qu'il est crucial de comprendre les conséquences passées et présentes du colonialisme et de ses tentatives d'assimilation, ainsi que leur impact néfaste sur l'héritage autochtone, qui inclut une alimentation saine et accessible. Nous tenons à soutenir et co-résister avec les membres des communautés autochtones, défendre leur souveraineté et la reconnaissance de leurs droits ancestraux. Bien que notre organisme soit basé à Tiothia:ke, nous réalisons qu'il s'agit d'un combat global. Ce document vivant et évolutif représente une première étape dans la concrétisation d'engagements éclairés qui soutiennent les communautés autochtones. Nous encourageons nos partenaires et les membres de notre communauté à travailler et à réfléchir à ce que nous pouvons tous faire pour nous éduquer sur ces questions et favoriser une relation avec les communautés autochtones qui soit fondée sur les faits, la vérité et le respect, en lien avec les objectifs du Dépôt.

On Wed, Apr 16, 2025 at 2:28 PM Thierno Souleymane DIALLO <thierno.diallo@montreal.ca> wrote:

Bonjour Mélanie,

Tel que discuté hier, je suis toujours en attente des informations relatives aux dates de votre planification des marchés publics, mais aussi et surtout des documents à joindre.

J'aurai souhaité recevoir l'information hier tel que discuté, mais ceci dit, je comprends que vous êtes très prise actuellement. Pour ce faire, je vous accorde jusqu'à demain avant midi svp. Passé ce délai, le projet risque d'être reporté au conseil d'arrondissement de juin et ce n'est pas ça que vous souhaitez.

Merci et bonne journée,

CDN NDG attachant

Thierno Souleymane DIALLO
Commissaire au développement économique
Direction d'arrondissement
438 867-4510

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9
montreal.ca/cdn-ndg

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Plan d’aménagement
Parc Nelson-Mandela

4 tables pliantes

Camion 16pi

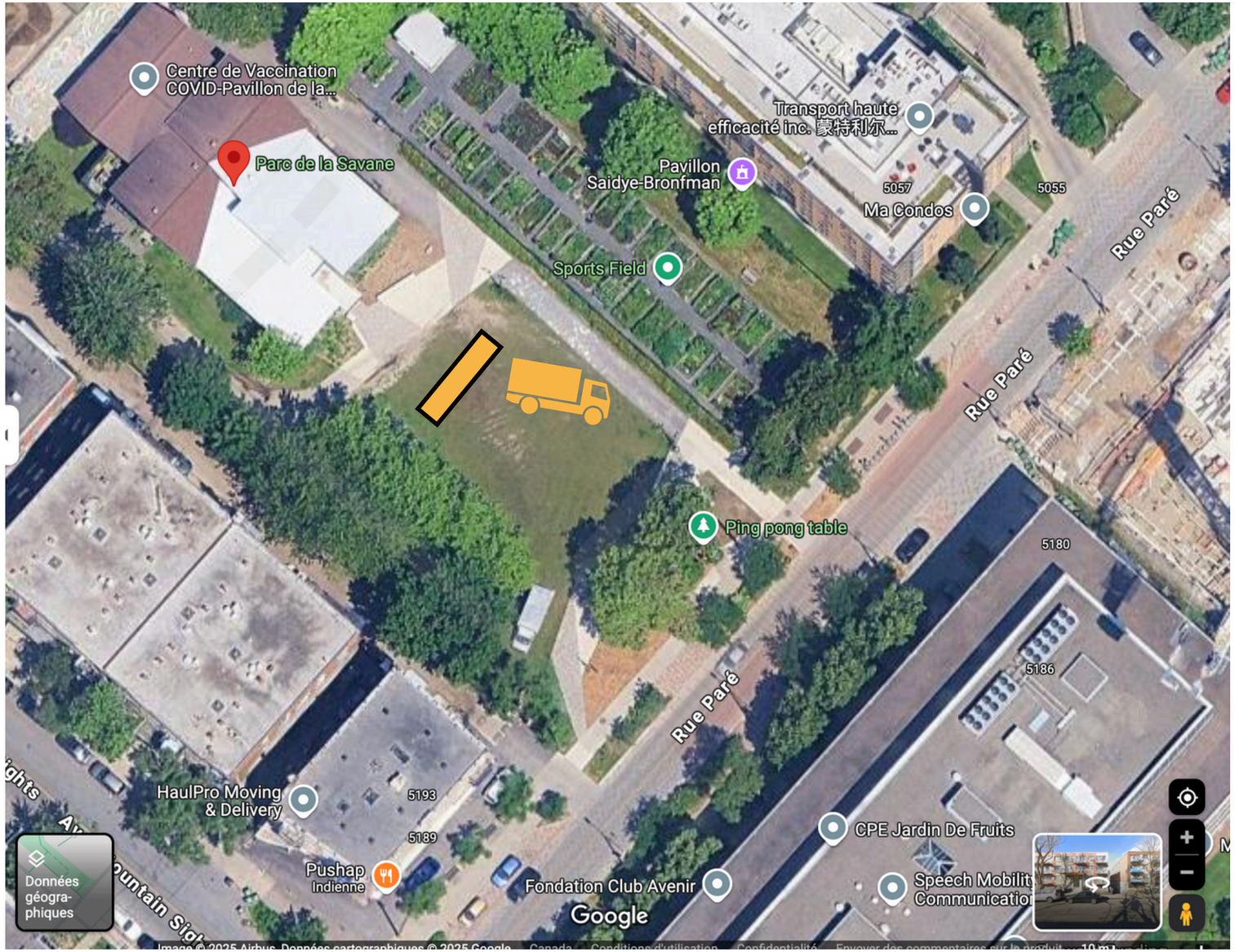


MultiCaf 35 ANS à y croire

Plan d’aménagement
Parc de la Savane

4 tables pliantes

Camion 16pi

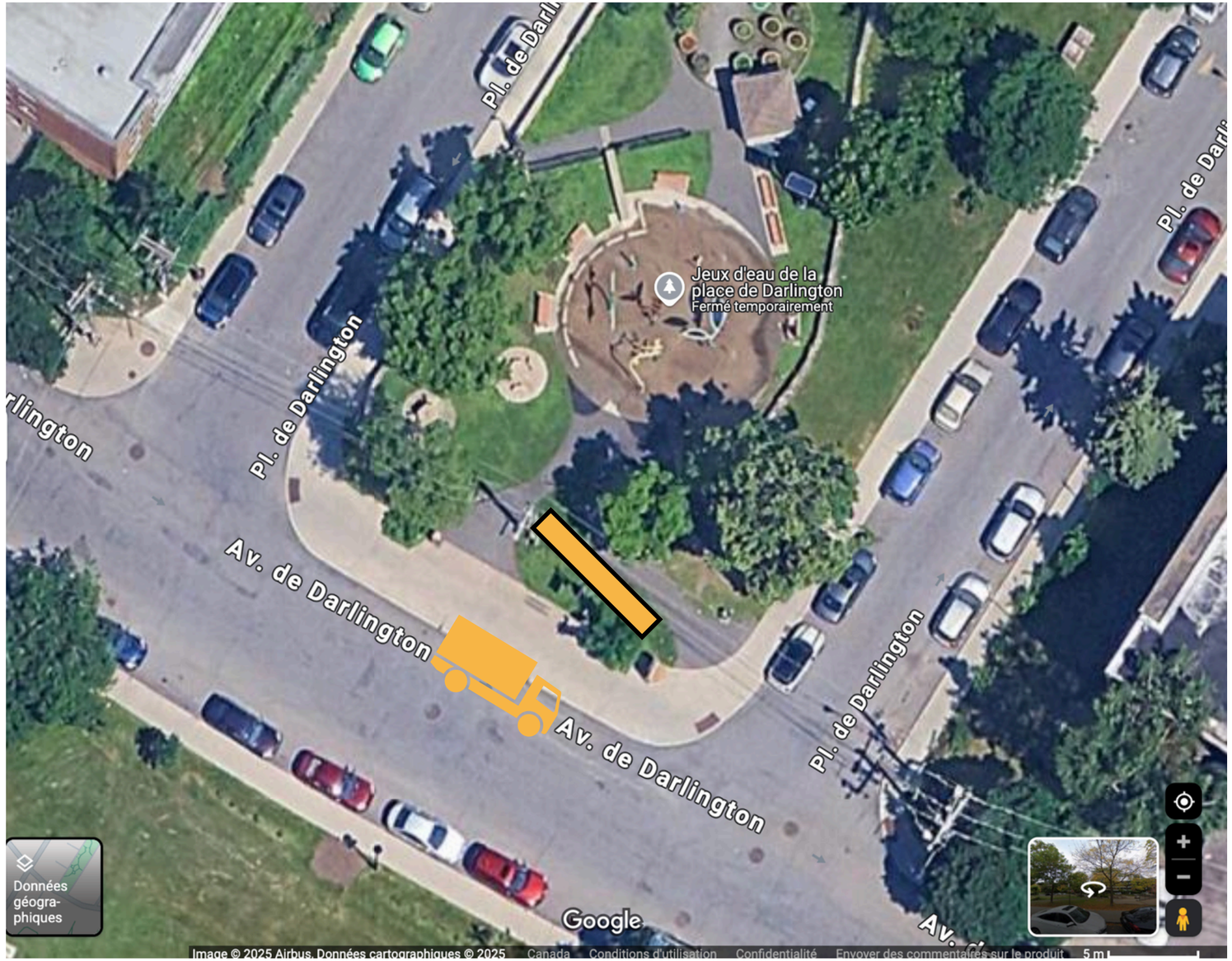


MultiCaf 35 ANS à y croire

Plan d’aménagement
Place Darlington

4 tables pliantes

Camion 16pi



MultiCaf 35 ANS à y croire

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement
« Les Marchés Sociaux Nomades de l'organisme La Cafétéria Communautaire MultiCaf »

À la séance ordinaire du 5 mai 2025, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce décrète :

À l'occasion des « Les Marchés Sociaux Nomades de l'organisme La Cafétéria Communautaire MultiCaf », il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à cet événement et de la nourriture du 5 juin au 1er novembre 2025 :

- Sur la Place Darlington, les samedi de 10h à 12h.
- Dans le Parc Nelson Mandela, les vendredis de 10h à 12h.
- Dans le Parc de la Savane, les vendredi de 13h à 15h.

L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement
« Marché bonne bouffe NDG de l’organisme Le Dépôt »

À la séance ordinaire du 5 mai 2025, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce décrète :

À l'occasion du « Marché bonne bouffe NDG de l’organisme Le Dépôt », il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à cet événement et de la nourriture du 5 juin au 1er novembre 2025 :

- Dans le Parc Georges-Saint-Pierre, les jeudis entre 13 h à 20 h.

- Dans le Parc Herbert-Outerbridge les vendredis entre 9 h à 16 h.

L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259223007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour permettre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors de promotions commerciales demandées par l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce Biz NDG, la SDC Côte-des-Neiges et l'Association des marchands du chemin Queen-Mary.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), les ordonnances jointes à la présente permettant de vendre des marchandises, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, conformément aux exigences de ces ordonnances, du 13 au 15 juin 2025 et du 12 au 14 décembre 2025 pour les promotions commerciales de BIZ-NDG, du 3 au 6 juillet 2025 et du 4 au 7 septembre 2025 pour celles de la SDC Côte-des-Neiges, et du 10 au 13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 pour celles de l'Association des Marchands du chemin Queen-Mary.

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (01-276, art. 515), les ordonnances jointes à la présente permettant des enseignes temporaires, du 13 au 15 juin 2025 et du 12 au 14 décembre 2025 pour les promotions commerciales de BIZ-NDG, du 3 au 6 juillet 2025 et du 4 au 7 septembre 2025 pour celles de la SDC Côte-des-Neiges, et du 10 au 13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 pour celles de l'Association des Marchands du chemin Queen-Mary, à certaines conditions.

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), les ordonnances jointes à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, 13 au 15 juin 2025 et du 12 au 14 décembre 2025 pour les promotions commerciales de BIZ-NDG, du 3 au 6 juillet 2025 et du 4 au 7 septembre 2025 pour celles de la SDC Côte-des-Neiges, et du 10 au 13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 pour celles de l'Association des Marchands du chemin Queen-Mary, à certaines conditions.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:23

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259223007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour permettre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors de promotions commerciales demandées par l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce Biz NDG, la SDC Côte-des-Neiges et l'Association des marchands du chemin Queen-Mary.

CONTENU

CONTEXTE

L'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce (Biz NDG), la SDC Côte-des-Neiges et l'Association des Marchands du chemin Queen-Mary ont déposé des demandes de permis pour tenir des promotions commerciales à rues ouvertes à la circulation automobile. L'occupation du domaine public peut être autorisée lorsqu'une association de commerçants ou une SDC prennent en charge l'événement, car une assurance responsabilité peut être fournie par ces associations et un engagement à remettre les lieux en bon état doit être pris.

Des ordonnances doivent être édictées par le Conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA24 170108 - Édicter les ordonnances pour permettre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors de promotions commerciales demandées par l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce Biz NDG, la SDC Côte-des-Neiges et l'Association des marchands du chemin Queen-Mary. (1249943004)
- CA23 170151 - Édicter les ordonnances pour permettre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors de deux promotions commerciales demandées par l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce Biz NDG et par la SDC Côte-des-Neiges. (1239943005)
- CA22 170081 - Édicter les ordonnances pour permettre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors des promotions commerciales demandées par l'Association des
gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce et par la Société de développement commercial Côte-des-Neiges jusqu'au 31 octobre 2022. (1229223005)

- CA21 170092 - Édicter les ordonnances pour permettre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors des promotions commerciales demandées par l'Association des
gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce et par la Société de développement commercial Côte-des-Neiges jusqu'au 14 septembre 2021. (1212703004)
- CA21 170022 - Édicter les ordonnances décrétant une promotion commerciale jusqu'au 4 mai 2021 sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement et permettant les abris d'attente devant les commerces ainsi que les enseignes temporaires, à certaines conditions. (1202703014)
- CA20 170287 - Édicter les ordonnances pour prolonger jusqu'à la fin du mois décembre, les autorisations visant l'animation, les braderies et les enseignes temporaires dans les cours avant et sur le domaine public lors de promotions commerciales demandées par l'Association des gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce et par la Société de développement commercial Côte-des-Neiges. (1202703013)
- CA20 170222 - Édicter les ordonnances pour prolonger jusqu'à la fin du mois d'octobre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors des promotions commerciales
demandées par l'Association des gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce et par la Société de développement commercial Côte-des-Neiges. (1202703009)
- CA20 170173 - Édicter les ordonnances pour permettre la vente, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors des promotions commerciales demandées par l'Association des gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce et par la Société de développement commercial Côte-des-Neiges. (1202703008)
- CA18 170185 - Autoriser la tenue de deux ventes trottoir sur le territoire de la SDC Expérience CDN et d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe et adopter les ordonnances à cet effet. (1182703005)
- CA17 170213 - Autoriser deux ventes trottoir sur le chemin de la Côte-des-Neiges entre le chemin Queen-Mary et le chemin Côte-Ste-Catherine du 10 au 16 juillet et du 28 août 2017 au 3 septembre 2017 et édicter deux ordonnances à cet effet. (1172703006)

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à édicter les ordonnances pour permettre les activités en lien avec ces promotions commerciales à rues ouvertes à la circulation automobile.
Les braderies commerciales sont planifiées:

- du pour BIZ-NDG
- du pour la SDC Côte-des-Neiges.
- du pour l'Association des Marchands du chemin Queen-Mary.

Les braderies pourront se dérouler entre 9h et 21h. Des enseignes temporaires pour la durée de la promotion pourront être installées par les commerçants. La diffusion de musique à l'extérieur ainsi que des activités d'animation pour la période demandée seront également permises ponctuellement.

Dans le cadre d'une promotion autorisée, il est exceptionnellement permis aux participants (liste non-exhaustive) :
- d'occuper la partie du domaine public, incluant le trottoir, et la partie du terrain privé comprises dans le prolongement des limites de la façade du bâtiment dans lequel se trouve leur établissement à condition de laisser un passage libre de 1,5 m pour les piétons.
- d'exposer et vendre leurs marchandises;
- les fournisseurs de services peuvent offrir leurs services et à cette fin, installer du matériel d'information ou de publicité, avec ou sans personnel sur place;
- les restaurateurs peuvent, à condition de se conformer à toute exigence réglementaire applicable, préparer et servir des aliments à l'extérieur de leur établissement;
- aux mêmes conditions que les restaurateurs, les propriétaires d'établissements où le

service des boissons alcooliques pour consommation sur place est autorisé en vertu des permis requis par la loi peuvent en servir à l'extérieur de leurs établissements.

Les rues visées sont les suivantes:

Pour la SDC Côte-des-Neiges:
- le chemin de la Côte-des-Neiges entre la rue du Frère-André et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine;
- l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau;
- l'avenue Gatineau entre l'avenue Lacombe et l'avenue Swail;
- l'avenue Swail entre l'avenue Gatineau et le chemin de la Côte-des-Neiges;

Pour l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce (BIZ-NDG):
- l'avenue Monkland entre l'avenue Girouard et Grand Boulevard;
- la rue Sherbrooke entre l'avenue Claremont et le boulevard Cavendish;
- l'avenue Somerled entre le Grand Boulevard et l'avenue Walkley.

Pour l'Association des Marchands du Queen-Mary :
- le chemin Queen-Mary entre la rue Lemieux et l'avenue Clanranald.

JUSTIFICATION

Les promotions commerciales contribuent à la mise en valeur des artères commerciales en plus de constituer une source de revenus supplémentaires pour les commerçants. Les braderies permettent à une rue commerciale de rayonner et de faire connaître les commerces qui la composent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Voir grille en pièce jointe.
De plus, ce dossier contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement.

Offrir des milieux de vie à l’économie dynamique (Axe 3 du plan) :
- En permettant aux acteurs économiques d’être plus satisfaits des services de soutien et d’accompagnement offerts par l’Arrondissement (résultat 3.1 du plan).
- En permettant à la population et les commerçants d’être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l’arrondissement. (résultat 3.2 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

BIZ-NDG, la SDC Côte-des-Neiges et l'Association des marchands du chemin Queen-Mary sont responsables de conduire leurs opérations de communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(RCA23 17389, article 45)

Ordonnance relative à
des demandes de promotions commerciales
de l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. À l'occasion des braderies, l'association Biz NDG peut utiliser des appareils sonores diffusant à l'extérieur dans le cadre d'activités d'animation entre 9h et 21h du 13 au 15 juin 2025 et du 12 décembre au 14 décembre 2025 sur les rues commerciales suivantes :
- l'avenue Monkland entre l'avenue Girouard et le Grand Boulevard;
- la rue Sherbrooke entre l'avenue Claremont et le boulevard Cavendish;
- l'avenue Somerled entre le Grand Boulevard et l'avenue Walkley.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 20 mètres des appareils sonores.

RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES
(01-276, article 515)

Ordonnance relative à des demandes de promotions commerciales
de l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion des braderies, les enseignes temporaires sont autorisées, dans les cours avant et sur le domaine public du 13 au 15 juin 2025 et du 12 au 14 décembre 2025 sur les rues commerciales suivantes :
- l'avenue Monkland entre l'avenue Girouard et le Grand Boulevard;
- la rue Sherbrooke entre l'avenue Claremont et le boulevard Cavendish;
- l'avenue Somerled entre le Grand Boulevard et l'avenue Walkley.

2. Le nombre maximal d'enseignes temporaires pour un même établissement est limité à trois. Une enseigne doit respecter les conditions suivantes :
- sa superficie ne peut excéder 10 mètres carrés;
- elle doit être fixée solidement;
- elle doit être faite d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
- elle doit être ajourée pour offrir un minimum de résistance au vent;
- elle ne peut pas être installée devant une fenêtre;
- un dégagement vertical de 2,4 m est requis au-dessus du trottoir;
- elle ne peut être installée au-dessus de la voie de circulation des véhicules, sauf pour une bannière annonçant un événement;
- elle ne doit pas pouvoir être confondue avec la signalisation publique ni nuire à sa visibilité;
- elle ne doit pas nuire à la visibilité des piétons à proximité des intersections et des passages pour piétons;
- elle ne doit pas constituer une menace pour la sécurité du public ou l'intégrité des biens. Elle doit être maintenue en bon état quant à son apparence;
- elle ne peut être installée, fixée ou accrochée à un arbre, un lampadaire, un poteau ou toute autre pièce de mobilier urbain.

3. Sur le domaine public, toute structure d'affichage, enseigne, bannière, banderole ou équivalent doit être installée par une firme spécialisée disposant des équipements et des assurances responsabilité associées, lorsqu'elle a une superficie supérieure à 5 mètres carrés. Préalablement à cette installation, tous les permis exigibles, dont celui autorisant l'entrave temporaire à la circulation doivent avoir été délivrés et en possession de l'installateur. Le promoteur de l'événement ou de la promotion commerciale doit contracter, à ses frais, une police d'assurances responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. Cette couverture d'assurance doit être en vigueur à partir du moment de l'installation et jusqu'à la fin de l'enlèvement de l'enseigne, de la banderole ou de la structure d'affichage.

4. Une enseigne annonçant un événement peut contenir le nom de commanditaires. Lorsqu'elle est installée au-dessus de l'emprise d'une voie publique, elle doit respecter les conditions suivantes:
- sa superficie ne peut excéder 12 mètres carrés par face et sa hauteur maximale ne peut

excéder 1,2 m;
- elle doit être fixée solidement par des câbles métalliques à des ancrages prévus à cette fin sur les immeubles adjacents;
- le promoteur ayant obtenu le permis de tenir l'événement ou la promotion commerciale doit obtenir l'autorisation écrite des propriétaires ou des gestionnaires de chacun des immeubles où sera fixée une enseigne.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à des demandes de promotions commerciales
de l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d’arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion des braderies, il est permis de vendre des marchandises, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, dans les cours avant et sur le domaine public entre 9 h et 21 h du 13 au 15 juin 2025 et du 12 décembre au 14 décembre 2025 sur les rues commerciales suivantes :
- l'avenue Monkland entre l'avenue Girouard et le Grand Boulevard;
- la rue Sherbrooke entre l'avenue Claremont et le boulevard Cavendish;
- l'avenue Somerled entre le Grand Boulevard et l'avenue Walkley.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) ou tout règlement adopté en vertu de celles-ci. Tout autre permis ou autorisation exigible en vertu de la loi devra être obtenu.

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(RCA23 17389, article 45)

Ordonnance relative à
des demandes de promotions commerciales
de la SDC Côte-des-Neiges

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. À l'occasion des braderies, la SDC Côte-des-Neiges peut utiliser des appareils sonores diffusant à l'extérieur dans le cadre d'activités d'animation entre 9 h et 21 h du 3 juillet au 6 juillet 2025 et du 11 septembre au 14 septembre 2025 sur les rues commerciales suivantes :
- le chemin de la Côte-des-Neiges entre la rue du Frère-André et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine;
- l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau;
- l'avenue Gatineau entre l'avenue Lacombe et l'avenue Swail;
- l'avenue Swail entre l'avenue Gatineau et le chemin de la Côte-des-Neiges;

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 20 mètres des appareils sonores

RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES
(01-276, article 515)

Ordonnance relative à des demandes de promotions commerciales
de la SDC Côte-des-Neiges

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion des braderies, les enseignes temporaires sont autorisées, dans les cours avant et sur le domaine public du 3 juillet au 6 juillet 2025 et du 4 septembre au 7 septembre 2025 sur les rues commerciales suivantes:
- le chemin de la Côte-des-Neiges entre la rue du Frère-André et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine;
- l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau;
- l'avenue Gatineau entre l'avenue Lacombe et l'avenue Swail;
- l'avenue Swail entre l'avenue Gatineau et le chemin de la Côte-des-Neiges;

2. Le nombre maximal d'enseignes temporaires pour un même établissement est limité à trois. Une enseigne doit respecter les conditions suivantes :
- sa superficie ne peut excéder 10 mètres carrés;
- elle doit être fixée solidement;
- elle doit être faite d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
- elle doit être ajourée pour offrir un minimum de résistance au vent;
- elle ne peut pas être installée devant une fenêtre;
- un dégagement vertical de 2,4 m est requis au-dessus du trottoir;
- elle ne peut être installée au-dessus de la voie de circulation des véhicules, sauf pour une bannière annonçant un événement;
- elle ne doit pas pouvoir être confondue avec la signalisation publique ni nuire à sa visibilité;
- elle ne doit pas nuire à la visibilité des piétons à proximité des intersections et des passages pour piétons;
- elle ne doit pas constituer une menace pour la sécurité du public ou l'intégrité des biens. Elle doit être maintenue en bon état quant à son apparence;
- elle ne peut être installée, fixée ou accrochée à un arbre, un lampadaire, un poteau ou toute autre pièce de mobilier urbain.

3. Sur le domaine public, toute structure d'affichage, enseigne, bannière, banderole ou équivalent doit être installée par une firme spécialisée disposant des équipements et des assurances responsabilité associées, lorsqu'elle a une superficie supérieure à 5 mètres carrés. Préalablement à cette installation, tous les permis exigibles, dont celui autorisant l'entrave temporaire à la circulation doivent avoir été délivrés et en possession de l'installateur. Le promoteur de l'événement ou de la promotion commerciale doit contracter, à ses frais, une police d'assurances responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. Cette couverture d'assurance doit être en vigueur à partir du moment de l'installation et jusqu'à la fin de l'enlèvement de l'enseigne, de la banderole ou de la structure d'affichage.

4. Une enseigne annonçant un événement peut contenir le nom de commanditaires. Lorsqu'elle est installée au-dessus de l'emprise d'une voie publique, elle doit respecter les conditions suivantes:
- sa superficie ne peut excéder 12 mètres carrés par face et sa hauteur maximale ne peut excéder 1,2 m;
- elle doit être fixée solidement par des câbles métalliques à des ancrages prévus à cette

fin sur les immeubles adjacents;
- le promoteur ayant obtenu le permis de tenir l'événement ou la promotion commerciale doit obtenir l'autorisation écrite des propriétaires ou des gestionnaires de chacun des immeubles où sera fixée une enseigne.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à des demandes de promotions commerciales
de la SDC Côte-des-Neiges

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion des braderies, il est permis de vendre des marchandises, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, dans les cours avant et sur le domaine public, entre 9 h et 21 h du 3 juillet au 6 juillet 2025 et du 4 septembre au 7 septembre 2025 sur les rues commerciales suivantes :
- le chemin de la Côte-des-Neiges entre la rue du Frère-André et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine;
- l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau;
- l'avenue Gatineau entre l'avenue Lacombe et l'avenue Swail;
- l'avenue Swail entre l'avenue Gatineau et le chemin de la Côte-des-Neiges;

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) ou tout règlement adopté en vertu de celles-ci. Tout autre permis ou autorisation exigible en vertu de la loi devra être obtenu.

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT
(RCA23 17389, article 45)

Ordonnance relative à
des demandes de promotions commerciales
de l'Association des Marchands du Chemin Queen-Mary

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. À l'occasion des braderies, l'Association des Marchands du Chemin Queen-Mary peut utiliser des appareils sonores diffusant à l'extérieur dans le cadre d'activités d'animation entre 9 h et 21 h du 10 au 13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 sur le Chemin Queen-Mary entre la rue Lemieux et l'avenue Clanranald.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 20 mètres des appareils sonores.

RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES
(01-276, article 515)

Ordonnance relative à des demandes de promotions commerciales
de l'Association des Marchands du Chemin Queen-Mary

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion des braderies, les enseignes temporaires sont autorisées, dans les cours avant et sur le domaine public du 10 au 13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 sur le Chemin Queen-Mary entre la rue Lemieux et l'avenue Clanranald.

2. Le nombre maximal d'enseignes temporaires pour un même établissement est limité à trois. Une enseigne doit respecter les conditions suivantes :
- sa superficie ne peut excéder 10 mètres carrés;
- elle doit être fixée solidement;
- elle doit être faite d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
- elle doit être ajourée pour offrir un minimum de résistance au vent;
- elle ne peut pas être installée devant une fenêtre;
- un dégagement vertical de 2,4 m est requis au-dessus du trottoir;
- elle ne peut être installée au-dessus de la voie de circulation des véhicules, sauf pour une bannière annonçant un événement;
- elle ne doit pas pouvoir être confondue avec la signalisation publique ni nuire à sa visibilité;
- elle ne doit pas nuire à la visibilité des piétons à proximité des intersections et des passages pour piétons;
- elle ne doit pas constituer une menace pour la sécurité du public ou l'intégrité des biens. Elle doit être maintenue en bon état quant à son apparence;
- elle ne peut être installée, fixée ou accrochée à un arbre, un lampadaire, un poteau ou toute autre pièce de mobilier urbain.

3. Sur le domaine public, toute structure d'affichage, enseigne, bannière, banderole ou équivalent doit être installée par une firme spécialisée disposant des équipements et des assurances responsabilité associées, lorsqu'elle a une superficie supérieure à 5 mètres carrés. Préalablement à cette installation, tous les permis exigibles, dont celui autorisant l'entrave temporaire à la circulation doivent avoir été délivrés et en possession de l'installateur. Le promoteur de l'événement ou de la promotion commerciale doit contracter, à ses frais, une police d'assurances responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. Cette couverture d'assurance doit être en vigueur à partir du moment de l'installation et jusqu'à la fin de l'enlèvement de l'enseigne, de la banderole ou de la structure d'affichage.

4. Une enseigne annonçant un événement peut contenir le nom de commanditaires. Lorsqu'elle est installée au-dessus de l'emprise d'une voie publique, elle doit respecter les conditions suivantes:
- sa superficie ne peut excéder 12 mètres carrés par face et sa hauteur maximale ne peut excéder 1,2 m;
- elle doit être fixée solidement par des câbles métalliques à des ancrages prévus à cette fin sur les immeubles adjacents;
- le promoteur ayant obtenu le permis de tenir l'événement ou la promotion commerciale doit obtenir l'autorisation écrite des propriétaires ou des gestionnaires de chacun des immeubles où sera fixée une enseigne.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à des demandes de promotions commerciales
de l'Association des Marchands du Chemin Queen-Mary

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d’arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion des braderies, il est permis de vendre des marchandises, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, dans les cours avant et sur le domaine public entre 9 h et 21 h du 10 au 13 juillet 2025 et du 11 au 14 septembre 2025 sur le Chemin Queen-Mary entre la rue Lemieux et l'avenue Clanranald.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) ou tout règlement adopté en vertu de celles-ci. Tout autre permis ou autorisation exigible en vertu de la loi devra être obtenu.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Édicter les ordonnances pour permettre les braderies, les enseignes temporaires et l'animation sur le domaine public lors de promotions commerciales demandées par l'association Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce Biz NDG, la SDC Côte-des-Neiges et l'Association des marchands du chemin Queen-Mary.

Demande promotion commerciale formulaire CDN-NDG_JUILLET 2025-signee.pdf

Demande promotion commerciale formulaire CDN-NDG_LACOMBE 2025-SIGNE.pdf

Demande promotion commerciale formulaire CDN-NDG_SEPTEMBRE 2025-signee1.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030 - 1249223007.pdf

Vente-trottoir - Asso QM.pdf

Ventre-trottoir 2025_Queen-Mary.pdf

Biz NDG - Demande promotion commerciale - décembre 2025.pdf

Biz NDG - Demande promotion commerciale - juin 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CD NDG attachant

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement :	Ventre trottoir été
Nom de l'association ou regroupement :	SDC Côte-des-Neiges
Adresse : 5450 ch de la Côte-des-Neiges, bureau 424	Code postal : H3T 1Y6
Téléphone : (514) 735-0204	Courriel : projets@sdc-cotedesneiges.ca

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) :	Félicia Balzano
Titre :	Directrice générale
Adresse si différente de l'association ou regroupement :	Code postal
Téléphone :	Courriel : direction@sdc-cotedesneiges.ca

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue	Chemin de la Côte-des-Neiges	de :	Frère André	à : Côte St-Catherine
Rue	Lacombe	de :	Chemin de la Côte-des-Neiges	à : Gatineau
Rue	Gatineau	de :	Lacombe	à : Queen-Mary
Rue	Swail	de :	Chemin de la Côte-des-Neiges	à : Gatineau

Dates demandées

Du (jour et mois) : 03 / 07 au (jour et mois): 06 / 07

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☒ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour 03 / Mois 07	Heure 09h00
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour 06 / Mois 07	Heure 18h00
À rue fermée ☐ *Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.*	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure du début de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☐ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☐ Non ☒
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☐ Non ☒

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : Félicia Balzano Signature numérique de Félicia Balzano Date : 2025.04.11 11:28:39 -04'00' **Date :** _____

Formulaire version 2023.

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CD NDG attachant

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement :	Lacombe piétonne		
Nom de l'association ou regroupement :	SDC Côte-des-Neiges		
Adresse :	5450, Ch de la Côte-des-Neiges, bureau 424	Code postal :	H3T 1Y6
Téléphone :	(514) 735-0204	Courriel :	direction@sdc-cotedesneiges.ca

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) :	Félicia Balzano		
Titre :	Directrice générale		
Adresse si différente de l'association ou regroupement :	N/A	Code postal	N/A
Téléphone :	(514) 735-0204	Courriel :	direction@sdc-cotedesneiges.ca

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue	Lacombe	de :	Côte-des-Neiges	à :	Gatineau
Rue		de :		à :	
Rue		de :		à :	
Rue		de :		à :	

Dates demandées

Du (jour et mois) : 11 / 09 au (jour et mois): 14 / 09

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☐ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
À rue fermée ☒	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour 10 / Mois 09	Heure 18h00
Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour 11 / Mois 09	Heure 07h00
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour 14 / Mois 09	Heure 23h59
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour 14 / Mois 09	Heure 23h59
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☒ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☒ Non ☐
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☐ Non ☒

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : Félicia Balzano Signature numérique de Félicia Balzano Date : 2025.04.11 11:26:48 -04'00' **Date :** _____

Formulaire version 2023.

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CD NDG attachant

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement :	Ventre trottoir rentrée
Nom de l'association ou regroupement :	SDC Côte-des-Neiges
Adresse : 5450 ch de la Côte-des-Neiges, bureau 424	Code postal : H3T 1Y6
Téléphone : (514) 735-0204	Courriel : projets@sdc-cotedesneiges.ca

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) :	Félicia Balzano
Titre :	Directrice générale
Adresse si différente de l'association ou regroupement :	Code postal
Téléphone :	Courriel : direction@sdc-cotedesneiges.ca

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue	Chemin de la Côte-des-Neiges	de :	Frère André	à : Côte St-Catherine
Rue	Lacombe	de :	Chemin de la Côte-des-Neiges	à : Gatineau
Rue	Gatineau	de :	Lacombe	à : Queen-Mary
Rue	Swail	de :	Chemin de la Côte-des-Neiges	à : Gatineau

Dates demandées

Du (jour et mois) : 04 / 09 au (jour et mois): 07 / 09

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☒ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour 04 / Mois 09	Heure 09h00
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour 07 / Mois 09	Heure 18h00
À rue fermée ☐ *Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.*	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure du début de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☐ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☐ Non ☒
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☐ Non ☒

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : Félicia Balzano Signature numérique de Félicia Balzano Date : 2025.04.11 11:29:37 -04'00' **Date :** _____

Formulaire version 2023.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259223007
Unité administrative responsable : *Développement économique*
Projet : Ventes trottoir

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet vise à favoriser la dynamisation des milieux de vie et renforcer le maillage entre le tissu commercial et ses utilisateurs.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CD NDG attachant

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement : Vente trottoir	
Nom de l'association ou regroupement : Association des Marchand Queen Mary	
Adresse : 5333 Queen Mary	Code postal : H3X1T9
Téléphone : 514-909-7817	Courriel : arts.kardz@videotron.ca

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) : Marisa Massotti	
Titre : Secretaire / Tresoier	
Adresse si différente de l'association ou regroupement :	Code postal
Téléphone :	Courriel :

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue Chemin Queen Mary de : Lemieux à : Clanranald

Rue _____ de : _____ à : _____

Rue _____ de : _____ à : _____

Rue _____ de : _____ à : _____

Dates demandées

Du (jour et mois) : 11 / 09 au (jour et mois): 14 / 09

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☒ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour 11 / Mois 09	Heure 9:00
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour 14 / Mois 09	Heure 18:00
À rue fermée ☐ *Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.*	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure du début de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☐ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☐ Non ☒
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☐ Non ☒

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : _____ **Date :** April 17, 2025

Formulaire version 2023.

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CD NDG attachant

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement : Vente trottoir	
Nom de l'association ou regroupement : Association des Marchand de Queen Mary	
Adresse : 5333 Queen Mary Montreal, Quebec	Code postal : H3X1T9
Téléphone : 514-909-7817	Courriel : arts.kardz@videotron.ca

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) : Marisa Massotti	
Titre : Secretaire / Trésorier	
Adresse si différente de l'association ou regroupement :	Code postal
Téléphone :	Courriel :

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue Chemin Queen Mary de : Lemieux à : Clanranald

Rue _____ de : _____ à : _____

Rue _____ de : _____ à : _____

Rue _____ de : _____ à : _____

Dates demandées

Du (jour et mois) : 10 /_____ au (jour et mois): 13 / 07

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☒ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour 10 / Mois 07	Heure 9:00
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour 13 / Mois 07	Heure 18:00
À rue fermée ☐ *Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.*	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure du début de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☐ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☐ Non ☒
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☐ Non ☒

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : _____ **Date :** April, 17 2025

Formulaire version 2023.

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CD NDG attachant

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement : Promotion commerciale des fêtes

Nom de l'association ou regroupement : Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce

Adresse : 6052 av. de Monkland, Montréal — Code postal : H4A 1H2

Téléphone : 514-583-0515 — Courriel : marc@bizndg.com

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) : Marc Chriqui

Titre : Directeur général

Adresse si différente de l'association ou regroupement : 145 Ch. Radcliffe, Mt-Royal — Code postal : H4X 1C1

Téléphone : 514-583-0515 — Courriel : marc@bizndg.com

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue Ave. de Monkland de : Parc Paul Dagon à : Grand boulevard

Rue Rue Sherbrooke de : Ave. Clairmont à : Ave. Belmore

Rue Ave. Somerled de : Grand boulevard à : Ave. Walkley

Rue _____ de : _____ à : _____

Dates demandées

Du (jour et mois) : _____ /_____ au (jour et mois): _____ /_____

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☒ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour 12 / Mois 12	Heure 12H00
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour 14 / Mois 12	Heure 18H00
À rue fermée ☐ *Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.*	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure du début de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☐ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☒ Non ☐ Musique et visite du Père Noël
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☐ Non ☐

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : _____ **Date :** 16 avril 2025

Formulaire version 2023.

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CDNDG attachont

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement :	Promotion commerciale début de l'été
Nom de l'association ou regroupement :	Le Gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce
Adresse :	6052 Av. de Monkland — Code postal : H4A 1H2
Téléphone : 514-583-0515	Courriel : marc@bizndg.com

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) :	Marc Chriqui
Titre :	Directeur général
Adresse si différente de l'association ou regroupement :	145 ch. Radcliffe, Mtl. Q. — Code postal H4X 1C1
Téléphone : 514-583-0515	Courriel : marc@bizndg.com

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue	Ave. de Monkland	de : Ave. Girouard	à : Grand Boulevard
Rue	Rue Sherbrooke	de : Ave. Clairmont	à : Ave. Belmore
Rue	Ave. Somerled	de : Grand Boulevard	à : Ave. Walkley
Rue		de :	à :

Dates demandées

Du (jour et mois) : 13 / 06 au (jour et mois): 15 / 06

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☒ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour 13 / Mois 06	Heure 9H00
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour 15 / Mois 06	Heure 18H00
À rue fermée ☐ *Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.*	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure du début de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour _____ / Mois _____	Heure _____
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☐ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☒	Non ☐ Nous considérons musique et art
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☐	Non ☐

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : _____ **Date :** 16 avril 2025

Formulaire version 2023.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259223008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe du 11 au 14 septembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'autoriser la tenue d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe du 11 au 14 septembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:24

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259223008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe du 11 au 14 septembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La SDC Côte-des-Neiges souhaite réitérer en 2025 l'expérience de son événement Lacombe Piétonne, afin de souligner la rentrée scolaire et la fin de l'été à Côte-des-Neiges.
Après une première piétonnisation similaire tenue en 2018, la SDC Côte-des-Neiges a tenu avec succès des événements de piétonnisation en septembre 2022, 2023 et 2024 afin de renouveler l'expérience de visite du territoire et de contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance des citoyennes et citoyens qui visitent, habitent, étudient et travaillent à Côte-des-Neiges.

Pour cette édition 2025 de *Lacombe piétonne !* la SDC Côte-des-Neiges piétonnisera l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau du jeudi 11 septembre au dimanche 14 septembre. Les résidents, travailleurs et étudiants du quartier pourront profiter d'une programmation spéciale ainsi que du mobilier urbain installé pour l'occasion sur la rue, le tout dans une ambiance à la fois reposante et festive.

Dans ce contexte, la SDC Côte-des-Neiges a déposé auprès de l'arrondissement une demande pour tenir une promotion commerciale en rue fermée.

Le Conseil d'arrondissement doit adopter des ordonnances pour permettre les activités en lien avec cette promotion commerciale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA24 170109 - Autoriser la tenue d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe du 12 au 15 septembre 2024 et édicter les ordonnances OCA24 17030, OCA24 17031, 0CA24 17032, 0CA24 17033 et OCA24 17034 à cet effet. (1249943007).
- CA24 170040 - Accorder une contribution financière maximale de 30 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions

aux sociétés développement commercial - RCA17 17285. (1249943005)

- CA23 170152 - Autoriser une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe entre Gatineau et Côte-des-Neiges du 12 septembre au 17 septembre 2023. (1239943004).

- CA23 170116 - Accorder une contribution financière maximale de 20 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).

- CA22 170151 - Autoriser une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe entre Gatineau et Côte-des-Neiges du 15 au 18 septembre 2022 et édicter les ordonnances à cet effet - (1229223008).

- CA22 170178 - Accorder une contribution financière maximale de 15 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).

- CA18 170185 - Autoriser la tenue de deux ventes trottoir sur le territoire de la SDC CDN et d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe et adopter les ordonnances à cet effet - (1182703005).

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à édicter les ordonnances pour permettre les activités en lien avec cette promotion commerciale.
La promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe entre Côte-des-Neiges et Gatineau est planifiée du 11 au 14 septembre 2025., soit pour 4 jours. Du jeudi au dimanche, les résidents, travailleurs et étudiants du territoire pourront profiter d'une expérience de jour comme de soir, aux couleurs du territoire dans une ambiance à la fois reposante et festive.

L'appui à la piétonnisation de l'avenue Lacombe de la SDC Côte-des-Neiges s'inscrit dans la continuité du désir de notre arrondissement de soutenir les projets de piétonnisation.

À cette occasion, la SDC Côte-des-Neiges et ses commerçants pourront exercer un ensemble d'activités à l'extérieur des établissements afin de promouvoir et vendre des produits et services. Des activités seront également proposées à la clientèle et aux citoyens de façon à créer sur la rue un lieu d'animation et socialisation. L'autorisation est valable de 10 h 00 à 21 h 00 du jeudi 11 septembre au samedi 13 septembre et de 10 h 00 à 18 h 00 le dimanche 14 septembre 2025.

JUSTIFICATION

Lors d'une promotion commerciale, les marchands peuvent exposer et vendre leurs marchandises. Les fournisseurs de services peuvent offrir leurs services et, à cette fin, installer du matériel d'information ou de publicité. Les restaurateurs peuvent, à condition de se conformer à toute exigence réglementaire applicable, préparer et servir des aliments à l'extérieur de leur établissement. Aux mêmes conditions que les restaurateurs, les propriétaires d'établissements où le service des boissons alcoolisées pour consommation sur place est autorisé en vertu des permis requis par la loi, peuvent en servir à l'extérieur de leurs établissements.
Les promotions commerciales en rue fermée permettent à une rue commerciale de rayonner et de faire connaître les commerces qui la composent.

Partenaire de l'arrondissement, la société de développement commercial (SDC) Côte-des-

Neiges a pour mission de contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à l'expérience de visite du territoire afin de contribuer à l'essor économique, culturel et social du quartier en collaboration avec les partenaires du milieu. Organisme à but non-lucratif créé en 2018, la SDC Côte-des-Neiges regroupe 230 commerçants et professionnels. Elle est la seule société de développement commercial à avoir vu le jour dans l'arrondissement. Son territoire couvre le chemin de la Côte-des-Neiges entre le chemin de la Côte-Ste-Catherine et la rue du Frère-André, incluant les secteurs commerciaux des avenues Gatineau, Lacombe, Jean-Brillant et Swail.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Voir en pièce jointe la Grille d'analyse Montréal 2030.
De plus, ce dossier contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement.
Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan) :
- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).
- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette piétonnisation implique une fermeture de rue qui sera réalisée en collaboration avec l'équipe de la SDC Côte-des-Neiges, les équipes de la direction des travaux publics et de la division des études techniques et de la mobilité, ainsi qu'avec les SPVM et le SIM. Elle sera mise en place entre le mercredi 10 septembre dès 18 h 00 (heure de fermeture de la rue), et ce jusqu'au lundi 15 septembre, 4 h 00 AM (heure de début des opérations de réouverture de rue, opérations qui devront être complétées avant 7 h 00 AM).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La SDC Côte-des-Neiges assume les activités de communication liées à la promotion commerciale.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En guise d'accompagnement et pour s'assurer du bon déroulement de cette piétonnisation, les commissaires au développement économique tiendront en juin 2025 une rencontre de coordination regroupant les représentants de la SDC, les différents représentants des divisions de notre arrondissement et des services publics concernés par cette piétonnisation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut déroger à certains règlements par ordonnance.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE
(R.R.V.M. 01-276, article 515)

Ordonnance relative à la promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe de la SDC CDN

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. Dans le cadre des activités de la « Piétonnisation de l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau », l'affichage est exceptionnellement autorisé sur les sites et aux dates identifiées dans la présente ordonnance:

a. des enseignes et des enseignes publicitaires, à des fins publique, culturelle, touristique et sociocommunautaire;
b. des bannières sur des réverbères ou, aux fins d'identifier un lieu, sur des murs extérieurs.

2. L'autorisation est valable sur l'avenue Lacombe, entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau à compter du 11 au 14 septembre 2025.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, article 8)

Ordonnance relative à la promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe de la SDC CDN

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d’arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion de la promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe, il est permis aux commerçants opérant des camions de cuisine de rue, faisant partie de l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, sur cette avenue entre l'avenue Gatineau et le chemin de la Côte-des-Neiges sous réserve de l'autorisation de la SDC Côte-des-Neiges. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique ou en carton.

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable de 10 h 00 à 21 h 00 du jeudi 11 septembre au samedi 13 septembre et de 10 h 00 à 18 h 00 le dimanche 14 septembre 2025.

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à la promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe de la SDC CDN

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d’arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion de la promotion commerciale en rue fermée, il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à cet événement, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau.

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable de 10 h 00 à 21 h 00 du jeudi 11 septembre au samedi 13 septembre et de 10 h 00 à 18 h 00 le dimanche 14 septembre 2025.

Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique ou en carton, sur ce site exclusivement.

3. Les articles 1 et 2 ne doivent pas être interprétés comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) ou tout règlement adopté en vertu de celles-ci.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à la promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe de la SDC CDN

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. La fermeture de l'avenue Lacombe, entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau.

2. L'autorisation est valable dès 18 h 00 le mercredi 10 septembre, jusqu’au lundi 15 septembre, 7 h 00 AM, en continuité.

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT (RCA23 17389, article 45))

Ordonnance relative à la promotion commerciale de la SDC CDN

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. À l'occasion de la promotion commerciale en rue fermée, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau du 11 au 14 septembre 2025.

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable de 10 h 00 à 21 h 00 du jeudi 11 septembre au samedi 13 septembre et de 10 h 00 à 18 h 00 le dimanche 14 septembre 2025.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 20 mètres des appareils sonores.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser la tenue d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue Lacombe du 11 au 14 septembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

Grille d'analyse Montréal 2030 - 1259223008.pdf

Demande d'événement sur le domaine public_LacombePietonne2025_SIGNEE.pdf

SDCCDN2025_PlanAmenagement-Lacombepiétonne.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259223008
Unité administrative responsable : *Développement économique*
Projet : Piétonisation Lacombe

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet vise à favoriser la dynamisation des milieux de vie et renforcer le maillage entre le tissu commercial et ses utilisateurs.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Demande d'événement sur le domaine public

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME						
Nom légal de l'organisme	SDC Côte-des-Neiges					
Adresse du siège social	424-5450 ch. de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T1Y6, Canada					
Avez-vous un statut juridique d'organisme sans but lucratif	Oui [X]	Non [ ]				
Date de constitution de l'organisme	jj	26	mm	07	aa	2017
Numéro d'entreprise du Registre des entreprises du Québec (R.E.Q.)	1172968233					
Autres (précisez)						

2. TYPE D'ORGANISME			
OSBL [X]	Institution [ ]	Citoyen [ ]	Autre [ ]

3. MISSION DE L'ORGANISME

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme. Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet, en annexe.

La société de développement commercial (SDC) Côte-des-Neiges a pour mission de contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à l'expérience de visite du territoire afin de contribuer à l'essor économique, culturel et social du quartier en collaboration avec les partenaires du milieu.

Organisme à but non lucratif créé en 2018, la SDC Côte-des-Neiges regroupe 230 commerçants et professionnels. Véritable pionnière, elle est la toute première société de développement commercial à avoir vu le jour dans l' arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Son territoire couvre le chemin de la Côte-des-Neiges entre le chemin de la Côte-Ste-Catherine et la rue du Frère-André, incluant les secteurs commerciaux des avenues Gatineau, Lacombe, Jean-Brillant et Swail.

Au cœur de la métropole, le territoire de la SDC Côte-des-Neiges est bordé des plus grandes institutions en santé et en éducation, en plus d'être située à quelques pas d'attraits majeurs dont l'Oratoire St-Joseph et le Mont-Royal

4. TERRITOIRE DESSERVI							
Avez-vous un ou des lieux de service sur le territoire de l'Arrondissement?	Oui [X] Non [ ]						
Adresse	5450 Chemin de la Côte-des-Neiges, bureau #424, Montréal (Québec) H3T1Y6, Canada						
Classer en ordre d'importance le territoire desservi par votre organisme (1 étant le plus important)							
Quartier CDN	1	Quartier NDG	3	Arrondissement CDN-NDG	2	Hors arrondissement	1

Quels outils utilisez-vous pour faire la promotion de votre événement auprès de la population?

Site Internet de l'organisme	[X]	Médias sociaux (Facebook, Twitter, etc.)	[X]	Autres (précisez)	Courriels Marketing
Publicité (radio, journaux, etc.)	[X]	Dépliant et affiche	[X]		
Aucun	[ ]				

6. ENRACINEMENT DANS LE MILIEU			
Depuis combien d'année votre organisme est-il en activité?			
11 ans et plus [ ]	Entre 6 et 10 ans [X]	Entre 5 et 3 ans [ ]	3 ans et moins [ ]

7. DOCUMENTS REQUIS		
Répondre aux questions ci-dessous en cochant la case requise.		
Charte et lettres patentes	Oui [X] Non [ ]	* requis pour le traitement initial de votre dossier.
Résolution du CA	Oui [X] Non [ ]	
Liste des membres du CA	Oui [X] Non [ ]	
Assurance responsabilité civile de 3 000 000$	Oui [X] Non [ ]	* à remettre ultérieurement.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
5160, boul. Décarie, bureau 710
Montréal (Québec) H3X 2H9
Courriel : ev_publics_cdnndg@montreal.qc.ca

FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉVÉNEMENT

Veuillez prendre note que la réception de cette demande ne constitue pas une acceptation de l'événement et que vous devez attendre d'obtenir une autorisation de notre direction et les avis nécessaires des services municipaux avant de distribuer toute forme de publicité.

SECTION 1	**IDENTIFICATION DE L'ORGANISME**	
Nom de l'organisme	SDC Côte-des-Neiges	
Adresse de l'organisme	5450 Chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 424, Montréal, QC H3T 1Y6	
Personne contact	Félicia Balzano	Titre : Directrice générale
Téléphone bureau	(514) 735-0204	Télécopieur : N/A
Cellulaire	N/A	
Courriel	direction@sdc-cotedesneiges.ca	
Pers. ressource (la journée de l'événement)	Louise Massol, chargée de projets	Cellulaire : 514 735-0204

SECTION 2	**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉVÉNEMENT**		
Nom de l'événement	Lacombe piétonne !		
Date de l'événement	Du 11 au 14 septembre 2025		
Description <u>détaillée</u> de l'événement *(objectifs, portée, activités prévues retombées positives pour la communauté, etc.)*	Afin de souligner la rentrée et la fin de l'été, la SDC Côte-des-Neiges et ses commerces membres reviennent avec la troisième édition de Lacombe Piétonne ! Pour cette nouvelle année, la SDC Côte-des-Neiges piétonnisera l'avenue Lacombe du jeudi 11 septembre au dimanche 14 septembre, pour une durée de 4 jours. Les résidents, travailleurs et étudiants du territoire pourront profiter d'une programmation spéciale ainsi que du mobilier urbain installé pour l'occasion sur la rue, le tout dans une ambiance à la fois reposante et festive. Suite à notre expérience forte des années précédentes, la SDC souhaite poursuivre avec un format sur 4 jours et un programme d'animations pour chacun de ces jours. Telle que pour les précédentes éditions, Lacombe Piétonne reviendra cette année sous la thématique « dernier jour de plage », qui proposera une expérience urbaine rythmée aux couleurs du territoire, et ce dans le but de célébrer les derniers jours de l'été et la rentrée scolaire.		
Caractère de l'événement	☐ Communautaire	☐ Culturel	☐ Marche
	☐ Sportif	☐ Religieux	☐ Fête de voisinage
	☒ Autres : piétonnisation		
Clientèle visée	Tous ☒ Familles ☐ Communauté ☐ Ainés ☐		
Nombre de personnes attendues	28000		

Écoresponsabilité Nous vous invitons à prendre connaissance du Plan local de développement durable de l'arrondissement 2019 – 2022 en suivant le lien : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7497,80699585&_dad=portal&_schema=PORTAL	Quels sont les initiatives que vous comptez utiliser pour rendre votre événement écoresponsable : Par exemple : 1. Éviter d'utiliser ou de vendre des bouteilles d'eau à remplissage unique ☒ Oui ☐ Non 2. Réduire ou éliminer l'utilisation de vaisselles et d'ustensiles jetables en offrant des items compostables ou recyclables ☒ Oui ☐ Non ☒ Oui ☐ Non 3. Remplacer les pailles et bâtons de café en plastique par des pâtes alimentaires non cuites par exemple ☒ Oui ☐ Non Et / ou toutes autres moyens énuméré ci-après : - réutilisation du matériel déjà possédé - favoriser la location plutôt que l'achat - mettre plusieurs poubelles à disposition
Accessibilité universelle	Quels mesures seront mises en places pour rendre votre événement accessible? 1. Est-ce que votre site est accessible pour les personnes à mobilité réduite ☒ Oui ☐ Non 2. Comment prévoyez-vous rendre votre site accessible facilement pour es participants ☒ Oui ☐ Non

À partir de ce point, ne complétez que les sections qui concernent votre événement.

SECTION 3	**ÉVÉNEMENT DANS UN PARC, UNE PLACE OU UN SQUARE**
Nom du parc/place/square	
Heures de l'événement	De à
Heures du montage	De à
Heures du démontage	De à

SECTION 4	**SERVICES ET PRÊTS DEMANDÉS**		
Veuillez noter que l'arrondissement peut fournir certains équipements ou offrir certains services. Dans le cas où l'arrondissement ne pourrait répondre à la demande, le promoteur devra louer le matériel à ses propres frais.			
Poubelles*	☒ Oui ☐ Non	Nombre : 8	Lieu de livraison : Coin Lacombe / Côte-des-Neiges
Tables à pique-nique* (max. 12)	☒ Oui ☐ Non	Nombre : 10	Lieu de livraison : Coin Lacombe / Côte-des-Neiges
Barricades*	☒ Oui ☐ Non	Nombre : 20	Lieu de livraison : Coin Lacombe / Côte-des-Neiges
**** Veuillez noter que la Ville de Montréal peut fournir certains de ces équipements selon les disponibilités et les priorités.***			
Accès aux toilettes (si existante)	☒ Oui ☐ Non		
⇨ *Si les toilettes ne sont pas disponibles ou sont en quantités insuffisantes, vous devez louer les équipements nécessaires.*			
Date de livraison : N/A	*Date de récupération :* N/A	Nombre : N/A	
Lieu de livraison : N/A			
Utilisation d'un terrain sportif* **	☐ Oui ☒ Non	Horaire : N/A	Type de terrain : N/A
******Veuillez noter que des frais peuvent être applicables pour la location d'un terrain sportif.***			
******Si vous êtes une école, vous devez contacter votre commission scolaire pour la réservation des terrains sportifs.***			

SECTION 5	AUTRES ÉQUIPEMENTS FOURNIS PAR LE PROMOTEUR*		
Jeux gonflables	☐ Oui ☒ Non	Nombre : 0	Dimensions : N/A
Structures gonflables	☐ Oui ☒ Non	Nombre : 0	Dimensions : N/A
Chapiteaux (tentes)	☐ Oui ☒ Non	Nombre : 0	Dimensions : N/A
Marquises (tentes sans murs)	☒ Oui ☐ Non	Nombre : 4	Dimensions : 10'X10'
***L'électricité doit être fournis par le promoteur.**			
***Fournir le certificat d'ignifugation pour les équipements ci-haut.**			
Génératrice	☐ Oui ☒ Non	Nombre : 0	
Barbecue (Cuisson d'aliment) ***Indiquez sur le plan**	☒ Oui ☐ Non	Nombre : 2	Mode de cuisson : ☒ BBQ propane ☐ Autre

SECTION 6	VENTE OU DISTRIBUTION D'ALIMENTS OU DE BOISSON NON ALCOOLISÉES		
Dans le cas où l'arrondissement autorise la vente ou la distribution d'aliments ou de boissons non alcoolisées, vous devrez vous procurer un permis du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).			
Vente d'aliments et boissons non alcoolisées. ☒ Oui, lesquels : Snacks, sandwichs, grillades ☐ Non **Choix de nourriture : Est-ce que vous offrez un choix santé? Précisez :** N/A			
Camion de cuisine de rue**	☒ Oui ☐ Non	Horaire : 12h00 - 21h00	***Doit être membre de l'Association des restaurateurs de rue du Québec.**

SECTION 7	VENTE DE PRODUITS PROMOTIONNELS
Seule la vente des articles liés à l'événement (produits dérivés avec le nom et/ou le logo de l'événement) peut être autorisée	
Vente de produits promotionnels (Identifiés à l'événement)	☒ Oui, lesquels : Sacs et verres réutilisables, bouteilles réutilisables, vêtements, etc. ☐ Non
Nombre de kiosque(s) de vente	1

SECTION 8	CONSOMMATION OU VENTE D'ALCOOL
Dans le cas où l'arrondissement autorise la vente ou consommation d'alcool, une lettre d'avis favorable vous sera acheminée. Avec cette dernière, vous devrez vous présenter à la Régie des alcools, des courses et des jeux afin de vous procurer le permis adéquat. *Plusieurs exigences s'appliquent.	
Consommation d'alcool	☐ Oui ☒ Non
Vente d'alcool	☐ Oui ☒ Non
Heures de la consommation	*De* à N/A
Nombre de points de vente d'alcool	0
Opération du kiosque	☐ Votre organisme ☐ Un autre organisme
	Si un autre organisme, précisez : N/A

SECTION 9	DIFFUSION SONORE*	
Lorsqu'il y a diffusion sonore, les heures et le niveau acoustique maximal indiqué sur votre permis d'autorisation d'événement, doivent être respecté. **Une période maximale de 5 heures consécutives est accordée lors d'un événement.**		
Diffusion sonore ☒ Oui ☐ Non	Date Du 11 au 14 septembre 2025	Heure(s) *De* à Jeudi au samedi : 16h - 21h Dimanche : 12h - 17h
Tests de son et répétions(s)	*De* à Si applicable, avant le début des périodes de diffusion sonore	

SECTION 10	AUTORISATION SPÉCIALE		
Banderole ou bannière	☐ Oui ☒ Non	Nombre : N/A	Date : du 11 au 14 septembre
	Lieu : Sur l'artère fermée		Contenu de la bannière : promotionnelle
Livraison dans un parc**	☐ Oui ☒ Non	****Un permis est requis, pour qu'un véhicule circule dans un parc.**	

SECTION 11	ÉVÉNEMENT SUR UNE RUE*	*Si oui remplir la section ci-dessous*

Veuillez noter que les conditions suivantes doivent-être respectées selon la réglementation en vigueur :

- Le promoteur de l'événement doit obtenir l'adhésion de 70% des résidents et commerçants affectés par la fermeture de rue;
- Assurer la pose des « avis de fermeture de rue » contenant les informations relatives à la fermeture de rues 10 jours avant l'événement et en assumer les frais ;
- Transmettre un avis écrit (dans la boîte au lettre) aux résidents de la rue qui sera fermée, dans un délai minimal de 7 jours avant l'événement;
- Assumer les frais de la pose de panneaux d'interdiction de stationner et les installer dans un délai approprié;
- Assumer les frais de remorquage, s'il y a lieu;
- Préserver un couloir minimal de six mètres pour les véhicule d'urgence;
- Assurer, en tout temps, la présence de responsables de la sécurité à chaque intersection afin de permettre le passage des véhicules d'urgence.

Veuillez noter que vous devez obtenir l'adhésion de 70% des résidants et commerçants affectés par la fermeture de rue.

Fermeture de rue(s) (ex : fête de voisinage)	Nom de la rue(s) :	Avenue Lacombe
	Intersections :	Entre Gatineau et Côte-des-Neiges
	Fermeture :	☒ complète ☐ partielle
	Heure du début :	10 septembre à 18h00 (fermeture de rue et montage)
	Heure de fin :	14 septembre à 23h59 (démontage et réouverture de rue)

SECTION 12	DÉFILÉ, MARCHE*	*Si oui remplir la section ci-dessous*

Joindre le plan du parcours en indiquant les rues et/ou trottoirs à être utilisés pour le montage, parcours et démontage, ainsi que les points de départ et d'arrivé.

Description ou concept du défilé :			
Endroit	☐ Rue(s)	☐ Trottoir(s)	
Lieu de rassemblement (point de départ)			
Heures du rassemblement			
Description du parcours (Vous pouvez joindre un plan à l'aide de google map)			
Heure de départ :		Heure d'arrivé :	
Élément technique	Véhicule	☐	précisez :
	Char allégorique	☐	précisez :
	Véhicule hippomobile	☐	précisez :
	Autre	☐	précisez :

SECTION 13	SÉCURITÉ

Le promoteur est responsable de la sécurité sur le site de l'événement.

Lorsqu'il y a vente et/ou consommation d'alcool, la sécurité doit être assurée par une agence reconnue par la Ville de Montréal. Une copie du contrat doit fournis.

Responsable de la sécurité	☐ Agence reconnue	☒ Bénévole
Nom de l'agence, si tel est le cas		
Numéro de certificat de l'agence		
Nombre de bénévole ou agents embauchés	Agents : 2	Bénévoles : 2
	*selon les exigences de l'arrondissement	
Méthode d'identification des responsables de la sécurité	Chandail et casquettes identifiés ''Équipe SDC Côte-des-Neiges''	
Fonctions et tâches des agents	Superviser le site, aviser de toute situation, informer les passants, etc.	
Rencontre préparatoire prévue	☒ Oui ☐ Non	*Si oui, précisez :* Description des tâches et de l'événement
Moyen(s) de communication utilisé(s)	Téléphones cellulaires	

SECTION 14	PREMIERS SOINS N/A
Selon la nature de l'événement, les services d'une agence reconnue pourraient être exigés. ***Inclure les certificats d'attestations des personnes attitrés à ce poste.***	
Gestion du poste de premiers soins	☐ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence, si tel est le cas	N/A
Nombre de secouristes bénévoles	N/A
Méthode d'identification des secouristes	N/A

SECTION 15	PROPRETÉ
Suite à la tenue de l'événement, le promoteur doit s'assurer de remettre les lieux dans leur état initial. À défaut de le faire, le dépôt d'entretien sera retenu.	
Cueillette de déchets effectuée par	☐ Une firme privée ☒ Des bénévoles
Autres informations pertinentes :	La SDC Côte-des-Neiges coordonnera la remise en place à l'état initial de l'avenue avec ses fournisseurs.

LES DIFFÉRENTES DEMANDES DOIVENT ÊTRE SOUMISES POUR APPROBATION AUX AUTRES INSTANCES MUNICIPALES : DIVISION DE LA VOIRIE ET PARCS, DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS, SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL, SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DIVISION DE L'INSPECTION DES ALIMENTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, URGENCES-SANTÉ ET AUTRES SELON LE CAS.

* English version of this form available upon request

SECTION 16	PLAN D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉVÉNEMENT

Veuillez dessiner un plan d'aménagement qui illustre toutes les installations et équipements qui se trouveront sur le site de votre événement.

- Identifiez le parc et les rues au Nord, Est, Sud et Ouest.
- Identifier le parcours, les points de départ et d'arrivée.
- Identifiez l'emplacement, la dimension des équipements et la localisation des sources électriques.
- Identifiez la rue, les intersections où il y aura fermeture et l'emplacement des barricades.
- Identifiez les postes de sécurité (si applicable) et de premiers soins.

Ce plan doit inclure la disposition des différents équipements demandé à l'arrondissement (tables de pique-nique, poubelle et barricades) et les équipements fourni par le promoteur (ex : chapiteau, marquise, etc.). De plus, il doit inclure les emplacements de cuisson, de vente et la localisation des bannières.

Une fois le plan validé, aucune modification ne pourra être apportée.

*Il est également possible de joindre un plan d'aménagement en version électronique

Voir plan en annexe

NORD

OUEST EST

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L'ORGANISME	
Nous, soussignés de l'organisme,	
SDC Côte-des-Neiges	
Nom de l'organisme	

par notre signature, déclarons et certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont vrais, complets et conformes aux archives et registres de notre organisme.

Engagement du promoteur

- L'événement doit être ouvert à tous les résidents de l'arrondissement;
- L'événement doit être gratuit;
- Le promoteur s'engage à maintenir accessible le domaine public et respecter les règlements et normes associés à l'occupation du domaine public.

Félicia Balzano	Directrice générale
Nom du représentant désigné	Fonction
Félicia Balzano Signature numérique de Félicia Balzano Date : 2025.04.17 09:05:00 -04'00'	17 avril 2025
Signature du représentant désigné	Date de la signature

1. Toute demande doit être faite par écrit en utilisant le formulaire *Demande d'événement sur le domaine public.* Aucune réservation ne peut se faire par téléphone ou verbalement. Seule une demande écrite et dûment signée sera considérée. **Les demandes incomplètes ne seront pas traitées.**

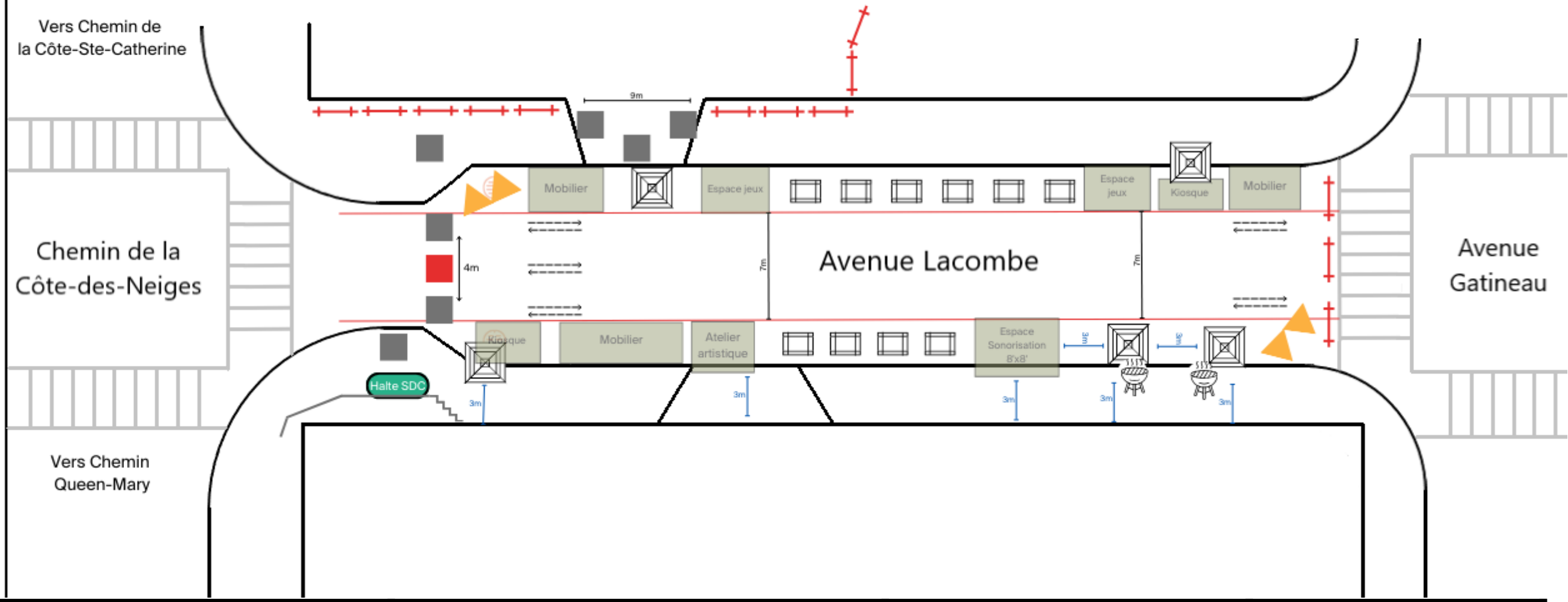
2. Veuillez envoyer votre demande par courrier électronique à : **ev_publics_cdnndg@montreal.ca**

3. Le bureau de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de CDN-NDG est situé à l'adresse suivante :
   5160, boulevard Décarie
   Bureau 710
   Montréal (Québec) H3X 2H9

4. La demande d'utilisation doit être transmise à la Direction un minimum de **20 jours ouvrables avant la date du prochain conseil d'arrondissement (voir le calendrier sur le site Internet de l'arrondissement).**

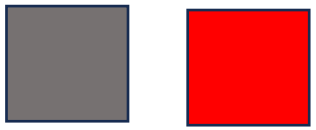
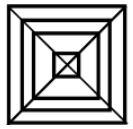
5. Un représentant de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social communiquera avec vous par téléphone ou par écrit **5 jours ouvrables** suivant la réception de votre demande.

6. La Ville de Montréal se réserve le droit de refuser l'accès à ses installations à tout organisme qui ne respecte pas les règlements stipulés dans leur permis.



SDC Côte-des-Neiges	**Lacombe Piétonne (4e édition)** Plan d'aménagement	**Date:** Du 11 au 14 septembre 2025	**Échelle:** N/A

Légende

Pictogramme	Élément	Dimensions	Quantité
	**Barrière Mills**	À valider	20 (13 sur plan et 7 en back-up)
	**Blocs de béton et bloc rouge**	Bloc béton : à vérifier Bloc rouge : 36x36x36po	7 de béton et 1 rouge
	**Table de pique-nique Blanches et bleues**	À valider	10
	**Structures d'affichage**	48po long x96po haut	4
	**1 marquise (tente sans mur) pour kiosque sans cuisson, 1 kiosque information, 2 marquises (tente sans mur), anti-feu pour commerçants avec point de cuisson**	10' x 10' x 10'	4

SDC Côte-des-Neiges	**Lacombe Piétonne (4e édition)** Plan d'aménagement	**Date:** Du 11 au 14 septembre 2025	**Échelle:** N/A

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259223009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Autoriser une piétonnisation éphémère et une promotion commerciale sur l'avenue de Monkland du 21 au 24 août 2025, ainsi que l'utilisation du parc Paul-Doyon pour affichage et animation, et édicter les ordonnances à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'autoriser la tenue d'une promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue de Monkland du 21 au 24 août 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:25

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259223009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Autoriser une piétonnisation éphémère et une promotion commerciale sur l'avenue de Monkland du 21 au 24 août 2025, ainsi que l'utilisation du parc Paul-Doyon pour affichage et animation, et édicter les ordonnances à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Situé au coeur du Village Monkland dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, l'avenue de Monkland regroupe plus de 140 entreprises entre l'avenue Girouard et le boulevard Grand. Actuellement, l'avenue de Monkland fait partie du territoire de l'Association de gens d'affaires Biz NDG.

L'événement Imagine Monkland a pris place du 22 au 25 août 2024, sous la forme d'une piétonnisation éphémère entre Melrose et Girouard, avec spectacles musicaux, mobilier urbain, zone famille et kiosques extérieurs de marchands et de restaurateurs. Cette initiative commune de l'Arrondissement et de Biz NDG a connu un grand succès avec un achalandage estimé à plus de 100 000 visiteurs. L'événement fut un premier vecteur de mobilisation concret et d'importance pour les marchands depuis 2018.

Le retour de l'événement de piétonnisation estivale éphémère de 4 jours est prévu du jeudi 21 au dimanche 24 août 2025, sur l'avenue de Monkland entre les avenues Girouard et Melrose, et ce, en collaboration avec les entreprises riveraines et des partenaires locaux ciblés.

Une visite en porte-à-porte de plus de 65 commerces situés sur l'Avenue de Monkland entre Girouard et Melrose fut réalisée par l'association des Gens d'affaires Biz NDG en février 2025 dans le cadre de la mobilisation des commerçants de l'artère. Au cours de cette visite, les commerçants furent informés de la planification en cours de l'événement à venir en août 2025.

Une promotion commerciale à rue ouverte à la circulation automobile se tiendra en même temps sur l'avenue de Monkland entre l'avenue Melrose et Grand Boulevard, et ce, en continuité de la piétonnisation éphémère dans le but de permettre à l'ensemble des commerces de l'artère de bénéficier des retombées positives de l'événement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA24 170110 - Autoriser la tenue d'une promotion commerciale sur l'avenue de Monkland du 22 au 25 aout 2024 et édicter les ordonnances à cet effet. (1249943008).
- CM18 0672 - Approuver la prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux lors d'événements spéciaux, dont des promotions commerciales, de la saison estivale 2018 de la Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal, de la Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent, de la Société de développement commercial Petite-Italie - Marché Jean-Talon - Montréal, de la S.I.D.A.C. Plaza Saint-Hubert, de la S.I.D.A.C. Promenade Masson et du festival Imagine Monkland - Semaine des arts. (1181180002)
- CA18 170090 - D'autoriser la tenue de l'événement « Le Mondial des monstres de Montréal » du 21 au 24 juin 2018 sur l'avenue de Monkland, entre les avenues Girouard et Harvard et à l'occasion de l'événement. (1184535005)

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à édicter les ordonnances pour permettre les activités en lien avec cette promotion commerciale qui accueillera les visiteurs aux heures suivantes:.
- Jeudi 21 août de 12h (midi) à 22h
- Vendredi 22 août de 10h AM à 22h
- Samedi 23 août de 10h AM à 22h
- Dimanche 24 août de 10h AM à 19h

La piétonnisation de l'avenue de Monkland entre Girouard et Melrose s'inscrit dans la continuité du désir de soutenir les projets de piétonnisation. La piétonnisation de 2025 sera d'une durée de 4 jours à l'instar de la précédente. Du jeudi au dimanche, les résidents, travailleurs et étudiants du territoire pourront profiter d'une expérience de jour comme de soir, aux couleurs du territoire dans une ambiance à la fois reposante et festive.

À cette occasion, BIZ-NDG et ses commerçants pourront exercer un ensemble d'activités à l'extérieur des établissements afin de promouvoir et vendre des produits et services. Des activités seront également proposées à la clientèle et aux citoyens de façon à créer sur la rue un lieu d'animation et socialisation.

JUSTIFICATION

Lors d'une promotion commerciale, les marchands peuvent exposer et vendre leurs marchandises. Les fournisseurs de services peuvent offrir leurs services et, à cette fin, installer du matériel d'information ou de publicité. Les restaurateurs peuvent, à condition de se conformer à toute exigence réglementaire applicable, préparer et servir des aliments à l'extérieur de leur établissement. Aux mêmes conditions que les restaurateurs, les propriétaires d'établissements où le service des boissons alcoolisées pour consommation sur place est autorisé en vertu des permis requis par la loi, peuvent en servir à l'extérieur de leurs établissements.
Les promotions commerciales permettent à une rue commerciale de rayonner et de faire connaître les commerces qui la composent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Voir en pièce jointe la Grille d'analyse Montréal 2030.

De plus, ce dossier contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement.

Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan) :
- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).
- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette piétonnisation implique une fermeture de rue qui sera réalisée en collaboration avec Biz NDG, les équipes de la direction des travaux publics et de la division des études techniques et de la mobilité, ainsi qu'avec les SPVM et le SIM. Elle sera mise en place entre le mercredi 20 août 2025 dès 22h00 (heure de fermeture de la rue), et ce jusqu'au lundi 25 août 2025, 4h00 AM (heure de début des opérations de réouverture de rue, opérations qui devront être complétées avant 7h00 AM).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Arrondissement prévoit des actions à ce titre, en collaboration avec BIZ-NDG qui assumeront aussi des activités de communications liées à la promotion commerciale.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En guise d'accompagnement et pour s'assurer du bon déroulement de cette piétonnisation, les commissaires au développement économique tiendront en juin 2025 une rencontre de coordination avec les parties prenantes internes (les divisions de notre arrondissement et des services publics concernés par cette piétonnisation) et externes (Biz NDG et l'association des Gens d'affaires de Monkland).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut déroger à certains règlements par ordonnance.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT
CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE
(R.R.V.M. 01-276, article 515)

Ordonnance relative à la promotion commerciale sur l'avenue de Monkland de Biz-NDG

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. Dans le cadre des activités de la promotion commerciale sur l'avenue Monkland de BIZ-NDG, l'affichage est exceptionnellement autorisé sur les sites et aux dates identifiées dans la présente ordonnance:

a. des enseignes et des enseignes publicitaires, à des fins publique, culturelle, touristique et socio communautaire;
b. des bannières sur des réverbères ou, aux fins d'identifier un lieu, sur des murs extérieurs.

2. L'autorisation est valable sur l'avenue de Monkland, entre l'avenue Girouard et Grand Boulevard du 21 au 24 aout 2025 ainsi que pour le parc Paul-Doyon situé au coin de l'avenue de Monkland et de l'avenue Girouard.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, article 8)

Ordonnance relative à la promotion commerciale sur l'avenue de Monkland de BIZ-NDG

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d’arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion de la promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue de Monkland, il est permis aux commerçants de l’avenue de Monkland opérant des camions de cuisine de rue, faisant partie de l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) de vendre de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, sur cette avenue entre l'avenue Girouard et Grand Boulevard, sous réserve de l'autorisation de BIZ-NDG. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique ou en carton.

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable de 10h00 à 22h00 du jeudi 21 au samedi 23 août et de 10h00 à 20h00 le dimanche 24 août 2025.

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à la promotion commerciale sur l'avenue de Monkland de BIZ-NDG

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d’arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. À l'occasion de la promotion commerciale, il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à cet événement, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées sur l'avenue de Monkland entre l’avenue Girouard et Grand Boulevard, de 8h00 à 23h00 du jeudi 21 au samedi 23 août et de 8h00 à 20h00 le dimanche 24 août 2025.

2. Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique ou en carton, sur ce site exclusivement.

Les articles 1 et 2 ne doivent pas être interprétés comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) ou tout règlement adopté en vertu de celles-ci.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à la promotion commerciale en rue fermée sur l'avenue de Monkland de BIZ-NDG

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. La fermeture de l'avenue de Monkland, entre les avenues Girouard et Melrose.

2. L'autorisation est valable du mercredi 20 août dès 22h00, jusqu'au lundi 25 août à 7h00 AM.

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT (RCA23 17389, article 45)

Ordonnance relative à la promotion commerciale de BIZ-NDG

À la séance du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. À l'occasion de la promotion commerciale en rue fermée, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur l'avenue de Monkland entre l’avenue Girouard et Grand Boulevard, de 10h00 à 22h00 du jeudi 21 au samedi 23 août et de 10h00 à 20h00 le dimanche 24 août 2025.

L'autorisation inclut le Parc-Paul Doyon situé au coin de l'avenue de Monkland et de l’avenue Girouard.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 20 mètres des appareils sonores.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser une piétonnisation éphémère et une promotion commerciale sur l'avenue de Monkland du 21 au 24 août 2025, ainsi que l'utilisation du parc Paul-Doyon pour affichage et animation, et édicter les ordonnances à cet effet.



Grille d’analyse Montréal 2030 - 1259223009.pdf



Biz NDG - Demande événement - Imagine Monkland 2025.pdf



Biz NDG - Demande promotion commerciale - Imagine Monkland 2025.pdf



Biz NDG - Demande promotion commerciale - Imagine Monkand 2025 - portion rue ouverte.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259223009
Unité administrative responsable : *Développement économique*
Projet : Piétonisation Monkland 2025

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le projet vise à favoriser la dynamisation des milieux de vie et renforcer le maillage entre le tissu commercial et ses utilisateurs.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Demande d'événement sur le domaine public

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

SECTION 1 – RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME			
Nom légal de l'organisme	Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce		
Numéro d'entreprise du Registre des entreprises du Québec (R.E.Q.)	1170803200		
Organisme ayant un statut de reconnaissance par l'Arrondissement (Liste)	☑ Oui* (si oui, passez directement à la section 2) ☐ Non		
Adresse dans l'arrondissement	3600 avenue Barclay, bureau 320 Montréal QC H3S 1K5		
Type d'organisme	☑ OBNL ☐ Institution ☐ Citoyen ☐ Autre Précisez		
Depuis combien d'années votre organisme est-il en activité?	☐ 11 ans et plus ☑ Entre 6 et 10 ans ☐ Entre 5 et 3 ans ☐ 3 ans et moins		
Contact personne ressource de l'organisme			
Nom de la personne ressource de l'organisme	Marc Chriqui		
Téléphone	514-583-0515	Courriel	marc@bizndg.com
Mission de l'organisme			
Biz NDG, créée en 2015mais relancée en février 2020, est l'association des gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce. L'association à but non-lucratif vise à faire la promotion des activités commericales du quartier.			
Territoire desservi Classer en ordre d'importance (1 étant le plus important)	3 Côte-des-Neiges 1 Notre-Dame-de-Grâce 2 Arrondissement CDN-NDG 4 Hors arrondissement		

SECTION 2 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ÉVÉNEMENT						
Nom de l'événement	Imagine Monkland - piétonnisation de l'avenue de Monkland					
Date de l'événement*	21 au 24 août 2025					
Lieu de l'événement Nom du parc/Place/Rue	Avenue de Monkland entre Girouard et Melrose					
Heures	Événement de 10h à 22h		Montage de 6h à 10h		Démontage de 19h à 23h	
Personne contact lors de l'événement	Nom		Tel.		Courriel	
Nombre d'éditions précédente de l'événement	2 - 2018 et 2024					
Description des activités	Cet événement regroupera des kiosques des entreprises de l'avenue de Monkland (commerces, restaurants, bars et professionels) et de organismes locaux tout en proposant une programmation artistique diversifiée.					
Caractère de l'événement	Autres	Autres : Foire commerciale				
Clientèle visée	☑ Tous ☐ Familles ☐ Enfants ☐ Adultes					
Nombre de personnes attendues	80 000					

SECTION 3 - PRÊT D'ÉQUIPEMENTS ET SERVICES DEMANDÉS

- Si l'arrondissement ne peut répondre à la demande, le promoteur devra louer le matériel à ses frais.
- L'arrondissement peut fournir de l'équipement selon les disponibilités.
- Des frais pour la location de terrains sportifs peuvent être applicables.
- Si vous êtes une école, contactez votre commission scolaire pour la réservation des terrains sportifs.
- Permis de circuler dans le parc : Les permis de circuler sont délivrés uniquement pour les besoins logistiques de l'événement.

*Selon les disponibilités des équipements.

Poubelles*	☑ Oui	☐ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Tables à pique-nique* (max. 12)	☑ Oui	☐ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Barricades*	☑ Oui	☐ Non	Nombre ___	Lieu de livraison Décrivez l'endroit précis
Terrain sportif	☐ Soccer / Rugby ☐ Baseball / Balle-molle Autre			Heure d'utilisation : de ___ à ___
Permis de circuler dans le parc	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Accès aux toilettes (Si disponible)	☐ Oui	☑ Non	Heure d'ouverture de ___ à ___	
Ouverture du chalet de parc (Si disponible)	☐ Oui	☑ Non	Heure d'ouverture de ___ à ___	
Autres équipements				

SECTION 4 - AUTRES ÉQUIPEMENTS FOURNIS PAR LE PROMOTEUR

- Se référer aux consignes de la sécurité incendie pour l'utilisation de tout équipement inflammable ou de cuisson.
- Toute utilisation d'effet spéciaux requiert une déclaration spécifique à la sécurité incendie.
- Fournir le certificat d'ignifugation pour les équipements inflammables : Jeux gonflables, structures gonflables, et autres.
- L'électricité doit être fournie par le promoteur.
- Localiser tous les équipements mentionnés dans un plan attaché.

Jeux gonflables	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Structures gonflables	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Chapiteaux (tentes)	☑ Oui	☐ Non	Nombre _____	Dimensions _____
Marquises (tentes sans murs)	☑ Oui	☐ Non	Nombre _____	Dimensions 10x10 (2) et 10x20 (1)
Drone	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	Modèle _____
Génératrice	☐ Oui	☑ Non	Nombre _____	
Barbecue (Cuisson d'aliment)	☑ Oui	☐ Non	Nombre _____	Mode de cuisson Autres
Friteuse	☑ Oui	☐ Non	Nombre _____	
Autre équipement de cuisson				
Effets spéciaux (chandelle pour vigie, feux de joie, jongleur de feux, feux d'artifice)	☐ Oui	☑ Non	Description _____	
Toilettes portatives (si le nombre de toilettes est insuffisant)	Nombre 10		Date de livraison 21/08/2025 Date de récupération 25/08/2025	

SECTION 5 - PROMOTION ET COMMUNICATION

Quels outils utilisez-vous pour faire la promotion de votre événement auprès de la population?

Site Internet de l'organisme	☑	Médias sociaux (Facebook, Twitter, etc.)	☑	Autres (précisez)	Carte proximité - Carrefour Solidaire
Publicité (radio, journaux, etc.)	☐	Dépliant et affiche	☑		

POUR LES OBNL RECONNUS PAR L'ARRONDISSEMENT SEULEMENT :

Votre événement pourrait être éligible à un soutien à la promotion, un service visant à contribuer de manière complémentaire à vos efforts promotionnels déployés.

Cette offre vous intéresse ? Lucille Joyeux

☑ Oui. Indiquez la personne contact de votre organisation si différente du demandeur :

☐ Non

SECTION 6 - SÉCURITÉ

- Le promoteur est responsable de la sécurité sur le site de l'événement.
- Vente et/ou consommation d'alcool : la sécurité doit être assurée par une agence reconnue par la Ville de Montréal. Une copie du contrat doit être fournie.

Type de sécurité	☑ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence ou du bénévole responsable (Si différent du responsable de l'événement)	à determiner
Numéro de certificat de l'agence	
Nombre de bénévole ou agents embauchés *selon les exigences de l'arrondissement	# Agents _____ # Bénévoles _____
Méthode d'identification des responsables de la sécurité	
Moyen(s) de communication utilisé(s)	

SECTION 7 - PREMIERS SOINS

- Selon la nature de l'événement, les services d'une agence reconnue pourraient être exigés.
- *Inclure les certificats d'attestations des personnes attitrés à ce poste.

Gestion du poste de premiers soins	☑ Agence reconnue ☐ Bénévole
Nom de l'agence, si tel est le cas	à déterminer
Nom du bénévole responsable si tel est le cas	
Nombre de secouristes bénévoles	
Méthode d'identification des secouristes	

SECTION 8 - DIFFUSION SONORE*

- Diffusion sonore permise est entre 11 h et 20 h
- Le nombre de décibels permis ne doit pas être plus élevé que 80 dB à 35 m d'un haut-parleur
- Les heures et le niveau acoustique maximal indiqué sur votre permis d'autorisation d'événement, doivent être respectés.

Diffusion sonore	☑ Oui ☐ Non	Heure(s) de 11h à 20h	**Tests de son et répétitions(s)**	Heure(s) de ___ à ___

À PARTIR DE CETTE SECTION, UNIQUEMENT COMPLÉTER LES SECTIONS QUI CONCERNENT VOTRE ÉVÉNEMENT

SECTION 9 - VENTE OU DISTRIBUTION D'ALIMENTS OU DE BOISSON NON ALCOOLISÉES

- La vente ou la distribution d'aliments ou de boissons non alcoolisées, nécessite un permis du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).
- Les camions de rue doivent être membre de l'Association des restaurateurs de rue du Québec
- Les camions de rue doivent être garés sur rue et respecter la réglementation de stationnement en vigueur

Aliments et Boissons non alcoolisées	☑ Distribution gratuite ☑ Vente Type d'aliments :	
Aliments et Boissons non alcoolisées délivrés par	☑ OBNL organisatrice de l'événement ☑ Restaurateurs Nombre :___ ☐ Autres :	
Camion de cuisine de rue** ☑ Oui ☐ Non	Horaire :	Localisation : à valider

SECTION 10 - CONSOMMATION OU VENTE D'ALCOOL (Permis de réunion obligatoire)

- L'autorisation de permis d'alcool n'est pas automatique et des conditions et exigences s'appliquent.
- La vente ou consommation d'alcool, nécessite une lettre d'avis favorable de l'arrondissement.
- Avec cette dernière, vous devrez vous présenter à la Régie des alcools, des courses et des jeux afin de vous procurer le permis adéquat.
- La consommation d'alcool doit être délimitée et représentée sur le plan
- Vous devez engager une compagnie de sécurité le jour de l'événement et fournir la preuve du contrat

Consommation d'alcool	☑ Oui ☐ Non
Vente d'alcool	☑ Oui ☐ Non
Heures de la consommation	De 10h à 22h
Nombre de points de vente d'alcool	à valider
Opération du kiosque	☐ Votre organisme ☑ Un autre organisme
	Si un autre organisme, précisez : Restaurateurs et bars de l'avenue

SECTION 11 - VENTE DE PRODUITS PROMOTIONNELS DE L'ÉVÉNEMENT***

Seule la vente des articles liés à l'événement (produits dérivés avec le nom et/ou le logo de l'événement) peut être autorisée

Vente de produits promotionnels liés à l'événement	☐ Non ☑ Oui Type de produits promotionnels : à valider
Nombre de kiosque(s) de vente	

SECTION 12 - AUTORISATION SPÉCIALE

Banderole ou bannière	☐ Oui ☑ Non	Nombre :	Date : du au
	Lieu :		Contenu de la bannière :

SECTION 13 - FERMETURE DE RUE(S) (ex : fête de voisinage)

- Chaque intersection de rue doit être fermée par des barricades et des voitures pouvant être libérées en tout temps.
- Les conditions suivantes doivent-être respectées selon la réglementation en vigueur :
  - Le promoteur de l'événement doit obtenir l'adhésion de 70% des résidents et commerçants affectés par la fermeture de rue;
  - Assurer la pose des « avis de fermeture de rue » contenant les informations relatives à la fermeture de rues 10 jours avant l'événement et en assumer les frais ;
  - Transmettre un avis écrit (dans la boîte au lettre) aux résidents de la rue qui sera fermée, dans un délai minimal de 7 jours avant l'événement;
  - Assumer les frais de la pose de panneaux d'interdiction de stationner et les installer dans un délai approprié;
  - Assumer les frais de remorquage, s'il y a lieu;
  - Préserver un couloir minimal de six mètres pour les véhicules d'urgence;
  - Assurer, en tout temps, la présence de responsables de la sécurité à chaque intersection afin de permettre le passage des véhicules d'urgence.

Type de Fermeture	☑ complète ☐ partielle
Heures	Heure de début : 20 août 22h — Heure de fin : 25 août à 4h

Détails des fermetures et/ou de l'occupation des rues ou des ruelles (obligatoire)

Date	Rue / ruelle / trottoir	Direction (Nord/Sud-Est/Ouest)	Entre rue	Et rue	Ligne de bus impacté
21 au 24 août 2025	Avenue de Monkland	deux directions	Girouard	Melrose	à valider

SECTION 14 - DÉFILÉ, MARCHE

Type de défilé	☑ Parade	☐ Procession	☐ Marche	
Lieu d'occupation	☑ Rue(s)	☐ Trottoir(s)		
Départ	Point de départ : rue Melrose	Heure de départ : à valider		
Arrivée	Point d'arrivée : rue Girouard	Heure d'arrivée : à valider		
Élément technique (Joindre des photos)	Véhicule	☐	Précisez :	Nombre :
	Char allégorique	☐	Précisez :	Nombre :
	Autre	☐	Précisez :	Nombre :

Détails des fermetures et/ou de l'occupation des rues ou des ruelles (obligatoire)

Date	Rue / ruelle / trottoir	Direction (Nord/Sud-Est/Ouest)	Entre rue	Et rue	Ligne de bus impacté
23 août (24 août en cas de pluie)	Avenue Monkland	deux directions	Girouard	Melrose	à valider

SECTION 15 - DOCUMENTS À JOINDRE À VOTRE FORMULAIRE	
Pour l'ensemble des organismes	☐ Assurance responsabilité civile de 3 000 000$ (À compléter et signer par votre assureur) ☑ Plan d'aménagement au format numérique > **VOIR SECTION 16** ☐ Avis de la sécurité incendie (si applicable)
Pour l'ensemble des organismes, excepté ceux ayant un statut de reconnaissance de l'arrondissement	☐ Charte et lettres patentes ☐ Résolution du CA ☐ Liste des membres du CA
Pour l'ensemble des organismes, selon les spécificités de l'événement (section 9 à 14)	☐ Permis MAPAQ (Si vente d'aliments) ☐ Preuve de permis d'alcool (Si vente ou consommation d'alcool) ☐ Preuve de contrat d'agence de sécurité (Si vente ou consommation d'alcool) ☐ Preuve de déclaration au service incendie et permis en cas d'utilisation d'effets spéciaux

SECTION 16 - PLAN D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉVÉNEMENT

Veuillez fournir un plan d'aménagement en format numérique avec la localisation des installations et équipements qui se trouveront sur le site de votre événement. SVP, bien identifier :

- Le parc et les rues au Nord, Est, Sud et Ouest.
- Le parcours, les points de départ et d'arrivée.
- L'emplacement, la dimension des équipements et la localisation des sources électriques.
- La rue, les intersections où il y aura fermeture et l'emplacement des barricades.
- Les postes de sécurité (si applicable) et de premiers soins.
- La disposition des différents équipements demandé à l'arrondissement (tables de pique-nique, poubelle, barricades, Chaises, BBQ, Scène, Point de vente, Point de 1er soin etc.)
- Les équipements fournis par le promoteur (ex : chapiteau, marquise, etc.). De plus, il doit inclure les emplacements de cuisson, kiosques de vente et la localisation des bannières.

Nous suggérons l'utilisation de la plateforme Google maps pour dresser votre plan.
Une fois le plan validé, aucune modification ne pourra être apportée.

MODALITÉS - À LIRE ATTENTIVEMENT AVANT LA SIGNATURE

1. Toute demande doit être faite par écrit et dûment signée en utilisant ce formulaire. Aucune réservation ne peut se faire par téléphone ou verbalement.
2. Les demandes incomplètes ne seront pas traitées et toute section incomplète retardera le traitement de votre demande.
3. La réception de cette demande ne constitue pas une acceptation de l'événement.
4. Vous devez obtenir une autorisation de notre direction et les avis nécessaires des services AVANT d'amorcer toute initiative promotionnelle (publicité, affichage, etc.).
5. La demande d'utilisation doit être transmise à la Direction un minimum de **30 jours avant la date du prochain conseil d'arrondissement**. Cliquez ici pour consulter le calendrier des séances.
6. Vous recevrez un accusé de réception dans la **semaine** suivant la réception de votre demande. Par la suite, un représentant de notre direction communiquera avec vous dans les meilleurs délais.
7. Les différentes demandes seront soumises pour approbation aux instances municipales concernées (service de police, société de transport etc.)
8. Veuillez envoyer votre demande par courriel à : ev_publics_cdnndg@montreal.ca

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous, soussignés de l'organisme, Les gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce
Nom de l'organisme

Par notre signature, déclarons et certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande sont vrais, complets et conformes aux archives et registres de notre organisme.

Engagement du promoteur

Général

- L'événement doit être ouvert à tous les résidents de l'arrondissement;
- L'événement doit être gratuit;
- Le promoteur s'engage à maintenir accessible le domaine public et respecter les règlements et normes associés à l'occupation du domaine public.

Propreté

Après l'événement, le promoteur doit s'assurer de remettre les lieux dans leur état initial. À défaut de le faire, le dépôt d'entretien sera retenu.

Plan stratégique

Notre plan stratégique recommande de poser des actions concrètes en faveur de l'écoresponsabilité et de l'accessibilité universelle.

Accessibilité universelle

Quelles mesures seront mises en place pour rendre votre événement accessible?
Sur site plat et accessible

1. Votre site est-il accessible aux personnes à mobilité réduite ?
☑ Oui ☐ Non

Si oui, comment prévoyez-vous rendre votre site accessible aux personnes à mobilité réduite ?

_____

Écoresponsabilité

- Éviter de vendre ou distribuer des bouteilles d'eau en plastique à usage unique
- Éviter l'utilisation de vaisselles et d'ustensiles jetables en offrant des items compostables ou biodégradables
- Utiliser des pailles en carton et remplacer les bâtons de café en plastique par des pâtes alimentaires non cuites.

Autres mesures :

Marc Chriqui	Directeur général
Nom du représentant désigné	**Fonction**
	16/04/2025
Signature du représentant désigné	**Date de la signature**

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CDNDG attachant

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement : Promotion Imagine Monkland (piétonnisation)

Nom de l'association ou regroupement : Les Gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce

Adresse : 6052 av. de Monkland — Code postal : H4A 1H2

Téléphone : 514-583-0515 — Courriel : marc@bizndg.com

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) : Marc Chriqui

Titre : Directeur général

Adresse si différente de l'association ou regroupement : 145 Radcliffe, NH1-0 — Code postal : H4X 1C1

Téléphone : 514-583-0515 — Courriel : marc@bizndg.com

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue Ave. de Monkland de : Ave. Grosvard à : Ave. de Melrose

Rue _____ de : _____ à : _____

Rue _____ de : _____ à : _____

Rue _____ de : _____ à : _____

Dates demandées

Du (jour et mois) : 21 / 08 au (jour et mois): 24 / 08

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☐ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
À rue fermée ☒ *Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.*	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
	Date et heure du début de la promotion commerciale	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☐ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Voir demande d'événement sur le domaine public.

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☒ Non ☐
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☒ Non ☐

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : _____ **Date :** 16 avril 2025

Formulaire version 2023.

Arrondissement de
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, suite 600, Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone 514-240-0636 courriel pierre.boudreault@montreal.ca

CDNDG attachant

PROMOTIONS COMMERCIALES - DEMANDE D'AUTORISATION

Identification de l'association ou regroupement

Nom de l'événement :	Promotion Imagine Monkland
Nom de l'association ou regroupement :	Les Gens d'affaires de Notre-Dame-de-Grâce
Adresse :	6052 av. de Monkland
Code postal :	H4A 1H2
Téléphone :	514-583-0515
Courriel :	marc@bizndg.com

Identification du requérant

Nom de la personne présentant la demande(e) :	Marc Chriqui
Titre :	Directeur général
Adresse si différente de l'association ou regroupement :	145 Roddick, MH1-Ouest
Code postal	H4X 1C1
Téléphone :	514-583-0515
Courriel :	marc@bizndg.com

Lieux et limites transversales de la promotion commerciale

Rue	Ave. de Monkland	de : Ave. de Melrose	à : Grand Boulevard
Rue		de :	à :
Rue		de :	à :
Rue		de :	à :

Dates demandées

Du (jour et mois) : 21 / 08 au (jour et mois): 24 / 08

Type d'occupation demandée (Cochez la case de votre choix)

À rue ouverte ☒ *(Cour-avant des commerces)*	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour 21 / Mois 08	Heure 9h
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour 24 / Mois 08	Heure 18h
À rue fermée ☐	**Date et heure de fermeture de la rue à la circulation** (Début de l'occupation - montage)	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
Pour une promotion commerciale à rue fermée, le formulaire « Demande d'événement sur le domaine public» doit être aussi complété.	**Date et heure du début de la promotion commerciale**	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
	Date et heure de la fin de la promotion commerciale	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
	Date et heure d'ouverture de la rue à la circulation : (Fin de l'occupation - démontage)	Jour ____ / Mois ____	Heure ____
	À la fin de chaque journée d'activités, prévoyez-vous procéder à l'ouverture de la rue afin de permettre la circulation des véhicules?	Oui ☐ Non ☐ Si oui, fournir les détails quotidiens en annexe	

Prévoyez-vous réaliser des activités d'animation? (Si oui, veuillez fournir les détails de la programmation en annexe)	Oui ☐ Non ☒
Y aura-t-il des collectes de fonds (ou marchandises) à des fins charitables?	Oui ☐ Non ☒

Note : L'association ou le regroupement de commerçants s'engage à veiller au respect de la réglementation de la Ville de Montréal, notamment la réglementation concernant les promotions commerciales, et dégage la Ville de Montréal de toute responsabilité pour dommages ou pertes économiques résultant de l'annulation d'une promotion commerciale.

Signature du requérant : _____ **Date :** 17 avril 2025

Formulaire version 2023.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1259223011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Désigner comme rue piétonne et place publique les rues suivantes : place Guillaume-Couture située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe, avenue Royal située entre la rue Sherbrooke et la côte Sainte-Antoine, avenue Madison située entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grace, de façon temporaire et ce à compter du 20 mai jusqu'au 31 octobre 2025. Autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de mobilier de détente et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances liées.

IL EST RECOMMANDÉ DE :
Désigner temporairement comme rue piétonne et place publique, et autoriser la fermeture des rues suivantes du 20 mai au 31 octobre 2025 :

- Place Guillaume-Couture, située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe;
- Avenue Royal, située entre la rue Sherbrooke et la côte Sainte-Antoine;
- Avenue Madison, située entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grâce.

Autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de mobilier de détente et d'équipements d'embellissement, et édicter les ordonnances liées.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:27

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259223011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Désigner comme rue piétonne et place publique les rues suivantes : place Guillaume-Couture située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe, avenue Royal située entre la rue Sherbrooke et la côte Sainte-Antoine, avenue Madison située entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grace, de façon temporaire et ce à compter du 20 mai jusqu'au 31 octobre 2025. Autoriser l'occupation du domaine public pour permettre l'installation de mobilier de détente et d'équipements d'embellissement et édicter les ordonnances liées.

CONTENU

CONTEXTE

La Division des études techniques a été mandatée en 2024 par la Direction d'arrondissement pour aménager des placettes publiques sur le territoire de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Ce projet s'appuie sur les recommandations émises par le Centre d'écologie urbaine de Montréal dans le cadre d'une étude d'opportunité d'aménagement de places éphémères réalisée et déposée à l'Arrondissement à l'automne 2022. Parmi ces recommandations se trouvent: la localisation des sites sur le territoire, le type d'aménagement à réaliser et des exemples de mobilier à acheter. Le projet s'appuie également sur la rétroaction des citoyens recueillie via les sondages et le 311 à l'été 2023 relatif au projet des placettes publiques.

Les commissaires au développement économique ont été mandatés pour prendre en charge ce dossier dans sa programmation d'activités à réaliser pour la période estivale 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 170140 : Adopter les surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2021, d'une somme de 9 816 200 $, de retourner au surplus libre un montant de 1 944 079 $ et affecter 11 025 000 $ à la réalisation de divers projets (GDD 1226954003).

CA23 170122 : AUTORISATION DE DÉPENSES - AMÉNAGEMENT DE SIX PLACES PUBLIQUES. D'affecter un surplus de 300 000 $ pour l'achat des fournitures et l'octroi

de contrats liés à l'aménagement de six places publiques sur le territoire de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce; D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ. 30.03.

CA24 170106 : D'autoriser la fermeture des rues suivantes; place Guillaume-Couture située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe, avenue Royal située entre la rue Sherbrooke et le Chemin de la Côte-Saint-Antoine, avenue Madison située entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grâce, à compter du 1er juin jusqu'au 31 octobre 2024 et d'édicter l'ordonnance OCA24 17017. (1248499001).

DESCRIPTION

Au total six sites seront aménagés en places publiques. Trois occupent la voie de circulation et nécessitent des fermetures de rues et deux autres sont aménagées en bordure de trottoir.
Les deux sites en bordure de trottoir sont situés aux intersections suivantes :

- avenue Victoria et avenue Van Horne;
- chemin Circle et chemin Queen-Mary.

Les sites nécessitants des fermetures de rues sont les suivantes :

- place Guillaume-Couture située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe;
- avenue Royal, entre la rue Sherbrooke et la côte Sainte-Antoine;
- avenue Madison, entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grâce.

La durée du projet sera de cinq mois, soit à compter du 20 mai au 31 octobre 2025. Les aménagements seront ensuite retirés et entreposés pour la période hivernale.

L'aménagement de la placette Guillaume-Couture a été repensé avec une attention particulière aux commentaires émis par les citoyens, reflétant ainsi un engagement envers leur bien-être et leur qualité de vie. Parmi les principales préoccupations soulevées figuraient la nécessité d'une meilleure gestion des déchets, l'amélioration de la propreté, le renforcement de la sécurité, ainsi que la préservation de la quiétude des résidences avoisinantes en éloignant les jeux et activités. Pour répondre à ces besoins, des poubelles seront installées stratégiquement dans la placette, facilitant ainsi la gestion des déchets et contribuant à maintenir un environnement propre. Des mesures de nettoyage régulières ont également été mises en place pour assurer la propreté continue de l'espace. Concernant la sécurité, une surveillance accrue du SPVM est prévue. Cela vise à garantir que la placette reste un lieu sûr et accueillant pour tous les résidents, quelle que soit l'heure de la journée.

Par ailleurs, afin de préserver la tranquillité des habitations environnantes, les zones de jeux et d'activités ont été déplacées. La forêt des lucioles, située à proximité, offre un espace naturel et un écran végétal propice à la détente et à la quiétude, contribuant ainsi à éloigner les éventuelles nuisances sonores et à préserver la tranquillité des résidents.

En résumé, l'aménagement de la placette Guillaume-Couture reflète une approche holistique qui prend en compte les besoins et les préoccupations des citoyens. Grâce à ces ajustements, cet espace public devient un lieu harmonieux et convivial, favorisant le bien-être et la cohésion sociale au sein de la communauté.

JUSTIFICATION

L'objectif visé par l'aménagement des places publiques découle d'une volonté de faire de

CDN-NDG un territoire attractif et économiquement dynamique en exploitant le potentiel des différents quartiers et contribuer au rehaussement du confort, de la convivialité et de l'attractivité des milieux de vie de l'Arrondissement. Il vise également à tester des aménagements temporaires et flexibles et ainsi à guider la réflexion des professionnels de l'Arrondissement sur de futurs projets.
Le projet d'aménagement de places publiques répond à différentes orientations qui ont été identifiées dans le plan stratégique de l'Arrondissement, qui lui-même découle de Montréal 2030. Il répond à 4 axes dont 6 actions :

Axe 1 : Milieux de vie plus équitables et plus inclusifs
- 1 La population est en mesure de se nourrir de manière abordable, saine et locale.
- 3 La population des voisinages de l'arrondissement découvre et participe à des activités qui répondent à ses attentes en matière de sports, de loisirs et de culture.
- 4 La population de tout l'arrondissement évolue dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive.

Axe 2 : Milieu de vie sain et durable
- 1 La population habite des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur.

Axe 3 : Vitalité économique
- 2 La population et les commerçants sont plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement.

Axe 5 : Mobilisation des employés
- 2 La mobilisation du personnel est en hausse. Travail collaboratif entre les directions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour la réalisation de ce projet, l'Arrondissement doit se procurer des fournitures et services divers dont :

- du mobilier urbain;
- des végétaux en pot incluant les services de plantation et d'entretien;
- un marquage signature au sol;
- un partenaire spécialisé en agriculture urbaine.

Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs et du greffe.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier répond aux orientations de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Augmenter l'indice de canopée et le verdissement dans l'Arrondissement. Favoriser la biodiversité et la création d'habitats pour les pollinisateurs. Offrir aux citoyens des espaces de rencontres extérieurs sains et conviviaux tout en sécurisant le domaine public en offrant plus d'espaces dédiés aux piétons.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Différents outils de communication seront utilisés pour diffuser l'information aux citoyens, tel que;

- Avis à la population riveraine (par la poste);
- Article sur montreal.ca;
- Infolettre, La Citoyenne;
- Médias sociaux;
- Affichage in situ;
- Promotion et invitation aux ateliers de co-création.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Des communications aux citoyens seront acheminées dès le 2 mai 2025 dans l'infolettre de l'arrondissement. Le déploiement se fera la dernière semaine de mai.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur, le directeur de direction ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

Ordonnance déterminant la fermeture temporaire à la circulation véhiculaire les tronçons de rue suivants; place Guillaume-Couture située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe;
avenue Royal située entre la rue Sherbrooke et la côte Sainte-Antoine; avenue Madison située entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grace.
Ce à compter du 20 mai jusqu'au 31 octobre 2025 (Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) article 3, paragraphes 1º, 3° et 8°).

À la séance ordinaire du 5 mai 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce décrète :

Le fermeture temporaire à la circulation véhiculaire des tronçons de rues suivants; place Guillaume-Couture située entre l'avenue Girouard et l'avenue Earnscliffe, avenue Royal située entre la rue Sherbrooke et la côte Sainte-Antoine, avenue Madison située entre la rue Sherbrooke et l'avenue Notre-Dame-de-Grace et ce à compter du 20 mai jusqu'au 31 octobre 2025.

Que la présente ordonnance est édictée jusqu'au 31 octobre 2025 ou jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance la remplace;

Que la présente ordonnance remplace toute ordonnance antérieure ayant pour effet de déterminer les manoeuvres obligatoires ou interdites sur ce tronçon de rue du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1253751014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

D'adopter, tel que soumis, le projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:34

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751014**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet de règlement vise à modifier le Règlement d'urbanisme, le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux récentes modifications du Schéma d'aménagement et de développement (SAD) de l'agglomération de Montréal, entrées en vigueur le 16 janvier 2025.
Les modifications apportées par le règlement RCG 14-029-7 visent à assurer la compatibilité du SAD avec le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal. Les modifications des règlements précités de l'Arrondissement s'alignent avec les nouvelles dispositions SAD en identifiant les milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection, et en intégrant les dispositions pour la protection de ces milieux.

Le règlement RCG 14-029-6, quant à lui, modifie le SAD de façon à intégrer le Réseau express métropolitain (REM) et les aires Transit-Oriented Development (TOD) identifiées dans le Plan métropolitain d'aménagement de Montréal (PMAD). Les règlements précités de l'Arrondissement sont ajustés en conséquence, en rehaussant le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM.

Le conseil d'arrondissement doit adopter un tel règlement en vertu et selon la procédure prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

RCA24 17405 : Règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) afin de simplifier l'application de la réglementation discrétionnaire et rehausser les exigences réglementaires en matière de transition écologique, adopté le 3 février 2025 par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—

Notre-Dame-de-Grâce.
RCA24 17404 : Règlement de lotissement remplaçant le Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (R.R.V.M., c.O-1), adopté le 3 février 2025 par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

RCG 14-029-6 : Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14029), adopté le 21 novembre 2024 par le conseil d'agglomération. Modification visant à intégrer les changements apportés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire.

RCG 14-029-7 : Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14029), adopté le 21 novembre 2024 par le conseil d'agglomération. Modification visant à identifier et à protéger les milieux humides d'intérêt afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Les milieux humides d'intérêt visés dans l'Arrondissement se situent au Nord-Ouest de l'Arrondissement, plus précisément aux abords de la voie ferrée et en limite de la Ville de Côte-Saint-Luc. La plupart de ces milieux humides font partie d'une mosaïque de milieux naturels. Ces terrains font déjà l'objet de dispositions réglementaires visant à favoriser la conservation de ce milieu naturel et le rehaussement de la biodiversité. Ces terrains étant voués à être préservés, l'ajout de dispositions relatives aux milieux humides a donc un impact limité sur leur constructibilité.
Les détails des modifications proposées sont présentés exhaustivement dans le document intitulé « modifications commentées » et joint au présent dossier décisionnel.

Voici un résumé des modifications apportées aux règlements :

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

- Intégrer les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation ».
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer les dispositions relatives à l'interdiction d'empiéter dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exceptions.
- Intégrer les conditions d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Interdire l'introduction d'espèces de plantes envahissantes à moins de 100 mètres d'un milieu humide d'intérêt.
- Intégrer une disposition relative à l'installation de clôtures dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt, sur le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit.
- Rehausser la densité résidentielle minimale prescrite dans les zones 0322, 0807 et 0949.
- Remplacer l'annexe D intitulée "Densité résidentielle" en conformité avec la modification du SAD.

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379)

Prescrire de nouvelles dispositions applicables à l'empiètement d'un projet situé sur un terrain non construit dans l'aire de protection d'un milieu humide :

- Préciser les interventions assujetties aux nouvelles dispositions.
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Intégrer les objectifs et les critères garantissant la conservation, la mise en valeur et le rehaussement de la biodiversité d'un milieu humide et de son aire de protection.

Règlement de lotissement (RCA24 17404)

- Prescrire de nouvelles dispositions applicables au morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) recommande l'approbation de ce règlement pour les raisons suivantes :

- Assurer la concordance réglementaire aux modifications du SAD, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;
- Promouvoir le développement durable, résilient et écologique du territoire de l'Arrondissement ;
- Contribuer à freiner la perte des milieux humides et préserver leurs services écosystémiques.

Le 16 avril 2025, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé l'adoption du projet de règlement - voir extrait du procès-verbal en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment à la priorité 2 - Accélérer la transition écologique :

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du règlement modifiant le SAD. Au titre de l'article 137.3 de cette même loi, le défaut de concordance au SAD passé ce délai entraînerait la suspension des

avis de conformité à l'égard de toute modification de la réglementation d'urbanisme, et ce, tant que le défaut de concordance n'est pas résolu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis publics et tenue d'une assemblée publique de consultation conformément à la loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil d'arrondissement
Assemblée publique de consultation
Adoption finale du règlement par le conseil d'arrondissement
Entrée en vigueur du règlement à la délivrance du certificat de conformité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clementine MOSDALE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-1117
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-03

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-04-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Tableau des modifications commentées

20250416_Modifications_commentees_1253751014.pdf

Procès verbal du CCU

2025-04-16_4.01_Extrait PV_HC_Concordance au SAD – Modification règlementaire.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clementine MOSDALE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-1117
Télécop. : -

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Légende : Texte original
~~Texte supprimé~~
Texte ajouté

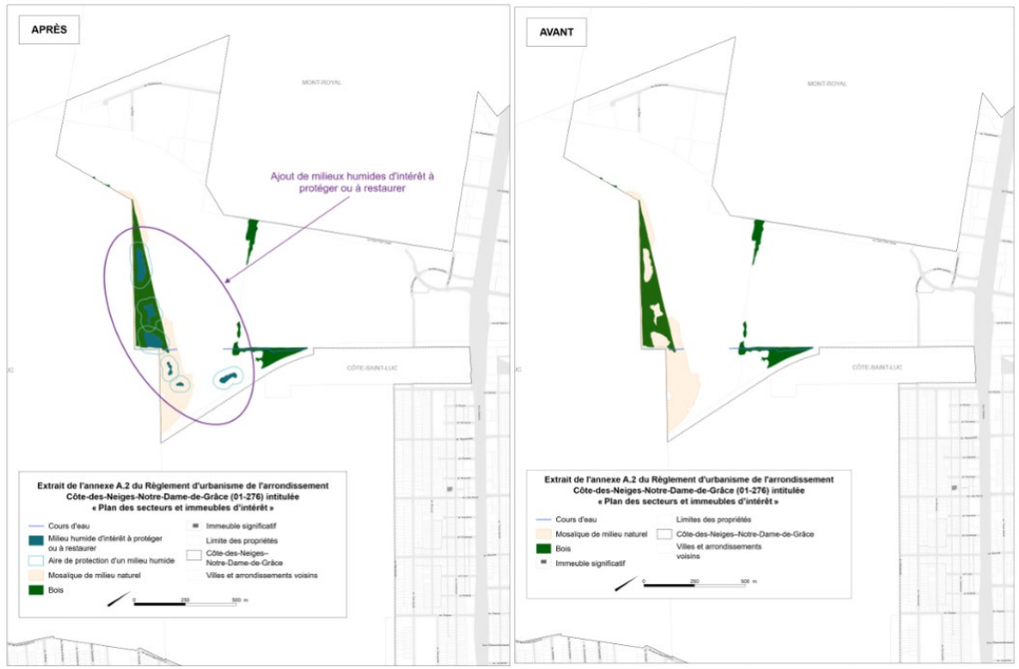
Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT D'URBANISME DE CDN-NDG (01-276)			
TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES CHAPITRE II INTERPRÉTATION			
1	**Définitions**	**5.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : « **aire de protection d'un milieu humide** » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt ». « **étude de caractérisation** » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».	Le RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD) ajoute les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation » (article 16 du RCG). Il est proposé d'ajouter les définitions de ces termes en concordance avec la modification du SAD.
TITRE II CADRE BÂTI CHAPITRE X PROTECTION DES MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS, DES RIVES ET DU LITTORAL			
2	**Section**	SECTION V DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET LEUR AIRE DE PROTECTION	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt pour s'arrimer sur le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal. Il est proposé de créer une section relative aux milieux humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.
	Interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection	**122.5.13** Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'annexe A.2, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf : 1° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante; 2° aux fins de l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives à l'interdiction d'empiéter dans un milieu humide et son aire de protection. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée; 3° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma; 4° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023; 5° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection d'un milieu humide; 6° un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l'observation de la nature et à l'interprétation du milieu, aux conditions suivantes : a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol; b) dans l'aire de protection d'un milieu humide, les sentiers sont d'une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable; c) dans l'aire de protection d'un milieu humide, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux; 7° une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d'une autre propriété aux conditions suivantes : a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu'elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d'une voie de circulation ou d'un espace public; b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux; c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d'ancrage au sol; 8° la reconstruction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu'il n'y ait pas d'empiètement additionnel dans le milieu humide et dans son aire de protection. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l'agrandissement du bâtiment; 9° la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux; b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide; 10° la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.	
	Obligations sur un terrain construit dans une aire de protection d'un milieu humide	**122.5.14** Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'annexe A.2 et ~~s~~ur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection d'un milieu humide. COMPLÉMENT D'INFORMATION : La démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain pourra s'effectuer par le dépôt des documents suivants : 1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande; 2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux; 3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux terrains construits dans une aire de protection d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.
	Obligations sur un terrain non construit dans une aire de protection d'un milieu humide	**122.5.15** Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection d'un milieu humide si les conditions suivantes sont respectées : 1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023; 2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %; 3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux; 4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux conditions d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente. COMPLÉMENT D'INFORMATION : L'exercice d'un usage, la construction d'un bâtiment visé à cet article sont assujettis au règlement sur les PIIA et doivent être présentés au comité consultatif en urbanisme.	
	Étude de caractérisation	**122.5.16** Une étude de caractérisation doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la construction (ou la transformation) d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection. Malgré ce qui précède, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation. COMPLÉMENT D'INFORMATION Les travaux concernés sont ceux visés aux articles 122.5.13 et 122.5.15.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives à l'étude de caractérisation d'un milieu humide. Il est proposé d'intégrer ces dispositions en concordance avec la modification du SAD.
	Informations minimales requises **Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection**	**122.5.17** L'étude de caractérisation doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe I intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ». La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit une nouvelle disposition relative à la délimitation d'un milieu humide d'intérêt et de son aire de protection. Il est proposé d'intégrer cette disposition en concordance avec la modification du SAD.
	Clôtures	**122.5.18** Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit une nouvelle disposition relative à l'installation de clôtures dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt. Il est proposé d'intégrer cette disposition en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
TITRE IV OCCUPATION ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS CHAPITRE V PLANTATION, ENTRETIEN ET ABATTAGE D'UN ARBRE			
3	**Interdiction d'espèces de plantes envahissantes**	**383.1** À moins de 100 mètres d'un milieu naturel protégé ou en voie de l'être, ou d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, tel qu'indiqué sur le plan de l'annexe A.2, la plantation des espèces végétales suivantes est interdite : (…) 21° Nerprun cathartique (~~Thamnus~~ Rhamnus cathartica); (…) 28° Robinier faux-acacia (~~Robina~~ Robinia pseudoacacia); (…)	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD étend la portée de la disposition du DC visant à interdire les espèces de plantes envahissantes aux milieux humides d'intérêt. Il est proposé d'ajuster l'article 383.1 pour inclure les milieux humides d'intérêt, en concordance avec la modification du SAD. Par ailleurs, il est proposé de corriger deux erreurs orthographiques dans la liste des espèces de plantes interdites.
ANNEXES			

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td>4</td><td>Annexe A.2 - Plan des secteurs et immeubles d'intérêt</td><td> 
</td><td>Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD ajoute une carte identifiant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection.
Il est proposé de modifier l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » en ajoutant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
<tr><td>5</td><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0322</td><td><table>
<tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr>
<tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr>
</table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0322, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td rowspan="2"></td><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0807</td><td><table><tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr><tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr></table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0807, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
<tr><td>Annexe A.3 - Grilles des usages et des spécifications : zone 0949</td><td><table><tr><th>DENSITÉ</th><th>Min</th><th>Max</th></tr><tr><td>Densité / ISP</td><td><s>1,2</s> 1,7</td><td>4</td></tr></table></td><td>Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM (densité passant de 80 logements/ha à 110 logements/ha).
Il est proposé de rehausser la densité résidentielle minimale exigée dans la grille 0949, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
</table>

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
6	**Annexe D - Plan « Densité résidentielle »**		Le RCG 14-029-6 modifiant le SAD rehausse le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM. Il est proposé de remplacer la carte Densité résidentielle de l'annexe D : - en rehaussant le seuil minimum moyen de densité résidentielle en concordance avec la modification du SAD. - en supprimant l'identification des voies ferrées, celle-ci n'ayant pas d'application réglementaire.
7	**Annexe I -Étude de caractérisation d'un milieu humide**	Annexe I : Étude de caractérisation d'un milieu humide Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément à l'article 122.5.16. Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.	L'annexe XVIII du SAD vient prescrire les exigences que l'étude de caractérisation d'un milieu humide doit respecter (RCG 14-029-7). Il est proposé d'ajouter ces exigences dans une nouvelle annexe en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir. **1 - EXIGENCES** RÉALISATION L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain. RÉFÉRENCE NORMATIVE L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne). La validité de ces inventaires est de cinq ans. Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide. Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection. Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		humide supplémentaire présent sur le terrain visé. **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** CONTENU OBLIGATOIRE Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants : 1° Les données cartographiques relatives à la délimitation des : a) milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276); b) cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences. 2° Les dates des inventaires terrains; 3° La localisation cartographiée des stations d'inventaires; 4° Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP; 5° Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé; 6° Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		7° Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation; 8° Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection); 9° La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes : a) Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation; b) Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide; 10° Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement : a) Les limites de propriété; b) Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives : ○ Au milieu humide; ○ À l'aire de protection; ○ À la limite du littoral, si applicable; ○ À la rive, si applicable; ○ Aux limites des plaines inondables, si applicable; c) La localisation existante des usages, constructions et lots; 11° Un plan présentant minimalement : a) La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; b) Les limites de la zone de travaux. CONTENU SUPPLÉMENTAIRE Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		1° Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : a) Leur superficie; b) L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); c) Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; d) La description du type de drainage et de la pente; e) La nature du sol (hydromorphe ou non); f) L'épaisseur de tourbe, si applicable; g) Les indicateurs hydrologiques; h) La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; 2° Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : a) La hauteur moyenne des peuplements; b) L'âge des peuplements arborescents; c) Une description du stade successionnel (climacique); d) La structure (inéquienne ou équienne); e) Le pourcentage de recouvrement de la canopée; 3° Pour les milieux humides : a) Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; 4° Pour les milieux hydriques : a) Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; b) La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; 5° Pour les cas de perte de milieu naturel : a) L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); b) La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : a) Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; b) Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; c) À la localisation des stations d'inventaires. Bibliographie Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.	
MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379)			
CHAPITRE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES SECTION II DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS REQUIS POUR UNE DEMANDE D'APPROBATION			
8	**Document requis**	**6.1** En plus des documents exigés à l'article 6, les documents additionnels indiqués au tableau ci-dessous doivent accompagner une demande prévue à certaines sections spécifiques du présent règlement.	Il est proposé d'ajouter l'étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents additionnels requis, en concordance avec la modification du SAD (RCG 14-029-7).

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td>
<table>
<tr><th>SECTION VISÉE</th><th>TYPE DE TRAVAUX</th><th>DOCUMENTS ADDITIONNELS REQUIS</th></tr>
<tr><td>SECTION II – DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ÉCOTERRITOIRE LES SOMMETS ET LES FLANCS DU MONT ROYAL</td><td>Toute opération cadastrale, sauf une annulation, une correction ou un remplacement d'un numéro de lot.</td><td>Un plan de lotissement illustrant l'ensemble de la propriété.</td></tr>
<tr><td>SECTION III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MOSAÏQUES DE MILIEUX NATURELS ET AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET LEUR AIRE DE PROTECTION</td><td>L'ensemble des interventions dans l'aire de protection d'un milieu humide prescrites à l'article 44.</td><td>Une étude de caractérisation d'un milieu humide.</td></tr>
</table>
</td><td></td></tr>
<tr><td>9</td><td>Informations minimales requises

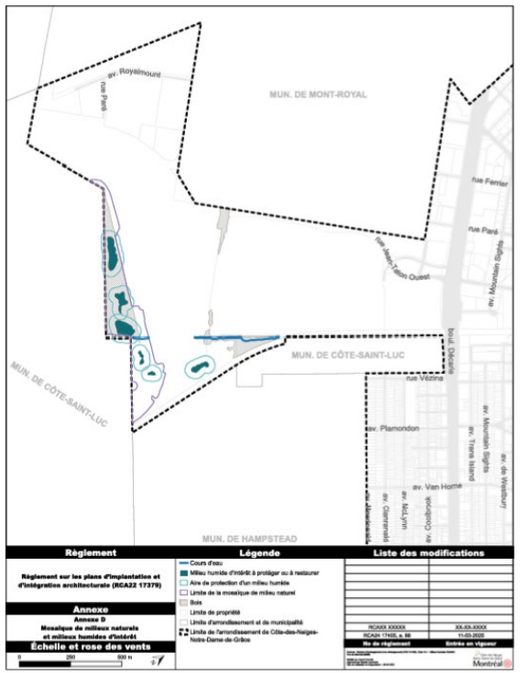
Détermination d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et de l'aire de protection</td><td>6.4 Une étude de caractérisation d'un milieu humide exigée à l'article 6.1 doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe H intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».
La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt ».</td><td>Il est proposé d'ajouter les informations minimales requises dans l'étude de caractérisation d'un milieu humide et de préciser que la délimitation d'un milieu d'intérêt et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut, en concordance avec la modification du SAD (RCG 14-029-7).</td></tr>
<tr><td colspan="4">CHAPITRE IV DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OBJETS ASSUJETTIS DANS DES TERRITOIRES SPÉCIFIQUES</td></tr>
<tr><td>10</td><td>Section</td><td>SECTION III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MOSAÏQUES DE MILIEUX NATURELS, ET AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER ET À RESTAURER ET LEUR AIRE DE PROTECTION</td><td>Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt pour s'arrimer sur le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal.
Il est proposé de modifier la section III relative aux mosaïques de milieux naturels et d'y intégrer les dispositions applicables aux milieux</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th>Art</th><th>Objets</th><th>Modifications proposées</th><th>Commentaires</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>humides d'intérêt et leur aire de protection, en concordance avec la modification du SAD.</td></tr>
<tr><td>11</td><td>Territoire d'application</td><td>43. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain ou partie de terrain situé dans une mosaïque de milieux naturels ou à un terrain adjacent à celle-ci, ainsi qu`à tout terrain non construit situé dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, telle qu'identifiée sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt », ~~ou à un terrain adjacent à celle-ci~~.</td><td>Il est proposé de modifier l'article précisant le territoire d'application du PIIA en intégrant les terrains non construits situés dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt.</td></tr>
<tr><td>12</td><td>Interventions</td><td>44. Les interventions assujetties aux objectifs et critères du présent chapitre sont les suivantes :
1° la construction d'un bâtiment principal ;
2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal ;
3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;
4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;
5° une opération de remblai et de déblai.
6° une nouvelle occupation.</td><td>Il est proposé de modifier l'article précisant les interventions assujetties au PIAA en intégrant les nouvelles occupations.</td></tr>
<tr><td>13</td><td>Intentions</td><td>45. Pour ce secteur d'application, la mise en œuvre du mécanisme des plans d'implantation et d'intégration architecturale vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants :
1. favoriser la conservation, la mise en valeur et l'intégration d'un bois, d'un milieu humide ou ~~d'un~~ de tout autre milieu naturel;
2. rehausser la biodiversité du secteur.</td><td></td></tr>
<tr><td>14</td><td>Objectifs et critères</td><td>47. Toute intervention visée à l'article 44 doit répondre aux objectifs et critères suivants :
<table>
<tr><th>OBJECTIFS</th><th>CRITÈRES D'ÉVALUATION</th></tr>
<tr><td rowspan="2">1° ~~Favoriser la conservation, la mise en valeur et l'intégration d'un bois ou d'un milieu humide en tenant compte de leur valeur écologique~~ Maximiser la conservation des bois, des milieux</td><td>a) Le tracé des rues et le lotissement sont conçus de façon à limiter la perte de boisés et de milieux humides ~~présentant une valeur écologique~~.</td></tr>
<tr><td>b) ~~L'implantation du bâtiment ou l'aménagement d'un terrain tend à limiter la perte de boisés et de milieux humides présentant une valeur écologique.~~ L'aménagement du terrain et l'implantation</td></tr>
</table></td><td>Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit les objectifs et les critères d'une évaluation discrétionnaire pour les projets empiétant dans l'aire de protection d'un milieu humide.
Il est proposé d'arrimer les dispositions applicables aux milieux humides aux dispositions applicables aux mosaïques de milieux naturels. Les interventions visées, les objectifs et critères sont en effet similaires.

Les objectifs de l'article 4.4.4.2 sur les Mosaïques de milieux naturels du document complémentaire du SAD sont ainsi conservés :</td></tr>
</table>

Art	Objets	Modifications proposées		Commentaires
		humides et de leur aire de protection en tenant compte de leur valeur écologique	des constructions limitent la perte de milieux naturels tels que les milieux humides et les boisés et les cours d'eau, et minimisent les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.	Les objectifs et critères de l'article 4.4.4.3 sur les milieux humides du SAD correspondent également :
			c) ~~L'implantation du bâtiment assure la conservation d'une bande de protection le long d'un cours d'eau et autour des milieux humides.~~ Le projet favorise la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides et le long d'un cours d'eau.	
			d) L'implantation des constructions et des ouvrages est éloignée des milieux humides et de leur aire de protection.	
		2° Valoriser les éléments d'intérêts naturels en tenant compte de leur valeur écologique et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet	a) Le tracé des rues, le lotissement et l'implantation du bâtiment sont conçus de façon à assurer la création et la protection de percées visuelles vers les milieux naturels d'intérêt de la mosaïque.	
			b) L'aménagement de liens écologiques entre les milieux naturels ~~présentant une valeur écologique~~ est favorisé.	
			c) L'implantation du bâtiment ~~ou~~ et l'aménagement du terrain mettent en valeur les boisés et milieux humides existants et s'y intègre harmonieusement en tenant compte de leur valeur écologique.	
			d) La création d'aménagement visant la mise en valeur ~~des milieux naturels présentant une valeur écologique~~ des milieux humides et des autres milieux naturels présents est favorisée.	
		3° Favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité	a) Le projet maximise la conservation des arbres ~~présentant un intérêt sur le plan écologique ou esthétique~~ présents.	
			b) Le projet maximise la conservation des espèces végétales et	

Art	Objets	Modifications proposées		Commentaires
			animales présentant une valeur écologique.	
			c) Le projet favorise la préservation des lieux de nidification ou de reproduction présentant une valeur écologique.	
			d) Le projet favorise la renaturalisation et la plantation d'espèces indigènes diversifiées, ainsi que l'éradication d'espèces exotiques envahissantes.	
		4° Préserver ou améliorer l'alimentation en eau ~~des milieux naturels~~ des milieux humides et des autres milieux naturels	a) ~~Les travaux de remblai et de déblai tendent à conserver une topographie favorable au maintien de l'équilibre hydrique du milieu~~. Le projet préserve une topographie naturelle et maintient l'équilibre hydrique des milieux humides et des autres milieux naturels en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus.	
			b) Le projet favorise le maintien du régime hydrique des cours d'eau et des milieux humides par la préservation des bassins de drainage naturels et par des aménagements et ouvrages appropriés de gestion des eaux pluviales.	
			c) Le projet tend à réduire les surfaces imperméables.	
			d) Le projet et les aménagements sont implantés et configurés de manière à permettre l'écoulement des eaux vers les milieux humides et les autres milieux naturels afin de maintenir l'équilibre écologique.	
ANNEXES				

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
15	**Annexe D - Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt**		Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD ajoute une carte identifiant les milieux humides d'intérêt et leur aire de protection. Il est proposé de remplacer l'annexe D « Mosaïque de milieux naturels » par l'annexe « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt » et de faire les modifications suivantes : - Redélimiter les milieux humides suivant la carte du SAD et en les renommant « milieux humides d'intérêt à protéger et à restaurer ». Les portions de milieux humides exclues de la nouvelle délimitation correspondent à des bois dans la mosaïque de milieux naturels. Ces bois sont donc également concernés par les dispositions du règlement sur les PIIA. - Ajouter les aires de protection des milieux humides.
16	**Annexe H - Étude de caractérisation d'un milieu humide**	Annexe H : Étude de caractérisation d'un milieu humide Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément à l'article 6.4 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379).	L'annexe XVIII du SAD vient prescrire les exigences que l'étude de caractérisation d'un milieu humide doit respecter (RCG 14-029-7). Il est proposé d'ajouter ces exigences dans une nouvelle annexe en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection. Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir. **1 - EXIGENCES** RÉALISATION L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain. RÉFÉRENCE NORMATIVE L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne). La validité de ces inventaires est de cinq ans. Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide. Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection. Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé. **2 - ÉLÉMENTS DE BASE** CONTENU OBLIGATOIRE Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants : 1° Les données cartographiques relatives à la délimitation des : a) milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe D « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt » du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379); b) cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences. 2° Les dates des inventaires terrains; 3° La localisation cartographiée des stations d'inventaires; 4° Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP; 5° Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé; 6° Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides; 7° Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation; 8° Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection); 9° La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes : a) Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation; b) Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide; 10° Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement : a) Les limites de propriété; b) Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives : ○ Au milieu humide; ○ À l'aire de protection; ○ À la limite du littoral, si applicable; ○ À la rive, si applicable; ○ Aux limites des plaines inondables, si applicable; c) La localisation existante des usages, constructions et lots; 11° Un plan présentant minimalement : a) La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots; b) Les limites de la zone de travaux.	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		CONTENU SUPPLÉMENTAIRE Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants : 1° Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) : a) Leur superficie; b) L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente); c) Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique; d) La description du type de drainage et de la pente; e) La nature du sol (hydromorphe ou non); f) L'épaisseur de tourbe, si applicable; g) Les indicateurs hydrologiques; h) La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable; 2° Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) : a) La hauteur moyenne des peuplements; b) L'âge des peuplements arborescents; c) Une description du stade successionnel (climacique); d) La structure (inéquienne ou équienne); e) Le pourcentage de recouvrement de la canopée; 3° Pour les milieux humides : a) Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides; 4° Pour les milieux hydriques : a) Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de	

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
		développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau; b) La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1); À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées; 5° Pour les cas de perte de milieu naturel : a) L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent); b) La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants. **3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR** Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives : a) Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé; b) Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation; c) À la localisation des stations d'inventaires. Bibliographie Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.	
MODIFICATION PROPOSÉE AU RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (RCA24 17404)			

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
CHAPITRE III DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS CADASTRALES			
17	**Définitions**	**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient : « **aire de protection d'un milieu humide** » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276). « **étude de caractérisation** » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).	Le RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'Aménagement et de Développement (SAD) ajoute les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation » (article 16 du RCG). Il est proposé d'ajouter les définitions de ces termes en concordance avec la modification du SAD.
18	**Dispositions particulières dans un milieu humide et son aire de protection**	**SECTION III.1** DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À UN LOT SITUÉ EN TOUT OU EN PARTIE DANS UN MILIEU HUMIDE D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET DANS SON AIRE DE PROTECTION **14.1** Le morcellement d'un lot situé dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection identifiés sur le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), est autorisé uniquement dans les cas suivants : 1° lorsqu'il est nécessaire pour une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé; 2° à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc; 3° lorsqu'il n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection; 4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante; 5° pour l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée; 6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma; 7*aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023; 8*aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.	Le RCG 14-029-7 modifiant le SAD introduit de nouvelles dispositions relatives au morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et dans son aire de protection. Il est proposé d'ajouter une section intégrant ces dispositions, en concordance avec la modification du SAD.

Art	Objets	Modifications proposées	Commentaires
18		**14.2** La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance huis clos, mercredi le 16 avril 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.1 Concordance au SAD – Modification règlementaire

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

Présentation : Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Le présent projet de règlement vise à modifier le Règlement d'urbanisme, le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux récentes modifications du Schéma d'aménagement et de développement (SAD) de l'agglomération de Montréal, entrées en vigueur le 16 janvier 2025.

Les modifications apportées par le règlement RCG 14-029-7 visent à assurer la compatibilité du SAD avec le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération de Montréal.

Les modifications des règlements précités de l'Arrondissement s'alignent avec les nouvelles dispositions SAD en identifiant les milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection, et en intégrant les dispositions pour la protection de ces milieux.

Le règlement RCG 14-029-6, quant à lui, modifie le SAD de façon à intégrer le Réseau express métropolitain (REM) et les aires Transit-Oriented Development (TOD) identifiées dans le Plan métropolitain d'aménagement de Montréal (PMAD). Les règlements précités de l'Arrondissement sont ajustés en conséquence, en rehaussant le seuil minimum moyen de densité résidentielle dans l'aire TOD de la station Canora du REM.

Le conseil d'arrondissement doit adopter un tel règlement en vertu et selon la procédure prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Voici un résumé des modifications apportées aux règlements :

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

- Intégrer les définitions des termes « aire de protection d'un milieu humide » et « étude de caractérisation ».
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer les dispositions relatives à l'interdiction d'empiéter dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection, sauf exceptions.
- Intégrer les conditions d'empiètement dans l'aire de protection d'un milieu humide.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Interdire l'introduction d'espèces de plantes envahissantes à moins de 100 mètres d'un milieu humide d'intérêt.
- Intégrer une disposition relative à l'installation de clôtures dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt, sur le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit.
- Rehausser la densité résidentielle minimale prescrite dans les zones 0322, 0807 et 0949.
- Remplacer l'annexe D intitulée "Densité résidentielle" en conformité avec la modification du SAD.

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379)

- Prescrire de nouvelles dispositions applicables à l'empiètement d'un projet situé sur un terrain non construit dans l'aire de protection d'un milieu humide :
- Préciser les interventions assujetties aux nouvelles dispositions.
- Intégrer la cartographie des milieux humides d'intérêt et de leur aire de protection en annexe.
- Intégrer l'obligation d'une étude de caractérisation d'un milieu humide dans les documents requis pour un projet proposant un empiètement dans un milieu humide et inclure ses exigences de contenu en annexe.
- Intégrer les objectifs et les critères garantissant la conservation, la mise en valeur et le rehaussement de la biodiversité d'un milieu humide et de son aire de protection.

Règlement de lotissement (RCA24 17404)

- Prescrire de nouvelles dispositions applicables au morcellement de lot dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

ANALYSE DE LA DIVISION

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) recommande l'approbation de ce règlement pour les raisons suivantes :

- Assurer la concordance réglementaire aux modifications du SAD, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ;
- Promouvoir le développement durable, résilient et écologique du territoire de l'Arrondissement ;
- Contribuer à freiner la perte des milieux humides et préserver leurs services écosystémiques.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver le projet de règlement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.






20250416_Projet reglement_1253751014.docxANNEXE_I.pdfANNEXE II.pdfANNEXE_III.pdf





ANNEXE_IV.pdfANNEXE_V.pdfANNEXE VI.pdf

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RCAXX XXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276), LE RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) ET LE RÈGLEMENT DE LOTISSEMENT (RCA24 17404) AFIN D'ASSURER LA CONCORDANCE AUX MODIFICATIONS DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (RCG 14-029).

Vu les articles 58, 113, 115, 119, 120, 122 et 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À la séance du _____ 2025, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « aire de jeux accessoire », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt; »;

2° l'insertion, après la définition de « étage », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide »; ».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 122.5.12, de la section suivante :

« **SECTION V**
DISPOSITIONS RELATIVES AUX MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET LEUR AIRE DE PROTECTION

122.5.13 Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, identifiés à l'annexe A.2, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf :

1° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

2° aux fins de l’implantation d’un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d’un service d’aqueduc ou d’égout, ou d’une voie ferrée;

3° aux fins de l’implantation d’un grand projet routier ou d’une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d’une installation d’intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d’intérêt d’agglomération projetée au Schéma;

4° aux fins de l’implantation d’une infrastructure ou d’un équipement qui a fait l’objet d’une entente avant le 21 décembre 2023;

5° aux fins d’entretien, de restauration ou de création d’un milieu humide ou d’une aire de protection d’un milieu humide;

6° un usage, une construction ou un ouvrage relatif à l’observation de la nature et à l’interprétation du milieu, aux conditions suivantes :

a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;

b) dans l’aire de protection d’un milieu humide, les sentiers sont d’une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;

c) dans l’aire de protection d’un milieu humide, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;

7° une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d’une autre propriété aux conditions suivantes :

a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu’elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d’une voie de circulation ou d’un espace public;

b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;

c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;

8° la reconstruction ou l'agrandissement d’un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu’il n’y ait pas d’empiètement additionnel dans le milieu humide et dans son aire de protection. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l’agrandissement du bâtiment;

9° la construction incluant la reconstruction et l’agrandissement d’un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :

a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;

b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide;

10° la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

122.5.14 Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifié à l'annexe A.2 et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection d'un milieu humide.

122.5.15 Malgré l'article 122.5.13, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection d'un milieu humide si les conditions suivantes sont respectées :

1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;

2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;

3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;

4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;

5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente.

122.5.16 Une étude de caractérisation doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la construction ou la transformation d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.

Malgré ce qui précède, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

122.5.17 L'étude de caractérisation doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe I intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».

La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2.

122.5.18 Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci. »

3. L'article 383.1 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, après les mots « en voie de l'être, », des mots « ou d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, »;

2° le remplacement, au paragraphe 21°, du mot « Thamnus », par le mot « Rhamnus »;

3° le remplacement, au paragraphe 28°, du mot « Robina », par le mot « Robinia ».

4. L'annexe A.2 intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de ce règlement est modifiée tel qu'il est illustré en annexe I au présent règlement.

5. Les feuillets des zones 0322, 0807 et 0949 de l'annexe A.3 intitulée « Grille des usages et des spécifications » de ce règlement sont modifiés tel qu'il est illustré sur l'extrait joint en annexe II au présent règlement.

6. L'annexe D intitulée « Densité résidentielle » de ce règlement est remplacée par l'annexe intitulée « Densité résidentielle », jointe en annexe III au présent règlement.

7. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe I intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe IV au présent règlement.

8. Le tableau de l'article 6.1 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) est modifié par l'insertion, après la ligne « Section II – Dispositions applicables à l'écoterritoire les sommets et les flancs du mont Royal », de la ligne suivante :

«

SECTION VISÉE	**TYPE DE TRAVAUX**	**DOCUMENTS ADDITIONNELS REQUIS**
Section III – Dispositions applicables aux mosaïques de milieux naturels et aux milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection	L'ensemble des interventions dans l'aire de protection d'un milieu humide prescrites à l'article 44.	Une étude de caractérisation d'un milieu humide.

»

9. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 6.3, de l'article suivant :

« 6.4 Une étude de caractérisation d'un milieu humide exigée à l'article 6.1 doit minimalement inclure les informations prévues à l'annexe H intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide ».

La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt ». »

10. L'intitulé de la section III du chapitre IV de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « mosaïques de milieux naturels », des mots «, et aux milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection ».

11. L'article 43 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **43**. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain ou partie de terrain situé dans une mosaïque de milieux naturels ou à un terrain adjacent à celle-ci, ainsi qu`à tout terrain non construit situé dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, tel qu'identifié sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt ». ».

12. L'article 44 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 5°, du paragraphe suivant :

« 6° une nouvelle occupation. ».

13. L'article 45 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « ou d'un milieu naturel » par les mots «, d'un milieu humide ou de tout autre milieu naturel ».

14. Le tableau de l'article 47 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«

Objectifs	**Critères d'évaluation**
1° Maximiser la conservation des bois, des milieux humides et de leur aire de protection en tenant compte de leur valeur écologique	a) Le tracé des rues et le lotissement sont conçus de façon à limiter la perte de boisés et de milieux humides.
	b) L'aménagement du terrain et l'implantation des constructions limitent la perte de milieux naturels tels que les milieux humides et les boisés et les cours d'eau, et minimisent les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.
	c) Le projet favorise la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides et le long d'un cours d'eau.
	d) L'implantation des constructions et des ouvrages est éloignée des milieux humides et de leur aire de protection.
2° Valoriser les éléments	a) Le tracé des rues, le lotissement et l'implantation du

	d'intérêts naturels en tenant compte de leur valeur écologique et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet	bâtiment sont conçus de façon à assurer la création et la protection de percées visuelles vers les milieux naturels d'intérêt de la mosaïque.
		b) L'aménagement de liens écologiques entre les milieux naturels est favorisé.
		c) L'implantation du bâtiment et l'aménagement du terrain mettent en valeur les boisés et milieux humides existants et s'y intègre harmonieusement en tenant compte de leur valeur écologique.
		d) La création d'aménagement visant la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents est favorisée.
3°	**Favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité**	a) Le projet maximise la conservation des arbres présents.
		b) Le projet maximise la conservation des espèces végétales et animales présentant une valeur écologique.
		c) Le projet favorise la préservation des lieux de nidification ou de reproduction présentant une valeur écologique.
		d) Le projet favorise la renaturalisation et la plantation d'espèces indigènes diversifiées, ainsi que l'éradication d'espèces exotiques envahissantes.
4°	**Préserver ou améliorer l'alimentation en eau des milieux humides et des autres milieux naturels**	a) Le projet préserve une topographie naturelle et maintient l'équilibre hydrique des milieux humides et des autres milieux naturels en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus.
		b) Le projet favorise le maintien du régime hydrique des cours d'eau et des milieux humides par la préservation des bassins de drainage naturels et par des aménagements et ouvrages appropriés de gestion des eaux pluviales.
		c) Le projet tend à réduire les surfaces imperméables.
		d) Le projet et les aménagements sont implantés et configurés de manière à permettre l'écoulement des eaux vers les milieux humides et les autres milieux naturels afin de maintenir l'équilibre écologique.

»

15. L'annexe D de ce règlement intitulée « Mosaïque de milieux naturels » est remplacée par l'annexe intitulée « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt », jointe en annexe V au présent règlement.

16. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe H intitulée « Étude de caractérisation d'un milieu humide », jointe en annexe VI au présent règlement.

17. L'article 1 du Règlement de lotissement (RCA24 17404) est modifié par :

1° l'insertion, avant la définition de « corridor riverain », de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276); »;

2° l'insertion, après la définition de « emprise d'un service public », de la définition suivante :

« « étude de caractérisation » : une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe I « Étude de caractérisation d'un milieu humide » du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276); ».

18. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 14, de la section suivante :

« **SECTION III.1**
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À UN LOT SITUÉ EN TOUT OU EN PARTIE DANS UN MILIEU HUMIDE D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET DANS SON AIRE DE PROTECTION

14.1 Le morcellement d'un lot situé dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection identifiés sur le « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), est autorisé uniquement dans les cas suivants :

1° lorsqu'il est nécessaire pour une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;

2° à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;

3° lorsqu'il n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;

4° aux fins de l'élargissement d'une voie de circulation existante;

5° pour l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d'un service d'aqueduc ou d'égout, ou d'une voie ferrée;

6° aux fins de l'implantation d'un grand projet routier ou d'une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d'une installation d'intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d'intérêt d'agglomération projetée au Schéma;

7° aux fins de l'implantation d'une infrastructure ou d'un équipement qui a fait l'objet d'une entente avant le 21 décembre 2023;

8° aux fins d'entretien, de restauration ou de création d'un milieu humide ou d'une aire de protection.

14.2 La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection d'un milieu humide résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifié à l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276). »

ANNEXE I
ANNEXE A.2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »

ANNEXE II
EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONES 0322, 0807 ET 0949)

ANNEXE III
ANNEXE D DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »

ANNEXE IV
ANNEXE I DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

ANNEXE V
ANNEXE D DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « MOSAÏQUE DE MILIEUX NATURELS ET MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE VI
ANNEXE H DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

GDD : 1253751014

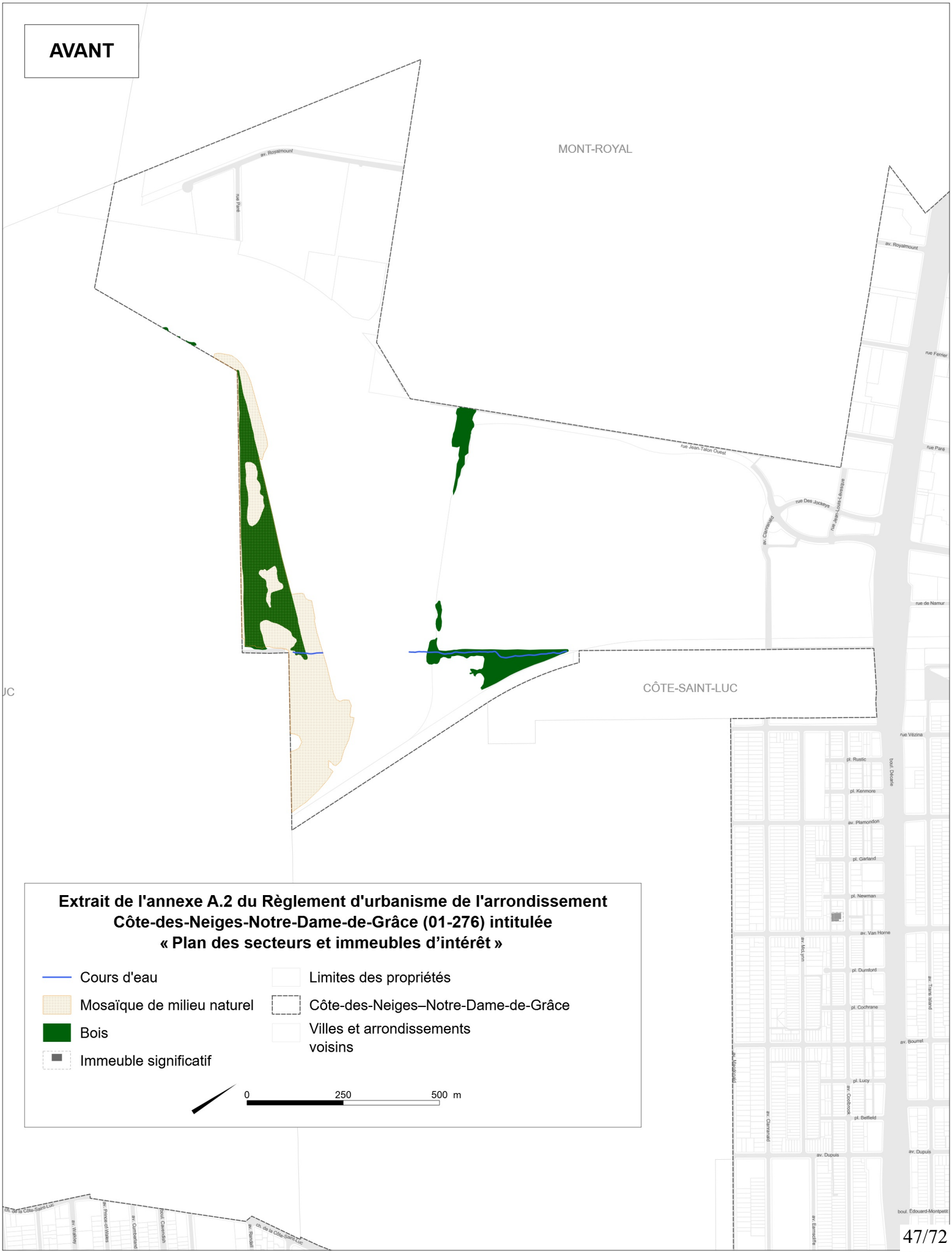
ANNEXE I

EXTRAIT DE L'ANNEXE A. 2 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « PLAN DES SECTEURS ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

AVANT

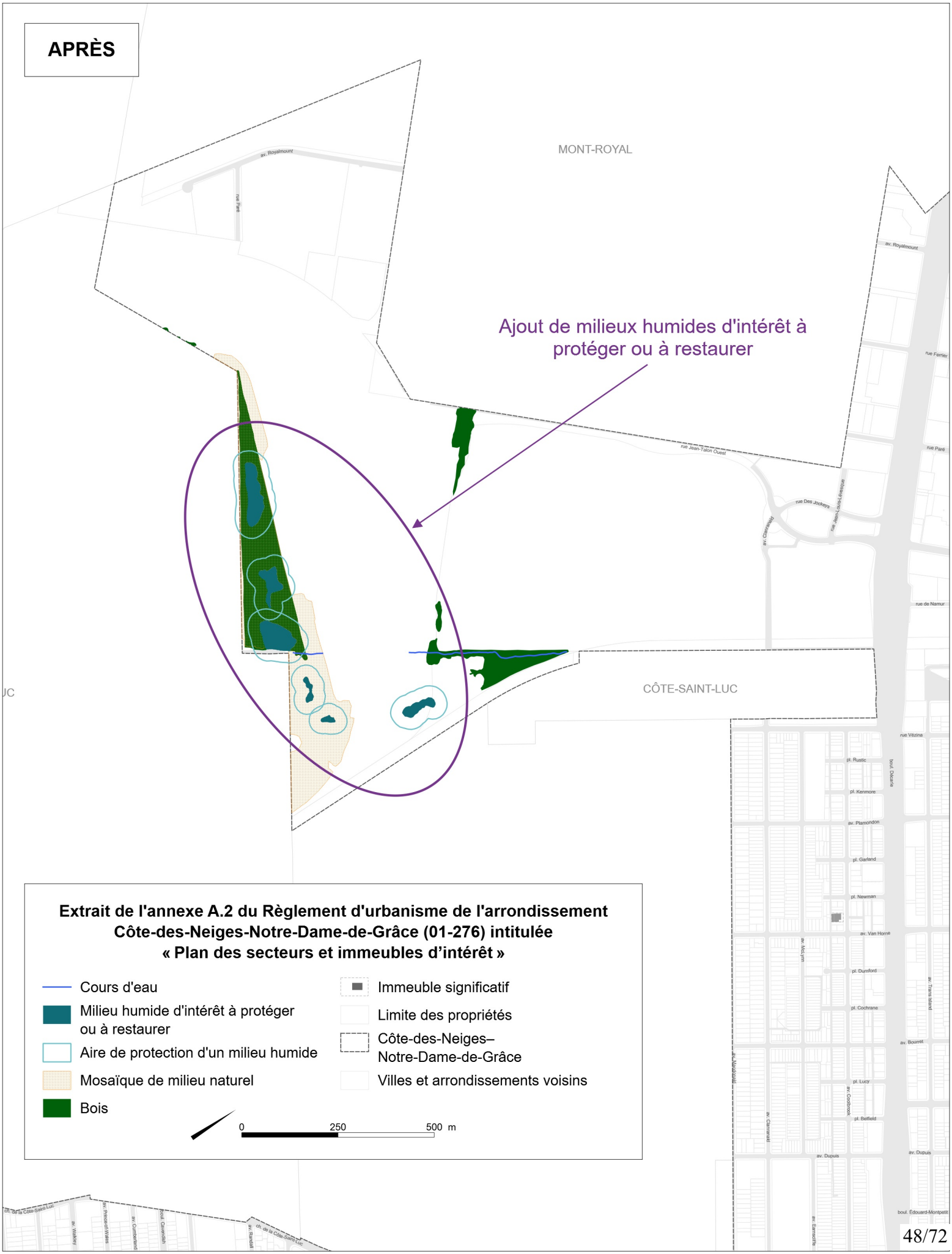


Extrait de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt »

- Cours d'eau
- Mosaïque de milieu naturel
- Bois
- Immeuble significatif
- Limites des propriétés
- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Villes et arrondissements voisins

0 250 500 m

APRÈS



Extrait de l'annexe A.2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) intitulée « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt »

- Cours d'eau
- Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer
- Aire de protection d'un milieu humide
- Mosaïque de milieu naturel
- Bois
- Immeuble significatif
- Limite des propriétés
- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Villes et arrondissements voisins

0 250 500 m

ANNEXE II

EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONES 0322, 0807 ET 0949)

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

ANNEXE II - EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS »

Zone
0322

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	~~1,2~~ 1,7	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	5
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

ANNEXE II - EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS »

Zone
0807

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.5-6	8 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	~~1,2~~ 1,7	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	5
Hauteur (m)	-	20

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

3. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

4. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

5. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

ANNEXE II - EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS »

Zone
0949

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
H.2-6	2 à 36 logements	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	~~1,2~~ 1,7	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	3	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La superficie maximale d'une enseigne est de 2 m² par établissement.

6. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

8. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

9. Pour l'application de l'article 560, la présente zone constitue une zone à proximité d'un équipement de transport collectif structurant.

ANNEXE III

ANNEXE D DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « DENSITÉ RÉSIDENTIELLE »

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Règlement

Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Annexe

Annexe D
Densité résidentielle

Légende

Seuil minimum moyen de densité résidentielle applicable aux secteurs à transformer (TOD)

- 110 log./ha brut
- 80 log./ha brut

- Réseau routier
- Ligne de train
- Ligne de métro
- Secteur de planification stratégique
- Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
- Villes et arrondissements voisins
- Hydrographie

Liste des modifications

No de règlement	Entrée en vigueur
RCAXX-XXXXX	XX-XX-XXXX

0 500 1 000 m

Sources : Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029). Carte 33 - Annexe G / STM (2025) / Ville de Montréal (2025)

Réalisé par : Naomi Turcotte
Approuvé par : Sophie Cournoyer
Date de réalisation et d'approbation : 23-04-2025

ANNEXE IV

ANNEXE I DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) INTITULÉE « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

Annexe I - Étude de caractérisation d'un milieu humide

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

Réalisation

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

Référence normative

L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

Méthodologie d'inventaires

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :

A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe A.2 « Plan des secteurs et immeubles d'intérêt » du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276);

B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) e**t leur caractère** (riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé). Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) **présents sur le terrain ciblé à l'étude de**

caractérisation;

VIII. **Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire**, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. **La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement** possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;

B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. **Un plan d'implantation réalisé par un expert**, présentant minimalement :

A. Les limites de propriété;

B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :

1. Au milieu humide;
2. À l'aire de protection;
3. À la limite du littoral, si applicable;
4. À la rive, si applicable;
5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;

C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. **Un plan** présentant minimalement :

A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;

B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLEMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. **Pour tous les peuplements homogènes** (milieux terrestres et milieux humides) :

A. Leur superficie;

B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);

C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;

D. La description du type de drainage et de la pente;

E. La nature du sol (hydromorphe ou non);

F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;

G. Les indicateurs hydrologiques;

H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :

A. La hauteur moyenne des peuplements;

B. L'âge des peuplements arborescents;

C. Une description du stade successionnel (climacique);

D. La structure (inéquienne ou équienne);

E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :

A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :

A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;

B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);

À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :

A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);

B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :

A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;

B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;

C. À la localisation des stations d'inventaires.

BIBLIOGRAPHIE

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

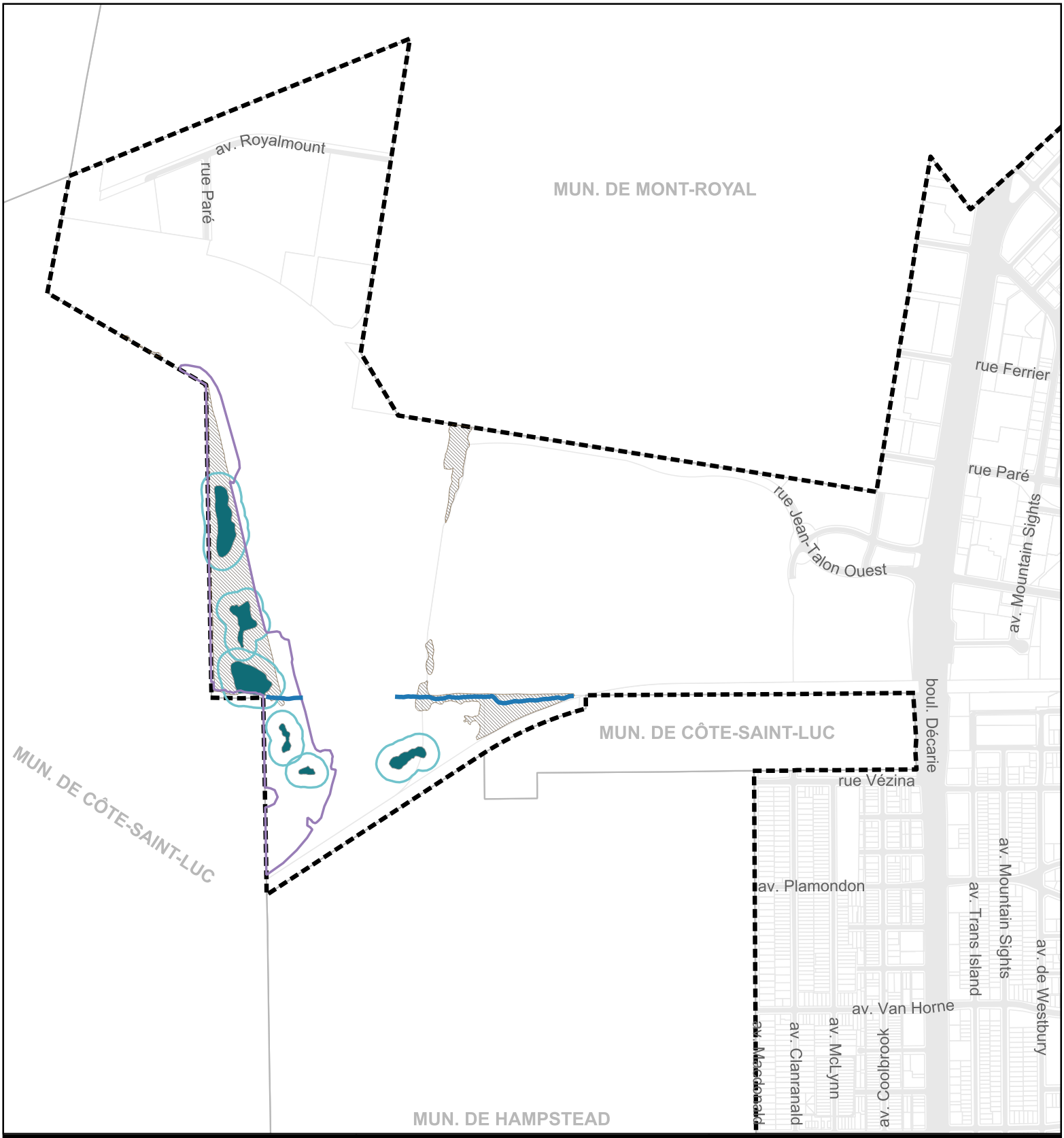
ANNEXE V

ANNEXE D DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (RCA22 17379) INTITULÉE

« MOSAÏQUE DE MILIEUX NATURELS ET MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014



Règlement

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379)

Annexe

Annexe D
Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt

Échelle et rose des vents

0 250 500 m

Légende

- Cours d'eau
- Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer
- Aire de protection d'un milieu humide
- Limite de la mosaïque de milieu naturel
- Bois
- Limite de propriété
- Limite d'arrondissement et de municipalité
- Limite de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Liste des modifications

RCAXX XXXXX	XX-XX-XXXX
RCA24 17405, a. 88	11-03-2025
No de règlement	**Entrée en vigueur**

Sources : Schéma d'aménagement et de développement (RCG 14-029), Carte 15.1 - Milieux humides d'intérêt / Ville de Montréal (2025)

Réalisé par Naomi Turcotte
Approuvé par Sophie Courroyer
Date de réalisation et d'approbation : 09-04-2025

ANNEXE VI

ANNEXE H DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (RCA22 17379) INTITULÉE

« ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

Projet de règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), et le Règlement de lotissement (RCA24 17404) afin d'assurer la concordance aux modifications du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029).

GDD : 1253751014

Annexe H - Étude de caractérisation d'un milieu humide

Ce document indique les exigences minimales relatives à une étude de caractérisation d'un milieu humide devant être déposée conformément aux dispositions du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379).

Une telle étude vise à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection afin de déterminer si les constructions, usages, ouvrages, et le cas échéant, les activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ou les opérations cadastrales se situent à l'intérieur de cette délimitation. Si tel est le cas, l'étude vise notamment à connaître la composition du milieu humide et de son aire de protection.

Les sections qui suivent précisent les exigences et les éléments de base qui doivent être respectées dans une étude de caractérisation d'un milieu humide ainsi que les informations complémentaires à fournir.

1 - EXIGENCES

Réalisation

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

Référence normative

L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante : http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

Méthodologie d'inventaires

Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE

Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :

A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés à l'annexe D « Mosaïque de milieux naturels et milieux humides d'intérêt » du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379);

B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) e**t leur caractère** (riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé). Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) **présents sur le terrain ciblé à l'étude de**

caractérisation;

VIII. **Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire**, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. **La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement** possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;

B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. **Un plan d'implantation réalisé par un expert**, présentant minimalement :

A. Les limites de propriété;

B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :

1. Au milieu humide;
2. À l'aire de protection;
3. À la limite du littoral, si applicable;
4. À la rive, si applicable;
5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;

C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. **Un plan** présentant minimalement :

A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;

B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLEMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. **Pour tous les peuplements homogènes** (milieux terrestres et milieux humides) :

A. Leur superficie;

B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);

C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;

D. La description du type de drainage et de la pente;

E. La nature du sol (hydromorphe ou non);

F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;

G. Les indicateurs hydrologiques;

H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :

A. La hauteur moyenne des peuplements;

B. L'âge des peuplements arborescents;

C. Une description du stade successionnel (climacique);

D. La structure (inéquienne ou équienne);

E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :

A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :

A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;

B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);

À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :

A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);

B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. **Les données géomatiques en Shapefile** (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :

A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;

B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;

C. À la localisation des stations d'inventaires.

BIBLIOGRAPHIE

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Dossier # : 1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, a été adopté à la séance ordinaire tenue le 10 mars 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche a été placée le 18 mars 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 25 mars 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 avril 2025, conformément aux articles 145.38 et 128 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, avec changement, la résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 4528 & 4530, avenue Mayfair

correspondant aux lots 3 320 368 & 3 320 369 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliaux jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE TRANSFORMATION ET D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE

4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumis au respect des conditions suivantes :

a) Le délai pour déposer une demande de permis de transformation complète et conforme à la réglementation et à la présente résolution est de 24 mois à partir de son entrée en vigueur. Passé ce délai, la résolution est réputée nulle et non avenue.
b) Une demande de permis de lotissement afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrites à l'annexe A doit être délivré avant que le permis de transformation ne soit délivré.
c) L'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair doivent être retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre à grand déploiement.
d) L'entrée charretière doit être désaffectée.
e) L'ensemble des fenêtres coulissantes sur les façades et les murs latéraux doivent être remplacées afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

ANNEXE A

Territoire d'application

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:39

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de l'avis invitant les personnes habile à voté publié le 17 avril 2025 à déposer des demandes d'approbation référendaire, aucun demande n'a été reçu à la date limite soit le 25 avril 2025.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Les corrections suivantes ont été apportées aux articles 3 et 4 du projet de règlement. Ces modifications visent des corrections de coquilles et une précision sur une condition aux conditions.

Article 3

« 3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliales jumelés. »

On devrait corriger le paragraphe visé et lire le texte comme suit :

« À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtime nts unifamiliaux ju melés. »

Article 4, paragraphe e)

Proposition d'ajouter le paragraphe 5 à la suite du paragraphe 4 et lire le texte comme suit :

« e) L'ensemble des fenêtres coulissantes doit être remplacé afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine. »

On devrait corriger le paragraphe visé et lire le texte comme suit :

« L'ensemble des fenêtres coulissante s sur les façades et les murs latéraux doivent être remplacées af in de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine. »

À la suite de la consultation, aucune modification n'a été apportée à la résolution.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Extrait de l'assemblée de consultation publique tenue le 26 mars 2025

Extrait CP - PP-146.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION PUBLIQUE DU 26 MARS 2025

PROJET	**PROJET DE RÉSOLUTION CA25 170054**
OBJET DU RÈGLEMENT:	**Projet de résolution CA25 170054 approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).**
DOSSIER :	**1253751003**
ASSISTANCE :	**1 personne**

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION TENUE LE 26 MARS 2025, À 18 H 30, AU 5160, BOULEVARD DÉCARIE, REZ-DE-CHAUSSÉE, SALLE DU CONSEIL, À MONTRÉAL, PRÉSIDÉE PAR MADAME MAGDA POPEANU

8. Présentation par Mathieu Letarte, conseiller en aménagement, du projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

9. Période de questions et commentaires du public

Aucune question, aucun commentaire.

ANNEXE

PRÉSENTATION

Projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

ASEEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

PP-146

PPCMOI – **4528-4530, avenue Mayfair**

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de 2 immeubles situés au 4528 et 4530, avenue Mayfair - dossier relatif à la demande 3003491580.

2025/03/26

Salle du Conseil - 5160, boulevard Décarie RDC

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

PPCMOI pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble

C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

Permet d'exiger toute condition, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet

Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme qui ne sont pas autrement imposés par des mesures réglementaires

Permet de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne**

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS

Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne.

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

NON-REQUIS

Le comité consultatif d'urbanisme évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI, au règlement d'urbanisme et au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

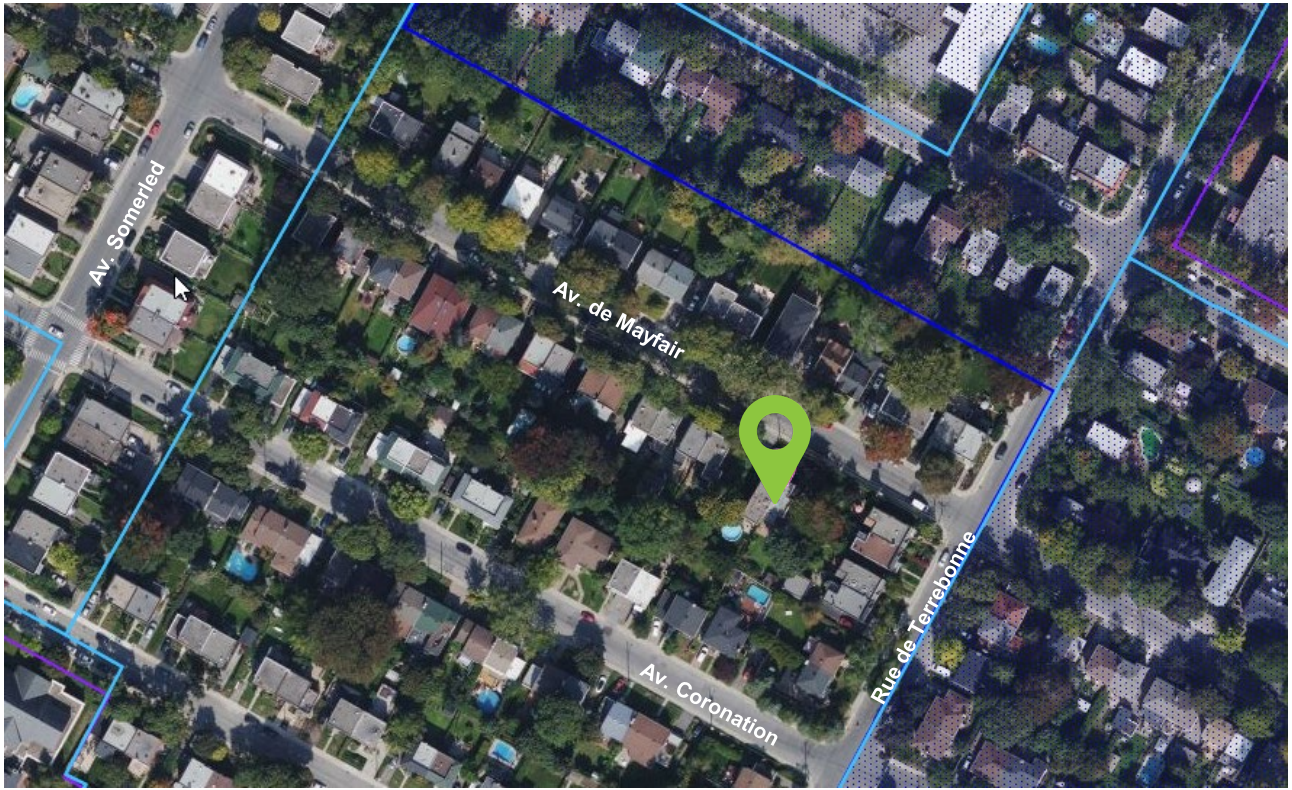
3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis.

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONTEXTE URBAIN



- District Loyola;
- Zone: 0972
- Bâtiment construit en 1910;
- Premier bâtiment construit dans le secteur;
- À l'extérieur d'un secteur significatif;
- <u>Objectifs de la demande:</u>
  Régulariser la situation d'un bâtiment qui a été construit en 1910 et ayant l'apparence d'une habitation unifamiliale isolé en brique rouge, avec corniche et balcon en bois. Or, il s'agit de deux habitations unifamiliales jumelés comportant une entrée principale en façade et une autre en ret

BÂTIMENTS EXISTANTS





Propriété en apparence d'une maison unifamiliale isolé, mais il s'agit de deux unifamiliales jumelés

BÂTIMENTS VOISINS



6951-6957, de Terrebonne (1 700 pi2)



4544-4446, de Terrebonne (1 800 pi2)

VOISINAGE

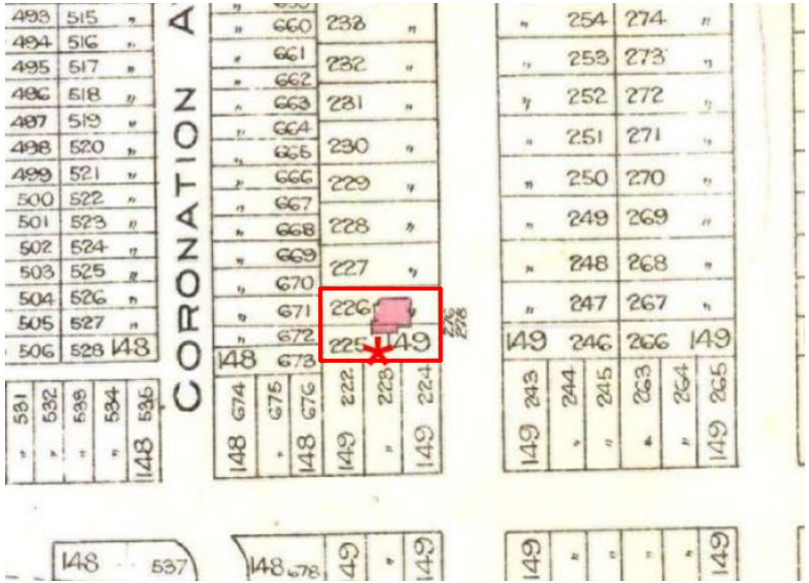


4525-4535, Mayfair (1 800 pi2)

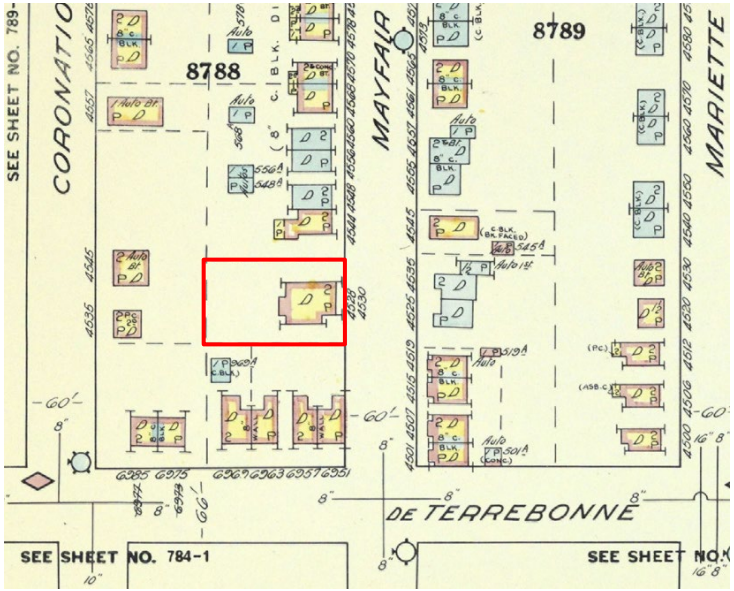


4545, Mayfair (3 100 pi2)

HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

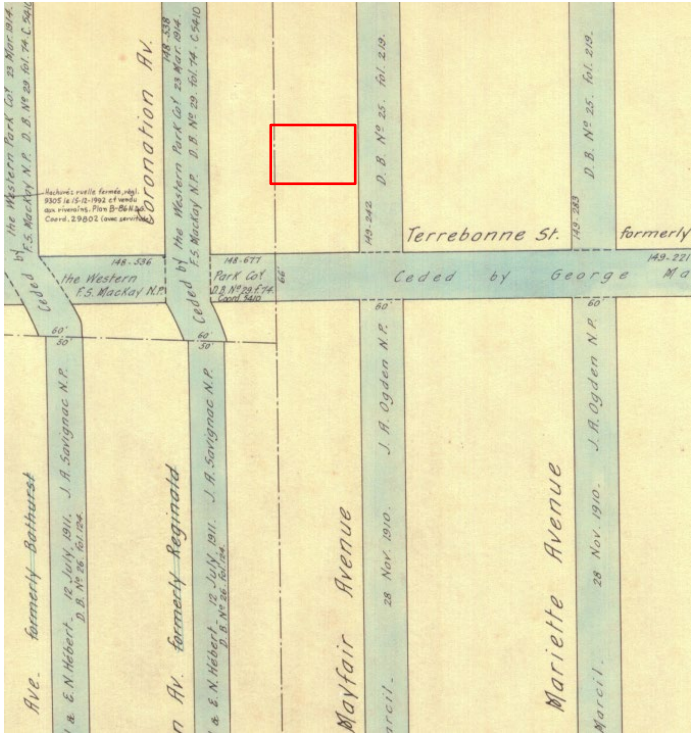


Plan assurance incendie de 1912



Plan assurance incendie de 1954

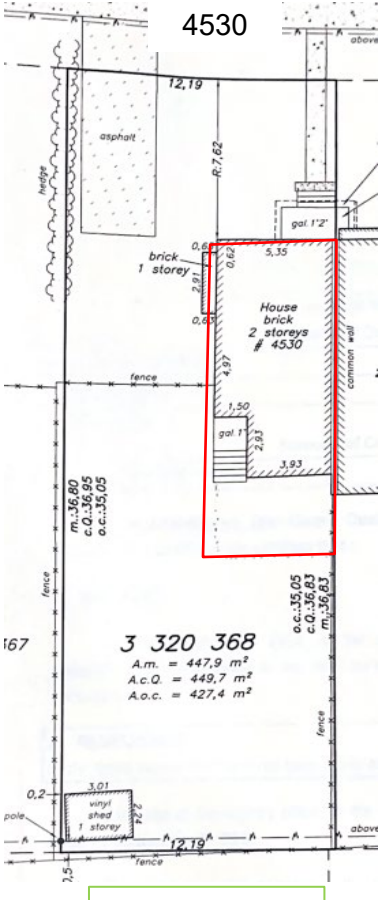
HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

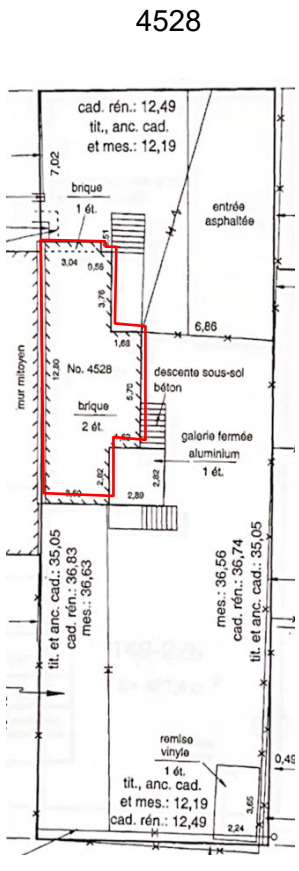


Plan des voies publiques daté de 1924, l'avenue Mayfair a été cédé le 28 novembre 1910 à la Ville par M. George Marcil

LOTISSEMENT







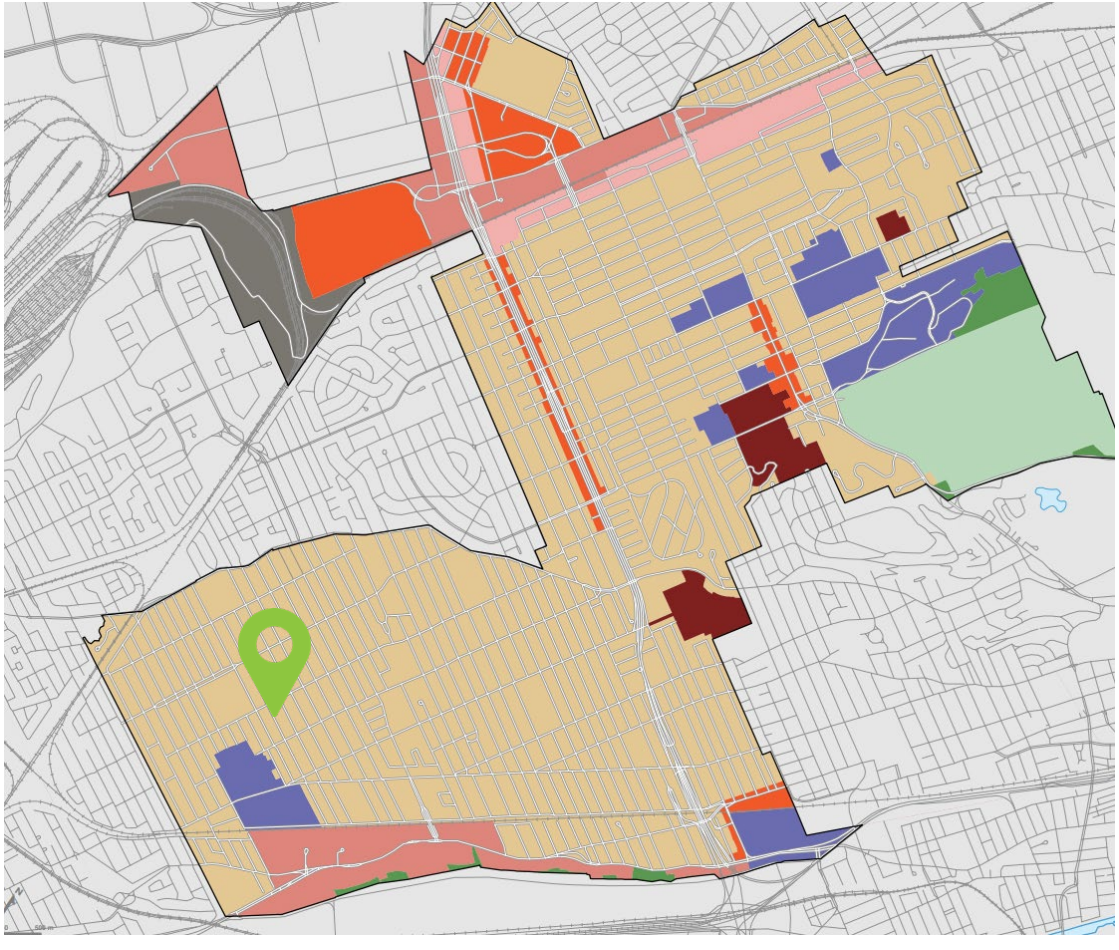
Total: 1416 pi²

Total: 944 pi²

HISTORIQUE DU DOSSIER

DATE	HISTORIQUE
1910	Construction du bâtiment et cession des voies publics
1912	Première division cadastrale du secteur
2010	Achat du 4530 par les requérants
2022	Achat du 4528 à la suite du décès du propriétaire, vacant depuis.
Mars 2023	Modification règlementaire afin de ne plus permettre de réduire le nombre de logement, sauf pour un duplex et triplex.
Avril 2023	Demande d'opération cadastrale afin de remembrer 2 lots sous une même unité foncière, désistement puisque non requis.
Nov. 2024	Demande de permis de transformation pour unir les deux lots
Déc. 2024	Demande d'Avis préliminaire PPCMOI

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



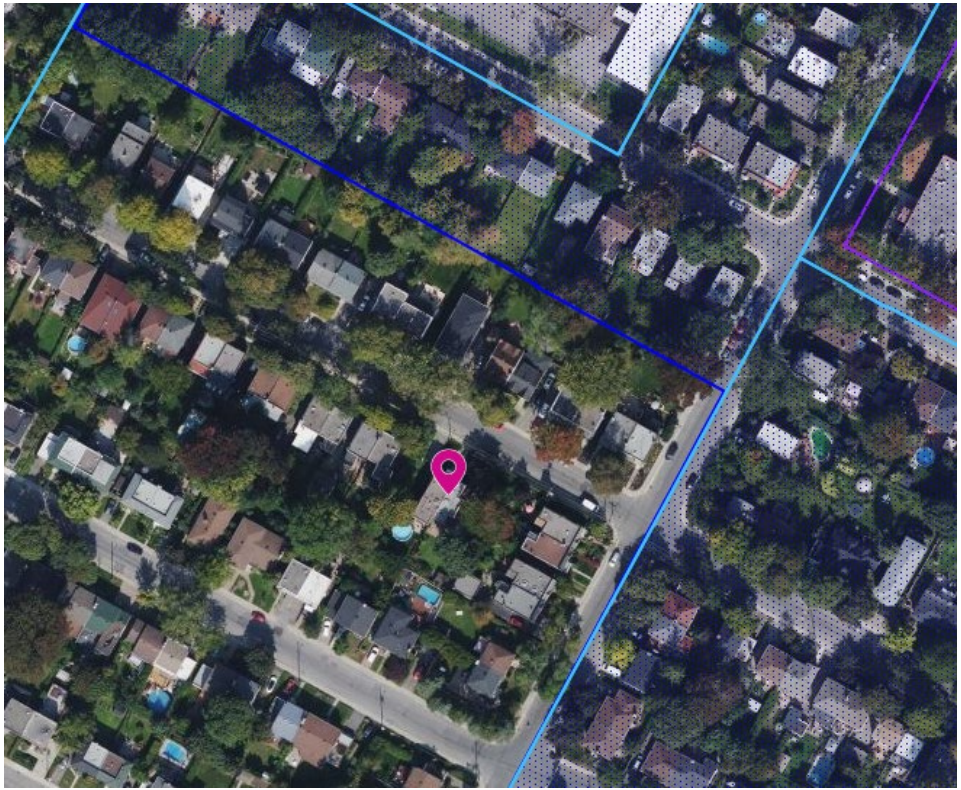
[Lien - Détail des affectations]

AFFECTATION	Résidentiel
SECTEUR	0972
HAUTEUR	2 étages
MODE D'IMPLANTATION	-
TAUX D'IMPLANTATION	Moyen

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

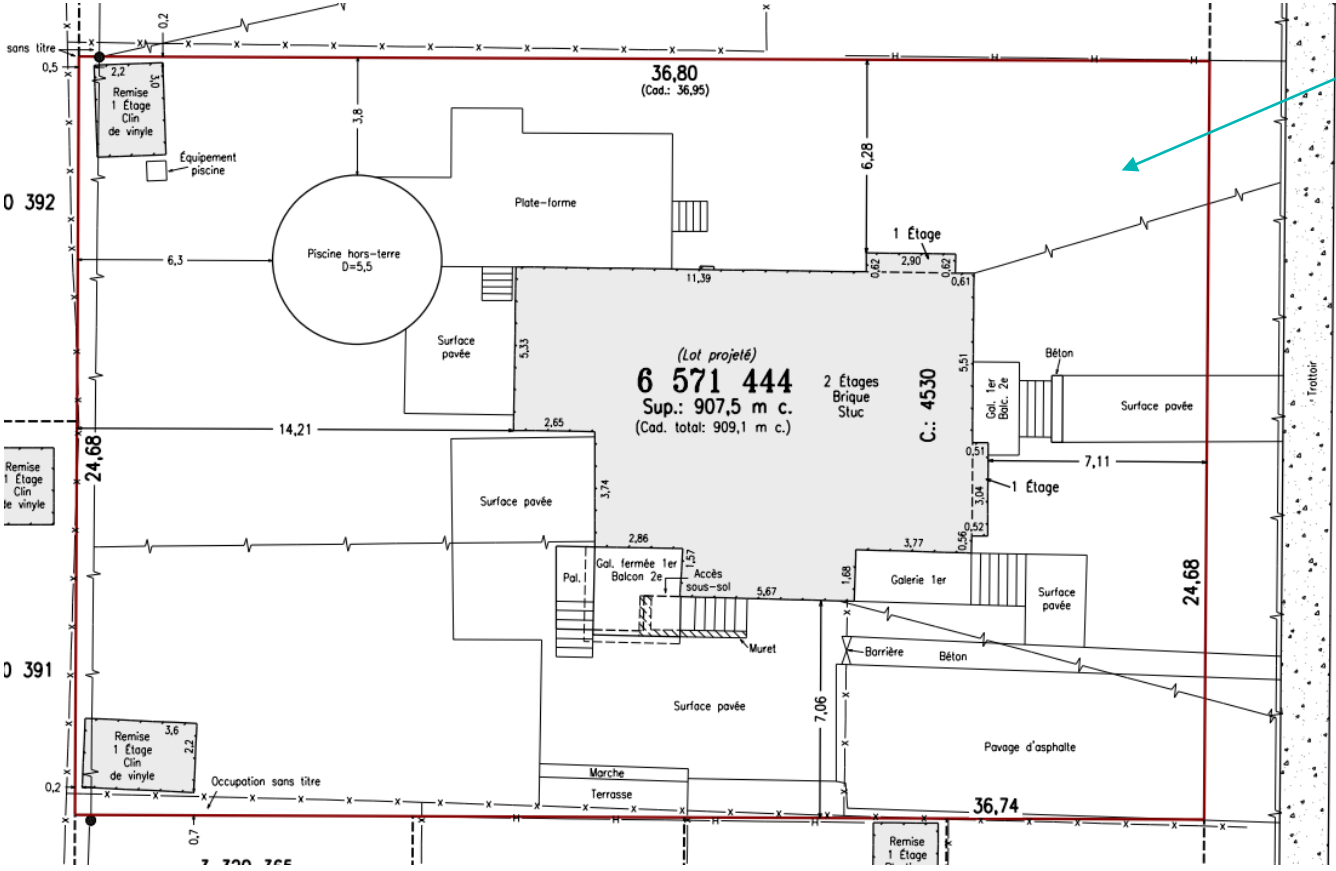
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0972
Usage :	Usage principal : H.1 (1 logement)
Hauteur :	2 à 2 étages (9 mètres)
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : N/A / max : 50 %
Taux verdissement (pleine terre)	25% min
Marges requises	-marge avant : N/A -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	Non
Secteur significatif :	Non
Subdivision	137.1: Le nombre de logement dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.



LE PROJET

MODIFICATION EXTÉRIEUR



Verdissement et désaffectation de la voie d'accès

MODIFICATION EXTÉRIEUR

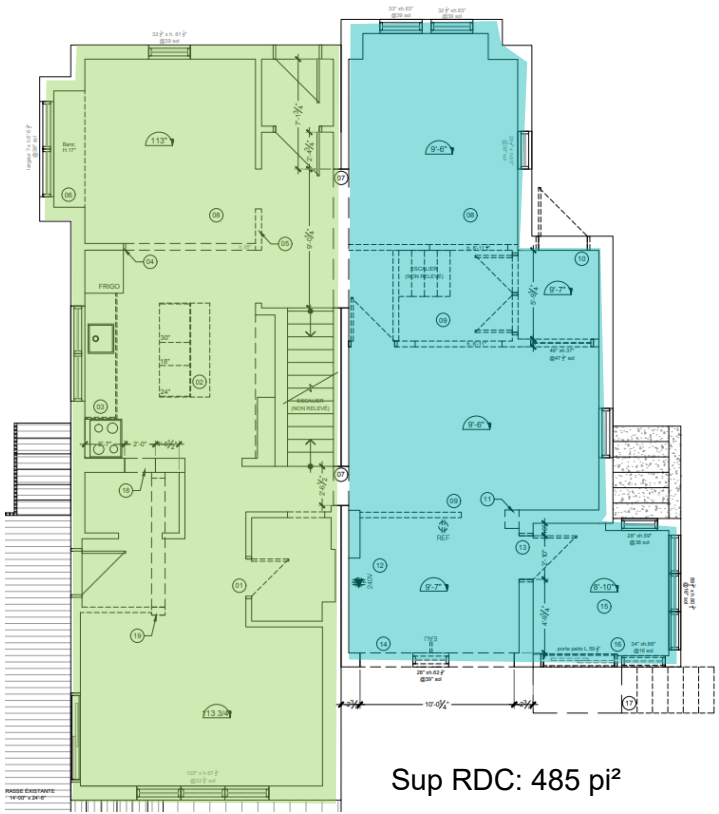
Propriété d'apparence d'une maison unifamiliale

Remplacer les fenêtres coulissantes

Remplacer la porte secondaire

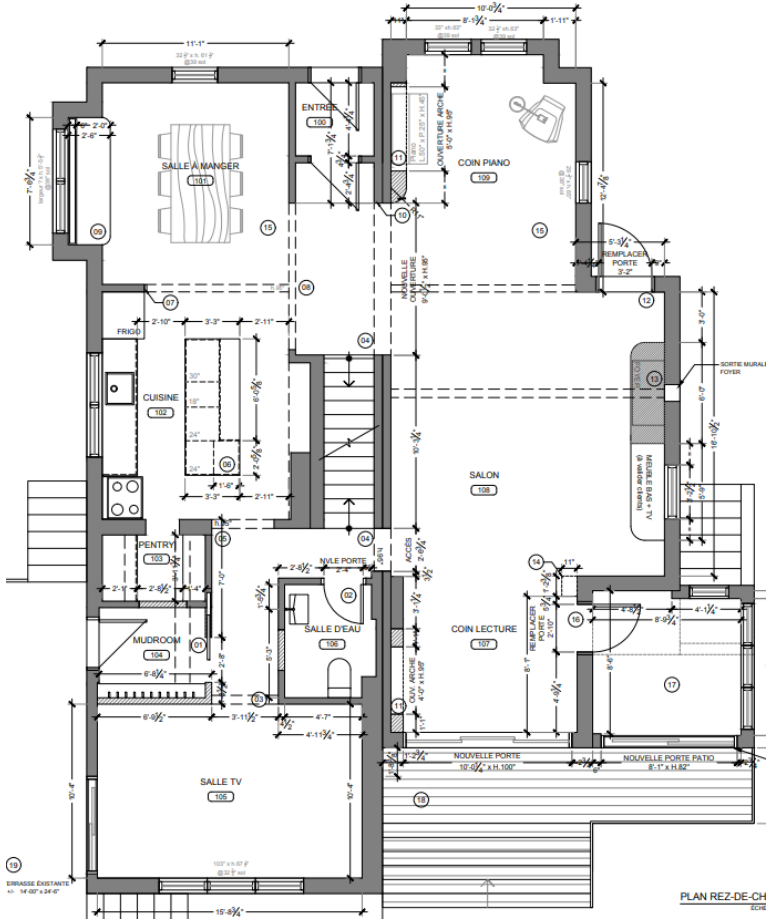


PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

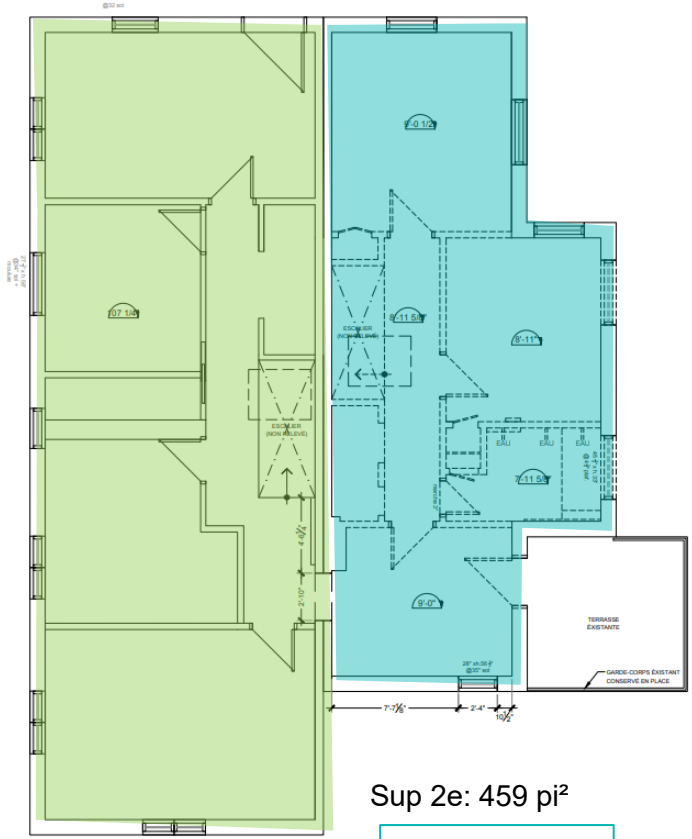


Sup RDC: 485 pi²

Sup RDC: 713 pi²



PLAN DE L'ÉTAGE

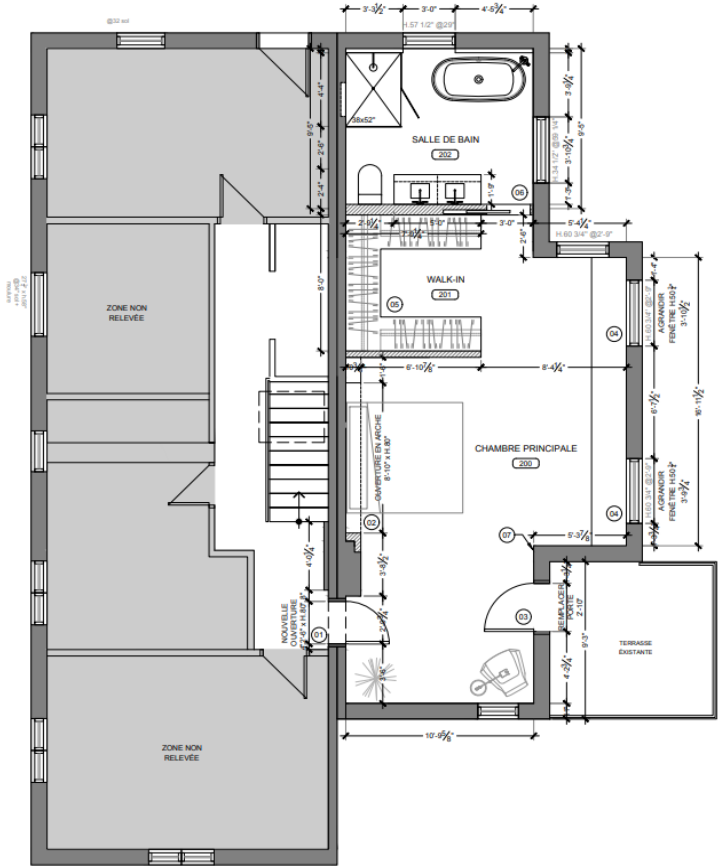


Sup 2e: 703 pi²

Total: 1416 pi²

Sup 2e: 459 pi²

Total: 944 pi²

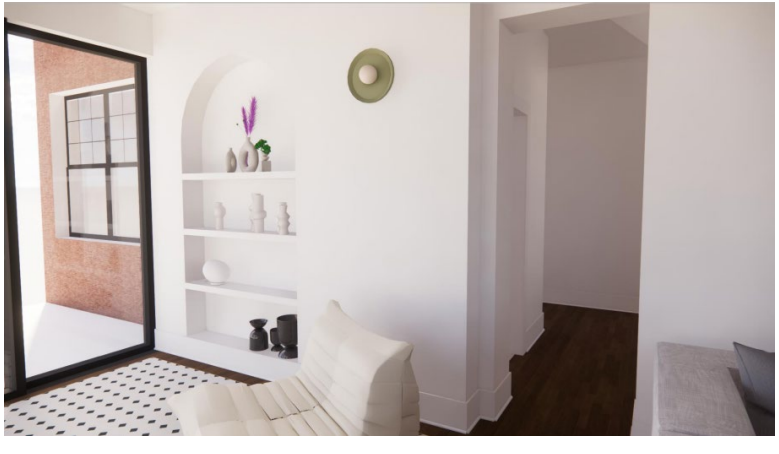


PERSPECTIVE INTÉRIEUR









DÉROGATIONS

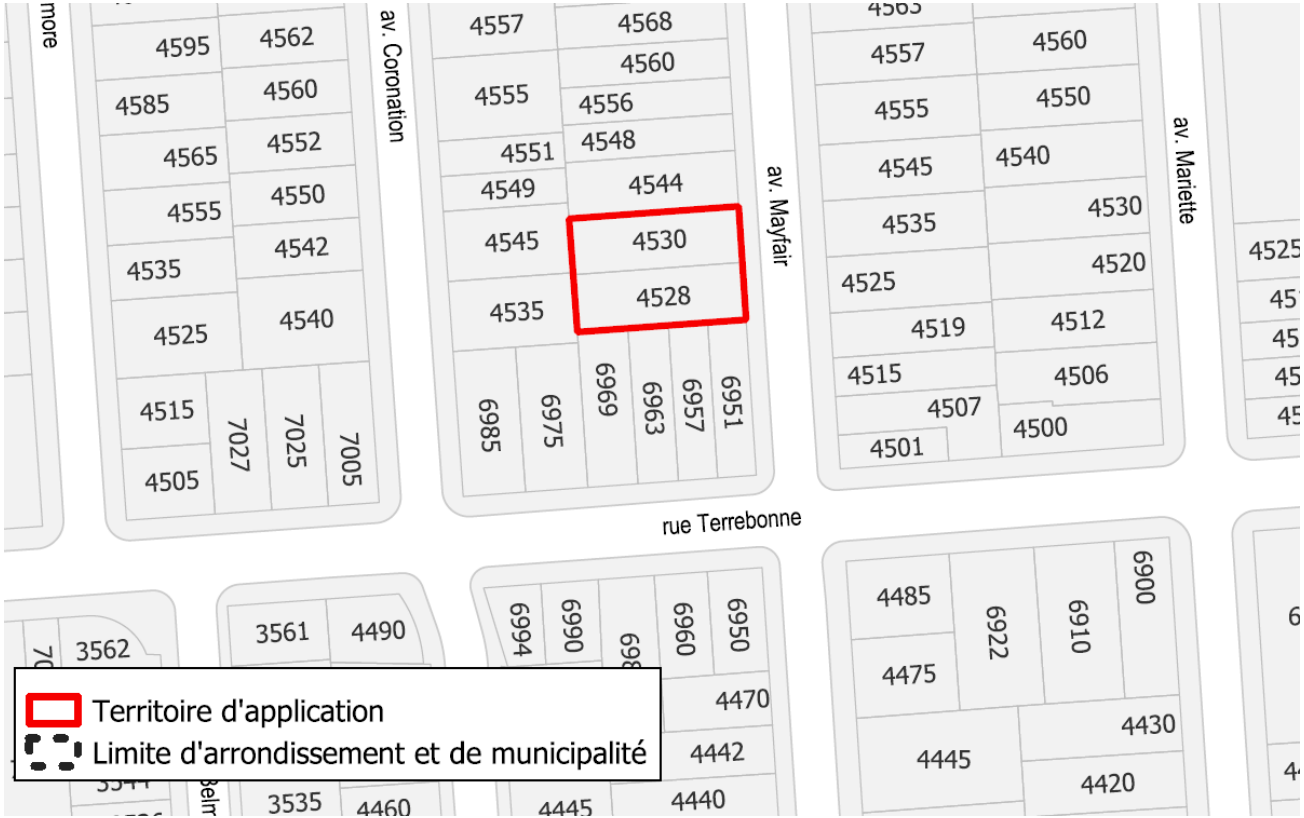
	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	04-T5	0034 -	
AFFECTATION / USAGE	Mixte	**Commerces** lourds (C.6), de gros et entreposage (C.7) et d'appoint (C.1(2)) **Industrie** Légère (I.2C)	Habitation (H.7)
HAUTEUR	-	Min 7m / Max 16m	plus que 16 m
MARGES AVANT		Règles d'insertion	0 mètre
ÉTAGES	Min 2 / Max 12	-	5 à 12 étages
DENSITÉ	Min 1.0 / Max 6.0	Min 1.0 / Max 3.0	Approx. 4,9
VERDISSEMENT		15 % de verdissement en pleine terre	15%
RETRAIT			137.1: Le nombre de logement dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSOLUTION PPCMOI

Territoire d'application :



RÉSOLUTION PPCMOI

Dérogations :

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliaux jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

137.1 Le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, malgré le nombre minimal ou maximal de logements prescrit.

Malgré le premier alinéa, le nombre de logements dans un bâtiment de 2 ou 3 logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un bâtiment de logements sociaux ou communautaires.

RÉSOLUTION PPCMOI

Conditions :

4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumis au respect des conditions suivantes :

a) Le délai pour déposer une demande de permis de transformation complète et conforme à la réglementation et à la présente résolution est de 24 mois à partir de son entrée en vigueur. Passé ce délai, la résolution est réputée nulle et non avenue.
b) Une demande de permis de lotissement afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrites à l'annexe A doit être délivré avant que le permis de transformation ne soit délivré.
c) L'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair doivent être retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre à grand déploiement.
d) L'entrée charretière doit être désaffectée.
e) L'ensemble des fenêtres coulissantes sur les façades et les murs latéraux doivent être remplacées afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

PRÉSENTATION PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ÉTAPES D'ADOPTION

RESPONSABLE	ÉTAPES	DATE
CCU	Avis formel PPCMOI	12 février 2024
Conseil d'arrondissement	Adoption du projet de résolution (1ere lecture)	10 mars 2025
Consultation	**Assemblé publique de consultation**	**26 mars 2025**
Conseil d'arrondissement	Adoption de la résolution (2e lecture)	7 avril 2025
Greffe	Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours
Conseil d'arrondissement	Adoption de la résolution (3e lecture)	5 mai 2025
Greffe	Processus référendaire, si requis, ou en vigueur de la résolution	10 juillet 2024

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

1. Réception de demandes pour la tenue d'un registre

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement concernant la demande de registre;
- Dépôt de pétitions dans les 8 jours de la publication de l'avis public;
- Pour les zones de plus de 21 PHV : si 12 personnes habiles à voter d'une même zone ont signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée);
- Pour les zones de 21 PHV ou moins : si la majorité d'entre elles signe une a signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée)

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

2. Tenue du registre pour demander un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue du registre après l'adoption du règlement;
- provoquer la tenue d'un référendum, le nombre de signatures doit être supérieur à un calcul établi à partir du nombre de PHV issues des zones ayant déposé une demande valide pour la tenue d'un registre et de la zone concernée, le cas échéant:
- Lorsque le nombre de PHV est de 25 ou moins : 50 % de ce nombre;
- Lorsque le nombre de PHV est de plus de 25 mais de moins de 5 000 : le moins élevé entre 500 et le nombre obtenu par le calcul suivant = 13 + 10% du (PHV - 25);
- Dépôt du certificat du greffier à la séance du conseil d'arrondissement qui suit;
- Si le résultat du registre est positif, le CA adoptera une résolution annonçant le scrutin référendaire ou le retrait du dossier.

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

3. Tenue d’un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l’arrondissement annonçant la date de la tenue d’un référendum;
- Une majorité simple, pour ou contre la proposition, est considérée.

ARTICLES DE LA RÉSOLUTION SUSCEPTIBLES D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

- Article 2 & 3

CARTE DE LA ZONE VISÉE ET DES ZONES CONTIGUËS



Zone visée
Zones contiguës
Limite d'arrondissement et de municipalité

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 23 janvier 2025.
Cette demande vise un bâtiment qui a été construit en 1910, séparé en deux propriétés totalement distinctes, mais qui a l'apparence d'une habitation unifamiliale isolée. Or, selon l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le nombre de logements dans un bâtiment ne peut pas être réduit sauf pour un duplex ou un triplex. Or, le bâtiment en question, bien qu'il comporte deux logements, n'est pas un duplex, mais plutôt deux résidences unifamiliales jumelées.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser un tel projet conformément à la procédure prévue au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non-applicable.

DESCRIPTION

La propriété a été construite en apparence comme une habitation unifamiliale isolée, mais on y trouve deux logements, dont un plus petit. C'est le premier bâtiment à avoir été construit dans le secteur en 1910. Lors de la première désignation cadastrale, en 1912, le bâtiment a été scindé en deux pour en faire deux habitations unifamiliales jumelées, comme les autres immeubles dans le voisinage. La superficie de plancher est de 1416 pi² pour le 4530 Mayfair et de 944 pi² pour le 4528 Mayfair, alors que les habitations dans le secteur ont plutôt des superficies de 1800 à 3000 pi². Malgré quelques éléments hétérogènes comme les fenêtres, le bâtiment a conservé ses caractéristiques d'origine.
Les propriétaires du 4530, avenue Mayfair, ont acheté la propriété en 2010. En 2022, le propriétaire de l'immeuble adjacent (4528) est décédé, laissant la propriété vacante. Le projet consiste à fusionner les deux immeubles unifamiliaux jumelés afin de créer un seul logement unifamilial.

Or, selon l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme 01-276, le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, sauf dans un bâtiment de 2 ou 3 logements. Dans ce cas spécifique, il ne s'agit plus d'un bâtiment de deux logements, bien qu'il ait été construit dans cette typologie à l'origine.

Autoriser la dérogation ne créerait pas de précédent ni de préjudice pour le voisinage. Il s'agit d'un cas unique dans le secteur. Aucune autre propriété à proximité n'a la même configuration.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 12 février 2025, le CCU a émis un avis favorable avec les conditions de résolution émises par la Division - voir ci-joint.

JUSTIFICATION

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Le projet est conforme au plan d'urbanisme;
- Le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Le projet favorise la conservation et la restauration d'un bâtiment ayant une valeur patrimoniale;
- Le projet vise le verdissement d'un espace de stationnement extérieur;
- Le projet vise la création d'un grand logement pour une famille.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Non-applicable.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement;

- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non-applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une consultation en arrondissement, préalablement annoncée par un avis public qui comprendra :

- la description du projet de résolution ;
- l'adresse de la tenue de séance de consultation publique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution au Conseil d'arrondissement;

- Consultation publique par la DAUM de l'arrondissement;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement, avec ou sans changement;
- Processus référendaire, le cas échéant;
- Adoption de la résolution au Conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-21

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A
Territoire d'application

1253751003_TA.pdf

Procès verbal de la séance du CCU du 12 février 2025

2025-02-12_4.01_Extrait PV_4528 et 4530, avenue Mayfair.pdf

Analyse de la Division

4.01_Mayfair_4528-4530_présentation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1253751003



Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - CDN-NDG

2025-02-17

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 12 février 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.1 4528 et 4530, avenue Mayfair - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de 2 immeubles situés au 4528 et 4530, avenue Mayfair - dossier relatif à la demande 3003491580.

Présentation : Mathieu Letarte, conseiller en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de 2 immeubles unifamiliaux jumelés a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 23 janvier 2025.

Cette demande vise à régulariser la situation d'un bâtiment qui a été construit en 1910 et ayant l'apparence d'une habitation unifamiliale isolée. Or, selon l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme 01-276, le nombre de logements dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Le projet est conforme au plan d'urbanisme;
- Le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Le projet favorise la conservation et la restauration d'un bâtiment ayant une valeur patrimoniale;
- Le projet vise le verdissement d'un espace de stationnement extérieur;
- Le projet vise la création d'un logement pour une grande famille.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Un membre propose que l'arbre qui devra être planté soit à grand déploiement.

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver la demande à la condition suivante :

- Que l'arbre qui devra être planté soit à grand déploiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PP-XXX

PPCMOI – **4528-4530, avenue Mayfair**

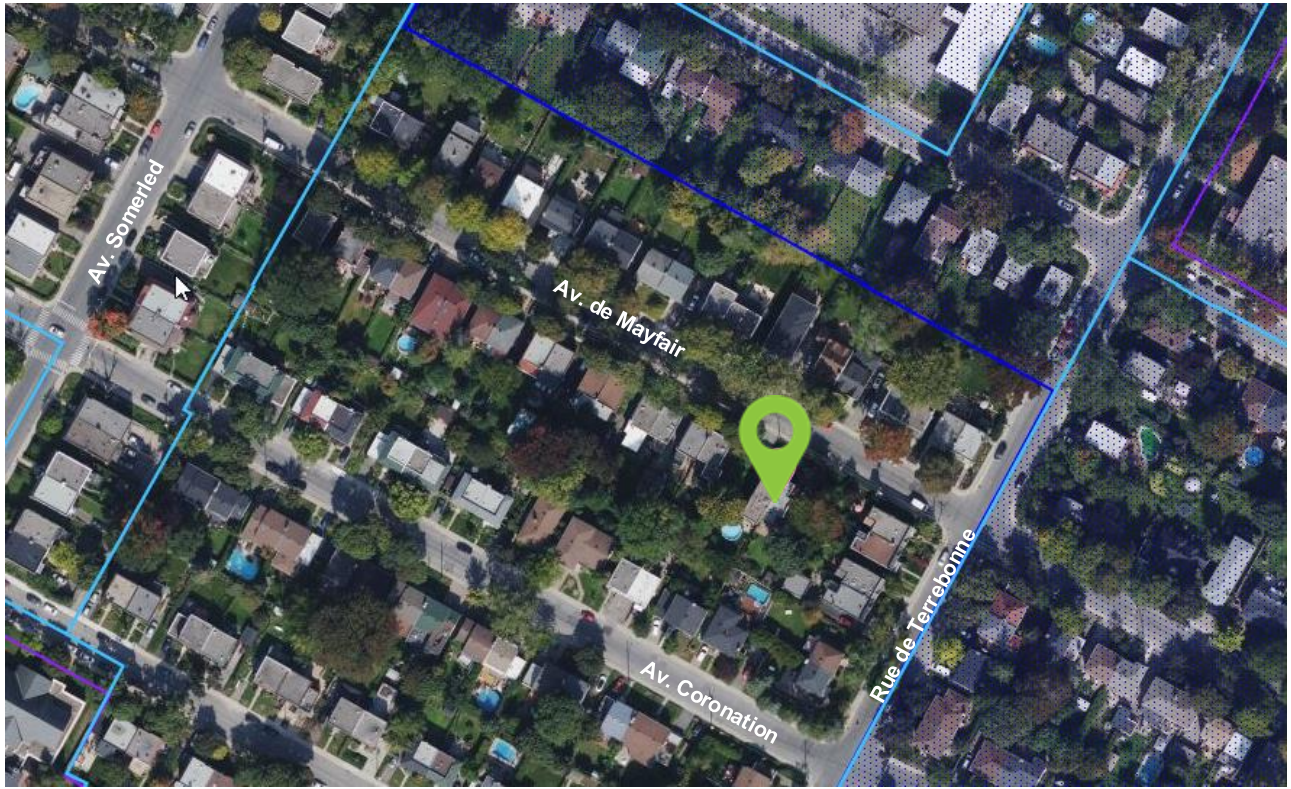
Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de 2 immeubles situés au 4528 et 4530, avenue Mayfair - dossier relatif à la demande 3003491580.

2025/02/12

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONTEXTE URBAIN



- District Loyola;
- Zone: 0972
- Bâtiment construit en 1910;
- Premier bâtiment construit dans le secteur;
- À l'extérieur d'un secteur significatif;
- <u>Objectifs de la demande:</u>
  Régulariser la situation d'un bâtiment qui a été construit en 1910 et ayant l'apparence d'une habitation unifamiliale isolé en brique rouge, avec corniche et balcon en bois. Or, il s'agit de deux habitations unifamiliales jumelés comportant une entrée principale en façade et une autre en rel

BÂTIMENTS EXISTANTS



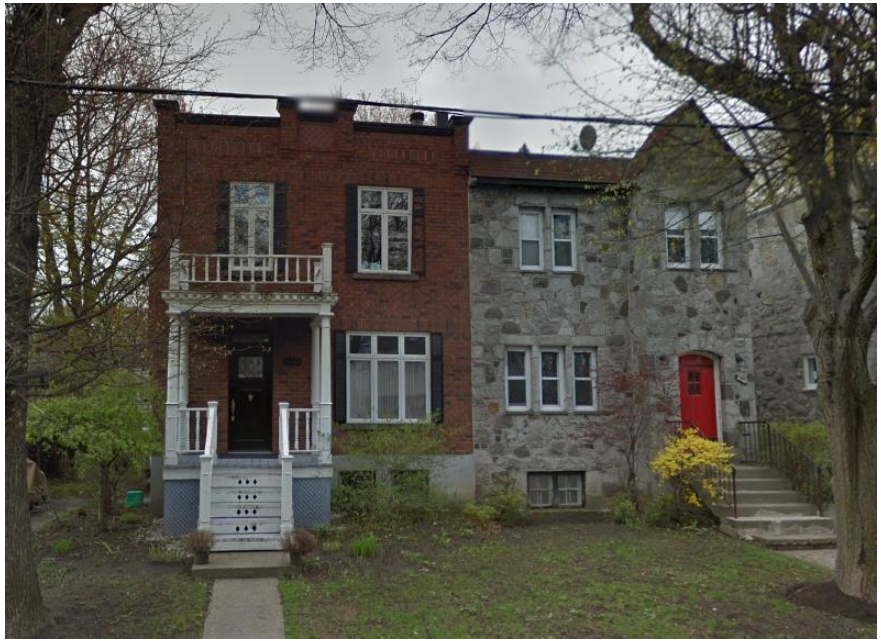


Propriété en apparence d'une maison unifamiliale isolé, mais il s'agit de deux unifamiliales jumelés

BÂTIMENTS VOISINS



6951-6957, de Terrebonne (1 700 pi2)

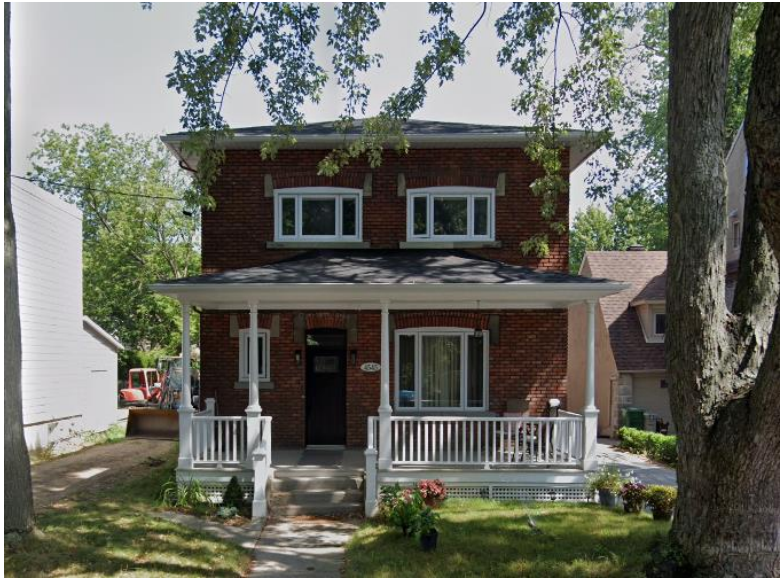


4544-4446, de Terrebonne (1 800 pi2)

VOISINAGE

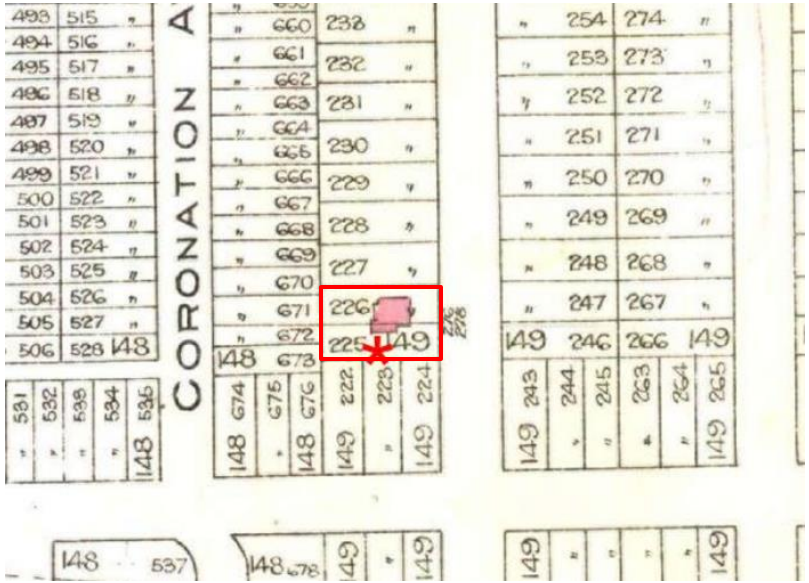


4525-4535, Mayfair (1 800 pi2)

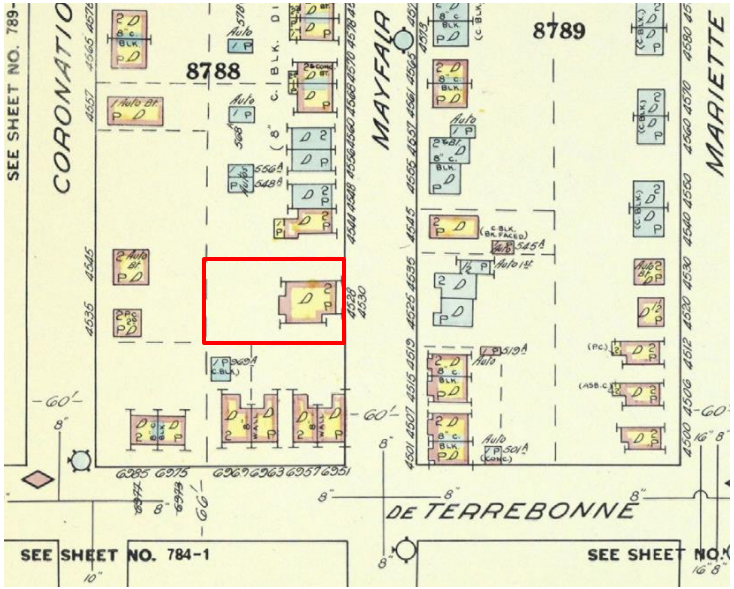


4545, Mayfair (3 100 pi2)

HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

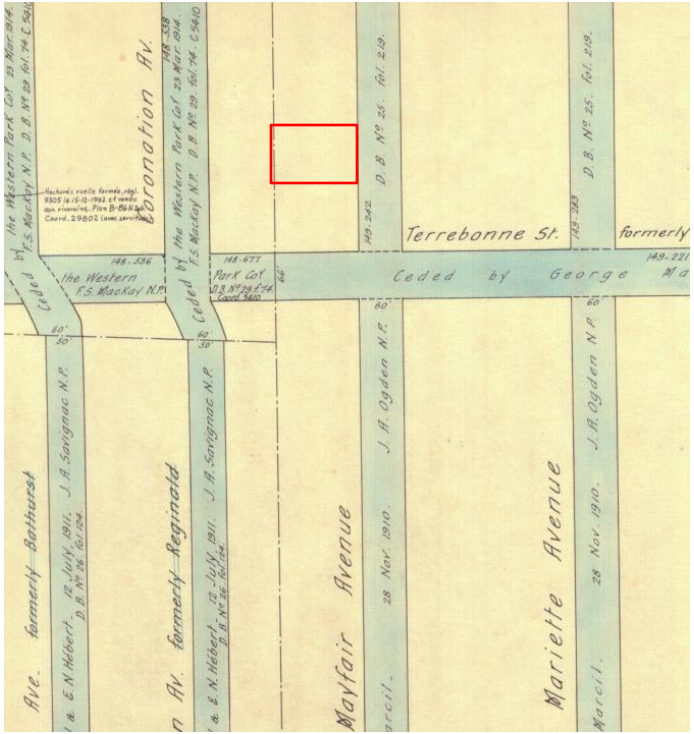


Plan assurance incendie de 1912



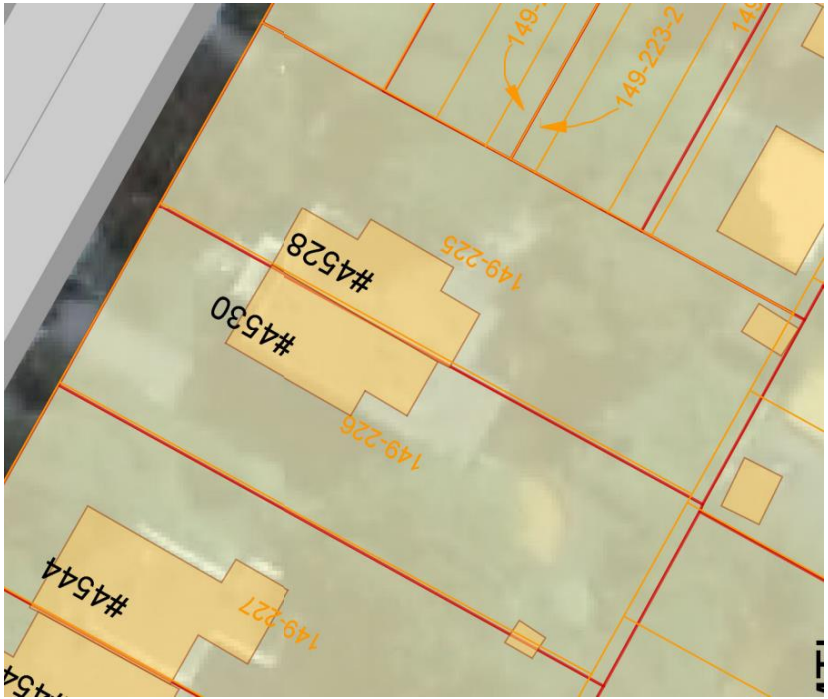
Plan assurance incendie de 1954

HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

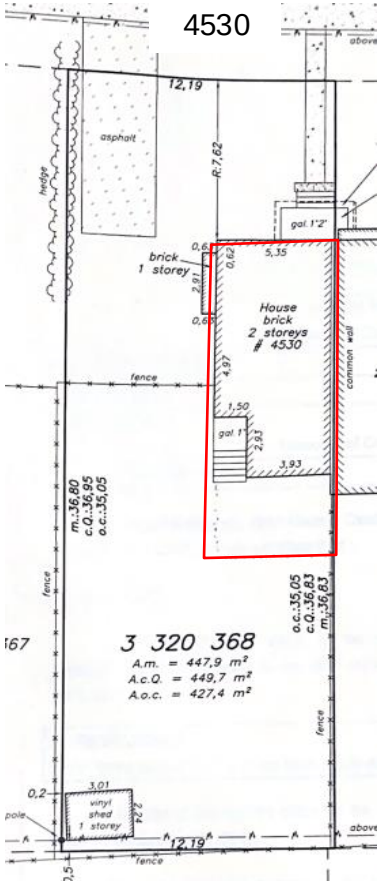


Plan des voies publiques daté de 1924, l'avenue Mayfair a été cédé le 28 novembre 1910 à la Ville par M. George Marcil

LOTISSEMENT

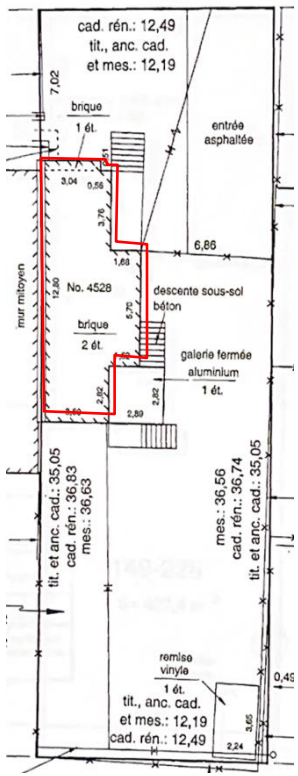


4530



Total: 1416 pi²

4528



Total: 944 pi²

HISTORIQUE DU DOSSIER

DATE	HISTORIQUE
1910	Construction du bâtiment et cession des voies publics
1912	Première division cadastrale du secteur
2010	Achat du 4530 par les requérants
2022	Achat du 4528 à la suite du décès du propriétaire, vacant depuis.
Mars 2023	Modification règlementaire afin de ne plus permettre de réduire le nombre de logement, sauf pour un duplex et triplex.
Avril 2023	Demande d'opération cadastrale afin de remembrer 2 lots sous une même unité foncière, désistement puisque non requis.
Nov. 2024	Demande de permis de transformation pour unir les deux lots
Déc. 2024	Demande d'Avis préliminaire PPCMOI

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



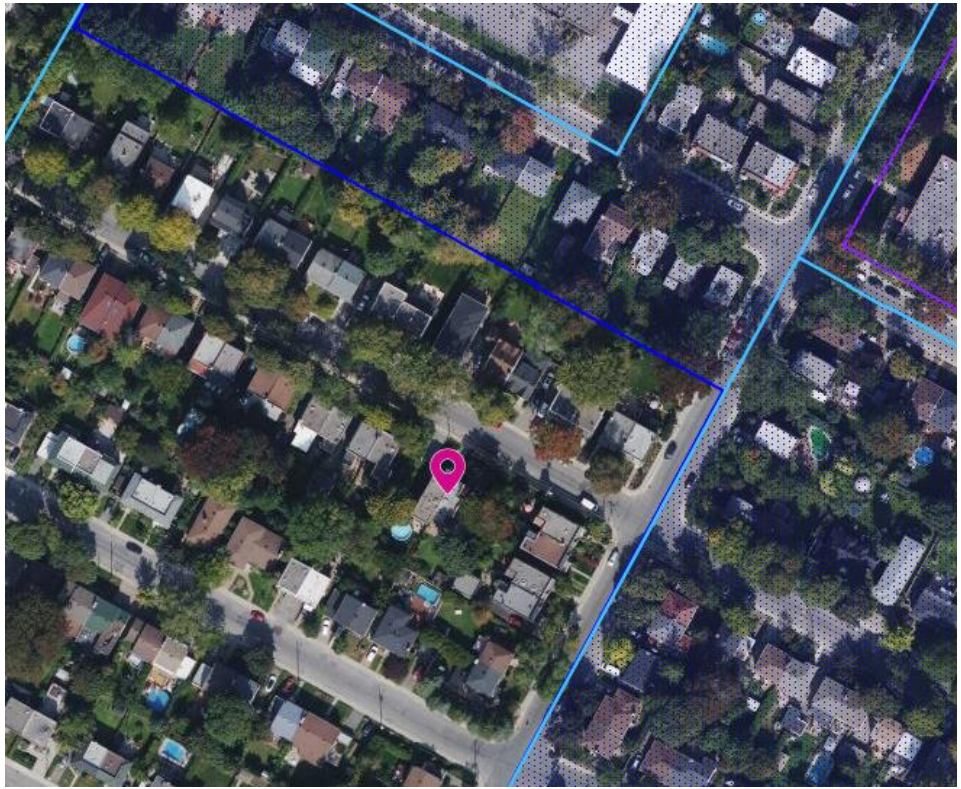
[Lien - Détail des affectations]

AFFECTATION	Résidentiel
SECTEUR	0972
HAUTEUR	2 étages
MODE D'IMPLANTATION	-
TAUX D'IMPLANTATION	Moyen

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

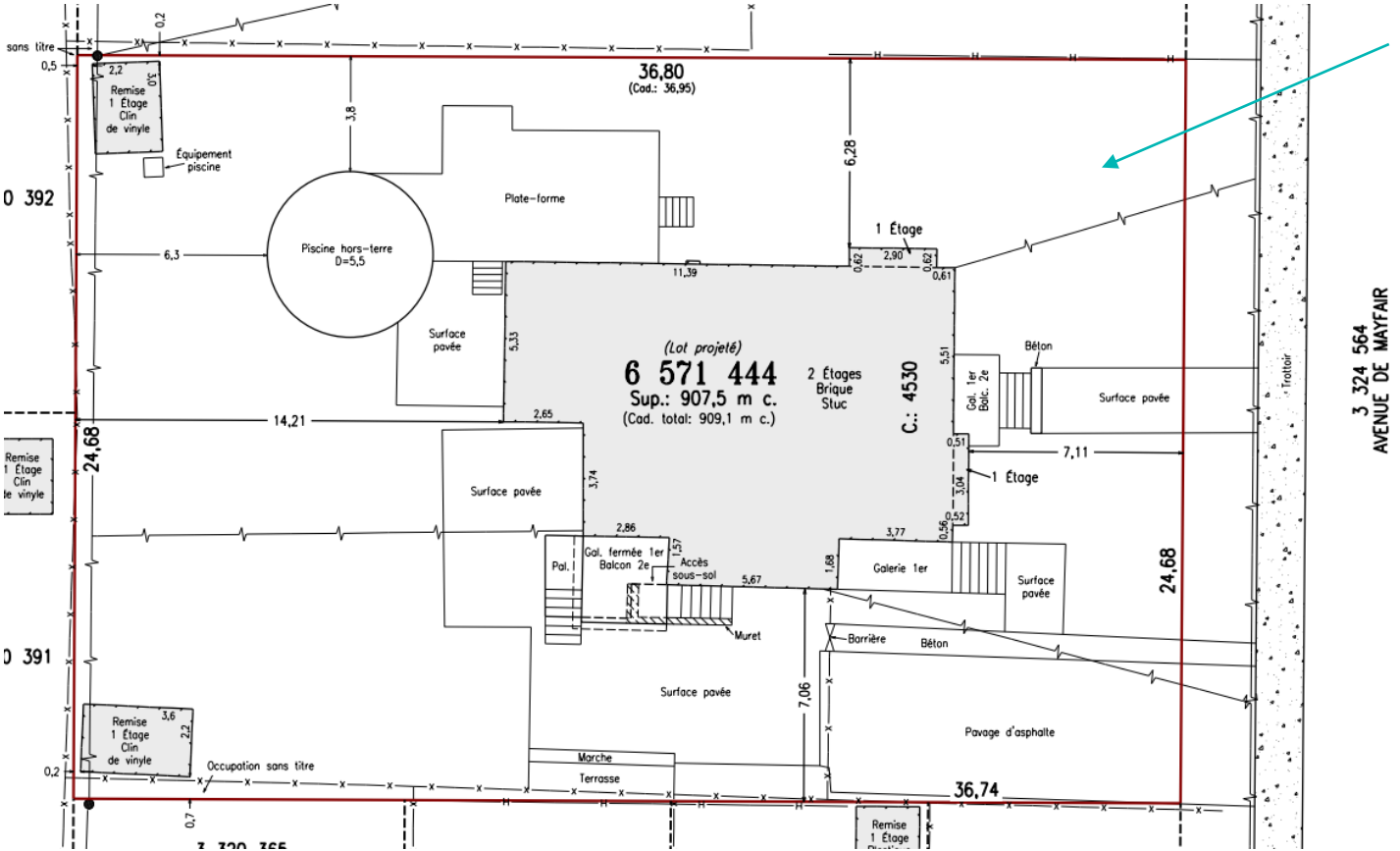
Zone :	0972
Usage :	Usage principal : H.1 (1 logement)
Hauteur :	2 à 2 étages (9 mètres)
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : N/A / max : 50 %
Taux verdissement (pleine terre)	25% min
Marges requises	-marge avant : N/A -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	Non
Secteur significatif :	Non
Subdivision	137.1: Le nombre de logement dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.



LE PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

MODIFICATION EXTÉRIEUR



Verdissement et désaffectation de la voie d'accès

MODIFICATION EXTÉRIEUR

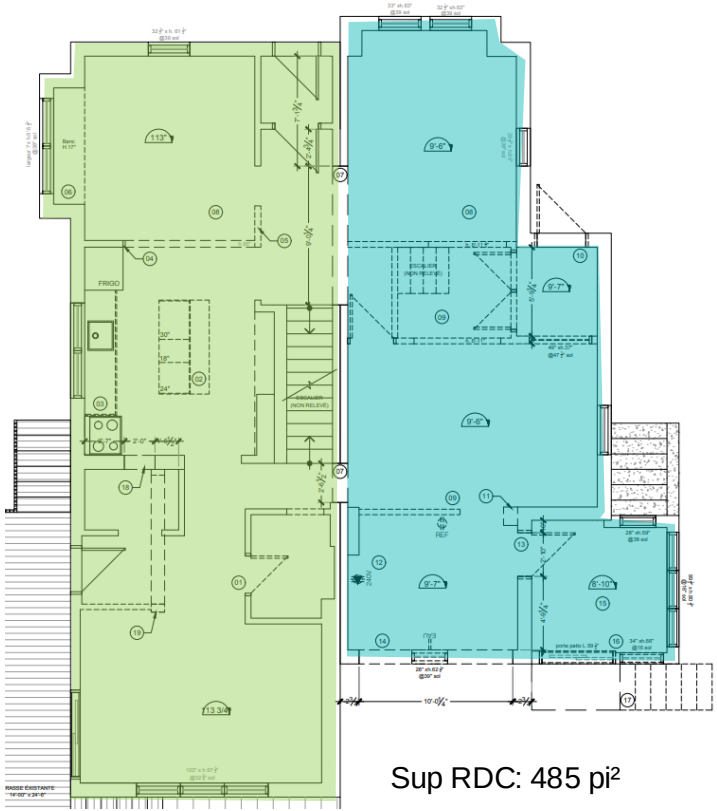
Propriété d'apparence d'une maison unifamiliale

Remplacer les fenêtres coulissantes

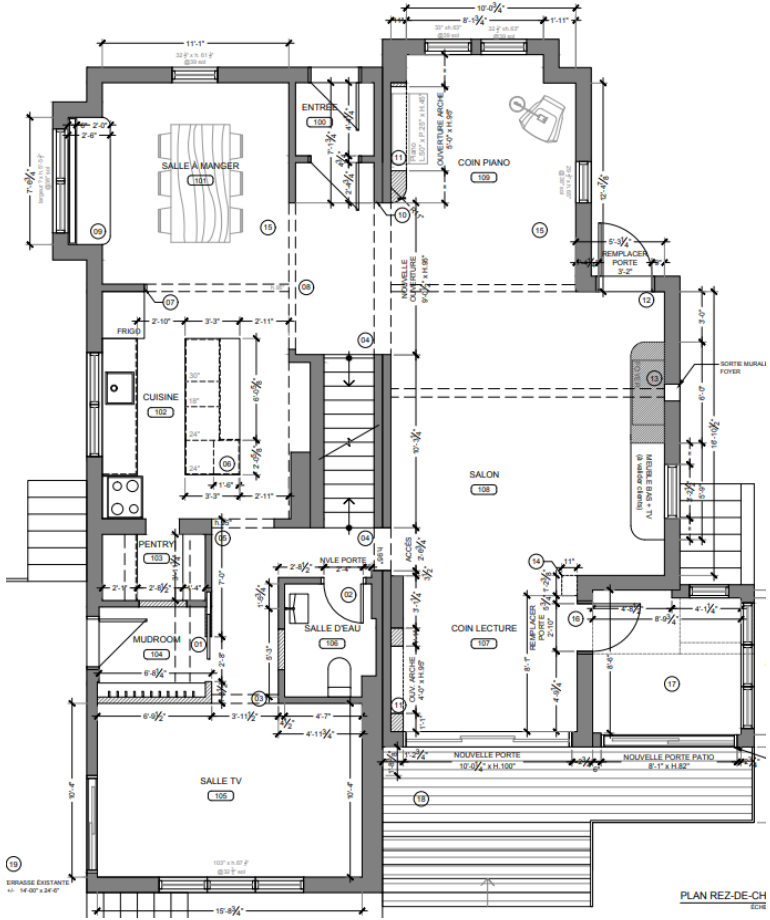
Remplacer la porte secondaire



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

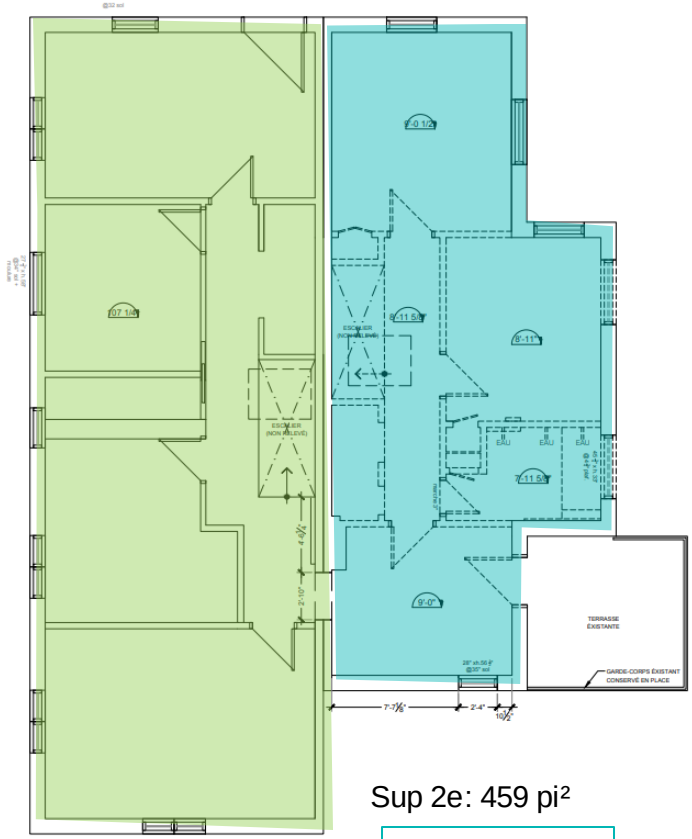


Sup RDC: 485 pi²



Sup RDC: 713 pi²

PLAN DE L'ÉTAGE

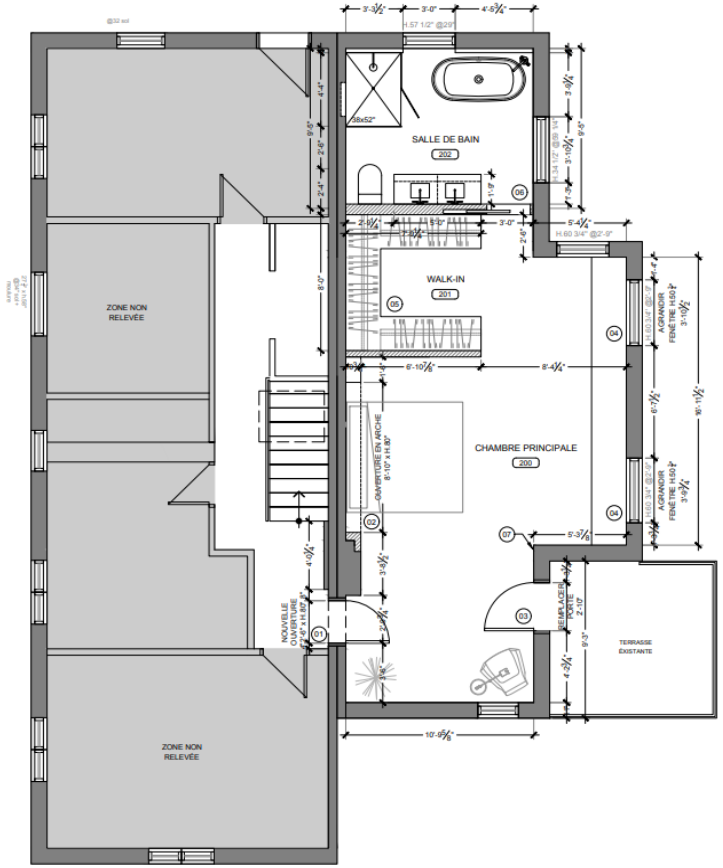


Sup 2e: 703 pi²

Total: 1416 pi²

Sup 2e: 459 pi²

Total: 944 pi²



PERSPECTIVE INTÉRIEUR









DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	04-T5	0034 -	
AFFECTATION / USAGE	Mixte	**Commerces** lourds (C.6), de gros et entreposage (C.7) et d'appoint (C.1(2)) **Industrie** Légère (I.2C)	Habitation (H.7)
HAUTEUR	-	Min 7m / Max 16m	plus que 16 m
MARGES AVANT		Règles d'insertion	0 mètre
ÉTAGES	Min 2 / Max 12	-	5 à 12 étages
DENSITÉ	Min 1.0 / Max 6.0	Min 1.0 / Max 3.0	Approx. 4,9
VERDISSEMENT		15 % de verdissement en pleine terre	15%
RETRAIT			137.1: Le nombre de logement dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON LES CRITÈRES DE PPCMOI

Analyse des critères selon le sur les Projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

DOSSIER : PP-XXX

ADRESSE : 4528-4530, avenue Mayfair

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	Respecté	Le projet propose une maison unifamiliale, conforme au zonage.
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	Respecté	Bien qu'il s'agisse d'un projet de plus petite envergure, la construction fait rayonner le secteur par son caractère et son histoire unique dans cet arrondissement.
c) dans le cas d'un projet commercial, il participe à l'instauration d'une offre de commerces et de services de proximité qui répond aux besoins de la communauté, sans compromettre la structure commerciale ou économique existante;	Non applicable	
d) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose une offre de logements diversifiés et une proportion adéquate d'unités adaptables, en vue de répondre aux besoins particuliers de la communauté;	Respecté	Le projet vise à répondre aux besoins d'une famille de trois enfants, et la propriété actuelle ne répond plus à leurs besoins. Les requérants souhaitent conserver les accès pour qu'un jour les travaux puissent être réversibles ou encore permettre un logement bigénérationnel.
e) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose des logements sécuritaires, qui favorisent un éclairage et une ventilation naturels et qui donnent accès à un espace extérieur privé ou semi-privé;	Respecté	
f) le projet minimise les impacts sur les locataires occupants et prévoit des mesures de relocalisation appropriées, le cas échéant;	Respecté	Les requérants souhaitaient quitter leur immeuble, mais le propriétaire voisin est décédé et la famille a mis en vente le bâtiment. Ils ont donc profité de l'occasion pour unir les deux logements afin de redonner sa pleine valeur à la propriété, celle-ci ayant initialement été construite en premier dans le lotissement. Il y avait initialement deux logements dans le bâtiment, mais on l'identifierait plutôt à un duplex.
g) le projet favorise la mutualisation de services ou d'installations afin d'optimiser l'utilisation de l'espace;	Respecté	
h) le projet favorise l'utilisation des modes de déplacements actifs et collectifs, l'électrification des transports et la mutualisation des équipements de recharge;	Respecté	Le projet vise la désaffectation d'une des entrée charretière afin de favoriser le stationnement sur rue et d'augmenter les plantations et le verdissement sur el terrain.
i) le projet assure la connectivité et la continuité paysagère des parcours piétons;	Respecté	
j) dans le cas d'une grande propriété à caractère institutionnel ou d'un lieu de culte d'intérêt patrimonial, le projet assure le maintien de la fonction d'origine ou, à défaut, d'une vocation d'équipement collectif ou institutionnel;	Non applicable	

ANALYSE SELON LES CRITÈRES DE PPCMOI

k) le projet intègre les principes du design universel à l'aménagement du site et des principaux accès au bâtiment. À cette fin, il favorise un parcours sans obstacle pour desservir les espaces collectifs, il propose des sentiers sécuritaires et éclairés, il réduit la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment et il réserve aux personnes à mobilité réduite un nombre adéquat de cases de stationnement à proximité des accès;	Non applicable	Le bâtiment est existant et il n'est pas prévu de modifier les accès à celui-ci.
2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	Respecté	L'implantation du bâtiment n'est pas modifiée. Le projet vise la conservation et la mise en valeur d'un bâtiment patrimonial. Bien que situé à l'extérieur d'un secteur significatif, il est évident que le projet offre un caractère patrimonial. Dans le but de le conserver et de le mettre en valeur, la proposition se veut recevable. De plus, aucun autre bâtiment ne se trouve dans la même situation, ayant l'apparence d'une habitation unifamiliale ou d'un duplex.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	Respecté	
c) le projet favorise la cohérence des interventions de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque le site comprend plusieurs bâtiments ou constructions;	Respecté	Le projet vise spécifiquement à favoriser la cohérence de la construction initiale. Le bâtiment a été construit avec l'apparence d'une habitation principale avec une entrée secondaire. Le projet vise donc à conserver cet effet d'ensemble, notamment par le retrait d'un accès véhiculaire et le remplacement des fenêtres coulissantes. Ne pas soutenir le projet aurait plutôt un effet néfaste sur l'authenticité de cette propriété patrimoniale.
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	Respecté	L'unicité de cette construction demande une attention particulière. Non seulement elle n'est pas assimilable aux autres jumelés dans le secteur, mais elle est le point d'ancrage du développement du secteur. Sa conservation et sa mise en valeur devraient être une priorité. Par ailleurs, la superficie de plancher du 4528 est très petite pour une famille, et donc une transformation d'une partie du bâtiment serait à prévoir et devrait être évitée.
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	Respecté	Le projet vise a améliorer l'aménagement paysager par le retrait d'une allée d'accès.
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	Respecté	
g) le projet privilégie la préservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur des composantes architecturales d'intérêt;	Respecté	
h) le projet assure l'intégrité, la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique;	Non applicable	
i) le projet participe à la commémoration des valeurs patrimoniales ou à la reconnaissance de l'identité de la communauté locale;	Respecté	Le projet souligne l'histoire de ce secteur, dont la première construction est encore en bon état et devrait être conservée. L'histoire devrait être soulignée soit par une plaque, soit par une affiche.
j) l'affichage s'intègre de manière sobre et harmonieuse en considérant le milieu d'insertion, l'architecture et la volumétrie du bâtiment, les usages exercés ainsi que l'échelle de la rue;	Non applicable	
3° Favoriser la transition écologique et la résilience climatique		

ANALYSE SELON LES CRITÈRES DE PPCMOI

a) le projet minimise son empreinte écologique, qui se traduit par l'économie des ressources et de l'énergie durant tout son cycle de vie, en misant notamment sur l'efficacité énergétique, la réhabilitation de structures existantes, la récupération des déchets de construction et l'utilisation de matériaux reconnus pour leur durabilité;	Respecté	Le projet vise à conserver la structure du bâtiment, mais une rénovation de certains espaces intérieurs est prévue pour améliorer notamment l'efficacité énergétique.
b) dans le cas de la construction d'un nouveau bâtiment, le projet vise l'obtention d'une certification reconnue en matière de performance écologique, telle que LEED, BOMA ou WELL;	Non applicable	
c) le projet participe à la biodiversité et à la résilience urbaine, notamment par des toitures intensives, l'agriculture urbaine, le déploiement des arbres et une diversité de végétaux, et assure une gestion naturelle des eaux de pluie;	Respecté	Le retrait de l'allée d'accès et l'ajout d'arbres et de verdissement permettent d'améliorer la résilience de la propriété..
d) le projet propose une gestion optimale des matières résiduelles et évite l'encombrement du domaine public;	Respecté	
e) le projet propose, notamment durant le chantier, une réduction à la source et un contrôle adapté des nuisances qu'il pourrait occasionner telles que le bruit, la poussière, les odeurs, le vent, la circulation, la chaleur et la lumière. ».		à valider

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que le projet est conforme au plan d'urbanisme;
- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Considérant que le projet favorise la conservation et la restauration d'un bâtiment ayant une valeur patrimoniale dans le paysage bâti;
- Considérant que le projet vise au verdissement d'un espace de stationnement extérieur;
- Considérant que le projet vise la création d'un logement pour grande famille.

RÉSOLUTION PPCMOI

Dérogations :

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliales jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

137.1 Le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, malgré le nombre minimal ou maximal de logements prescrit.

Malgré le premier alinéa, le nombre de logements dans un bâtiment de 2 ou 3 logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un bâtiment de logements sociaux ou communautaires.

RÉSOLUTION PPCMOI

Conditions :

4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumis au respect des conditions suivantes :

a) Les travaux de construction visés par la présente résolution doivent débuter dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution. À défaut, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet.
b) La demande d'approbation d'opération cadastrale afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrient à l'annexe A doit être déposée avant ou au même moment que la demande de permis de construction.
c) Que l'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair soient retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre.
d) Que l'entrée charretière soit désaffectée.
e) Que l'ensemble des fenêtres coulissantes soit remplacé afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Dossier # : 1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QU'UNE ligne d'alimentation électrique locale d'Hydro-Québec doit être déplacée et une servitude à cet effet devra être prévue;
ATTENDU QU'UNE servitude de passage en faveur de la Ville de Montréal pour accéder au parc Marie-Gérin-Lajoie devra être convenue préalablement à l'adoption finale de la présente résolution.

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot 6 651 796), a été adopté à la séance ordinaire tenue le 10 mars 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QUE deux (2) affiches ont été placées le 18 mars 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 25 mars 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus tel qu'indiqué dans le procès-verbal.

ATTENDU QUE la correction des articles 1 et 7 a été effectuée afin de retirer la notion de lot projeté, puisque le lot a été enregistré au cadastre du Québec, et de supprimer une répétition dans un des documents nécessaires au dépôt de la demande de permis de construire.

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 avril 2025, conformément aux articles 145.38 et 128 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, des demandes

ont été reçues pour les zones 0542, 0599, 0614 et RA-22.

ATTENDU QUE dans ce contexte, la résolution approuvant le projet particulier PP-147 sera soumise à l'approbation des personnes habiles des zones précitées ainsi que la zone visée 0628 et qu'un registre sera ouvert à cette fin dans les 45 jours de son adoption par le conseil d'arrondissement.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, la résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 123 afin de déroger aux usages;

2. à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;

3. à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SOUS-SECTION 1

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

SOUS-SECTION 2
CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 63 %;

2. Les marges minimales suivantes :

a. Avant: 1,5 mètre, à l'exception d'une saillie, à partir du 2e étage, d'au plus 20 mètres de large et 1 mètre de profond, au-dessus de l'entrée principale;

b. Latérale face au parc Marie-Gérin-Lajoie: 6 mètres;

c. Arrière : 5 mètres.

3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage ne peut avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.

4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule de niveau 2;

5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;

6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue.

7. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique ne doit pas nécessiter l'abattage d'un arbre situé dans l'enceinte du parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète en partie sur le site visé.

SOUS-SECTION 3

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doivent respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30 %;
2. Six (6) bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel sont aménagés au toit;
3. Un accès piéton doit être prévu, d'une largeur d'au moins 1,2 mètre à partir de l'accès du Parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie.

CHAPITRE IV

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles

(déchets, recyclage, compostage);

b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);

c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);

d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;

e. la méthode de collecte privée ou publique;

f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.

3. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assurent la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.

4. Un plan permettant de localiser le déplacement de la ligne électrique et ses composantes.

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

CHAPITRE VI

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicables.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.
Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une nouvelle partie de ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.

2. La conservation des arbres doit être priorisée dans le choix du tracé de la ligne électrique.
3. Lorsque le système racinaire d’un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d’excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
4. Lorsque la canopée pourrait être affectée lors de la construction, un élagage préventif devrait être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.
5. L'aménagement du sentier prévu entre le parc Marie-Gérin-Lajoie et l'avenue Lajoie ne devrait pas entraîner l'abattage d'arbres et doit être conçu dans la continuité du sentier existant du parc.

ANNEXE A

Territoire d'application

ANNEXE B

Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:38

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de l'avis invitant les personnes habile à voté, publié le 17 avril 2025, à déposer des demandes d'approbation référendaire, des demandes ont été reçu à la date limite soit le 25 avril 2025 à 16h30 pour les secteurs concerné soient les zones 0542, 0599, 0614 et RA-22.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE

conseiller(-ere) en amenagement

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Les corrections suivantes ont été apportées à l'article 1 et 7 du projet de règlement. Cette modification vise la correction du lot qui a été enregistré dans le Cadastre du Québec et une répétition dans un document à fournir.

Article 1

*« **1.** La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot projeté 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution . »*

On devrait corriger le paragraphe visé par le retrait du mot « projeté » et lire le texte comme suit :

« **1.** La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution. ».

Article 7, paragraphe 4

*« **4.** Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude d'Hydro-Québec et de Bell ainsi que de la servitude de la ligne électrique et ses composantes. . »*

On devrait corriger le paragraphe visé par le retrait des mots « projeté » et lire le texte comme suit :

« **4.** Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude de la ligne électrique et ses composantes. »

À la suite de la consultation, aucune modification de la résolution n'a été apportée.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Extrait de l'assemblée de consultation publique tenue le 26 mars 2025

Extrait CP - PP-147.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION PUBLIQUE DU 26 MARS 2025

PROJET	**PROJET DE RÉSOLUTION CA25 170055**
OBJET DU RÈGLEMENT:	**Projet de résolution CA25 17055 approuvant le projet particulier PP-147 à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).**
DOSSIER :	**1243751004**
ASSISTANCE :	**30 personnes**

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION TENUE LE 26 MARS 2025, À 18 H 30, AU 5160, BOULEVARD DÉCARIE, REZ-DE-CHAUSSÉE, SALLE DU CONSEIL, À MONTRÉAL, PRÉSIDÉE PAR MADAME MAGDA POPEANU

6. Présentation par Mathieu Letarte, conseiller en aménagement, du projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

7. Période de questions et commentaires du public

Une résidente s'interroge à savoir si le bâtiment compte 3 ou 4 étages. M. Letarte indique que le bâtiment compte trois étages et une mezzanine, laquelle ne compte pas pour un étage suivant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement. Le volume de cette construction hors toit représente 40% du volume total de l'étage inférieur. Pour ce projet, la mezzanine est implantée à l'avant du bâtiment plutôt qu'à l'arrière (dérogation quant au retrait) pour préserver l'intimité des voisins immédiats.

M. Letarte explique à une citoyenne qu'à ce jour, aucun changement n'est prévu quant aux voies de circulation aux abords du site. Des mesures de mitigation seront toutefois prises durant la construction du bâtiment.

M. Letarte confirme à une citoyenne que le terrain n'a pas été vendu et qu'il appartient toujours à l'Archevêché. La citoyenne demande le nom du promoteur. Mme Popeanu lui demande de faire une demande d'accès aux documents. Sans commenter précisément la transaction pour le présent dossier, M. Manseau explique que le propriétaire a vraisemblablement autorisé le promoteur à faire une demande de changement de zonage pour ce terrain. La vente serait ainsi conditionnelle au changement de zonage.

La citoyenne s'interroge sur la possibilité pour Hydro-Québec d'enfouir les fils électriques. M. Letarte indique que c'est le souhait de l'arrondissement, mais qu'Hydro-Québec n'a pas accédé à cette demande car cela ne fait pas partie de leur pratique d'enfouir les fils sur une petite portion de territoire. Quant au filage de Bell, il se trouve sur le poteau d'Hydro-Québec et fait partie de la même servitude.

La citoyenne demande un échéancier des étapes à suivre. M. Manseau explique qu'en général pour des projets de cette envergure, une fois les étapes précédant l'entrée en vigueur du projet particulier terminées, une transaction immobilière doit être conclue avec le propriétaire avant de déposer une demande de permis. Après la délivrance du permis, la construction peut s'échelonner sur une période d'un an ou deux. M. Letarte explique que la demande de permis doit être déposée au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du projet particulier, faute de quoi le projet particulier est caduc.

Un citoyen s'interroge sur le fait que le projet compte moins de places de stationnement que de logements, soit 22 cases pour 23 logements. Qu'en est-il des résidents qui n'auront pas de place de stationnement et des visiteurs? Vont-ils se stationner dans la rue? M. Letarte explique que le maximum autorisé par la réglementation est de 26 cases, mais qu'aucun minimum n'est exigé. Il ajoute que les transports en commun sont accessibles dans un rayon de 500 mètres. Le citoyen considère que le manque de stationnement à même le projet va augmenter la pression quant aux places accessibles sur rue et à la circulation. Mme Popeanu mentionne qu'au besoin, des vignettes de stationnement sur rue peuvent être délivrées dans le secteur.

La gestionnaire du 6100, chemin Deacon, qui fait partie du complexe Le sanctuaire, se désole que la présentation ne fasse pas état de l'impact du projet sur le voisinage quant au stationnement. Elle mentionne que 25 à 30 automobilistes se garent sur le terrain vacant et devront se stationner sur rue lorsque le terrain ne sera plus accessible, sans compter les futurs visiteurs et les propriétaires du bâtiment à construire qui disposeront de plus d'une voiture. Elle ajoute que l'école située à proximité dispose déjà des places de stationnement qui lui sont réservées.

Une citoyenne s'interroge à savoir si des condos ou des logements locatifs sont prévus dans ce complexe. Mme Popeanu explique que l'arrondissement ne dispose pas de cette information.

La directrice des opérations et des ressources humaines et directrice générale intérimaire de la Maison Saint-Raphaël, fait part de ses préoccupations, et compte déposer un document à cet égard qui détaille son intervention. Il est joint en annexe du présent compte rendu. Elle ajoute qu'elle aimerait entamer des discussions avec le promoteur dans une logique de bon voisinage. Elle demande à la ville d'assurer un suivi à cet égard auprès de la Maison Saint-Raphaël d'ici au 7 avril. Mme Popeanu qui était présidente du CCU à l'époque, rappelle que le processus lié à la création de la Maison Saint-Raphaël a lui aussi suscité beaucoup d'inquiétude pour le voisinage, et qu'elle comprend ses préoccupations.

Un résident du 6100, chemin Deacon, s'inquiète de l'impact du projet sur l'augmentation de la circulation, le manque de places de stationnement et la sécurité des citoyens. M. Jonathan Leduc explique qu'une étude de circulation a été déposée par le promoteur : il est question d'une quinzaine de véhicules en heure de pointe le matin et de 20-22 véhicules en heure de pointe l'après-midi. Quant au stationnement on est près du « un pour un », et l'orientation de la Ville de Montréal est de limiter le taux de possession de véhicules. Il ajoute que l'augmentation de places de stationnement augmente par le fait même le flux véhiculaire. Mme Popeanu ajoute que l'arrondissement est très sensible à l'enjeu de sécurité au coin des avenues Lajoie et de Vimy et que des saillies seront installées pour sécuriser l'intersection.

Le propriétaire de la maison William Saint-Pierre indique qu'il faudra compter de nombreuses vues illégales sur son terrain et sur les terrains voisins si le projet est complété tel que présenté. Il conteste la hauteur et le volume du bâtiment à construire. Il s'interroge sur la nature du sol et se demande si une étude a été déposée à cet égard par le promoteur. M. Letarte indique qu'une demande sera faite en ce sens lors de l'analyse de la demande de permis.

Une résidente explique que le sol dans ce secteur contient du granite qu'en ce sens, il faudra prévoir du dynamitage. M. Letarte précise que le promoteur devra déposer un plan de gestion et mitigation des impacts nuisibles du chantier pour limiter les nuisances, et que les impacts d'un dynamitage possible seront pris en compte lors de l'analyse de la demande de permis. M. Manseau donne des précisions à la citoyenne quant à la carte de densité jointe à la présentation : il est question de cibles de densification à atteindre à long terme à

la Ville de Montréal pour les projets de développement situés à proximité de stations de métro.

M. Letarte confirme à une citoyenne que le projet ne comprendra pas de logements sociaux et abordables et que le promoteur compte plutôt fournir une contribution financière conformément à la réglementation municipale. Il ajoute qu'une étude de circulation a été fournie par le promoteur. La résidente s'inquiète pour ses enfants de l'augmentation éventuelle de la circulation de transit sur l'axe de Vimy - Côte-Ste-Catherine.

Un citoyen est préoccupé par la lourdeur de l'installation pour avoir accès au stationnement en sous-sol, et du fait que cela puisse décourager les usagers de l'utiliser. Les parcs et le secteur étant déjà très fréquentés, et la circulation étant dense aux abords du Sanctuaire, il aurait également souhaité que l'entrée du projet soit décalée à l'est plutôt qu'à l'entrée du stationnement du Sanctuaire, d'autant que la visibilité y est moindre en raison de la végétation.

M. Letarte explique à un citoyen l'endroit où sera situé l'entrée du stationnement, soit du côté de l'avenue Lajoie. Le citoyen s'interroge à savoir où se stationneront les propriétaires des véhicules qui utilisent le terrain vacant. Mme Popeanu ne peut répondre à cette question et confirme que ce sont les employés et visiteurs de la Maison Saint-Raphaël qui l'utilisent. Le citoyen s'inquiète de la circulation sur de Vimy en raison des sens uniques mis en place par Outremont pour détourner le trafic.

M. Manseau explique à ce citoyen que le bâtiment compte trois étages et une construction hors toit à l'usage du logement inférieur. La dérogation vise ici l'alignement de la mezzanine à la façade avant plutôt que son retrait. M. Manseau précise que le projet pourra être adopté par le conseil avec ou sans changement en fonction des interventions lors de la consultation de ce soir, ou ne pas être adopté.

Un citoyen demande à la conseillère municipale de revoir la notion de « maximum de places de stationnement » et d'envisager plutôt un minimum. D'après lui, décréter un maximum ne réglera en rien le problème de circulation. Mme Popeanu considère que l'augmentation de places de stationnement va de pair avec l'augmentation des véhicules et de la circulation.

Mme Reeves donne des précisions sur la qualification des personnes habiles à voter, lesquelles seront détaillées dans les avis publics : les personnes habiles à voter des secteurs visés pourront voter tout comme les personnes morales et les propriétaires non domiciliés. M. Manseau confirme que les citoyens qui ne résident pas dans les zones ne pourront pas faire partie du processus, et que le découpage des zones n'est pas arbitraire : il correspond aux paramètres de zonage qui sont les mêmes pour chacune des zones.

Le 27 mars 2025

Assemblée publique de consultation
PP-147
PPCMOI – avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796)
A/S Me Geneviève Reeves

Objet : Présentation de la Maison de soins palliatifs et centre de jour St-Raphaël

L'OBNL Maison Saint-Raphaël occupe un lot situé dans la zone visée par le projet (référence diap 79 du document PPT afférent à l'APC), en façade du bâtiment projeté, sur le côté nord de la rue Lajoie.

Notre adresse civique est 6005, chemin Deacon et qui correspond à l'entrée principale de la Maison Saint-Raphaël.

Cependant, la porte de l'ancienne église Saint-Raphaël ouvrant sur l'ancien parvis, sur la rue Lajoie, est la porte secondaire utilisée quotidiennement par les résident.e.s, les employé.e.s de la Maison St-Raphaël ainsi que par les services funéraires pour le ramassage des dépouilles.

À l'examen du projet, plusieurs préoccupations ont surgi que nous avons énoncées lors de l'APC du 26 mars 2025 :

- Notre accès par la rue Lajoie pour le transport des dépouilles devra rester absolument intact, y compris durant la période de travaux de construction
- Un espace réservé de stationnement (équivalent à min. 3 voitures) pour les véhicules funéraires sur la rue Lajoie devra être préservé.
- La pression d'eau devra rester suffisante et constante, y compris durant la période de travaux de construction, aux fins d'approvisionnement de notre système de gicleurs.
- L'ancien parvis, en façade sur Lajoie, est utilisé comme une terrasse par nos résident.e.s. Ils.elles sont fréquemment emmené.e.s à l'extérieur dans leurs lits afin de leur permettre de profiter jusqu'à la fin de la vie, de la nature, de l'air, de la paisible animation de la rue. C'est un espace de réunion des proches. Certain.e.s résident.e.s y vont aussi pour fumer. Le respect de la privauté est primordial.
  Il est d'ailleurs possible que les prochains locataires puissent concevoir un malaise à observer des personnes en fin de vie de leur terrasse ou fenêtres.

- Nous soumettons des considérations concomitantes à l'égard de notre usage du parvis de la rue Lajoie :
    - La présence d'arbres en façade dans le projet actuel semble minimale (voir perspective principale, diapo 31 et Recommandation service d'horticulture, diapo 56)
    - La mezzanine sur le toit prévue au projet donnera à ses usager.ère.s une vue directe en surplomb sur le parvis et l'entrée de la rue Lajoie (utilisée par les services funéraires) (voir perspective principale, diapo 46).
    - Certains balcons prévus en façade pourraient aussi avoir cette vue directe ou en surplomb.
    - L'accès au stationnement intérieur ainsi que le plan de gestion des déchets du projet sont prévus par la rue Lajoie (voir perspective principale, diapo 45 et gestion des déchets, diapo 58), apparemment vis-à-vis notre allée menant au parvis. Nous nous inquiétons de la paisibilité et de la gestion des bruits et des odeurs.
    - De plus, en saison hivernale, le dégagement pour le virage des véhicules accédant au stationnement viendra-t-il empiéter sur l'espace réservé aux services funéraires? La MSR ne dispose pas de morgue, le transport des dépouilles doit être fait rapidement.

La présence d'arbres nous apparaît comme une des solutions de mitigation à considérer en priorité. La création d'un écran arboricole adapté sur le terrain de la Maison Saint-Raphaël, aux frais des promoteurs ou par la Ville, pourrait-elle être envisagée?

- Quelle gestion d'impact de la construction est-elle prévue pour le voisinage: horaire de chantier? bruit? vibrations? dynamitage pour excavation? enfoncement de pieux?
  Les fondations du bâtiment patrimonial sont de pierre. Il pourrait être nécessaire d'en vérifier la résistance au stress.
- En dépit des cases de stationnement prévues au projet, il est vraisemblable que l'addition des 23 unités locatives augmentera la pression sur le stationnement sur rue. La MSR fera prochainement des démarches auprès de l'arrondissement CDN-NDG pour examiner toutes les solutions possibles en vue d'améliorer les conditions de transport de ces 80+ employé.e.s. Pour rappel, dans un esprit de bon voisinage, l'Archidiocèse de Montréal avait consenti à la MSR l'usage du lot du projet depuis l'ouverture en 2019. Le stationnement gratuit a été une condition d'emploi fort appréciée, qui a contribué à l'attractivité d'employeur de la MSR durant les 5 dernières années.

Addenda suite à notre participation à l'APC

- Nous avons compris que pour obtenir le nom du promoteur du projet actuel, il nous faudra faire une demande en vertu de la Loi d'Accès à l'information.
- Nous aimerions connaître l'adresse web où nous pourrons faire le suivi des prochaines étapes.
- Nous apprécierions savoir si nos considérations auront été prises en compte en vue de l'adoption pour de la résolution 2e lecture par le conseil d'arrondissement. Une telle chose est-elle envisageable et comment faire?

Merci d'accueillir nos préoccupations et quelques suggestions.
Nous suivrons ce dossier avec attention.
Avec nos salutations respectueuses,



Hélène Lamarre CRHA
Directrice des opérations et des ressources humaines et directrice générale intérimaire
Maison St-Raphaël

ANNEXE

PRÉSENTATION

Projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

PP-147

PPCMOI – avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796 - dossier relatif à la demande 3003475378.

2025/03/26

Salle du Conseil - 5160, boulevard Décarie RDC

01 MISE EN CONTEXTE

02 ANALYSE DU SITE

03 LE PROJET

04 PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

PPCMOI pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble

C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

Permet d'exiger toute condition, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet

Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme qui ne sont pas autrement imposés par des mesures réglementaires

Permet de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne**

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS

Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne.

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

Le comité consultatif d'urbanisme évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI, au règlement d'urbanisme et au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

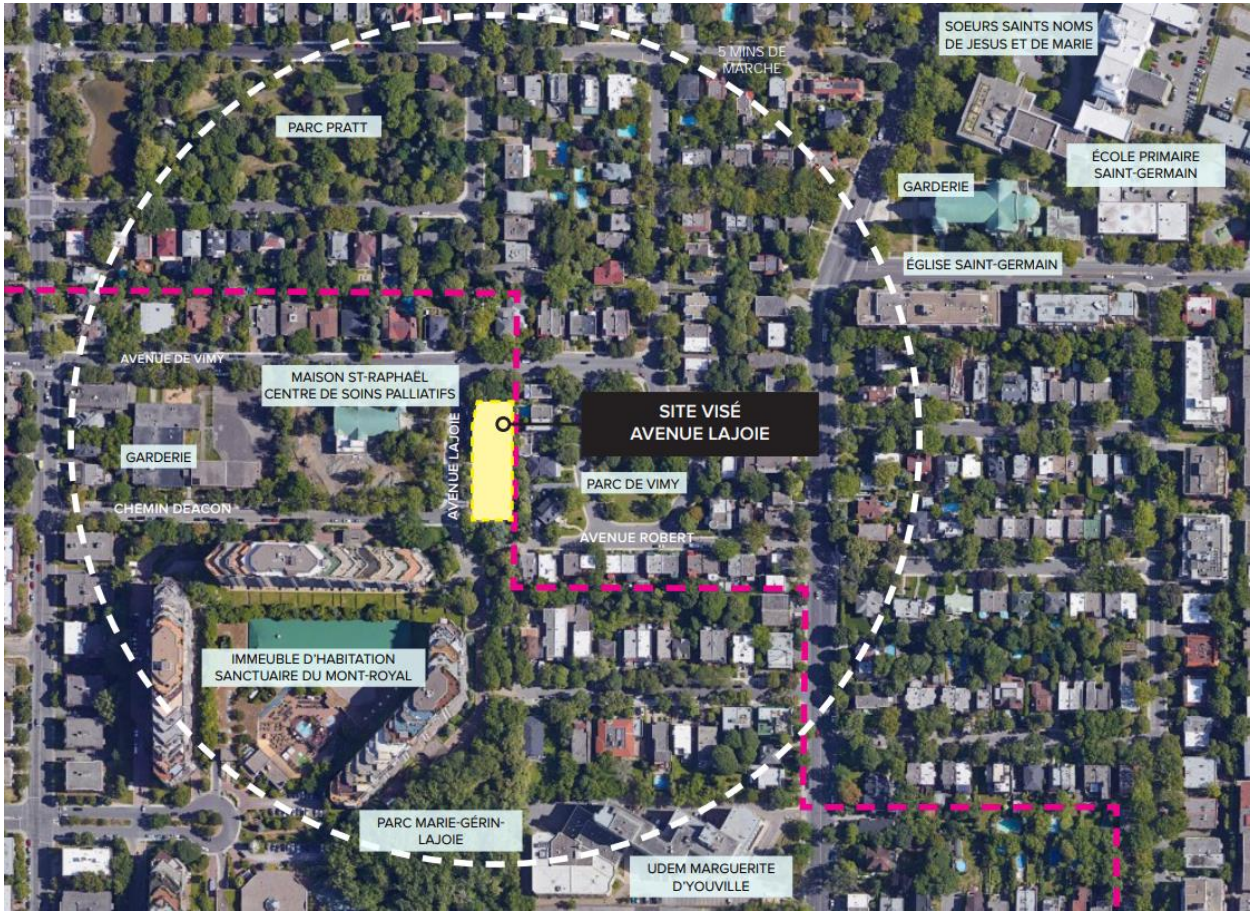
3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis.

01 | CONTEXTE

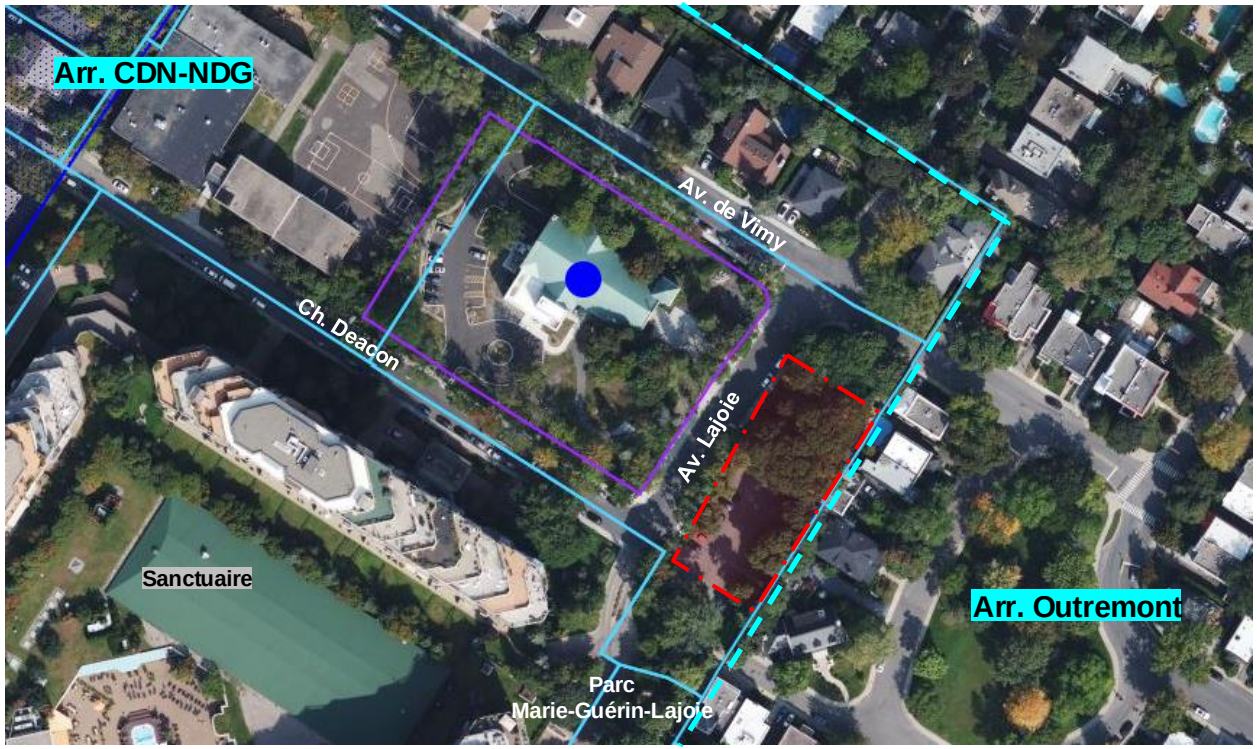
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LOCALISATION



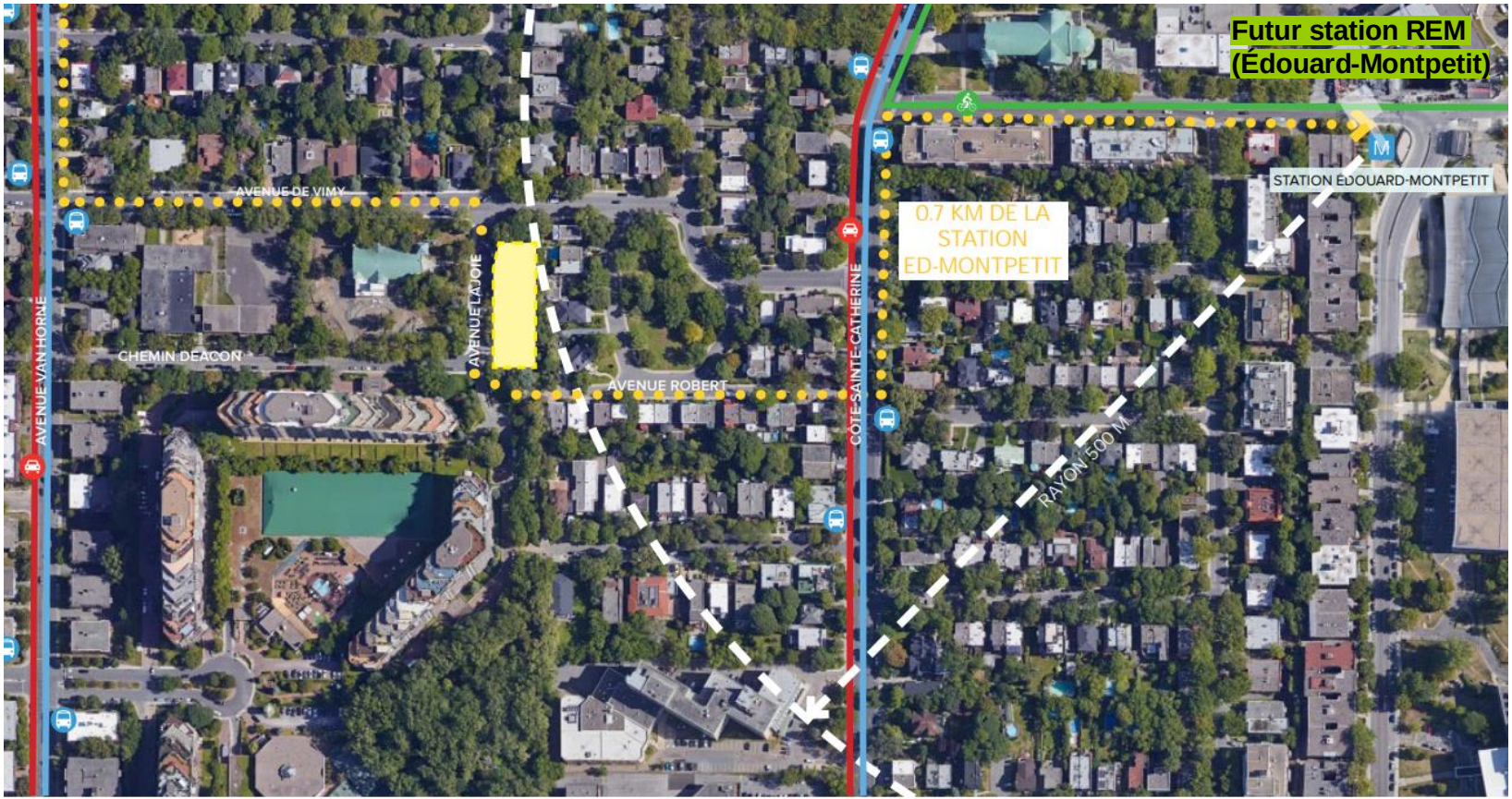
- District Côte-des-Neiges;
- Zone: 0628
- Terrain vacant appartenant aux Œuvres de Charité de l'Archevêque Romain de Montréal;
- Proximité du parc Marie-Guérin-Lajoie, du Sanctuaire et adjacent à l'Arr. Outremont;
- Actuellement stationnement pour la maison St-Raphael.

LOCALISATION



- District Côte-des-Neiges;
- Zone: 0628
- Terrain vacant appartenant aux Œuvres de Charité de l'Archevêque Romain de Montréal;
- Proximité du parc Marie-Guérin-Lajoie, du Sanctuaire et adjacent à l'Arr. Outremont;
- Actuellement stationnement pour la maison St-Raphael.

DÉPLACEMENT

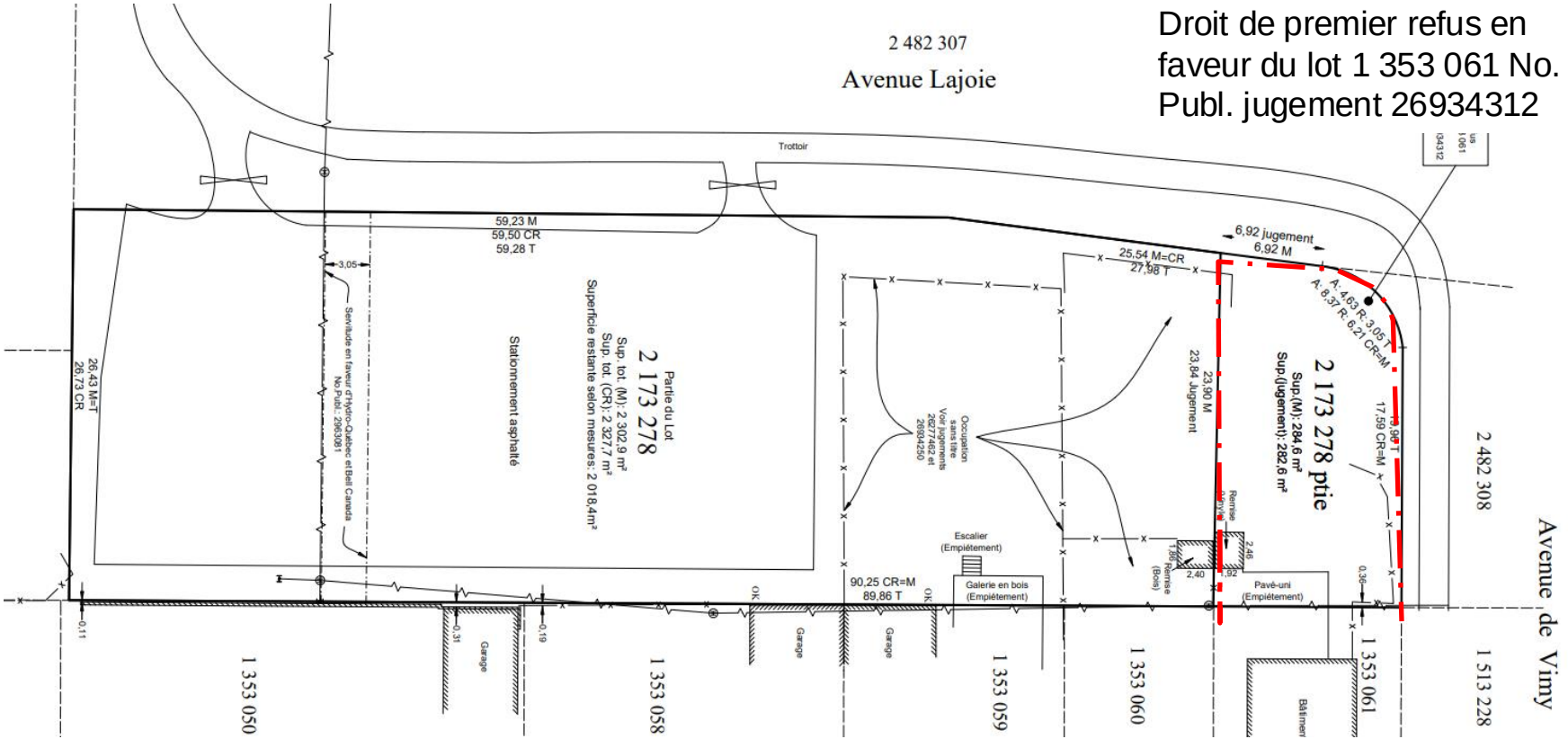


TOPOGRAPHIE



Dénivelé d'environ 2 mètres

CERTIFICAT DE LOCALISATION

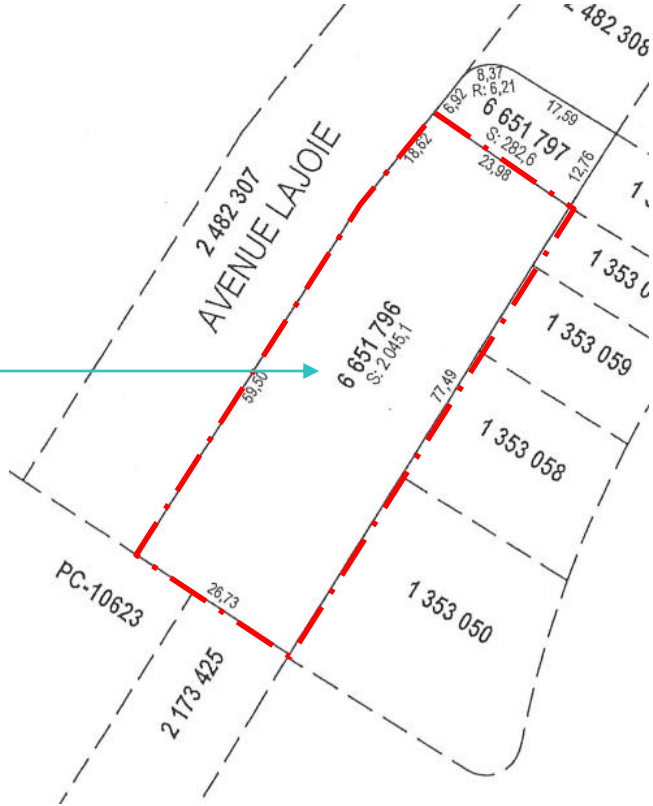


Droit de premier refus en faveur du lot 1 353 061 No. Publ. jugement 26934312

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Une demande d'opération cadastrale a été effectué afin de scinder le lot en deux lots distincts.

Numéro de lot projeté: 6 651 796



LE SITE





LE SITE





LE SITE





LE SITE





LE SITE







LE VOISINAGE – LE SANCTUAIRE

SITE DU COMPLEXE LE SANCTUAIRE

Terrain de 100 000 mc où le développeur M. René Lépine a construit un développement de 5 bâtiments résidentiels de 11 à 15 étages dans les années 1983-1987 totalisant 725 unités.

L'image jointe montre en 1949 la présence d'un bâtiment mais les recherches ne nous ont pas permis de savoir quel était son usage. Appartenait-il à la communauté religieuse de l'église St-Raphael d'Archange? Des réponses suivront pour la phase suivante.

Les tracés montrent bien la présence d'un sentier dans le parc Marie-Gérin-Lajoie à la fin des lotissements résidentiels adossant le vaste terrain.





LE VOISINAGE – LA MAISON SAINT-RAPHAEL

RÉPERTOIRE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC

Église construite entre 1932 et 1933.
Bâtiment de pierre selon les plans de l'architecte Gratton D. Thompson, son toit est recouvert de cuivre. L'église est léguée par le Archidiocèse de Montréal en 2009 et l'ouverture de la maison a lieu en 2019. La maison de soins palliatifs comprend 178 chambres.

Le site à l'étude est un site disponible. Le coin Est du site possède déjà une canopée.

En 1949, la rue de Vimy n'est pas encore construite. L'Église St-Raphael fait front à la front à l'avenue Lajoie.





LE VOISINAGE – MAISONS OUTREMONTOISES







PLAN D'URBANISME / ZONAGE - Affectation



Affectation PU

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

Affectation zonage: E.5 (1) / Équipements culturels, d'hébergement et de santé

- établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent;
- activités communautaires ou socioculturelles;
- garderie;
- Bibliothèque;
- école préscolaire;
- école spécialisée.

PLAN D'URBANISME



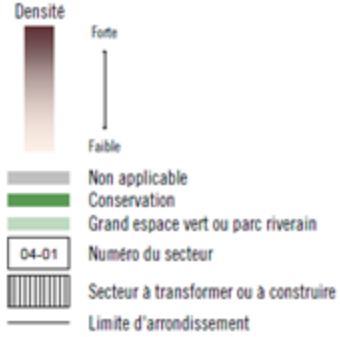
AFFECTATION Résidentiel

SECTEUR 04-01

HAUTEUR 2-3 étages

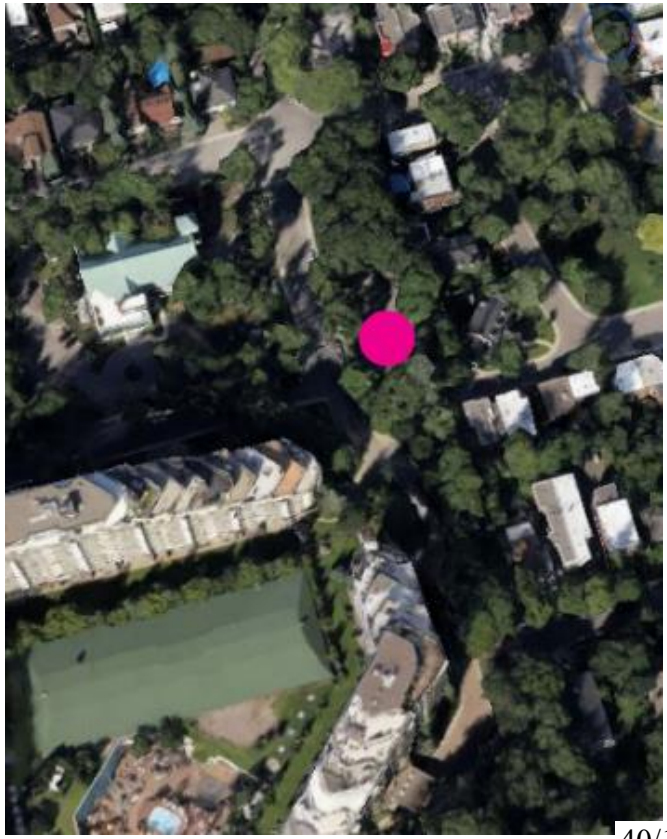
MODE D'IMPLANTATION

TAUX D'IMPLANTATION Moyen



CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

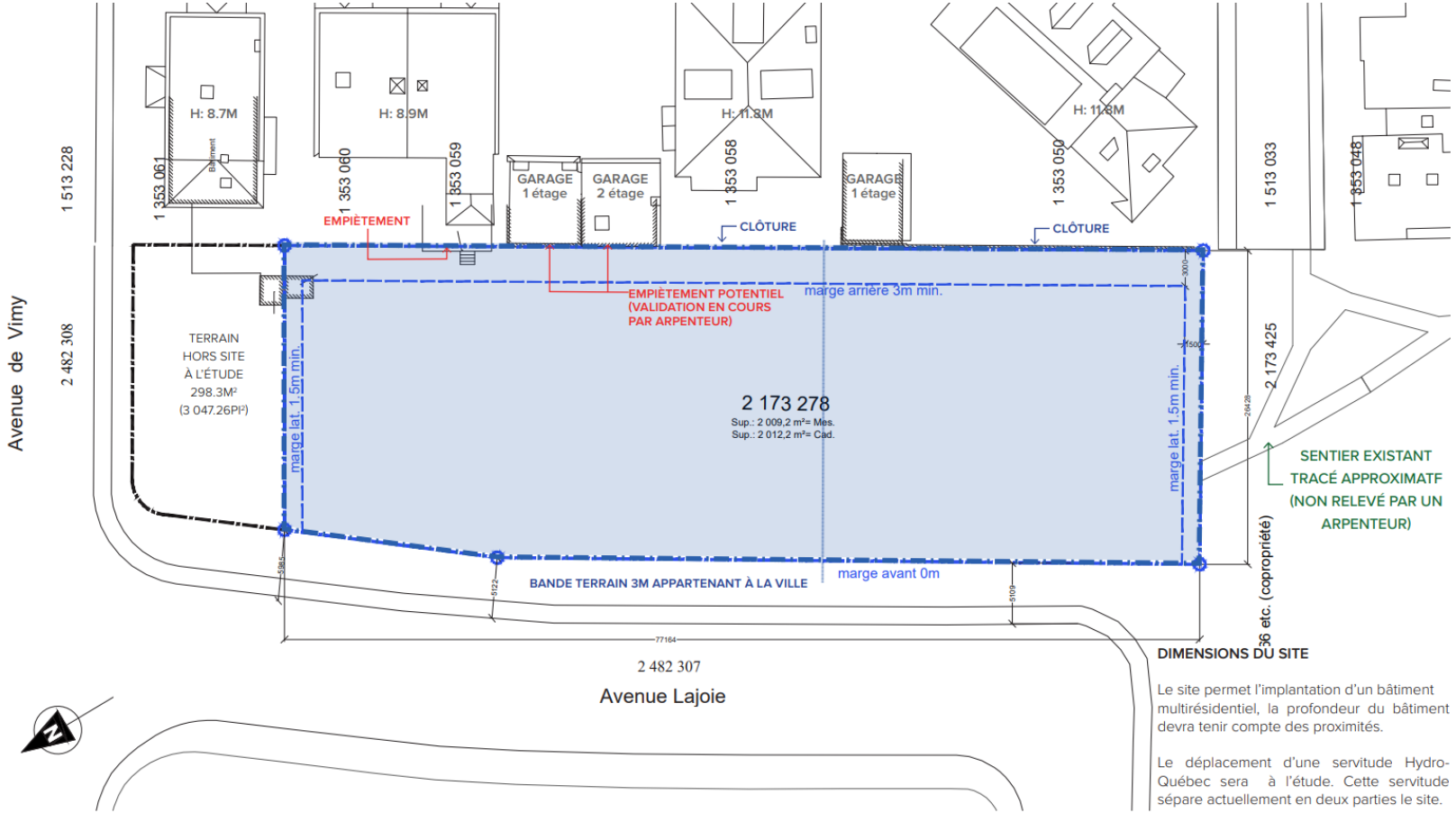
Zone :	0628
Usage :	E.5(1) 1. établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent
Hauteur :	3 étages 12.5 mètres maximum
Mode d'implantation :	Règles d'insertion (PIIA)
Taux d'implantation :	Min: 35 %/ max : 70%
Taux verdissement (pleine terre)	25 % min
Marges requises	-marge avant : N/A -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Case stationnement voiture	Max: 1/150m2
Unité vélo	Min: 1/70 m2
Secteur significatif :	Non



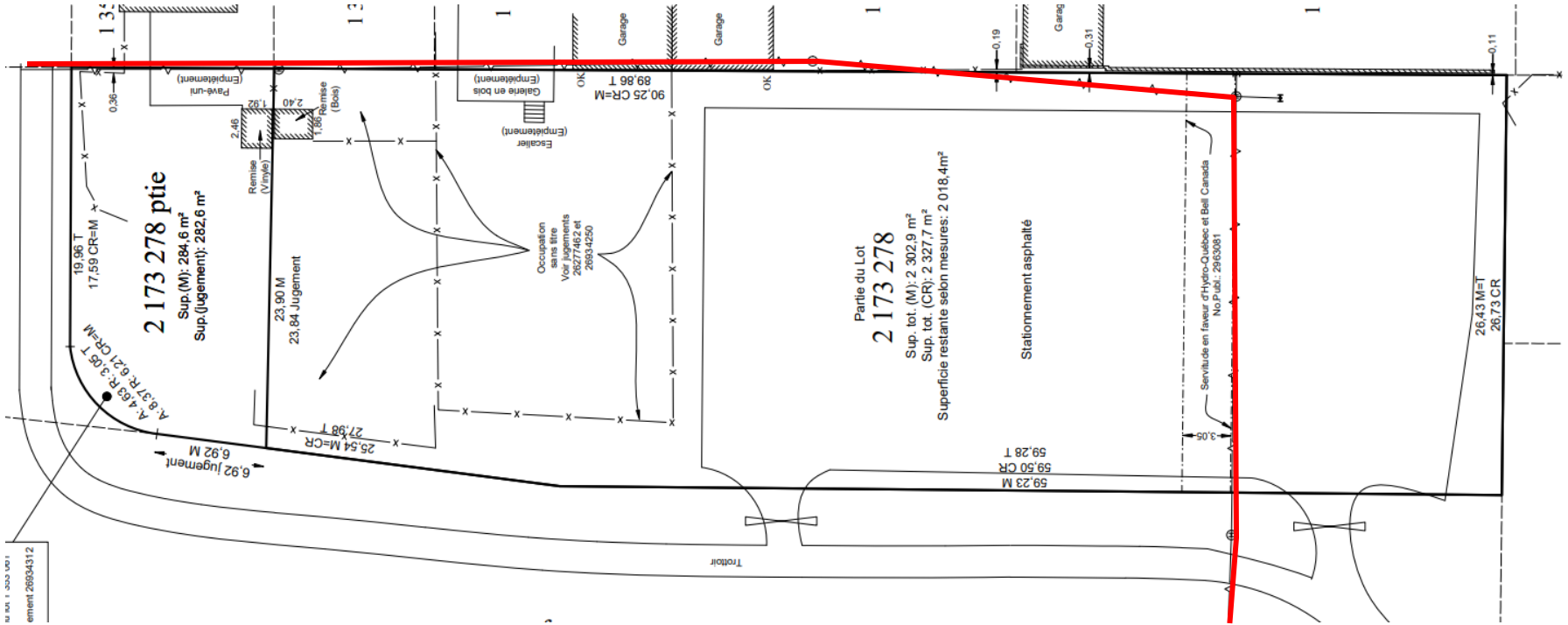
03 | LE PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

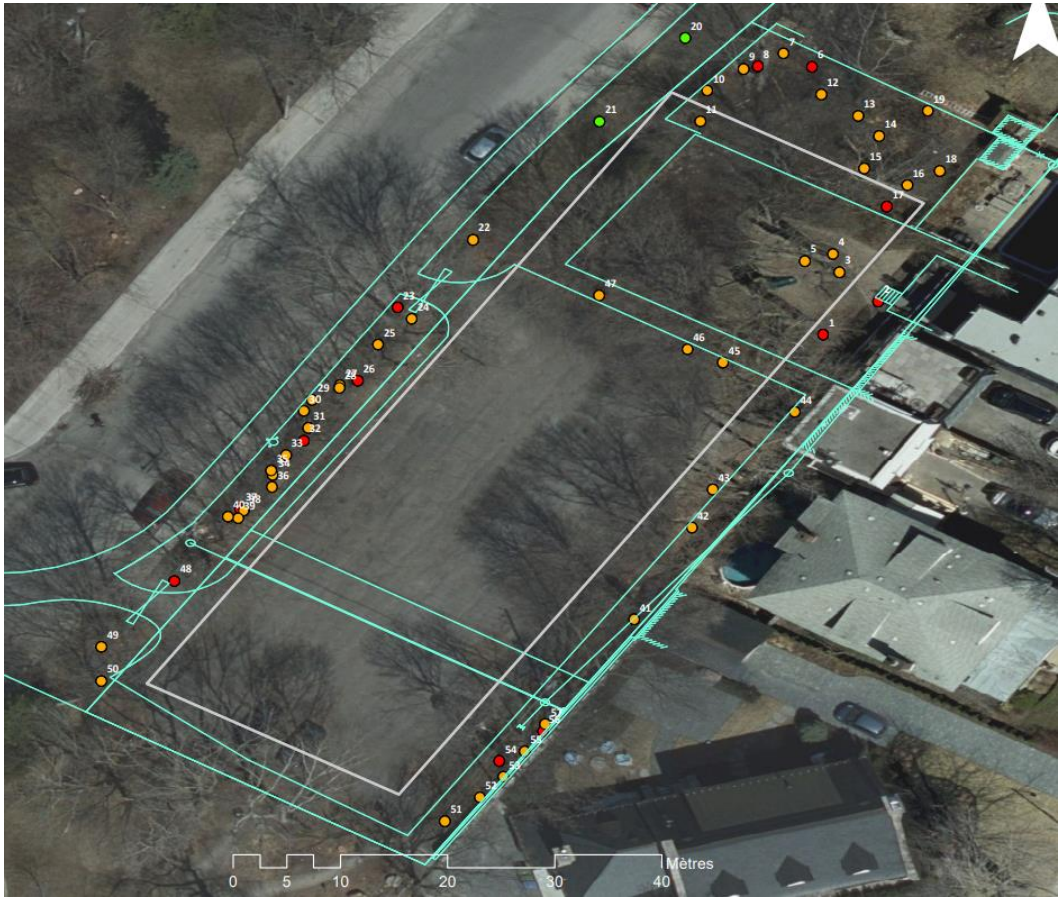
LES CONTRAINTES - PARC



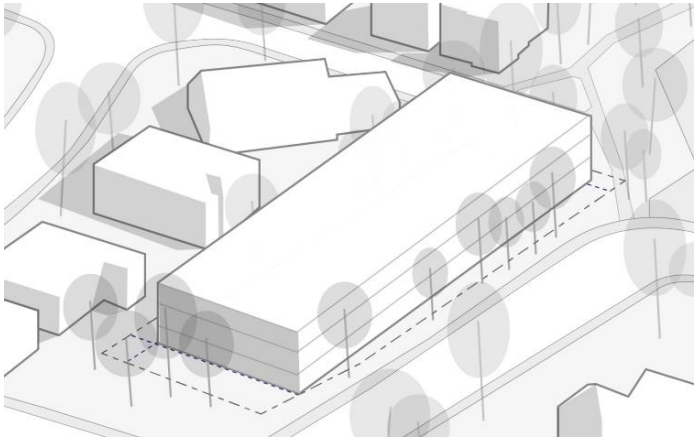
LES CONTRAINTES – Servitude Hydro-Québec et Bell

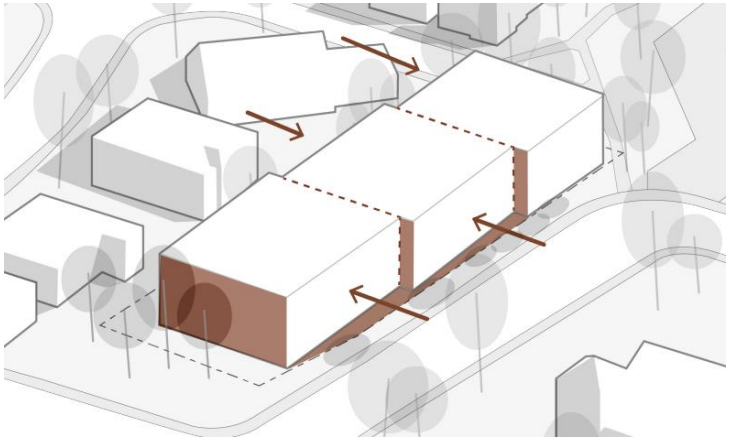


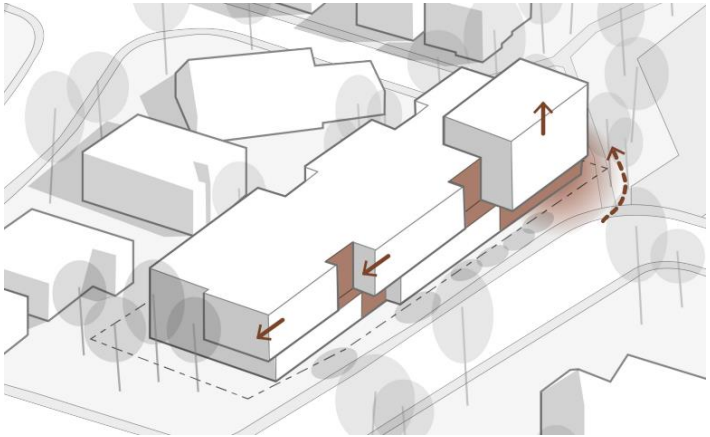
LES CONTRAINTES - ARBRES

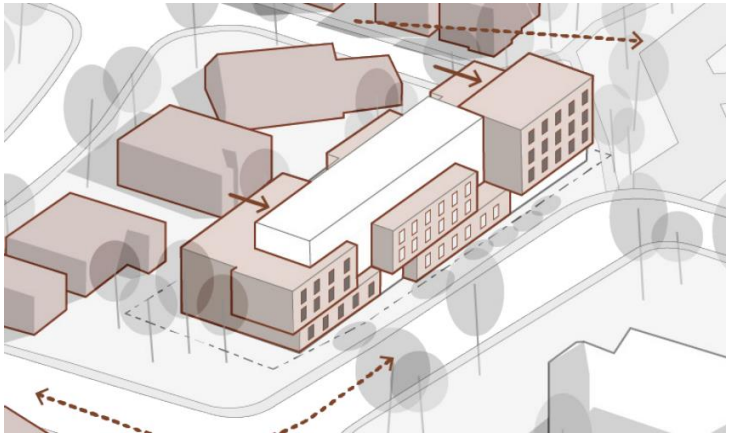


LA DÉMARCHE CONCEPTUELLE





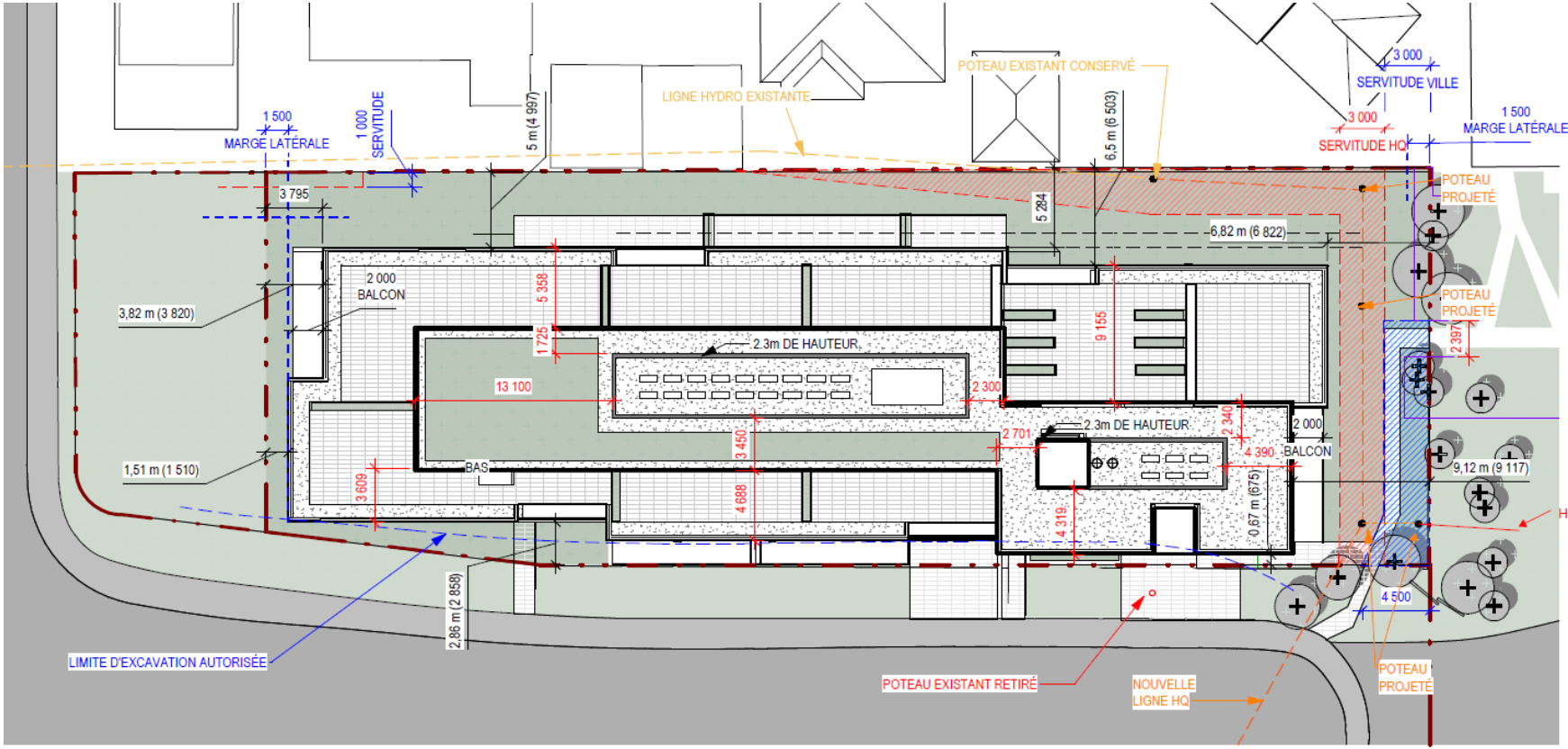




PERSPECTIVE PRINCIPALE



PLAN D'IMPLANTATION



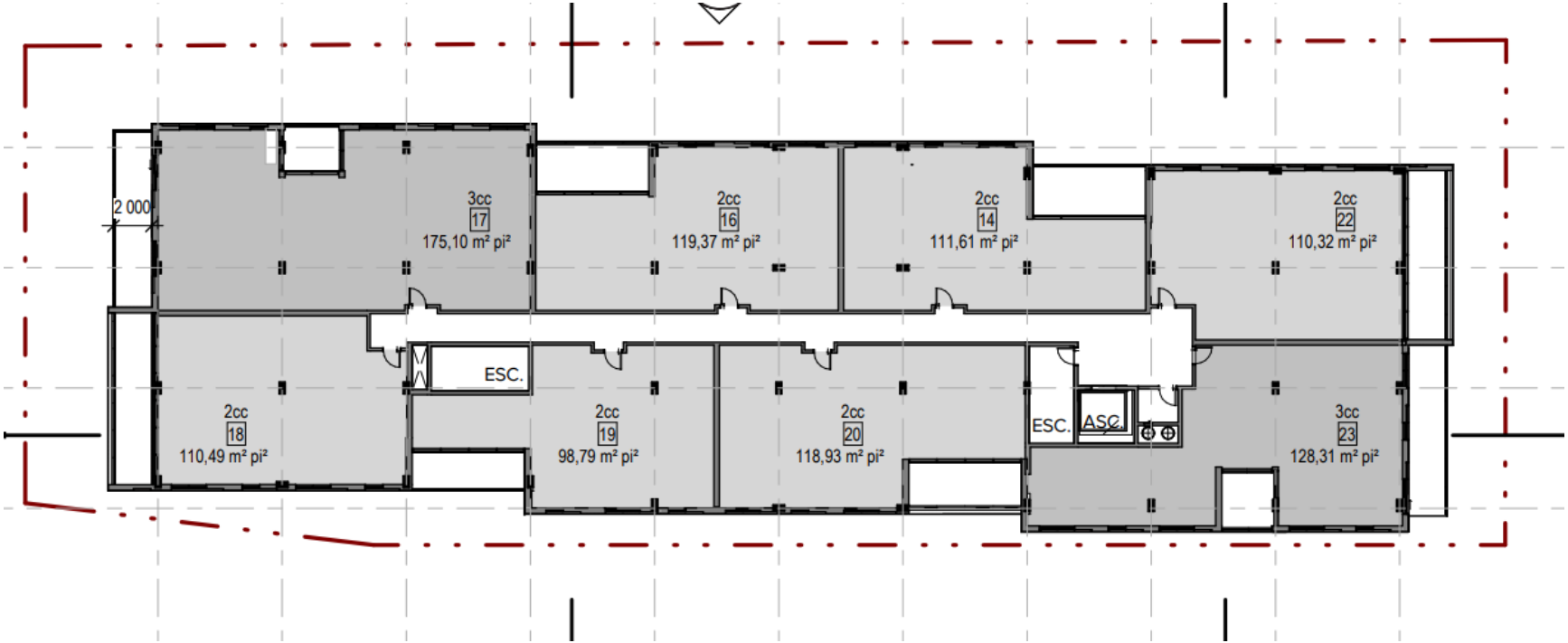
Taux d'implantation: 63% / COS: 1.86

PLAN RDC



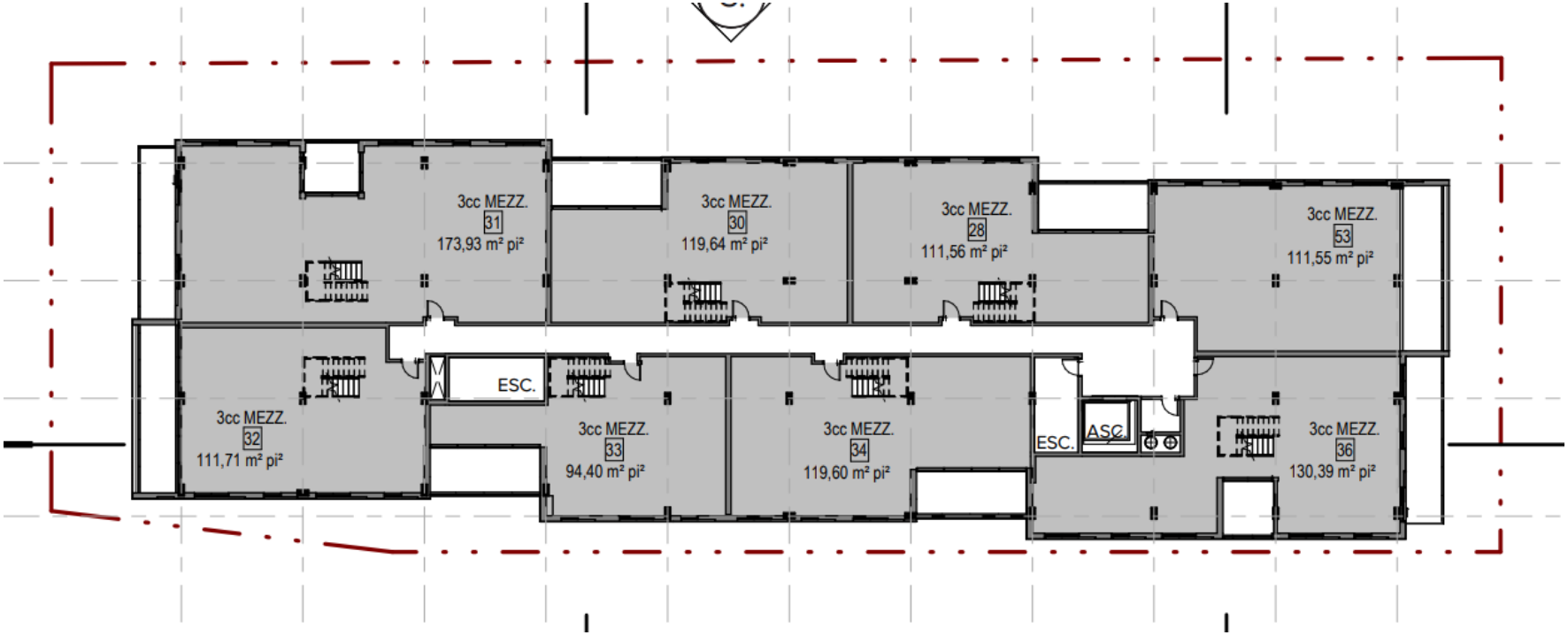
Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (2)

PLAN 2e ÉTAGE



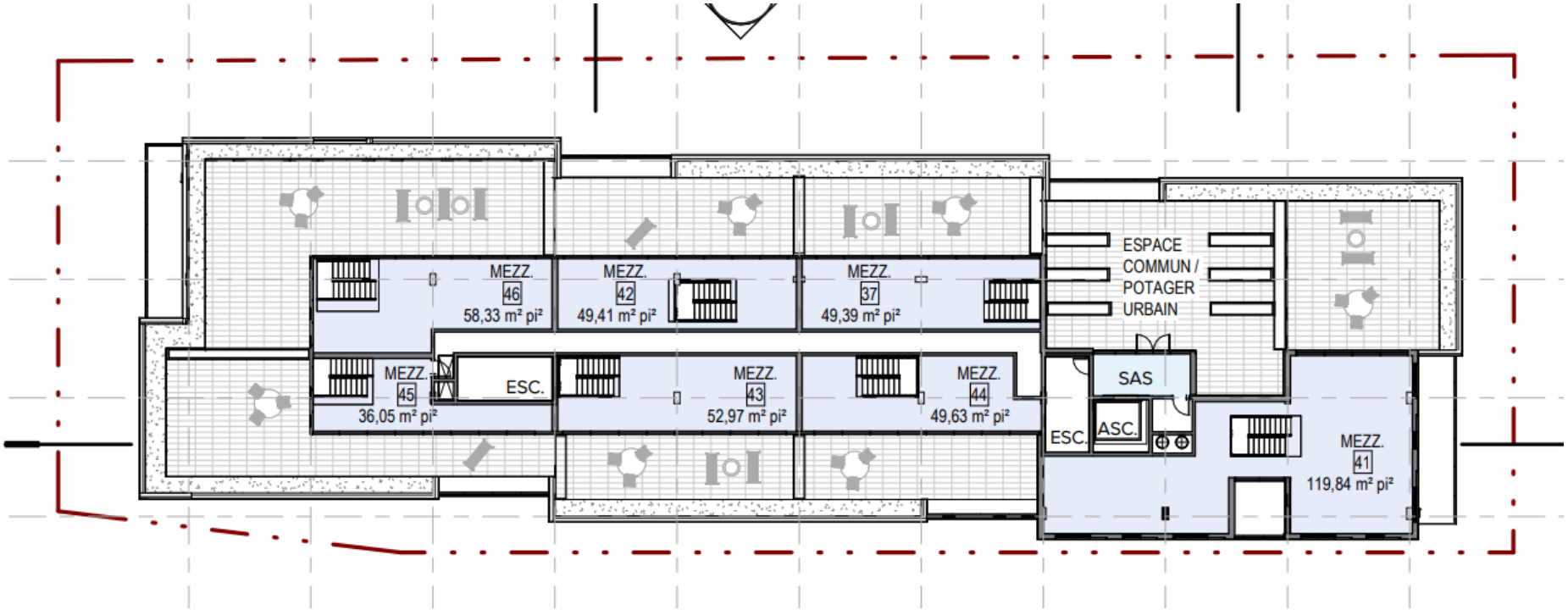
Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (2)

PLAN 3e ÉTAGE



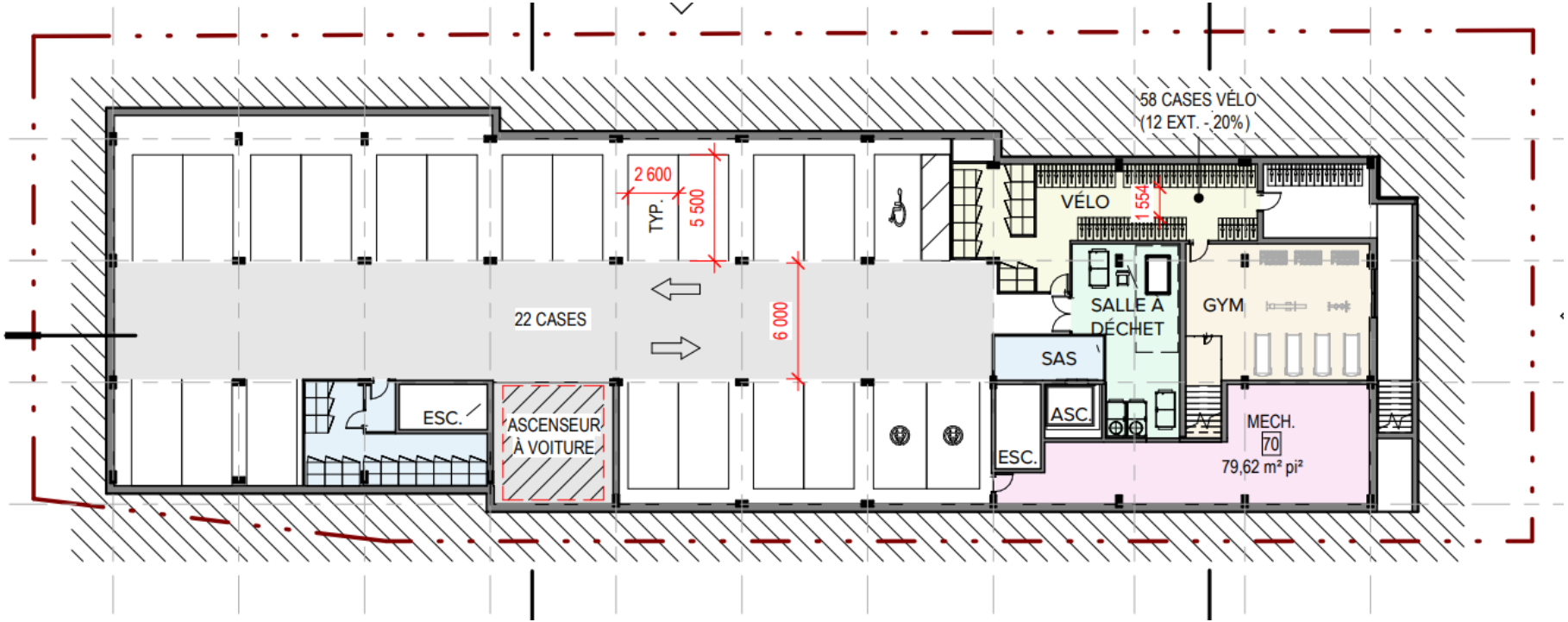
Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (2)

PLAN DU MEZZANINE & TOIT



Mezzanine avec terrasses privées au toit / terrasse commune au toit/ toiture verte

PLAN SOUS-SOL 1



22 cases / Services

ÉLÉVATIONS



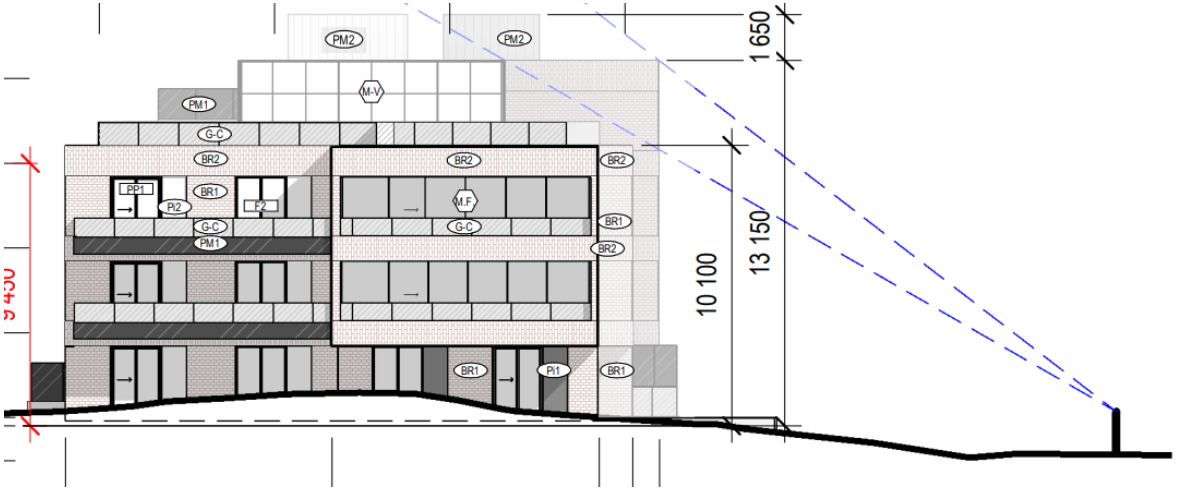
Façade avant

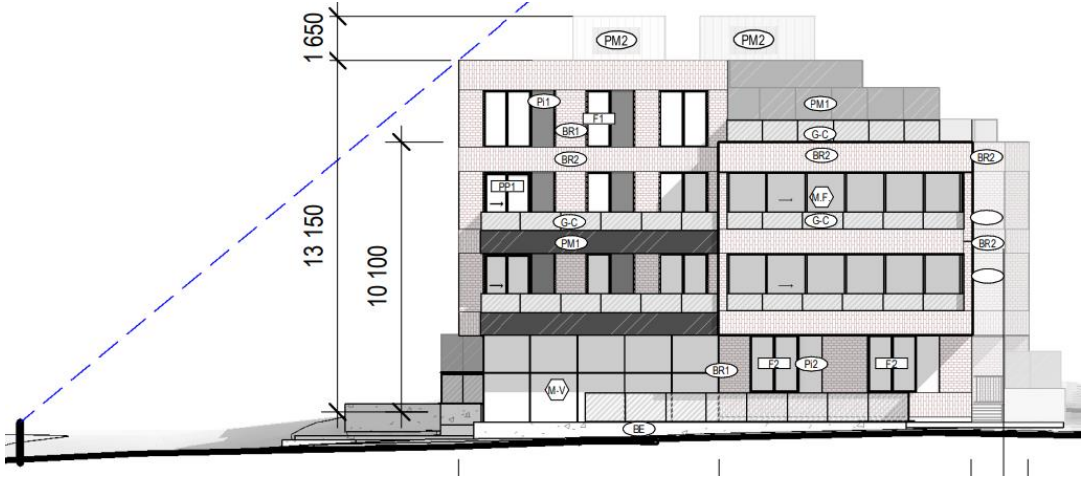


Mur arrière

ÉLÉVATIONS

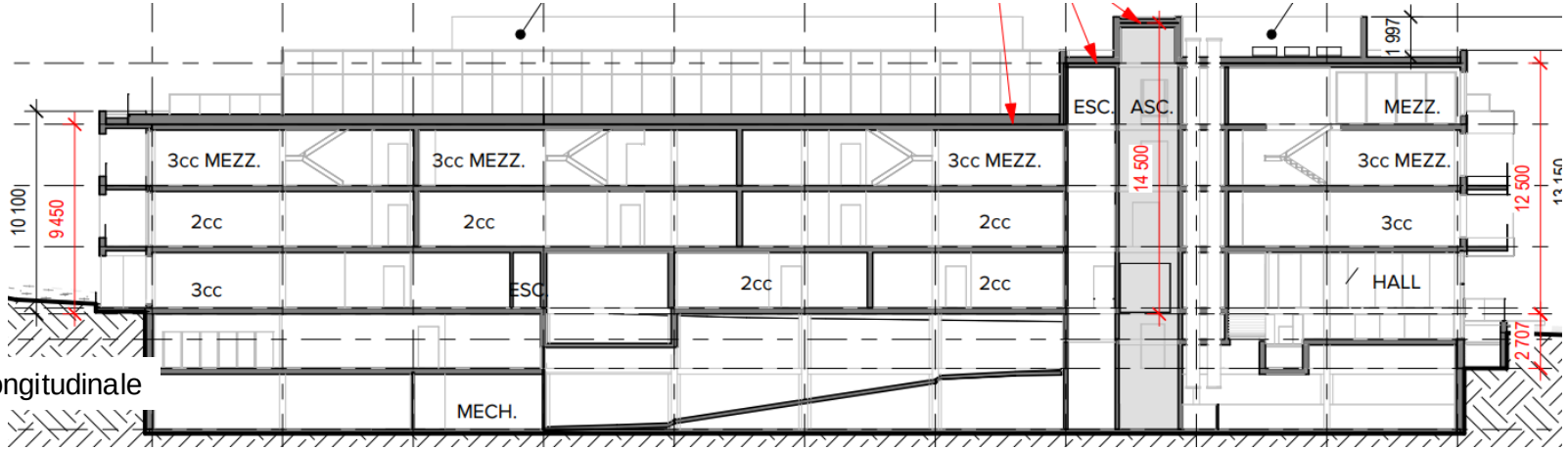
Mur latéral ouest (boisé)



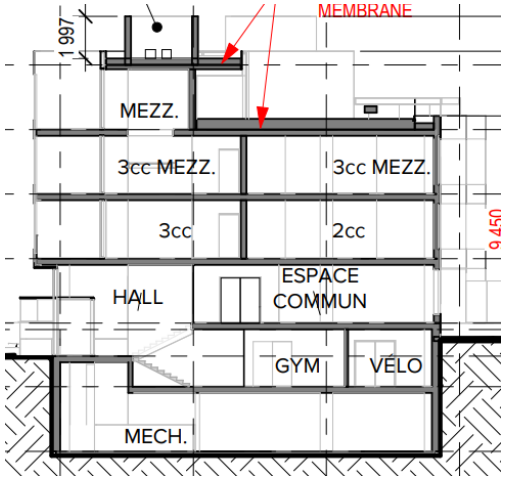


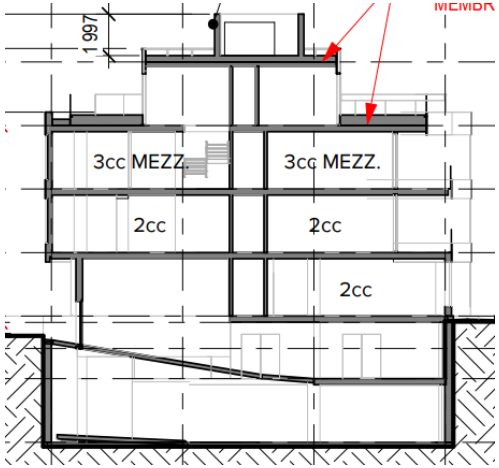
Mur latéral est (parc)

COUPES



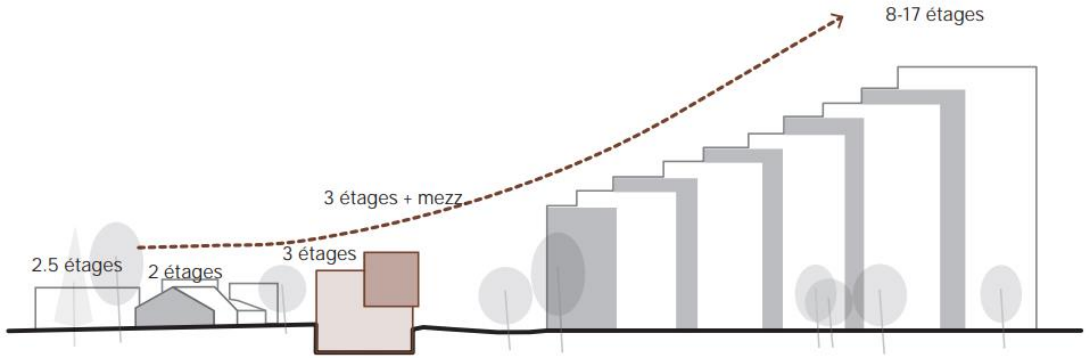
Coupe longitudinale

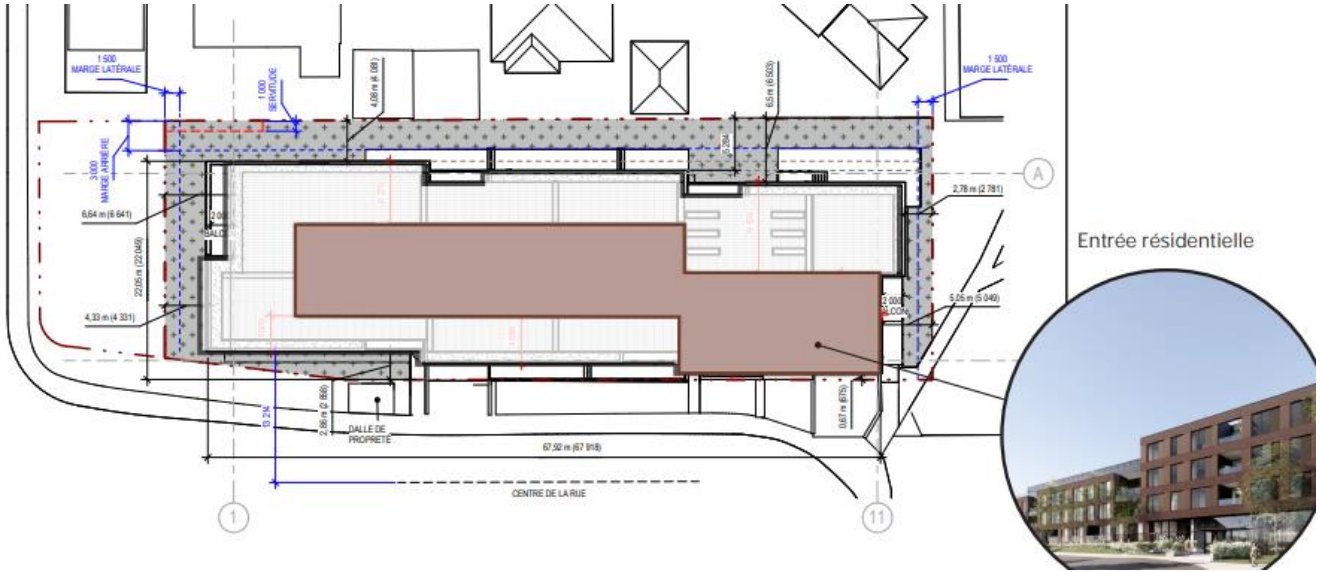




Coupes transversales

ÉVOLUTION DE LA DENSITÉ





Entrée résidentielle

MATÉRIALITÉ





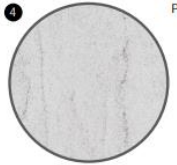
1 BRIQUE D'ARGILE ROUGE
FINI TALOCHÉ
MORTIER AGENCÉ
APPAREILLAGE EN PANERESSE, POSÉE VERTICALEMENT



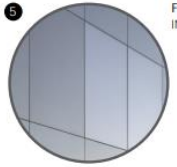
2 BRIQUE D'ARGILE ROUGE
FINI WIRECUT
MORTIER AGENCÉ
APPAREILLAGE EN PANERESSE



3 PAREMENT DE PIERRE NATURELLE NOIR



4 PAREMENT DE PIERRE NATURELLE GRIS-BLANC



5 FAÇADE DE VERRE CLAIR
INDICE DE RÉFLEXION INFÉRIEUR À 20%

MATÉRIALITÉ

Revêtement durable et de qualité
Brique sélectionnée pour ses qualité esthétique et de sa faible empreinte envrionnementale en tenant compte du cycle de vie

Linteau libre avec bris thermiques
Réduction des déperditions thermiques ponctuelles

Solins horizontaux continus
Qualité de la finition accrue

Ornementation dans le travail des détails de brique
Appareillage en paneresse vertical et horizontal
Contraste de texture, fini coupe-fil (Wirecut) et taloché (Artisan)
Périmètre des ouvertures en brick chenfrennées " Bullnose"





PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



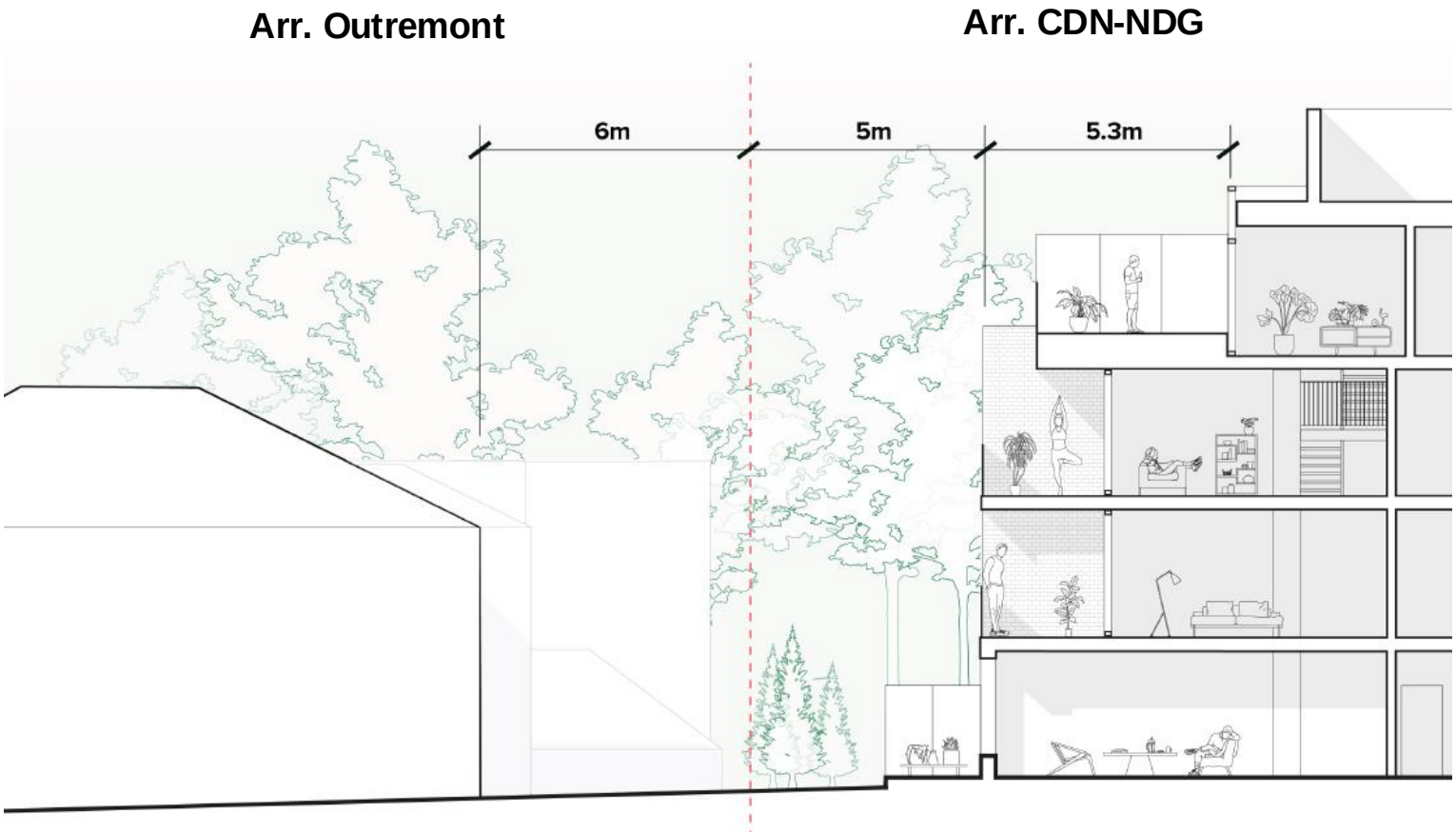
PERSPECTIVE



ÉLÉVATION RUE



ÉLÉVATION RUE



PERSPECTIVE ARRIÈRE

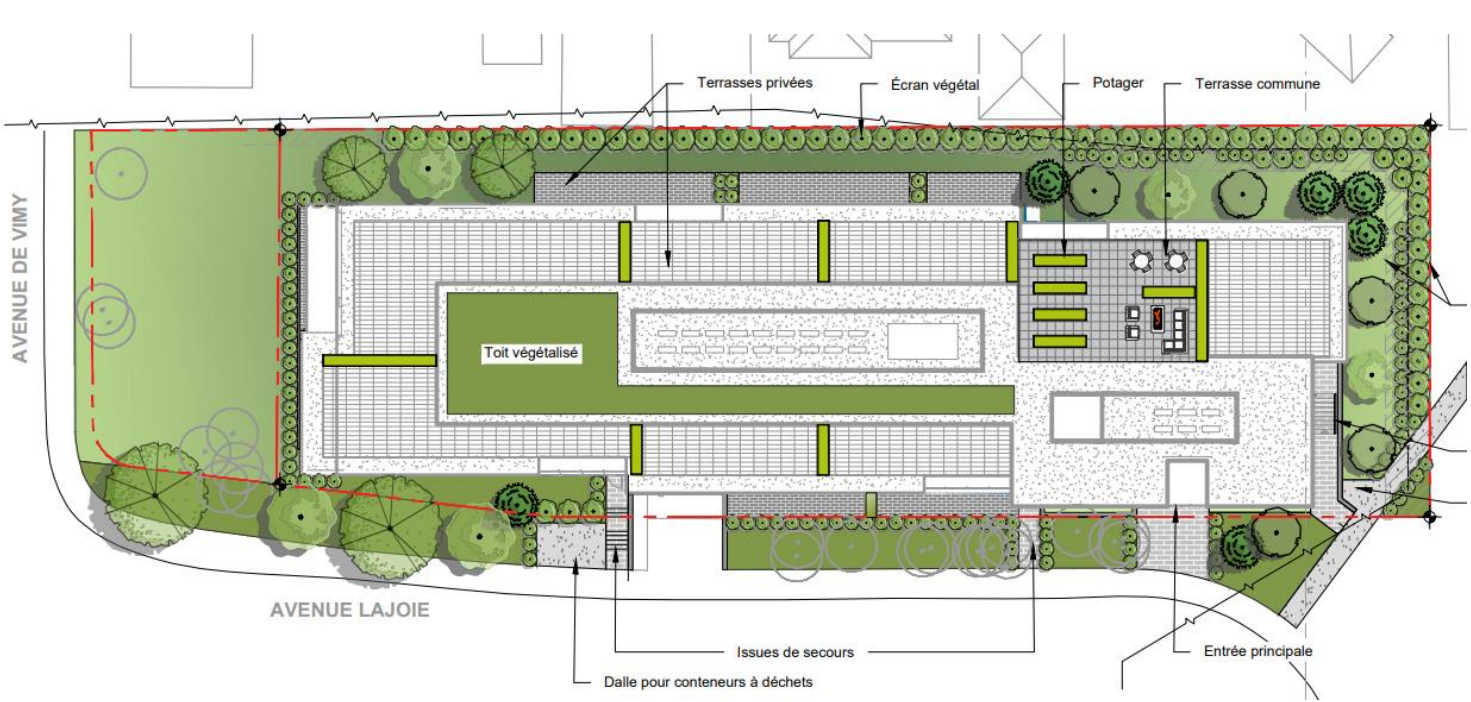




PERSPECTIVE PARC

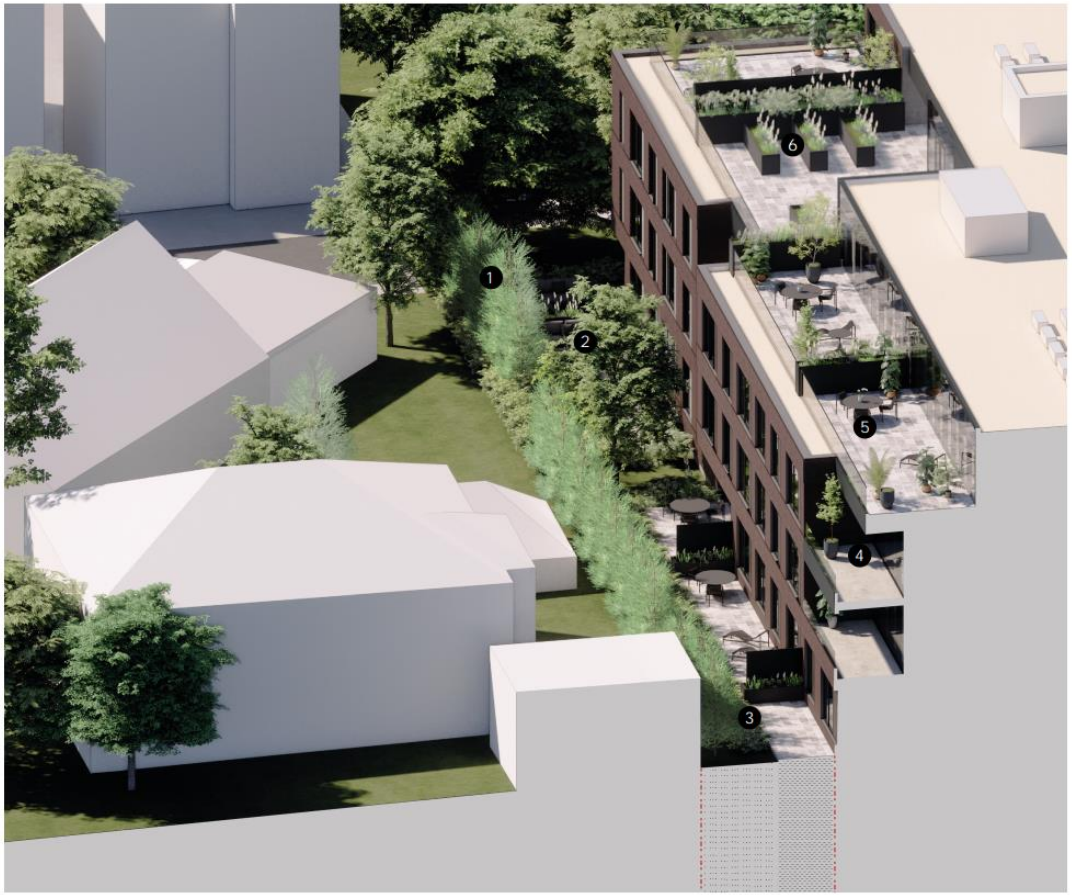


ARHITECTURE DE PAYSAGE





ARHITECTURE DE PAYSAGE



1. Plantation de connifères assurant un écran visuel et acoustique au pourtour de la terrasse commune.



2. Jardin de plantes nourissières, créant une expérience paysagère à la fois visuelle et olfactive, favorisant un rapport plus direct entre l'humain et son envrionnement.



3. Haie de cèdres et arbres à grand déploiement le long des terrasses privées au rez-de-chaussée



4. Balcons extérieurs en loggia plutôt qu'en projection afin d'assurer une meilleure privauté vis à vis des résidences voisines.



5. Terrasses privées en toiture avec de généreux bacs de plantation, contribuant à rédurie les ilôts de chaleur.



6. Terrasse commune en toiture avec aménagement d'un potager urbain pour contribuer à l'indépendance alimentaire des futurs résidents.



ARHITECTURE DE PAYSAGE



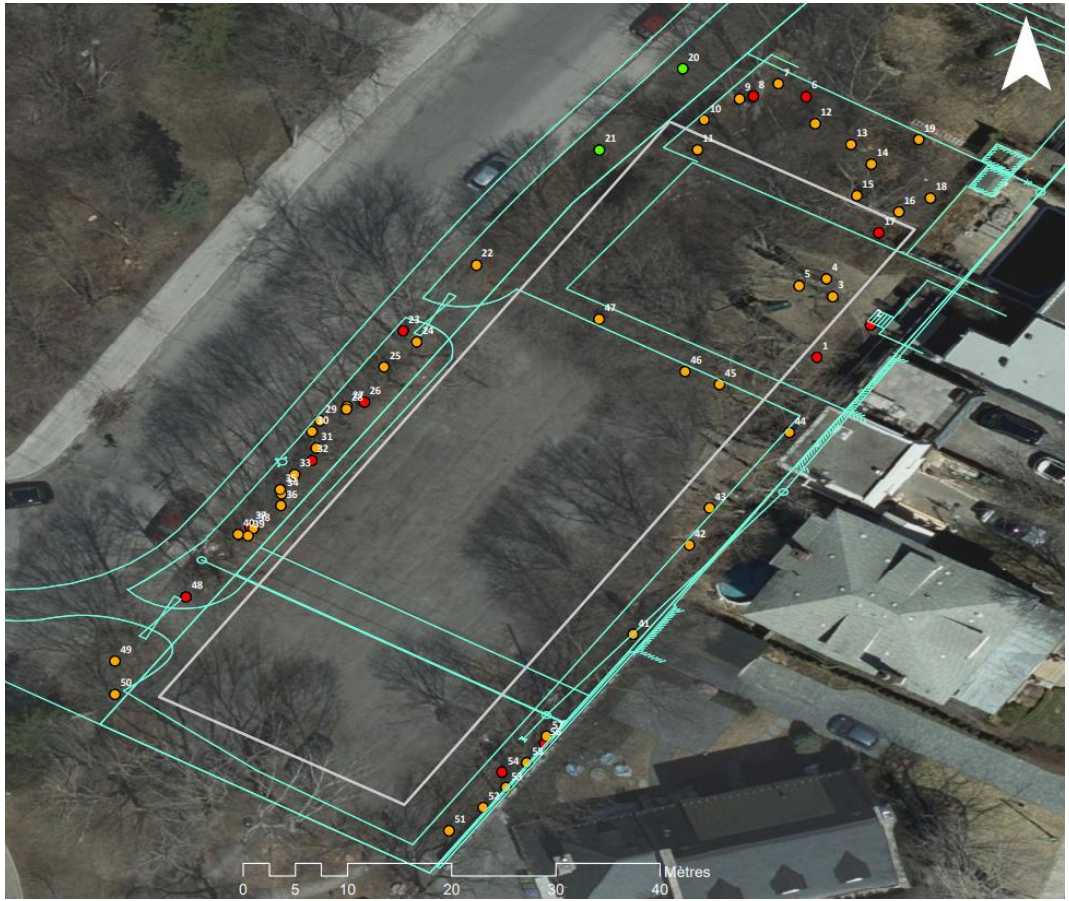








ARHITECTURE DE PAYSAGE



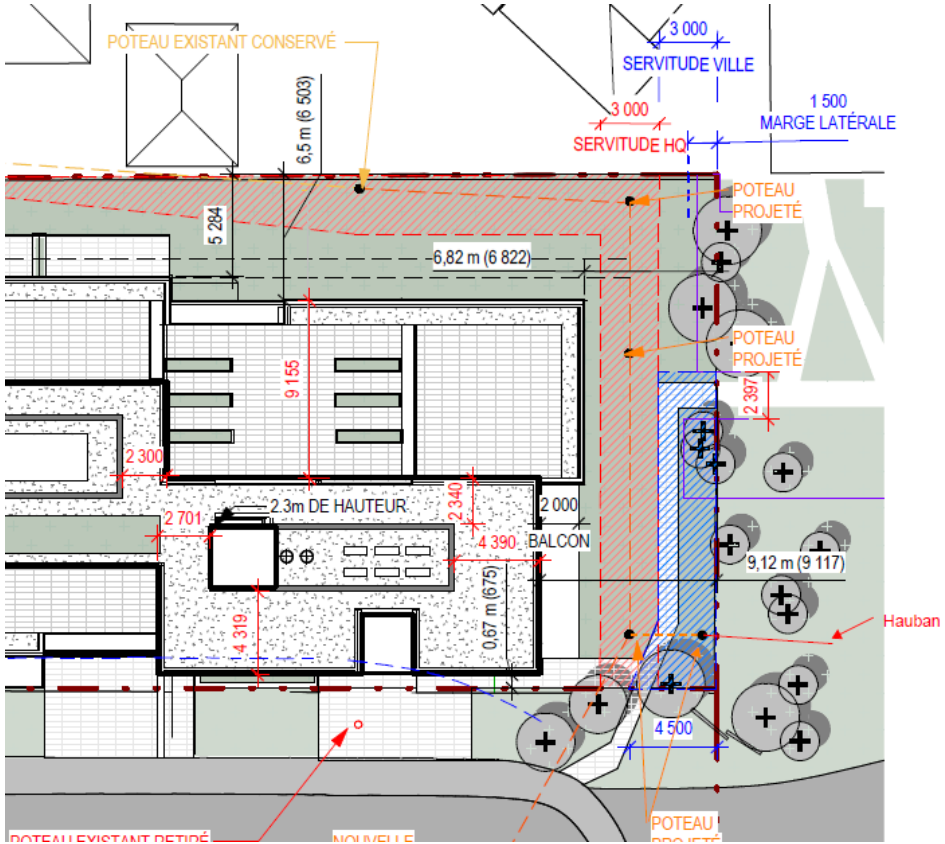
Plan des impacts anticipés sur les arbres

- Abattage (projet) / 43 arbres
- Abattage (état de santé) / 12 arbres
- Conservation / 2 arbres
- Bâtiment projeté
- Limites et périmètres

<u>Recommandation Service horticulture et arboriculture de la Ville:</u>

- Aucune construction à 3 mètres de la ligne de lot latérale avec le parc;
- Aucune construction à partir de 7 mètres de la ligne de la voie publique (début du trottoir) et le bâtiment;
- Les arbres en mauvais conditions sur le domaine publique pourront être abattu, les autres devrons être conservés;
- Un PIIA permettra d'analyser les arbres a abattre et à conserver.

ARHITECTURE DE PAYSAGE – Servitudes

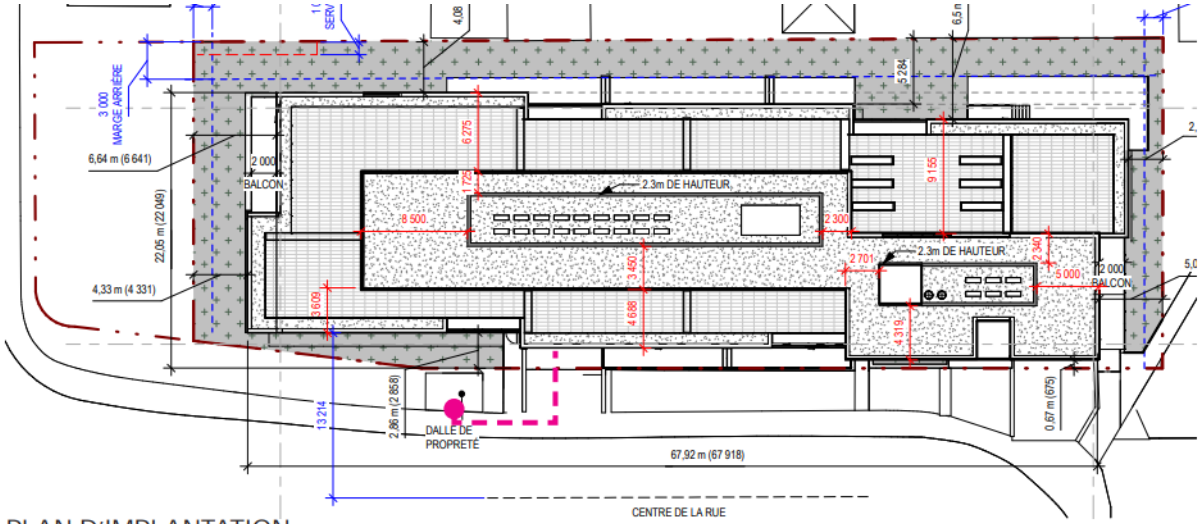


Discussion servitudes:

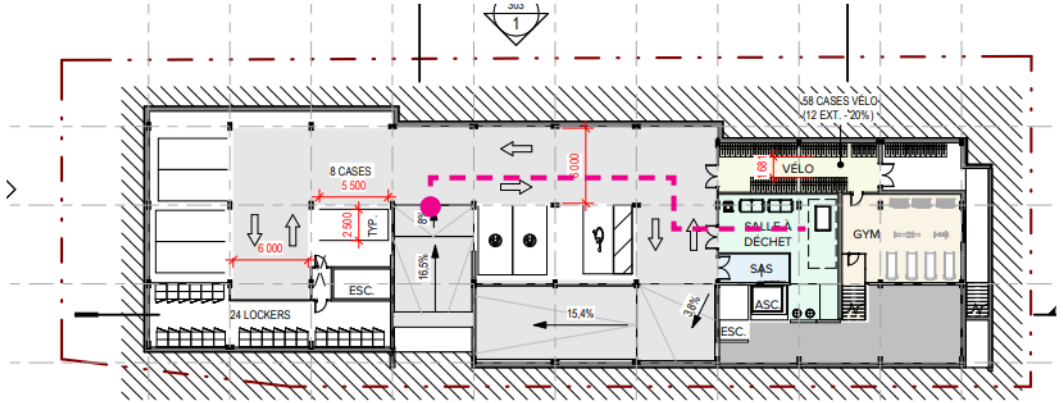
- La ligne électrique sera relocalisée à proximité du parc (servitude de 3 mètres);
- Relocalisation de la servitude à distance de la limite de propriété afin de protéger les arbres publics (3 mètres du parc);
- Aucun arbre à grand déploiement ne peut être planté sur cette servitude;
- Création d'une servitude de passage publique pour accéder au parc;
- Aménagement et entretiens fait par le requérant.

PLAN DE GMR

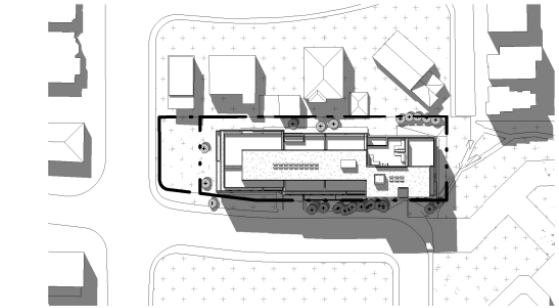
- Déchets et recyclage recueillis par chute à déchets;



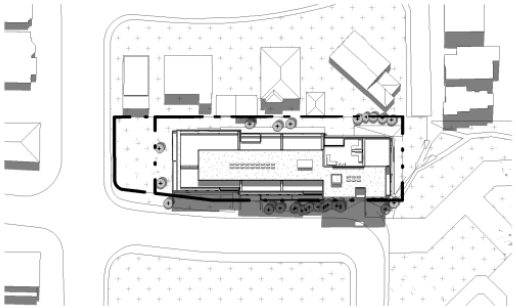
PLAN D'IMPLANTATION



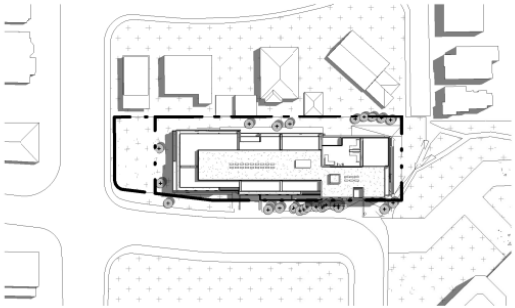
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT – SOLSTICE D'ÉTÉ



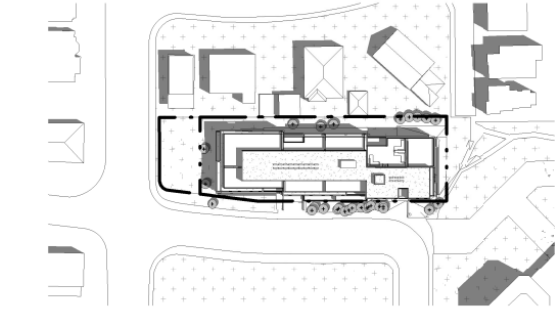
6 1000 ÉTÉ 8H
ÉCHELLE: 1 : 1000



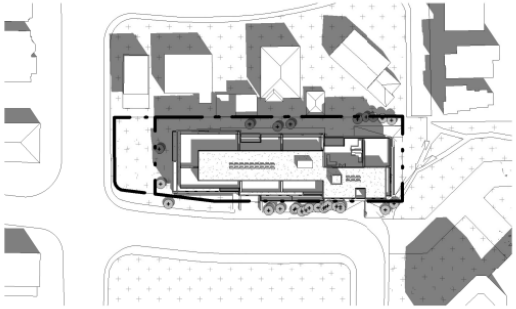
7 1000 ÉTÉ 10H
ÉCHELLE: 1 : 1000



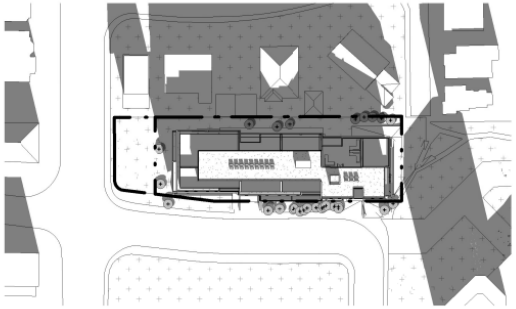
8 1000 ÉTÉ 12H
ÉCHELLE: 1 : 1000



9 1000 ÉTÉ 14H
ÉCHELLE: 1 : 1000

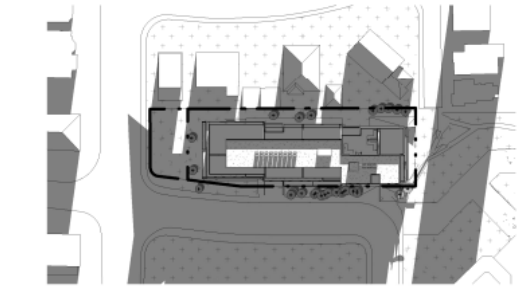


10 1000 ÉTÉ 16H
ÉCHELLE: 1 : 1000

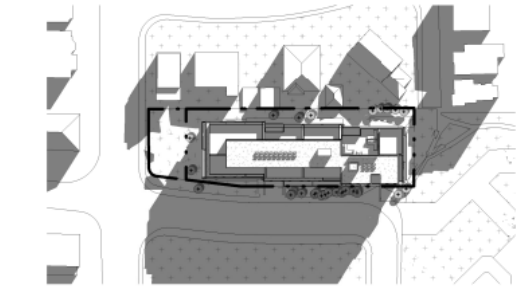


18 1000 ÉTÉ 18h
ÉCHELLE: 1 : 1000

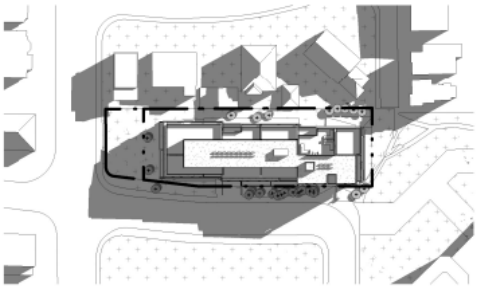
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT – SOLSTICE D'HIVER



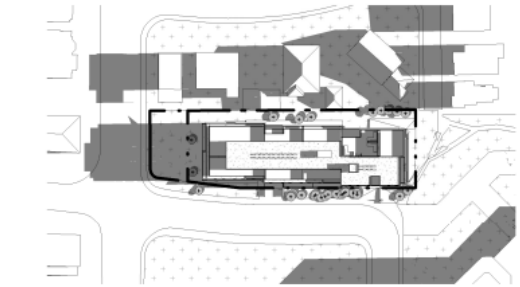
11 HIVER 8H
ÉCHELLE: 1 : 1000



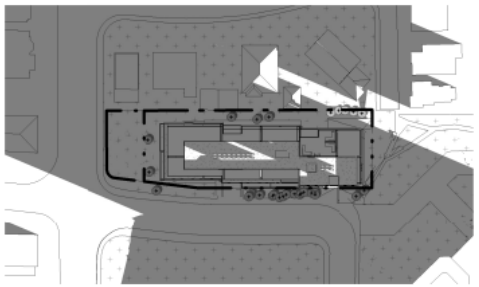
12 HIVER 10H
ÉCHELLE: 1 : 1000



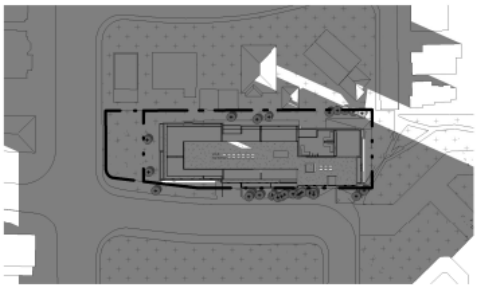
13 HIVER 12H
ÉCHELLE: 1 : 1000



14 HIVER 14H
ÉCHELLE: 1 : 1000



15 HIVER 16H
ÉCHELLE: 1 : 1000



17 HIVER 18H
ÉCHELLE: 1 : 1000

DÉROGATIONS

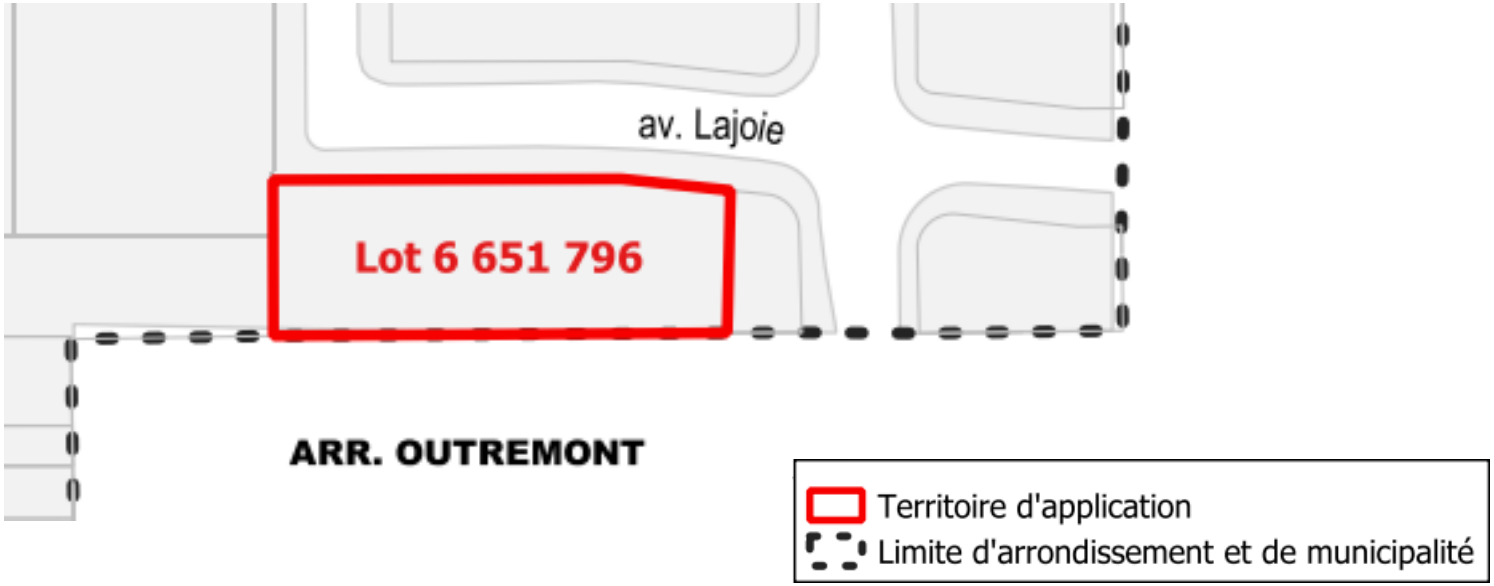
	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	04-01	0628	-
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	E.5 (1) **Équipements culturel d'hébergement et de santé**	**Habitation H.6 / 12 à 36 logements**
HAUTEUR	2-3 étages	Min 3 étages / Max 3 étages (12,5 mètres)	3 étages
MARGES	-	Latérale: 1,5 m ou jumelé; Arrière: 3 m	Latérale: 4,33 m et 2,78; Arrière: 3 m
TYPE IMPLANTATION	-	Isolé, jumelé	Isolé
TAUX D'IMPLANTATION	-	Min. 35% / Max. 70%	63%
VERDISSEMENT	-	25 % de verdissement	35%
CASES STATIONNEMENT	-	Max: 3 939 m2 / 150 = 26 cases	Proposé: 22 cases
MEZZANINE	-	Retrait de 2 fois la hauteur	**Aucun retrait**
CAGE ASCENSEUR	-	Retrait 2 fois la hauteur	**1,87 fois la hauteur**

RÉSOLUTION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSOLUTION PPCMOI

Territoire d'application :



RÉSOLUTION PPCMOI

Dérogations :

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 123 afin de déroger aux usages;
2. à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;
3. à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

RÉSOLUTION PPCMOI

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 63 %;
2. Les marges minimales suivantes :
   a. Avant: 1,5 mètre, à l'exception d'une saillie, à partir du 2e étage, d'au plus 20 mètres de large et 1 mètre de profond, au-dessus de l'entrée principale;
   b. Latérale face au parc Marie-Gérin-Lajoie: 6 mètres;
   c. Arrière : 5 mètres.
3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage peut n'avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.
4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule;
5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;
6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue;
7. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique ne doit pas nécessiter l'abattage d'un arbre situé dans l'enceinte du parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète en partie sur le site visé.

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doit respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30%;
2. Six (6) bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel est aménagé au toit;
3. 3. Un accès piéton doit être prévu, d'une largeur d'au moins 1,2 mètre à partir de l'accès du Parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie.

RÉSOLUTION PPCMOI

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
   b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
   c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
   d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
   e. la méthode de collecte privée ou publique;
   f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.
2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.
3. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assurent la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.
4. Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude d'Hydro-Québec et de Bell ainsi que de la ligne électrique et ses composantes.

RÉSOLUTION PPCMOI

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1.Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicable.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. 1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une nouvelle partie de ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.
2. La conservation des arbres doit être priorisée dans le choix du tracé de la ligne électrique.
3. Lorsque le système racinaire d'un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d'excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
4. Lorsque la canopée pourrait être affectée lors de la construction, un élagage préventif devrait être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.
5. L'aménagement du sentier prévu entre le parc Marie-Gérin-Lajoie et l'avenue Lajoie ne devrait pas entraîner l'abattage d'arbres et doit être conçu dans la continuité du sentier existant du parc.

PRÉSENTATION PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ÉTAPES D'ADOPTION

RESPONSABLE	ÉTAPES	DATE
CCU	Avis formel PPCMOI	11 décembre 2024
Conseil d'arrondissement	Adoption du projet de résolution (1ere lecture)	10 mars 2025
Consultation	**Assemblé publique de consultation**	**26 mars 2025**
Conseil d'arrondissement	Adoption de la résolution (2e lecture)	7 avril 2025
Greffe	Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours
Conseil d'arrondissement	Adoption de la résolution (3e lecture)	5 mai 2025
Greffe	Processus référendaire, si requis, ou en vigueur de la résolution	10 juillet 2024

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

1. Réception de demandes pour la tenue d'un registre

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement concernant la demande de registre;
- Dépôt de pétitions dans les 8 jours de la publication de l'avis public;
- Pour les zones de plus de 21 PHV : si 12 personnes habiles à voter d'une même zone ont signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée);
- Pour les zones de 21 PHV ou moins : si la majorité d'entre elles signe une a signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée)

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

2. Tenue du registre pour demander un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue du registre après l'adoption du règlement;
- provoquer la tenue d'un référendum, le nombre de signatures doit être supérieur à un calcul établi à partir du nombre de PHV issues des zones ayant déposé une demande valide pour la tenue d'un registre et de la zone concernée, le cas échéant:
- Lorsque le nombre de PHV est de 25 ou moins : 50 % de ce nombre;
- Lorsque le nombre de PHV est de plus de 25 mais de moins de 5 000 : le moins élevé entre 500 et le nombre obtenu par le calcul suivant = 13 + 10% du (PHV - 25);
- Dépôt du certificat du greffier à la séance du conseil d'arrondissement qui suit;
- Si le résultat du registre est positif, le CA adoptera une résolution annonçant le scrutin référendaire ou le retrait du dossier.

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

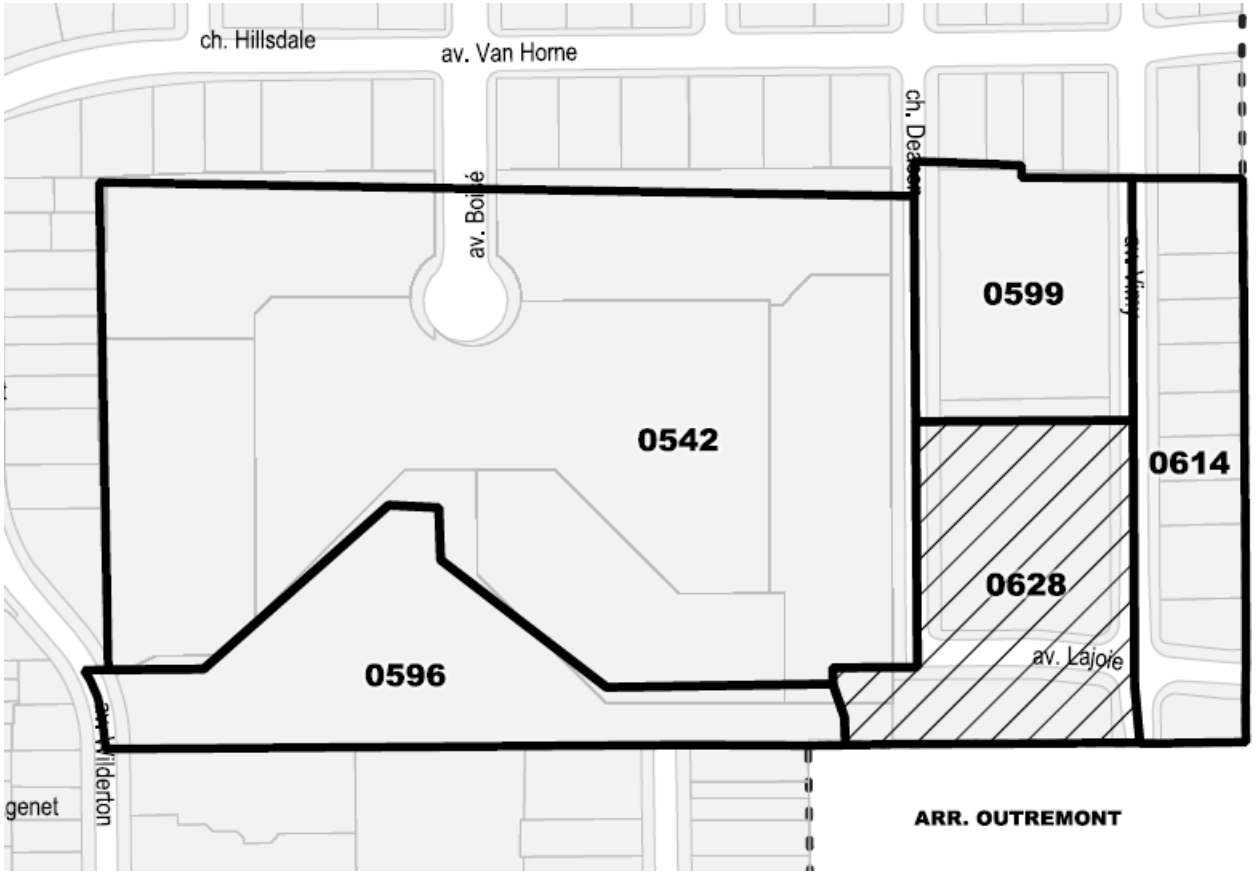
3. Tenue d'un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue d'un référendum;
- Une majorité simple, pour ou contre la proposition, est considérée.

ARTICLES DE LA RÉSOLUTION SUSCEPTIBLES D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

- Article 2, 3, 4, 5 & 6.

CARTE DE LA ZONE VISÉE ET DES ZONES CONTIGUËS



PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243751004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande visant à autoriser un projet particulier pour la construction d'un bâtiment résidentiel a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 25 octobre 2024.
Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 23 logements sur un terrain vacant. Il déroge aux articles 123, 21 et 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), concernant l'usage autorisé, le retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées, ainsi que les terrasses et leurs composantes, et enfin, le retrait en façade pour une mezzanine.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser un tel projet conformément à la procédure prévue au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non-applicable.

DESCRIPTION

Le projet
Le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel de 3 étages avec une mezzanine, destiné à accueillir 23 logements, dont 11 logements de 2 chambres à coucher et 12 logements familiaux de 3 chambres à coucher. La superficie brute de plancher serait d'environ 3 929,56 m² (COS de 1,86). Il s'agit d'un site greffé de plusieurs contraintes puisqu'il est adossé à des résidences de faible densité, il y a une végétation importante au pourtour du lot, le site est adjacent au Parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète légèrement sur la propriété, une ligne électrique le traverse et une servitude de passage pour accéder au parc doit être prévue.

Implantation
Actuellement, le site est occupé par un stationnement de surface. Une opération cadastrale est également en cours, et une partie du lot est visée par un jugement accordant un droit de premier refus en faveur du lot 1 353 061, situé dans l'arrondissement d'Outremont. Le projet sera réalisé sur la partie restante du lot, soit le lot projeté 6 651 796, d'une superficie de 2 045,1 m². Une servitude d'Hydro-Québec traverse actuellement le site et doit être déplacée à l'ouest de la propriété. Une servitude en faveur de la Ville est aussi à prévoir afin de conserver un accès au Parc Marie-Gérin-Lajoie, qui débouche actuellement dans le site visé.

Le taux d'implantation a été diminué afin d'atteindre un maximum de 63 %, bien qu'il soit conforme avec le taux d'implantation maximum autorisé par la Grille des usages soit de 70 %. Le bâtiment est adjacent à des résidences situées dans l'arrondissement d'Outremont. Une marge plus importante de 5 mètres est donc prévue à l'arrière afin de diminuer les impacts de la construction.

L'accès au stationnement souterrain et à l'entrée principale a été localisé dans les voies d'accès existantes afin de limiter leur impact sur les arbres existants.

Aménagement extérieur
Le site est pourvu d'une canopée naturelle et non entretenu. Bien que l'implantation ait été réduite, l'abattage de la majorité des arbres sera requis pour réaliser le projet. Afin de limiter leur coupe et de mieux comprendre le dénombrement des arbres, une étude de caractérisation arboricole ainsi que les impacts anticipés ont été réalisés. Des mesures de mitigation pour assurer le maintien des arbres ont été ajoutées en condition de la résolution de PPCMOI ainsi que des objectifs et critères dans le cadre d'un PIIA.

Un aménagement paysager devra donc être proposé afin de conserver le plus d'arbres possible avec un verdissement d'au moins 30 % et de proposer un sentier adapté aménagé de la fin du sentier du parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie. Un minimum de 8 arbres devra être planté et les plus grands efforts viseront la conservation des arbres sur le domaine public, notamment dans le parc.

Servitude (Ligne électrique et passage)
Une servitude en faveur d'Hydro-Québec et Bell traversant le site doit être déplacée afin de permettre l'implantation du bâtiment. Cette servitude permettra de poursuivre la desserte du réseau électrique. Plusieurs options ont été étudiées afin de permettre le déplacement de la servitude avec les parties prenantes, soit Hydro-Québec, la CSEM ainsi que l'Arrondissement. Le Service de la Stratégie Immobilière est impliqué pour convenir d'une servitude de passage pour le Parc Marie-Gérin-Lajoie afin de pérenniser l'accès informel existant.

Architecture
Le volume implanté se veut la jonction entre les habitations de faible densité qu'on retrouve à Outremont et le bâtiment du Sanctuaire. Le volume de la mezzanine crée une avancée en partie vers la façade avant du bâtiment, ce qui donne l'impression d'un 4e étage sur une partie du bâtiment dégageant l'arrière du bâtiment. Il y a un jeu de recul et de saillie afin de renforcer la fragmentation et conserver un plus grand recul avec les arbres existants le long du site. L'architecture proposée se veut de qualité avec des détails architecturaux distinctifs, notamment l'appareillage de la brique posée à la verticale et en panneresse, ainsi que les parements de pierre naturelle. Par ailleurs, des détails dans le périmètre de la brique en chanfreinées ''Bullnose'' ainsi que les grands balcons favorisent une cohérence avec l'architecture du secteur.

Le bâtiment vise la création de logements et d'espaces communs accessibles universellement. Pour ce faire, un ascenseur permet notamment d'accéder à la toiture. Des dépassements supérieurs au maximum autorisé sont donc prévus pour les cages d'escaliers

et la cage d'ascenseur. Malgré tout, ces dépassements sont peu visibles de la rue et ne dépassent pas la hauteur autorisée.

Analyse planification et réglementaire
Le projet répond aux objectifs du projet de Plan d'urbanisme et de mobilité, notamment en matière d'intensification urbaine, d'électrification des stationnements et d'amélioration de la résilience des milieux urbains et des bâtiments.

Les principales dérogations à la réglementation d'urbanisme (01-276) demandées sont présentées dans le tableau suivant:

	Paramètres du Plan d'urbanisme	**Normes du règlement d'urbanisme 01-276**	**Paramètres proposés du projet**
Usage	Affectation résidentielle	E.5(1) Équipements culturels d'hébergement et de santé	H.7 - 36 logements et plus
Retrait d'un garde-corps	-	Min 1 fois la hauteur	Aucun retrait sur maximum 20% de la façade et mur arrière
Retrait de la cage d'ascenseur	-	Min 2 fois la hauteur	1,87 fois la hauteur
Retrait d'une mezzanine	-	Min 2 fois la hauteur	Aucun retrait

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 11 décembre 2024, le CCU a émis un avis favorable avec les conditions de résolution émises par la Division - voir ci-joint.

JUSTIFICATION

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que le projet est conforme aux orientations, objectifs et politiques municipales ;
- Considérant une servitude d'Hydro-Québec à déplacer et une servitude d'accès à préparer en faveur de la Ville de Montréal ;
- Considérant que le projet répond aux commentaires émis lors de l'avis préliminaire du 12 juin 2024 ;
- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI, puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique ;
- Considérant que le projet vise la construction de 23 logements de grande dimension ;
- Considérant que le projet propose 30 % de verdissement, ce qui est supérieur au minimum requis ;
- Considérant que le projet est respectueux des volumes à proximité du site tout en proposant une densité favorable à l'insertion d'un projet à proximité d'un transport structurant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Non-Applicable.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement;

- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan);
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de se déplacer de façon plus active grâce à des aménagements accessibles et sécuritaires.(résultat 2.2 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non-applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une consultation en arrondissement, préalablement annoncée par un avis public qui comprendra :

- la description du projet de résolution ;
- l'adresse de la tenue de séance de consultation publique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution au Conseil d'arrondissement;

- Consultation publique par la DAUM de l'arrondissement;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement, avec ou sans changement;
- Processus référendaire, le cas échéant;
- Adoption de la résolution au Conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-20

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Plan d'implantation et servitude projetée



20250213_24-1800_planS servitudes_V02.pdf

Analyse de la Division



4.01_Lajoie_présentation.pdf

PV de la séance du CCU du 11 décembre 2025



2024-12-11_4.01_Extrait PV_99999, avenue Lajoie.pdf

ANNEXE A
Territoire d'application



Annexe A_1243751004_TA.pdf

ANNEXE B
Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres

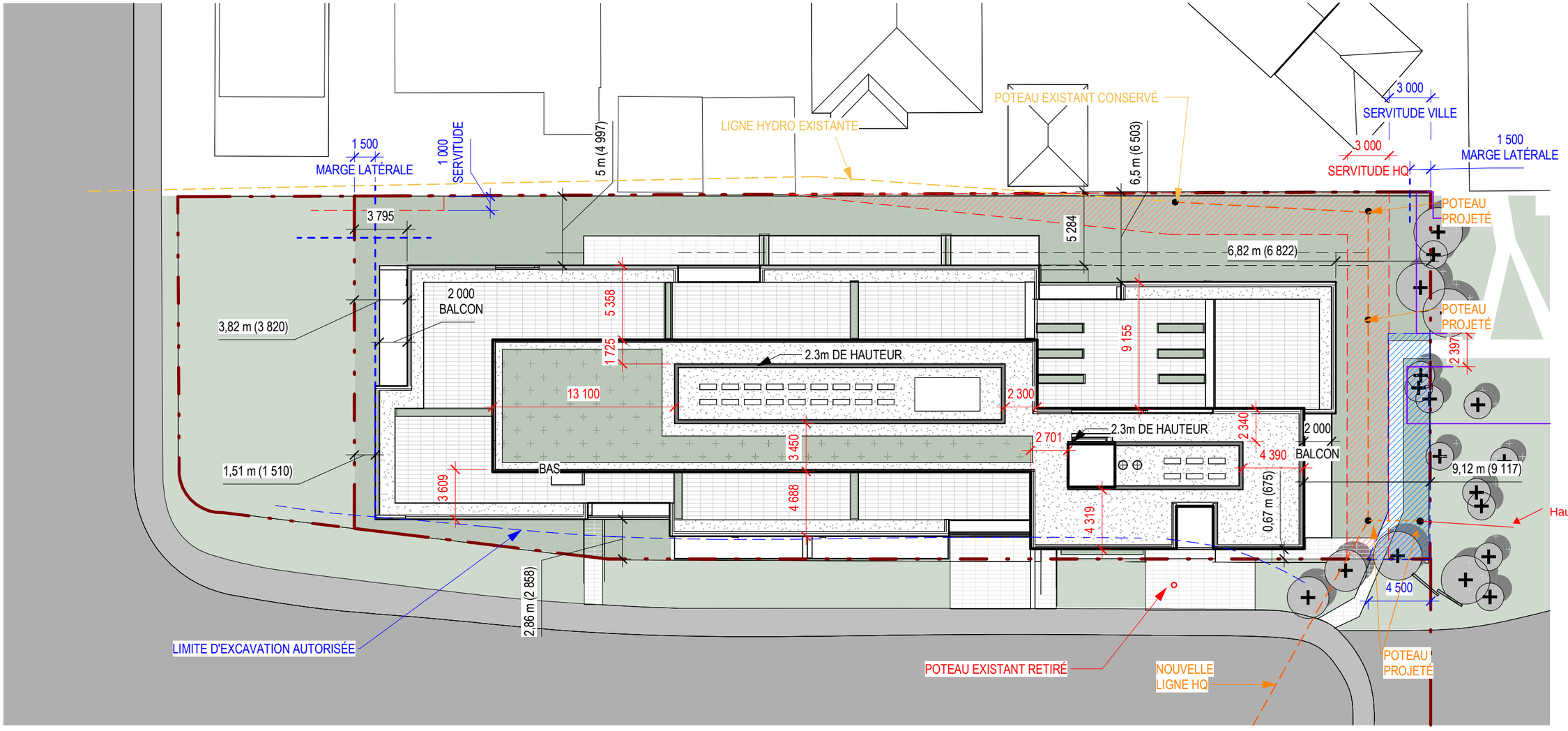


ANNEXE B_Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000



ACDF
ARCHITECTURE

Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418

St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

Client
SITE LAJOIE
ADRESSE DU PROJET
IMPLANTATION

FORMAT : 17 X 11

NUMÉRO :

ÉCHELLE : 1 : 300
DATE D'IMPRESSION : 08/30/24
NUMÉRO DE PROJET : 24-1800
DESSINÉ PAR : Auteur
VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur

PAGE : 002

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PPCMOI – avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796 - dossier relatif à la demande 3003475378.

2024/12/11

01 MISE EN CONTEXTE

02 ANALYSE DU SITE

03 LE PROJET

04 PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

01 | CONTEXTE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PRÉSENTATION DES DÉVELOPPEURS



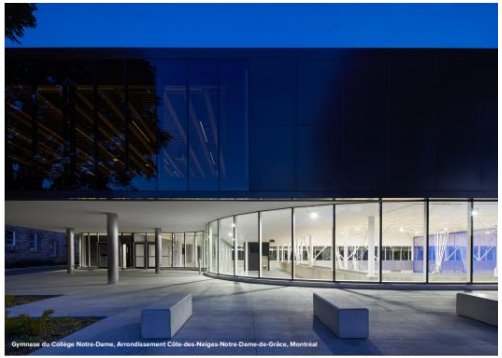


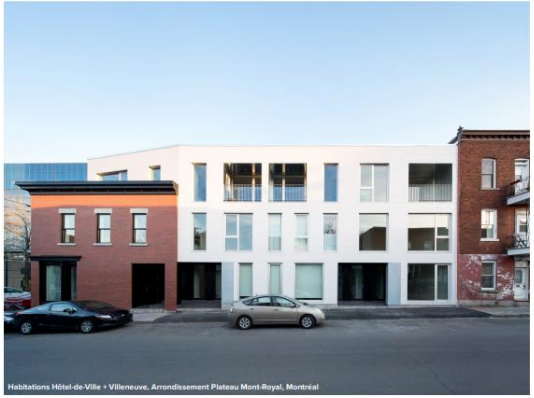


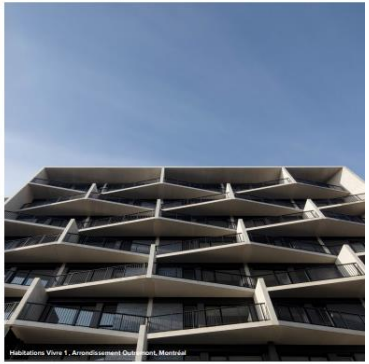


BERTONE – PROMOTEUR IMMOBILIER



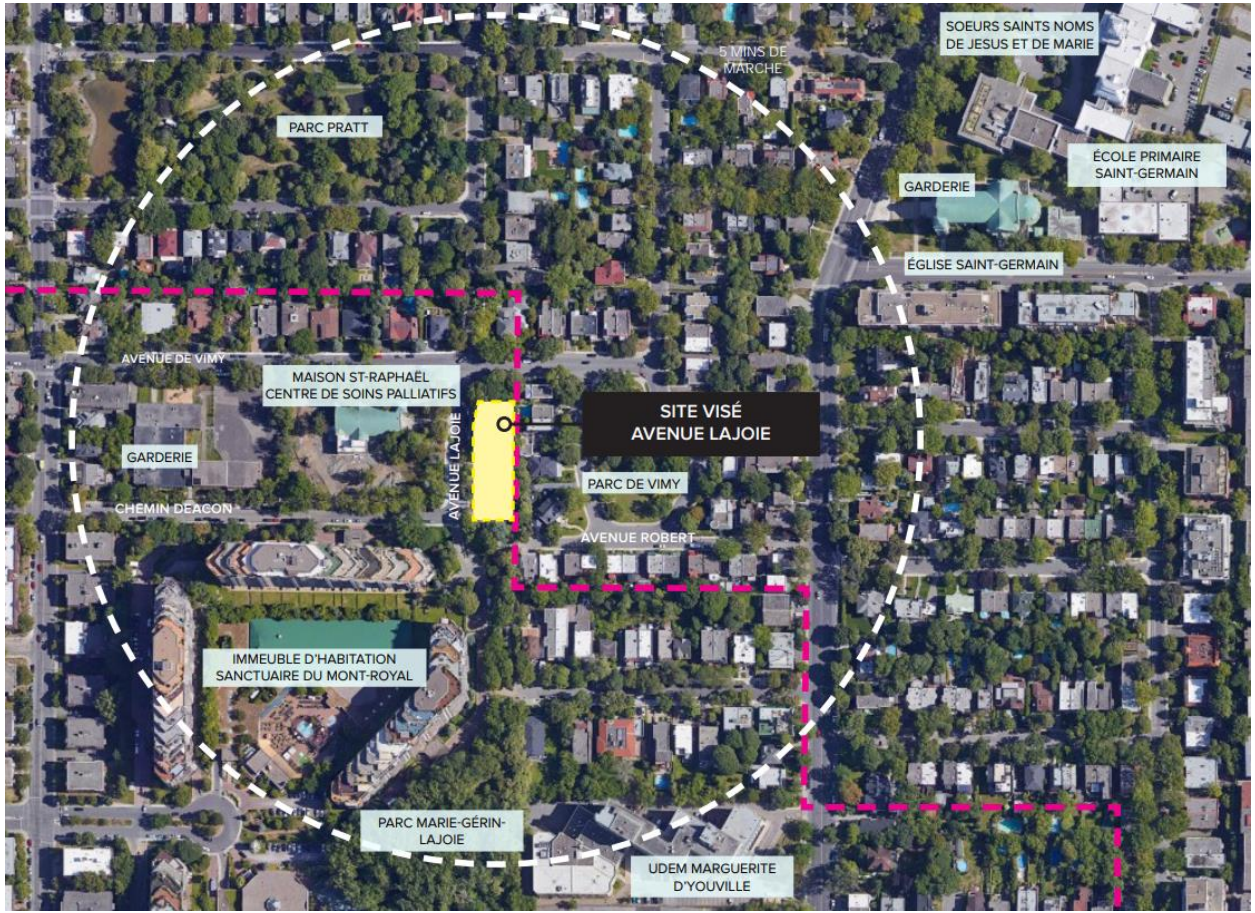






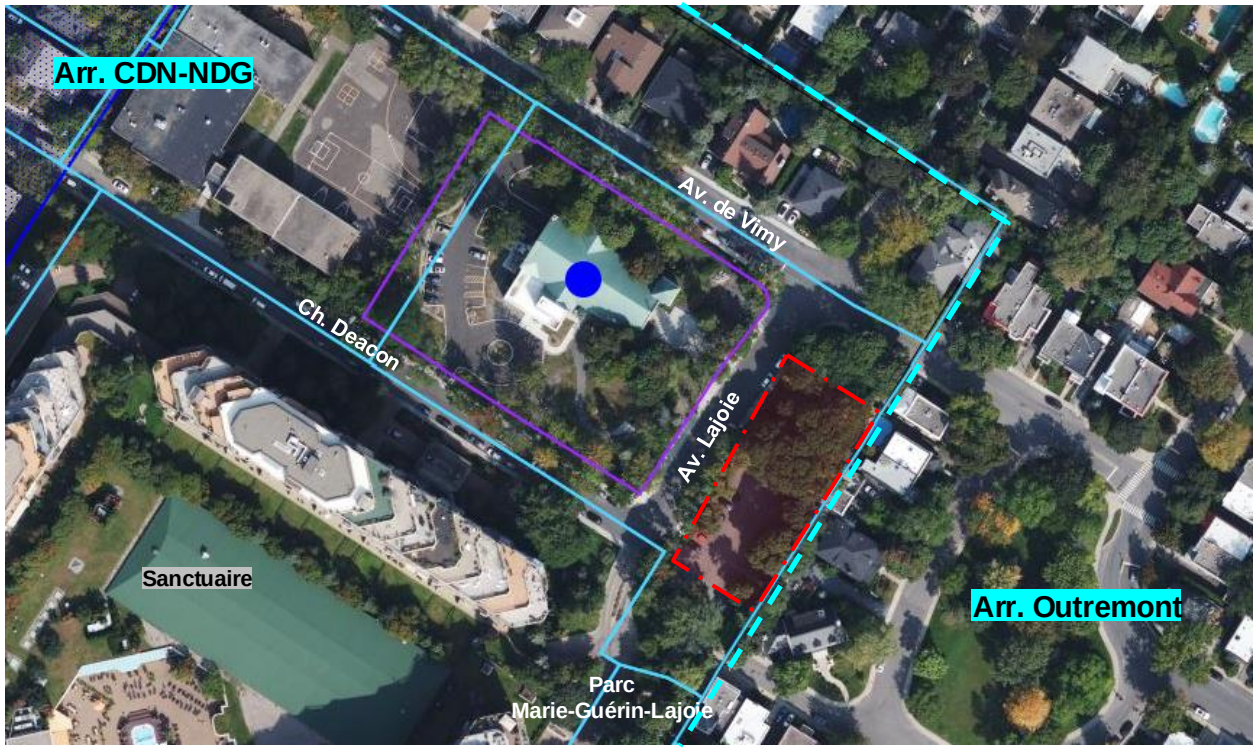
ACDF – ARCHITECTES

LOCALISATION



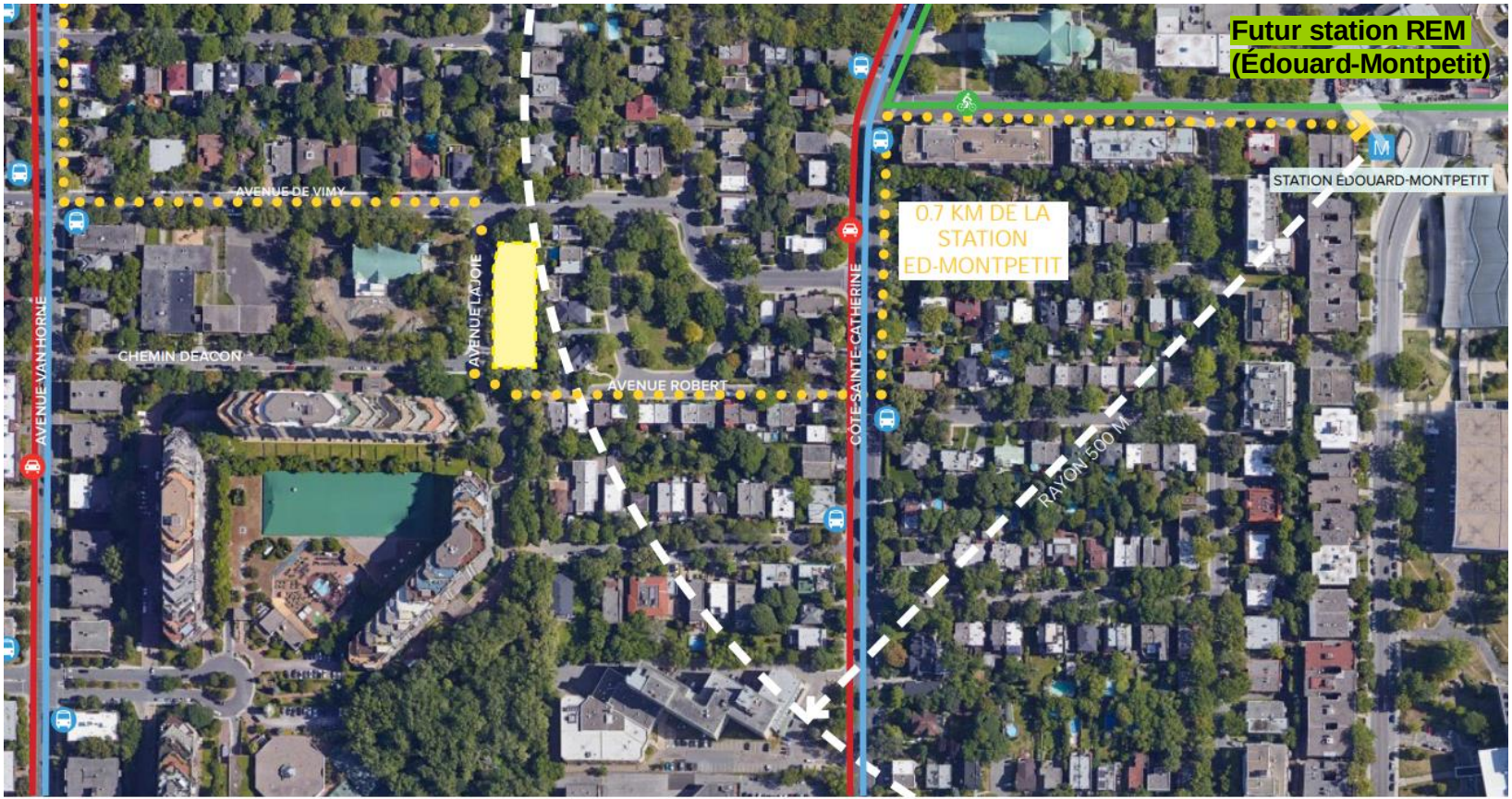
- District Côte-des-Neiges;
- Zone: 0628
- Terrain vacant appartenant aux Œuvres de Charité de l'Archevêque Romain de Montréal;
- Proximité du parc Marie-Guérin-Lajoie, du Sanctuaire et adjacent à l'Arr. Outremont;
- Actuellement entente de stationnement pour la maison St-Raphael.

LOCALISATION



- District Côte-des-Neiges;
- Zone: 0628
- Terrain vacant appartenant aux Œuvres de Charité de l'Archevèque Romain de Montréal;
- Proximité du parc Marie-Guérin-Lajoie, du Sanctuaire et adjacent à l'Arr. Outremont;
- Actuellement entente de stationnement pour la maison St-Raphael.

DÉPLACEMENT



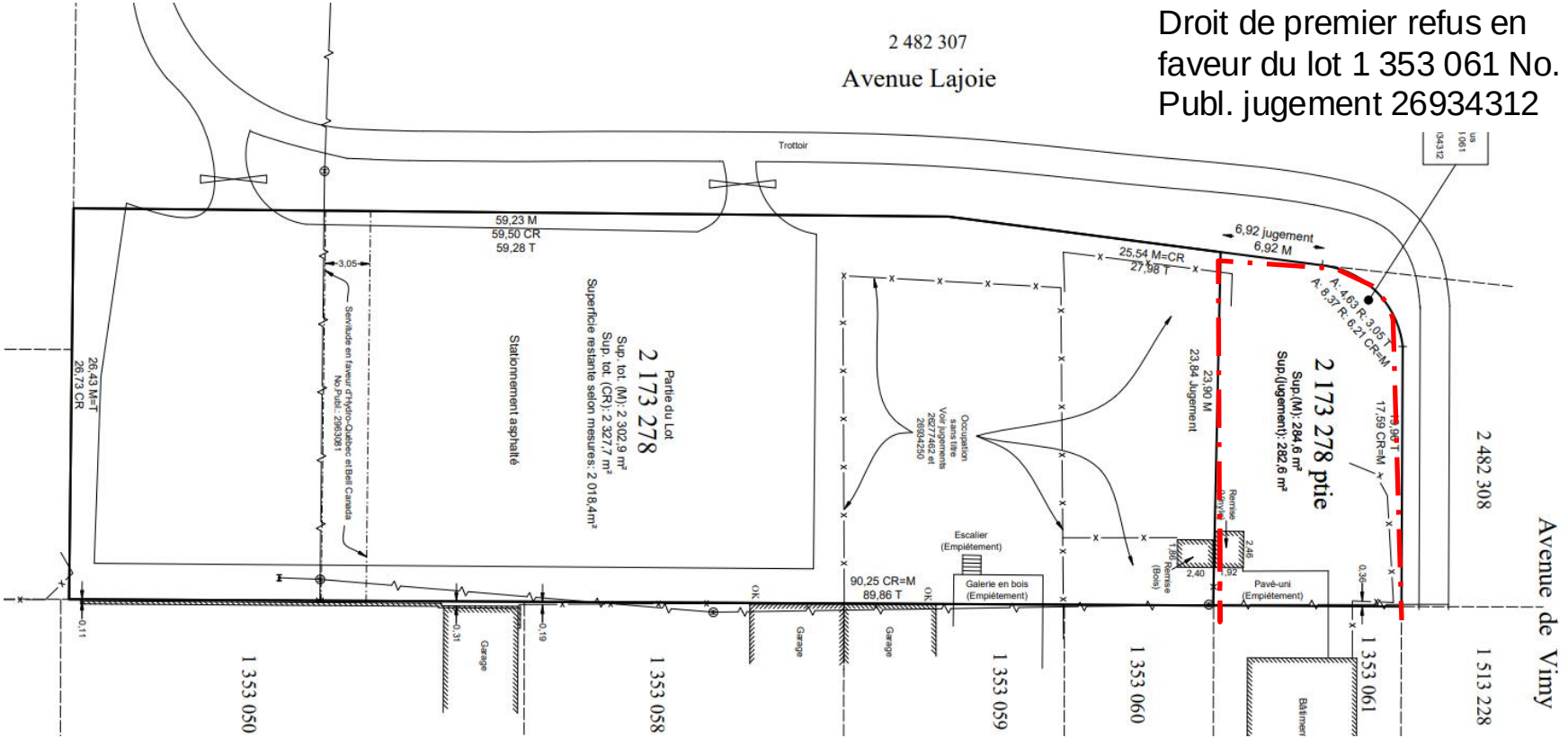
TOPOGRAPHIE



Dénivelé d'environ 2 mètres

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Droit de premier refus en faveur du lot 1 353 061 No. Publ. jugement 26934312



CERTIFICAT DE LOCALISATION

Une demande d'opération cadastrale pour scinder le lot en deux lots distincts est en cour.

Numéro de lot projeté: 6 651 796



LE SITE





LE SITE





LE SITE





LE SITE





LE SITE







LE VOISINAGE – LE SANCTUAIRE

SITE DU COMPLEXE LE SANCTUAIRE

Terrain de 100 000 mc où le développeur M. René Lépine a construit un développement de 5 bâtiments résidentiels de 11 à 15 étages dans les années 1983-1987 totalisant 725 unités.

L'image jointe montre en 1949 la présence d'un bâtiment mais les recherches ne nous ont pas permis de savoir quel était son usage. Appartenait-il à la communauté religieuse de l'église St-Raphael d'Archange? Des réponses suivront pour la phase suivante.

Les tracés montrent bien la présence d'un sentier dans le parc Marie-Gérin-Lajoie à la fin des lotissements résidentiels adossant le vaste terrain.





LE VOISINAGE – LA MAISON SAINT-RAPHAEL

RÉPERTOIRE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC

Église construite entre 1932 et 1933.
Bâtiment de pierre selon les plans de l'architecte Gratton D. Thompson, son toit est recouvert de cuivre. L'église est léguée par le Archidiocèse de Montréal en 2009 et l'ouverture de la maison a lieu en 2019. La maison de soins palliatifs comprend 178 chambres.

Le site à l'étude est un site disponible. Le coin Est du site possède déjà une canopée.

En 1949, la rue de Vimy n'est pas encore construite. L'Église St-Raphael fait front à la front à l'avenue Lajoie.





LE VOISINAGE – MAISONS OUTREMONTOISES







PLAN D'URBANISME / ZONAGE - Affectation



Affectation PU

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

Affectation zonage: E.5 (1) / Équipements culturels, d'hébergement et de santé

- établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent;
- activités communautaires ou socioculturelles;
- garderie;
- Bibliothèque;
- école préscolaire;
- école spécialisée.

PLAN D'URBANISME



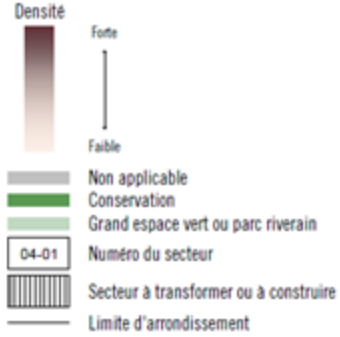
AFFECTATION Résidentiel

SECTEUR 04-01

HAUTEUR 2-3 étages

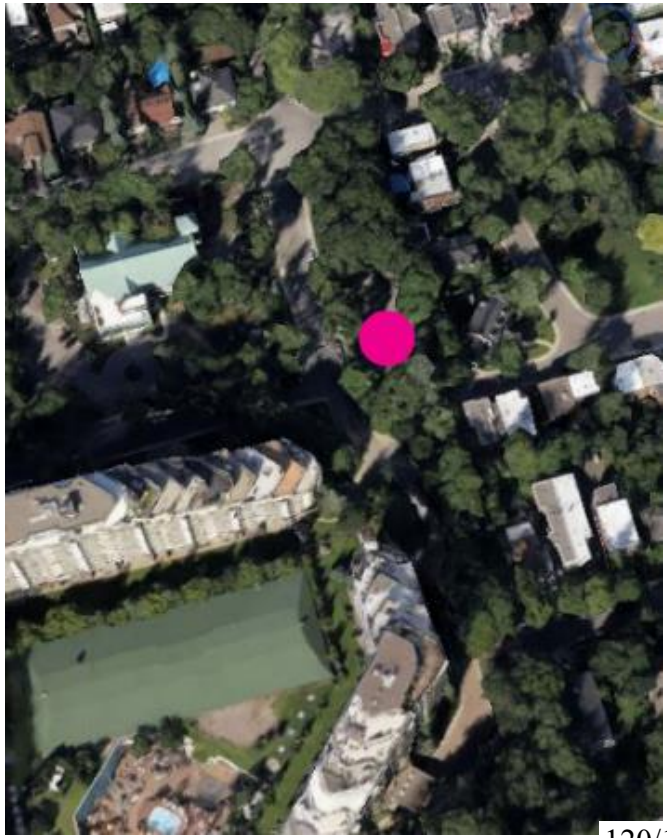
MODE D'IMPLANTATION

TAUX D'IMPLANTATION Moyen



CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0628
Usage :	E.5(1) 1. établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent
Hauteur :	3 étages 12.5 mètres maximum
Mode d'implantation :	Règles d'insertion (PIIA)
Taux d'implantation :	Min: 35 %/ max : 70%
Taux verdissement (pleine terre)	25 % min
Marges requises	-marge avant : N/A -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Case stationnement voiture	Max: 1/150m2
Unité vélo	Min: 1/70 m2
Secteur significatif :	Non



RETOUR SUR L'AVIS PRÉLIMINAIRE

COMMENTAIRES CCU	RÉPONSE
La conservation du couvert forestier est importante. Les arbres existants devront être protégés lors de la construction du bâtiment;	Un rapport permet de relever les conditions existantes des arbres et leur préservation.
Les constructions adjacentes sont très proches du site ou empiètent sur celui-ci, ce qui peut poser des problèmes;	Une opération cadastrale est en cours pour que la partie est du lot soit scindé, la partie boisée sera donc conservé en grande partie
Le projet propose un nombre de places de stationnement dépassant le maximum requis ce qui est contraire aux orientations de l'arrondissement;	Une étude de circulation a été réalisée et le nombre de case a été revu, passant de 43 à 22.
Les aménagements à l'entrée du parc devraient être améliorés;	L'emplacement de l'entrée a été revue afin de favoriser un pôle de circulation active pour l'accès au bâtiment et au parc.
Le projet devrait conserver les voies d'accès existantes au site.	Les voies d'accès au site sont conservées afin de ne pas impacter le couvert forestier inutilement.

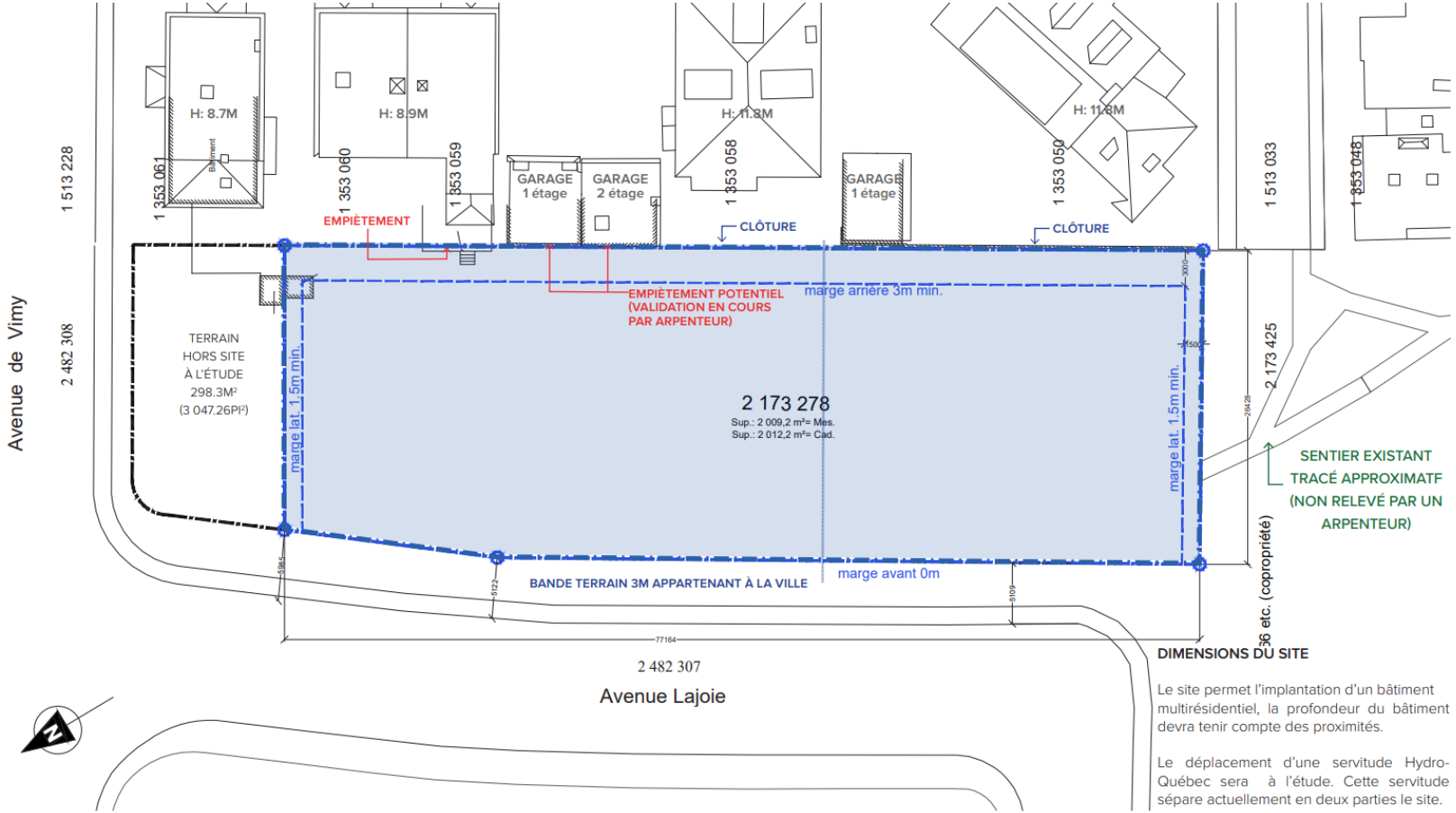




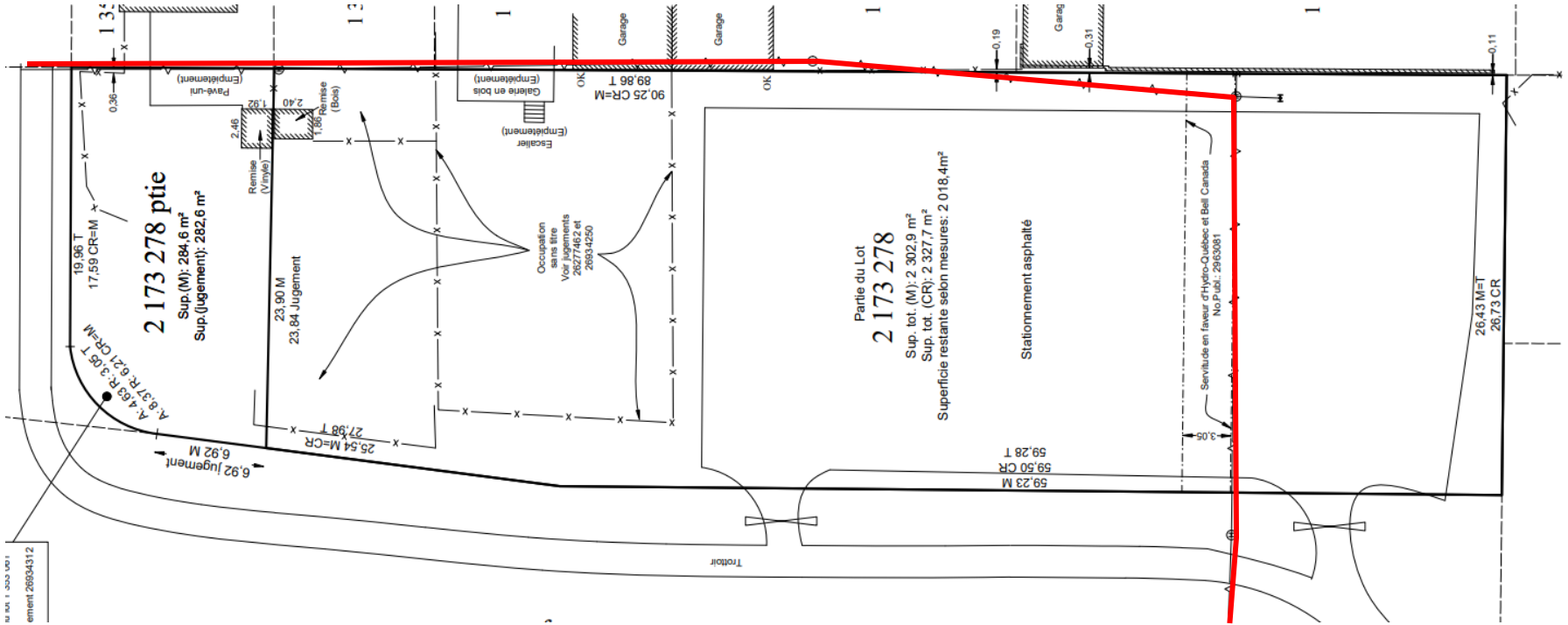
03 | LE PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

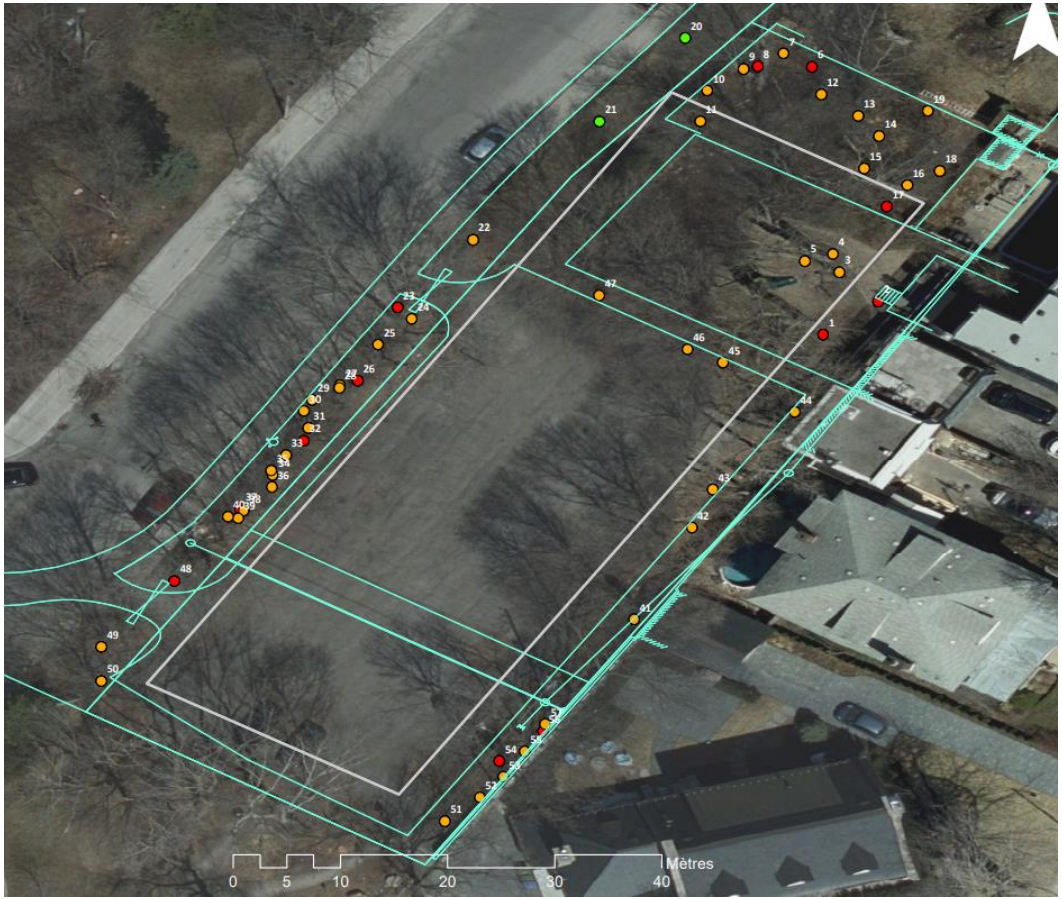
LES CONTRAINTES - PARC



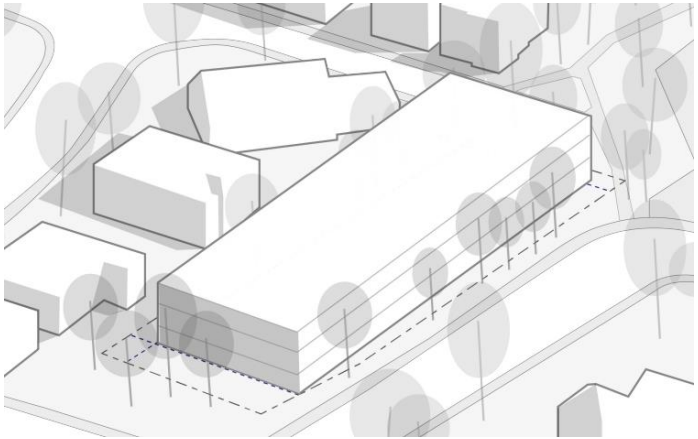
LES CONTRAINTES – Servitude Hydro-Québec et Bell

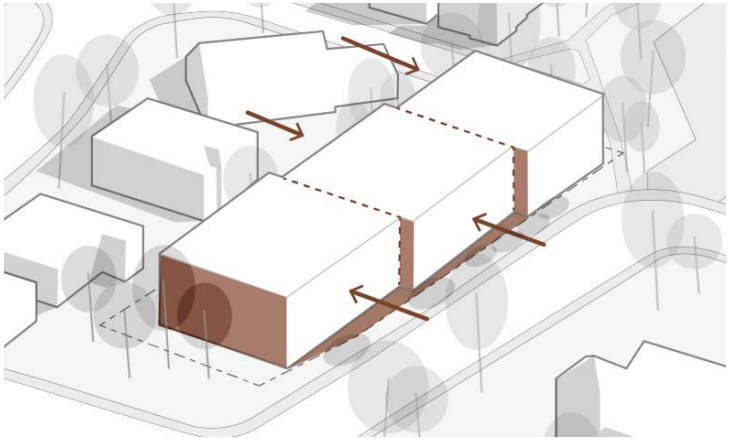


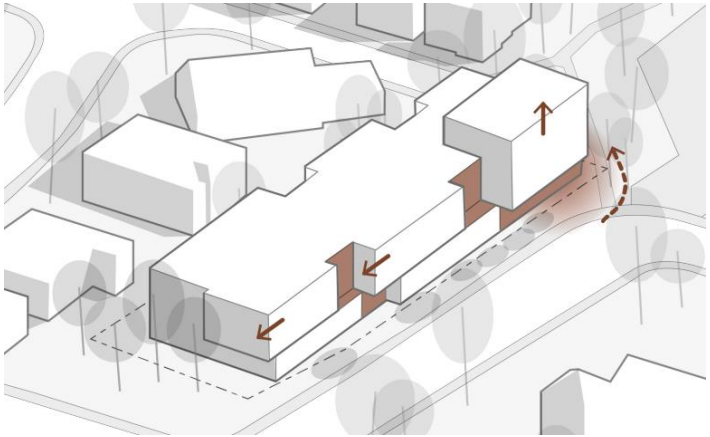
LES CONTRAINTES - ARBRES

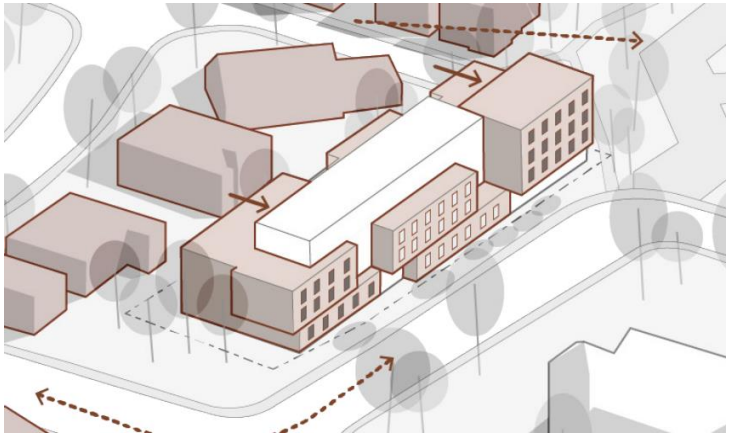


LA DÉMARCHE CONCEPTUELLE





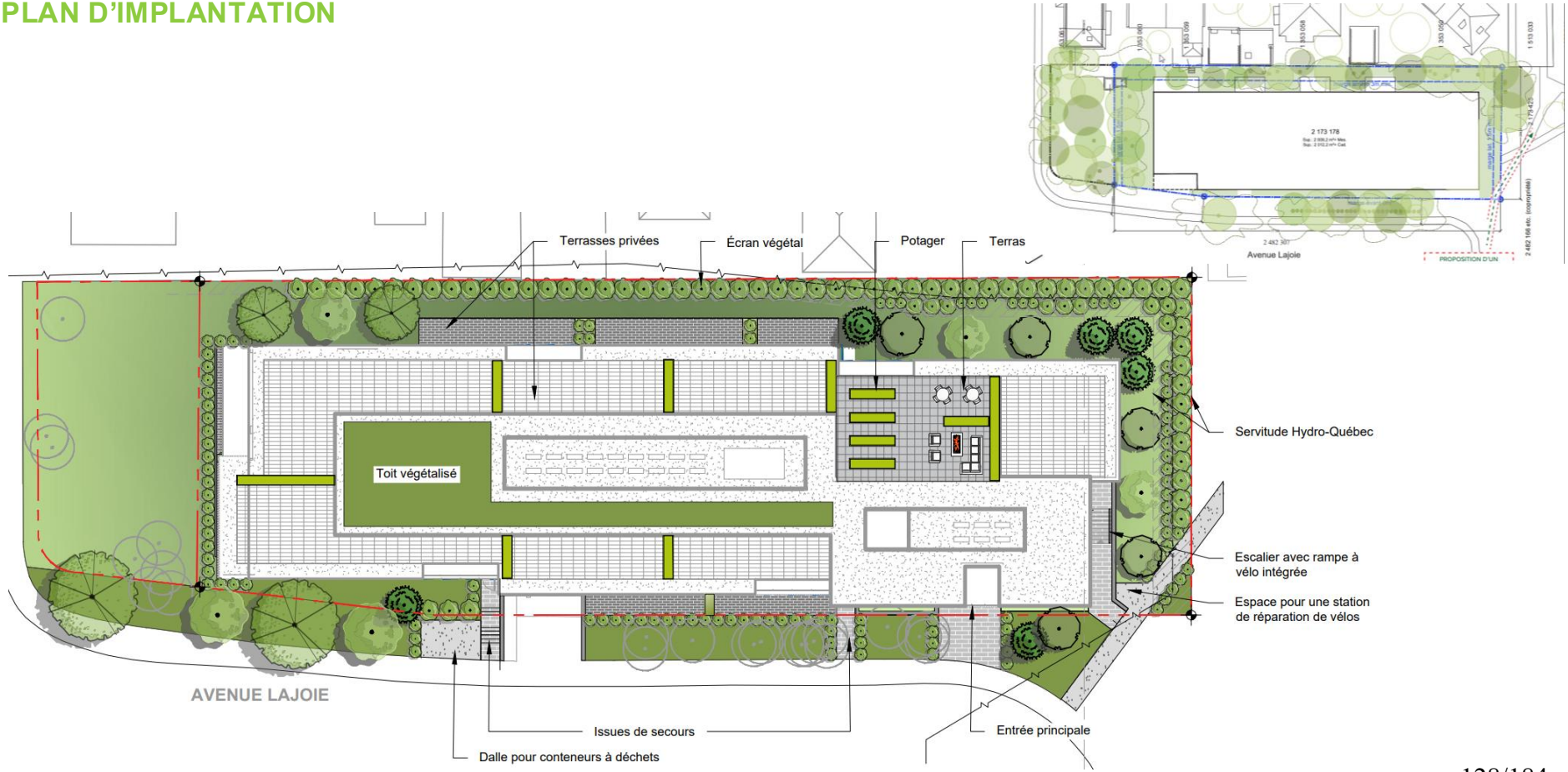




PERSPECTIVE PRINCIPALE

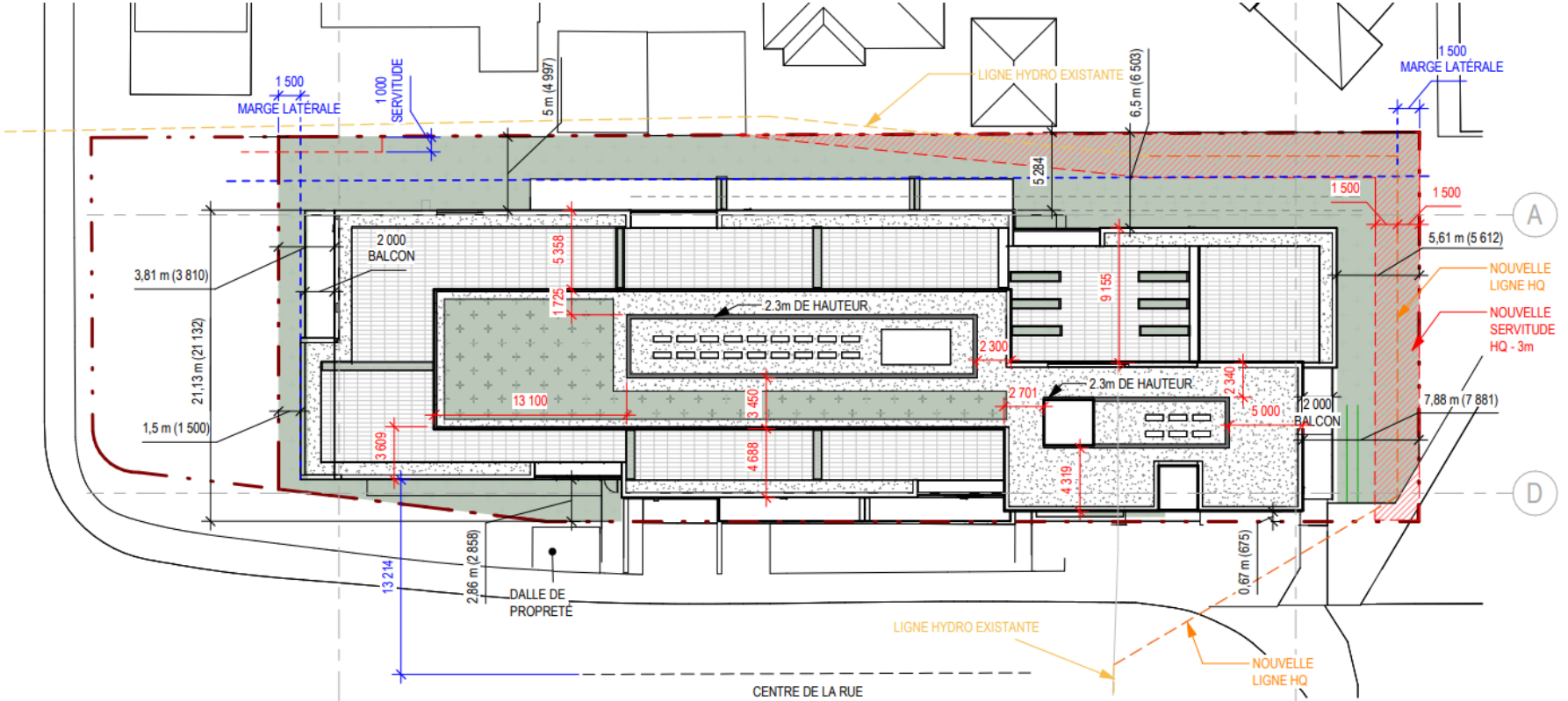


PLAN D'IMPLANTATION



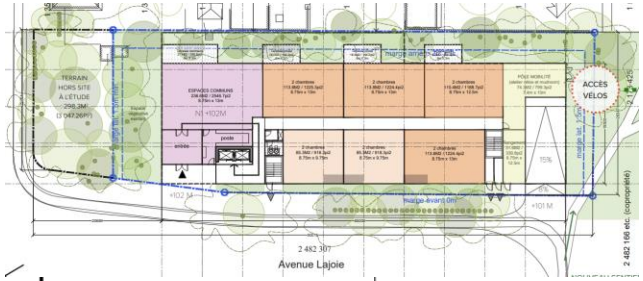
Taux d'implantation: 63% / COS: 1.86

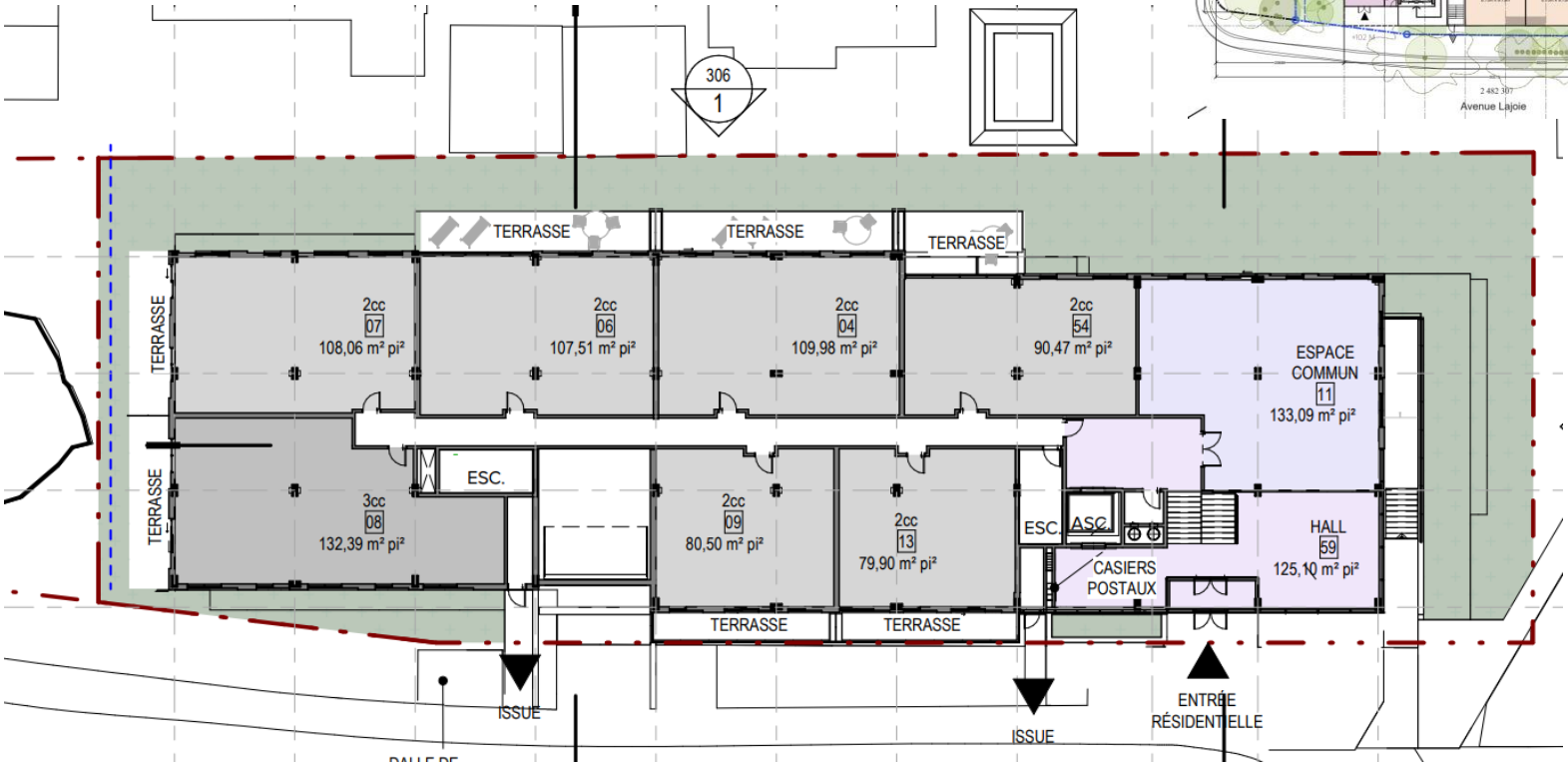
PLAN D'IMPLANTATION



Taux d'implantation: 63% / COS: 1.86

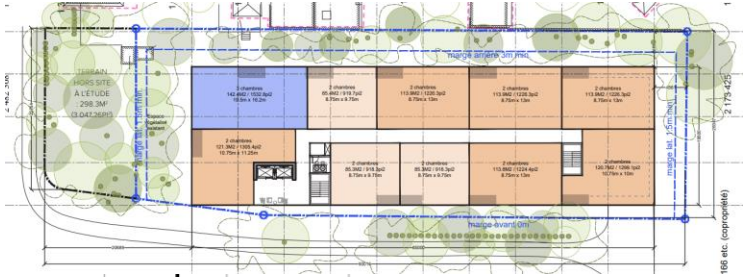
PLAN RDC

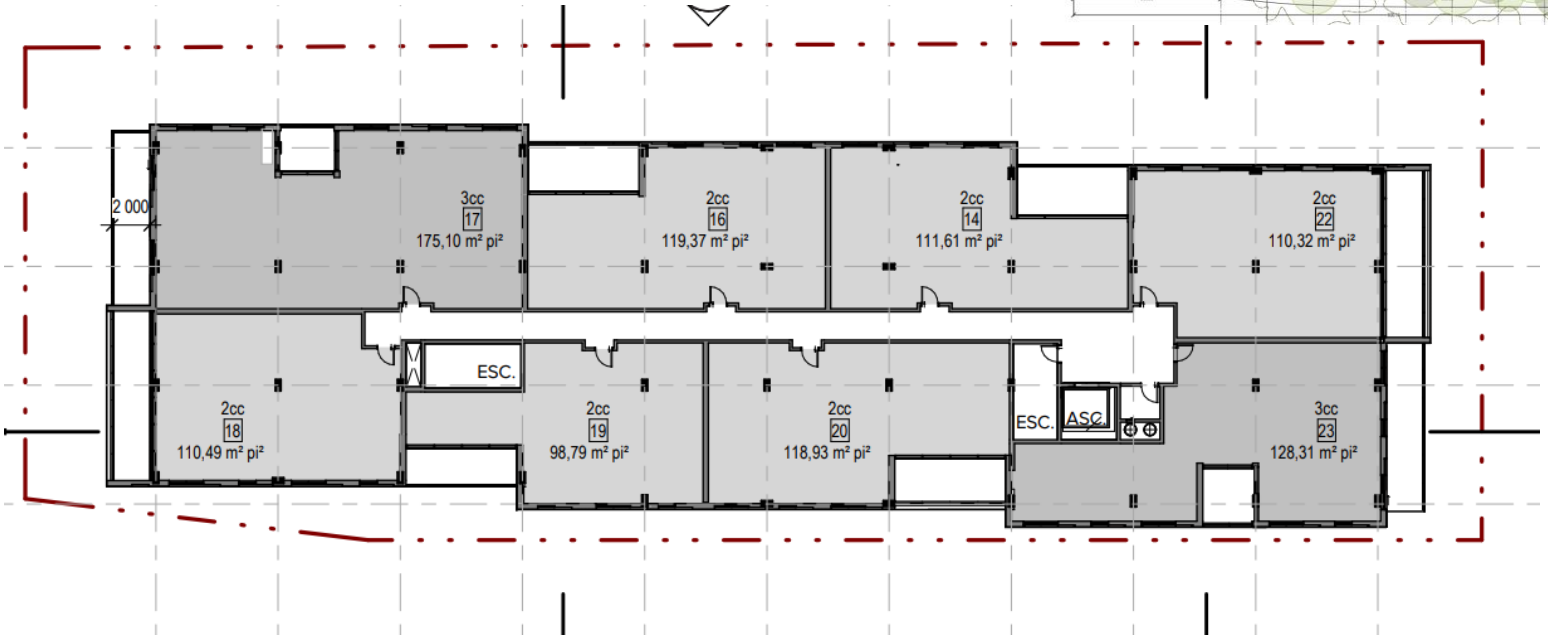




Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (1)

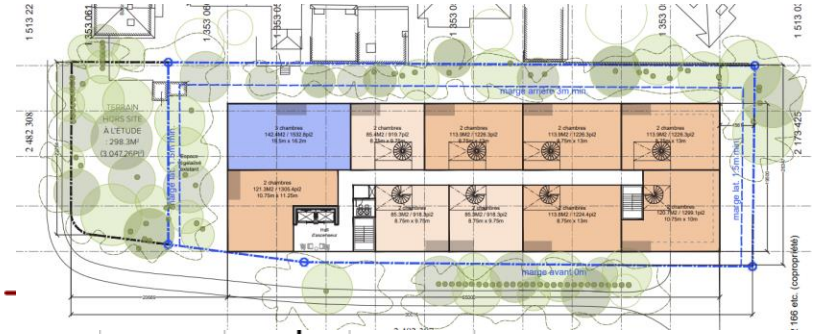
PLAN 2e ÉTAGE

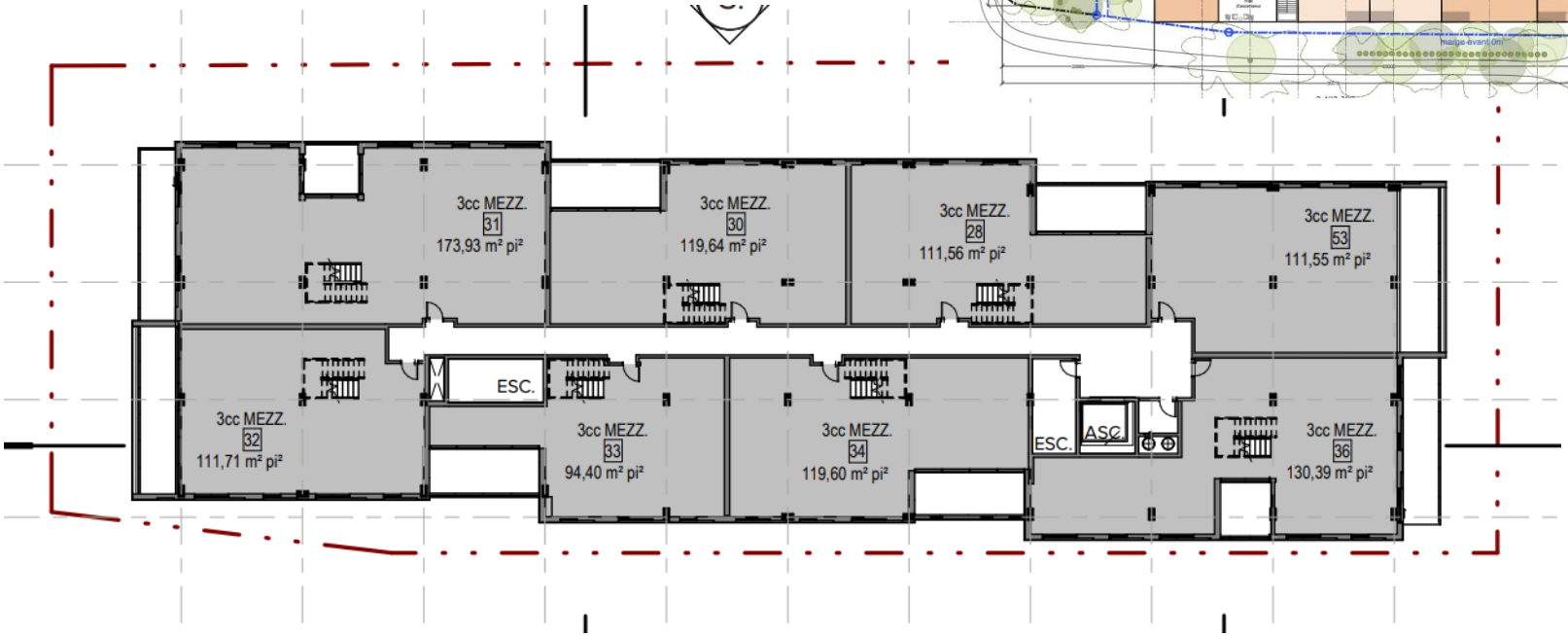




Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (2)

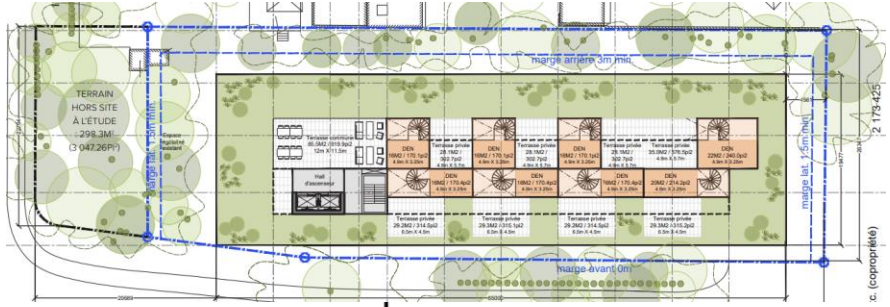
PLAN 3e ÉTAGE

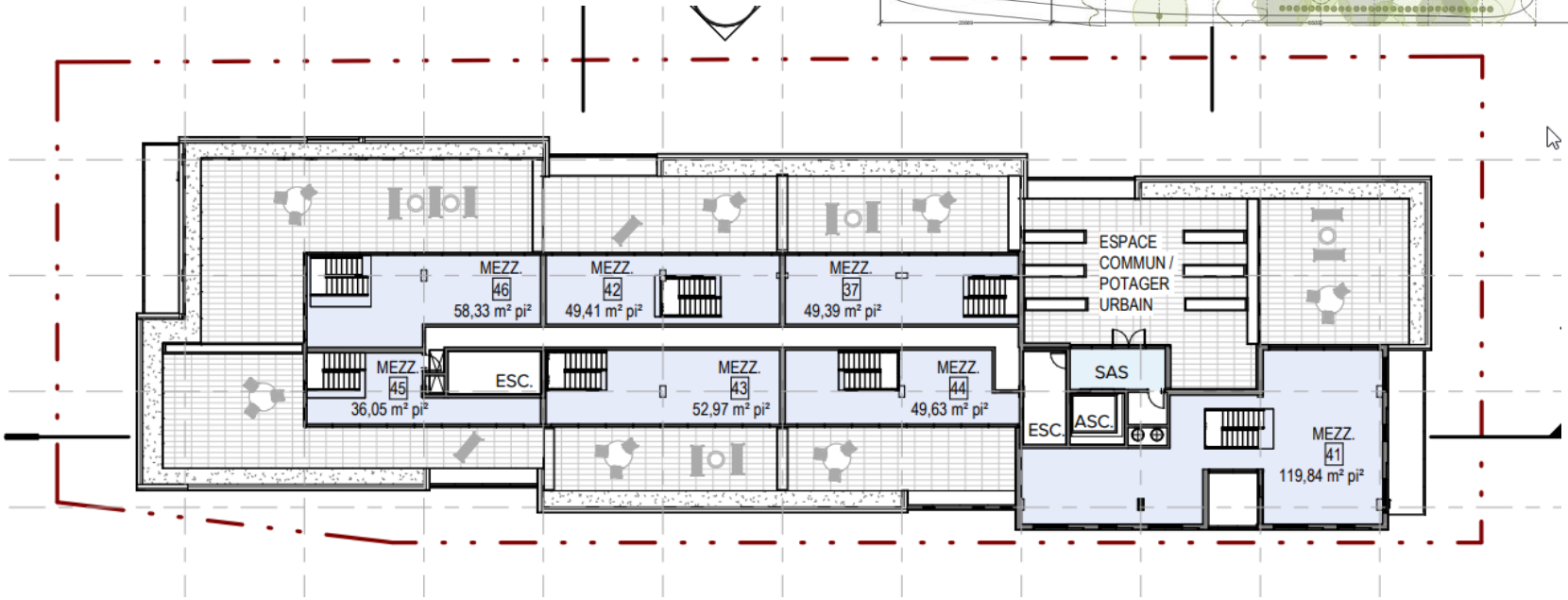




10 logements, 9 de 2 c.-à-c. et 1 de 3 c.-à-c. (total 26 cases)

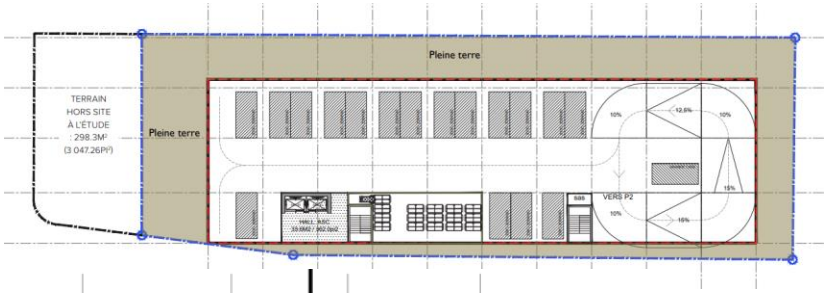
PLAN DU MEZZANINE & TOIT

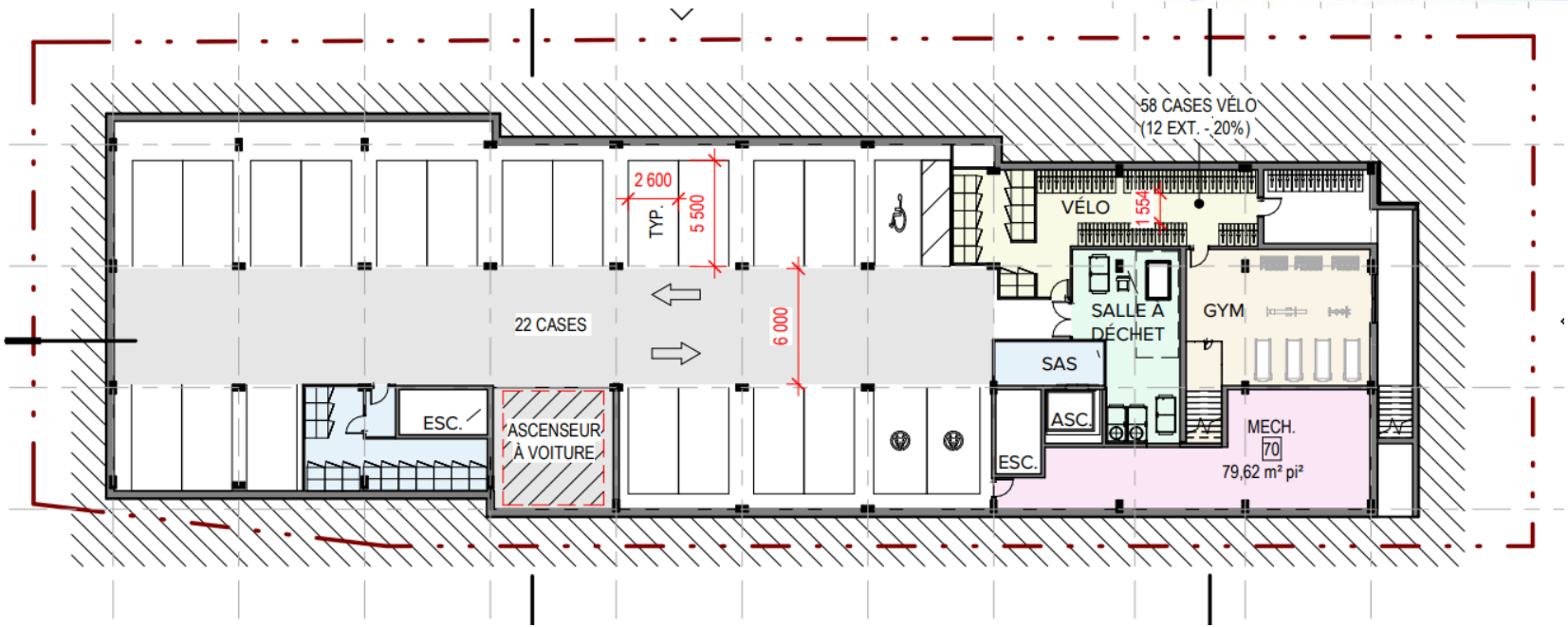




Mezzanine avec terrasses privées au toit / terrasse commune au toit/ toiture verte

PLAN SOUS-SOL 1





22 cases / Services

ÉLÉVATIONS



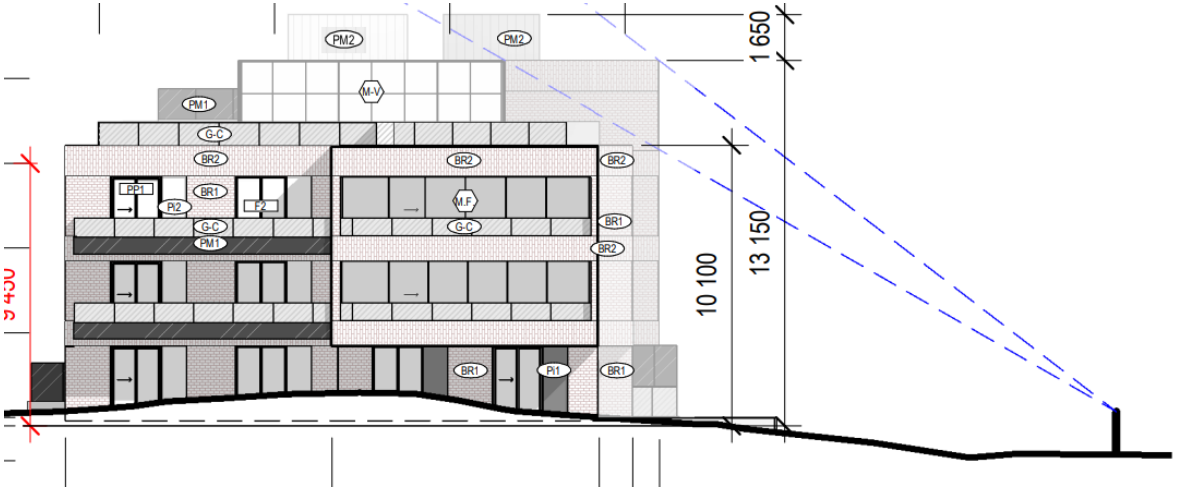
Façade avant

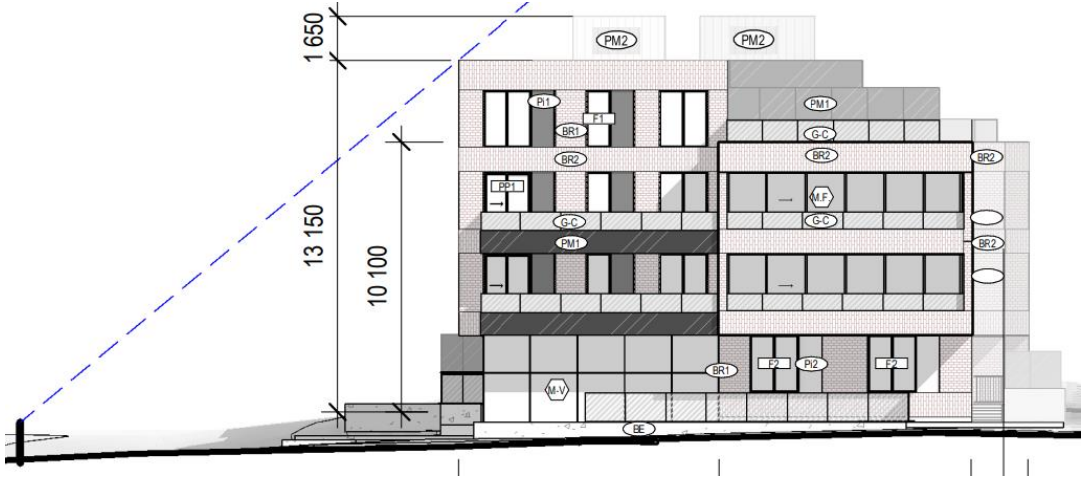


Mur arrière

ÉLÉVATIONS

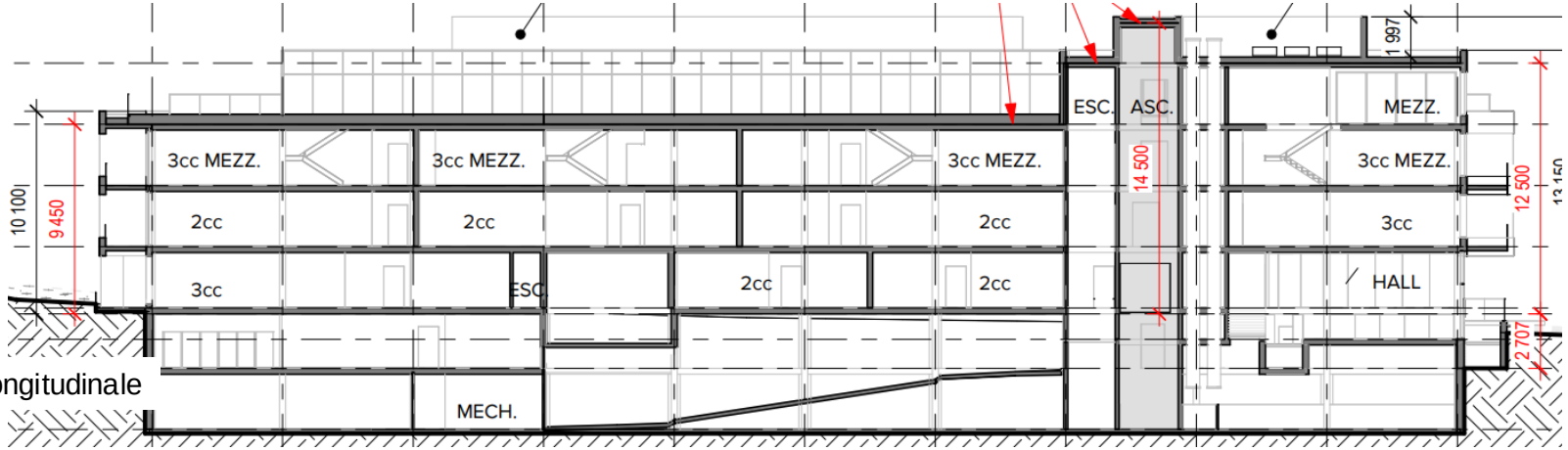
Mur latéral ouest (boisé)



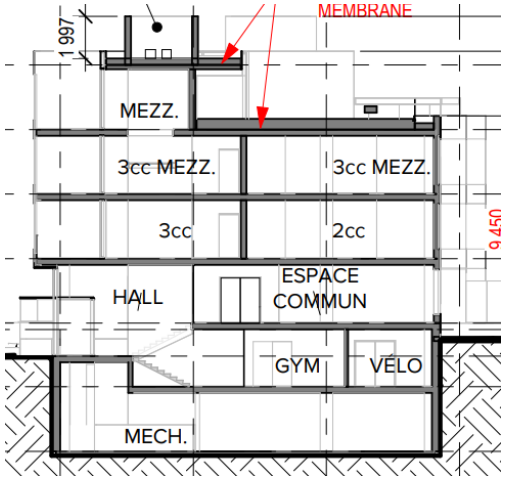


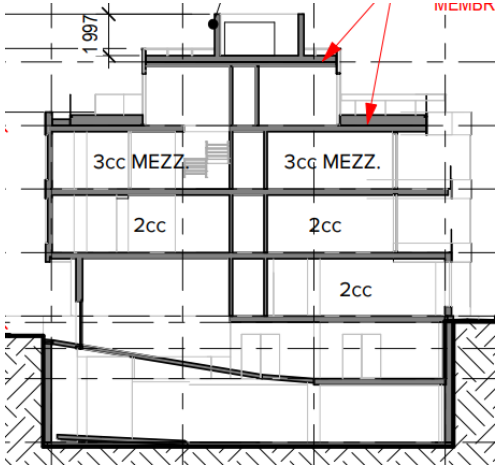
Mur latéral est (parc)

COUPES



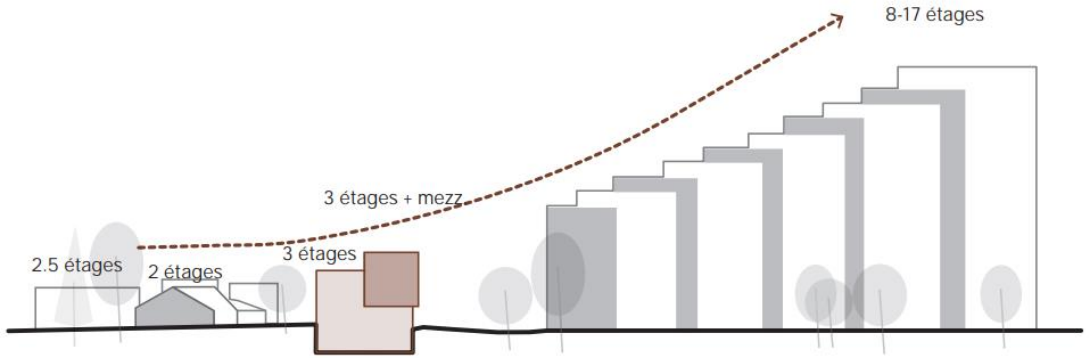
Coupe longitudinale

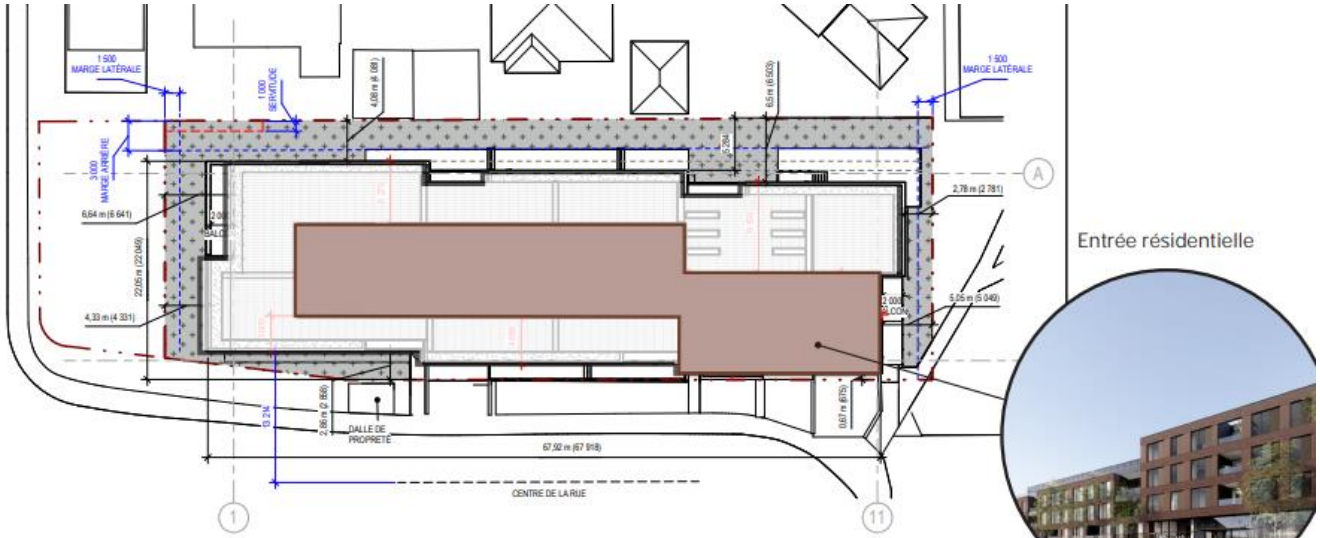




Coupes transversales

ÉVOLUTION DE LA DENSITÉ





MATÉRIALITÉ





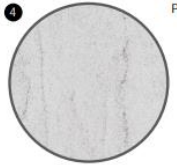
BRIQUE D'ARGILE ROUGE
FINI TALOCHÉ
MORTIER AGENCÉ
APPAREILLAGE EN PANERESSE, POSÉE VERTICALEMENT



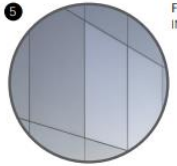
BRIQUE D'ARGILE ROUGE
FINI WIRECUT
MORTIER AGENCÉ
APPAREILLAGE EN PANERESSE



PAREMENT DE PIERRE NATURELLE NOIR



PAREMENT DE PIERRE NATURELLE GRIS-BLANC



FAÇADE DE VERRE CLAIR
INDICE DE RÉFLEXION INFÉRIEUR À 20%

MATÉRIALITÉ

Revêtement durable et de qualité
Brique sélectionnée pour ses qualité esthétique et de sa faible empreinte envrionnementale en tenant compte du cycle de vie

Linteau libre avec bris thermiques
Réduction des déperditions thermiques ponctuelles

Solins horizontaux continus
Qualité de la finition accrue

Ornementation dans le travail des détails de brique
Appareillage en paneresse vertical et horizontal
Contraste de texture, fini coupe-fil (Wirecut) et taloché (Artisan)
Périmètre des ouvertures en brick chenfrennées " Bullnose"





PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



ÉLÉVATION RUE



PERSPECTIVE



1. Connexion à la piste cyclable bonifiée vers l'Av. Lajoie, animée par le nouveau lobby résidentiel y faisant directement face.



2. Station de réparation de vélo avec point d'eau accessible comme contribution du projet aux aménagements publics audjacents.

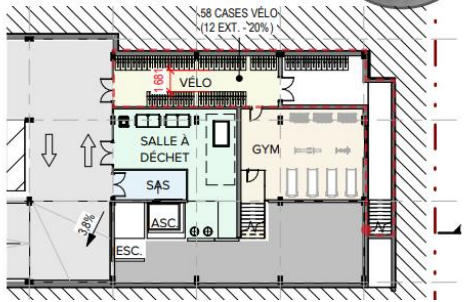
3. Rampe à vélo intégrée donnant accès aux espaces de rangements pour les résidents et les visiteurs. L'objectif ici est de réduire la friction à l'utilisation du vélo pour les déplacements quotidiens et ainsi encourager le transport actif.



4. Cases à vélo extérieur pour visiteurs, espace couvert, protégé et bien éclairé en tout temps. (20% des cases exigés)

5. Cases à vélo intérieurs sécurisée pour résidents.

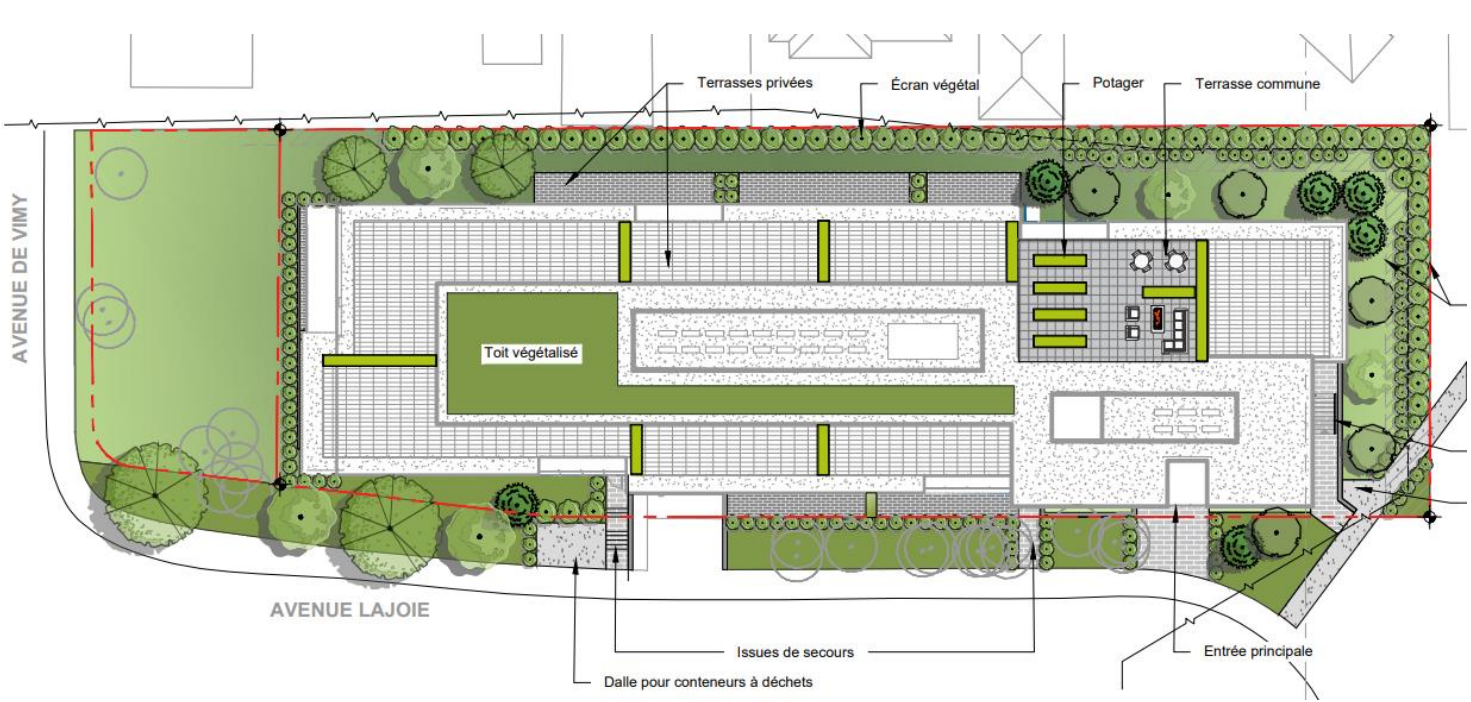




PERSPECTIVE

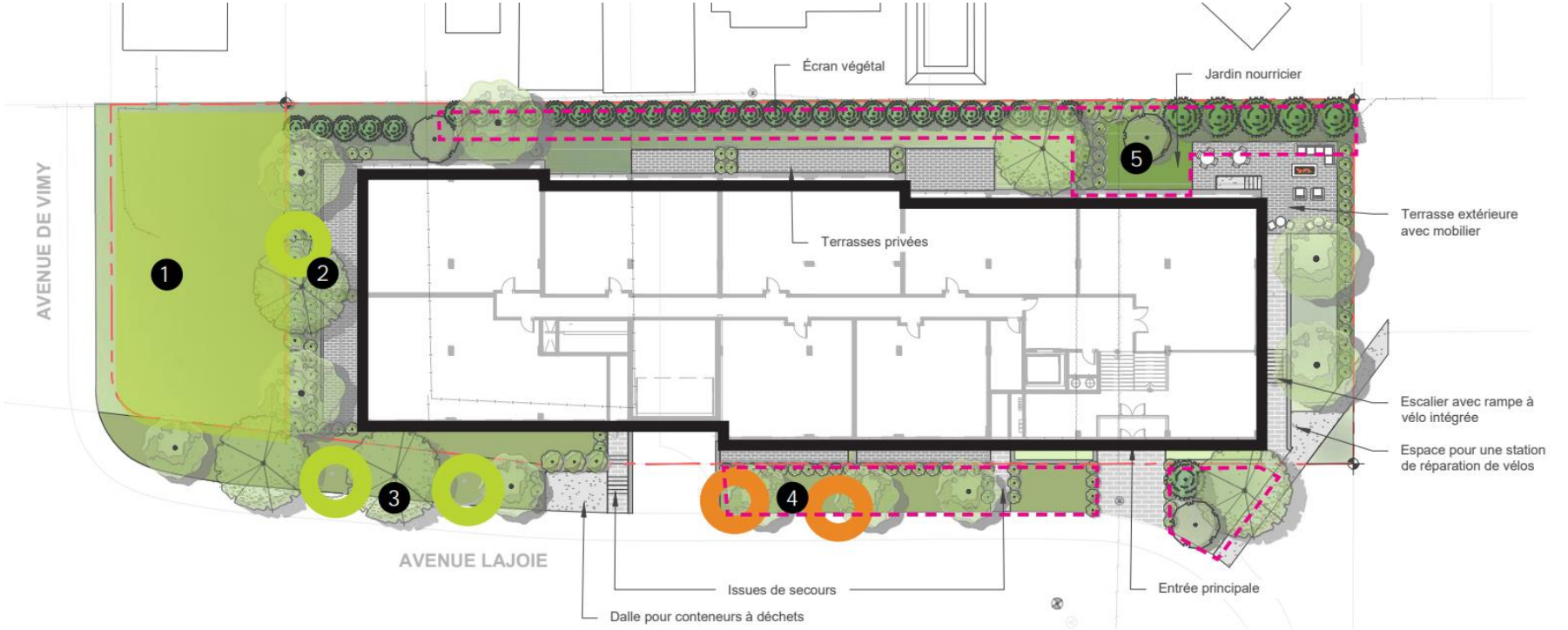


ARHITECTURE DE PAYSAGE



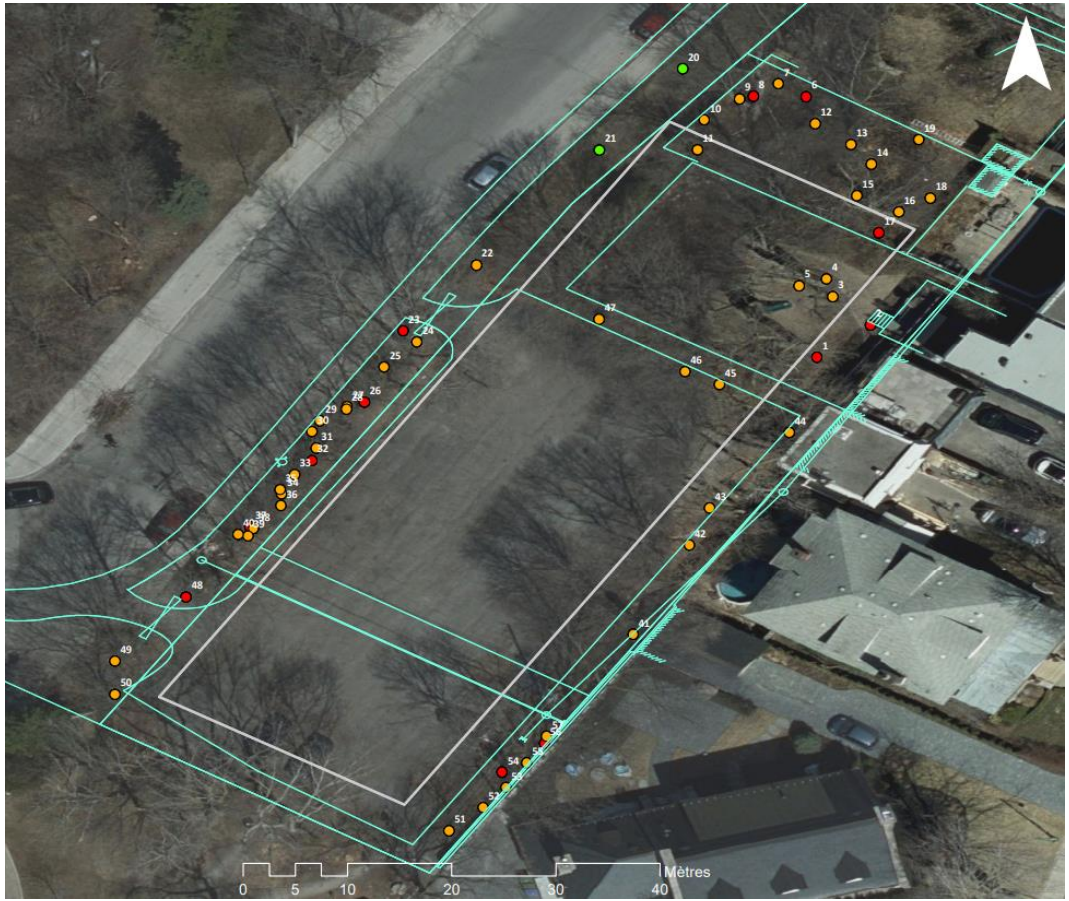


ARHITECTURE DE PAYSAGE



1. Zone non impactée par la construction. Conservation des arbres existants.
2. Zone de reboisement, terrain privé. Survie probable des arbres ciblés comme étant propices à la conservation.
3. Zone de reboisement, domaine public. Survie probable des arbres ciblés comme étant propices à la conservation.
4. Zone de reboisement, domaine public. Survie peu probable des arbres ciblés comme étant propices à la conservation.
5. Zone de reboisement, domaine privé. Conservation peu probable des certains arbres ciblés comme étant en bonne santé.

ARHITECTURE DE PAYSAGE – Relevé des arbres



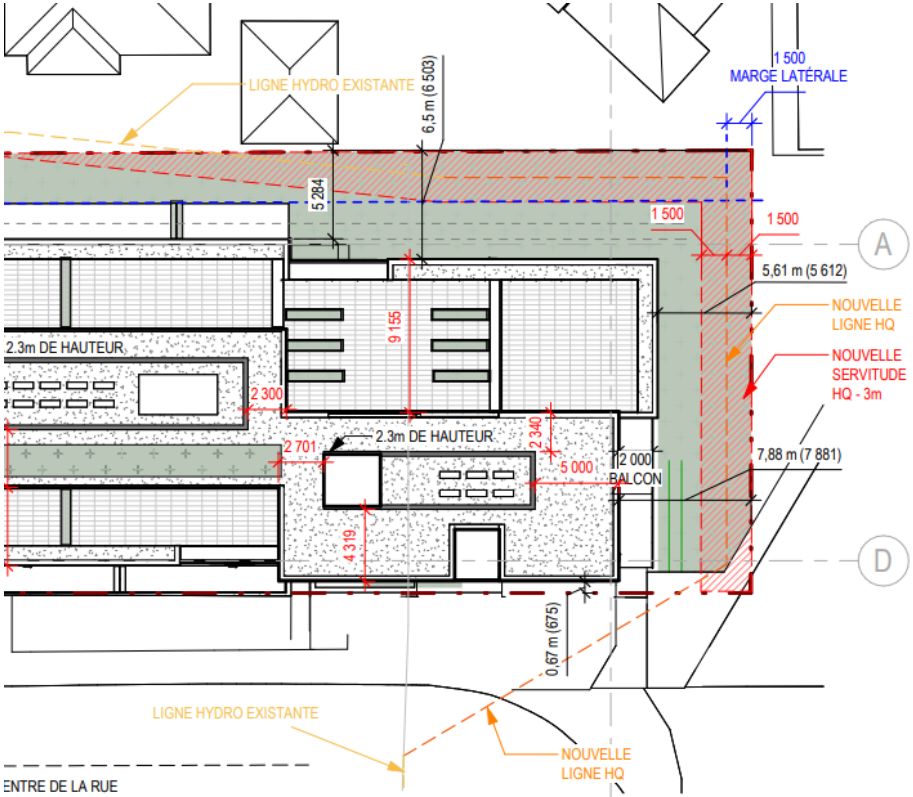
Plan des impacts anticipés sur les arbres

- Abattage (projet) / 43 arbres
- Abattage (état de santé) / 12 arbres
- Conservation / 2 arbres
- Bâtiment projeté
- Limites et périmètres

<u>Recommandation Service horticulture et arboriculture:</u>

- Aucune construction à 3 mètres de la ligne de lot latérale avec le parc;
- Aucune construction à partir de 7 mètres de la ligne de la voie publique (début du trottoir) et le bâtiment;
- Les arbres en mauvais conditions sur le domaine publique pourront être abattu, les autres devrons être conservés;

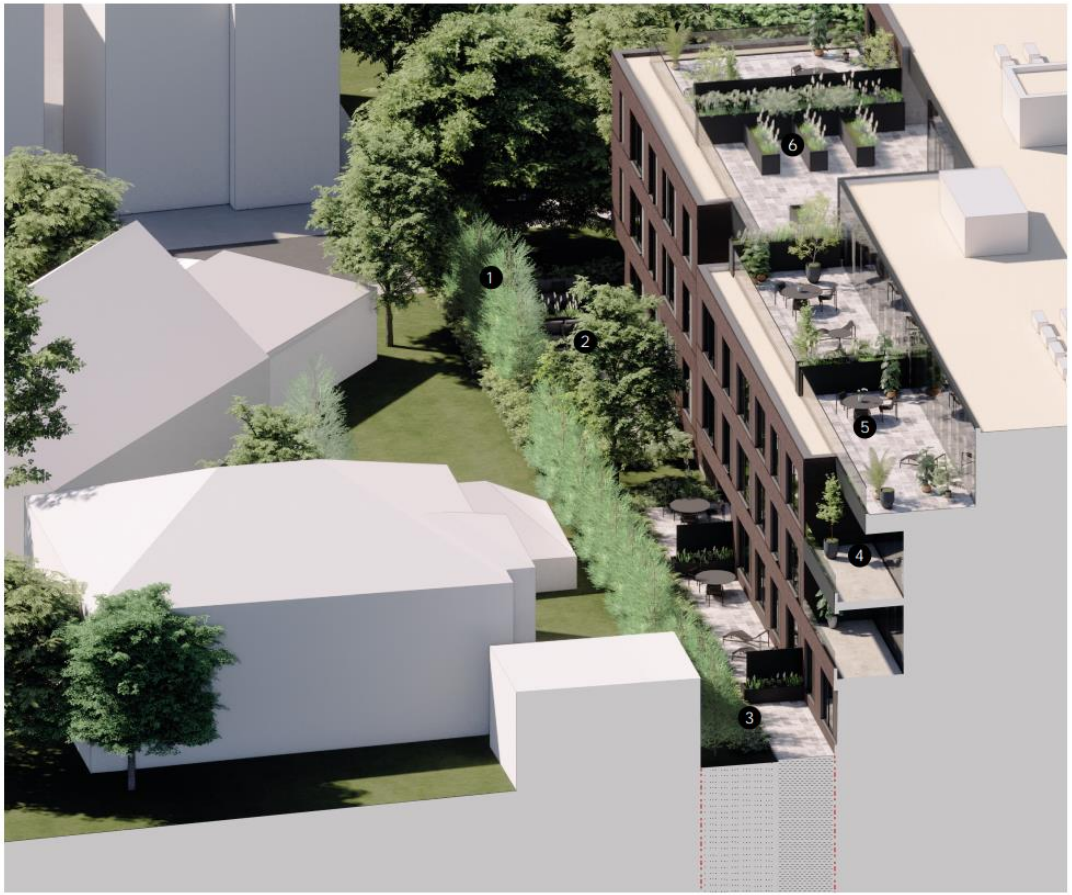
ARHITECTURE DE PAYSAGE – Relevé des arbres



Discussion avec CSEM:

- La ligne peut être localisée en souterrain dans un massif (2 conduits);
- Aucun arbre ne peut être planté sur cette servitude;
- 2e option, une qui passe à gauche du bâtiment, mais rapidement écartée considérant les arbres supplémentaires à couper;
- La servitude d'Hydro/Bell permet la servitude de passage de la Ville.
- Relocalisation de la servitude à distance de la limite de propriété afin de protéger les arbres publics.

ARHITECTURE DE PAYSAGE



1. Plantation de connifères assurant un écran visuel et acoustique au pourtour de la terrasse commune.



2. 

Jardin de plantes nourissières, créant une expérience paysagère à la fois visuelle et olfactive, favorisant un rapport plus direct entre l'humain et son envrionnement.

3. Haie de cèdres et arbres à grand déploiement le long des terrasses privées au rez-de-chaussée



4. 

Balcons extérieurs en loggia plutôt qu'en projection afin d'assurer une meilleure privauté vis à vis des résidences voisines.

5. Terrasses privées en toiture avec de généreux bacs de plantation, contribuant à rédurie les ilôts de chaleur.



6. 

Terrasse commune en toiture avec aménagement d'un potager urbain pour contribuer à l'indépendance alimentaire des futurs résidents.

ARHITECTURE DE PAYSAGE





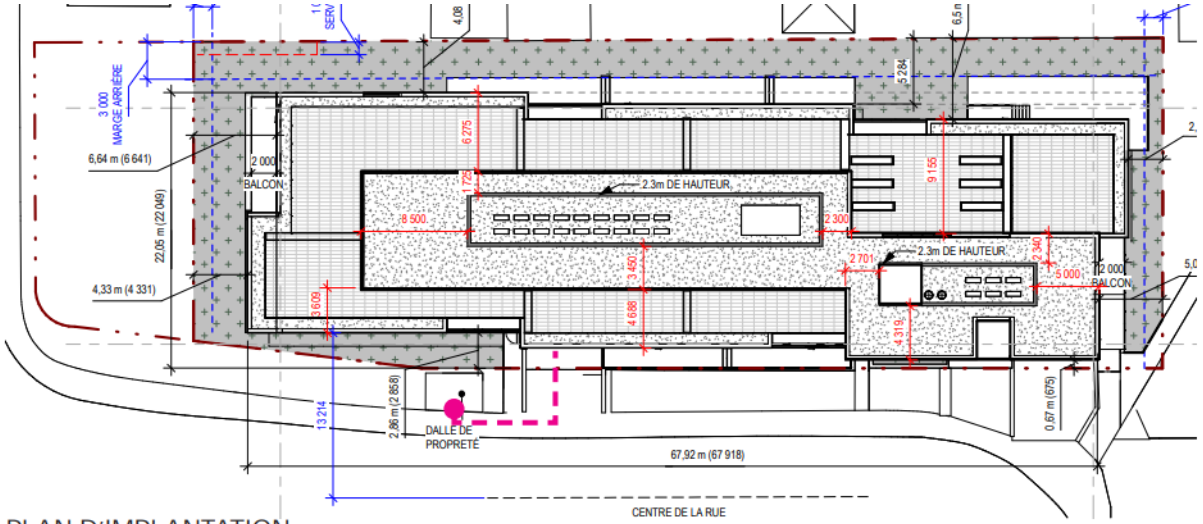




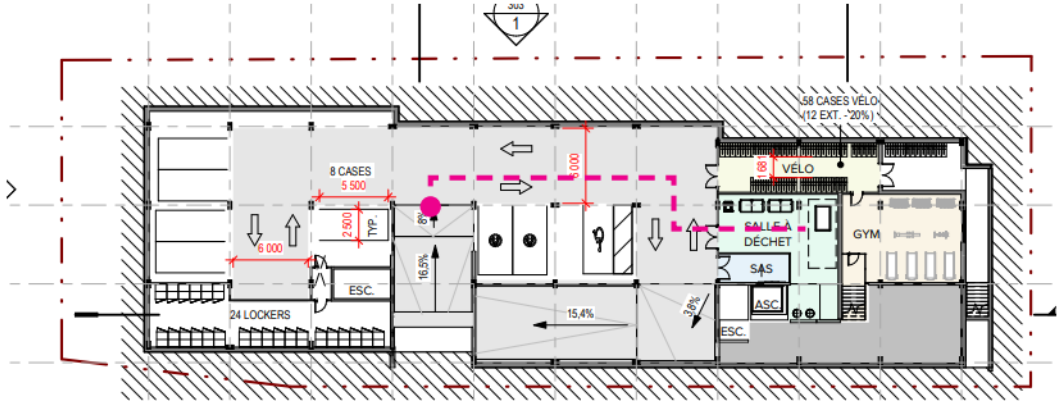


PLAN DE GMR

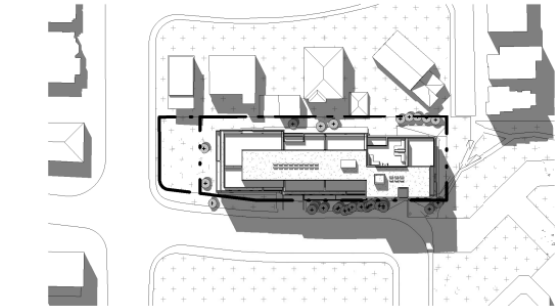
- Déchets et recyclage recueillis par chute à déchets;



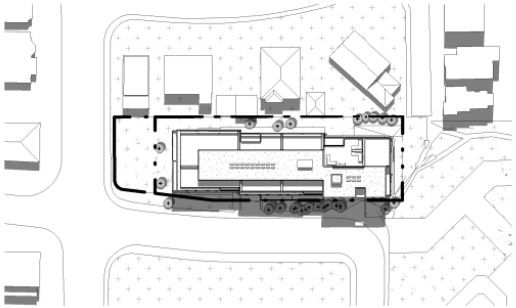
PLAN D'IMPLANTATION



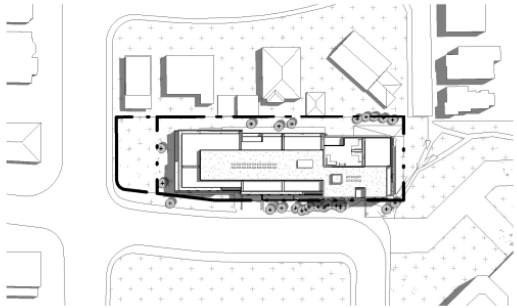
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT – SOLSTICE D'ÉTÉ



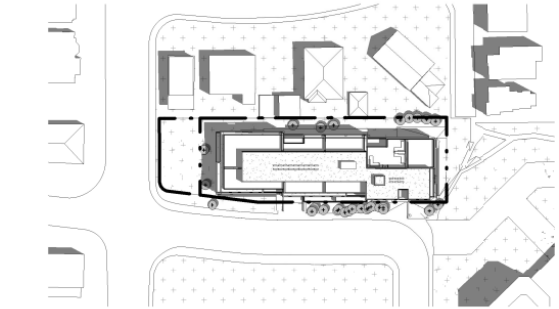
6 1000 ÉTÉ 8H
ÉCHELLE: 1 : 1000



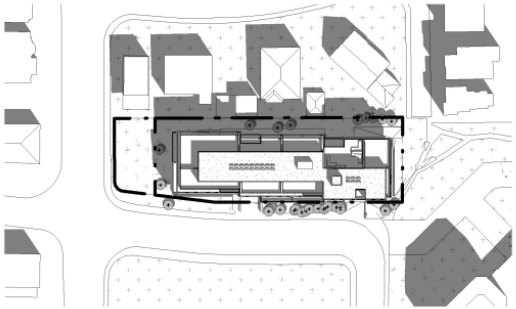
7 1000 ÉTÉ 10H
ÉCHELLE: 1 : 1000



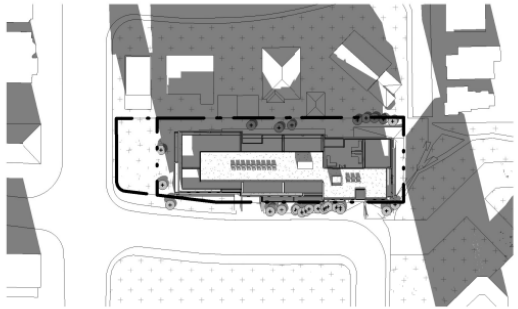
8 1000 ÉTÉ 12H
ÉCHELLE: 1 : 1000



9 1000 ÉTÉ 14H
ÉCHELLE: 1 : 1000

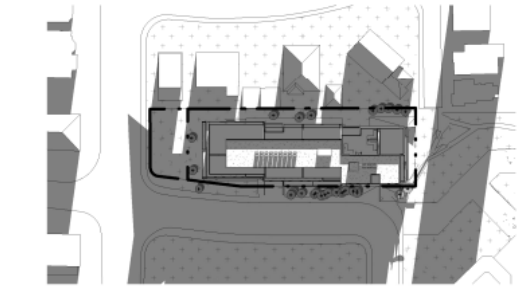


10 1000 ÉTÉ 16H
ÉCHELLE: 1 : 1000

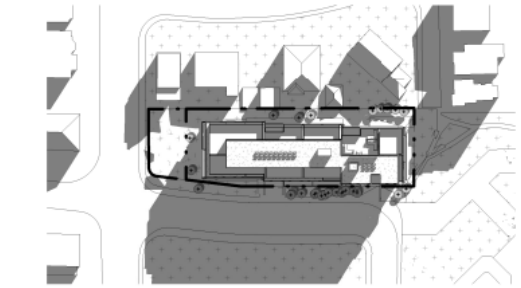


18 1000 ÉTÉ 18h
ÉCHELLE: 1 : 1000

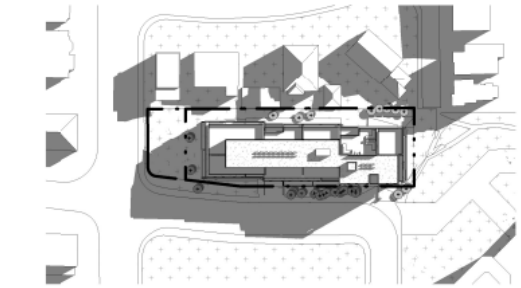
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT – SOLSTICE D'HIVER



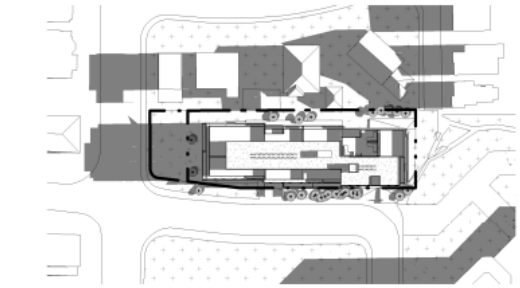
11 HIVER 8H
ÉCHELLE: 1 : 1000



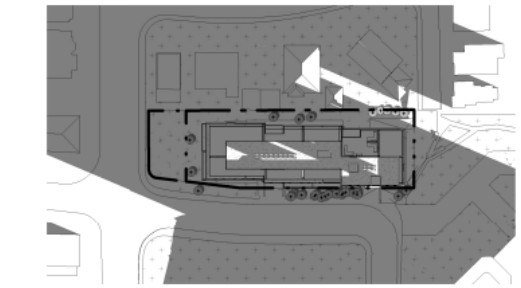
12 HIVER 10H
ÉCHELLE: 1 : 1000



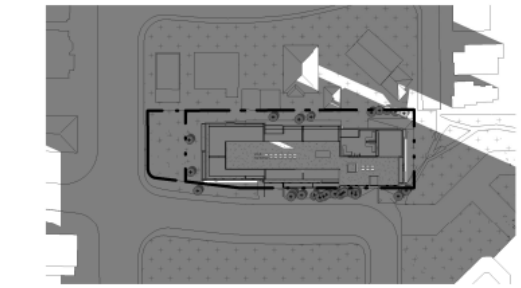
13 HIVER 12H
ÉCHELLE: 1 : 1000



14 HIVER 14H
ÉCHELLE: 1 : 1000



15 HIVER 16H
ÉCHELLE: 1 : 1000



17 HIVER 18H
ÉCHELLE: 1 : 1000

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	04-01	0628	-
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	E.5 (1) **Équipements culturel d'hébergement et de santé**	**Habitation H.6 / 12 à 36 logements**
HAUTEUR	2-3 étages	Min 3 étages / Max 3 étages (12,5 mètres)	3 étages
MARGES	-	Latérale: 1,5 m ou jumelé; Arrière: 3 m	Latérale: 4,33 m et 2,78; Arrière: 3 m
TYPE IMPLANTATION	-	Isolé, jumelé	Isolé
TAUX D'IMPLANTATION	-	Min. 35% / Max. 70%	63%
VERDISSEMENT	-	25 % de verdissement	35%
CASES STATIONNEMENT	-	Max: 3 939 m2 / 150 = 26 cases	Proposé: 22 cases
MEZZANINE	-	Retrait de 2 fois la hauteur	**Aucun retrait**
CAGE ASCENSEUR	-	Retrait 2 fois la hauteur	**1,87 fois la hauteu**

ANALYSE DE LA DAUM

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON CRITÈRE DE PPCMOI DE L'ARRONDISSEMENT

Analyse des critères selon le sur les Projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

DOSSIER : PP-XXX (3003475378)

ADRESSE : Lajoie

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	Respecté	On retrouve une école à proximtié, le REM et le métro. De plus, le site est tout près de l'UdM.
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	Respecté	Le projet est structurant, vient combler un stationnement de surface laissé vacant par la congrégation et utilisé temporairement par la maison de soins palliatif St-Raphael, qui nous a confirmé ne pas avoir besoin du site.
c) dans le cas d'un projet commercial, il participe à l'instauration d'une offre de commerces et de services de proximité qui répond aux besoins de la communauté, sans compromettre la structure commerciale ou économique existante;	Non applicable	
d) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose une offre de logements diversifiés et une proportion adéquate d'unités adaptables, en vue de répondre aux besoins particuliers de la communauté;	Partiellement respecté	Les logements prévus sont accesisble aux personnes à mobilités réduites.
e) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose des logements sécuritaires, qui favorisent un éclairage et une ventilation naturels et qui donnent accès à un espace extérieur privé ou semi-privé;	Respecté	Tous les logements sont sécuritaires, favorisé par de grandes ouvertures pour un ensoleillement et une ventillation naturel et donne accès à un espace privé et un espace communautaire au toit.
f) le projet minimise les impacts sur les locataires occupants et prévoit des mesures de relocalisation appropriées, le cas échéant;	Non applicable	Terrain vacant
g) le projet favorise la mutualisation de services ou d'installations afin d'optimiser l'utilisation de l'espace;	Respecté	Le site propose une servitude afin de poursuivre l'accès au parc, il propose aussi le déplacement d'une servtiude d'Hydro afin de partager l'accès au réseau électrique.
h) le projet favorise l'utilisation des modes de déplacements actifs et collectifs, l'électrification des transports et la mutualisation des équipements de recharge;	Partiellement respecté	Le projet favorise l'utilisation du transport actif, l'accès à l'espace de rangement pour vélo semble toutefois difficile pour une personne agées (escalier)
i) le projet assure la connectivité et la continuité paysagère des parcours piétons;	Respecté	Le projet popose une végétation bonifié afin de pousuivre le parcours piéton à aprtir du parc. Par ailleurs, un dégagement suffisant afin de conserver les arbres en cour avant est proposé.
j) dans le cas d'une grande propriété à caractère institutionnel ou d'un lieu de culte d'intérêt patrimonial, le projet assure le maintien de la fonction d'origine ou, à défaut, d'une vocation d'équipement collectif ou institutionnel;	Non applicable	
k) le projet intègre les principes du design universel à l'aménagement du site et des principaux accès au bâtiment. À cette fin, il favorise un parcours sans obstacle pour desservir les espaces collectifs, il propose des sentiers sécuritaires et éclairés, il réduit la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment et il réserve aux personnes à mobilité réduite un nombre adéquat de cases de stationnement à proximité des accès;	Respecté	Le projet favorise un design universel qui favorise des parcours sans obstacle, sécuritaire et bien éclairé.

ANALYSE SELON CRITÈRE DE PPCMOI DE L'ARRONDISSEMENT

2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	Respecté	Le projet encadre la trame de rue, mais il est respectueux des bâtiment de faible densité implanté à l'arrière du bâtiment. Le projet créer une densification vers l'avant du site, soit vers l'ancienne église et le sanctuaire qui sont deux bâtiment de plus grande hauteur dans le secteur.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	Respecté	Le projet propose des qualités remarquable au niveau du détail d'Architecture avec notamment des briques texturés, des coins arrondis, des détails de balcons et de grandes fenestrations qui rappel certain éléments du contexte bati.
c) le projet favorise la cohérence des interventions de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque le site comprend plusieurs bâtiments ou constructions;	Non applicable	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	Respecté	Le projet vient avec plisieurs contraintes, mais la proposition permet une cohérence avec le milieu d'insertion en réponse à ces contraintes.
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	Respecté	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	Partiellement respecté	Le projet vise l'abattage de plusieurs arbres situé dans l'emprise de la construction, des conditions on été développer avec le promoteur afin de diminuer au maximum les son emprise et de ne pas avoir d'impact sur les arbres situé sur le domaine publique.
g) le projet privilégie la préservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur des composantes architecturales d'intérêt;	Non applicable	Terrain vacant
h) le projet assure l'intégrité, la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique;	Non applicable	N'est pas situé dans un secteur à potentiel archéologique
i) le projet participe à la commémoration des valeurs patrimoniales ou à la reconnaissance de l'identité de la communauté locale;	Respecté	Le projet propose une réinterprétation du projet le Sanctuaire dans un gabarit à échelle humaine afin de s'harmoniser avec les maisons unifamiliales Outremontaise. Les grandes terrasses et fenestration permettent un écho à ce patrimoine arhcitectural.
j) l'affichage s'intègre de manière sobre et harmonieuse en considérant le milieu d'insertion, l'architecture et la volumétrie du bâtiment, les usages exercés ainsi que l'échelle de la rue;	Non applicable	
3° Favoriser la transition écologique et la résilience climatique		
a) le projet minimise son empreinte écologique, qui se traduit par l'économie des ressources et de l'énergie durant tout son cycle de vie, en misant notamment sur l'efficacité énergétique, la réhabilitation de structures existantes, la récupération des déchets de construction et l'utilisation de matériaux reconnus pour leur durabilité;	Respecté	Le projet propose des matériaux de qualité et durable.
b) dans le cas de la construction d'un nouveau bâtiment, le projet vise l'obtention d'une certification reconnue en matière de performance écologique, telle que LEED, BOMA ou WELL;	Partiellement respecté	LE projet ne propose pas le respect d'une certificattion, mais plutôt des éléments qui respecte plusieurs éléments de différentes certification.
c) le projet participe à la biodiversité et à la résilience urbaine, notamment par des toitures intensives, l'agriculture urbaine, le déploiement des arbres et une diversité de végétaux, et assure une gestion naturelle des eaux de pluie;	Respecté	Le projet popose une diversité de végétaux, des bacs d'Agriculture urbaine, des bac de plantation entourant les gardes corps et des plantations en pleine terre au sol soit plus de 34% de verdissement.
d) le projet propose une gestion optimale des matières résiduelles et évite l'encombrement du domaine public;	Partiellement respecté	Le projet propose une gestion des déchats par conteneur alors qu'il serait préférable d'utiliser des bacs dans le but de réduire l'espace perméable au sol et de proposer une collecte publique.
e) le projet propose, notamment durant le chantier, une réduction à la source et un contrôle adapté des nuisances qu'il pourrait occasionner telles que le bruit, la poussière, les odeurs, le vent, la circulation, la chaleur et la lumière. ».	Respecté	Un plan sera fournis à cet effet.

RECOMMANDATION ET RÉSOLUTION

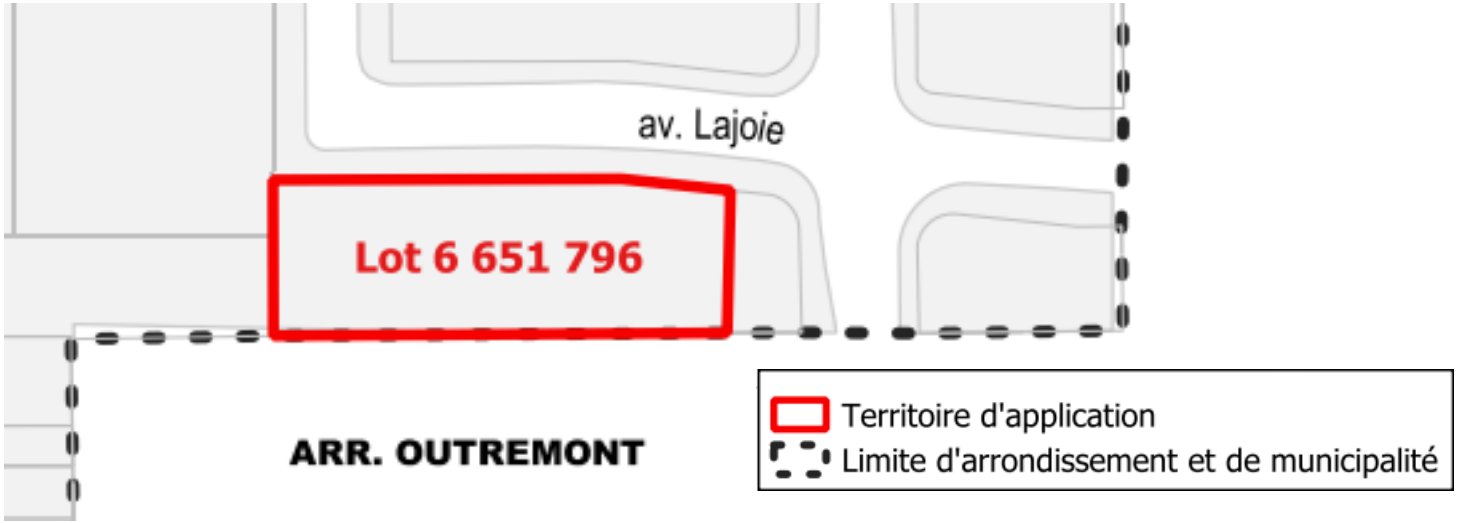
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que le projet est conforme aux orientations, objectifs et politiques municipales.
- Considérant une servitude d'Hydro-Québec à déplacer et une servitude d'accès à préparer en faveur de la Ville de Montréal;
- Considérant que le projet répond aux commentaires émis lors de l'avis préliminaire du 12 juin 2024;
- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI, puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Considérant que le projet vise la construction de 23 logements de grande dimension;
- Considérant que le projet propose 30 % de verdissement, ce qui est supérieur au minimum requis;
- Considérant que le projet est respectueux des volumes à proximité du site tout en proposant une densité favorable à l'insertion d'un projet à proximité d'un transport structurant..

RÉSOLUTION PPCMOI

Territoire d'application :



RÉSOLUTION PPCMOI

Dérogations :

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1.à l'article 123 afin de déroger aux usages;

2.à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;

3.à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

RÉSOLUTION PPCMOI

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 60 %;
2. Les marges minimales suivantes :
   a. Avant: 1,5 mètre;
   b. Latérale face au parc Marie-Guérin-Lajoie: 3 mètres;
   c. Arrière : 5 mètres.
3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage peut n'avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.
4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule;
5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;
6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue.

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doit respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30%;
2. 6 bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel est aménagé au toit.

RÉSOLUTION PPCMOI

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
   b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
   c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
   d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
   e. la méthode de collecte privée ou publique;
   f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.
2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.
3. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assure la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.
4. Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude d'Hydro-Québec.

RÉSOLUTION PPCMOI

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1.Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicable.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.
2. Lorsque le système racinaire d'un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d'excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
3. Lorsque la canopée pourrait être affectée, un élagage doit être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 11 décembre 2024

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.1 99999, avenue Lajoie - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796) - dossier relatif à la demande 3003475378.

Présentation : Mathieu Letarte, conseiller en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande visant à autoriser un projet particulier pour la construction d'un bâtiment résidentiel a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 25 octobre 2024.

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 23 logements sur un terrain vacant. Il déroge aux articles 123, 21 et 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), concernant l'usage autorisé, le retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes et enfin, le retrait en façade pour une mezzanine.

Actuellement, le site est occupé par un stationnement de surface, une opération cadastrale est également en cours, une partie du lot est visée par un jugement accordant un droit de premier refus en faveur du lot 1 353 061, situé dans l'arrondissement d'Outremont. Le projet sera fait sur la partie de lot restant. Une servitude d'Hydro-Québec doit être déplacée et une servitude d'accès en faveur de la Ville de Montréal est à prévoir.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que le projet est conforme aux orientations, objectifs et politiques municipales;
- Considérant une servitude d'Hydro-Québec à déplacer et une servitude d'accès à préparer en faveur de la Ville de Montréal;
- Considérant que le projet répond aux commentaires émis lors de l'avis préliminaire du 12 juin 2024;

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI, puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Considérant que le projet vise la construction de 23 logements de grande dimension;
- Considérant que le projet propose 30 % de verdissement, ce qui est supérieur au minimum requis;
- Considérant que le projet est respectueux des volumes à proximité du site tout en proposant une densité favorable à l'insertion d'un projet à proximité d'un transport structurant.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres auraient aimé voir plus de détails du contexte, ainsi que des coupes permettant de voir l'intégration du projet à son milieu. Un membre indique qu'il aurait aimé voir une perspective de la façade arrière pour évaluer son intégration au voisinage. Les membres considèrent tout de même que le projet est de qualité. Les membres demandent des précisions sur le verdissement et la conservation des arbres. Le comité aurait aimé voir davantage d'arbres plantés. Le projet devrait viser le remplacement de chacun des arbres abattus. Des arbres pourraient être plantés sur les toits également. C'est aspect devrait être retravaillé en vue de l'approbation du PIIA.

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1243751004



Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - CDN-NDG

2024-11-06

Montréal

NORMES ET DEVIS POUR LA CONSERVATION ET LA PROTECTION DES ARBRES

Pour tous travaux exigeant un permis ou effectués sur le domaine public, le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux ont l'obligation de protéger et de supporter solidement tout arbre présent dans la zone du chantier et ce, avant même le début de ces travaux. Les mesures de protection et de support doivent être maintenues adéquatement en place durant toute la durée des travaux.

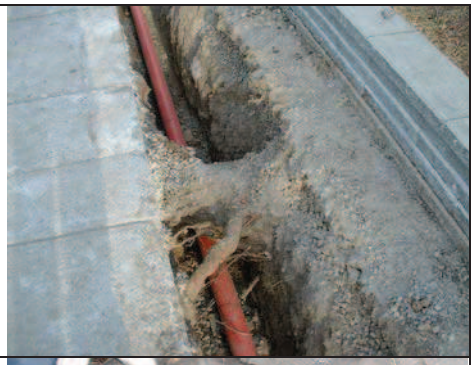
	1.	Dès que la date projetée des travaux sera connue, ou au plus tard 48 heures ouvrables avant le début de ceux-ci, veuillez en aviser l'une des personnes suivantes : Nom: Véronique Gauthier Téléphone: 514 893-0495 Courriel: veronique.gauthier@montreal.ca	Arrondissement: Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce
	2.	Aucun matériau ni équipement ne doivent être appuyés sur les arbres, déposés à leur pied ou dans la zone de protection du sol.	

	3.	À moins qu'ils ne soient isolés par une clôture telle que mentionnée au point 5, les troncs des arbres situés dans la zone de chantier doivent être recouverts, sur toute leur circonférence, par des pièces de bois (madriers 2'' x 4'') sur une hauteur de 1.8 depuis le sol. L**e demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent disposer, entre les pièces de bois et le tronc, des bandes de caoutchouc ou toute autre matière matelassée** Les pièces de bois doivent être fixées solidement à au moins deux endroits au moyen de ceintures métalliques, de broches ou d'attaches autobloquantes.	 
	4.	Hormis la protection demandée, il est interdit d'installer quoi que ce soit dans ou sur les arbres.	

	5.	Des clôtures temporaires de protection, d'une hauteur minimale de 1.2 mètres doivent être installées autour de la zone de protection des arbres désignés (Voir note ci-contre). À l'intérieur de cette zone, aucune circulation de machinerie et d'ouvriers ni aucun entreposage de matériaux ne sont tolérés, même temporairement; des affiches doivent être installées sur les clôtures afin d'en aviser les travailleurs. Lors de l'installation des clôtures, le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux ne doivent pas blesser les arbres. Note :_____	 
	6.	Une protection du sol sous la ramure des arbres doit être effectuée à l'aide de panneaux de contreplaqués posés directement sur le sol, dans un rayon de 4 m à mesuré partir de leur tronc.	

	7.	Une protection du sol sous la ramure des arbres doit être effectuée à l'aide d'une membrane géotextile de type Texel Géo-9 (ou équivalent à faire approuver) posée directement sur le sol et recouverte d'une couche minimale de 300 mm de pierre nette ou de copeaux de bois	 
	8.	Pour tout arbre localisé en bordure de rue, mesurant plus de 30 cm de diamètre à 1.4 m du sol, la bordure de rue doit être conservée sur une longueur minimale de 2 m, répartie également de part et d'autre de l'arbre.	

	9.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent procéder à une précoupe des racines à la limite de toute excavation localisée sous la projection de la ramure des arbres. Cette opération est nécessaire afin d'éviter de déchirer les racines d'une part et afin d'éviter de mettre à nu, par le soulèvement du sol, des racines situées en dehors de la zone à excaver, d'autre part. L'appareil utilisé (scie à béton avec lame diamantée ou essoucheuse) doit permettre de couper proprement les racines à une profondeur minimale de 500 mm sous la surface.	 
	10.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent excaver à l'aide d'une lance à air pulsée ou de façon hydraulique lorsque la zone à creuser est à moins de 2 m du tronc d'un arbre.	

	11.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent conserver toutes les racines de plus de 50mm de diamètre qui croisent une tranchée ou la zone à excaver.	
	12.	Si malgré toutes les précautions prises, des racines de plus de 50 mm de diamètre sont cassées ou déchirées, elles doivent être sectionnées à l'aide d'un outil tranchant. L'Agent technique de arboriculture doit être informé et il doit autoriser la coupe.	
	13.	Les racines exposées suite aux travaux, doivent être maintenues humides afin d'en éviter la dessiccation.	

	14.	Lorsqu'une tranchée est prévue à moins de 2.5 mètres de la base d'un arbre, l'excavation se fait en tunnel. La longueur totale du tunnel, qui est répartie également de part et d'autre de l'arbre, doit respecter les spécifications suivantes, selon le diamètre des arbres, mesuré à 1.4 m du sol: Diamètre de l'arbre — Longueur du tunnel ▪ 0 à 10 cm — 1.5 m de long, ▪ 10 à 30 cm — 2.0 m de long, ▪ 30 à 50 cm — 2.5 m de long, ▪ 50 cm et plus — 3.0 m de long. L'excavation en tunnel doit être faite de manière à conserver en tout temps une épaisseur minimale de sol non remanié de 750 mm sous la surface.	
	15.	Une conduite poussée ou une conduite insérée en forage directionnel doit être installée afin de préserver le système racinaire du ou des arbres.	

	16.	Lors du remblaiement d'une excavation effectuée en parterre, terre-plein ou banquette, la terre de culture mélange #1 Ville de Montréal doit être utilisée. En aucune circonstance le remblai sans retrait ne doit être substitué au matériel organique excavé.	
	17.	Lors du remblaiement d'excavation sous le trottoir, dans une zone s'étendant à 2.5 m de part et d'autre du tronc des arbres ou des carrés de trottoirs inoccupés, la finition consistera à remblayer avec du mélange terre-pierre (CU-Sol Structural$^{MD)}$. Par ailleurs, dans le cas d'une fosse agrandie * on doit remettre de la terre mélange no.1 Ville de Montréal. **En aucune circonstance le remblai sans retrait ne doit être substitué au matériel organique excavé.** La fosse de plantation doit être reconstruite comme originalement.	

	18.	Une ou des transplantations sont nécessaires. Ces travaux doivent être effectués par la Ville et feront l'objet d'une facturation. Les périodes possibles de transplantation sont le printemps jusqu'au 31 mai et l'automne à compter du 1er octobre. Les transplantations peuvent être effectuées bien avant le début de vos travaux. Afin de coordonner les transplantations avec vos travaux, veuillez nous aviser d'avance de la date projetée du début de ceux-ci. (Se référer au point 1 pour connaître les personnes à contacter). Voir plan : _____ Note : _____	
	19.	Si des travaux d'élagage sont nécessaires pour permettre l'installation de câbles, ces travaux doivent être réaliser pour un entrepreneur autorisé, dans le cas contraire, l'élagage sera effectué par l'arrondissement et feront l'objet d'une facturation. Afin de coordonner les travaux, veuillez contacter les responsables de la ville (voir le point 1)	
	20.	Vous devez prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'arrosage de tous les arbres qui sont affectés par les travaux. Ces arbres doivent être arrosés aux 7 à 10 jours durant la période comprise entre le 1er mai et le 30 octobre. L'arrosage ne doit pas provoquer d'érosion du sol naturel près de l'arbre et doit être effectué de façon à humidifier le sol jusqu'à une profondeur minimale de 300 mm.	Pas de photo disponible

	21.	Vous devez aviser immédiatement le responsable de la Ville des dommages causés à un arbre et du danger qui a été occasionné par les travaux. Si un ou des arbres sont abîmés, le coût des dommages sera calculé selon la méthode de la Société Internationale d'Arboriculture du Québec (SIAQ). Les travaux correctifs requis seront effectués par la Ville aux frais du demandeur du permis et de l'entrepreneur responsable des travaux. Une facturation sera émise. (Se référer au point 1 pour connaître les personnes à contacter).	

Le demandeur du permis a attentivement pris connaissance de chacune des clauses des normes et devis pour la conservation et la protection des arbres et s'engage à les respecter ainsi que l'entrepreneur responsable des travaux à qui il communiquera l'ensemble de ces informations.

Dossier # : 1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-148 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, a été adopté à la séance ordinaire tenue le 7 avril 2025 , conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 15 avril 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 23 avril 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée situé au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 7325, avenue Dieppe et correspondant au lot # 2 174 686 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan

intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'agrandissement du bâtiment est autorisé sur une superficie maximale de 100 m^2, sur une hauteur de 1 étage.

À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 9, alinéa 2° suivant du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:36

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Extrait de l'assemblée de consultation publique tenue le 23 avril 2025

Compte-rendu CP 23 avril 2025 avec annexe.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle S GAUTHIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

Projet de résolution CA25 170082 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - dossier 1253751013

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le mercredi 23 avril 2025, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée, salle du conseil, Montréal, à laquelle étaient présents :

- Mme Gracia Kasoki Katahwa mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges et présidente de l'assemblée;
- M. Samir Admo, directeur de l'urbanisme et de la mobilité;
- M. Patric Bouffard, conseiller en aménagement – chef d'équipe;
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire d'arrondissement

Madame Gracia Kasoki Katahwa déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30.

Assistance : 1 personne

---

1. Ouverture de l'assemblée

Mme Katahwa ouvre la séance à 18 h 30, présente les membres de l'administration présents, explique l'ordre du jour et le déroulement de la rencontre.

2. Présentation par Monsieur Patrick Bouffard, conseiller en aménagement – chef d'équipe, du Projet de résolution CA25 170082 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

3. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Faraldo-Boulet explique que le processus d'approbation référendaire applicable au projet présenté, lequel se fait en 3 étapes: le dépôt des pétitions, la tenue du registre puis le référendum. Ainsi après l'adoption du second projet de règlement, un avis sera publié pour inviter les citoyens de la zone visée et des zones contiguës à déposer une pétition pour demander la tenue d'un référendum. Chaque zone peut faire l'objet d'une pétition et chaque pétition doit contenir au moins 12 signatures, ou la majorité d'entre elles si la zone est des moins de 21 personnes habiles à voter. Si une ou plusieurs pétitions ont été déposées, les citoyens qui résident dans les zones concernées pourront signer un registre après l'adoption de la

résolution approuvant le projet particulier. Si le nombre de signatures est atteint à l'étape du registre, un référendum sera tenu à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

4. Période de questions et commentaires du public

Aucune question ni commentaire

5. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 18h42

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement

ANNEXE 1

PRÉSENTATION

Projet de résolution CA25 170082 visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017). - dossier 1245626006

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

DEMANDE D'APPROBATION PAR PPCMOI – **7325 DIEPPE** (#2174686)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe - dossier relatif à la demande 3003504837.

2024/04/23

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

1

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

PPCMOI pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble

C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

Permet d'exiger toute condition, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet

Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme qui ne sont pas autrement imposés par des mesures réglementaires

Permet de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne**

PROCÉDURE

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS

Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne.

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

Le comité consultatif d'urbanisme évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI, au règlement d'urbanisme et au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis.

ÉTAPES D'ADOPTION

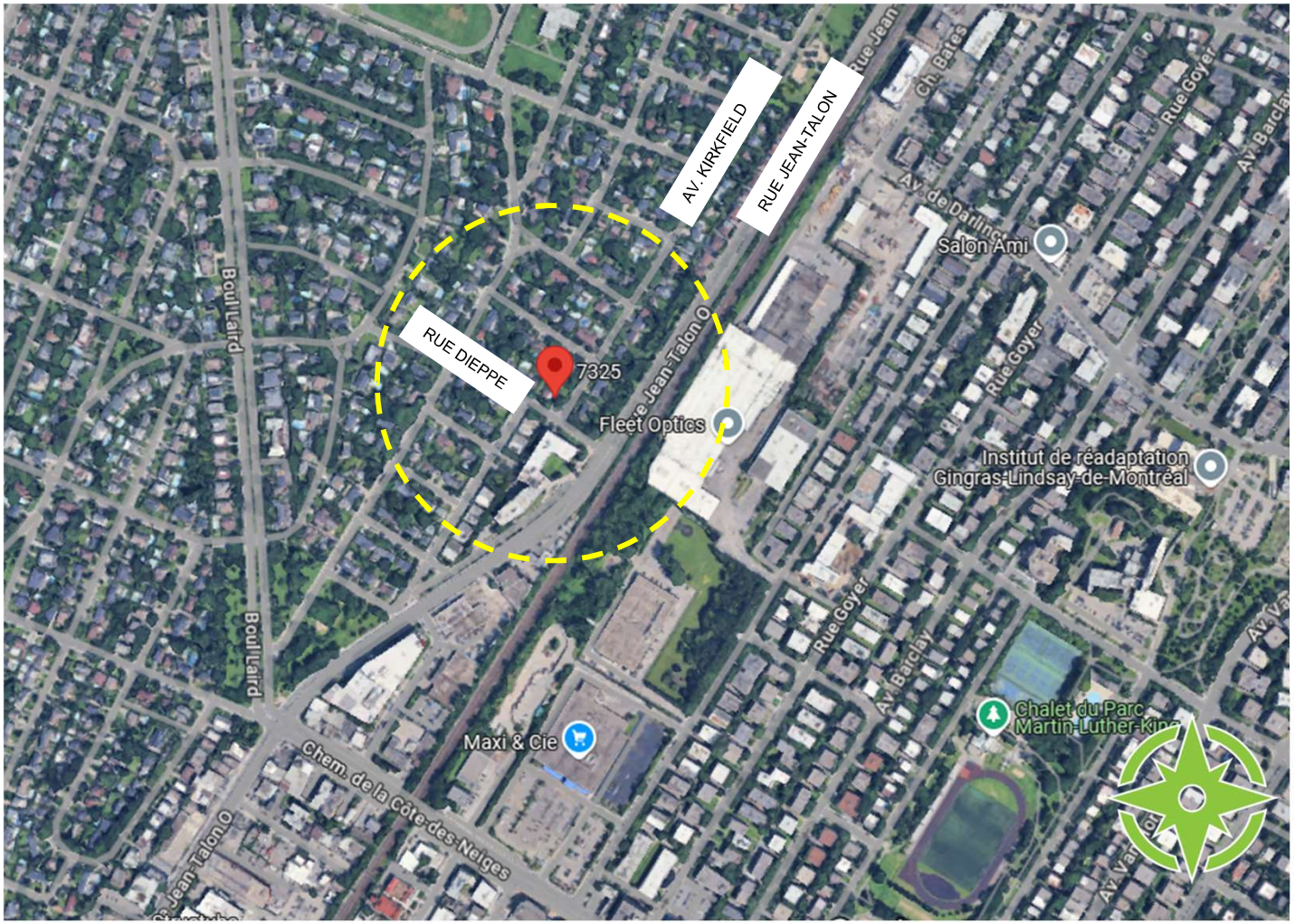
Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	**19 mars 2025**
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	7 avril 2025
Consultation	23 AVRIL 2025
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	5 MAI 2025
Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours
Adoption finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	9 JUIN 2025
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONTEXTE

LOCALISATION



- District Darlington
- Zonage 0988
- Secteur à normes B
- Construction 1947

IMMEUBLE



7325, avenue de Dieppe

7325 DIEPPE (lot 2174686)

- *Bâtiment jumelé deux étages construit en 1947.*
- *Revêtement extérieur : Brique*
- *Occupation : résidentiel*

BÂTIMENTS VOISINS



7385, 7375 avenue de Dieppe



7345, 7325 avenue de Dieppe



avenue de Dieppe et Kirkfield

BÂTIMENTS VOISINS

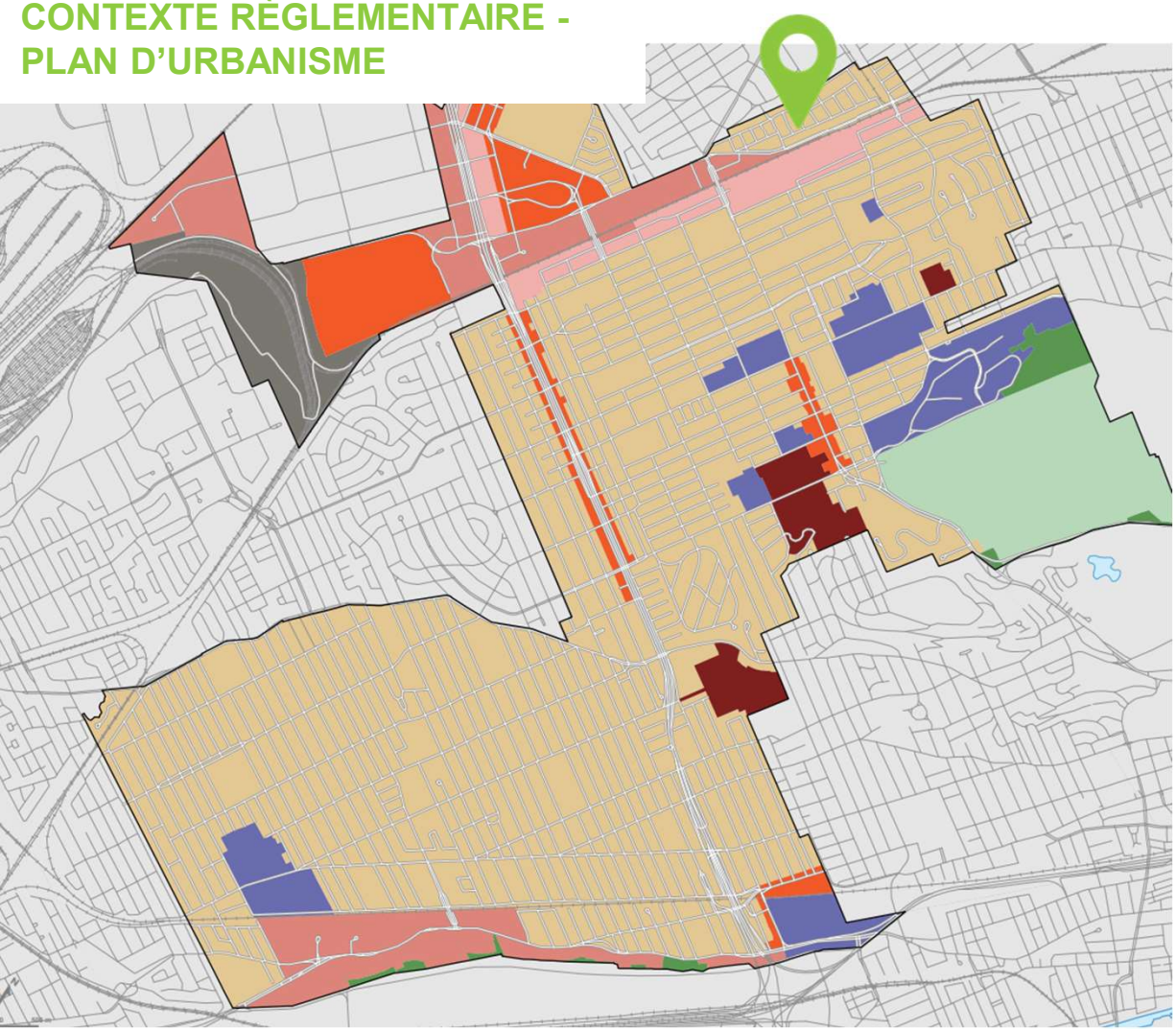


7350 avenue de Dieppe



3210 avenue de Falaise

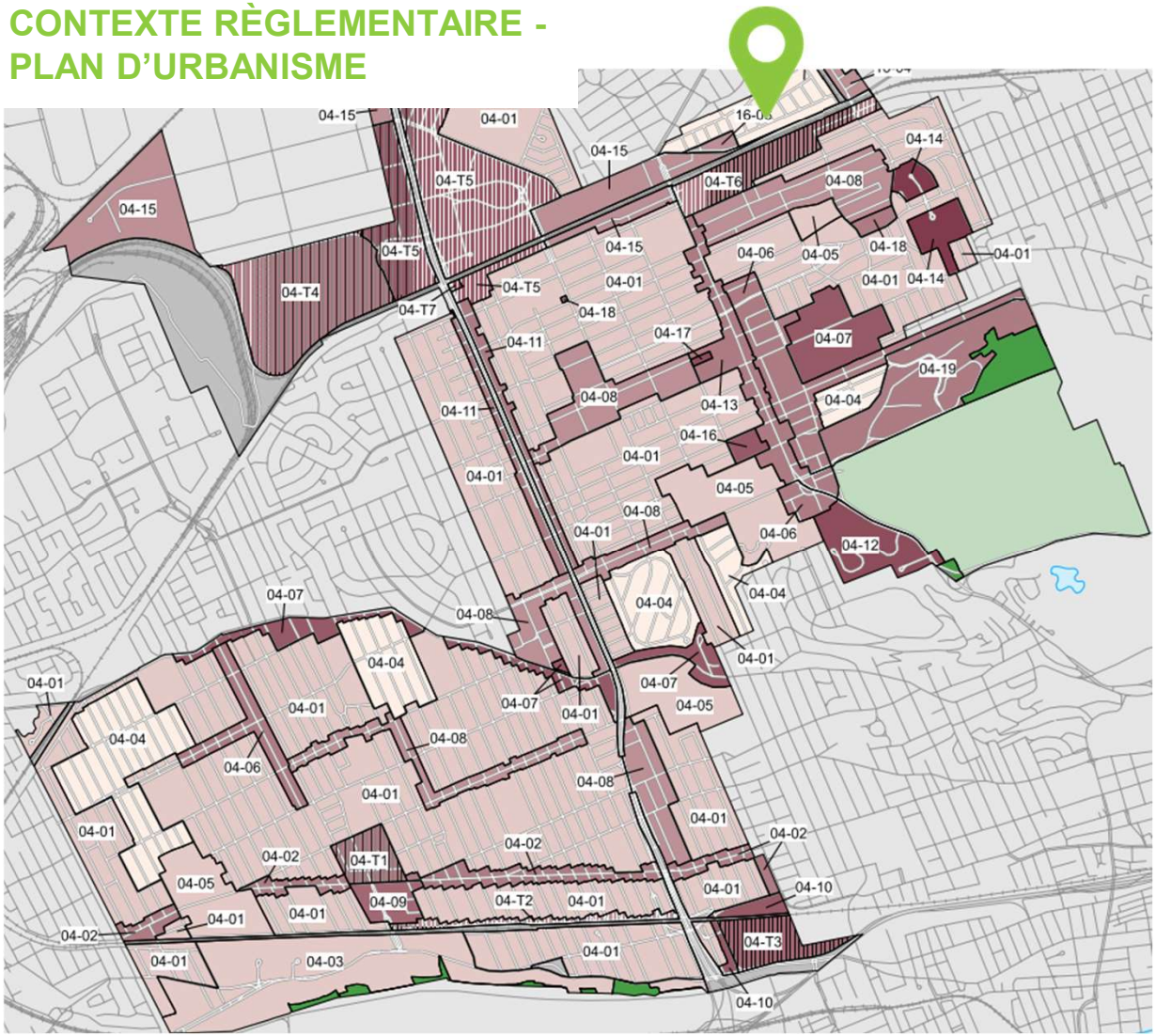
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



AFFECTATION	Résidentiel
SECTEUR	0988
HAUTEUR	Min. 2 Max. 2
MODE D'IMPLANTATION	Isolé et jumelé
TAUX D'IMPLANTATION	Moyen

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



Secteur 16-05 :

- bâti de un à trois étages hors-sol;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.

La densité de construction

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

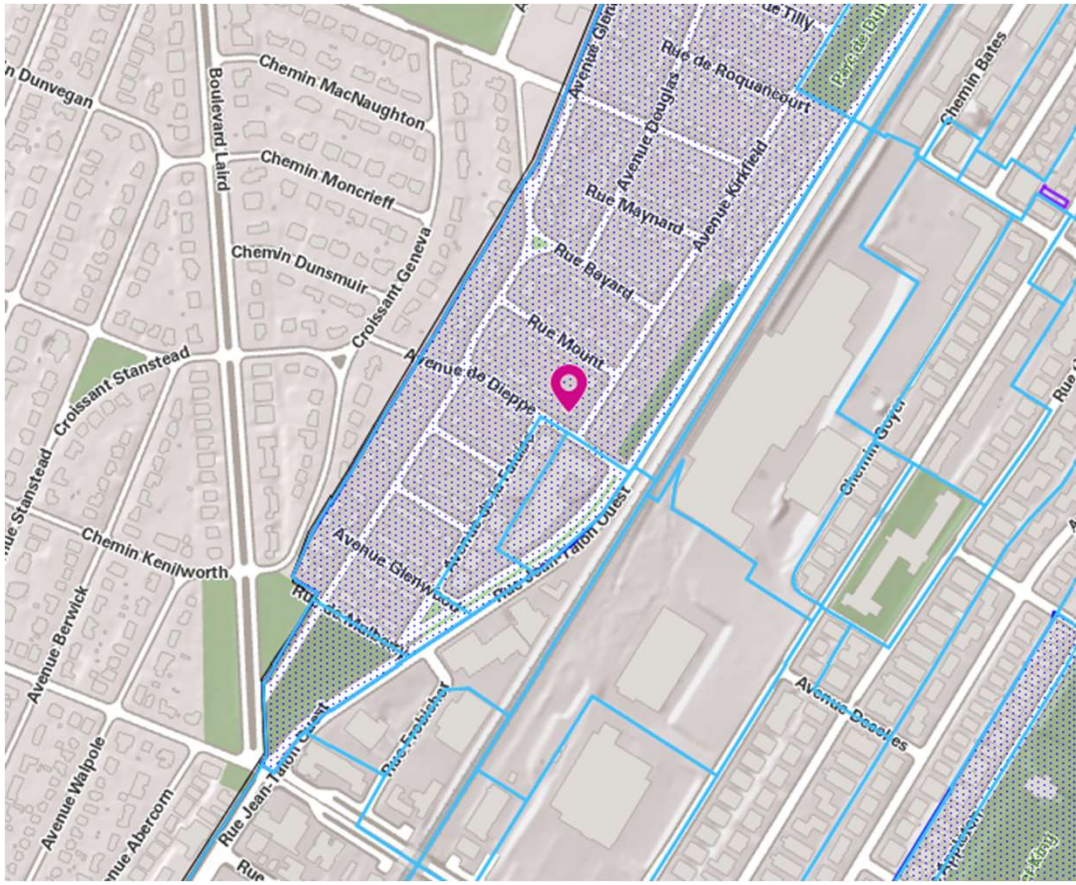
Densité
Forte
Faible
Non applicable
Conservation
Grand espace vert ou parc riverain
04-01 Numéro du secteur
Secteur à transformer ou à construire
Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

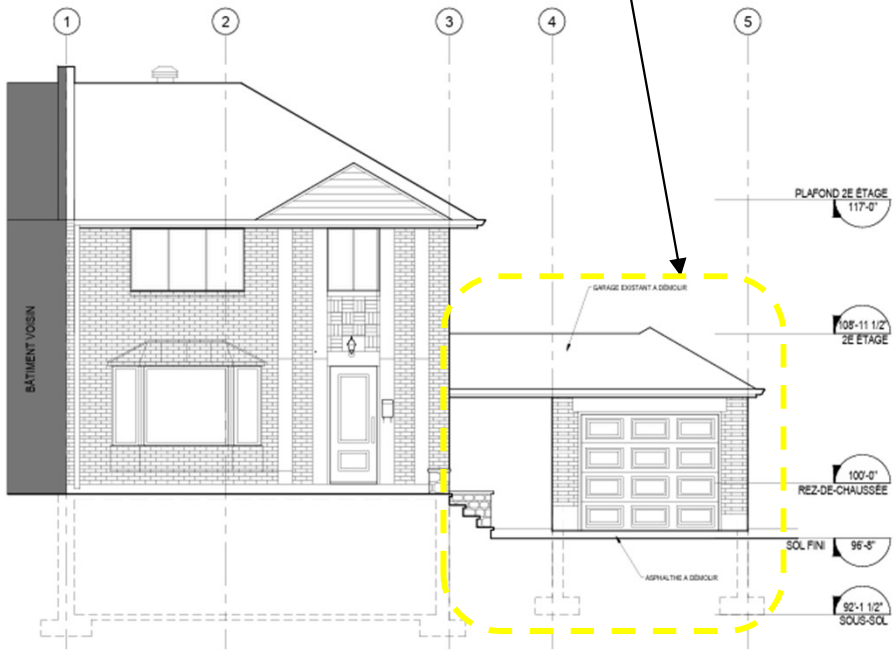
Zone :	0988
Usage :	Usage principal : H1
Hauteur :	- mètres minimum - 9 mètres max
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : - / max : 50 %
Densité	min : - / max : -
Taux verdissement (pleine terre)	35% min
Marges requises	-marge avant : - -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	oui
Secteur significatif :	Normes B



ÉTUDE DU DOSSIER

IMMEUBLE EXISTANT

PARTIE À DÉMOLIR
SUPERFICIE : 23M²
HAUTEUR : 3,7M



PROJET – PERSPECTIVE PROPOSÉE



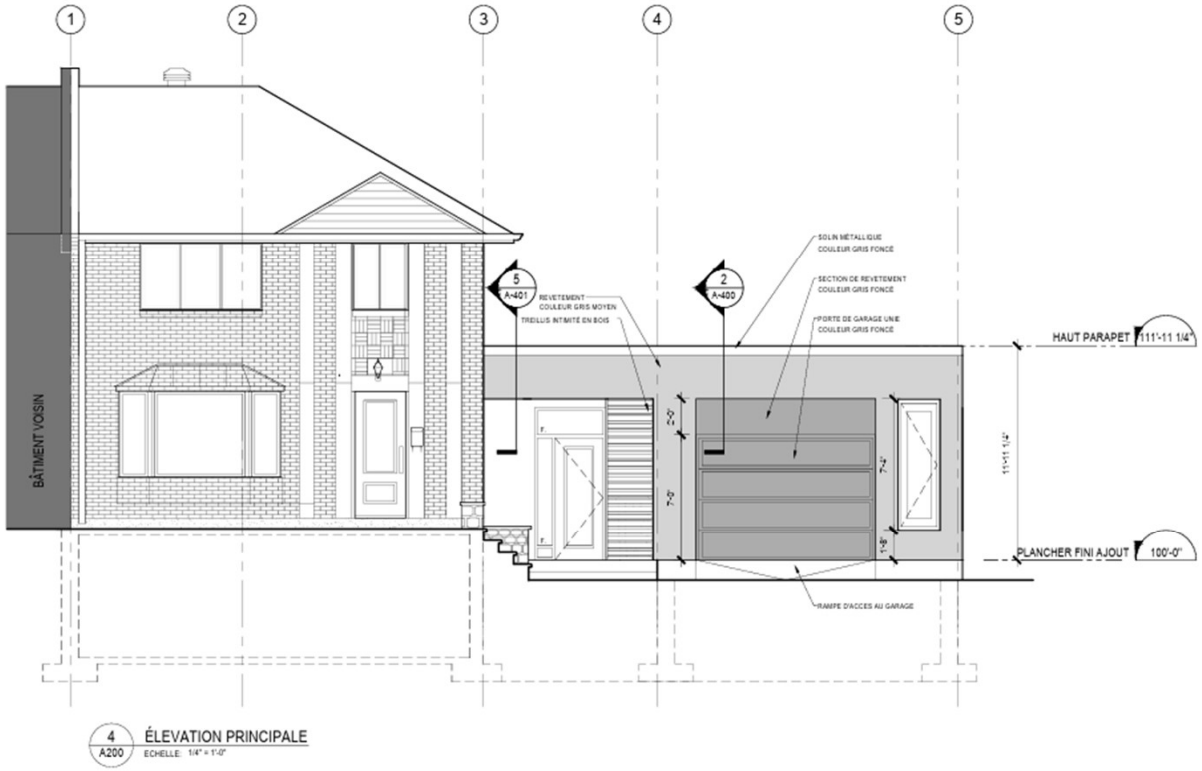
AGRANDISSEMENT D'UN ÉTAGE
SUPERFICIE: 80M²
HAUTEUR: 4,6M

VUE AVANT

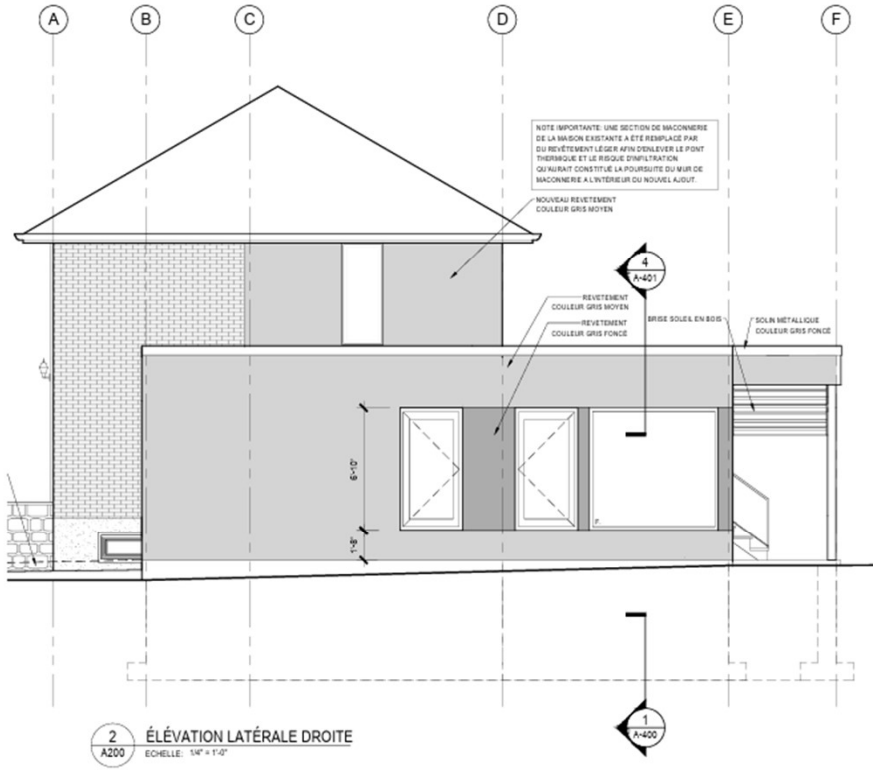


VUE ARRIÈRE

PROJET - ÉLÉVATION VUE DE LA RUE



4 A200 ÉLEVATION PRINCIPALE
ECHELLE: 1/4" = 1'-0"



2 A200 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE
ECHELLE: 1/4" = 1'-0"

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	16-05	0988	
AFFECTATION / USAGE	RÉSIDENTIEL	**Habitation (H1)**	
HAUTEUR	-	- / Max 9m	
MARGES AVANT		Règles d'insertion	
ÉTAGES		Min 2 / Max 2	Min 1 / Max 2
DENSITÉ		Min 1.0 / Max 3.0	
VERDISSEMENT		35 % de verdissement en pleine terre	

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON LES CRITÈRES PPCMOI

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	**Respecté**	
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	**Respecté**	
2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	**Respecté**	Situé sur un coin de rue, l'agrandissement d'un seul étage s'intègre parfaitement dans cette situation. En optant pour une structure d'un étage plutôt que deux, le projet maintient une échelle humaine et une continuité visuelle avec les bâtiments environnants. Cette approche permet de préserver l'ouverture et la convivialité de l'espace public, tout en offrant aux résidents et aux passants une transition douce entre l'intérieur et l'extérieur.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	**Respecté**	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	**Respecté**	
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	**Respecté**	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	**Respecté**	

POINT FORT DU PROJET

- **Intégration harmonieuse dans le quartier** : Le projet propose un agrandissement d'un seul étage, remplaçant une construction existante qui faisait déjà un étage. Celui-ci respecte l'échelle humaine et s'intègre parfaitement dans le tissu urbain existant, particulièrement important pour un immeuble situé sur un coin de rue.

- **Préservation de la lumière naturelle** : Un bâtiment d'un étage permet une meilleure diffusion de la lumière naturelle, réduisant ainsi l'ombre portée sur les espaces publics adjacents et améliorant le confort visuel et thermique.

- **Parti architectural et formes géométriques** : Le parti architectural contemporain de l'agrandissement se manifeste par l'intégration de grandes baies vitrées et de formes géométriques simples. Les lignes épurées et les formes géométriques confèrent une esthétique moderne et élégante. Cette approche permet de moderniser l'apparence de la maison tout en respectant son caractère d'origine.

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RECOMMANDATION

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis **FAVORABLE**.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement d'une résidence unifamiliale jumelée sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 27 février 2025. L'immeuble est situé dans le district Darlington et dans un secteur de valeur patrimoniale. Le projet est présenté en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) puisque les travaux dérogent au nombre d'étage minimal prescrit au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Mise en contexte
L'agrandissement proposé, d'une superficie d'environ 85 m², comprendra un garage, un vestibule, une salle de bain et une salle familiale avec accès direct à la cour arrière. L'objectif principal de ce projet est de répondre aux besoins d'espaces des occupants. L'agrandissement permettra d'améliorer la fonctionnalité et l'esthétique du bâtiment, tout en s'intégrant harmonieusement dans le paysage urbain environnant. Actuellement, la hauteur minimale exigée de la zone 0988 est de 2 étages. L'agrandissement proposé nécessite donc une autorisation pour permettre la construction d'un seul étage.

Architecture
Le projet sera examiné à une étape ultérieure du processus, après l'adoption du PPCMOI. L'analyse de la conception architecturale et de ses composantes sera effectuée conformément au règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Cette analyse approfondie permettra de garantir que le projet respecte les normes esthétiques et fonctionnelles établies, tout en s'intégrant harmonieusement dans son environnement urbain.

Aménagement extérieur
Comme pour l'analyse de la conception architecturale, l'évaluation de l'aménagement extérieur sera effectuée conformément au règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Cette analyse approfondie garantira que l'aménagement respecte les normes esthétiques et de verdissement établies, tout en s'intégrant harmonieusement dans son environnement urbain.

Dérogation au règlement d'urbanisme (01-276)

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	16-05	0988	
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	Habitation (h1)	
HAUTEUR	-	- / Max 9m	
MARGES AVANT		Règles d'insertion	
ÉTAGES		Min 2 / max 2	1 étage (agrandissement)
DENSITÉ		Min 1.0 / max 3.0	
VERDISSEMENT		35 % de verdissement en pleine terre	

Les détails du projet sont inclus dans le document de présentation joint au présent dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

La Direction recommande l'adoption de ce projet de résolution pour les raisons suivantes :

- le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme;
- le projet contribue à bonifier la qualité du milieu dans lequel il s'insère et respecte les critères d'évaluation applicables.

Le 2025-03-19, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé d'approuver le projet - voir l'extrait du procès-verbal ci-joint.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une assemblée publique de consultation annoncée par une affiche sur l'immeuble et publication d'un avis sur le site internet de l'arrondissement, conformément à la Loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Consultation	
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Période pour demande d'approbation référendaire	
Adoption finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle S GAUTHIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-03-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A
TERRITOIRE D'APPLICATION

1253751013_Dieppe_7325_Annexe A.pdf

EXTRAIT DU PV DU CCU du 19 mars 2025

2025-03-19_4.05_Extrait PV_7325, avenue de Dieppe.pdf

ANALYSE DE LA DAUM

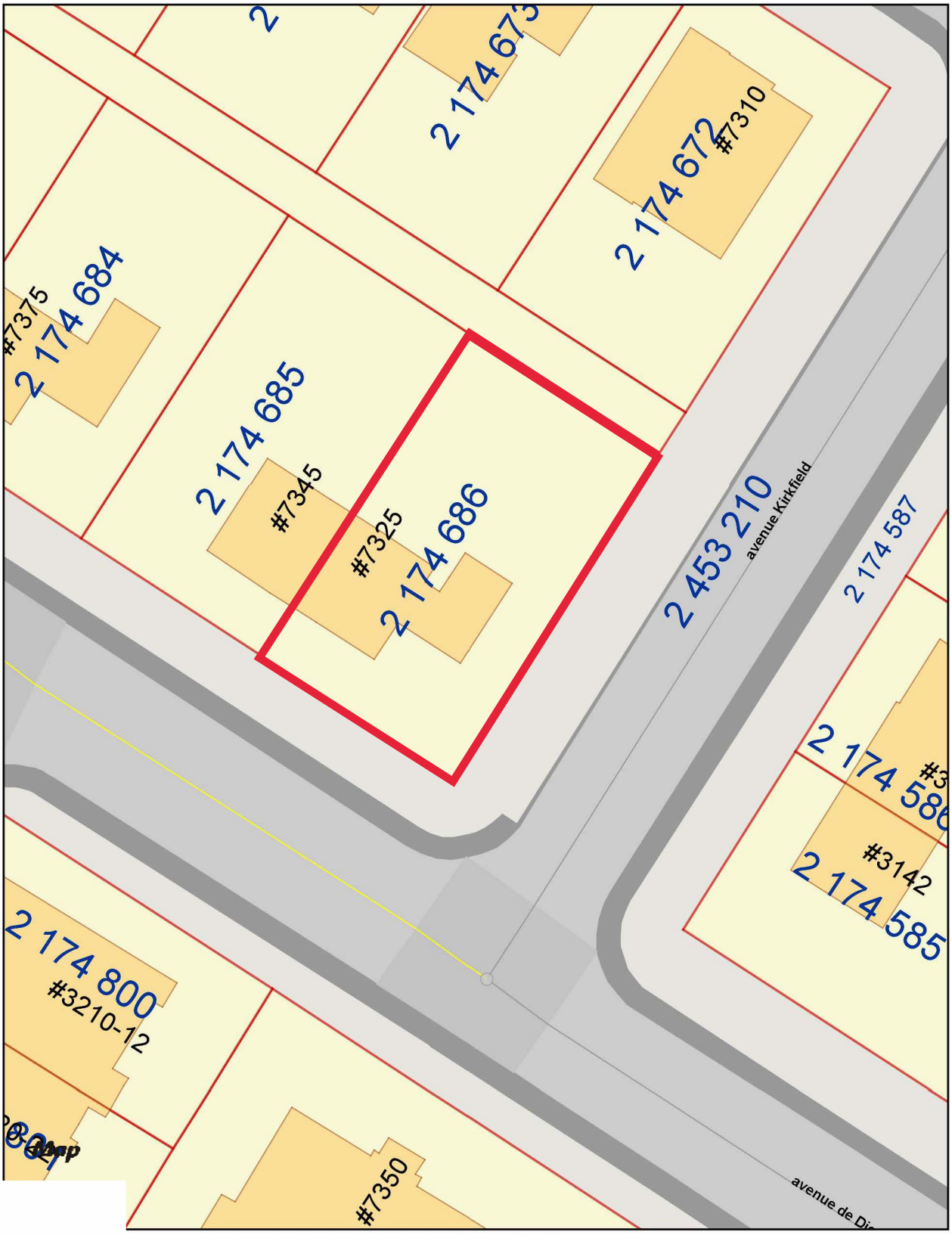
1253751013_Dieppe_7325_Analyse.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle S GAUTHIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION
DOSSIER 1253751013



Territoire d'application:

Limite d'arrondissement :

1:420

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 19 mars 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.5 7325, avenue de Dieppe - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue de Dieppe - dossier relatif à la demande 3003504837.

Présentation : Isabelle Gauthier, conseillère en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 27 février 2025. L'immeuble est situé dans le district Darlington et est soumis à des normes B. Le projet est présenté en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) puisque les travaux dérogent au nombre d'étage minimal prescrit au Règlement d'urbanisme (01-276).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis favorable.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d’approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

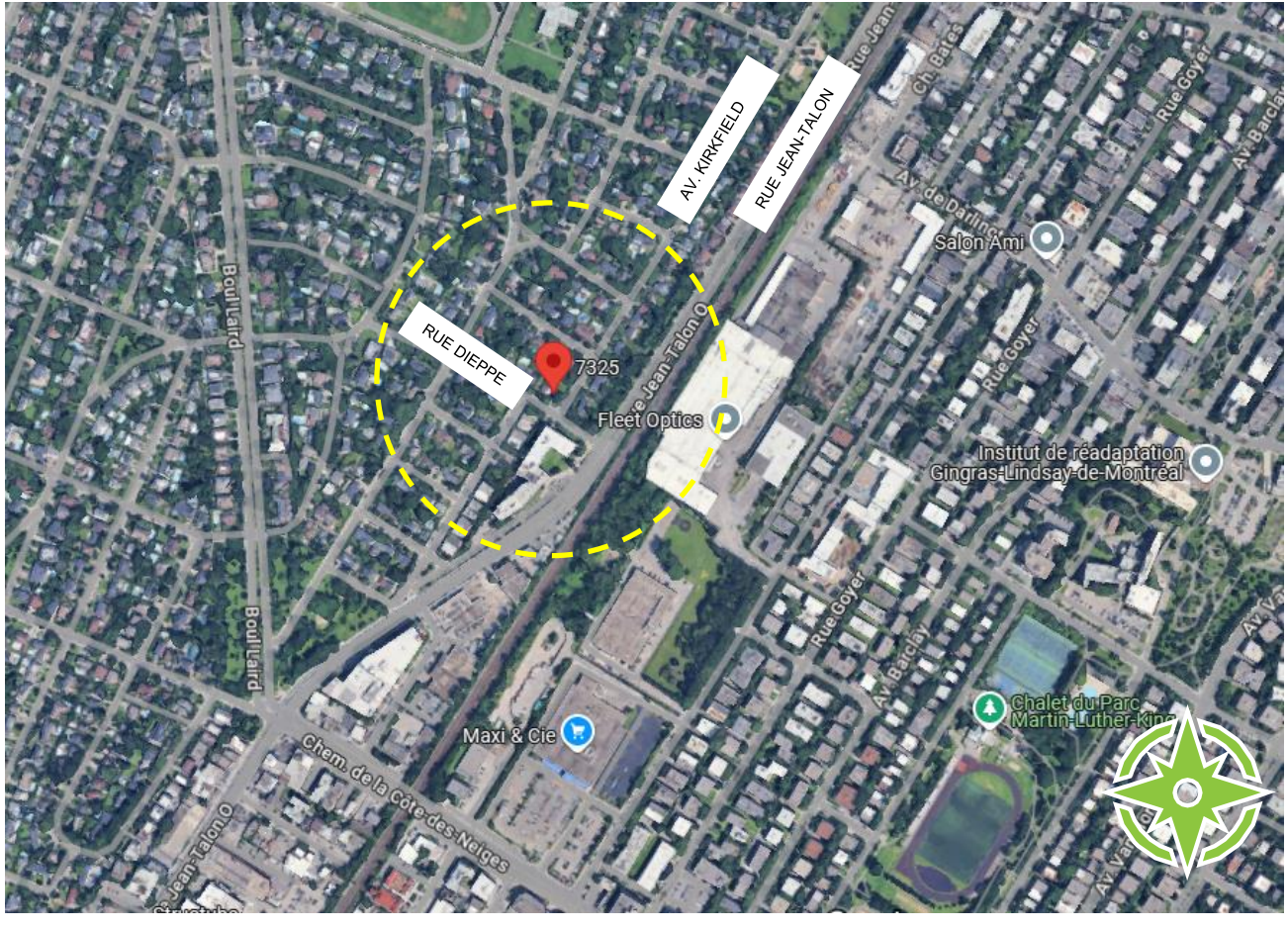
DEMANDE D'APPROBATION PAR PPCMOI – **7325 DIEPPE** (LOT 2174686)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe - dossier relatif à la demande 3003504837.

2024/03/19

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LOCALISATION



- District Darlington
- Zonage 0988
- Secteur à normes B
- Construction 1947

IMMEUBLE

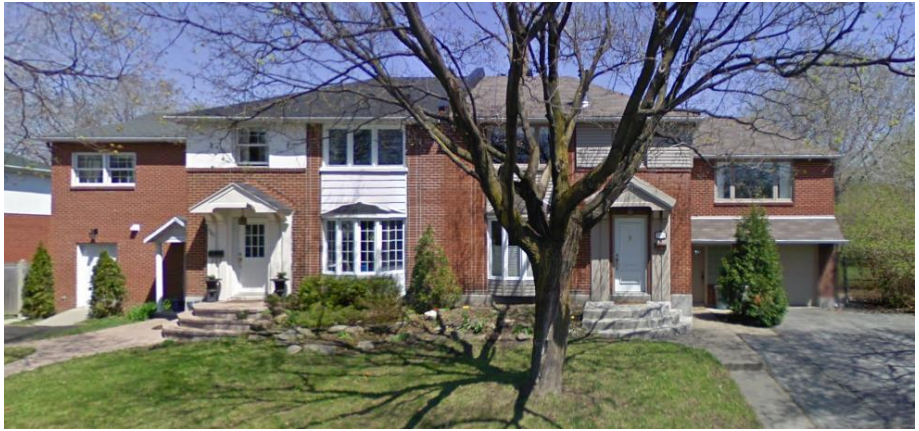


7325, avenue de Dieppe

7325 DIEPPE (lot 2174686)

- Bâtiment jumelé deux étages construit en 1947.
- Revêtement extérieur : Brique
- Occupation : résidentiel

BÂTIMENTS VOISINS



7385, 7375 avenue de Dieppe



7345, 7325 avenue de Dieppe



avenue de Dieppe et Kirkfield

BÂTIMENTS VOISINS

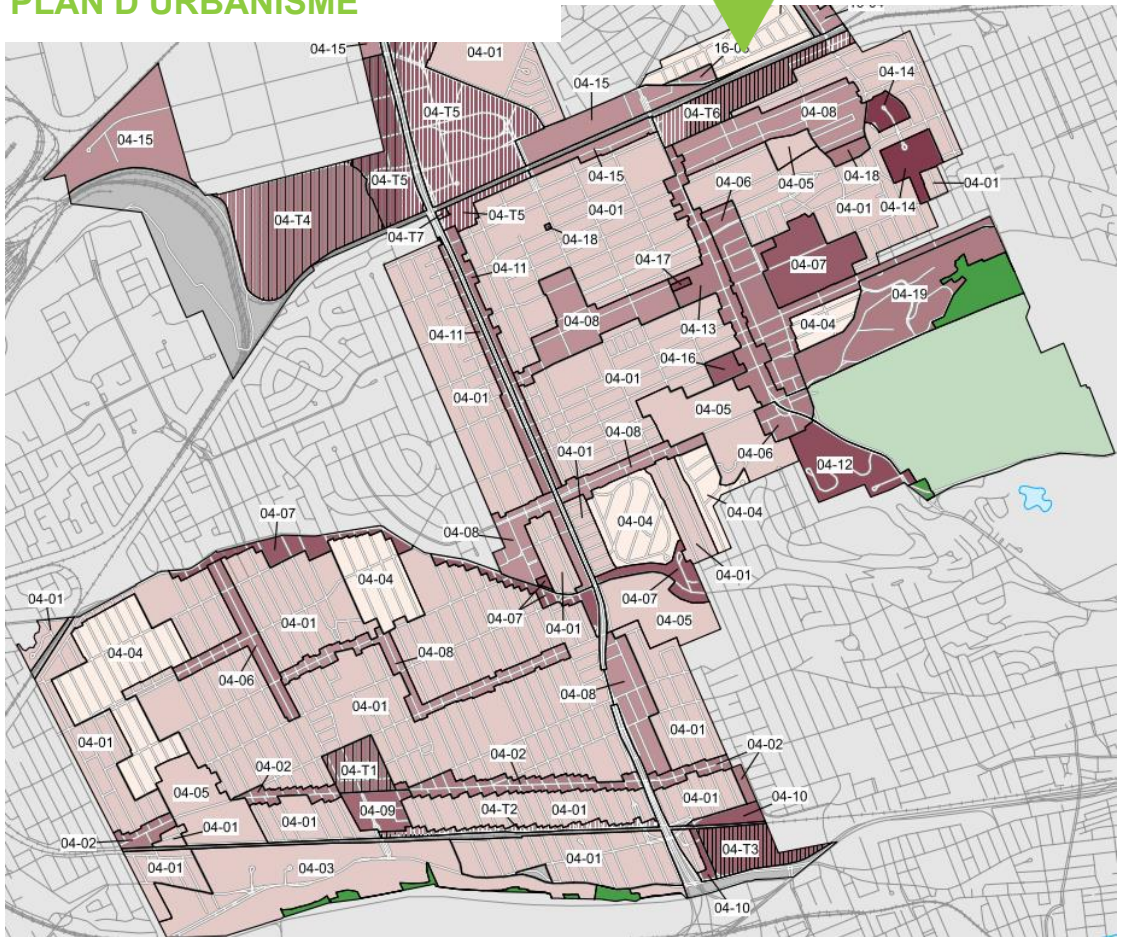


7350 avenue de Dieppe



3210 avenue de Falaise

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



Secteur 16-05 :

- bâti de un à trois étages hors-sol;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.

La densité de construction

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Densité
Forte
Faible

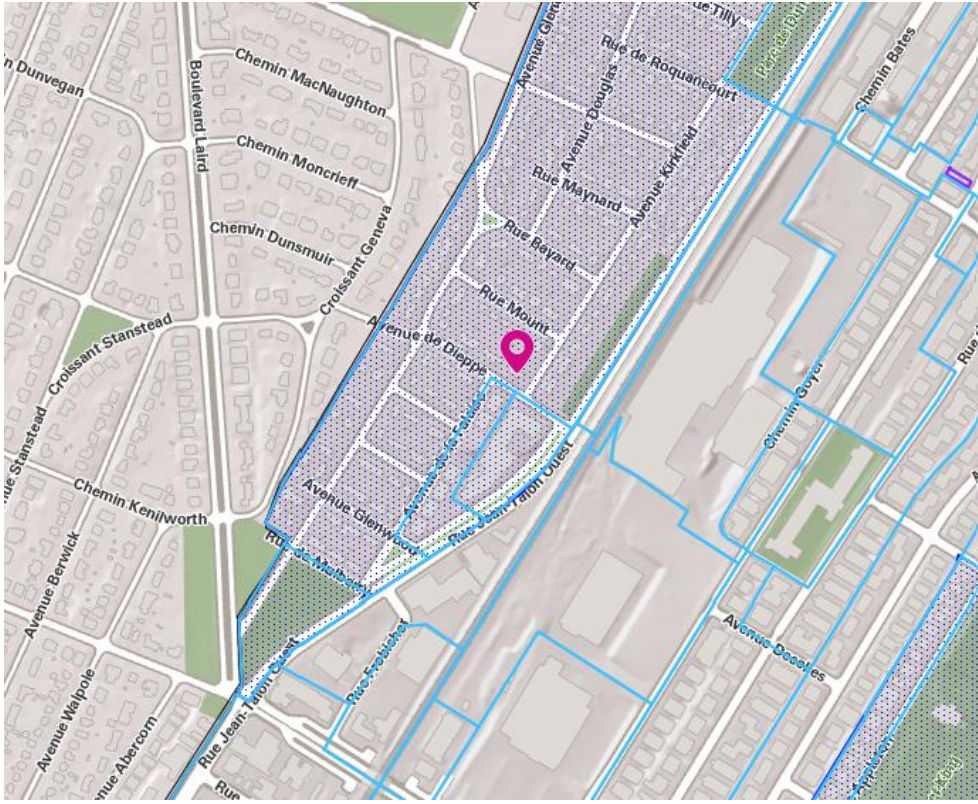
Non applicable
Conservation
Grand espace vert ou parc riverain
04-01 Numéro du secteur
Secteur à transformer ou à construire
Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

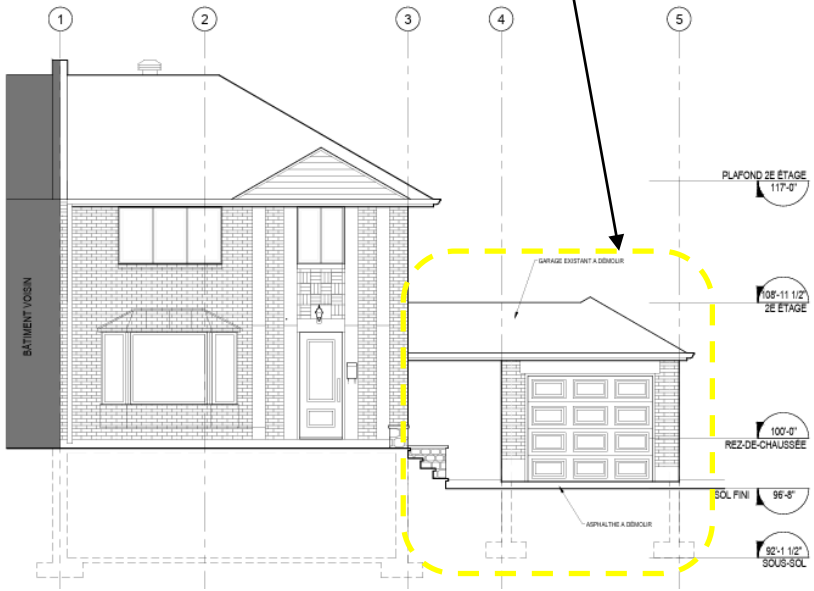
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

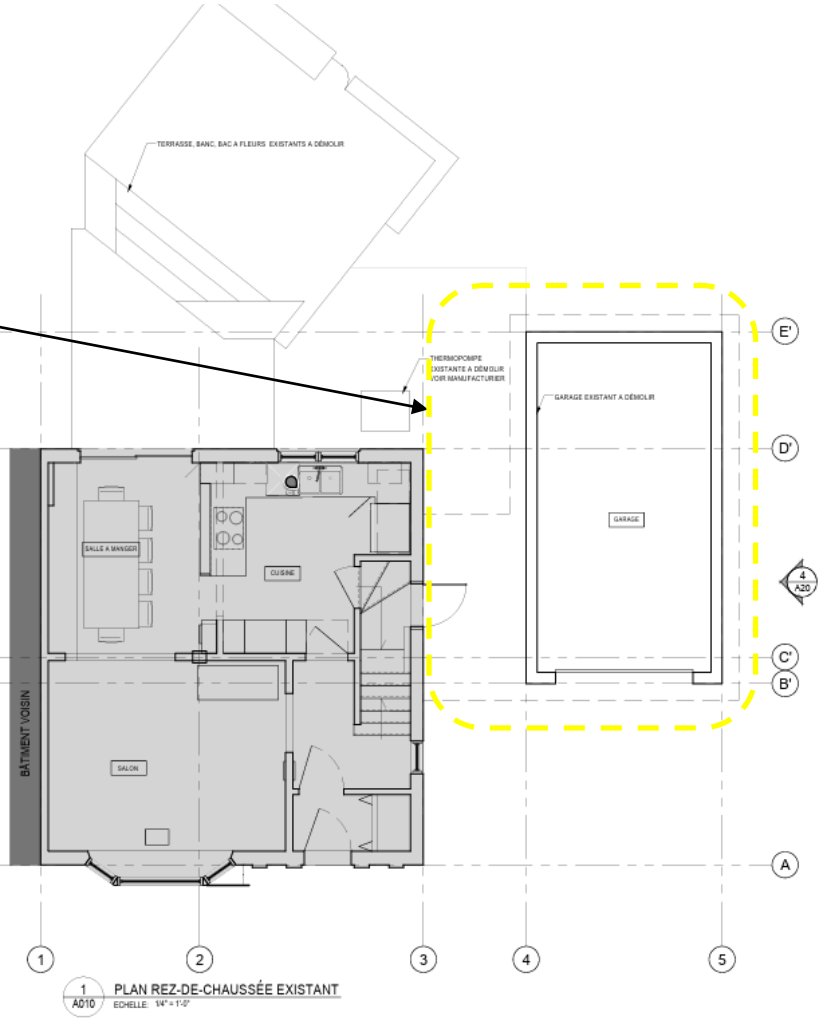
Zone :	0988
Usage :	Usage principal : H1
Hauteur :	Étage min. 2 – max. 2 (9 m. max.)
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : - / max : 50 %
Densité	min : - / max : -
Taux verdissement (pleine terre)	35% min
Marges requises	-marge avant : - -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	oui
Secteur significatif :	Normes B



IMMEUBLE EXISTANT

PARTIE À DÉMOLIR
SUPERFICIE : 23M²
HAUTEUR : 3,7M





PROJET – PERSPECTIVE PROPOSÉE



AGRANDISSEMENT D'UN ÉTAGE
SUPERFICIE: 80M²
HAUTEUR: 4,6M

VUE AVANT



VUE ARRIÈRE

PROJET - PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

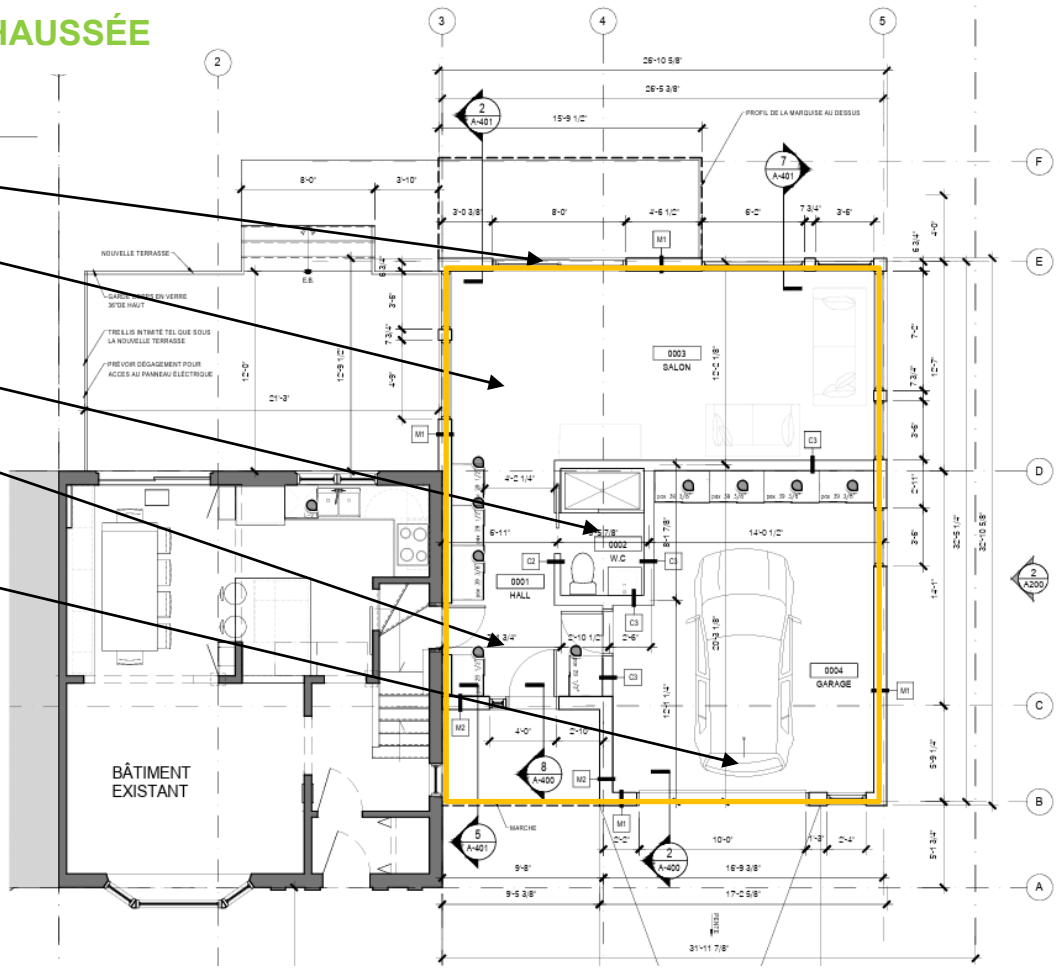
ACCÈS À LA COUR

SALLE FAMILIALE

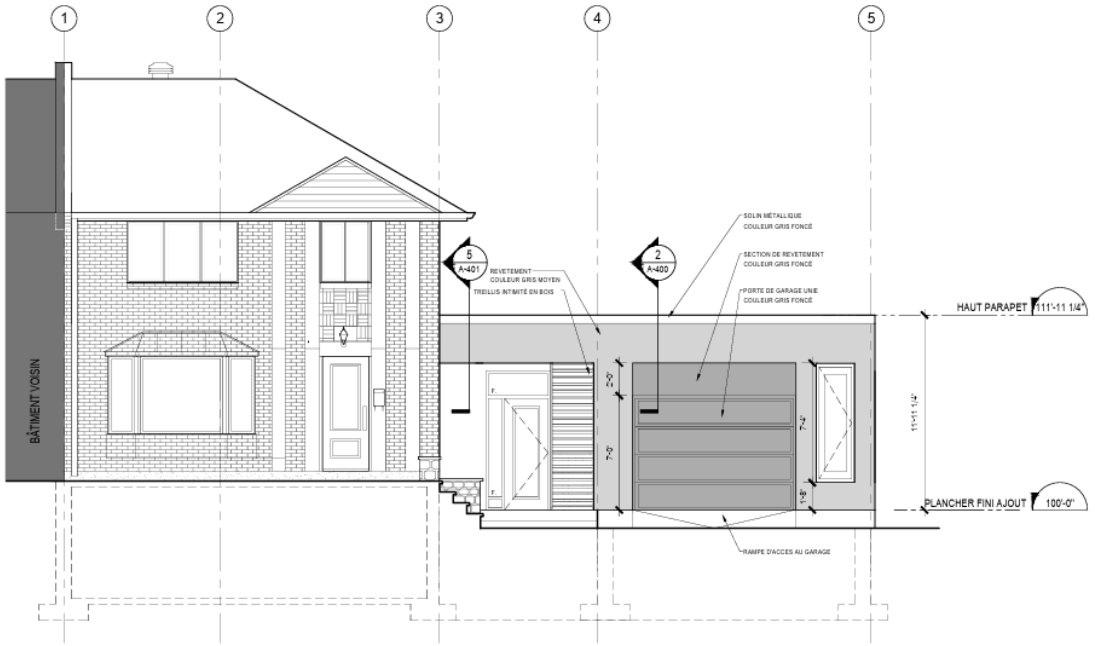
SALLE DE BAIN

VESTIBULE

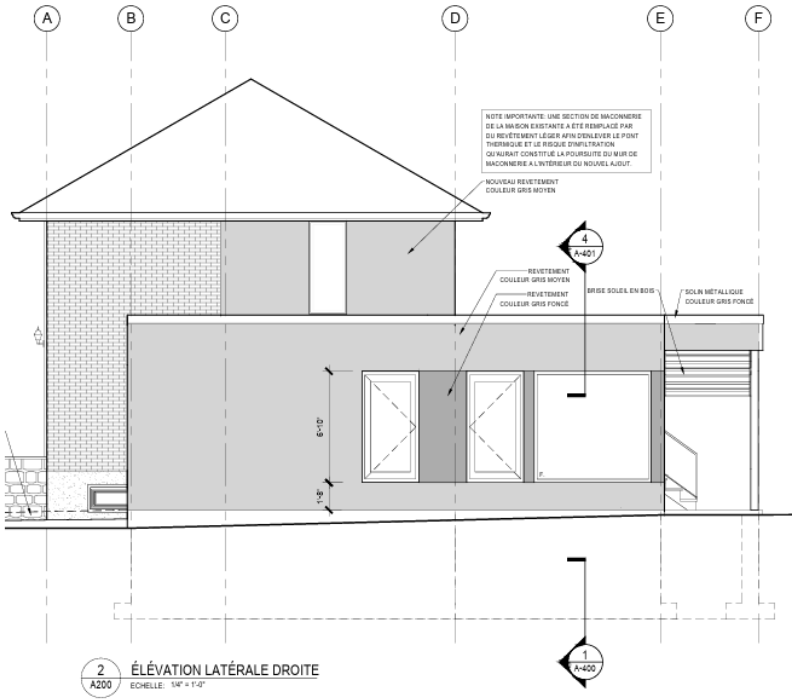
GARAGE



PROJET - ÉLÉVATION VUE DE LA RUE



4 A200 ÉLÉVATION PRINCIPALE
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



2 A200 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	16-05	0988	
AFFECTATION / USAGE	RÉSIDENTIEL	**Habitation (H1)**	
HAUTEUR	-	- / Max 9m	
MARGES AVANT		Règles d'insertion	
ÉTAGES		Min 2 / Max 2	1 étage (agrandissement)
DENSITÉ		Min 1.0 / Max 3.0	
VERDISSEMENT		35 % de verdissement en pleine terre	

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON LES CRITÈRES PPCMOI

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	**Respecté**	
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	**Respecté**	
2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	**Respecté**	Situé sur un coin de rue, l'agrandissement d'un seul étage s'intègre parfaitement dans cette situation. En optant pour une structure d'un étage plutôt que deux, le projet maintient la prédominance du volume principal du bâtiment. Cette approche permet de préserver l'ouverture et la convivialité de l'espace public, tout en offrant aux résidents et aux passants une transition douce entre l'intérieur et l'extérieur.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	**Respecté**	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	**Respecté**	
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	**Respecté**	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	**Respecté**	

POINT FORT DU PROJET

- **Intégration harmonieuse dans le quartier** : Le projet propose un agrandissement d'un seul étage, remplaçant une construction existante qui faisait déjà un étage. Celui-ci s'intègre parfaitement dans le tissu urbain existant.

- **Parti architectural et formes géométriques** : Le parti architectural contemporain de l'agrandissement se manifeste par l'intégration de grandes baies vitrées et de formes géométriques simples. Les lignes épurées et les formes géométriques confèrent une esthétique moderne et élégante. Cette approche permet de moderniser l'apparence de la maison tout en respectant son caractère d'origine.

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis **FAVORABLE**.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1253751015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

IL EST RECOMMANDÉ:
D'adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 2042-2044, avenue Marlowe et correspondant au lot # 4 139 844 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation du bâtiment est autorisée à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement.

À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles 123 et 136.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

3. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:35

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751015**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 4 avril 2025.
Cette demande vise un bâtiment qui a été construit en 1926, et qui est occupé par la fondation Maison Elizabeth depuis 2004. La Maison Elizabeth est un centre de réadaptation qui offre des services d'intervention et de soutien aux familles ayant de jeunes enfants. L'organisme travaille principalement avec de jeunes ou futures mères éprouvant des difficultés à s'adapter à la grossesse ou à leur rôle de parents. Le centre offre également un service d'hébergement pour leur clientèle.

Selon l'article 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et la grille 0776, le bâtiment peut uniquement être occupé par un usage résidentiel pour un maximum de 2 logements. Or, en plus du service d'hébergement, le centre offre des services de soutien et d'aide. Le centre travaille présentement sur un projet de réaménagement de ses espaces intérieurs.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser une telle occupation du bâtiment conformément à la procédure prévue au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La propriété a été construite en tant que duplex. On trouve actuellement dans le bâtiment des activités communautaires, telles que des cours de yoga, formations, rencontres de groupe, éducation, classes de cuisine et friperie. Ces activités s'adressent uniquement aux bénéficiaires de l'organisme et s'effectuent au rez-de-chaussée et du sous-sol du bâtiment. L'étage est quant à lui utilisé pour de l'hébergement. Le projet de réaménagement prévoit la

conservation des activités existantes, mais propose un réaménagement complet des espaces.
Or, selon l'article 123 du Règlement d'urbanisme 01-276, le bâtiment peut uniquement être occupé par un usage résidentiel pour un maximum de 2 logements. L'article 136.1 prescrit quant à lui qu'un logement ne peut pas être divisé ou subdivisé. Cet article interdit donc le réaménagement du 2e étage pour créer 2 logements.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 16 avril 2025, le CCU a émis un avis favorable - voir ci-joint.

JUSTIFICATION

La Direction recommande l'adoption de ce projet de résolution pour les raisons suivantes :

- Le bâtiment est occupé par l'organisme depuis plus de 20 ans et offre un service important à la communauté sans causer de nuisance au milieu environnant;
- Le projet de rénovation permettra d'offrir un milieu adapté aux besoins des bénéficiaires de l'organisme;
- La demande respecte les objectifs et les critères du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Le 2025-04-16, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé d'approuver le projet - voir l'extrait du procès-verbal ci-joint.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une assemblée publique de consultation annoncée par une affiche sur l'immeuble et publication d'un avis sur le site internet de l'arrondissement, conformément à la Loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution au Conseil d'arrondissement;

- Consultation publique par la DAUM de l'arrondissement;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement, avec ou sans changement;
- Adoption de la résolution au Conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick BOUFFARD
conseiller(-ere) en amenagement- c/e

Tél : 514-868-4305
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)

Tél : 514-924-6071
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-04-23

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A
TERRITOIRE D'APPLICATION

Annexe A - territoire d'application 1253751015.pdf

EXTRAIT DU PV DU CCU du 16 avril 2025

2025-04-16_4.18_Extrait PV_2042-2044, avenue Marlowe.pdf

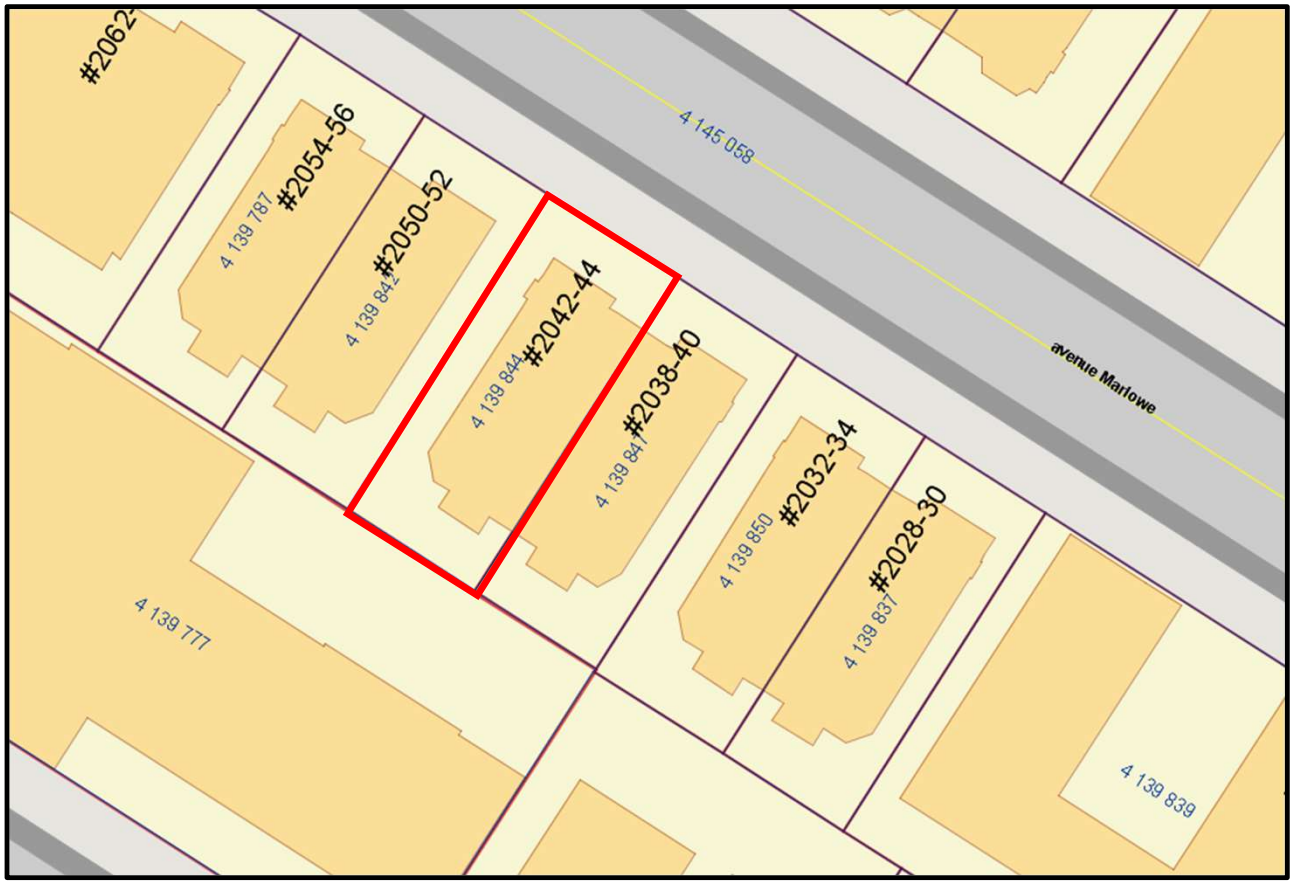
ANALYSE DE LA DAUM

4.18_Marlowe_2042-2044_présentation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick BOUFFARD
conseiller(-ere) en amenagement- c/e

Tél : 514-868-4305
Télécop. : -



ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION
DOSSIER 1253751015

TERRITOIRE D’APPLICATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 16 avril 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.18 2042-2044, avenue Marlowe - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement - dossier relatif à la demande 3003484380.

Présentation : Patrick Bouffard, chef d'équipe - conseiller en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 4 avril 2025. Cette demande vise un bâtiment qui a été construit en 1926, et qui est occupé par la fondation Maison Elizabeth depuis 2004. La Maison Elizabeth est un centre de réadaptation qui offre des services d'intervention et de soutien aux familles ayant de jeunes enfants. L'organisme travaille principalement avec de jeunes ou futures mères éprouvant des difficultés à s'adapter à la grossesse ou à leur rôle de parents. Le centre offre également un service d'hébergement pour leur clientèle.

Selon l'article 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et la grille 0776, le bâtiment peut uniquement être occupé par un usage résidentiel pour un maximum de 2 logements. Or, en plus du service d'hébergement, le centre offre des services de soutien et d'aide. Le centre travaille présentement sur un projet de réaménagement de ses espaces intérieurs.

Le projet est présenté en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) puisque l'occupation déroge aux usages prescrits au Règlement d'urbanisme (01-276).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis favorable.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

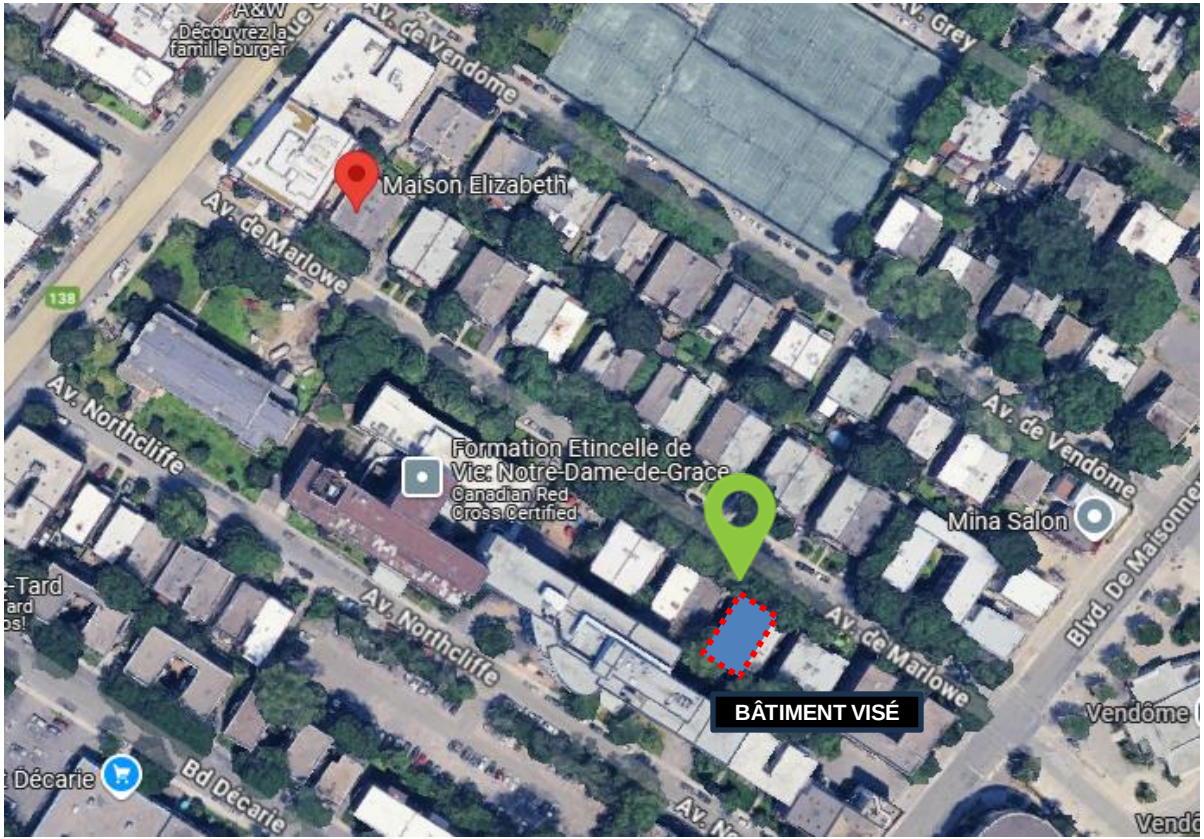
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PPCMOI – **2042-2044, avenue Marlowe**

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'occupation du bâtiment situé au 2042-2044, avenue Marlowe à des fins de services de soutien, d'aide et d'hébergement - dossier relatif à la demande 3003484380.

2024/04/16

CONTEXTE



- District de Notre-Dame-de-Grâce
- Zone 0776 : H.2 (2 logements)
- SS-B
- Année de construction : 1926

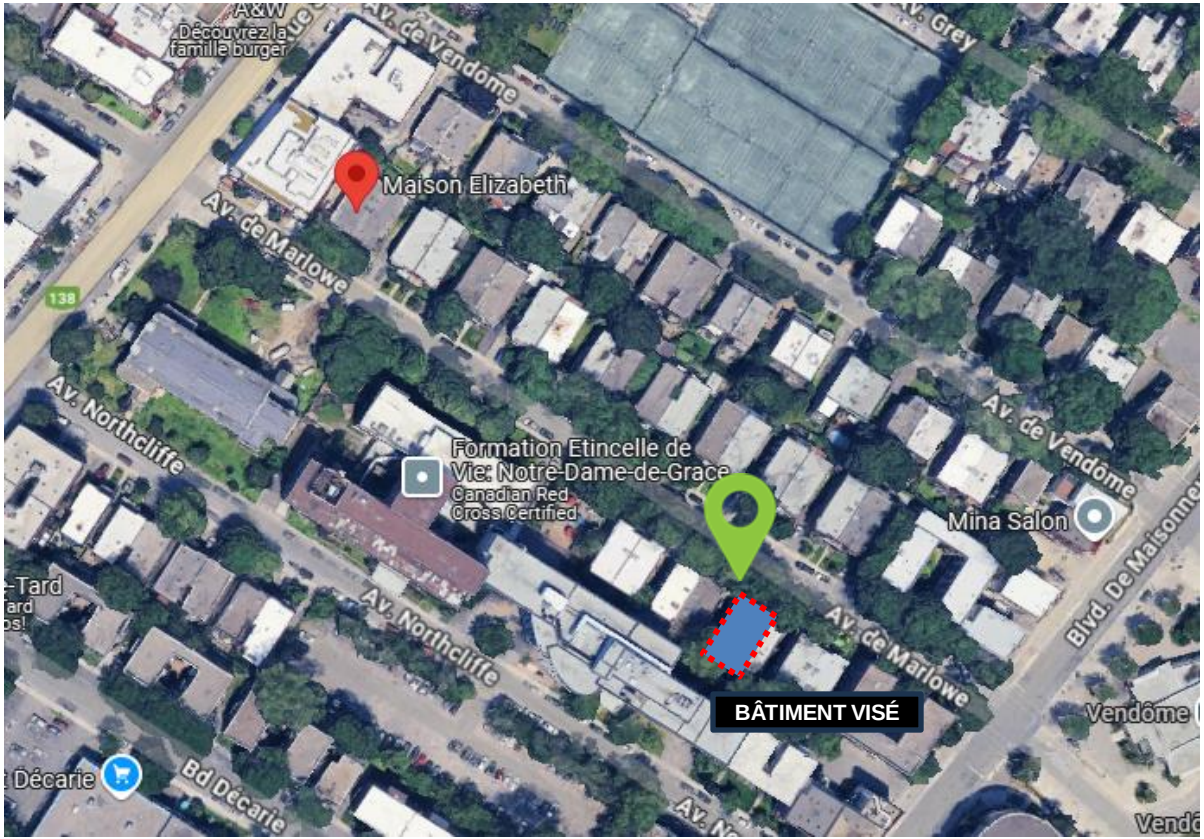
CONTEXTE

Fondée en 1968, la Maison Elizabeth est un centre de réadaptation qui offre des services d'intervention et de soutien aux familles ayant des enfants âgés entre 0 à 5 ans. L'organisme travaille principalement avec des jeunes et des futures mères qui éprouvent des difficultés importantes à s'adapter à la grossesse ou à leur rôle de parents.

Les interventions se concentrent principalement sur l'acquisition de compétences dans le domaine de la parentalité et de la vie quotidienne.

Le centre offre également un service d'hébergement pour leur clientèle.

CONTEXTE

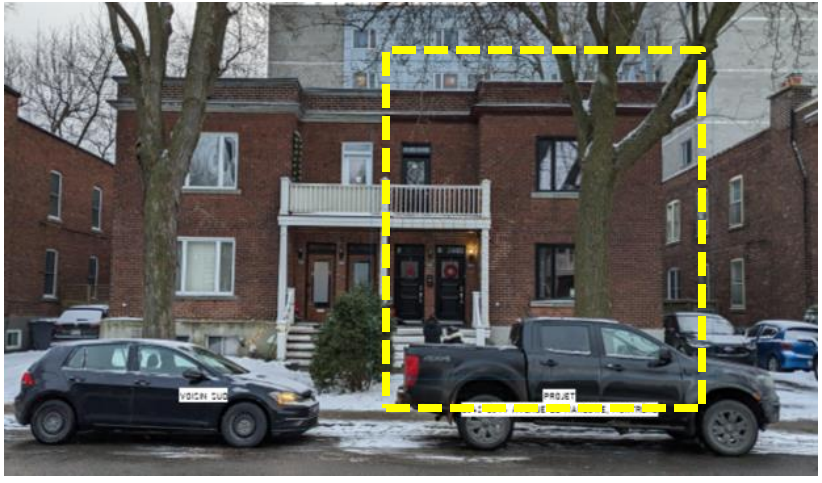


L'organisme occupe 2 bâtiments sur l'avenue Marlowe.

Le 2042-2044 est occupé par la Maison Elizabeth depuis plus de 20 ans. Aucun certificat d'occupation n'a été délivrée pour ce bâtiment.

L'organisme prévoit la rénovation complète du bâtiment.

BÂTIMENTS VOISINS







CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



AFFECTATION Résidentiel

SECTEUR 0401

HAUTEUR 2-3

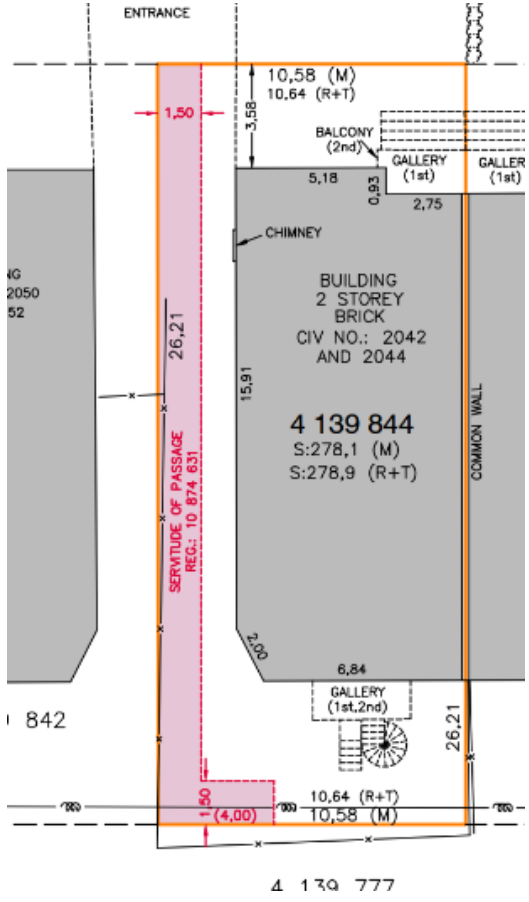
MODE D'IMPLANTATION -

TAUX D'IMPLANTATION Moyen

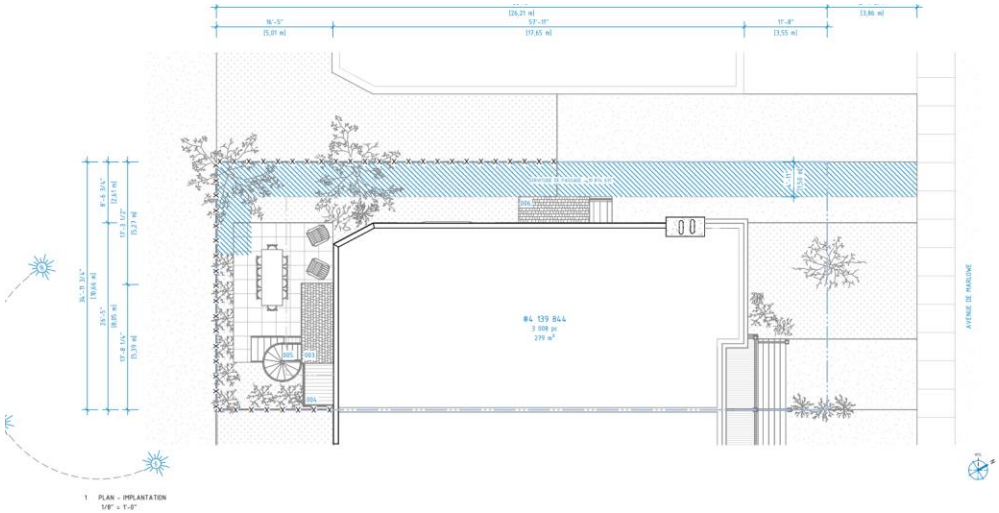
- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0776
Usage :	Usage principal : H.2 (2 logements)
Hauteur :	2 étages / 9 m
Mode d'implantation :	Règles d'insertion
Taux d'implantation :	min : 35 % / max : 50%
Secteur significatif :	Oui



PROJET - IMPLANTATION



Activités existantes et projetées (restent les mêmes)

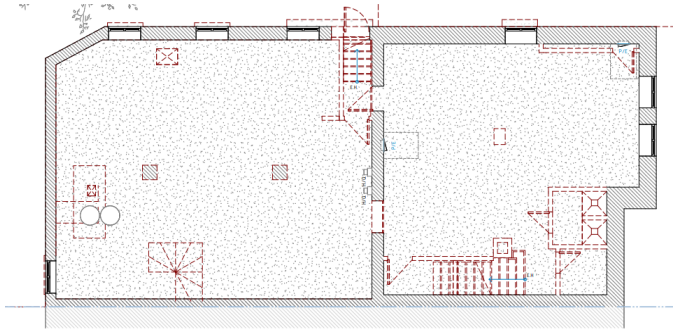
Rez-de-chaussée et sous-sol : Activités communautaires pour les bénéficiaires, telles que, yoga, formations, rencontre de groupe, éducation, classes de cuisine et friperie pour les bénéficiaires.

2e étage : Deux appartements de transition.

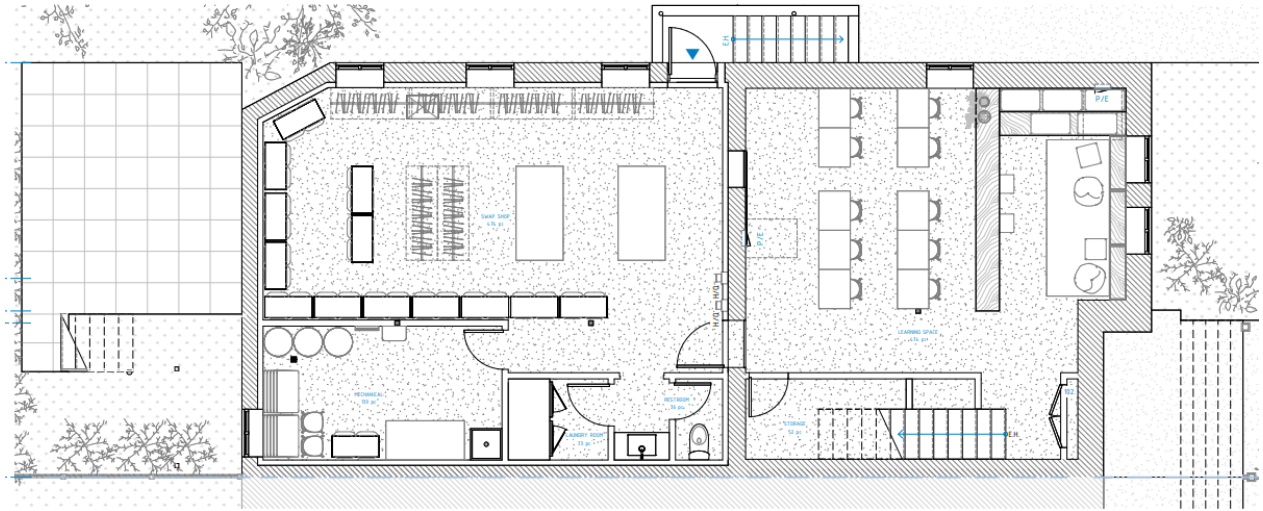
PROJET - PLAN DU SOUS-SOL

EXISTANT





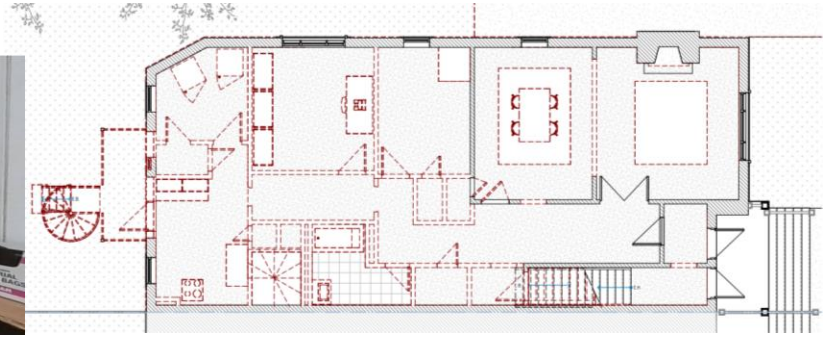
PROJETÉ



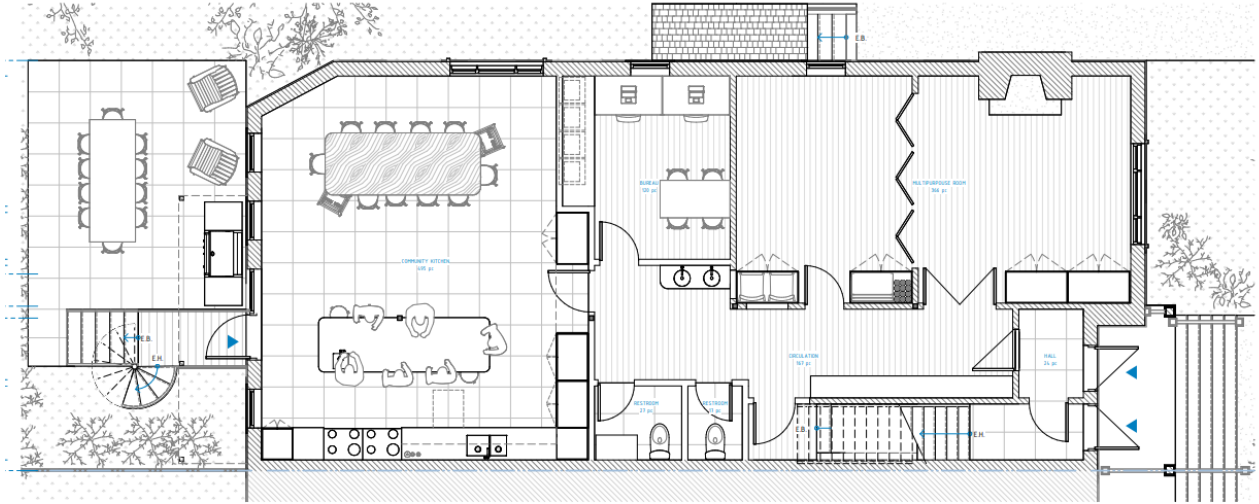
PROJET - PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

EXISTANT





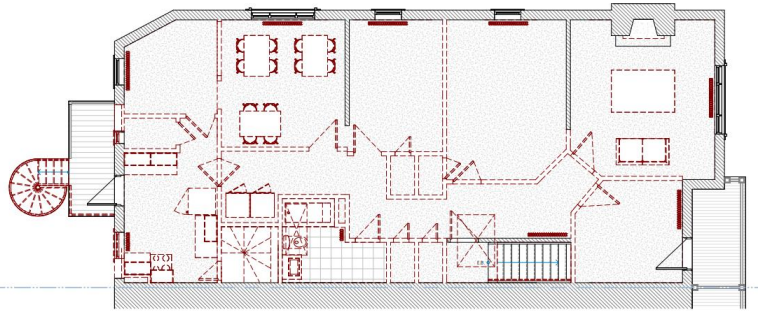
PROJETÉ



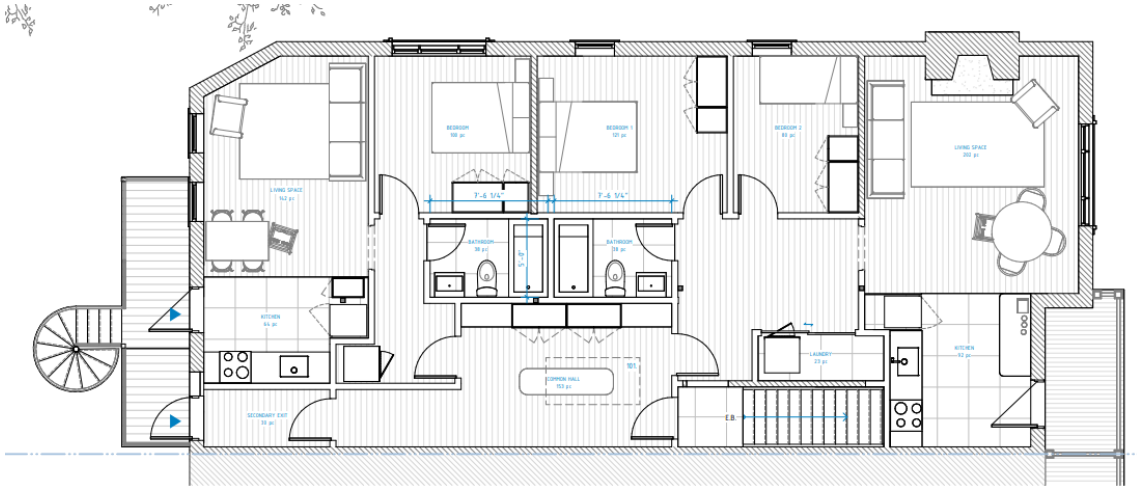
PROJET - PLAN DE L'ÉTAGE

EXISTANT



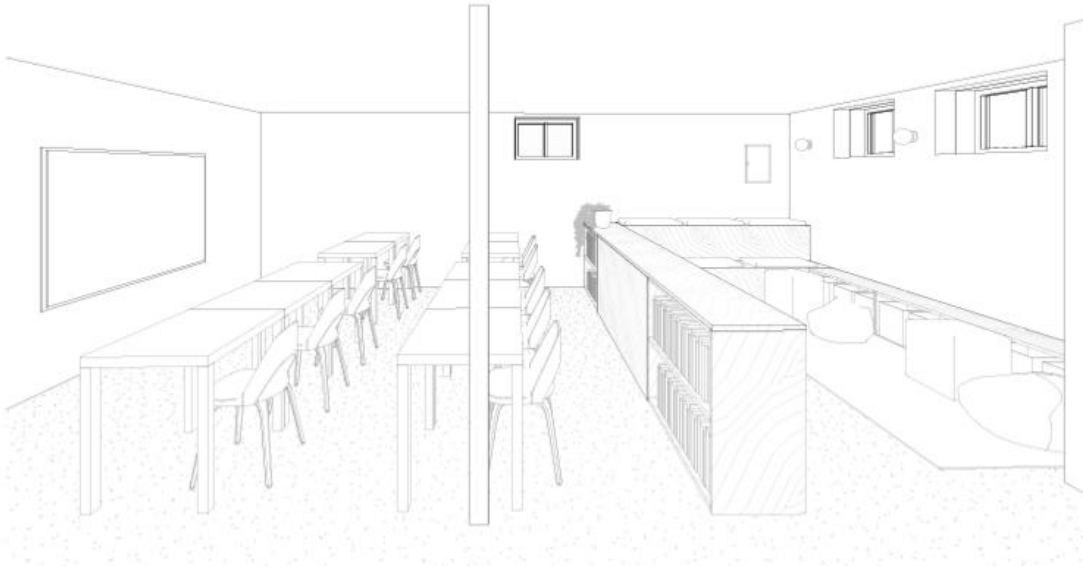


PROJETÉ



PROJET - PERSPECTIVE





DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	0401	0776	-
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	**H.2**	**Services de soutien, d'aide et d'hébergement**

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Le bâtiment est occupé par l'organisme depuis plus de 20 ans et offre un service important à la communauté sans causer de nuisance au milieu environnant;
- Le projet de rénovation permettra d'offrir un milieu adapté aux besoins des bénéficiaires de l'organisme;
- La demande respecte les objectifs et les critères du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

GRILLE D'ANALYSE

ADRESSE :		
CRITÈRES	**ANALYSE**	**COMMENTAIRES**
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	Respecté	Le projet présente un usage qui vise à soutenir une clientèle sensible ayant besoin d'aide et d'hébergement. L'autorisation d'occupation du bâtiment à cette fin permettra de maintenir un service important pour la communauté et qui est déjà implanté dans le vbâtiment depuis plusieurs années.
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	Non applicable	
c) dans le cas d'un projet commercial, il participe à l'instauration d'une offre de commerces et de services de proximité qui répond aux besoins de la communauté, sans compromettre la structure commerciale ou économique existante;	Non applicable	
d) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose une offre de logements diversifiés et une proportion adéquate d'unités adaptables, en vue de répondre aux besoins particuliers de la communauté;	Respecté	Le projet offre 2 logements pour la clientèle du centre. Ces logements permettront de répondre à des besoins particuliers de la communauté.
e) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose des logements sécuritaires, qui favorisent un éclairage et une ventilation naturels et qui donnent accès à un espace extérieur privé ou semi-privé;	Respecté	Les 2 logements qui seront aménagés présentent une bonne qualité quant à l'éclairage et la ventilation naturelle.
f) le projet minimise les impacts sur les locataires occupants et prévoit des mesures de relocalisation appropriées, le cas échéant;	Non applicable	
g) le projet favorise la mutualisation de services ou d'installations afin d'optimiser l'utilisation de l'espace;	Non applicable	
h) le projet favorise l'utilisation des modes de déplacements actifs et collectifs, l'électrification des transports et la mutualisation des équipements de recharge;	Non applicable	
i) le projet assure la connectivité et la continuité paysagère des parcours piétons;	Non applicable	
j) dans le cas d'une grande propriété à caractère institutionnel ou d'un lieu de culte d'intérêt patrimonial, le projet assure le maintien de la fonction d'origine ou, à défaut, d'une vocation d'équipement collectif ou institutionnel;	Non applicable	
k) le projet intègre les principes du design universel à l'aménagement du site et des principaux accès au bâtiment. À cette fin, il favorise un parcours sans obstacle pour desservir les espaces collectifs, il propose des sentiers sécuritaires et éclairés, il réduit la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment et il réserve aux personnes à mobilité réduite un nombre adéquat de cases de stationnement à proximité des accès;	Non applicable	

GRILLE D'ANALYSE

2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	Non applicable	
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	Non applicable	
c) le projet favorise la cohérence des interventions de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque le site comprend plusieurs bâtiments ou constructions;	Non applicable	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	Respecté	Aménagement d'un espace extérieur à l'arrière au profit des bénéficiaires
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	Non applicable	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	Non applicable	
g) le projet privilégie la préservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur des composantes architecturales d'intérêt;	Non applicable	Aucune modification extérieur visible de la voie publique
h) le projet assure l'intégrité, la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique;	Non applicable	
i) le projet participe à la commémoration des valeurs patrimoniales ou à la reconnaissance de l'identité de la communauté locale;	Non applicable	
j) l'affichage s'intègre de manière sobre et harmonieuse en considérant le milieu d'insertion, l'architecture et la volumétrie du bâtiment, les usages exercés ainsi que l'échelle de la rue;	Non applicable	
3° Favoriser la transition écologique et la résilience climatique		
a) le projet minimise son empreinte écologique, qui se traduit par l'économie des ressources et de l'énergie durant tout son cycle de vie, en misant notamment sur l'efficacité énergétique, la réhabilitation de structures existantes, la récupération des déchets de construction et l'utilisation de matériaux reconnus pour leur durabilité;	Respecté	Rénovation d'un bâtiment existant
b) dans le cas de la construction d'un nouveau bâtiment, le projet vise l'obtention d'une certification reconnue en matière de performance écologique, telle que LEED, BOMA ou WELL;	Non applicable	
c) le projet participe à la biodiversité et à la résilience urbaine, notamment par des toitures intensives, l'agriculture urbaine, le déploiement des arbres et une diversité de végétaux, et assure une gestion naturelle des eaux de pluie;	Non applicable	
d) le projet propose une gestion optimale des matières résiduelles et évite l'encombrement du domaine public;	Non applicable	
e) le projet propose, notamment durant le chantier, une réduction à la source et un contrôle adapté des nuisances qu'il pourrait occasionner telles que le bruit, la poussière, les odeurs, le vent, la circulation, la chaleur et la lumière. ».	Non applicable	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1257479004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses avec et sans bon de commande du mois de mars 2025.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses avec et sans bon de commande du mois de mars 2025.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-28 16:28

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257479004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses avec et sans bon de commande du mois de mars 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses avec et sans bon de commande du mois de mars 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des Services Administratifs du Greffe et de la Gestion Immobilière

Tél : 514-872-8436
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257479004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses avec et sans bon de commande du mois de mars 2025.



Décisions déléguées Ress hum-mars 2025-CA MAI 2025.pdf



Liste des BC approuvés pour mars 2025.pdf



Factures payées non reliées à un bon de commande_mars 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Décision Déléguées Ressources Humaines
Mars 2025

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
6	Nomination d'un fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19)	**1**	DSAGGI	Secrétaire d'Arrondissement	08-03-2025	Promotion
07.0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée au sens du Code du travail (RLRQ, chapitre C-17)	14	DSAGGI	Opérateur-trice d'appareils motorisés "B"	22-02-2025	Titularisation
			DSAGGI	Inspecteur.trice d'appareils motorisés "C"	22-02-2025	Promotion
			DSAGGI	Préposé.e au Soutien Administratif	22-02-2025	Promotion
			DSAGGI	Assistant.e - Évènements Culturels	08-03-2025	Promotion
			DSAGGI	Préposé.e aux travaux et la l'entretien	08-03-2025	Titularisation
			DSAGGI	Préposé.e aux travaux et la l'entretien	08-03-2025	Titularisation
			DSAGGI	Aide-Bibliothécaire	10-03-2025	Embauche
			DSAGGI	Aide-Bibliothécaire	12-03-2025	Embauche
			DSAGGI	Aide-Bibliothécaire	18-03-2025	Embauche
			DSAGGI	Aide-Bibliothécaire	22-03-2025	Déplacement
			DSAGGI	Opérateur-trice d'appareils motorisés "B"	08-03--2025	Titularisation
			DSAGGI	Agent.e du Cadre Bâti	08-03--2025	Promotion
			DSAGGI	Aide-Bibliothécaire	18-03-2025	Embauche
			DSAGGI	Aide-Bibliothécaire	20-03-2025	Embauche

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Décision Déléguées Ressources Humaines
Mars 2025

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
09.0	La résiliation d'un contrat de travail, la mise en disponibilité, la rétrogradation ou la mise à pied d'un fonctionnaire qui est un salarié représenté par une association accrédité au sens du Code de travail est déléguée au gestionnaire de niveau B concerné qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau C concerné, à l'exception de la mise à pied d'un fonctionnaire auxiliaire qui est délégué au gestionnaire de niveau C concerné.	2	DSAGGI	Surveillant.e d'installation	13-03-2025	Cessation
			DSAGGI	Surveillant.e d'installation	13-03-2025	Cessation
11.0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire en regard de dispositions des conventions collectives	3	DSAGGI	Direction de la Culture des sports des loisirs et du développement social	27-03-2025	Autoriser un avis disciplinaire à la suite du non-respect des consignes de sécurité
			DSAGGI	Direction de la Culture des sports des loisirs et du développement social	28-03-2025	Entériner un avis de suspension de deux jours pour absentéisme répétitif
			DSAGGI	Direction de la Culture des sports des loisirs et du développement social	31-03-2025	Autoriser un avis de suspension de quatre jours pour absentéisme répétitif
12.0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire	2	DSAGGI	Conseiller.ère Spécial.e - Mairie de Montréal	12-03-2025	Autoriser un congé Sans Solde
			DSAGGI	Conseiller.ère Spécial.e - Mairie de Montréal	24-03-2025	Interruption d'affectation
13.0			DSAGGI	Direction de la Culture des sports des loisirs et du développement social	13-03-2025	Autoriser le transfert du poste de préposé aux travaux et à l'entretien (94597) de la Division de la Voirie à la Division des Sports et Loisirs

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Décision Déléguées Ressources Humaines
Mars 2025

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
13.0	L'abolition, le transfert ou la modification d'un poste est délégué : 2e fonctionnaire de niveau B concerné dans les autres cas	2	DSAGGI	Direction des services administratifs du greffe et des actifs immobiliers - Division du Greffe	24-02-2025	Autoriser la création d'un poste temporaire de technicien en gestion de documents et archives (742330) en contrepartie de laisser vacant le poste permanent d'analyste en gestion de documents et archives (90199), à la Division du greffe et des actifs Immobilière de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce du 26 avril 2025 au 24 avril 2026 inclusivement.

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- mars 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
Alexis, Steve Tony	1708525	2025-03-21	Atelier d'usinage Innova précision 2014	-	Inspection annuelle_équipements de levage	398,95 $
	1705163	2025-03-04	Sécuro vision inc.	1678603	Lunettes de sécurité sous prescription	94,54 $
	1705461	2025-03-05	Spécialité Graco	-	Réparation_applicateur de peinture de marquage	824,73 $
	1705433	2025-03-04	Superior sany solutions (tm)	-	Balais-brosses de rue et sacs de poubelle	178,27 $
						1 496,49 $
Arcand, Patricia	1706872	2025-03-14	Service d'interprétation visuelle et tactile (Sivet)	-	BC ouvert_année 2025_service d'interprétation	4 000,00 $
	1710050	2025-03-31	Trauma-Secours inc.	-	Achat de porte-clés portatifs pour les secouristes de l'arrondissement	755,91 $
						4 755,91 $
Bensaci, Amar	1707312	2025-03-17	Les couvreurs Duro-toit inc.	-	Service de déneigement_CC-NDG	1 505,26 $
	1706838	2025-03-12	Module 2 Go (mc)	-	Location d'une roulotte mobile temporaire	5 221,86 $
	1708030	2025-03-19	Site intégration plus inc.	-	Installation de caméras de surveillance	9 921,26 $
						16 648,38 $
Boutin, Pierre	1707421	2025-03-14	Environnement routier NRJ inc.	-	Soutènement temporaire d'un poteau d'Hydro-Québec	10 498,75 $
	1687854	2025-03-11	Sylvain Beaudry	-	Ajout_portion année 2025_supervision des contrats de neige	8 000,00 $
						18 498,75 $
Brunet, Étienne	1709480	2025-03-28	Enseignes Barbo inc.	-	Matériel et installation_amélioration de l'affichage public des parcs	5 732,32 $
	1706295	2025-03-11	Les médailles Lanaudière	1491150	Médailles pour chats et chiens	484,00 $
						6 216,32 $
Chamberot, Robert	1708844	2025-03-25	Les jardins de l'écoumène inc.	-	Semences_grainothèque de la bibliothèque CDN	162,78 $
	1706102	2025-03-06	Monsieur Macarons inc.	-	Macarons	242,10 $
						404,88 $
Cherrad, Othmane	1708830	2025-03-24	Prévention Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce	-	Réalisation du projet temporaire de halte-chaleur_GDD 2249176002	102 264,81 $
						102 264,81 $
Cousineau, Simon	1706396	2025-03-11	Chauffage Premier inc.	-	Indicateurs de niveau pour réservoir	359,09 $
	1709854	2025-03-31	Dor Docteur	-	Matériel pour réparation d'une porte de garage	4 388,48 $
	1704905	2025-03-25	Équipements Stinson (Québec) inc.	-	Ajout de frais de transport_pistolet pulvériseur de peinture	18,25 $
	1701282	2025-03-10	Sécuro vision inc.	-	Lunettes de sécurité sous prescription	181,66 $
	1706031	2025-03-10	Superior sany solutions (tm)	-	Produits d'hygiène corporelle et d'entretien ménager	1 993,71 $
						6 941,19 $
Desjardins, Steve	1706832	2025-03-12	Élagage M.C. inc.	-	Service d'abattage d'arbre	2 322,85 $
	1706833	2025-03-12	XEOS imagerie inc.	-	Service de cartographie_tuiles de piscines	1 496,07 $
						3 818,92 $
Gaudreault, Guylaine	1707432	2025-03-17	Coopérative de solidarité Polliflora	-	Gestion des ruches et distribution de végétaux_GDD 2259982006	15 867,88 $
	1707908	2025-03-18	En Clair service-conseil inc.	-	Formation: L'art de la communication claire	5 249,37 $
	1707357	2025-03-17	Enseignes Landreville	-	Fabrication de bannières	22 435,83 $
						43 553,08 $
Hooper, Chantal	1706862	2025-03-12	Atelier d'usinage Innova précision 2014	-	Inspection annuelle_équipements de levage	797,90 $
	1709989	2025-03-31	Béton Brunet ltée.	1705878	BC ouvert_année 2025_signalisation routière	15 433,16 $
	1706172	2025-03-07	BF-tech inc.	-	Enseigne_borne d'incendie	1 647,25 $
	1707985	2025-03-19	Biogénie Canada inc.	-	Traitement de terres contaminés_travaux d'hydro-excavation	9 128,66 $
	1707542	2025-03-17	CDTEC Calibration inc.	-	Réparation_détecteurs de gaz	3 549,00 $
	1705863	2025-03-05	Location Gamma inc.	-	Réparation_bourreuse et scies à béton	640,73 $
	1707871	2025-03-18	Location Lordbec inc.	-	Gré à gré_travaux de réparation de drain d'égout	19 837,39 $
	1709406	2025-03-26	Location Sauvageau inc.	-	Location d'un camion	8 399,00 $
	1706140	2025-03-07	Olivier Montulet	-	Formation: Compagnonnage (OPA)	5 879,30 $
	1687855	2025-03-19	Pierre Alarie	-	Ajout_portion année 2025_supervision des contrats de neige	9 000,00 $
	1707354	2025-03-14	Sanivac	-	Location toilette chimique_période hors entente	3 779,55 $
	1696353	2025-03-19	SPI Santé Sécurité inc.	-	Ajout de frais de transport_entretien et certification d'enrouleur	21,00 $
	1705304	2025-03-03	United rentals du Canada	-	Réparation d'équipement d'étançonnement	572,87 $
	1710062	2025-03-31	United rentals du Canada	-	Réparation d'équipement d'étançonnement	2 478,66 $
						81 164,47 $
Kanga, Vanessa	1707307	2025-03-18	3512762 Canada inc.	-	Table mobile pneumatique	288,72 $
	1708392	2025-03-21	Association des bibliothèques publiques du Québec	-	Frais d'adhésion_période du 1er janvier au 31 décembre 2025	3 712,17 $

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- mars 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
	1707305	2025-03-18	Bouty inc.	-	Chaises de bureau ergonomiques	1 152,97 $
	1709390	2025-03-27	Entreprise Ziani inc.	-	Déneigement et épandage de sel_bibliothèque CDN	2 992,14 $
	1707301	2025-03-18	La ferme coopérative Tourne-sol	-	Semences_grainothèque de la bibliothèque NDG	131,53 $
	1706673	2025-03-11	Lachapelle logistique	-	Transport et classement de rayonnages_BIC	1 249,35 $
	1707905	2025-03-20	Réseau indépendant des diffuseurs d'événements artistiques unis (RIDEAU) in	-	Frais d'inscription_formation: Diffuseur Leader	1 674,55 $
	1707716	2025-03-18	Semences Terre promise inc.	-	Semences_grainothèque de la bibliothèque NDG	100,79 $
	1706678	2025-03-13	Solotech Inc	-	Ampoules et filtres de lumière pour salles d'expositions	1 064,08 $
	1707899	2025-03-20	Toshiba solutions d'affaires	-	BC ouvert_année 2025_location de photocopieurs_bibliothèque CDN	4 536,80 $
						16 903,10 $
Keiner, Tanis	1706468	2025-03-10	Compugen inc.	-	Cartouches_imprimante publique_BIC	562,73 $
	1705710	2025-03-04	La grande récré inc.	-	Location d'arcade_soirée des ados_BIC	497,22 $
	1709638	2025-03-27	Magasins Best buy ltée.	-	Écouteurs et imprimante à reçus	664,40 $
	1707506	2025-03-17	NI Produits inc.	-	Bacs (collecte select)	293,96 $
	1708687	2025-03-24	Rouleaux de papier & rubans J.L. inc.	-	Rouleaux pour imprimantes à reçus	302,31 $
						2 320,62 $
Leger, April	1703974	2025-03-13	Beaudry-Kenwood inc.	-	Horloges Bodet HMS	8 073,54 $
	1707906	2025-03-19	Bouty Inc	-	Charriot pour chaises	658,27 $
	1706808	2025-03-12	Orkin Canada corporation	-	Service d'extermination_pavillon Gilbert-Layton	262,47 $
	1709165	2025-03-27	Vitrerie Michelois inc.	-	Remplacement d'un miroir_centre Appleton	940,16 $
						9 934,44 $
Limperis, Apostolos Mario	1708634	2025-03-25	Les installations sportives Agora inc.	-	Inspection et réparation de porte levante	2 592,14 $
	1709017	2025-03-25	Peintures M.F. inc.	-	Scellant à béton	1 889,77 $
	1702602	2025-03-31	Superior sany solutions (tm)	-	Accessoires pour vadrouille, désodorisant et sacs à ordures	2 448,43 $
	1709164	2025-03-25	Superior sany solutions (tm)	-	Dégraisssant et tampons pour décapage et polissage	621,65 $
	1709601	2025-03-27	Superior sany solutions (tm)	-	Dégraisssant, neutralisant d'odeurs, désinfectant et sacs à ordures	888,11 $
	1709603	2025-03-27	Superior sany solutions (tm)	-	Grattoir à vitres, tampons de nettoyage et porte-tampon	118,38 $
						8 558,48 $
Plante, Stéphane	1705542	2025-03-05	BC2 groupe conseil inc.	-	Réfection de sentiers dans 5 parcs de l'Arrondissement_GDD 2255537002	97 614,75 $
	1709392	2025-03-28	Béton Brunet ltée..	1705878	BC ouvert_année 2025_signalisation routière_division de l'aqueduc	30 866,32 $
	1690958	2025-03-14	C.M.S. Entrepreneurs Generaux inc.	-	Ajout_portion année 2025_épandage d'abrasifs_GDD 2249980004	42 068,16 $
	1705754	2025-03-14	C.S. Design	-	Consultation en éclairage extérieur_promenade Jean-Brillant_GDD 2258241001	9 700,84 $
	1706828	2025-03-12	DWB Consultants	-	Plans et devis en électricité visant à l'ajout d'un branchement électrique	16 535,53 $
	1706972	2025-03-12	Edith Normandeau	-	Plan d'architecture du paysage_micro-forêt_GDD 2259982003	8 052,54 $
	1680917	2025-03-05	Groupe Artea inc.	-	Ajout_portion désintallation_illumination hivernale_GDD 2249223007	30 466,85 $
	1703898	2025-03-06	La compagnie de location d'autos Enterprise Canada	1576512	BC ouvert_année 2025_location de camionnettes	63 342,11 $
	1707416	2025-03-14	La lutinerie de Montréal	-	Aménagement et animation_placette hivernale_GDD 2259223004	22 771,79 $
	1706850	2025-03-12	Les ateliers d'Antoine	-	Bacs de jardinage pour personnes à mobilité réduite_GDD 2259982004	8 772,23 $
	1705983	2025-03-07	Les services Exp inc.	-	Préparation des plans et travaux_PRR-2025_CDN-NDG-23-AOP-TP-013 GDD	17 080,42 $
	1707218	2025-03-14	Les services Exp inc.	-	Revue documentaire des DAO_Promenade Jean-Brillant_CDN-NDG-23-AOP-TP-013_GDD 2258241001	15 580,14 $
	1709988	2025-04-01	Marc Morin électrique inc.	-	Travaux de construction d'une entrée et réseau électrique_GDD 2248970004	84 907,00 $
	1691503	2025-03-24	Réseau locomotion	-	Ajout_portion 2025_concertation communautaire_projet: Mobilité de quartier_GDD 2248894002	14 582,25 $
	1703036	2025-04-01	Teltech signalisation inc.	-	BC ouvert_année 2025_signalisation routière	159,69 $
						462 500,62 $
Poliseno, Martin	1708391	2025-03-20	Acklands - Grainger inc.	-	Huile de moteur	305,77 $
	1707094	2025-03-13	Hilti Canada ltée.	-	Chevilles pour installation de mobilier urbain sur trottoir	1 199,06 $
	1708001	2025-03-19	Outillages express	-	Taille-haie et scie pour élagueurs	967,57 $
	1708284	2025-03-20	Tenaquip limited	-	Poubelles	410,71 $
						2 883,11 $
Reeves, Geneviève	1706915	2025-03-14	M2D leadership	-	Évaluation_leadership	1 342,95 $
	1706971	2025-03-13	Maxime Labelle	-	BC ouvert_année 2025_soutien lors des séances du CA	375,00 $
						1 717,95 $

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- mars 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
Stingaciu, Irinel-Maria	1708686	2025-03-24	Bouty Inc	-	Chaise de bureau ergonomique	500,69 $
						500,69 $
St-Laurent, Sonia	1709860	2025-03-31	CF salubrité inc.	-	Autolaveuses pour différents pavillons	7 349,12 $
	1708265	2025-03-20	Sports Montréal inc.	-	Chandails _Jeux de Montréal 2025	3 172,59 $
						10 521,71 $
Tankoano, Fimba	1708328	2025-03-20	Aux aubépines 2002 inc.	-	Vivaces_année 2025_GDD 2259387001	33 244,82 $
	1707296	2025-03-17	Côté, Ève	-	Remboursement frais colloque_RIDEAU 2025	1 916,28 $
	1707691	2025-03-18	Earp-Lavergne, Colin	-	Remboursement frais colloque_RIDEAU 2025	2 205,71 $
	1709408	2025-03-27	Entreprise Ziani inc.	-	Déneigement du terrain du CC-NDG et la Bibliothèque Benny_ de janvier à mars 2025	14 094,57 $
	1703235	2025-03-19	La compagnie de location d'autos Enterprise Canada	-	Location de camionnette_de janvier à juin 2025	5 322,87 $
	1708534	2025-03-25	Matériaux paysagers Savaria ltée.	1468667	BC ouvert_année 2025_terre de culture, de compost bovin et de paillis de cèdre	51 506,34 $
	1708552	2025-04-02	Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)	-	Programme Logement abordable Québec_Exploitation AccèsLogis_Victoria Barclay	19 420,43 $
	1707900	2025-03-19	Robillard, Mylène	-	Frais de colloque_RIDEAU 2025	2 209,02 $
	1707299	2025-03-17	Vincent ergonomie inc.	-	Service d'expertise en ergonomie pour le personnel des bibliothèques	2 285,40 $
						132 205,44 $
Turnblom, Sylvain	1709548	2025-03-27	USD global inc.	-	Livraison des bacs roulants	519,43 $
						519,43 $
						934 328,79 $

Arr.: arrondissement
BIC: Bibliothèque interculturelle de Côte-des-Neiges
CA: Conseil d'arrondissement
CC: Centre culturel
CDN: Côte-des-Neiges
DAO: Documents d'appel d'offres
NDG: Notre-Dame-de-Grâce
OPA: Préposé(e) à l'aqueduc
RIDEAU: Réseau indépendant des diffuseurs d'événements artistiques unis
SP: Service professionnel
ST: Service technique

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de mars 2025
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
Admo, Samir	04-mars-2025	Desjardins, Steve	Frais de kilométrage et de stationnement	24,87 $
	04-mars-2025	Sanivac	Location de toilette chimique_période sans entente	629,92 $
	27-mars-2025	Isabelle Dumas	Présence des membres au CCU_1er trimestre 2025	75,00 $
	27-mars-2025	Mark Calce	Présence des membres au CCU_1er trimestre 2025	75,00 $
	30-mars-2025	Trottier, Pascal	Frais de kilométrage et de stationnement	108,16 $
				912,95 $
Boudreault, Roxanne	10-mars-2025	Rivas-Nerio, Roxana	Suivi de kilométrage	44,74 $
	13-mars-2025	Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)	Frais d'adhésion annuelle	875,00 $
	13-mars-2025	Boudreault, Roxanne	Frais de dîner_Réunion d'équipe RH_ février 2025	140,94 $
	14-mars-2025	Blanchette, Mélanie	Frais de kilométrage_février 2025	38,13 $
	18-mars-2025	Draga, Dina	Frais de kilométrage_février 2025	20,43 $
	27-mars-2025	Blanchette, Mélanie	Frais d'accueil_formation: Prévention de la violence envers notre personnel	51,49 $
	28-mars-2025	Draga, Dina	Frais de kilométrage_janvier 2025	4,00 $
				1 174,73 $
Boutin, Pierre	13-mars-2025	Hooper, Chantal	Frais de repas_formation: Leaders en évolution	58,11 $
	14-mars-2025	Hooper, Chantal	Frais de kilométrage et de stationnement_atelier: Leader intermédiare	29,78 $
				87,89 $
Chamberot, Robert	06-mars-2025	Boisard, Jeanne-Marie	Produits biologiques_atelier de fabrication artisanale de pommade	41,98 $
	07-mars-2025	Bolocan, Elena	Plateau à semis et terre_Grainothèque de la bibliothèque CDN	53,89 $
	20-mars-2025	Boisard, Jeanne-Marie	Produits biologiques_atelier de fabrication artisanale de baume pour le visage	28,41 $
	20-mars-2025	Lucie Bernier	Frais annuels_entretien et mise à jour_logiciel SPORO_Grainothèque	390,00 $
	20-mars-2025	Nancy Isabelle Labrie	Maquillage pour enfants_semaine de relâche	300,00 $
	26-mars-2025	Marie-Hélène Gagnon	Atelier d'initiation au yoga	75,00 $
	27-mars-2025	Boisard, Jeanne-Marie	Produits biologiques_atelier de fabrication artisanale de baume pour les pieds	39,10 $
				928,38 $
Desjardins, Steve	21-mars-2025	Purolator courrier ltée	Frais d'expédition	4,99 $
	21-mars-2025	Purolator courrier ltée	Frais d'expédition	4,99 $
	21-mars-2025	Purolator courrier ltée	Frais d'expédition	14,17 $
	28-mars-2025	Sagala, Karine	Frais de stationnement	13,81 $
				37,96 $
Gaudreault, Guylaine	02-mars-2025	Boudreault, Roxanne	Frais de kilométrage et de stationnement	36,81 $
	18-mars-2025	GIAC	Frais d'adhésion annuelle	450,00 $
	24-mars-2025	Arcand, Patricia	Frais de nourriture - réunion d'équipe	76,42 $
				563,23 $
Hooper, Chantal	26-mars-2025	J. Carrier Fournitures Industrielles Inc.	Huile de moteur	278,90 $
	27-mars-2025	J. Carrier Fournitures Industrielles Inc.	Réparation de pompe submersible	165,81 $
	27-mars-2025	J. Carrier Fournitures Industrielles Inc.	Réparation de boite de vitesse (power drive)	894,61 $
				1 339,32 $
Kanga, Vanessa	11-mars-2025	Niti Marcelle Mueth	Frais de vernissage_traiteur_MC-CDN	200,00 $
	11-mars-2025	Sarrin Sarrin, Jorge Daniel	Collations pour les loges d'artistes	12,98 $
	13-mars-2025	Compagnie de danse EBNFLOH	Spectacle: In-Ward	1 284,00 $
	13-mars-2025	Les films Criterion pictures	Film: C.R.A.Z.Y (version en français)	341,21 $
	13-mars-2025	Sarrin Sarrin, Jorge Daniel	Collations pour les loges d'artistes	10,89 $
	13-mars-2025	Turgeon, Rémi	Café en vrac pour loges d'artistes	22,99 $
	18-mars-2025	Asselin Lebreux, William	Maïs soufflé, papier de soie et semences_activités à la bibliothèque NDG	50,02 $
	18-mars-2025	Bethany Mckenna	Spectacle: Beth McKenna - Momentum	2 000,00 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de mars 2025
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
	18-mars-2025	Piano Esmonde White	Activité: Accord de piano_8 mars 2025	204,73 $
	18-mars-2025	Productions Totem contemporain	Spectacle: Totem électrique	569,03 $
	18-mars-2025	Théâtre Bouches décousues	Spectacle: Le petit capuchon rouge	1 574,81 $
	25-mars-2025	Joshua Fink	Spectacle: Projet Dharani	496,00 $
	25-mars-2025	Les productions Mosaiculture	Spectacle: À la mémoire de nos ancêtres	2 729,67 $
	25-mars-2025	Piano Esmonde White	Activité: Accord de piano_11mars 2025	204,73 $
	25-mars-2025	Sarrin Sarrin, Jorge Daniel	Collations pour les loges d'artistes	17,32 $
	25-mars-2025	Stingaciu, Irinel-Maria	Achat des journaux (problème de livraison)	92,53 $
	26-mars-2025	Carolina Echeverria	Exposition: Ne m'oublie pas	2 650,00 $
	26-mars-2025	Patrick Bosse	Présentation publique: Étoile du nord_série documentaire	288,72 $
	27-mars-2025	Daniel Racine	Présentation de films et discussion avec les réalisateurs	275,00 $
	27-mars-2025	Grosu, Elena	Carte départ à la retraite	6,33 $
				13 030,96 $
Keiner, Tanis	03-mars-2025	Gauthier, Laurence	Achat d'un film pour tirage	39,13 $
	12-mars-2025	Pageau, Lucie	Matériel de couture_InterFab	150,56 $
	25-mars-2025	Tania Baladi	Atelier créatif: Crée une page pop-up!	288,72 $
	28-mars-2025	Académie Diderot	Atelier de stimulation du langage	200,00 $
	28-mars-2025	Chastel, Émilie	Marqueurs	38,62 $
				717,03 $
Leger, April	10-mars-2025	Joukhajian, Jean-Hagop	Frais de kilométrage_février 2025	36,78 $
				36,78 $
Limperis, Apostolos Mario	11-mars-2025	Supérieur propane	Entretien_patinoire Confédération BBB	169,20 $
	13-mars-2025	Supérieur propane	Entretien_patinoire Confédération BBB	112,79 $
	13-mars-2025	Superior sany solutions (tm))	Nettoyant, vinaigre et papier hygiénique	378,90 $
				660,89 $
Manseau, Sebastien	03-mars-2025	Garcia, Frederick Alex	Frais de kilométrage et de stationnement	17,31 $
	24-mars-2025	Turcotte, Naomi	Formation: Concevoir des applications géospatiales adaptées aux besoins	300,00 $
				317,31 $
Plante, Stéphane	11-mars-2025	Tankoano, Fimba	Frais de kilométrage_janvier-février 2025	135,07 $
	27-mars-2025	Bérubé, Isabelle	Inscription: Rendez-vous arboricole printanier	284,13 $
	31-mars-2025	Turnblom, Sylvain	Achat de nourriture_événement de reconnaissance lié aux activités de déneigement_ cols bleus	873,54 $
				1 292,74 $
Reeves, Geneviève	19-mars-2025	Purolator courrier ltée	Frais d'expédition	10,18 $
				10,18 $
St-Laurent, Sonia	04-mars-2025	Agence d'artistes et de concerts Danielle Lefebvre inc.	Spectacle: Latin jazz project	787,41 $
	04-mars-2025	PVB productions inc.	Spectacle : N.Ormes	3 674,56 $
	04-mars-2025	Sursaut compagnie de danse	Spectacle: Chronique d'une plume	1 049,87 $
	04-mars-2025	Tango Boréal	Spectacle: Tangorama	1 469,82 $
	06-mars-2025	Chamberot, Robert	Matériel de bricolage pour animations	139,49 $
	06-mars-2025	Earp-Lavergne, Colin	Inscription_formation RIDEAU	677,16 $
	06-mars-2025	Stingaciu, Irinel-Maria	Journaux, friandises et matériel_activité: Origami	162,35 $
	31-mars-2025	Tremblay, Geneviève	Frais de kilométrage et de stationnement_janvier-mars 2025	108,08 $
				8 068,74 $
Stingaciu, Irinel-Maria	10-mars-2025	Pearl Duval	Heure du conte	1 015,00 $
	10-mars-2025	Tania Baladi	Heure du conte	1 385,83 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de mars 2025
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
	12-mars-2025	Analte Rodriguez Diaz	Atelier de couture et broderie	450,00 $
	12-mars-2025	Duquette, François	Sacs en papier	28,88 $
	14-mars-2025	Petite caisse Ville de Montréal	Timbres et bonbons	81,05 $
	17-mars-2025	Ferme Statice	Atelier de fabrication de couronnes	350,00 $
	19-mars-2025	Vincent Arseneau	Conférence: L'art contemporain et l'environnement	400,00 $
	21-mars-2025	Clara Olivia Lévesque	Atelier: Fabrication de carnets écoresponsables	150,00 $
	24-mars-2025	Véronique Millet	Ateliers d'écriture en français	600,00 $
				4 460,76 $
Tankoano, Fimba	13-mars-2025	Benabdallah, Samir	Formation: Santé et sécurité sur les chantiers de construction	306,84 $
	13-mars-2025	Bezerra Rodrigues, Francisco Wagner	Argile pour atelier de médiation culturelle	52,88 $
	13-mars-2025	Limperis, Apostolos Mario	Café_rencontre avec employés cols bleus	35,15 $
	19-mars-2025	Côté, Ève	Frais de colloque_RIDEAU 2025	1 916,28 $
	25-mars-2025	Niti Marcelle Mueth	Animation d'atelier de médiation culturelle	314,96 $
	26-mars-2025	Earp-Lavergne, Colin	Frais de colloque_RIDEAU 2025	2 205,71 $
	27-mars-2025	Bezerra Rodrigues, Francisco Wagner	Papier, colle et peinture_ateliers de médiation culturelle	154,71 $
	27-mars-2025	Montréal la plus heureuse	Médiation culturelle : Atelier d'art _projet: Cabane à sucre interculturelle	700,00 $
				5 686,53 $
				39 326,38 $

BBB: Bleu Blanc Bouge
CCU: Comité consultatif d'urbanisme
CDN: Côte-des-Neiges
MC: Maison de la culture
NDG: Notre-Dame-de-Grâce
RH: Ressources humaines
RIDEAU: Réseau indépendant des diffuseurs d'événements artistiques unis

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1256290002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt par la secrétaire d'arrondissement d'un procès-verbal de correction et des actes du conseil modifiés qui s'y rapportent, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la seule lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

IL EST RECOMMANDÉ :
De prendre acte du dépôt, par la secrétaire d'arrondissement :

· D'une copie modifiée du *Règlement RCA24 17405* modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) et le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379)

· Du procès-verbal de correction signé par la secrétaire d'arrondissement le 15 avril 2025.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 08:26

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256290002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt par la secrétaire d'arrondissement d'un procès-verbal de correction et des actes du conseil modifiés qui s'y rapportent, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la seule lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 92.1 de la *Loi sur les cités et ville* (RLRQ, chapitre C-19) autorise la secrétaire d'arrondissement à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou un autre acte du conseil d'arrondissement, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise. Dans un tel cas, la secrétaire d'arrondissement joint à l'original du document modifié un procès-verbal de la correction effectuée et il dépose à la prochaine séance du conseil une copie du document modifié et du procès-verbal de correction.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA25 170023 - 1246290021 - Adopter le règlement RCA24 17405 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) et le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) afin de simplifier l'application de la réglementation discrétionnaire et rehausser les exigences réglementaires en matière de transition écologique.

DESCRIPTION

Une erreur de numérotation s'est glissée à l'article l'article 98 du Règlement RCA24 17405 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) et le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379).
Comme l'article 98 du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) ne comporte pas d'articles 59.1 à 59.3, la numérotation sera corrigée.

JUSTIFICATION

Le procès-verbal de correction permet de corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

Ainsi, l'article 98 qui se lit comme suit :

98. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 59.3, de la section suivante :

«**SECTION XII**
CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AIRE DE JEUX ACCESSOIRE

59.4 Il est interdit d'aménager une aire de jeux accessoire ou de remplacer une aire de jeux accessoire visée au règlement d'urbanisme ou à tout autre règlement ou résolution adopté en vertu de la Loi, de la Charte ou de l'ancienne Charte, sans obtenir un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire.

59.5 Pour obtenir un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire, en plus du formulaire de demande, le requérant doit transmettre à l'autorité compétente les documents et les renseignements suivants :

1° le nom et l'adresse de l'exploitant et, le cas échéant, de son représentant dûment autorisé;

2° l'autorisation du propriétaire de l'immeuble;

3° le certificat de localisation de l'immeuble;

4° l'adresse de l'immeuble ou le numéro de lot visé par la demande;

5° les plans à l'échelle du projet et de son implantation;

6° tout autre renseignement permettant de vérifier que l'aménagement de l'aire de jeux est conforme à la réglementation municipale applicable.

59.6 Le certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire est délivré si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1° les documents et les renseignements visés à l'article 59.5 ont été transmis;

2° le tarif visé à l'article 4 été acquitté;

3° la demande est conforme au règlement d'urbanisme;

4° à défaut d'être conforme au règlement d'urbanisme, la demande est conforme à un règlement ou à une résolution adopté en vertu de la Loi, de la Charte ou de l'ancienne Charte permettant d'y déroger;

5° le cas échéant, les plans ont été approuvés conformément à l'article 145.19 de la Loi.

59.7 Un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire est périmé si l'aménagement ou la modification de l'aire de jeux pour laquelle le certificat d'autorisation est délivré n'est pas complété dans les 24 mois de sa délivrance

L'autorité compétente peut révoquer un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire si l'aire de jeux pour laquelle le certificat a été délivré est modifiée ou remplacée. ».

Est remplacé par ce qui suit :

98. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 59, de la section suivante :

« **SECTION XII**
CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AIRE DE JEUX ACCESSOIRE
59.1 Il est interdit d'aménager une aire de jeux accessoire ou de remplacer une aire de jeux accessoire visée au règlement d'urbanisme ou à tout autre règlement ou résolution adopté en vertu de la Loi, de la Charte ou de l'ancienne Charte, sans obtenir un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire.
59.2 Pour obtenir un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire, en plus du formulaire de demande, le requérant doit transmettre à l'autorité compétente les documents et les renseignements suivants :

1° le nom et l'adresse de l'exploitant et, le cas échéant, de son représentant dûment autorisé;
2° l'autorisation du propriétaire de l'immeuble;
3° le certificat de localisation de l'immeuble;
4° l'adresse de l'immeuble ou le numéro de lot visé par la demande;

5° les plans à l'échelle du projet et de son implantation;

6° tout autre renseignement permettant de vérifier que l'aménagement de l'aire de jeux est conforme à la réglementation municipale applicable.

59.3 Le certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire est délivré si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1° les documents et les renseignements visés à l'article 59.5 ont été transmis;
2° le tarif visé à l'article 4 été acquitté;
3° la demande est conforme au règlement d'urbanisme;
4° à défaut d'être conforme au règlement d'urbanisme, la demande est conforme à un règlement ou à une résolution adopté en vertu de la Loi, de la Charte ou de l'ancienne Charte permettant d'y déroger;
5° le cas échéant, les plans ont été approuvés conformément à l'article 145.19 de la Loi.

59.4 Un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire est périmé si l'aménagement ou la modification de l'aire de jeux pour laquelle le certificat d'autorisation est délivré n'est pas complété dans les 24 mois de sa délivrance

L'autorité compétente peut révoquer un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire si l'aire de jeux pour laquelle le certificat a été délivré est modifiée ou remplacée. ».

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie COURNOYER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Sophie COURNOYER, 22 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
secretaire d'arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Guylaine GAUDREAULT
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements

Tél : 438-920-3612
Télécop. :



PV de correction RCA24 17405 - 15 avril 2025.pdf



Règlement RCA24 17405 - Corrigé.pdf

Direction des services administratifs
et du greffe
Division du greffe
5160, boulevard Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION
Le 15 avril 2025

ATTENDU QU'en vertu de l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), le greffier est autorisé à modifier un procès-verbal, un règlement, une résolution, une ordonnance ou un autre acte du conseil pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), le secrétaire d'arrondissement est investi, pour les fins des compétences du conseil d'arrondissement, des pouvoirs et devoirs d'un greffier municipal;

ATTENDU QU'une telle erreur apparaît à l'article 98 du Règlement RCA24 17405 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) et le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) adopté à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 3 février 2025;

ATTENDU que le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) ne comporte pas d'articles 59.1 à 59.3;

EN CONSÉQUENCE, l'erreur décrite à l'article 98 du Règlement RCA24 17405 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (RCA22 17368) et le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) est corrigée de la façon suivante :

98. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 59 de la section suivante :

« **SECTION XII**
CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AIRE DE JEUX ACCESSOIRE

59.1 Il est interdit d'aménager une aire de jeux accessoire ou de remplacer une aire de jeux accessoire visée au règlement d'urbanisme ou à tout autre règlement ou résolution adopté en vertu de la Loi, de la Charte ou de l'ancienne Charte, sans obtenir un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire.

59.2 Pour obtenir un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire, en plus du formulaire de demande, le requérant doit transmettre à l'autorité compétente les documents et les renseignements suivants :

1° le nom et l'adresse de l'exploitant et, le cas échéant, de son représentant dûment autorisé;

2° l'autorisation du propriétaire de l'immeuble;

3° le certificat de localisation de l'immeuble;

4° l'adresse de l'immeuble ou le numéro de lot visé par la demande;

5° les plans à l'échelle du projet et de son implantation;

6° tout autre renseignement permettant de vérifier que l'aménagement de l'aire de jeux est conforme à la réglementation municipale applicable.

59.3 Le certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire est délivré si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1° les documents et les renseignements visés à l'article 59.5 ont été transmis;

2° le tarif visé à l'article 4 été acquitté;

3° la demande est conforme au règlement d'urbanisme;

4° à défaut d'être conforme au règlement d'urbanisme, la demande est conforme à un règlement ou à une résolution adopté en vertu de la Loi, de la Charte ou de l'ancienne Charte permettant d'y déroger;

5° le cas échéant, les plans ont été approuvés conformément à l'article 145.19 de la Loi.

59.4 Un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire est périmé si l'aménagement ou la modification de l'aire de jeux pour laquelle le certificat d'autorisation est délivré n'est pas complété dans les 24 mois de sa délivrance

L'autorité compétente peut révoquer un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire si l'aire de jeux pour laquelle le certificat a été délivré est modifiée ou remplacée. ».

EN FOI DE QUOI, j'ai rédigé le présent procès-verbal de correction, ce quinzième jour du mois d'avril 2025.

Geneviève Reeves

Signature numérique de Geneviève Reeves
Date : 2025.04.15 15:06:28 -04'00'

La secrétaire d'arrondissement
Geneviève Reeves

1256290002

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA24 17405 **RÈGLEMENT MODIFIANT LE *RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE* (01-276), LE *RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE* (RCA22 17379) ET LE *RÈGLEMENT SUR LES CERTIFICATS D'AUTORISATION ET D'OCCUPATION* (RCA22 17368) AFIN DE SIMPLIFIER L'APPLICATION DE LA RÈGLEMENTATION DISCRÉTIONNAIRE ET REHAUSSER LES EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE.**

Vu les articles 113, 119, 120, 122 et 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

À la séance du 3 février 2025, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 5 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « aire de détente », de la définition suivante :

« « aire de jeux accessoire » : aire aménagée et conçue pour les activités scolaires et récréatives des élèves, ainsi que pour le jeu et le divertissement des enfants; »;

2° l'insertion, après la définition de « galerie », de la définition suivante :

« « gazon synthétique » : une surface composée de matériaux synthétiques imitant un couvre-sol végétal; »;

3° l'insertion, après la définition de « service au volant », des définitions suivantes :

« « surface minéralisée » : une surface composée d'une matière minérale, perméable ou imperméable, telle que de l'asphalte, du gravier, du béton ou du pavé;

« surface végétalisée » : une surface composée d'une aire de plantation ou d'un couvre sol végétal; ».

2. Le deuxième alinéa de l'article 5.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Aux fins du présent article, l'entrée principale est habituellement dotée d'une adresse civique, signalée par des saillies et dotée d'une architecture développée. ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 7.2, de l'article suivant :

« **7.3** Sauf dans le cas d'une grande propriété à caractère institutionnel identifiée à l'annexe A.2, il est interdit d'ériger plus d'un bâtiment principal sur un terrain. ».

4. L'article 21.1 de ce règlement est modifié par l'ajout du deuxième alinéa suivant :

« Toutefois dans une zone où la hauteur en mètre maximale autorisée est de plus de 14 m, les constructions et équipements visés dans la présente section peuvent dépasser de plus de 2 m cette hauteur, à la condition de respecter les retraits prescrits. ».

5. Le deuxième alinéa de l'article 23 de ce règlement est supprimé.

6. Les articles 28.2 et 28.3 de ce règlement sont abrogés.

7. Le deuxième alinéa de l'article 28.4 de ce règlement est supprimé.

8. Le paragraphe 2° de l'article 38 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 2° les espaces destinés à l'entreposage lorsqu'ils sont situés au niveau du sous-sol d'un bâtiment; ».

9. L'article 48.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **48.1** Malgré l'article 46, le mode d'implantation d'un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce est isolé ou jumelé. ».

10. Les articles 49.1, 75.1 et 88.1 de ce règlement sont abrogés.

11. L'article 105.1 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots « la dimension et l'aspect », par les mots « les dimensions et l'apparence »;

2° le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « le fer forgé ou le bois », par les mots « soit les métaux ouvrés artisanaux, soit le bois peint ou teint ».

12. L'intitulé du chapitre X du titre II de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **CHAPITRE X**
PROTECTION DES MILIEUX NATURELS, DES RIVES ET DU LITTORAL ».

13. Les articles 121, 122.3 et 122.3.1 de ce règlement sont abrogés.

14. L'article 122.4 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Malgré l'article 122.3, » par les mots « Malgré toute disposition contraire du présent règlement, ».

15. La section III du chapitre X du titre II de ce règlement est abrogée.

16. L'intitulé du chapitre XI du titre II de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **CHAPITRE XI**
LES GRANDES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ».

17. L'intitulé de la section I du chapitre XI du titre II de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **SECTION I**
TERRAINS BORDANT UNE GRANDE INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT OU SÉPARÉS PAR UNE VOIE DE CIRCULATION OU UN PARC ».

18. L'article 122.6 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots « Le présent chapitre » par les mots « La présente section »;

2° le remplacement, au premier alinéa, des mots « à des fins d'habitation ou par un usage des catégories E.4 ou E.5 » par les mots « par un usage sensible et ».

19. L'intitulé de la section II du chapitre XI du titre II de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **SECTION II**
PROXIMITÉ D'UNE GARE DE TRIAGE FERROVIAIRE, D'UNE VOIE FERRÉE PRINCIPALE, D'UNE VOIE DE DÉBIT IMPORTANT OU D'UNE AUTOROUTE ».

20. L'intitulé de la sous-section I de la section II du chapitre XI du titre II de ce règlement est remplacé par le suivant :

« SOUS-SECTION I
TERRAIN ADJACENT À UNE GARE DE TRIAGE ».

21. L'article 122.10 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **122.10** Sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 300 m d'une emprise d'une gare de triage ferroviaire adjacente, indiquée au plan de l'annexe C, sont prohibés :

1° les usages sensibles si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou d'une partie de bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h);

2° un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore est supérieur à 55 dBA Leq (24 h). ».

22. L'article 122.11 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **122.11** Sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 75 m d'une limite d'emprise d'une gare de triage ferroviaire adjacente, indiquée au plan de l'annexe C, sont prohibés les usages sensibles si le niveau de vibration à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage est supérieur à 0,14 mm/s. ».

23. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 122.11, de la sous-section suivante :

« SOUS-SECTION I.I
TERRAIN ADJACENT À UNE VOIE FERRÉE PRINCIPALE

« **122.11.1** Sur un terrain ou partie de terrain situé à moins de 30 m d'une emprise d'une voie ferrée principale adjacente, indiquée au plan de l'annexe C, les usages sensibles sont prohibés lorsque le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage est supérieur à 40 dBA Leq (24 h). ».

24. L'article 122.12 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **122.12** Sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 75 m d'une limite d'emprise d'une voie ferrée principale adjacente, indiquée au plan de l'annexe C, sont prohibés les usages sensibles si le niveau de vibration à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage est supérieur à 0,14 mm/s. ».

25. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 122.12, de la sous-section suivante :

« SOUS-SECTION I.II
TERRAINS ADJACENTS À UNE VOIE DE DÉBIT IMPORTANT

« **122.12.1** Sur un terrain ou partie de terrain situé à moins de 30 m d'une emprise d'une voie de débit important adjacente, indiquée au plan de l'annexe C intitulé « Réseau ferroviaire et routier à fort débit », les usages sensibles sont prohibés lorsque le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exercice l'usage est supérieur à 40 dBA Leq (24 h). ».

26. L'intitulé de la sous-section II de la section II du chapitre XI du titre II de ce règlement est remplacé par le suivant :

« SOUS-SECTION II
TERRAINS ADJACENTS À UNE AUTOROUTE ».

27. L'article 122.13 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **122.13** Sur un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 300 mètres de la limite de l'emprise d'une autoroute adjacente, indiquée au plan de l'annexe C, et situé à l'intérieur d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme et d'un secteur de panification stratégie indiqué au plan de l'annexe D, sont prohibés :

1° les usages sensibles si le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage est supérieur à 40 dBA Leq (24 h);

2° un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore est supérieur à 55 dBA Leq (24 h). ».

28. La sous-section III de la section II du chapitre XI du titre II de ce règlement est abrogée.

29. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 160, de l'article suivant :

« **160.1** Un établissement ne peut être occupé par une des activités ou par un des usages suivants s'il possède un mur ou un plafond adjacent à un logement situé dans le même bâtiment ou dans un bâtiment adjacent et que ce logement est situé dans une zone où un usage de la famille habitation est autorisé :

1° studio de production;
2° salle de danse;
3° salle de réception;
4° salle de spectacle;
5° activité comportant un local commercial sonorisé;
6° école, studio de musique et de répétition. ».

30. L'article 328 de ce règlement modifié par :

1° le remplacement, au paragraphe 2°, du mot « ni », par les mots « sans toutefois »;

2° l'ajout, au paragraphe 4°, après les mots « niveau naturel du sol », des mots « sauf un garage partiellement enfoui »;

3° le remplacement, au paragraphe 7°, du mot « ni », par les mots « sans toutefois ».

31. Les articles 329.2, 330, 331, 332, et 337.1 de ce règlement sont abrogés.

32. Le tableau de l'article 340 de ce règlement est modifié par l'ajout, après la ligne 10, des lignes suivantes :

«

11. Génératrice pour un usage de la famille « équipements collectifs et institutionnels »	Non	Oui
a) distance minimale de toute limite de terrain.		3 m
12. Aire de jeux accessoire à un usage de la famille « équipements collectifs et institutionnels »	Oui	Oui

»

33. L'article 340.1 de ce règlement est abrogé.

34. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 340.3, de l'article suivant :

« **340.4** Malgré les dispositions prescrites au tableau de l'article 340, une génératrice, un transformateur sur socle ou un cabinet hors-sol doit être dissimulé derrière un écran architectural ou un écran composé d'éléments végétaux de manière à ne pas être visible d'une voie publique adjacente au terrain ou d'un terrain qui lui est adjacent, lorsque l'usage habitation est autorisé sur ce terrain. ».

35. Les articles 375 et 376 de ce règlement sont abrogés.

36. L'article 379.1 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, dans le tableau au premier alinéa, des mots « Tous les usages des familles commerces, industrie et équipements collectifs et institutionnels », par les mots « Tous les usages des familles commerces et industrie »;

2° l'ajout du troisième alinéa suivant :

« Une fois plantés, les arbres doivent être maintenus en bon état d'entretien et de conservation et être remplacés au besoin aux mêmes conditions. ».

37. L'article 379.1.1.1 de ce règlement est modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

« 3° lorsqu'il est situé sur un terrain dont la catégorie d'usage principale est « Équipement collectifs et institutionnels ».

38. L'article 383 de ce règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Une fois plantés, les arbres doivent être maintenus en bon état d'entretien et de conservation et être remplacés au besoin aux mêmes conditions. ».

39. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 383.0.1, de l'article suivant :

« **383.0.2** Un arbre exigé ou qui doit être planté pour remplacer un arbre abattu doit, lors de la plantation, respecter les conditions suivantes :

1° avoir une hauteur égale ou supérieure à 1,5 m;

2° lorsque plus de trois arbres sont exigés, ceux-ci doivent provenir d'au moins trois essences d'arbres différentes, dont au moins un conifère;

3° être planté dans un volume disponible de terre d'une profondeur minimale de 1000 mm. ».

40. Le premier alinéa de l'article 383.1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « au plan de l'annexe A intitulé « Territoires d'intérêt écologique »» par les mots « sur le plan de l'annexe A.2 ».

41. L'article 386.1 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au deuxième alinéa, après les mots « d'une marquise », des mots « d'une cour anglaise »;

2° l'ajout de l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'un bâtiment occupé par un usage de la catégorie H-1, H-2 ou H-3, une bande végétale doit être plantée entre une voie d'accès et une voie piétonnière. ».

42. Le tableau de l'article 386.2 de ce règlement est modifié par l'insertion, avant la première ligne, de la ligne suivante :

«

Taux d'implantation maximal autorisé	Pourcentage de verdissement exigé

».

43. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 386.2, de l'article suivant :

« **386.2.1** La superficie d'une surface minéralisée au sol d'un terrain peut être augmentée à la condition de respecter le pourcentage minimal de verdissement prescrit à l'article 386.2. ».

44. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 386.4, de l'article suivant :

« **386.5** Le gazon synthétique est interdit comme revêtement de sol pour un usage de la famille habitation ou commerce. ».

45. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'intitulé du chapitre VI du titre IV, de l'intitulé suivant :

« **SECTION I**
DISPOSITIONS GÉNÉRALES ».

46. L'article 387 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **387**. Une cour anglaise est autorisée dans toutes les cours.

Malgré le premier alinéa, dans une zone où est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie de la famille commerce, la cour anglaise est interdite dans la cour avant. ».

47. L'article 387.0.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « plan de façade », des mots « ou au mur ».

48. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 387.0.1, de l'article suivant :

« **387.0.1.1.** La superficie d'une cour anglaise comprend tout espace en contrebas du niveau du sol, incluant l'espace occupé par un escalier permettant d'y accéder ou par un palier en terrasse. ».

49. L'article 387.0.2 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **387.0.2**. Une cour anglaise, son escalier, sa rampe ainsi que leur palier doivent être situés à une distance minimale de 4 m d'un arbre situé sur le domaine public ou de tout autre arbre ayant un tronc d'un DHP égal ou supérieur à 10 cm.

Le premier alinéa n'interdit pas de planter un arbre à moins de 4 m d'un endroit visé à cet alinéa. ».

50. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 387.0.2, de l'article suivant :

« **387.0.3** L'installation d'un garde-corps d'une hauteur de 0,9 m ou plus est exigée pour une cour anglaise ayant une dénivellation verticale d'un seul tenant de 0,6 m ou plus.

80 % ou plus de la superficie du garde-corps doit être ajouré et ce dernier peut être installé sur un muret d'une hauteur de 0,5 m ou moins. Dans un tel cas, la hauteur combinée du muret et du garde-corps doit être de 0,9 m ou plus. ».

51. L'article 387.1 de ce règlement est abrogé.

52. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 388, de l'intitulé suivant :

« **SECTION II**
COUR AVANT ».

53. L'article 388 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, au premier alinéa, après les mots « cour anglaise », des mots « située dans la cour avant »;

2° la suppression du deuxième alinéa.

54. L'article 389 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **389.** La profondeur maximale d'une cour anglaise située dans la cour avant est de 1,2 m.

Le plancher du sous-sol adjacent ne doit pas être situé à plus de 20 cm en dessous du niveau le plus bas de la cour anglaise. ».

55. L'article 390 de ce règlement est abrogé.

56. L'article 391 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **391.** Seuls un escalier, un perron ou un balcon peuvent être construits au-dessus d'une cour anglaise située dans la cour avant. ».

57. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 391, de l'article suivant :

« **391.1.** L'installation d'un abri permanent au-dessus d'une cour anglaise située dans la cour avant est prohibée ».

58. L'article 392 de ce règlement est abrogé.

59. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 391.1, de la section suivante :

« **SECTION III**
COUR LATÉRALE ET ARRIÈRE

392.1 Une cour anglaise dans la cour arrière ou latérale est autorisée aux conditions suivantes :

1° sa projection ne doit pas être supérieure à 4 m par rapport aux murs du bâtiment principal;

2° sa profondeur ne doit pas être supérieure de plus de 15 cm à celle du plancher du sous-sol adjacent;

3° la totalité de la superficie occupée par les cours anglaises ne doit pas dépasser 50 % de la superficie de la cour où elles se situent. ».

60. Les articles 433.1 et 473 de ce règlement sont abrogés.

61. L'article 474 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **474.** Une enseigne annonçant le nom d'un immeuble ou le nom d'un occupant d'un immeuble peut être installée sur un bâtiment à une hauteur supérieure à 16 m aux conditions suivantes :

1° l'enseigne est posée à plat sur un mur du bâtiment;

2° l'enseigne est formée exclusivement de lettres, de symboles, de logos ou de formes détachés. ».

62. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 474, de l'article suivant :

« **474.1** La superficie maximale autorisée d'une enseigne visée à l'article 474 est déterminée par la formule suivante :

$E = 0{,}1\ m^2 \times Hf$

Dans cette formule :

1° E correspond à la superficie maximale d'une enseigne autorisée;

2° Hf correspond à la hauteur à laquelle l'enseigne est installée exprimée en multiple de 1 m.

Lorsque la hauteur à laquelle l'enseigne est installée correspond à un nombre fractionnaire, cette hauteur est arrondie au nombre entier supérieur. ».

63. L'article 475 de ce règlement est abrogé.

64. L'article 548 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **548.** Une voie d'accès à une aire de chargement doit être aménagée à une distance de 18 m ou plus des lignes d'emprise d'une intersection. Dans le cas où les limites avant sont reliées par une courbe, la distance doit être mesurée à partir du prolongement rectiligne imaginaire de ces limites. ».

65. L'article 573.4 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout, au deuxième alinéa, après les mots « un bâtiment unifamilial isolé », des mots « ou jumelé »;

2° l'insertion de l'alinéa suivant :

« Aux fins du présent article, des voies d'accès situées sur le même terrain ou sur des terrains voisins et séparées d'au plus 1,2 m sont considérées comme une seule voie d'accès. ».

66. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 577, de l'article suivant :

« **577.1** Une voie d'accès menant à une aire de stationnement intérieure desservant exclusivement un usage de la catégorie H.1, H.2 ou H.3 doit présenter une pente positive vers le bâtiment. ».

67. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 579.1, de la section suivante :

« **SECTION V.I**
INFRASTRUCTURES POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

579.2. La présente section s'applique à l'aménagement et à la modification d'une aire de stationnement intérieure.

579.3. Une aire de stationnement intérieure doit être dotée de bornes de recharge pour véhicule électrique ».

68. L'article 618.4 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, lors de l'ajout de logements dans un bâtiment existant, le nombre d'unités de stationnement exigé à l'extérieur est de 5 % ».

69. Les articles 667.3, 667.4, 668.2, 668.3, 668.4, 668.9 et 668.10 de ce règlement sont abrogés.

70. Les feuillets des zones 0257, 0212 et 0201 de l'annexe A.3 de ce règlement sont modifiés tel qu'illustré sur les extraits joints en annexe I au présent règlement.

71. L'article 3 du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (RCA22 17379) est modifié par le remplacement des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

72. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 3, de l'article suivant :

« **3.1** Quiconque contrevient à une disposition d'une résolution ou d'une décision approuvant les plans conformément au présent règlement ou ne réalise pas les travaux conformément à ces plans approuvés, commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 4. ».

73. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 6, des articles suivants :

« **6.1** En plus des documents exigés à l'article 6, les documents additionnels indiqués au tableau ci-dessous doivent accompagner une demande prévue à certaines sections spécifiques du présent règlement.

Section visée	**Type de travaux**	**Documents additionnels requis**
Chapitre IV		
Section I – Dispositions applicables à l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques	Toute opération cadastrale, sauf une annulation, une correction ou un remplacement d'un numéro de lot.	Un **plan de lotissement** illustrant l'ensemble de la propriété
Section II – Dispositions applicables à l'écoterritoire les sommets et les flancs du mont Royal	Toute opération cadastrale, sauf une annulation, une correction ou un remplacement d'un numéro de lot.	Un **plan de lotissement** illustrant l'ensemble de la propriété
Section IV – Disposition applicable aux secteurs d'intérêt archéologique	Toute opération cadastrale visant la création d'une emprise publique.	Une **étude du potentiel archéologique**
Section VI – Dispositions applicables aux terrains adjacents à une gare de triage ferroviaire ou à une voie ferrée principale	L'ensemble des interventions assujetties prescrites à l'article 57.	Une **évaluation de la viabilité des aménagements à proximité des activités ferroviaires**

6.2 Une évaluation de la viabilité des aménagements à proximité des activités ferroviaires exigée à l'article 6.1 doit :

1° être réalisée par un expert dans le domaine;

2° être réalisée en étroite collaboration avec la compagnie de chemin de fer concernée;

3° inclure minimalement les renseignements et les informations prévus à l'annexe A.

6.3 Une étude du potentiel archéologique exigé à l'article 6.1 doit inclure :

1° un résumé des données historiques et archéologiques existantes;

2° l'indication et la caractérisation du potentiel archéologique à l'aide d'un plan;

3° une stratégie d'intervention, s'il y a lieu. ».

74. L'article 15 de ce règlement est modifié par :

1° l'ajout, au paragraphe 3, après les mots « fournisse des garanties financières », des mots « par le biais d'une lettre de garantie bancaire afin de garantir le respect et la réalisation des travaux conformément aux plans approuvés »;

2° l'ajout du deuxième alinéa suivant :

« La lettre de garantie bancaire doit :

1° être délivrée par une institution financière canadienne;

2° être irrévocable et inconditionnelle;

3° demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux soient réalisés. ».

75. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 15, de l'article suivant :

« **15.1** Si à la date d'expiration du permis les travaux n'ont pas été réalisés ou entièrement complétés conformément aux plans approuvés, le conseil d'arrondissement peut :

1° faire exécuter les travaux et utiliser les garanties financières pour le paiement ou le remboursement du coût des travaux ou de toute dépense afférente;

2° encaisser les garanties financières à titre de pénalité. ».

76. L'intitulé du chapitre III de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **CHAPITRE III**
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OBJETS ASSUJETTIS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE ».

77. Ce règlement est modifié par le déplacement de l'article 17 sous le chapitre III.

78. L'intitulé de la section I du chapitre III de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **SECTION I**
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX NOUVELLES CONSTRUCTIONS ET À LA MODIFICATION D'UN VOLUME DE BÂTIMENT ».

79. L'article 18 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **18.** Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° la construction d'un bâtiment principal;

2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal;

3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

5° l'aménagement du terrain lié à la construction ou à la modification à l'implantation d'un bâtiment principal ou d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus. ».

80. L'intitulé de la section II du chapitre III de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « SECTION II » par les mots « SOUS-SECTION I ».

81. L'article 20 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, des mots « à l'article 18 » par les mots « aux paragraphes 1 à 4 de l'article 18 »;

2° le remplacement du critère d) du premier objectif par le suivant :

« d) **L'implantation** s'inscrit dans la continuité de l'alignement caractéristique de la rue et tend à ne pas augmenter de plus du tiers le taux d'implantation d'origine ou le volume du bâtiment principal sur ce terrain. ».

82. L'intitulé de la section III du chapitre III de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « SECTION III » par les mots « SOUS-SECTION II ».

83. L'article 22 de ce règlement est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, du mot « à l'article 18 » par les mots « aux paragraphes 1 à 4 de l'article 18 »;

2° l'insertion, au troisième objectif, après les mots « construction durable », des mots « et résiliente »;

3° l'ajout, parmi les critères du troisième objectif, des critères suivants :

« h) **Le seuil d'une porte d'entrée ou de garage** située tout ou en partie sous le niveau du sol est surélevé par rapport au niveau du sol adjacent et munie d'un avaloir ou d'une fosse afin d'éviter l'infiltration de l'eau de ruissellement.

i) **Le seuil d'une fenêtre** située tout ou en partie, sous le niveau du sol est surélevé par rapport au niveau du sol adjacent et munie d'une margelle de protection, afin d'éviter l'infiltration de l'eau de ruissellement. ».

84. L'intitulé de la section IV du chapitre III de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « SECTION IV » par les mots « SOUS-SECTION III ».

85. L'article 24 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « à l'article 18 » par les mots « au paragraphe 5 de l'article 18 ».

86. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 24, des sections suivantes :

« **SECTION II**
DISPOSITIONS APPLICABLES À UNE COUR ANGLAISE

25. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° l'aménagement d'une cour anglaise située dans une cour avant;

2° la modification aux dimensions d'une cour anglaise située dans une cour avant.

26. Une intervention visée à l'article 25 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	**Critères d'évaluation**
1° Favoriser l'intégration	a) Les proportions de la cour anglaise permettent

des composantes de la cour anglaise à l'architecture du bâtiment	de configurer un accès sécuritaire et fonctionnel au bâtiment.
	b) Les proportions et dispositions des ouvertures contribuent à optimiser l'éclairage et la ventilation naturelle des espaces aménagés sous le niveau du rez-de-chaussée.
	c) Les solutions proposant une gradation de la dénivellation doivent être privilégiées dans le but d'éviter la présence de garde-corps.
	d) Les ouvertures orientées sur la cour anglaise proposent des typologies de fenestration, des matériaux et des couleurs similaires à celles présentes sur le bâtiment.
	e) Les rampes et garde-corps sont appareillés à ceux présents sur la façade du bâtiment.
2° Favoriser la gestion écologique des eaux de pluie tout en minimisant les risques d'infiltration d'eau liée aux événements climatiques	a) Les gouttières sont prolongées vers les surfaces perméables et à bonne distance de la cour anglaise afin que l'eau se draine naturellement.
	b) La topographie oriente l'eau de ruissellement de surface dans le sens opposé de la cour anglaise.
	c) Les aménagements permettant l'accès à la cour anglaise sont conçus de manière à limiter les surfaces imperméables et favoriser l'infiltration naturelle ou la captation des eaux pluviales.
	d) Le seuil d'une porte d'entrée ou d'une fenêtre située tout ou en partie sous le niveau moyen du sol est surélevé par rapport au niveau du sol adjacent afin d'éviter l'infiltration de l'eau de ruissellement.
3° Maintenir et rehausser les caractéristiques naturelles et végétales significatives présentes sur le site	a) Les proportions de la cour anglaise contribuent à maintenir les caractéristiques paysagères du terrain.
	b) Les aménagements proposés en cours avant favorisent la conservation et la mise en valeur des arbres et de la végétation existants.

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES À UNE AIRE DE JEUX ACCESSOIRE

27. Les dispositions de la présente section s'appliquent à un terrain occupé ou projeté pour un usage « garderie » ou « école primaire et préscolaire » du *Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).

28. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° l'aménagement ou le remplacement d'une aire de jeux accessoire.

29. Une intervention visée à l'article 28 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	Critères d'évaluation
1° Contribuer à rehausser la qualité du milieu de vie	a) L'aménagement de la cour est conçu de manière à minimiser ses impacts sur les propriétés résidentielles adjacentes.
	b) L'aménagement de la cour favorise la mixité des espaces dédiés aux jeux actifs, aux activités d'apprentissage et à la détente.
	c) Les clôtures ornementales ajourées sont préconisées en bordure d'une voie publique.
	d) Les aires de manutention et d'entreposage des matières résiduelles s'intègrent à l'aménagement de la cour et s'implantent de manière à assurer la sécurité et à minimiser les nuisances associées (visuelles, olfactives, sonores).
	e) Un équipement mécanique s'intègre à l'aménagement de la cour et s'implante de manière à assurer la sécurité et à minimiser les nuisances associées (visuelles, olfactives, sonores).
	f) Une dépendance s'intègre à l'aménagement de la cour et s'implante de manière à assurer la sécurité et la fonctionnalité des installations.
2° Réduire les effets d'îlot de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la gestion écologique des eaux de pluie	a) Les aménagements paysagers sont conçus de manière à protéger et mettre en valeur les caractéristiques naturelles et végétales présentes sur le site.
	b) L'aménagement de la cour favorise la plantation d'arbres à grand déploiement disposés de façon à maximiser l'ombrage des surfaces minéralisées.
	c) Le projet privilégie l'aménagement d'îlots de fraîcheur.
	d) Les matériaux de revêtement proposés sont appropriés à l'usage, présentent un faible impact environnemental et contribuent à réduire les effets d'îlot de chaleur.
	e) Le projet préconise l'utilisation des matériaux perméables, tels le sable, le paillis, le pavé alvéolé ou le gazon renforcé.
	f) La végétation est maximisée, diversifiée et composée d'espèces indigènes résistantes à la sécheresse et nécessitant peu d'entretien et d'irrigation.
	g) Le projet préconise l'infiltration et la rétention naturelle en surface des eaux de pluie et de fonte.
	h) Le projet favorise l'aménagement de zones aptes à être inondées pour recevoir temporairement les précipitations de plus forte

	intensité.

SECTION IV
DISPOSITIONS APPLICABLES À UNE STATION SERVICE

30. Les dispositions de la présente section s'appliquent sur un terrain occupé ou projeté pour un usage « carburant » du *Règlement d'urbanisme de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).

31. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° la construction d'un bâtiment principal ou d'une marquise;

2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal ou d'une marquise;

3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

5° l'aménagement du terrain lié à la construction ou à la modification à l'implantation d'un bâtiment principal, d'une marquise ou d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus.

32. Une intervention visée à l'article 31 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	**Critères d'évaluation**
1° Assurer l'intégration harmonieuse des constructions dans le cadre bâti et dans le paysage environnant.	a) Le bâtiment principal est orienté de manière à être bien visible de la rue. Il se démarque des autres constructions par son emprise au sol, sa volumétrie et par son architecture.
	b) Lorsque le terrain est bordé par une ruelle, l'aménagement paysager définit clairement la limite du terrain.
	c) Des aménagements paysagers tels que des plates-bandes, des massifs d'arbustes et des allées d'arbres sont prévus aux abords des voies d'accès au site.
2° Favoriser l'intégration architecturale des constructions et harmoniser les composantes présentes sur le site	a) L'implantation et la volumétrie d'une dépendance sont subordonnées à celles du bâtiment principal.
	b) La marquise est implantée de façon à ne pas masquer le bâtiment principal.
	c) Le parti architectural, les couleurs et les matériaux de revêtement de la marquise et ceux des bâtiments principal et secondaire s'harmonisent pour créer un concept d'ensemble cohérent.
	d) La dimension et la volumétrie de la marquise considèrent des dimensions du bâtiment principal.

	e) Le cas échéant, le parapet du bâtiment principal surpasse la marquise.
3° Minimiser les impacts du projet sur la qualité des milieux de vie	a) Le projet minimise les impacts de ses murs aveugles exposés sur les propriétés voisines et la voie publique.
	b) Le projet minimise l'impact sonore de ses activités sur le tissu urbain environnant.
	c) Les équipements mécaniques aménagés sur le toit sont dissimulés derrière le parapet.
	d) Les aires à rebuts sont intégrées à l'architecture du bâtiment et conçues de manière à minimiser les nuisances qui leur sont associées, notamment visuelles, sonores ou olfactives.
	e) Les éléments d'éclairage décoratifs sont sobres et peu nombreux, mais fournissent néanmoins un éclairage suffisant pour garantir la sécurité des lieux. Ils sont orientés vers le sol et n'excèdent pas les limites du terrain commercial.
	f) Des écrans physiques, tel un muret avec un revêtement s'harmonisant au bâtiment principal, ou de végétaux sont aménagés autour des équipements techniques, mécaniques ou d'utilité publique.

».

87. Ce règlement est modifié par l'ajout du chapitre suivant :

« **CHAPITRE IV**
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OBJETS ASSUJETTIS DANS DES TERRITOIRES SPÉCIFIQUES

SECTION I
DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ÉCOTERRITOIRE DE LA FALAISE SAINT-JACQUES

33. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain ou partie de terrain situé dans les limites d'un bois se trouvant dans l'écoterritoire, ainsi que dans son aire de protection, telle qu'identifiée sur la carte de l'annexe B intitulée « Écoterritoire de la falaise Saint-Jacques ».

34. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° la construction d'un bâtiment principal;

2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal;

3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

5° une opération de remblai et de déblai;

6° une opération cadastrale, sauf une annulation, une correction ou un remplacement d'un numéro de lot.

35. La mise en œuvre du mécanisme de plan d'implantation d'intégration architecturale pour l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants :

1° élaborer et mettre en œuvre un plan de protection et de mise en valeur de la falaise, en concertation avec les arrondissements concernés.

2° protéger le couvert végétal du talus afin de prévenir les problèmes d'érosion.

3° maintenir des milieux ouverts pour diversifier les habitats fauniques et favoriser la couleuvre brune.

4° prévoir une bande verte au pied de la falaise, tel que le prévoit le ministère des Transports dans le cadre du projet Turcot, ainsi que des percées visuelles.

5° favoriser l'aménagement de liens pédestres et cyclables afin de désenclaver la falaise et de relier celle-ci aux quartiers environnants et aux composantes de la Trame verte et bleue du secteur (parcs Angrignon et des Rapides, parc du Mont-Royal, etc.)

SOUS-SECTION I
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION RELATIFS À L'IMPLANTATION ET À LA TOPOGRAPHIE

36. Une intervention visée aux paragraphes 1 à 5 de l'article 34 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	**Critères d'évaluation**
1° Assurer l'insertion harmonieuse des constructions aux milieux naturels dans les écoterritoires	a) L'implantation des constructions maximise la conservation des bois, en tenant compte de leurs valeurs écologiques.
	b) L'implantation des constructions respecte la topographie du terrain.
2° Favoriser la préservation et la mise en valeur des milieux naturels dans les écoterritoires	a) L'utilisation du terrain et la construction s'intègre au bois en mettant ses caractéristiques en valeur.
	b) La topographie naturelle des lieux est préservée en limitant les travaux de déblai et de remblai.
	c) L'aménagement de corridors écologiques et récréatifs qui permettent de relier les bois est favorisé.
	d) La crête en haut du talus est préservée en limitant les travaux de déblai et de remblai.

SOUS-SECTION II
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION RELATIFS AU LOTISSEMENT

37. Une intervention visée au paragraphe 6 de l'article 34 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

1° Assurer la création de lots adaptés aux particularités du milieu environnant	a) Le tracé des rues et le lotissement sont conçus de façon à assurer la création et la protection de percées visuelles vers les milieux naturels.

	b) Le tracé des rues est conçu de façon à limiter la perte d'espaces boisés.
	c) Le lotissement prévoit le maintien à l'état naturel d'une bande de protection le long des bois et de la crête de la Falaise.
	d) Le lotissement maximise la conservation des bois en tenant compte de leur valeur écologique.
	e) Le lotissement favorise l'aménagement de corridors écologiques et récréatifs permettant de relier les bois.

SECTION II
DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ÉCOTERRITOIRE LES SOMMETS ET LES FLANCS DU MONT ROYAL

38. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain ou partie de terrain situé dans les limites d'un bois, d'un milieu humide ou d'un cours d'eau se trouvant dans l'écoterritoire, ainsi que dans son aire de protection, telle qu'identifiée sur la carte de l'annexe C intitulée « Écoterritoire Les sommets et les flancs du mont Royal ».

39. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° la construction d'un bâtiment principal;

2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal;

3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

5° une opération de remblai et de déblai;

6° une opération cadastrale, sauf une annulation, une correction ou un remplacement d'un numéro de lot.

40. Pour ce secteur d'application, la mise en œuvre du mécanisme de plan d'implantation et d'intégration architecturale pour l'écoterritoire Les sommets et les flancs du mont Royal vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants :

1° en lien avec le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal, mettre en œuvre un plan de gestion écologique d'ensemble pour le site patrimonial du mont Royal, avec toutes les parties prenantes pour assurer la protection des milieux naturels, de la biodiversité et des secteurs à caractère emblématique.

2° maximiser les vues et les possibilités de contact avec la nature sur tout le pourtour de la montagne.

3° favoriser l'aménagement de liens verts entre les îlots naturels situés sur les trois sommets, à l'intérieur comme à l'extérieur des parcs existants.

4° préserver le couloir boisé qui encadre la voie Camillien-Houde.

SOUS-SECTION I
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION RELATIFS À L'IMPLANTATION ET À LA TOPOGRAPHIE

41. Une intervention visée aux paragraphes 1 à 5 de l'article 39 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	Critères d'évaluation
1° Assurer l'insertion harmonieuse des constructions aux milieux naturels dans les écoterritoires.	a) L'implantation des constructions tient compte de la valeur écologique du milieu environnant.
	b) L'implantation des constructions maximise la conservation des bois, des cours d'eau intérieurs et des milieux humides en tenant compte de leurs valeurs écologiques.
	c) L'implantation des constructions respecte la topographie du terrain.
	d) L'implantation des constructions maintient le régime hydrique des cours d'eau ou l'améliore.
2° Favoriser la préservation et la mise en valeur des milieux naturels dans les écoterritoires	a) Le projet intègre l'utilisation du terrain ou de la construction à la berge, au bois, au milieu humide ou au cours d'eau intérieur en mettant ses caractéristiques en valeur.
	b) La topographie naturelle des lieux est préservée en limitant les travaux de déblai et de remblai.
	c) L'aménagement de corridors écologiques et récréatifs permettant de relier les berges, les bois, les cours d'eau intérieurs et les milieux humides est favorisé.
	d) Le maintien à l'état naturel d'une bande de protection riveraine d'une profondeur suffisante le long d'une berge, d'un cours d'eau intérieur et d'un milieu humide est favorisé.

SOUS-SECTION II
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION RELATIFS AU LOTISSEMENT

42. Une intervention visée au paragraphe 6 de l'article 39 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	Critères d'évaluation
1° Assurer la création de lots adaptés aux particularités du milieu environnant	a) Le lotissement assure la création et la protection de percées visuelles vers les milieux naturels.
	b) Le lotissement limite la perte d'espaces boisés.
	c) Le lotissement prévoit le maintien à l'état naturel d'une bande de protection le long des cours d'eau et autour des milieux humides.
	d) Le projet favorise l'aménagement de corridors écologiques et récréatifs permettant de relier les bois, les milieux humides et les cours d'eau.

	e) Le lotissement maximise la conservation des bois, des milieux humides et des cours d'eau intérieurs en tenant compte de leur valeur écologique.

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MOSAÏQUES DE MILIEUX NATURELS

43. Les dispositions de la présente section s'appliquent à tout terrain ou partie de terrain situé dans une mosaïque de milieux naturels, telle qu'identifiée sur la carte de l'annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels », ou à un terrain adjacent à celle-ci.

44. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° la construction d'un bâtiment principal;

2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal;

3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

5° une opération de remblai et de déblai.

45. Pour ce secteur d'application, la mise en œuvre du mécanisme des plans d'implantation et d'intégration architecturale vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants :

1° favoriser la conservation, la mise en valeur et l'intégration d'un bois ou d'un milieu naturel;

2° rehausser la biodiversité du secteur.

46. Une intervention visée à l'article 44 située sur un terrain contigu à une mosaïque de milieux naturels doit répondre à l'objectif et aux critères suivants :

Objectifs	Critères d'évaluation
1° Préserver l'alimentation en eau des milieux naturels	a) Les travaux de remblai et de déblai tendent à conserver une topographie favorable au maintien de l'équilibre hydrique du milieu.
	b) Le projet favorise le maintien du régime hydrique des cours d'eau et des milieux humides par la préservation des bassins de drainage naturels et par des aménagements et ouvrages appropriés de gestion des eaux pluviales.
	c) Le projet tend à réduire les surfaces imperméables.
	d) Le projet et les aménagements sont implantés et configurés de manière à permettre l'écoulement des eaux vers les milieux naturels afin de maintenir l'équilibre écologique.

47. Toute intervention visée à l'article 44 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	Critères d'évaluation
1° Favoriser la conservation, la mise en valeur et l'intégration d'un bois ou d'un milieu humide en tenant compte de leur valeur écologique	a) Le tracé des rues et le lotissement sont conçus de façon à limiter la perte de boisés et de milieux humides présentant une valeur écologique.
	b) L'implantation du bâtiment ou l'aménagement d'un terrain tend à limiter la perte de boisés et de milieux humides présentant une valeur écologique.
	c) L'implantation du bâtiment assure la conservation d'une bande de protection le long d'un cours d'eau et autour des milieux humides.
2° Valoriser les éléments d'intérêts naturels et favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet	a) Le tracé des rues, le lotissement et l'implantation du bâtiment sont conçus de façon à assurer la création et la protection de percées visuelles vers les milieux naturels d'intérêt de la mosaïque.
	b) L'aménagement de liens entre les milieux naturels présentant une valeur écologique est favorisé.
	c) L'implantation du bâtiment ou l'aménagement du terrain met en valeur les boisés et milieux humides existants.
	d) La création d'aménagement visant la mise en valeur des milieux naturels présentant une valeur écologique est favorisée.
3° Favoriser la préservation et le rehaussement de la	a) Le projet maximise la conservation des arbres présentant un intérêt sur le plan

biodiversité	écologique ou esthétique.
	b) Le projet maximise la conservation des espèces végétales et animales présentant une valeur écologique.
	c) Le projet favorise la préservation des lieux de nidification ou de reproduction présentant une valeur écologique.
	d) Le projet favorise la renaturalisation et la plantation d'espèces indigènes diversifiées, ainsi que l'éradication d'espèces exotiques envahissantes.
4° Préserver l'alimentation en eau des milieux naturels	a) Les travaux de remblai et de déblai tendent à conserver une topographie favorable au maintien de l'équilibre hydrique du milieu.
	b) Le projet favorise le maintien du régime hydrique des cours d'eau et des milieux humides par la préservation des bassins de drainage naturels et par des aménagements et ouvrages appropriés de gestion des eaux pluviales.
	c) Le projet tend à réduire les surfaces imperméables.
	d) Le projet et les aménagements sont implantés et configurés de manière à permettre l'écoulement des eaux vers les milieux naturels afin de maintenir l'équilibre écologique.

SECTION IV
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SECTEURS D'INTÉRÊT ARCHÉOLOGIQUE

48. Les dispositions de la présente section s'appliquent aux territoires identifiés à la carte de l'annexe E intitulée « Secteur d'intérêt archéologique ».

49. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° Un projet de lotissement visant à créer une emprise publique requérant un permis.

50. Pour ce secteur d'application, la mise en œuvre du mécanisme des plans d'implantation et d'intégration architecturale vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants :

1° poursuivre les efforts de documentation du patrimoine archéologique;

2° encadrer, protéger et mettre en valeur le patrimoine archéologique.

51. Une intervention visée à l'article 49 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	**Critères d'évaluation**
1° Protéger les vestiges présentant une grande	a) Les limites de l'emprise tiennent compte du potentiel archéologique identifié;

valeur archéologique	b) La largeur de l'emprise est minimisée de manière à limiter les besoins en excavation sur le site.

SECTION V
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TERRAINS ADJACENTS À UNE LIMITE D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ARRONDISSEMENT

52. Les dispositions de la présente section s'appliquent à un terrain faisant face ou étant adjacent à un autre arrondissement ou à une autre municipalité.

53. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° la construction d'un bâtiment principal;

2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal;

3° la construction d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus;

4° la modification d'un volume d'une dépendance d'une superficie de 15 m² ou plus.

54. Pour ce secteur d'application, la mise en œuvre du mécanisme des plans d'implantation et d'intégration architecturale vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants :

1° assurer l'intégration des projets au cadre bâti adjacent situé dans les arrondissements du Sud-Ouest, d'Outremont, de Ville-Marie et dans les Municipalité de Montréal-Ouest, Côte-Saint-Luc, Hampstead, Mont-Royal et Westmount;

2° limiter l'impact des constructions sur l'environnement immédiat situé dans les arrondissements du Sud-Ouest, d'Outremont, de Ville-Marie et dans les municipalités de Montréal-Ouest, Côte-Saint-Luc, Hampstead, Mont-Royal et Westmount.

55. Une intervention visée à l'article 53 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	**Critères d'évaluation**
1° Assurer la compatibilité des projets aux limites d'une municipalité ou d'un d'arrondissement	a) Le projet est compatible avec les caractéristiques du cadre bâti d'une municipalité ou d'un arrondissement voisin en ce qui concerne la hauteur, l'aménagement de la cour avant, la localisation des accès aux aires de stationnement, les parements ainsi que l'alignement et le mode d'implantation.
	b) Le projet prend en considération les bâtiments situés en face ou à côté dans l'autre municipalité ou arrondissement lorsque ces bâtiments sont représentatifs des bâtiments situés dans cette municipalité ou l'arrondissement ou qu'ils possèdent des caractéristiques architecturales d'intérêt. Dans le cas contraire, les dispositions réglementaires affectant ces terrains doivent servir de guide à l'établissement de la compatibilité.
2° Minimiser les impacts du projet aux limites d'une	a) Les impacts du projet sur les conditions d'ensoleillement sont équivalents ou

municipalité ou d'un d'arrondissement	inférieurs à ceux d'un projet d'une hauteur correspondant à une fois et demie la hauteur autorisée sur un terrain adjacent faisant face à la limite d'une municipalité ou d'un arrondissement où seuls des usages résidentiels sont autorisés.
3° Assurer une harmonisation de l'affichage dans le secteur.	a) L'affichage s'intègre au caractère de la rue par ses dimensions, sa localisation, son support, sa hauteur et son type d'éclairage.

SECTION VI
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TERRAINS ADJACENTS À UNE GARE DE TRIAGE FERROVIAIRE OU À UNE VOIE FERRÉE PRINCIPALE

56. Les dispositions de la présente section s'appliquent sur un terrain adjacent à une emprise d'une gare de triage ou à une emprise d'une voie ferrée principale identifiée à la carte de l'annexe F intitulée « Gare de triage et voie ferrée ».

57. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° la construction d'un bâtiment principal destiné à être occupé par un usage sensible;

2° la modification d'un volume d'un bâtiment principal occupé par un usage sensible ou destiné à être occupé par un usage sensible;

3° la transformation d'un bâtiment principal destiné à être occupé par un usage sensible.

58. Pour ce secteur d'application, la mise en œuvre du mécanisme des plans d'implantation et d'intégration architecturale vise l'atteinte des buts et intentions d'aménagement suivants :

1° assurer la sécurité des aménagements et des constructions;

2° réduire les nuisances de la proximité de la voie ferrée.

59. Une intervention visée à l'article 57 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	**Critères d'évaluation**
1° Implanter les nouvelles constructions de manière favoriser la sécurité des aménagements et des constructions	a) L'implantation assure un dégagement suffisant entre le bâtiment et l'emprise de la voie ferrée.
	b) Les mesures de protection naturelles, telles que les talus, sont privilégiées.
2° Concevoir des bâtiments de manière à réduire les nuisances pouvant être causées en raison de leur proximité à la voie ferrée	a) L'orientation, la taille et le nombre d'ouvertures tiennent compte des nuisances liées au bruit des activités sur la voie ferrée.
	b) Les matériaux de revêtement de maçonnerie et de béton sont privilégiés.
	c) L'aménagement des balcons, en termes d'orientation, de retrait ou de protection, favorise une diminution des impacts sonores des activités sur la voie ferrée.
3° Assurer l'intégration des	a) Lorsque le projet est réalisé sur un terrain

mesures d'atténuation aux aménagements de terrain	contigu à un autre terrain qui a été aménagé avec un talus ou un écran antibruit, le projet doit s'en inspirer afin d'assurer une intégration à l'ensemble.
	b) Le choix des plantations (essence, nombre et densité) tend à réduire l'impression de bruit en provenance de la voie ferrée.
	c) Les écrans acoustiques sont composés ou ornés par des végétaux.

SECTION VII
DISPOSITIONS APPLICABLES AU SECTEUR CROWLEY / DÉCARIE

60. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent au territoire identifié à l'annexe G intitulée « Secteur Crowley-Décarie ».

61. Les interventions assujetties aux objectifs et critères de la présente section sont les suivantes :

1° une opération cadastrale, sauf une annulation, une correction ou un remplacement d'un numéro de lot;

2° la construction d'un bâtiment principal.

SOUS-SECTION I
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION RELATIFS AU LOTISSEMENT

62. Une intervention visée au paragraphe 1 de l'article 61 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	Critères d'évaluation
1° Assurer la création de lots adaptés à la typologie des bâtiments projetés	a) La taille des lots permet d'accueillir la densification souhaitée pour le secteur.
	b) La forme des nouveaux lots est adaptée au projet à construire.
	c) La forme des nouveaux lots tient compte des nuisances associées à la présence de la voie ferrée et de l'autoroute.
2° Dans les sous-secteurs 1, 2, 3 et 4, assurer la création de passages publics reliant le boulevard Décarie au cœur de l'îlot	a) La forme des lots permet la création de passages reliant la ruelle Prud'homme à la voie publique.
	b) La forme des lots permet d'assurer la continuité de la ruelle Prud'homme ainsi que son prolongement.

SOUS-SECTION II
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION RELATIFS À L'IMPLANTATION ET L'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

63. Une intervention visée au paragraphe 2 de l'article 61 doit répondre aux objectifs et aux critères suivants :

Objectifs	Critères d'évaluation
1° Minimiser les impacts des nouveaux bâtiments sur le cadre bâti existant	a) Le cas échéant, l'implantation d'un bâtiment participe à la consolidation du front bâti sur le boulevard Décarie.

dans la zone 0784 tel qu'identifié au plan des zones de l'annexe A.1 du Règlement d'urbanisme (01-276)	b) Le cas échéant, l'implantation d'un bâtiment participe à la structuration de la tête de l'îlot en relation avec la rue Saint-Jacques.
	c) Le cas échéant, l'implantation d'un bâtiment participe à la structuration de l'intersection du boulevard Décarie et de l'avenue Crowley.
	d) L'implantation d'un bâtiment assure un dégagement adéquat par rapport à la ruelle publique afin de limiter ses impacts sur les cours arrière des propriétés situées sur l'avenue Prud'homme.
	e) La hauteur d'un bâtiment est modulée de manière à préserver des vues et des ouvertures vers le ciel et favoriser la pénétration de la lumière dans les cours.
	f) L'implantation et la volumétrie d'un bâtiment dans les sous-secteurs 1 et 6 doivent être modulées de manière à assurer une transition adéquate avec le milieu établi et à préserver.
	g) L'implantation et la volumétrie d'un bâtiment dans le sous-secteur 4 doivent être modulées de manière à assurer une transition adéquate avec le milieu établi et à préserver. Une volumétrie en escalier par volume de 4 étages est encouragée.
2° Accroître la qualité des aménagements du domaine privé en complémentarité avec le domaine public	a) L'implantation et l'articulation des façades d'un bâtiment dans les sous-secteurs 2, 3 et 4 offrent des dégagements variables limitant les longs plans de façades susceptibles de contribuer à l'effet de masse. Ces dégagements favorisant la plantation d'arbres, d'arbustes ou de végétaux. Cette plantation tient également compte des aménagements dans l'emprise publique.
	b) La plantation d'arbres à moyen et grand déploiement est à privilégier.
	c) Toute nouvelle construction doit contribuer à la mise en valeur des espaces extérieurs, et ce, dès les premières étapes de la conception du bâtiment.
	d) Toute nouvelle construction doit tendre à éviter les structures qui pourraient nuire à la plantation ou au déploiement des arbres, arbustes et plantations.
3° Favoriser une organisation spatiale des espaces axée sur l'appropriation des lieux	a) La perméabilité de l'îlot est assurée par l'aménagement de passages entre la ruelle et l'emprise publique.
	b) L'aménagement d'une cour favorise son appropriation collective par toutes les personnes fréquentant le bâtiment.

4° Créer des parcours accessibles, sécuritaires et qui favorisent l'utilisation des transports actifs	a) Les aménagements extérieurs assurent la création, la multiplication et la continuité des parcours actifs au cœur de l'îlot.
	b) Les aménagements extérieurs délimitent les espaces publics de la circulation des espaces privatifs, tout en assurant une continuité paysagère.
	c) Le tracé et l'aménagement des passages et de la ruelle projetés sont cohérents avec l'aménagement du domaine public (passages piétonniers, ruelles et traverses, intersections).
	d) Les parcours sont éclairés et adaptés à l'échelle piétonne.
	e) Les aménagements extérieurs assurent la continuité paysagère et contribuent à la lisibilité et la visibilité des accès.
5° Favoriser une architecture de qualité contribuant à renforcer la cohérence de l'ensemble des constructions projetées	a) Un bâtiment attenant au boulevard Décarie ou à la rue Saint-Jacques doit être constitué d'un rez-de-chaussée distinctif et d'un volume à l'échelle du boulevard Décarie. Un tel basilaire de 4 étages est fortement encouragé.
	b) La composition architecturale s'exprime dans un langage contemporain.
	c) L'enveloppe d'un bâtiment et ses saillies sont conçues de manière à aménager un espace tampon tel que des jardins d'hiver ou une coursive fermée contribuant notamment à renforcer l'intimité des logements et à limiter les nuisances associées aux voies ferrées.
	d) L'architecture d'un bâtiment est conçue de manière à minimiser les effets de réverbération sonores et les vibrations sur le milieu.
	e) L'architecture d'un bâtiment intègre un espace d'entreposage temporaire des matières résiduelles adjacent au domaine public pour les jours de collecte.
	f) Le projet favorise le verdissement ou l'utilisation des toitures et des constructions hors toit.
	g) Dans le sous-secteur 3, les retraits des deux étages supérieurs avant et arrière permettent une lecture franche du premier registre. Les retraits favorisent l'aménagement d'espaces appropriables sur les toits.
6° Dans les sous-secteurs 1 et 2, un bâtiment doit	a) À l'intersection du boulevard Décarie et de la rue Saint-Jacques, l'architecture d'un

tenir compte de son impact visuel et de ses effets sur l'ensoleillement des propriétés situées dans la zone 0784	bâtiment se veut distinctive et marque un repère.
	b) Le profil d'un bâtiment et son couronnement contribuent à rehausser la silhouette urbaine.
	c) L'architecture d'un bâtiment tient compte et contribue au paysage de la falaise Saint-Jacques et du mont Royal.
	d) Un bâtiment doit être sculpté de manière à limiter les impacts de l'ombrage et son effet de masse sur les propriétés voisines. Dans cet esprit, un bâtiment de forme rectangulaire n'est pas à privilégier.
	e) La forme du bâtiment est élancée. Le profil et les proportions du volume en surhauteur renforcent la verticalité de la proposition.
	f) Le traitement architectural de l'enveloppe favorise l'intégration du bâtiment dans son paysage.
	g) Les saillies sont intégrées dans l'épaisseur de l'enveloppe; leur traitement participe à l'expression architecturale et à la monumentalité du bâtiment.
	h) Les équipements mécaniques installés au niveau de la toiture sont préférablement dissimulés derrière un parapet.
7° Consolider les activités commerciales aux endroits stratégiques	a) Les activités commerciales sont organisées de manière à assurer une cohabitation harmonieuse avec les propriétés voisines.
	b) Sur l'avenue Crowley du côté nord, l'implantation d'un bâtiment prévoit un recul permettant la mise en valeur et l'appropriation d'une place en façade en cohérence avec l'occupation projetée du rez-de-chaussée.
	c) L'affichage est intégré à l'architecture du bâtiment et placé stratégiquement aux intersections.

».

88. Ce règlement est modifié par l'ajout des annexes suivantes :

1° annexe A intitulée « Évaluation de la viabilité des aménagements à proximité des activités ferroviaires », jointe en annexe II au présent règlement;

2° annexe B intitulée « Écoterritoire de la falaise Saint-Jacques », jointe en annexe III au présent règlement;

3° annexe C intitulée « Écoterritoire les sommets et les flancs du mont Royal », jointe en annexe IV au présent règlement;

4° annexe D intitulée « Mosaïque de milieux naturels », jointe en annexe V au présent règlement;

5° annexe E intitulée « Secteur d'intérêt archéologique », jointe en annexe VI au

présent règlement;

6° annexe F intitulée « Gare de triage et voie ferrée », jointe en annexe VII au présent règlement;

7° annexe G intitulée « Secteur Crowley-Décarie », jointe en annexe VIII au présent règlement.

89. L'article 1 du *Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation* (RCA22 17368) est modifié par :

1° la suppression, à la définition « règlement d'urbanisme », des mots « ou le Règlement d'urbanisme d'une partie du territoire de l'arrondissement Mont-Royal (01-281), selon le contexte »;

2° le remplacement, à la définition « autorité compétente », des mots « des services aux entreprises » par les mots « de la mobilité ».

90. L'article 35 de ce règlement est modifié par :

1° la suppression, au paragraphe 6°, des mots « ou aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa de l'article 371 du *Règlement d'urbanisme d'une partie du territoire de l'arrondissement Mont-Royal* (01-281) »;

2° le remplacement, au paragraphe 7°, des mots « paragraphe 6° » par « paragraphe 7° »;

3° la suppression, au paragraphe 7°, des mots « ou au paragraphe 7° de l'article 371 du *Règlement d'urbanisme d'une partie du territoire de l'arrondissement Mont-Royal* (01-281) ».

91. L'article 38 de ce règlement est modifié par l'insertion, au premier alinéa, après les mots « du règlement d'urbanisme », des mots « , ainsi que de transformer ou remplacer une caractéristique paysagère d'un immeuble significatif ».

92. L'article 39 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **39.** Pour obtenir un certificat d'autorisation d'aménagement paysager, en plus du formulaire de demande, le requérant doit transmettre à l'autorité compétente les documents et les renseignements suivants :

1° le nom et l'adresse du propriétaire et, le cas échéant, de son représentant dûment autorisé;

2° l'adresse de l'immeuble visé par la demande;

3° le certificat de localisation de l'immeuble;

4° un plan dessiné à l'échelle d'au moins 1 : 200 indiquant la localisation et la nature des travaux projetés;

5° un plan montrant la localisation exacte de tous les arbres situés sur le terrain, qu'il s'agisse d'arbres isolés ou croissant dans un massif boisé, et montrant les arbres à protéger, à transplanter et à abattre;

6° un document illustrant les mesures de protection des racines, troncs et branches à protéger;

7° tout autre renseignement permettant de vérifier que les travaux sont conformes à la réglementation municipale applicable.

Dans le cas d'une demande de certificat d'autorisation visant la construction, l'installation, la modification, l'enlèvement, la démolition ou la réalisation des aménagements paysagers visés à l'article 345.1 du règlement d'urbanisme, le requérant doit également fournir les documents suivants :

1° une analyse sur l'impact du projet sur les vues depuis et vers le Mont-Royal;

2° une analyse sur l'impact du projet sur les aménagements et les paysages existants;

3° une étude du potentiel archéologique du site et une analyse de l'impact du projet sur ce potentiel;

4° une analyse sur l'impact du projet sur le drainage actuel du site. ».

93. Le paragraphe 1° de l'article 40 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'article 40 » par les mots « l'article 39 ».

94. Le paragraphe 1° de l'article 45 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'article 45 » par les mots « l'article 44 ».

95. Le paragraphe 1° de l'article 50 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'article 50 » par les mots « l'article 49 ».

96. Le paragraphe 1° de l'article 54 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'article 54 » par les mots « l'article 53 ».

97. Le paragraphe 1° de l'article 58 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « l'article 58 » par les mots « l'article 57 ».

98. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 59, de la section suivante :

« **SECTION XII**
CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AIRE DE JEUX ACCESSOIRE

59.1 Il est interdit d'aménager une aire de jeux accessoire ou de remplacer une aire de jeux accessoire visée au règlement d'urbanisme ou à tout autre règlement ou résolution adopté en vertu de la Loi, de la Charte ou de l'ancienne Charte, sans obtenir un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire.

59.2 Pour obtenir un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire, en plus du formulaire de demande, le requérant doit transmettre à l'autorité compétente les documents et les renseignements suivants :

1° le nom et l'adresse de l'exploitant et, le cas échéant, de son représentant dûment autorisé;

2° l'autorisation du propriétaire de l'immeuble;

3° le certificat de localisation de l'immeuble;

4° l'adresse de l'immeuble ou le numéro de lot visé par la demande;

5° les plans à l'échelle du projet et de son implantation;

6° tout autre renseignement permettant de vérifier que l'aménagement de l'aire de jeux est conforme à la réglementation municipale applicable.

59.3 Le certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire est délivré si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1° les documents et les renseignements visés à l'article 59.5 ont été transmis;

2° le tarif visé à l'article 4 été acquitté;

3° la demande est conforme au règlement d'urbanisme;

4° à défaut d'être conforme au règlement d'urbanisme, la demande est conforme à un règlement ou à une résolution adopté en vertu de la Loi, de la Charte ou de l'ancienne Charte permettant d'y déroger;

5° le cas échéant, les plans ont été approuvés conformément à l'article 145.19 de la Loi.

59.4 Un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire est périmé si l'aménagement ou la modification de l'aire de jeux pour laquelle le certificat d'autorisation est délivré n'est pas complété dans les 24 mois de sa délivrance

L'autorité compétente peut révoquer un certificat d'autorisation d'aire de jeux accessoire si l'aire de jeux pour laquelle le certificat a été délivré est modifiée ou remplacée. ».

ANNEXE I
EXTRAITS DE L'ANNEXE A.3 DU RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276 INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONES 0257, 0212 ET 0201)

ANNEXE II
ANNEXE A DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « ÉVALUATION DE LA VIABILITÉ DES AMÉNAGEMENTS À PROXIMITÉ DES ACTIVITÉS FERROVIAIRES ».

ANNEXE III
ANNEXE B DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « ÉCOTERRITOIRE DE LA FALAISE SAINT-JACQUES ».

ANNEXE IV
ANNEXE C DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « ÉCOTERRITOIRE LES SOMMETS ET LES FLANCS DU MONT ROYAL ».

ANNEXE V
ANNEXE D DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « MOSAÏQUE DE MILIEUX NATURELS »

ANNEXE VI
ANNEXE E DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « SECTEUR D'INTÉRÊT ARCHÉOLOGIQUE »

ANNEXE VII
ANNEXE F DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « GARE DE TRIAGE ET VOIE FERRÉE »

ANNEXE VIII
ANNEXE G DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (RCA22 17379) INTITULÉE « SECTEUR CROWLEY-DÉCARIE »

GDD : 1246290021

Adopté par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce lors de sa séance ordinaire tenue le 3 février 2025.

La mairesse d'arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 65.01

2025/05/05
19:00

Dossier # : 1254570009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion pour reconnaître le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul.

Motion pour reconnaître le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul .
Considérant que le génocide tamoul, survenu pendant la guerre civile sri-lankaise, a entraîné la perte de milliers de vies innocentes et causé d'immenses souffrances à la communauté tamoule;

Considérant que le 18 mai marque l'anniversaire de la fin de la guerre civile srilankaise en 2009;

Considérant qu'en 2022, le Parlement canadien a voté à l'unanimité pour reconnaître le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul;

Considérant que reconnaître et commémorer le génocide tamoul est essentiel pour reconnaître la douleur et la résilience du peuple tamoul, promouvoir la sensibilisation et encourager un engagement envers les droits humains et la justice;

IL EST RECOMMANDÉ :

Que l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce déclare par la présente le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul;

Que le conseil soutiendra et promouvra des activités et des événements qui éduquent le public sur le génocide tamoul, honorent les victimes et les survivants, et encouragent la réflexion et le dialogue sur l'importance des droits humains et de la réconciliation;

Que le conseil travaillera avec les organisations tamoules locales et les leaders communautaires pour garantir que la commémoration soit respectueuse, inclusive et significative.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-29 10:32

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254570009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion pour reconnaître le 18 mai comme Journée de commémoration du génocide tamoul.

CONTENU

CONTEXTE

Motion préparée à la demande de Gracia Kasoki Katahwa, mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et appuyée par Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-28

Julie FARALDO BOULET
secrétaire d'arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -